

**Les États-Unis face à la Francophonie :
Les stratégies américaines en Afrique francophone, 1960-1970**

par

Marine Lefèvre

Thèse de doctorat effectuée en cotutelle

au

**Département d'Histoire
Faculté des arts et des sciences
Université de Montréal**

et à

**L'École doctorale d'Histoire moderne et contemporaine
Université Paris IV Sorbonne**

Thèse de doctorat présentée conjointement

**à la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal en vue de
l'obtention du grade de Philosophiæ Doctor (Ph. D.) en Histoire**

et à

**L'École doctorale d'histoire moderne et contemporaine de l'Université Paris IV
Sorbonne en vue de l'obtention du grade de Docteur
de l'Université Paris IV Sorbonne en Histoire**

Avril 2005

©Marine Lefèvre, 2005



D
7

U54

2005

v.023

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

**Faculté des Études Supérieures
Université de Montréal
Et
École doctorale d'Histoire moderne et contemporaine
Université Paris IV Sorbonne**

Cette thèse intitulée

**Les États-Unis face à la Francophonie :
Les stratégies américaines en Afrique francophone, 1960-1970**

Présentée et soutenue par

Marine Lefèvre

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

**Président-rapporteur
et membre du jury**

Directeur de recherche

Directeur de recherche

Membre du jury

Examineur externe

Représentant du Doyen de la FE



SOMMAIRE

Contrairement à ce que l'on admet souvent, le continent africain n'a pas toujours été le grand oublié de la politique étrangère américaine. En fait, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la Guerre froide, celui-ci apparaît aux yeux des Américains comme un point stratégique vital pour la sécurité occidentale et fait partie intégrante de la politique d'endiguement de Truman. L'endiguement du communisme, tel est l'essentiel des visées américaines en Afrique au cours des années 1950 et 1960, mais ce ne sont pas les seules. En effet, avec l'arrivée de Kennedy au pouvoir en 1961 et en raison de multiples pressions intérieures, les relations afro-américaines prennent une couleur nettement plus économique et commerciale. Ainsi, sans perdre de vue la lutte anti-communiste, de nombreux programmes d'aide voient alors le jour et les liens avec plusieurs pays africains se développent, en particulier avec de jeunes États francophones. Si, le but de ce travail n'est pas de réécrire une histoire des relations afro-américaines, il entend néanmoins comprendre les enjeux à la fois internes –le mouvement des *Civils Rights*- et externes –la décolonisation et la Guerre froide- de la politique africaine des États-Unis dans les années 1960 et montrer comment ceux-ci pèsent sur l'élaboration de cette même politique. Dans cette perspective, analysant successivement les stratégies de Washington en Afrique puis plus spécifiquement en Afrique francophone, cette thèse vise également et surtout à mettre en évidence l'idée que, contre toute attente, les Américains se sont intéressés à la Francophonie et qu'ils ont, bien qu'indirectement, contribué à sa conception. Le contexte politique de la fin des années 60 semble d'ailleurs imposer un tel choix. De plus en plus impliqués au

Vietnam, les Américains ont besoin d'avoir les mains plus libres et ne peuvent plus s'occuper des maux d'une Afrique dans laquelle ils ont par ailleurs des intérêts économiques et commerciaux importants. À cet égard, la Francophonie ne présente aucun danger, si ce n'est celui de voir la France confirmer une influence déjà acquise. Le risque est donc limité et il vaut sans doute la peine de s'assurer de l'ancrage des pays francophones d'Afrique du bon côté du rideau de fer par le biais d'une organisation largement dominée et influencée par des puissances du monde occidental, notamment la France et le Canada. Se situant, à la croisée de leurs intérêts propres et de l'intérêt général, l'émergence de cette structure sur la scène internationale pousse donc les Américains à dépasser leur rivalité avec la France et à inscrire la Francophonie dans leurs projets en Afrique francophone.

Dans cette thèse, nous nous proposons donc d'offrir une nouvelle perspective à l'émergence de la Francophonie à la fin des années 60 en sortant du seul cadre France-Afrique-Canada, pour lui donner une dimension

Placer la naissance de la Francophonie dans cette perspective donne également une certaine portée à cette dernière. Il ne s'agit pas d'une simple organisation régionale - une de plus- mais d'une création à vocation internationale ayant une place -toujours relative mais réelle- dans une ère mondiale de détente à la fin des années 60 et au début des années 70.

Mots-clés : Relations internationales – Guerre froide – Organisations internationales/régionales – Coopération – Afrique de l'Ouest – Tunisie – Congo-Kinshasa – France – Canada - Québec

ABSTRACT

Contrary to what is generally considered and commonly accepted, the African continent has not always been overlooked by American foreign policy. In fact, as early as the end of World War II and the beginning of the Cold War, Africa was considered a vital strategic point for Western security and formed part and parcel of Truman's policy of containment. This containment of communism was indeed the United States' main concern in Africa during the 1950s and 1960s, but it was far from being its only one. In fact, with the arrival of Kennedy in power in 1961, and as a result of multiple domestic pressures, African-American relations took a decidedly economic and commercial turn. And so, without ever losing sight of the anti-communist struggle, the United States developed several aid programs and established ties with many African countries, in particular with the young Francophone states. If the purpose of this dissertation is not to rewrite the entire history of African-American relations, it nevertheless aims to achieve a greater understanding of both the domestic -the Civil Rights movement- and international -decolonization and the Cold War- context of US policy in Africa during the 1960s. It also intends to show the impact these issues had on the elaboration of such a policy. By analyzing American strategies in Africa in general and in French West Africa in particular, the present study intends to demonstrate that, contrary to all expectations, the United States were in fact very much interested in the Francophonie as an institution and that, even if indirectly, they contributed to its conception and creation. The political context of the end of the 60s seems to have dictated such a position. As they got more and more involved in Vietnam, the Americans felt the need to have their

hands free and therefore could not cope with ills of Africa, where they still had considerable economic and commercial interests. In this regard, the Francophonie posed absolutely no threat, apart from that of seeing France strengthen the influence it already had on the continent. The risk was thus limited and it was well worth securing the place of French-speaking African countries on the right side of the iron curtain, by way of an organization largely dominated by and under the influence of Western powers such as France and Canada. At the crossroads of specific and common interest, the emergence of this structure on the international scene pushed the United States to move past their long-time rivalry with France and to include the Francophonie in their plans in French Africa.

In this dissertation, we offer a new perspective and a new outlook on the development of the Francophonie at the end of the 1960s by going beyond the traditional trio of France-Africa-Canada and giving it a broader scope. This in turn allows us to speak of the rise of the Francophonie not merely as the birth of yet another regional organization, but as a creation with a truly international vocation in an era of world “détente” at the end of the 60s and beginning of the 70s.

Keywords : International Relations – Cold War – International/Regional Organisations – Cooperation – West Africa – Tunisia – Congo Kinshasa – France – Canada - Quebec

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	iii
Abstract	v
Table des matières	vii
Remerciements	xi
 Introduction	 1
 Première partie :	
La politique africaine des États-Unis : continuités et changements	13
I- La politique africaine des États-Unis : une traditionnelle indifférence	14
A- Kennedy et la refonte de la politique africaine	17
1) Avant la présidence	17
2) Kennedy et la “Nouvelle Frontière”	23
3) Les limites de la politique africaine de Kennedy	26
B- Johnson et le conflit vietnamien : la politique africaine en veilleuse	29
1) Un style différent pour une politique semblable	31
2) La politique africaine de Johnson : entre intérêt et désengagement	35
 II- Les Américains et l’Afrique	 42
A- Destins croisés :	
la communauté noire américaine à la rencontre de l’Afrique	42
B- L’émergence des centres d’études africaines	47
 III- Mécanismes et conduites de l’intervention américaine en Afrique	 53
A- Les intérêts américains en Afrique	54
B- Mécanismes et principes de l’aide américaine au développement	57

1) Kennedy et la nouvelle politique d'aide au développement	57
2) L'application à l'Afrique	62
C- Typologie des pays bénéficiaires	65
 Deuxième partie :	
Les États-Unis et l'Afrique francophone : une action ciblée qui reste marginale?	72
 IV- Facteurs, formes et limites de l'assistance américaine en Afrique francophone	 74
 V- L'assistance américaine en Afrique francophone : études de cas	 81
A- L'affaire du Congo	82
B- Des modèles à suivre : le cas de la Côte d'Ivoire, de la Tunisie et du Sénégal	95
1) La Côte d'Ivoire	95
2) La Tunisie	108
3) Le Sénégal	118
C- Le cas de la Guinée : entre communisme et bauxite	134
 VI- Les États-Unis, la France et l'Afrique francophone : Entre coopération et compétition	 147
 Troisième partie :	
Les États-Unis et la Francophonie	172
 VII- L'émergence de la Francophonie	 174
A- La Francophonie : une création africaine	175
1) Historiographie et Francophonie : Une vision idéalisée de l'adhésion africaine?	175
2) Entre communauté franco-africaine et intégration continentale, les dessous d'un concept	187

B- La France et la carte de la Francophonie	199
1) De Gaulle et la Francophonie	199
2) La politique africaine de la France	201
3) La France et la Francophonie :	
Des réticences à la prise en main du projet	207
C- Le Canada à la croisée des chemins	220
1) Le Canada et l'Afrique : du Commonwealth à la Francophonie	221
2) Le Canada et la Francophonie	230
D- En route vers l'ACCT : les premières conférences de la Francophonie	240
1) Le coup de Libreville et les efforts du Canada pour rester dans "la course à la Francophonie"	241
2) Le tournant de Kinshasa	251
3) Les Conférences de Niamey	258
VIII- Les États-Unis et la Francophonie : intérêt et contexte	271
A- Entre détente et Vietnam :	
mettre l'Afrique à l'abri de la Guerre froide	271
B- Vers une Afrique unie : Francophonie et regroupement régional	274
IX- Les États-Unis face à la Francophonie	278
A- Les diplomates américains et l'évolution du projet francophone	278
B- Pour une perception américaine de la Francophonie	292
C- De Libreville à Niamey, Washington entre Paris et Ottawa	298
Conclusion	312
Annexes	324
Annexe 1 : Les États-Unis et le Gabon	325
Annexe 2 : La France et le Congo-Kinshasa	333
Annexe 3 : Sur le sentier de Kinshasa : les États-Unis et la Francophonie	356

Annexe 4 : Le Canada et l'Afrique francophone	373
Annexe 5 : La Francophonie quatre ans après	405
Cartes	409
Carte 1 : La décolonisation de l'Afrique française	410
Carte 2 : Guerres et changements en Afrique depuis 1960	411
Carte 3 : Le Congo en 1960	412
Carte 3' : La crise congolaise de 1960-1965	413
Carte 4 : Le développement économique de l'Afrique de l'Ouest	414
Carte 5 : Les bauxites du Midi, 1950	415
Carte 5' : Les bauxites de Guinée	416
Carte 6 : Le continent convoité	417
Carte 7 : Le monde francophone	418
Index	419
Sources	423
Archives	424
Bibliographie	433

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier M. Georges-Henri Soutou qui depuis toutes ces années n'a cessé de me soutenir et de m'accorder sa confiance. J'adresse également toute ma gratitude à M. Samir Saul pour ses encouragements, sa rigueur et son attention ininterrompue tout au long de ces derniers mois, sans lesquels ce projet n'aurait pu être mené jusqu'à son terme. J'aurai également une pensée pour M. René Durocher qui m'a accompagné aux tout débuts de ce long processus.

À ma famille, mes parents, frère et sœurs, à mes amis d'ici et d'ailleurs, dont l'irremplaçable soutien et l'écoute ont contribué à la réalisation de ce projet. À Guy, pour tout...

Par ailleurs, une telle entreprise aurait été difficile à mener sans l'aide du personnel des archives (en France, au Canada et aux États-Unis) et des bibliothèques, en particulier ceux de l'Université de Montréal. Je tiens enfin à remercier le Conseil international d'études canadiennes et le Département d'Histoire de l'Université de Montréal pour leur soutien financier lors de l'amorce et de l'achèvement de ce doctorat.

INTRODUCTION

Si aujourd'hui, la Francophonie fait partie du paysage politique et culturel de chacun d'entre nous, cette idée, apparue récemment dans nos dictionnaires, semble pour beaucoup confuse.¹ La francophonie peut se définir comme la communauté des peuples parlant la langue française, ou l'utilisant à des degrés divers, que ce soit sur le plan interne ou sur le plan international. Par ailleurs, elle peut être perçue comme un cadre institutionnel composé d'organisations et d'associations tant gouvernementales que privées, engagées dans la poursuite du dialogue et de la coopération dans des secteurs d'activités et d'intérêts communs aux membres de cette communauté.²

La paternité du terme de francophonie est habituellement attribuée à Onésime Reclus (1837-1916). Ce géographe présente dans différents ouvrages une analyse tout à fait nouvelle en classant les différentes populations mondiales non en fonction de critères traditionnels (raciaux, économiques ou sociaux) mais par rapport à la langue parlée par celles-ci. Ainsi, il écrit dans *France, Algérie et colonies*, ouvrage paru en 1880 :

“Nous acceptons comme francophones tous ceux qui ont ou semblent destinés à rester ou à devenir participants de notre langue : Bretons et Basques de France, Arabes et Berbères du Tell dont nous sommes déjà les maîtres. Toutefois nous n'englobons pas tous les Belges dans la “francophonie” bien que l'avenir des Flamingants soit vraisemblablement d'être un jour des Franquillons.”³

¹ Notons dès à présent la différence que nous établissons entre le terme de “francophonie” qui représente la communauté des peuples parlant le français et celui de “Francophonie” qui correspond à l'institution ou l'organisation internationale.

² Gouvernement du Canada, *Le Sommet de la Francophonie, Paris, février 1986*, document d'information, Ottawa, 1986, p. 7.

³ Onésime Reclus, *France, Algérie et colonies*, Paris, Hachette, 1880 cité par Michel Tétu, *La Francophonie : histoire, problématique et perspectives*, Paris, Hachette, 1988, p. 40.

Dans un autre ouvrage, Reclus va même jusqu'à quantifier le nombre de francophones, qu'il évalue à près de cinquante deux millions d'individus à l'aube du XX^{ème} siècle⁴. Ainsi, pour lui, la "francophonie" devient l'ensemble des populations (et des territoires) parlant le français (et où l'on parle le français). Par ailleurs, il donne à cette idée tant linguistique que géographique, une dimension politique. En effet, il se fait porte-parole des idéaux de cette France de la III^e République, coloniale et héritière de la Révolution française, qui entend légitimer son expansionnisme vers les peuples africains par une volonté de parfaire son oeuvre civilisatrice. Dans cette perspective, la francophonie devient avant l'heure un espace où solidarité et coopération s'imposent.⁵

Après Reclus, les termes de "francophonie" et de "francophone" connaissent peu de succès au point de tomber dans l'oubli. L'expression "francité" est alors beaucoup plus usitée pour désigner tout ce qui a trait au français. Il faut attendre l'année 1962, pour voir réapparaître l'expression "francophonie" et ce dans un numéro spécial de la revue *Esprit* consacré au "Français, langue vivante".⁶ Ces articles mettent alors en évidence la place de la francophonie dans un contexte international et se posent des questions quant à l'avenir concret de cette idée. Progressivement au cours des années 60, le mot va faire son entrée dans les encyclopédies et les dictionnaires sans cependant recevoir une définition précise. *Le Grand Larousse de la langue française* donne la définition suivante de la francophonie en 1962 : "collectivité constituée par les peuples parlant le français".

⁴ Onésime Reclus, *La France et ses colonies*, Paris, Hachette, 1887 cité par *ibid.*, p. 40.

⁵ Xavier Deniau, *La Francophonie*, Paris, PUF, 1995 (1983), p. 10-11.

⁶ Ce numéro préparé tout particulièrement par Camille Bourniquel, voit la co-signature de nombreuses célébrités politiques et intellectuelles du moment : Gougenheim, Léopold Sédar Senghor, Norodom Sihanouk, Jean-Marc Léger. Voir Deniau, *op. cit.*, p. 11 et Tétu, *op. cit.*, p. 43.

Élaborer ou proposer une définition de la francophonie n'est pas chose aisée. Certains considèrent la solidarité linguistique comme facteur d'unification, alors que d'autres voient dans le partage d'une culture commune la base de la francophonie. Par ailleurs, plusieurs définissent la francophonie par le concept de coopération technique. Pour l'un de ses principaux promoteurs, Jean-Marc Léger, "la francophonie a quelque chose d'une version contemporaine de l'auberge espagnole : chacun y trouve ou croit y trouver ce qu'il y a apporté"⁷. C'est finalement le député gaulliste Xavier Deniau, dans son ouvrage *La Francophonie*, qui offre la définition la plus large. Pour lui, il est impossible de réduire la francophonie à une définition unique. Dans cette perspective, il dégage quatre sens : linguistique, géographique, spirituel et mystique, et institutionnel :

"1. Un sens linguistique. - L'origine du substantif "francophonie" est l'adjectif "francophone"... Il signifie "qui parle la langue française" ou "personne parlant le français"...

2. Un sens géographique. - Il existe dans le monde un certain nombre de peuples, d'hommes dont la langue (maternelle, officielle, courante ou administrative) est le français : ces peuples et ces hommes forment la francophonie...

3. Un sens spirituel et mystique. - La francophonie ne désigne pas simplement une réalité linguistique, géographique ou sociale, mais également le sentiment d'appartenir à une même communauté. Cette solidarité naît du partage de valeurs communes aux divers individus et communautés francophones...

4. Un sens institutionnel. - L'appartenance linguistique et géographique à un même ensemble provoque chez les individus un sentiment de participation qui se traduit dans la réalité par la naissance d'associations et d'organisations publiques et privées. Elle peut fonder une communauté plus vaste de concertation et de coopération, tendre à l'universel, surmonter les clivages en se référant à la formule de Theilhard de Chardin : "Tout ce qui monte converge"..."⁸.

Si les deux premières définitions s'imposent comme des évidences, les deux suivantes demandent pour leur part certaines explications. En fait, plusieurs de ces populations dites francophones vont réaliser relativement tardivement leur appartenance

⁷ Jean Marc Léger cité par Tétu, *La Francophonie*, p. 30.

⁸ Deniau *op. cit.*, Paris, PUF, 1995 (1983), pp. 15-24.

à une même communauté, celle de ceux qui parlent le français. Ce n'est en effet qu'à partir des années 50 et plus particulièrement à partir des années 60 que cette prise de conscience va s'opérer. L'idée qui émerge alors est que, devant l'avancée de la langue anglaise, il apparaît nécessaire de sauvegarder la culture et la langue françaises. Cette perspective progresse d'autant plus vite que ces peuples réalisent que c'est par la langue française qu'ils s'affirment comme nation. Dans ce contexte, c'est à partir de l'Afrique puis de l'Amérique du Nord avec le Québec que ce processus s'engage. À l'origine, le mouvement vise à créer une conscience francophone afin de rapprocher les pays africains ayant en commun l'usage du français d'une part et, d'autre part, afin de conjurer l'héritage colonial en le tournant à l'avantage de l'Afrique. Au Québec, la francophonie est vécue comme un moyen de "se sortir du monde anglo-saxon et de se propulser sur la scène internationale".⁹ Malgré des objectifs divergents, les différents promoteurs de l'entreprise francophone parviennent à s'organiser et à mettre en place les premières associations. Cette période va s'ouvrir sur une autre où les États francophones vont s'engager plus à fond sur le plan organique ; c'est la phase de l'"institutionnalisation" de la francophonie.

Ce sens institutionnel, mis en évidence par Xavier Deniau, s'impose avec la création en 1970 de l'Agence de coopération culturelle et technique, l'ACCT. Cette période est révélatrice d'une volonté politique de la part des gouvernements de collaborer les uns avec les autres. Alors que pour certains, la base originale du regroupement francophone est la défense de la langue française, l'institutionnalisation de la francophonie confirme d'autres priorités plus fondamentales encore comme l'aide

⁹ Fatima Houda-Pépin, *La Francophonie : Quelle Francophonie? Un point de vue africain*, Montréal, Centre maghrébin de recherche et d'information, 1987, p. 3.

au développement. En fait, la Francophonie devient l'organe d'une coopération multilatérale principalement orientée dans une perspective nord-sud.¹⁰ C'est cette Francophonie organisée, et plus particulièrement les chemins qui ont conduit à celle-ci, qui nous préoccupera tout au long de cette étude.

L'historiographie consacrée à la francophonie est extrêmement dense. Parce qu'elle est elle-même diverse, les ouvrages qui lui sont consacrés proviennent d'horizons tout aussi différents.¹¹ Or, ce qui va retenir particulièrement notre attention concerne très spécifiquement les études portant sur la constitution de la Francophonie en tant qu'organisation internationale et intergouvernementale à la fin des années 60, qui se concrétise, comme nous venons de le voir, par la création de l'ACCT. Dans cette perspective, les écrits ont été abondants à partir des années 80. Or, en dehors des quelques publications de sciences politique¹², la plupart sont surtout le fait de personnalités ou de chercheurs liés au milieu de la Francophonie, voire d'acteurs directs de la construction du mouvement francophone. Ainsi, trouve-t-on parmi ces "spécialistes" de la Francophonie des Xavier Deniau¹³ ou des Jean-Marc Léger¹⁴, qui

¹⁰ Une différence est à faire entre "francophonie", qui s'applique à la communauté des francophones et "Francophonie" qui correspond à l'organisation, l'institution.

¹¹ Nous renvoyons ici le lecteur à la bibliographie générale pour un aperçu plus détaillé de ces ouvrages et articles.

¹² On notera en particulier les études de Jean-Philippe Thérien, *La Francophonie, espace en émergence dans la politique étrangère canadienne*, Montréal, Université de Montréal, 1991, et de Françoise Coulombe, *L'Agence de coopération culturelle et technique : vers de nouveaux défis*, Ottawa, Bibliothèque du Parlement, 1990.

¹³ Député français, Xavier Deniau est très actif dans les premières organisations francophones. De plus, il a largement œuvré pour le développement des relations franco-québécoises, faisant partie de ce que l'on appelle communément la "mafia québécoise de l'Élysée". Son ouvrage sur la Francophonie, que nous avons cité plus haut, a été édité à plusieurs reprises et appartient aux classiques de la littérature sur le sujet. Il a également reçu le Prix de la langue française de l'Académie française.

¹⁴ Journaliste québécois, Jean-Marc Léger se fait particulièrement remarquer sur la scène francophone au moment de la création de l'ACCT dont il devient le premier secrétaire en 1970. Voir son livre sur la

ont été l'un et l'autre des artisans particulièrement actifs de la constitution même de l'ACCT. De même, des auteurs comme Michel Tétu, dont les monographies, beaucoup plus analytiques, sont considérées comme des ouvrages de référence complets, n'échappent pas à son milieu.¹⁵ Professeur à l'Université Laval, il est également un animateur engagé à promouvoir et à faire connaître la réalité de la Francophonie. Ainsi, est-on donc surtout en présence d'une historiographie apologétique qui entend surtout justifier l'existence de cette communauté francophone.¹⁶ Offrant une vision souvent romantique de celle-ci, elle met l'accent sur le fort sentiment d'appartenance et l'attachement des pays francophones à la culture et à la langue françaises.

L'idée initiale de cette thèse était de faire une étude des relations franco-canadiennes après le départ du général de Gaulle. Or l'émergence et l'affirmation de l'organisation internationale de la Francophonie apparaissaient à première vue comme un des éléments catalyseurs de ces relations à partir de la fin des années 60. Aussi avait-il été décidé de faire une analyse des relations franco-canadiennes dans le cadre de la Francophonie. Abordant à la fois les intérêts nationaux des deux pays et les enjeux

Francophonie : *La Francophonie, grand dessein, grande ambiguïté*, Montréal, Hurtubise HMH, 1987 et ses mémoires : *Le temps dissipé : souvenirs*, Montréal, Hurtubise HMH, 1999.

¹⁵ Deux monographies principales sont à noter. En dehors de son livre de 1988 déjà mentionné préfacé par Léopold Sédar Senghor, Michel Tétu a rédigé plus récemment une sorte de manuel sur le sujet : *Qu'est-ce que la Francophonie ?* Vanves, Hachette-Edicef, 1997. Il est également le directeur de l'*Année francophone internationale*, qui, publiée annuellement, fait un tour d'horizon de l'actualité francophone.

¹⁶ On peut également noter les travaux de Robert Chaudenson, *Vers une révolution francophone*, Paris, L'Harmattan, 1989 ; Michel Guillou et Arnaud Littardi, *La Francophonie s'éveille*, Paris, Berger-Levrault, 1988 ; Jean-Jacques Luthi, Auguste Viatte et Gaston Zananiri, *Dictionnaire général de la francophonie*, Paris, Letouzey et Ané, 1986 ; Jean-Louis Roy, *L'émergence d'une alliance*, Montréal, Hurtubise HMH diffusion Hatier, 1989. D'autres parutions mettent l'accent sur des questions plus spécialisées comme la francophonie économique avec Aymeric Chaupade, *L'espace économique francophone*, Paris, Hatier, 1996. La coopération multilatérale est également un domaine très étudié dans le cadre de la Francophonie. On peut citer par exemple le collectif dirigé par Gérard Conac, Christine Desouches et Louis Sabourin, *La coopération multilatérale francophone : conférences et débats*, Paris Economica, 1987. Enfin, de nombreux travaux sont consacrés à la place des différents pays dans l'ensemble francophone. Voir ici la bibliographie à la fin de cette étude.

bilatéraux dans cette affaire, l'étude avait pour question centrale les conséquences de la naissance de la Francophonie sur les relations entre la France et le Canada. La découverte d'une thèse étonnante de lucidité sur le mouvement pan-francophone, écrite par un étudiant de l'université Johns Hopkins à Baltimore entre 1966 et 1969, alors même que l'idée de Francophonie et d'organisation intergouvernementale n'en était qu'à ses débuts, a permis d'ouvrir une nouvelle dimension.¹⁷ Cette thèse qui, étant donnée la période au cours de laquelle elle a été effectuée, peut être considérée comme une source à part entière, ouvre une toute nouvelle perspective sur la Francophonie en proposant, pour l'époque, une certaine vision américaine de celle-ci.

En effet, présentant une approche plus internationale de la Francophonie et allant au-delà du simple cadre des enjeux que posent la création de l'organisation, l'étude de Jeffrey Rosner vient nous ouvrir une toute nouvelle dimension dans laquelle les États-Unis auraient pu s'intéresser à la Francophonie. Or, relayée par la mise à jour de nombreux documents portant sur le sujet dans les archives nationales américaines, cette "trouvaille" a contribué à démontrer cet intérêt des États-Unis pour la question. De là, notre thèse prenait une tournure toute différente en dépassant ainsi le simple cadre franco-canadien, pour mettre en perspective la naissance de la Francophonie dans un contexte beaucoup plus large, soit celui des relations internationales des années 60. Dans ce sens, si ce travail ne prétend pas totalement ignorer sa problématique initiale en se préoccupant de la naissance de la Francophonie à travers les enjeux et les motivations posées par les partenaires principaux de cette aventure, soit la France, le Canada et les pays francophones d'Afrique, il entend par ailleurs s'intéresser principalement à

¹⁷ Rosner, Jeffrey, *"Francophonie" as a pan-movement : the Politics of Culture Affinity*, Baltimore, School of Advanced International Studies, The Johns Hopkins University, Ph. D. (Political Science), 1969. Nous reviendrons dans la dernière partie sur celle-ci.

l'implication des États-Unis sur le continent africain dans l'intention de replacer la naissance de cette organisation dans l'environnement international de l'époque qui est celui de la Guerre froide.

Contrairement à ce que l'on admet souvent, le continent africain n'a pas toujours été le grand oublié de la politique étrangère américaine. En fait, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, celui-ci apparaît aux yeux des Américains comme un point stratégique vital pour la sécurité occidentale et fait partie intégrante de la politique d'endiguement de Truman.¹⁸ L'endiguement du communisme, tel est l'essentiel des visées américaines en Afrique durant la période des années 60, mais ce ne sont pas les seules. En effet, avec l'arrivée de Kennedy au pouvoir en 1961 et en raison de multiples pressions internes, les relations afro-américaines prennent une couleur nettement plus économique et commerciale. Ainsi, sans perdre de vue la lutte anti-communiste, de nombreux programmes d'aide voient alors le jour et se développent malgré des résultats assez timides. Il ne faut cependant pas s'y tromper, l'Afrique reste une région secondaire pour les États-Unis, particulièrement avec l'amplification du conflit vietnamien au milieu des années 1960.

L'objectif de cette thèse n'est pas de réécrire l'ensemble de l'histoire des relations afro-américaines, mais plutôt de comprendre les enjeux à la fois internes et externes de la politique africaine des États-Unis dans les années 60 et de montrer comment ceux-ci pèsent sur l'élaboration de cette même politique. En effet, soumise aux transformations à la fois mondiales de la décolonisation et de la Guerre froide et

¹⁸ William Lewis, "The United States and Africa", *Towson State Journal of International Affairs*, vol. 18, 1983, p. 11; F. Ugboaja Ohaegbulam, "Containment in Africa from Truman to Reagan", *TransAfrica Forum*, vol. 6, no 1, (automne 1988), p. 7.

nationales avec, entre autres, le mouvement des *Civil Rights* des noirs américains, cette politique africaine des États-Unis va devoir se modeler au gré de ses intérêts et des intérêts du monde occidental. Dans ce sens, la présente étude entend analyser successivement les stratégies américaines en Afrique puis plus spécifiquement en Afrique francophone. Or, au-delà de cela, elle veut démontrer que, contre toute attente, les Américains ont appuyé la création du premier organisme de la Francophonie à la fin des années 60, l'ACCT, et ce dans l'idée d'ancrer les pays d'Afrique francophone dans le camp occidental. Le contexte politique de l'époque semble d'ailleurs imposer un tel choix.

Après une période faste pour les relations afro-américaines aux débuts des années 60, Washington prend conscience de son incapacité à être -et de sa volonté de ne pas être- sur tous les fronts, et ce d'autant plus que l'activisme communiste semble à l'époque moins entreprenant et efficace que prévu. De plus en plus impliqués au Vietnam, les Américains ont effectivement besoin d'avoir les mains plus libres et ne peuvent donc plus s'occuper d'une Afrique dans laquelle ils ont par ailleurs certains intérêts économiques et commerciaux. Ils réaffirment donc la primauté européenne et particulièrement française sur la région, et ce malgré la rivalité qui oppose les deux alliés en terre africaine. Se détournant alors d'un continent noir plein de ressources, les Américains auront comme préoccupation de pérenniser l'influence occidentale, tout en sauvegardant leurs propres intérêts. Dans ce sens, ils vont mettre en place une étrange politique de "désengagement engagé", déterminés à ne jamais laisser dériver aucun pays africain loin de leur orbite. La Francophonie apparaît dès lors comme une réponse idéale. Organisation dominée par des puissances occidentales, notamment la France et

le Canada, elle prévoit, entre autres, la mise en place de structures de coopération soucieuses d'encourager le développement et le progrès pour les pays francophones d'Afrique. Ce développement est perçu comme un garant de stabilité politique et donc une assurance à long terme d'une accessibilité aux ressources africaines. Se situant à la croisée de leurs intérêts propres et de l'intérêt général, l'émergence de cette structure sur la scène internationale pousse donc les Américains à dépasser leur rivalité avec la France et à inscrire la Francophonie dans leurs projets en Afrique francophone, afin de mettre cette région à l'abri de toute pénétration communiste.

Pour réaliser cette étude, nous profitons d'une grande richesse archivistique. En effet, ayant eu accès à la plupart des documents de l'époque émanant des ministères des Affaires étrangères français, canadiens et américains ainsi qu'à des archives plus particulières comme celles du secrétariat des affaires africaines et malgaches de l'Élysée obtenues sous dérogation, et dont le fonds Foccart fait partie, cette thèse bénéficie d'une perspective croisée de ces différents regards, pour certains jamais exploités dans ce contexte. Aussi, au-delà de l'originalité de son sujet à la fois sur le plan des relations des États-Unis et de l'Afrique francophone –pour lesquelles l'historiographie est quasiment inexistante- et surtout sur celui de la perspective américaine de la Francophonie, cette thèse tente d'offrir une approche plus globale d'une question souvent abordée de façon bilatérale, voire régionale. Pour ce faire, nous proposons d'examiner dans un premier temps la politique des États-Unis en Afrique dans les années 60, puis d'analyser ensuite leur intervention en Afrique francophone, et enfin d'envisager l'approche américaine de la Francophonie.

La première partie, composée de trois chapitres, aborde plus généralement la politique officielle de Washington en Afrique au cours des années 60. En exposant les grandes lignes de celle-ci, entre changements et continuités, elle revient également sur les grands bouleversements sociaux qui marquent cette période aux États-Unis, en particulier le mouvement de revendications des Afro-Américains, et sur l'impact de ceux-ci sur la définition de la politique africaine des États-Unis. L'application de cette même politique en terre africaine fait également l'objet d'un chapitre.

Dans la deuxième partie, consacrée aux relations des États-Unis avec l'Afrique francophone, nous nous intéresserons plus spécifiquement aux facteurs déterminants de l'aide à ces États francophones. Puis, nous envisagerons la politique américaine dans trois types de pays bénéficiaires à travers l'étude de cas particulier : le Congo-Léopoldville, la Côte d'Ivoire, la Tunisie, le Sénégal et la Guinée. Finalement, nous étudierons la compétition franco-américaine dans le "pré-carré" africain.

Enfin, la dernière partie entend se pencher sur l'attitude américaine face à la Francophonie. Dans cette perspective, nous réserverons tout le premier chapitre à l'émergence de la Francophonie depuis la prise de conscience régionalisée de son existence jusqu'à la création de son premier organisme intergouvernemental, l'ACCT, en 1970. Nous nous pencherons alors plus particulièrement sur les enjeux de cette naissance et sur les motivations de chacun des acteurs principaux de cette Francophonie : les pays africains, la France et le Canada. Dans un second temps, nous reprendrons le fil de notre étude pour tenter de comprendre pourquoi les Américains se sont intéressés à la Francophonie. Finalement, notre dernier chapitre mettra en évidence à la fois la perception de Washington de cette Francophonie naissante par le biais de ses

diplomates et comment les Américains ont agi –ou réagi- dans ce contexte, démontrant qu'ils ont non seulement soutenu la création de l'ACCT mais, qu'au-delà, ils ont contribué, bien qu'indirectement, à sa fondation.

-Première partie-
La politique africaine des États-Unis :
continuités et changements.

Analyser la politique africaine des États-Unis n'est pas chose aisée. Contradictoire dans ses intérêts et ses actions, elle est également soumise dans son processus décisionnel à de nombreux déterminants à la fois internes et externes à l'appareil politique et gouvernemental. Certains auteurs comme Marc Aicardi de Saint-Paul¹⁹ ou Peter Schraeder²⁰ ont analysé les mécanismes qui conduisent à la prise de décision et ont mis en évidence les acteurs, les intérêts et les motivations de la politique africaine américaine. Mais plus que tout autre chose, ces auteurs ont pensé cette politique en terme de crises et d'interventions.

Pour notre part, nous envisagerons tout d'abord la question sous l'angle de la politique officielle des États-Unis en revenant sur les grandes tendances qui marquent les années 60, puis nous verrons les transformations sociales du pays à travers les revendications des Noirs américains et l'impact de ces transformations sur la politique du gouvernement américain ; enfin nous examinerons l'intervention sur le terrain telle qu'affectée par cette politique officielle et ces transformations sociales.

¹⁹ Marc Aicardi de Saint-Paul, *La politique africaine des États-Unis*, Paris, Economica, 1984.

²⁰ Peter Schraeder, *United States Policy toward Africa. Incrementalism, Crisis and Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

I- LA POLITIQUE AFRICAINE DES ÉTATS-UNIS : UNE TRADITIONNELLE INDIFFÉRENCE ?

“L’Afrique, ce continent lointain et pauvre, n’intéresse en général que les quelques journaux de la Côte Est traditionnellement préoccupés par les problèmes de politique internationale. Les autres ne voient d’elle que ce qui coûte aux contribuables ou risque de leur coûter.”²¹

Depuis les premiers esclaves importés d’Afrique vers les colonies britanniques dans les années 1620, les contacts entre les États-Unis et l’Afrique remontent à loin et sont sans doute, ainsi que le rappellent Peter Duigan et L. H. Gann dans leur ouvrage sur l’histoire des relations afro-américaines, “plus étroits que tous ceux qui ont existé entre le continent noir et les pays européens”.²² Or, si ces relations semblent surtout se placer tout au long du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle sous le signe de l’initiative privée (missions religieuses ou commerciales), la Seconde Guerre mondiale inaugure une nouvelle ère où l’action gouvernementale va prendre une place prédominante. Effectivement, le développement d’un front africain et son importance quant à l’issue du conflit font de ce continent une zone géostratégique majeure. La Guerre froide l’impose par la suite comme un lien vital dans la politique de défense occidentale contre l’expansion du communisme alors que le débat colonial –plus exactement celui sur la décolonisation- devient une arme redoutable dans l’arsenal de cette même guerre froide et que l’intérêt économique que représente le continent noir comme fournisseur de

²¹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Bruno de Leusse, Chargé d’Affaires de France a.i. aux États-Unis, no 1464/AL : *Conférence d’Accra*, Washington, 4 novembre 1965, non foliotée, p. 1.

²² Pour en savoir plus sur les relations afro-africaines depuis la traite des esclaves voir Peter Duigan et L. H Gann, *Les États-Unis et l’Afrique, une histoire*, Paris, Economica, 1990 (1984).

matières premières indispensables tel l'uranium font de ce continent un enjeu entre les deux Grands.²³

La position des Américains après 1945 est délicate et ambiguë car la stratégie à suivre en Afrique est soumise à différentes contraintes tant sur le plan interne qu'externe. La politique africaine est alors surtout vécue comme un dilemme. En fait, soucieux avant tout de lutter activement contre la subversion communiste, les Américains sont tiraillés entre leurs obligations envers leurs alliés européens et leur volonté de répondre aux mouvements anti-coloniaux africains. En effet, l'affirmation des mouvements de libération nationale en Afrique trouve une grande résonance aux États-Unis, champions de la lutte anti-coloniale, là même où la question raciale devient un enjeu électoral majeur. Ces velléités nationalistes sont toutefois perçues par Washington comme une source potentielle d'instabilité, ce qui ouvrirait grand la porte aux communistes. Aussi la tendance va être de considérer l'Afrique avant tout comme le pré-carré européen, de décourager les indépendances prématurées et de privilégier les puissances coloniales. A partir de 1957, avec l'indépendance du Ghana, l'administration Eisenhower prend conscience du caractère inéluctable des indépendances. L'attitude se clarifie et on assiste dans les deux dernières années du mandat d'Eisenhower à une volonté de s'engager plus activement en Afrique. Dans cette perspective, il faut signaler non seulement la création d'un bureau des Affaires africaines autonome au Département d'État en 1958, l'augmentation de l'aide économique à l'Afrique et la condamnation

²³ L'Afrique devient une zone essentielle pour les stratèges de l'OTAN. Les Américains placent le continent sur sa liste des priorités géostratégiques en y prévoyant la construction de plusieurs bases aériennes et navales. Or l'évolution technologique durant la décennie nécessaire pour mettre en place cette stratégie rendra caduc ce plan. A ce sujet, voir Lewis, *op. cit.*, p. 12.

pour la première fois du gouvernement blanc d'Afrique du Sud à l'ONU après le massacre de manifestants noirs, mais également un début de réflexion sur les droits civils des Noirs aux États-Unis²⁴, cette dernière question devenant un volet clé de la propagande soviétique.²⁵ Cet engagement aura cependant une portée réduite et l'attentisme général d'Eisenhower envers le continent noir sera une cible privilégiée de Kennedy durant la campagne électorale de 1960.²⁶

Ce que met en évidence la fin du mandat d'Eisenhower, c'est l'effet de balancier, que l'on retrouve d'ailleurs dans toutes les politiques africaines de ses successeurs, entre l'engagement américain en Afrique et la poursuite d'un certain statu quo, sous la pression des événements du continent et la concurrence soviétique. Pour des auteurs comme Peter Schraeder, malgré les liens culturels et historiques entre l'Afrique et les États-Unis, il n'existe pas de consensus quant à la conduite d'une politique africaine cohérente. Les Africanistes s'accordent donc "pour dire que la politique américaine en Afrique est surtout marquée par l'indifférence au pire la négligence au mieux".²⁷ Selon eux, trois facteurs contribuent à ce phénomène : le manque d'intérêt pour l'Afrique des Présidents, la reconnaissance de la responsabilité européenne sur le continent et enfin la dynamique Est/Ouest. Par conséquent, les États-Unis vont avoir tendance à ignorer le continent noir jusqu'à ce qu'une crise politique ou militaire capte leur attention et les amène à intervenir en Afrique ; la crise du Congo, sur laquelle nous reviendrons, illustre

²⁴ C'est le vice-président Nixon qui est l'instigateur principal de ces démarches.

²⁵ Thomas J. Noer, *New Frontiers and Old Priorities in Africa* in Thomas G. Paterson, *Kennedy's Quest for Victory*, New York, Oxford University Press, 1989, p. 255

²⁶ Pour en savoir plus sur Eisenhower et l'Afrique voir entre autres l'article de Annick Cizel, "The Eisenhower administration and Africa", in *Annales du monde anglophone*, vol. 1, no. 1, 1995, p. 21-38.

²⁷ Schraeder, *op. cit.*, p. 2 et sq.

parfaitement cette idée. De plus, un engagement accru de l'URSS en Afrique a pour effet immédiat d'augmenter l'intérêt américain pour cette partie du monde. Ce postulat trouve une certaine illustration à l'époque qui nous concerne avec cette crise congolaise mais reste cependant à nuancer au vu des actions de certains décideurs politiques américains comme Richard Nixon - en tant que vice-président d'Eisenhower il est à l'origine de l'inflexion des années 1957-1960- ou John F. Kennedy qui ont tenté de placer l'Afrique dans une position prépondérante sur la liste des priorités internationales américaines. Kennedy, tout particulièrement, va donner, ou tout au moins essayer de donner une dimension nouvelle aux relations afro-américaines : "Nous devons nous lancer dans un nouveau programme audacieux et imaginatif pour le développement de l'Afrique."²⁸

A- KENNEDY ET LA REFORTE DE LA POLITIQUE AFRICAINE

1) Avant la présidence

Les publications sur Kennedy ainsi que sur sa politique africaine sont aussi abondantes que précoces. On trouve en effet de nombreux articles ou ouvrages rédigés dès les lendemains de sa présidence qui analysent cette politique africaine.²⁹ Par

²⁸ "We must embark on a bold and imaginative new program for the development of Africa". John F. Kennedy, *The Challenge of Imperialism : Algeria*, in Theodore C. Sorensen, "Let the World Go Forth": *The Speeches, Statements, and Writings of John F. Kennedy*, New York, Delacorte Press, 1988, p. 331-337, cité par Schraeder, *op. cit.*, p. 2.

²⁹ En français, J.C. Froelich, "Les États-Unis et l'Afrique noire", in *Revue de défense nationale*, vol. 21, no 11, (1965), p. 1712-1728, fait le point entre autres sur les composantes de la politique africaine des États-Unis après la fermeture de l'ambassade américaine de Brazzaville. Cet acte est pour l'auteur : "Un tournant à la fois dans sa politique et dans celle des responsables congolais qui se sont engagés sans esprit de retour sur la voie de la révolution ; pour la première fois les États-Unis abandonnent délibérément un territoire". L'article de G. Preiser, "L'aide américaine à l'Afrique noire", in *Annales africaines*, (1965), p. 95-120, revient sur les modalités de l'aide américaine et sa répartition géographique. D'autres ouvrages, en anglais, abordent plus généralement la question du gouvernement Kennedy comme celui, de référence, d'Arthur Schlesinger, *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, Boston, Houghton Mifflin, 1965 (traduit en français sous le titre : *Les Mille jours de Kennedy*, Paris, Denoël, 1966).

ailleurs, beaucoup de livres récents se posent la question des intérêts et de la portée réelle de la politique africaine de Kennedy.³⁰ Il est en effet difficile de s'y retrouver, entre l'engagement sincère de l'homme pour les causes qu'il fait siennes et l'homme politique ambitieux et calculateur qui est prêt à tout pour gagner la présidence. La politique africaine n'échappe pas à ce double jeu. Aussi les actes s'enchaînent et s'annulent tout au long de ses trois années de pouvoir. En fait ce qui semble surtout changer avec Kennedy, c'est la perception que les Américains ont de l'Afrique. En effet, jusqu'aux années 60, ceux-ci en ont une connaissance essentiellement livresque et cinématographique, à travers par exemple les histoires de Tarzan, et ont donc une image très folklorique du continent africain.³¹ Dans ce sens, Richard Nixon note en 1957, après un périple de vingt-deux jours en Afrique que "pendant trop d'années, l'Afrique a été considérée par beaucoup d'Américains comme un continent lointain et mystérieux, terrain de jeu privilégié des chasseurs de gros gibier, des explorateurs et des réalisateurs de films."³²

Par ses actions – voulues ou forcés, symboliques ou concrètes – Kennedy va définitivement faire de l'Afrique une réalité dans l'esprit des Américains.

³⁰ L'historiographie sur le volet africain de la politique de Kennedy tout comme sa politique étrangère dans son ensemble est soumise aux différentes analyses. On dégage grossièrement deux camps. D'une part, ceux qui voient avant tout Kennedy comme un arriviste, obsédé par la Guerre froide, qui n'a pas eu l'impact que l'on veut bien lui prêter – on notera dans cette perspective l'ouvrage d'André Kaspi, *Les 1000 jours d'un Président*, Paris, Armand Colin, 1993 (1978), ou encore le collectif dirigé par Thomas Paterson, *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, Oxford, Oxford University Press, 1989. Et d'autre part, ceux – bien souvent d'anciens collaborateurs du Président comme Theodore C. Sorensen ou encore Pierre Salinger – qui ont une vision beaucoup plus romantique du personnage et qui voient dans cette présidence une période de leadership hors du commun où les États-Unis ont gagné une place sans précédent, jamais acquise jusque là à la fois sur le plan international et national.

³¹ Noer, *loc. cit.*, p. 254.

³² "For too many years, Africa in the minds of many Americans has been regarded as a remote and mysterious continent which was the special province of big game hunters, explorers and motion picture makers." Richard Nixon, *The Emergence of Africa, Report to President Eisenhower by Vice President Nixon*, Department of State Bulletin, 36, 930, 22 avril 1957, p. 640, cité par Schraeder, *op. cit.*, p. 1.

Kennedy développe très tôt un intérêt pour les questions touchant les affaires internationales et plus particulièrement pour celles concernant le Tiers-Monde et l'Afrique. En fait, il passe une grande partie de sa jeunesse à voyager, voyages au cours desquels il se découvre une passion pour les questions européennes.³³ À la veille de la guerre, Kennedy est à Londres, son père, Joseph Kennedy, y ayant été nommé ambassadeur des États-Unis en 1938. Cette période est marquée par ses nombreux séjours en France, en Pologne, en Lettonie, en Union soviétique, en Turquie, en Palestine, dans les Balkans et à Berlin. De ses pérégrinations, il recueille des informations à la demande de son père à qui il envoie régulièrement des rapports dans lesquels il révèle l'imminence du conflit.³⁴ Il a alors la conviction que l'Amérique a tout intérêt à rester hors de cette guerre. Or, cette vision d'une Amérique à part, isolée et isolationniste, ne va pas survivre à la Seconde Guerre mondiale. En effet, dès les lendemains de celle-ci, alors que les États-Unis sortent du conflit avec le statut de chef du "monde libre", Kennedy affiche des tendances beaucoup plus internationalistes, applaudissant la politique étrangère de Truman.

Élu au Congrès dès 1947, il continue de voyager et, en homme de son temps, il s'inquiète de l'expansion du communisme et des mouvements de décolonisation. Dans les années 1950, il s'intéresse aux crises coréenne et indochinoise. Pour se faire une idée personnelle, il se rend en Asie en 1951 où il va à la rencontre aussi bien de généraux –Eisenhower, de Lattre- que de Premiers ministres –Nehru- ou de gens ordinaires.³⁵ Il revient de ce voyage avec une perception toute différente de la menace

³³ Cette partie est largement inspirée du livre de Kaspi, *op. cit.*, p. 42-47.

³⁴ Dans l'un de ses rapports, il écrit que la Russie est "un pays grossier, arriéré, désespérément bureaucratique", cité dans *ibid.*, p. 44.

³⁵ Richard Mahoney, *JFK : New Ordeal in Africa*, Oxford, Oxford University Press, 1983, p. 14.

communiste en Indochine. Il est alors convaincu de la nécessité de dissocier nationalisme et communisme mais aussi non-alignement et communisme. Le jeune Kennedy a une vision très lucide de la situation. Il est en fait conscient que, communistes ou non, les rebelles anti-colonialistes sont perçus dans leurs pays comme des libérateurs, comme des héros. Pour lui, la meilleure façon de contrer le communisme dans cette région est donc de concéder l'indépendance.

“Alors seulement auront-ils un intérêt à défaire l'insurrection communiste. Contrer la poussée du Sud vers le communisme est envisageable mais pas seulement en se reposant sur la force des armes. La tâche est plutôt de développer au sein de ces régions un fort sentiment non-communiste autochtone et de s'appuyer là-dessus comme fer de lance de défense.”³⁶

En cela, il s'oppose totalement à l'administration Eisenhower qui privilégie une approche centrée sur le traitement des symptômes de la menace communiste elle-même et non sur les racines du “mal”.

En 1957, Kennedy est nommé à la commission des Affaires étrangères du Sénat où il dirige deux sous-commissions, celle des Affaires d'organisation internationale et celle des Affaires africaines. Cette même année, en juillet, il fait une sortie très remarquée en critiquant la politique algérienne de la France et en préconisant l'indépendance de la colonie. Dans ce discours, le premier de Kennedy sur la question coloniale en Afrique, il soutient l'idée que c'est la politique française qui a jeté l'Indochine dans les bras des communistes et que les États-Unis ne devraient plus

³⁶ “Only then would they have a stake in defeating the communist insurgency. “To check the southern drive to Communism makes sense but not only through reliance on force of arms. The task is rather to build strong native non-Communist sentiment within these areas and rely on that as a spearhead of defense””. Ibid., p. 15-17. Dans ce sens, il propose en 1953 un amendement à l'*administration's military-aid bill* dans lequel il demande que les Américains poursuivent leur soutien à l'effort de guerre français si ces derniers acceptent de garantir l'indépendance aux Vietnamiens. Eisenhower s'oppose fortement à cette motion qui est rejetée au Sénat par 64 voix contre 17.

soutenir leur allié dans cette voie. Cette allocution ainsi qu'une série d'autres actes confirment l'intérêt que Kennedy porte aux questions d'ordre international et non plus uniquement aux problèmes européens.³⁷ Elle montre aussi son attitude très critique vis-à-vis de la politique étrangère de son prédécesseur, politique qu'il juge trop laxiste envers les communistes, qui en différents points du globe "humilient le monde libre".³⁸ De même, il considère que les Américains ont pris du retard dans la course aux armements nucléaires et que le *missile gap* s'est accru. En bref, il reproche à Eisenhower une certaine perte de prestige des États-Unis. C'est sous cet angle du prestige que Kennedy va introduire la question africaine dans la campagne électorale. Il invoque, en effet, l'incapacité de la diplomatie républicaine à dénoncer le colonialisme –comme nous l'avons vu plus haut- et y voit un signe de l'échec du leadership américain, ce qui, d'après lui, porte immanquablement atteinte à l'autorité internationale des États-Unis, représentant principal du "monde libre". A cet effet, il accuse à plusieurs reprises Eisenhower d'avoir négligé les mouvements nationalistes africains par crainte des indépendances et d'avoir ainsi ouvert la porte aux Soviétiques en Afrique.³⁹

"L'administration Eisenhower a ignoré les besoins et les aspirations des ces jeunes pays et n'a pas réussi à égaler les efforts soviétiques dans cette région du monde."⁴⁰

³⁷ En 1958, il propose un amendement à la loi interdisant toute aide aux pays satellites de l'URSS. Puis en 1959, il demande à ce que l'aide à l'étranger soit plus élevée et un peu moins militaire. Enfin, pendant la campagne électorale, il fait un coup d'éclat en prenant en charge, par le biais de la Fondation Joseph Kennedy, le coût du voyage d'étudiants africains à qui le Département d'État avait refusé son aide ; cf. Kaspi, *op. cit.*, p. 47 et Noer, *loc. cit.*, p. 256.

³⁸ Kaspi, *op. cit.*, p. 47.

³⁹ Noer, *loc. cit.*, p. 256.

⁴⁰ "The (Eisenhower) administration has ignored the needs and aspirations of these young countries and has failed to match Soviet efforts in that part of the world." Note for Senator Kennedy from Richard Goodwin, Sept. 10, 1960, in File : Campaign 1960, PPP, JFKL, cité par Mahoney, *op. cit.*, p. 30.

En fait, il faut rappeler que la campagne électorale de 1960 coïncide non seulement avec l'accélération des indépendances africaines mais aussi avec la période où la concurrence soviétique se fait la plus pressante.

“Nous voyons l’Afrique comme étant probablement le plus grand champ d’action libre dans la lutte mondiale entre le bloc communiste et le monde non-communiste.”⁴¹

Or ces deux aspects ne sont les seuls enjeux du moment qui contribuent à donner une place centrale aux problèmes africains. En effet, il est nécessaire de mentionner la croissance du poids électoral des Noirs américains. Kennedy va voir dans la question africaine un moyen de polariser les voix de la communauté noire ainsi que celles des libéraux qui ne sont habituellement pas des partisans des Démocrates. Au cours de la campagne, Kennedy va parvenir à introduire cette question africaine en y faisant près de 500 références sans toutefois s’engager d’une quelconque façon vis-à-vis de la population noire-américaine, espérant sans doute que cet intérêt pour le “continent père” attirerait suffisamment les électeurs, ce qui semblent s’être produit. Une chose reste certaine, c’est que ces multiples incursions ont charmé et enthousiasmé des leaders africains comme Ben Bella ou N’Krumah, qui ont vu en Kennedy un allié et un espoir pour l’avenir de leur continent. L’Afrique attend alors beaucoup de Kennedy.⁴²

⁴¹ “We see Africa as probably the greatest open field of maneuver in the worldwide competition between the [communist] bloc and the non-communist world.” US Department of State, *Guidelines for Policy and Operations, Africa*, mars 1962, p. 1. Document déclassifié de la bibliothèque Kennedy, *Africa; National Security File, 1961-1963*, Reel 1, cité par Schraeder, *op. cit.*, p. 15.

⁴² Pour en savoir plus sur la campagne de Kennedy voir Mahoney, *op. cit.*, p. 28-33. Voir aussi Kaspi, *op. cit.*, p. 127-128.

2) Kennedy et la “Nouvelle Frontière”

John Fitzgerald Kennedy est élu le 8 novembre 1960 et entre en fonction le 20 janvier de l’année suivante. Il se veut l’homme du renouveau, du mouvement, du *can do*, du progrès. Lors de son discours d’entrée en fonction, il exhorte ses compatriotes à faire quelque chose pour leur pays sans tout attendre du pouvoir politique.⁴³ Son leitmotiv, la *New Frontier*, se place en ligne droite des programmes de Woodrow Wilson et du *New Freedom*, de Franklin Roosevelt et du *New Deal*, ou encore de Harry Truman et du *Fair Deal*. Par cette idée, il entend faire prendre conscience au peuple américain des enjeux que pose la nouvelle décennie qui s’ouvre à eux tant sur le plan intérieur qu’extérieur.

“Nous nous trouvons aujourd’hui au bord d’une frontière, la frontière des années 60, une frontière de possibilités inconnues et de périls inconnus, une frontière d’espoirs et de menaces irréalisées.”⁴⁴

Cette notion de “frontière” qui recouvre pour les Américains non pas la ligne entre deux états mais celle de la colonisation de l’Ouest, Kennedy va l’appliquer à tous ses champs d’action présidentielle : en politique intérieure avec l’idée de repousser les limites du progrès social et économique, en politique extérieure avec une relance du prestige américain axée sur la défense du monde occidental, une course aux armements et aux étoiles accrue, une ouverture réaffirmée vers de nouveaux territoires dans le Tiers-Monde et tout particulièrement en Afrique.

L’arrivée au pouvoir du nouveau président est évidemment marquée par la mise en place d’un nouveau cabinet. Très large dans son recrutement –il s’entoure à la fois de

⁴³ Kaspi, *op. cit.*, p. 34

⁴⁴ Définition de la Nouvelle Frontière émise lors d’un discours de Kennedy à la convention démocrate du 15 juillet 1960 à Los Angeles, citée par *ibid.*, p. 11.

proches démocrates ou libéraux mais aussi de républicains de l'ancien gouvernement- la toute nouvelle équipe est le reflet des intérêts immédiats de Kennedy. En matière de politique étrangère, il désigne Mennen Williams, ancien gouverneur du Michigan, à la tête du secrétariat d'État pour les Affaires africaines et ce avant même d'avoir nommé le secrétaire d'Etat de tutelle, Dean Rusk. Il s'attache également les services du très libéral Adlai Stevenson, à qui il confie le poste d'ambassadeur auprès des Nations-Unies et de Chester Bowles, qui est choisi pour occuper les fonctions de sous-secrétaire d'État. De même, on assiste à la transformation en Afrique même de nombreux consulats en ambassades, à la tête desquelles sont nommés de nouveaux représentants. Ces nominations montrent le désir d'améliorer le statut de l'Afrique d'autant plus que les nouveaux venus, parmi lesquels on retrouve plusieurs Noirs américains, sont déjà familiarisés avec l'environnement africain.⁴⁵ Ces hommes, convaincus de l'importance –tout au moins symbolique- de l'Afrique, forment l'équipe dynamique d'"africanistes" du Département d'État. A nouvelle équipe, nouvelle stratégie ; celle-ci, élaborée entre novembre 1960 et janvier 1961, recouvre de nouvelles idées et est en pleine opposition avec ce que les administrations précédentes avaient mis en place et appliqué.⁴⁶

Alors que pour ses prédécesseurs, le non-alignement des pays nouvellement indépendants était perçu comme le signe de leur tendance marxiste et donc comme la première étape menant au communisme, l'administration Kennedy adopte une position

⁴⁵ Philip Kaiser est affecté au Sénégal et en Mauritanie, John Ferguson au Maroc, James Loeb en Guinée, Edward Korry en Éthiopie et Edmund Gullion au Congo. Waldemar A. Nielsen, *The Great Powers and Africa*, New York, Praeger, 1969, p. 285.

⁴⁶ Noer, *loc. cit.*, p. 256-258.

tout à fait novatrice en le considérant acceptable. Ainsi, s'impose l'idée que les pays ne se déclarant pas contre les États-Unis ne peuvent pas être considérés comme ennemis.

“Le non-alignement des États africains dans la guerre froide ne porte nullement préjudice à nos intérêts.”⁴⁷

Dès lors, apparaît le concept du “*true neutralism*” qui, pour Thomas Noer, consistait en une critique équilibrée à la fois des États-Unis et de l'Union soviétique, une économie mixte, une tolérance pour la dissidence politique et le maintien de la stabilité et de l'ordre. Pour Noer, “ce que l'Amérique ne pouvait tolérer c'était une neutralité qui cachait un parti pris envers l'Union soviétique et le marxisme.”⁴⁸

En faisant ainsi preuve de tolérance, Kennedy entend montrer au monde entier que l'ouverture à la diversité est l'une des caractéristiques du camp occidental. Il espère ainsi multiplier ses contacts dans les pays en voie de développement et détourner définitivement ces nations du bloc communiste. En plus de cette volonté de changer le visage de l'Amérique, il distille l'impression de la justesse de l'aide américaine. Au cours de son discours d'entrée en fonction, le 20 janvier 1961, Kennedy fait ainsi référence à :

“Ces gens dans les huttes et les villages de la moitié du globe qui luttent pour briser les chaînes de la misère de masse, à qui l'on promet l'assistance américaine, non pas parce que les communistes pourraient le faire mais parce qu'il est bien de le faire.”⁴⁹

⁴⁷ Résumé de la stratégie nouvelle élaborée entre novembre 1960 et janvier 1961, dans Kaspi, *op. cit.*, p. 128.

⁴⁸ Noer, *loc. cit.*, p. 257.

⁴⁹ “*Those people in the huts and villages of half the globe struggling to break the bonds of mass misery, pledging them US assistance to help them, not because the Communists may be doing it but because it is right*”. Discours d'entrée en fonction, John F. Kennedy, 20 janvier 1961, Washington, in M. J. Heale, *The Sixties in America. History, Politics and Protest*, Edinbourg, Edinburgh University Press, 2001, p. 76.

À la parole, il joint les actes et met progressivement en place tout un arsenal de programmes d'assistance et d'intervention à destination de l'Afrique, tels que les *Peace Corps*. Il inaugure une ère qui va voir déferler sur Washington une vague de visiteurs en provenance du continent noir. En effet, entre 1961 et 1963, 28 chefs d'Etat africains sont reçus à la Maison blanche. Mais laissons là ces deux aspects sur lesquels nous reviendrons dans la partie suivante, pour nous arrêter sur les résultats de cette politique engagée par Kennedy et ses hommes.

3) *Les limites de la politique africaine de Kennedy*

Sur le papier et, dans une certaine mesure, au vu des réalisations du début de mandat de l'équipe Kennedy, la politique africaine des États-Unis semble prendre son envol et atteindre ses objectifs. Or, les résultats concrets de cette grande politique sont nettement moins probants. Ainsi que l'écrit André Kaspi, "la réalité quotidienne va l'emporter sur l'idéalisme de la Nouvelle Frontière."⁵⁰

i) Les tensions internes : l'électorat du Sud, la lutte européenistes/africanistes

Cette entreprenante politique d'ouverture ne plaît pas à tout le monde aux États-Unis et en particulier à l'électorat blanc du Sud et à la branche conservatrice du parti démocrate qui y voient une perte de temps et d'argent. Alors même que la question épineuse des droits civils des Noirs américains est la cause de nombreux remous et pose des problèmes croissants à l'administration Kennedy, celle-ci a tendance à minimiser la difficulté afin de conserver le soutien de ses électeurs du Sud.

⁵⁰ Kaspi, *op. cit.*, p. 130.

Par ailleurs, cette politique africaine ne reçoit pas le même accueil dans tous les rouages de l'administration Kennedy, notamment au Département d'État. En effet, les deux bureaux responsables du continent africain et de ses enjeux -soit le bureau des Affaires africaines et le bureau des Affaires européennes- ont de par leurs traditions respectives, le recrutement de leur personnel et les motivations de leur engagement, des conceptions différentes quant à la façon de gérer telle ou telle situation.⁵¹ Aussi assiste-t-on à un conflit interne ouvert où les uns défendent l'importance de ménager l'allié européen et de conserver celui-ci au centre des préoccupations américaines -démarche dans laquelle les Européanistes sont relayés par le Département de la Défense et le reste du Département d'État- alors que les autres, les Africanistes, souhaitent des liens plus tenus avec l'Europe sur les questions africaines afin de placer ces dernières au rang des priorités de l'Amérique.

Comme nous l'avons vu plus haut, ce n'est pas la première fois qu'une administration présidentielle se trouve face à ce dilemme et Kennedy, tout comme ses prédécesseurs, va être rattrapé dans ses choix par ses engagements envers le reste du monde.

ii) Le dilemme africain

Dans les faits, Kennedy n'échappe pas au dilemme qui se dessine en Afrique et ce dès sa première année de pouvoir. La question qui se pose est simple : faut-il continuer à encourager les indépendances africaines, alors que des pays européens comme le Portugal présentent un intérêt stratégique essentiel avec la base des Açores?

⁵¹ Aicardi de Saint-Paul, *op. cit.*, p. 30-33.

Dès 1961, il tente d'apporter son soutien personnel aux revendications nationales angolaises et fait voter son pays à l'ONU en faveur d'une résolution appelant le Portugal à accepter l'indépendance de l'Angola. Ce vote ne va pas sans poser problème au Portugal qui menace immédiatement son allié de ne pas renouveler l'accord de 1951 sur l'accès à la base militaire des Açores -accord devant arriver à échéance en 1962- si la position des États-Unis ne change pas. Dans cette entreprise, Kennedy est donc rapidement rejoint par ses obligations internationales et les enjeux géostratégiques que représente pour la défense occidentale la base des Açores. Aussi, sous la pression de différents membres de son cabinet et au regard de la dimension non seulement militaire mais aussi politique du maintien de l'Alliance atlantique, il fait marche arrière et la politique de statu quo en faveur de la sauvegarde des intérêts européens va progressivement reprendre ses droits dès la fin de 1962.⁵² En fait, l'exemple angolais n'est pas unique : le Congo, l'Afrique du Sud, la Guinée ou le Ghana sont autant de théâtres où Kennedy et ses hommes ont dû faire des compromis et revenir sur leurs discours. Finalement, l'administration Kennedy entre en fonction "avec un projet de politique africaine totalement différent de celui de ces prédécesseurs, or les réels changements sont bien moindres que ceux escomptés."⁵³

La tentative de refonte globale de la politique américaine envers l'Afrique de Kennedy aura donc été de courte durée même si certains éléments de cette politique semblent s'installer plus durablement tel l'attitude envers le non-alignement. J. F. Kennedy a néanmoins établi, dans un pays déchiré par ses propres questions raciales, la

⁵² Shraeder, *op. cit.*, p. 22-23.

⁵³ Kaspi, *op. cit.*, p. 129-130.

base d'une politique africaine plus réaliste reposant sur une équipe dynamique dont va hériter son successeur, Lyndon Johnson.

B- JOHNSON ET LE CONFLIT VIETNAMIEN : LA POLITIQUE AFRICAINE EN VEILLEUSE ?

Après la période Kennedy et sa politique africaine, l'intérêt américain pour l'Afrique semble retomber et résider essentiellement, voire uniquement, dans la lutte contre la montée ou la montée appréhendée du communisme dans la région. Or, l'escalade au Vietnam et la mobilisation des forces et des fonds américains incitent l'administration Johnson à ne pas ouvrir d'autres zones de conflits afin de limiter les dépenses et de prendre le moins de risques possibles. L'Afrique n'en reste pas moins sous surveillance américaine, même si Washington se garde de tout engagement non nécessaire. Ainsi, de nombreux programmes d'assistance, à la fois économique et militaire, sont poursuivis, et ce même dans des pays dits "radicaux" comme le Ghana. De même, les Américains interviendront au Congo en 1964 de crainte d'une crise majeure de nature à déstabiliser toute la région, ou lorsque les pressions intérieures le nécessiteront comme au Biafra en 1968.⁵⁴ En fait, il apparaît que l'administration Johnson va préférer tolérer la présence d'éléments communistes en Afrique comme en Guinée, en Algérie ou au Ghana plutôt que de s'engager sur le terrain, confirmant en cela l'attitude inaugurée par Kennedy. Dans cette perspective, les puissances

⁵⁴ Terrence Lyons, "Keeping Africa off the Agenda", in Warren Cohen et Nancy B. Tucker (s./dirs.), *Lyndon Johnson confronts the World. American Foreign Policy, 1963-1968*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 245 et 275 et sq. On notera ici le peu de publications traitant des relations afro-américaines sous Johnson, là même où le thème de Kennedy et l'Afrique bénéficie d'une pléthore d'articles et d'ouvrages. Faut-il en déduire que les relations afro-américaines sont si peu importantes à l'époque qu'elles ne méritent pas de s'y attarder ou au contraire que le manque d'intérêts des historiens pour la question les a conduit à négliger cette période et à ne pas fouiller les nombreux papiers d'archives disponibles ?

européennes sont encouragées à prendre leurs responsabilités sur le continent, ainsi que l'indique Mennen Williams dans un énoncé de politique africaine en 1965, rapporté ici par l'ambassadeur de France :

“Si les États-Unis reconnaissent à l'Europe une responsabilité primordiale à l'égard de l'Afrique, ils estiment cependant nécessaire d'intervenir soit lorsque les liens tissés entre l'ancien colonisateur et les colonisés ont été momentanément brisés, soit parce qu'une présence américaine –même modeste- apparaît indispensable, ne serait-ce que pour ne pas donner aux nations africaines le sentiment de dépendre exclusivement d'une seule puissance ; l'aide américaine, si minime soit-elle, leur permet de se libérer de ce complexe et d'augmenter le sentiment qu'elles ont leur indépendance.”⁵⁵

Aussi, l'heure n'est-elle plus au soutien au nationalisme mais à la recherche de la stabilité continentale.

En fait, les années Johnson sont marquées par de nombreux changements sur le plan national et international. En matière de politique africaine, l'euphorie et l'optimisme suscités par l'émergence de nouvelles nations au début de la décennie ont laissé place au doute et au cynisme aussi bien en Afrique et qu'aux États-Unis. De plus, bien que Lyndon Johnson affirme dès sa prise de pouvoir une volonté de continuité avec l'administration précédente, il appert que la politique africaine reposait alors surtout sur le style personnel de Kennedy, style que Johnson ne pourra jamais copier.⁵⁶

⁵⁵ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Hervé Alphand, ambassadeur de France aux États-Unis, no 496/AL : *La politique américaine en Afrique*, Washington, 14 avril 1965, non foliotée, p. 7.

⁵⁶ “Johnson's first priority on the morning after Kennedy's assassination, he would later recall, “was, to try to display to the world that we could have continuity and transition, that the program of President Kennedy would be carried on”. In Africa, that meant trying to maintain the special relationship the young and dynamic Kennedy had had with a number of African leader. Johnson could never copy (...) but follow through on most of Kennedy's policies. Kennedy's style and personal attention to the new African leaders, the mystique of the Peace Corps, and the appointment of several dynamic ambassadors gave many the impression that the continent played an important part in Kennedy's view of the world”, in Lyons, *op. cit.*, p. 245-246.

1) *Un style différent pour une politique semblable*

C'est dans l'avion qui ramène la dépouille mortelle de John F. Kennedy, le 22 novembre 1963, que Lyndon Baines Johnson prête serment et devient le 36^{ème} Président des États-Unis. De personnalités radicalement différentes, les deux hommes n'ont en apparence de commun que leur ambition et leur carrière. Alors que Kennedy apparaît comme une sorte de "playboy dilettante" de la côte Est qui évolue très tôt dans les hautes sphères du pouvoir, Johnson est un homme du Sud, laborieux et pragmatique, qui parvient au sommet de l'État après en avoir gravi chaque marche.⁵⁷

Né en 1908 au Texas, Johnson est très empreint de son milieu et beaucoup plus attiré par l'Ouest et son imaginaire que par cette côte Est, urbaine, intellectuelle et plus européenne de Kennedy.⁵⁸ Après des études peu brillantes, il s'apprête à devenir instituteur quand, en 1931, il est engagé comme assistant parlementaire. Il déménage alors à Washington où il se transforme, à partir de cette époque, en véritable "animal politique" atteindra plus hautes fonctions. Tout d'abord élu à la Chambre des Représentants, il entre au Sénat en novembre 1948 et, alors que Kennedy parcourt le monde, il devient chef du groupe démocrate en 1953. Là, il acquiert une grande popularité et parvient à imposer à l'administration républicaine certaines réformes

⁵⁷ Diane B. Kunz (dir.), *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1994, p.4.

⁵⁸ A ce sujet voir Kaspi, *Les Américains*, tome 2 : *Les États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1986, p. 476-477. "...Les grandes universités de l'Est, que ce soit Harvard, Yale ou Princeton, font partie pour lui d'une autre planète. L'Europe, c'est le vieux continent qui ne peut plus rien donner au Nouveau Monde et ne mérite pas son attention. Johnson a gardé en mémoire les récits de la Frontière que lui faisait son grand-père paternel. Il se souvient ou croit se souvenir des immenses troupeaux qu'il fallait conduire à bon port en dépit des difficultés du terrain et du climat. Il n'oublie rien des qualités viriles des *cow-boys*, de la vie romanesque des pionniers et la réalité bien moins engageante des campagnes privées d'électricités, à peine pénétrées par les chemins de fer, menacées par les incursions des indiens, des campagnes qu'il faut domestiquer et aménager. Rien à voir avec le monde de l'enfance de Kennedy".

sociales puis, lorsque les démocrates reprennent la majorité au Sénat en 1955, il devient l'interlocuteur privilégié de Eisenhower.

Évincé de la course à l'investiture démocrate, il accepte cependant de devenir co-listier de Kennedy pour les élections de 1960, il n'en demeure par moins, un candidat très qualifié à exercer la fonction présidentielle lorsqu'il prend le pouvoir en novembre 1963 et ce même si certains ne voient en lui qu'un usurpateur. Pour David Kaiser, il prouvera d'ailleurs en l'espace de deux ans sa grande valeur en apparaissant aux yeux de la nation comme plus capable que son prédécesseur de gérer les affaires intérieures et extérieures de l'Amérique ; il supprime alors Kennedy dans l'estime du pays.⁵⁹ En fait, la grande différence entre Kennedy et Johnson réside plus dans le style que dans les idées. Ainsi que le met en évidence André Kaspi, ces deux Présidents sont avant tout des hommes de leur temps et, même si leur façon de faire semblent parfois opposées, ils partagent les mêmes conceptions, celles d'une société où le progrès social sans limite doit éradiquer la pauvreté, l'analphabétisme et la discrimination raciale, et qui est soumise à une seule menace : le communisme et la nécessité de lui résister partout dans le monde.⁶⁰ Aussi, dès son arrivée au pouvoir, Johnson se place-t-il dans la lignée de son prédécesseur non seulement en réaffirmant son attachement aux idéaux défendus par Kennedy et en poursuivant les grandes lignes de sa politique intérieure et extérieure mais aussi en gardant la même équipe de travail sur laquelle il s'appuiera grandement.⁶¹ Il s'emploie alors avant tout à achever ce que Kennedy avait entrepris. Inspiré par son modèle politique, Franklin Roosevelt, Johnson va, en effet, durant les

⁵⁹ David Kaiser, *Men and Policies*, in Kunz, *op. cit.*, p. 24.

⁶⁰ Kaspi, *op. cit.*, p. 480.

⁶¹ *Ibid.* Dean Rusk reste au Département d'État, Robert McNamara à la Défense et McGeorge Bundy au Conseil de sécurité, fonction qu'il conserve jusqu'en 1965.

années 1964-1965, engager toutes ses ressources personnelles et institutionnelles pour mettre en place un des plus importants programmes de réforme économique et sociale de l'histoire des États-Unis : *The Great Society*.⁶² Du *Civil Rights Act* au *Medicare* en passant par *L'Economic Opportunity Act*, c'est au total plus de deux cents lois que Johnson parvient en deux ans à faire entériner par le Congrès et accepter par l'opinion publique afin d'améliorer le "bien-être de tous les Américains, riches ou pauvres, noirs ou blancs."⁶³

En matière de politique internationale, ce que l'on retient généralement des années Johnson, c'est l'escalade vietnamienne et le traumatisme qui en a découlé. Or si les premières études consacrées à cette administration laissent toute la place au Vietnam, les travaux de ces dernières années révèlent bien d'autres dimensions. Ainsi, de nombreux ouvrages, basés pour la plupart sur le dépouillement récent d'archives conservées à la *LBJ Library* d'Austin, mettent en évidence d'autres aspects de la politique extérieure américaine dans ces années où Johnson semble avoir tenu un rôle très actif et déterminant, même si son domaine de prédilection restait avant tout la politique intérieure.⁶⁴

⁶² Waldo Heinrichs, "Lyndon B. Johnson : Change and Continuity", in Cohen et Tucker, *op. cit.*, p.18-19.

⁶³ Pour plus de détails sur ce programme sans précédent voir entre autres Kaspi, *op. cit.*, p. 475-513 ainsi que Bernstein, Irvine, *Guns or Butter*, New York, Oxford University Press, 1996.

⁶⁴ Les publications sur Johnson sont toute aussi nombreuses que celles sur les années Kennedy. Pour les ouvrages les plus récents, certains restent incontournables tant par leur richesse historiographique qu'archivistique et bibliographique. Pour une approche globale de l'homme et de son administration, on regardera plus particulièrement les livres de Robert Divine, *Exploring the Johnson Years : Foreign Policy, the Great Society, and the White House*, Austin, University of Texas Press, 1981 ; *The Johnson Years, Volume Two : Vietnam, the Environment, and Science*, Lawrence, University Press of Kansas 1987 ; *The Johnson Years, Volume Three : LBJ at Home and Abroad*, Lawrence, University Press of Kansas, 1994. Cet ensemble de trois volumes, bien que commencé au début des années 80, apparaît aux yeux des spécialistes comme une référence historiographique indispensable. Les deux volumes de la biographie de Robert Dallek, *Lone Star Rising : Lyndon Johnson and his Times, 1908-1960*, New York, Oxford University Press, 1991 et *Flawed Giant : Lyndon Johnson and his Times, 1961-1973*, New York, Oxford University Press, 1998, constituent également une excellente source critique sur la période. En matière de politique extérieure, les ouvrages de référence actuels demeurent ceux écrits ou dirigés par H.

Lorsqu'il parvient au pouvoir, Johnson est à la fois peu intéressé et peu familier avec la politique internationale, mais il ne s'en détourne pas pour autant. Comme nous l'avons vu plus haut, il garde l'ensemble des conseillers de Kennedy et s'appuie sur eux, ne prenant jamais de décisions qu'ils auraient rejetées.⁶⁵ En fait, dans ce domaine, Johnson hérite et reprend les orientations de ses prédécesseurs, se plaçant certes dans la ligne de la politique de *containment* de 1947 mais évitant autant que possible l'intervention directe. Il se conforme donc aux tendances traditionnelles des administrations américaines de la "simple gestion de crise".⁶⁶

H. W. Brands résume ainsi les lignes directrices qui guident les choix politiques de Lyndon Johnson. Pour lui, deux grands principes les régissent. Tout d'abord, sachant qu'aucune administration ne pouvait maintenir une politique étrangère sans le soutien ou au moins l'assentiment d'une majorité du Congrès et du peuple américain, Johnson considère que toute politique restait une question de politique intérieure, même celle

W. Brands, *The Wages of Globalism : Lyndon Johnson and the Limits of American Power*, New York, Oxford University Press, 1995 et *The Foreign Policies of Lyndon Johnson. Beyond Vietnam*, College Station, Texas A&M University Press, 1999 : mais aussi ceux déjà mentionnés précédemment sous la direction de Warren Cohen et Nancy Tucker, *Lyndon Johnson confronts the World. American Foreign Policy, 1963-1968*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 (une riche bibliographie se trouve à la fin de cet ouvrage) et enfin de Diane Kunz, *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1994.

⁶⁵ Il s'entend particulièrement bien avec son secrétaire d'État, Dean Rusk, leurs bonnes relations étant basées sur des racines sudistes humbles et des valeurs de politique étrangère communes. Il faut également noter que Johnson laisse une assez grande latitude à ses conseillers mais, contrairement à Kennedy, il ne rencontre que rarement ses sous-secrétaires d'État ou les ambassadeurs. À ce sujet voir Heinrichs, *op. cit.*, p. 22 et sq.

⁶⁶ Il faut tout de même noter que les années Johnson, malgré les apparences, sont marquées par une période de réchauffement des relations entre les deux Grands, voire même de détente. Après la crise de Cuba de 1962, qui a montré les dangers de l'escalade nucléaire, la fin des années 60 est surtout caractérisée du côté américain par une volonté de maîtriser l'armement; celle-ci se traduit sur le terrain non seulement par une pratique systématique de l'équilibre des forces mais aussi par un déplacement des rivalités vers le Sud. Ainsi n'intervenant que dans les cas de nécessité absolue, Washington s'emploie surtout à maintenir son engagement en dessous du seuil d'intervention de Moscou ou Pékin afin d'éviter l'affrontement direct. Aussi, ce qui a été interprété par certains comme un manque d'initiative internationale et de stratégie américaine dans la Guerre froide, apparaîtrait-il aujourd'hui aux yeux des historiens plus comme une bonne lecture du contexte international de la part du président américain. Voir Georges-Henri Soutou, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 453.

ayant trait à l'international. Ainsi, "guidé par la vision d'une société américaine remodelée, il préférait dépenser son capital sur les droits civils, l'éducation et les soins médicaux pour les aînés plutôt que sur un approvisionnement continu de troupes en Europe, sur l'aide à l'Indonésie". Partant de cette idée, Brands estime donc que Johnson "n'a fait pratiquement aucun effort pour changer la direction américaine dans les affaires internationales, même quand un changement était nécessaire". Fondant le deuxième principe de la politique étrangère de Johnson sur cette tendance au maintien du statu quo, d'ailleurs si traditionnel aux présidents américains depuis la Deuxième Guerre mondiale, Brands affirme que "Johnson pouvait fomenter une révolution dans les affaires intérieures américaines, mais pour les questions internationales il s'en tenait aux vérités traditionnelles de la Guerre froide. Avec un manque d'imagination tenace, il s'est efforcé de se montrer à la hauteur des engagements d'endiguement communiste de Truman, Eisenhower et Kennedy."⁶⁷

2) *La politique africaine de Johnson : entre intérêt et désengagement.*

L'Afrique n'échappe pas à la dynamique qui vient d'être décrite. Elle est certes inscrite dans la politique globale de *containment* mais progressivement on va assister à un désengagement de la part du Président.⁶⁸ En fait, contrairement à la frénésie connue avec Kennedy, Johnson semble ne pas voir la scène africaine comme une zone vitale pour les intérêts américains alors même que les anciennes puissances coloniales y

⁶⁷ Brands, *op. cit.*, p. 27-29.

⁶⁸ Et ce d'autant plus que l'on assiste à une perte d'influence rapide des Soviétiques en Afrique après le départ de Khrouchtchev en 1964 et le renversement des dirigeants radicaux au Ghana et au Mali après 1965. Les Africains apparaissent peu enclins à embrasser le modèle idéologique soviétique. Ugboaja Ohaegbunan, *loc. cit.*, p. 14.

contrôlent commerce et investissement.⁶⁹ Cette tendance est d'ailleurs relayée par un manque d'enthousiasme général vis-à-vis de l'Afrique. En effet, les pays nouvellement indépendants ont dans un certain sens déçu et beaucoup aux États-Unis ne voient dans le continent qu'une charge supplémentaire.⁷⁰

En avril 1965, Hervé Alphand, ambassadeur de France aux États-Unis, rapporte dans une dépêche un discours du sous-secrétaire d'État chargé des Affaires africaines, M. Mennen Williams, dans lequel ce dernier précise les desseins et les objectifs de la politique américaine en Afrique. Dans ce discours, le sous-secrétaire d'État y rappelle, comme pour contrer ses détracteurs, sous forme de "credo", que "la politique américaine en Afrique est certes faite dans l'intérêt de cette partie du monde, mais elle sert avant tout nos propres intérêts et n'est pas désintéressée".⁷¹ De là, il définit cette politique autour de cinq principes -l'autodétermination, la solution africaine des problèmes africains, l'aide et le commerce, la sécurité interne et la limitation des armements, l'encouragement à l'Europe-, qu'il résume de la façon suivante :

"La politique américaine vis-à-vis de l'Afrique est basée sur notre soutien au peuple africain pour qu'il décide lui-même de son avenir, mène à bien s'il le peut le règlement de ses propres problèmes, améliore son niveau de vie, préserve sa sécurité interne sans recourir à la course aux armements et retire tout le bénéfice qu'il peut des bonnes relations maintenues avec les autres nations du monde libre, principalement avec les anciennes métropoles européennes sans que cela puisse mettre en péril son indépendance."⁷²

⁶⁹ Lyons, *op. cit.*, p. 248.

⁷⁰ Tucker, "Lyndon Johnson : A Final Reckoning", in Cohen et Tucker, *op. cit.*, p. 315.

⁷¹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche no 496/AL, Washington, 14 avril 1965, non foliotée, p. 2.

⁷² *Ibid.*, p. 7.

Cet exposé, qui constitue la première déclaration officielle sur la politique américaine en Afrique depuis l'élection du président Johnson, montre la portée et les limites de l'action des États-Unis sur le continent et amène le commentaire suivant de l'ambassadeur, qui résume bien l'ambivalence de la période Johnson :

“Cette définition et cette illustration des cinq principes qui dirigent la politique américaine vis à vis de l'Afrique n'appellent que peu de commentaires; on se doit cependant de relever que si en théorie, il y a peu de changements depuis l'époque Kennedy, la réalité est toute différente. A vrai dire, si l'Amérique s'était, aux alentours de 1961, amourachée de l'Afrique, c'est que celle-ci naissait à l'indépendance et que la magie de ce terme ne peut laisser ici indifférent. Cette flambée d'intérêt s'est vite éteinte : continent pauvre, relativement peu peuplé, n'ayant malgré tout sur l'échiquier international qu'une importance secondaire, l'Afrique a vite disparu du premier plan des préoccupations américaines au profit de problèmes plus graves et immédiats, tels ceux du Sud-Est asiatique...Est-ce à dire que les États-Unis se désintéresseront de ce continent? Certes non, car ce pays ne résiste plus à la tentation d'être présent et de prodiguer conseils et menaces là où un problème, même de nature interne, se pose; mais ceci n'ira pas très loin, surtout tant que durera l'affaire vietnamienne. Seuls les quatre pays du Maghreb font, dans une certaine mesure, exception à la règle, ne serait-ce que parce qu'ils bordent la Méditerranée. Encore faut-il noter le désir de Washington de ne point trop s'engager au Maroc, en Algérie, en Libye, et de faire confiance dans ces pays à l'influence que peuvent encore y exercer les anciens pays colonisateurs. Quant à la Tunisie, elle jouit d'un régime privilégié qui consiste à lui permettre d'avoir une assise économique suffisamment solide afin d'assurer la survie d'un régime dont on loue la ligne politique favorable à l'Occident...En bref, il faudrait vraiment des événements imprévisibles pour que cette politique prudente se modifie et pour que les États-Unis cherchent à exercer sur le sol africain une influence qu'ils n'ont pas su le moment venu acquérir et qu'ils n'espèrent pas actuellement prendre.”⁷³

Cette attitude prudente transparaît dans la gestion même des questions africaines au Département d'État. En effet, bien que Johnson conserve largement l'équipe de Kennedy, les méthodes de travail vont radicalement changer. Là où Kennedy avait une action directe et travaillait avec tous ses subordonnés, Johnson ne souhaite avoir sur son bureau que les problèmes urgents; aussi rencontre-t-il le moins possible les sous-secrétaires. Dans cette perspective, Johnson s'attend à ce que les questions africaines

⁷³ *Ibid.*, p. 8-9.

soient gérées par le Département d'État, voire uniquement par le sous-secrétariat aux Affaires africaines ; le président n'a pas à recevoir ces dossiers sur son bureau.

Le sous-secrétaire Mennen Williams, qui est confirmé dans ses fonctions au moment de la transition, subit dans cette nouvelle gestion une grande perte d'influence. En dehors du fait qu'il n'a plus d'accès direct au président, Johnson lui adjoint en avril 1964 Averell Harriman qui, avec des responsabilités élargies pour l'Afrique, est chargé de régler tous les problèmes touchant à l'Afrique non exécutables par le sous-secrétaire. Mennen Williams n'en milite pas moins pour obtenir une politique africaine plus vigoureuse et présente à de multiples reprises des projets. Ainsi en avril 1965, il fait circuler un plan qui se veut le pendant extérieur de la *Great Society*, le *Strengthened African Program*.⁷⁴ Ce programme est sans suite, même s'il reçoit le soutien à la fois du secrétaire d'État, Dean Rusk, et de l'ambassadeur américain aux Nations-Unies, Arthur J. Goldberg.

Mennen Williams obtient tout de même gain de cause en mai 1966 lorsque Johnson prononce un discours pour le troisième anniversaire de l'OUA. Il ne faut néanmoins pas voir dans cette allocution du président américain un quelconque regain d'intérêt pour l'Afrique mais plutôt une double opportunité pour celui-ci de faire un geste en direction de la communauté noire-américaine alors que de nombreuses manifestations de violence font rage un peu partout aux États-Unis (nous reviendrons sur cet aspect dans la partie suivante) et de montrer au monde, que malgré le Vietnam, les États-Unis font preuve d'initiative en matière de politique étrangère. Notons toutefois que cette déclaration, même si elle ne change concrètement rien et ne se traduit d'aucune façon par l'émergence d'une nouvelle politique africaine, va inaugurer une période de

⁷⁴ Voir à ce sujet Lyons, *op. cit.*, p.261 et sq.

consultation et de réflexion sur l'avenir de l'assistance économique à l'Afrique menée par Edward Korry, ambassadeur en Éthiopie.⁷⁵

Le rapport qui en résulte met en évidence le fait que toute aide à l'Afrique est soumise à des contraintes internationales supérieures et préconise une réduction de l'aide bilatérale à certains pays sur la base de leurs potentiels de développement.⁷⁶ On assiste donc à une volonté de rationaliser l'aide à l'Afrique par des mesures de concentration sur des pays phares. Dans cette optique, l'accent est mis sur la collaboration avec les institutions multilatérales internationales ou les projets régionaux.⁷⁷ De même, alors que jusque-là la politique d'aide au développement était perçue par certains à Washington comme un moyen politique de prévenir la montée du nationalisme et de limiter l'influence soviétique et chinoise en Afrique, ce rapport met surtout l'accent sur l'aspect économique de l'assistance à l'Afrique en le séparant de toutes considérations politiques.⁷⁸

Cette étude a un impact limité, du fait même du manque d'ampleur de ses objectifs initiaux, et ne donne lieu à aucune révision ni à aucune augmentation substantielle de l'assistance à l'Afrique.⁷⁹ On retrouve toutefois certaines de ses recommandations dans la définition des priorités de la politique africaine de l'administration Johnson de ces années. Dans une dépêche datée de 1966, l'ambassadeur de France, Charles Lucet, y définit les lignes directrices de celle-ci qu'il articule autour de trois idées forces : l'appui aux regroupements régionaux qui "permettent une meilleure harmonisation des

⁷⁵ Pour en savoir plus sur ce discours et l'année de tractation qui l'a précédé, voir *ibid.*, p. 260-264 qui cite, entre autres, les *Publics Papers of the Presidents : Lyndon Johnson, 1968*, Washington, Governments Printing Office, 1967, p. 556-557.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 265 (pour la référence exacte du *Korry Report*, cf. note 124).

⁷⁷ *Ibid.* On verra dans un autre chapitre l'application de cette recommandation en Afrique francophone.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 625, dépêche de Charles Lucet, no 1513/AL : *Les États-Unis et l'Afrique*, Washington, 27 septembre 1966, non foliotée, p. 15-18.

moyens et des méthodes pour promouvoir le développement économique des pays membres” ; la confiance aux anciens pays colonisateurs quand des relations d’amitié et de coopération perdurent avec leurs anciennes possessions, et ce tant que l’intérêt des États-Unis n’est pas en jeu ; et enfin l’affirmation de l’importance limitée de l’Afrique pour les États-Unis tant au point de vue stratégique qu’économique.⁸⁰ De là, Lucet en conclut finalement que :

“...s’il fallait établir un ordre de classement des priorités accordées par les États-Unis aux différentes régions du monde, nul doute que l’Afrique arriverait au dernier rang. Certains ne s’en consolent pas ici, au sein de l’administration mais leur audience reste limitée et il ne semble pas que les choses se modifient d’une façon sensible dans les prochaines années tant du moins que l’affaire vietnamienne pèsera du poids que l’on sait sur la politique américaine.”⁸¹

En fait, revenant à une approche plus traditionnelle de l’Afrique, aucune relance de la politique américaine n’apparaît alors, l’environnement international n’incitant aucunement Washington à s’engager dans des actions à long terme dans une zone secondaire. De la sorte, après 1966 et l’aggravation du conflit vietnamien, l’attitude vis-à-vis de l’Afrique ne changera guère jusqu’à la fin du mandat de Johnson -Mennen Williams est d’ailleurs évincé en 1966 et remplacé par un des hommes de Johnson, Joseph Palmer. Cependant, les États-Unis n’en cessent pas pour autant de jouer les gendarmes en Afrique. Ainsi à la fin de 1966 et en 1967, les Américains interviennent dans plusieurs crises dans la région, potentiellement dangereuses pour l’équilibre continental –leur intervention sera alors tour à tour à caractère économique (au Ghana

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 625, dépêche de Charles Lucet, no 1513/AL : *Les États-Unis et l’Afrique*, Washington, 27 septembre 1966, non foliotée, p. 15-18.

après la déposition de N'Krumah), humanitaire (au Biafra) ou militaire (au Congo) mais toujours pondérée et circonscrite dans le temps.⁸²

Pour conclure, les années Johnson semblent résumer à elles seules les relations afro-américaines au cours de la décennie -voire celles depuis 1945- dans la mesure où elles apparaissent régies par les mêmes principes tout au long de la période.⁸³ L'intérêt américain pour l'Afrique reste en fait assez stable, les différences se posant plus en terme de visibilité avec, dans les années Kennedy, un continent noir "sous les feux de la rampe", et ce surtout en raison de la montée en puissance du mouvement des Noirs américains. En fait, on assiste à un va et vient perpétuel entre intérêt et désengagement, et finalement même si l'Afrique apparaît comme une zone négligeable du point de vue de la Guerre froide, les Américains ne peuvent se permettre d'abandonner la région, particulièrement les pays où la présence européenne est faible ou inexistante. Cette présence plus ou moins forcée est d'autant plus nécessaire qu'au cours de ces années les Américains voient s'affirmer leurs intérêts économiques et commerciaux sur le continent africain, même si ceux-ci restent à un niveau assez faible. C'est d'ailleurs ce qu'en conclut Charles Lucet à la toute fin de la décennie :

"C'est une idée reçue et en partie vraie que l'Afrique ne représente pas pour les États-Unis une zone prioritaire. Cependant, les intérêts économiques américains n'y sont pas négligeables et surtout, à long terme, ils sont susceptibles de se développer."⁸⁴

⁸² Sur les crises qui marquent la fin du mandat de Johnson, cf. Nielsen, *op. cit.*, New York, Praeger, 1969, p. 314-326.

⁸³ Les administrations suivantes garderont d'ailleurs sur la question africaine une attitude toute semblable.

⁸⁴ MAE, série B-Amérique, sous-série États-Unis, vol. 628, dépêche de Charles Lucet, no 1090/AL : *Relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique*, Washington, 5 juin 1969, non foliotée, p. 1.

II- LES AMÉRICAINS ET L'AFRIQUE

A- DESTINS CROISÉS : LA COMMUNAUTÉ NOIRE AMÉRICAINE À LA RENCONTRE DE L'AFRIQUE

En novembre 1965, le directeur du Bureau des Affaires inter-africaines, Fred L. Hadsel, écrit ces quelques lignes à Mennen Williams, à la suite d'une conversation qu'il a eue précédemment avec le diplomate français Jean François-Poncet de la Direction des affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay :

“En réponse à une série de questions que j'ai soulevée concernant le futur à long terme de la politique française et américaine à l'égard de l'Afrique, il [Jean François-Poncet] a formulé un point de vue extrêmement intéressant à propos de la relation entre la politique intérieure américaine et le succès de notre politique étrangère en Afrique. L'essentiel de sa pensée allait comme suit : Quelque soit l'importance des autres politiques, le succès ou l'échec des États-Unis à gérer ses propres problèmes de droits civils et d'intégration raciale va être le facteur le plus important dans la réussite de la politique extérieure en Afrique... Les États-Unis sont le principal pays “européen” avec une minorité “africaine” significative. Ils ont, par ailleurs, la capacité d'élaborer une solution à leurs problèmes raciaux. Faire preuve de cette aptitude avec réussite aura une influence favorable considérable en Afrique, alors qu'un échec à régler ce problème va affecter si défavorablement la réputation des États-Unis que sa politique en souffrira grandement en Afrique. Ainsi, l'importance d'un succès dans la question des droits civils va l'emporter de loin sur l'importance de l'assistance économique ou de quoi que ce soit d'autre que nous puissions faire. La réussite va servir de pont pour atteindre et influencer les Africains, alors que l'échec les poussera assurément dans une direction hostile... Evidemment, ici au Bureau, nous ressentons bien souvent l'importance de ce lien entre notre politique intérieure et celle en Afrique, et j'ai trouvé très intéressant qu'un diplomate français voie ce lien si clairement et insiste autant dessus.”⁸⁵

⁸⁵ “In response to a series of questions which I raised concerning the long term future of French and US policy toward Africa, he (Jean-François Poncet) developed an extremely interesting point of view with respect to the relationship between US domestic policy and the success of our foreign policy in Africa. The gist of his thought was as follow : Whatever the importance of other policies, the success or failure of the United States in dealing with its own civil rights and racial integration problems is going to be the most important determinant in the success of US foreign policy in Africa... The United States is the principal “European” country with a significant “African” minority. It has, moreover, the capability of developing a solution to its racial problems. A successful demonstration of this ability will have a tremendous favorable influence in Africa, while a failure to solve this problem will so adversely affect the reputation of the United States that its policy will greatly suffer in Africa. Thus the importance of a success in the civil rights question will far outweigh the importance of economic assistance or anything else that we can do. Success will serve as a bridge to reach and influence Africans, while failure will most certainly push them in a hostile direction... We in the Bureau, of course, often feel the importance of this relationship between our domestic policy and our policy in Africa, and I thought it very interesting that a French diplomat would see this relationship so clearly and lay such stress upon it”. NARA, RG 59,

Au-delà de cette réaction du diplomate américain qui peut sembler quelque peu déconcertante, cet extrait de mémorandum illustre bien le rapport étroit existant entre la mise en place de la politique du gouvernement américain envers l'Afrique et la capacité de celui-ci à répondre à la prise de conscience et à l'affirmation sociale de la communauté noire aux États-Unis. En effet, il apparaît clair que les revendications des Noirs américains et l'ensemble des intervenants non gouvernementaux –Blancs et Noirs- sont venus soutenir et même influencer la politique africaine des États-Unis tant à Washington que sur le continent noir.⁸⁶

Représentant plus de 10% de la population nationale, les Noirs américains ne pouvaient que se tourner vers ce continent resté longtemps terre de mystère et d'aventure et montrer des signes d'attachement.

“Les Afro-Américains veulent une Afrique forte... Ce sentiment s'explique en partie par le fait que la gloire de l'émancipation de l'Afrique se reflète sur eux et qu'ils en ressentent une fierté profonde. Mais cette fierté n'est pas simplement symbolique :

Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1873, dossier POL, Political Affairs and Relations AFR-F, memorandum de Fred L. Hadsel : *A French View on US Policy toward Africa*, 3 novembre 1965, non folioté. Déjà en 1963, Vernon MacKay faisait un commentaire similaire : “*the United States' greatest handicap in dealing with the colored nations and colonial people of the world is its treatment of American Negroes*”, cité par Annick Cizel, “The Eisenhower Administration and Africa : Racial Integration and the United States Foreign Service”, in *Annales du monde anglophone*, vol. 1, no. 1, (1995), pp. 21-38.

⁸⁶ Sur les liens unissant les Américains –noirs et blancs- et l'Afrique, il faut souligner l'ouvrage dirigé par Vernon McKay, *Africa in United States*, New York, MacFadden Student Edition, 1967. Se présentant presque comme une source, cette plaquette éditée dans une collection bon marché et destinée à un large public tant américain qu'africain, fait état en six chapitres émanant de spécialistes de l'Afrique –universitaires ou fonctionnaires de l'État américain- des relations entre États-Unis et Afrique et de leurs représentations d'un point de vue à la fois politique, académique et culturel. Reprenons ici quelques mots de son introduction : “*This symposium is designed to illustrate the rich plurality of American interests in Africa and its future. It does not tell the story of Africa itself, but focuses on the remarkable work on Africa being done in the United States by thousands of Americans through their government, their civic organization, their schools and churches, their philanthropic foundations, their art museums and music centers, and through many other institutions*” (p. 7). Des livres plus récents abordent également ces questions. Pour une approche thématique et plus théorique, on peut se référer entre autres aux travaux de Noer, Thomas, *Cold War and Black Liberation. The United States and White Rule in Africa, 1948-1968*, Columbia, University of Missouri, 1985, et de Staniland, Martin, *American Intellectuals and African Nationalists, 1955-1970*, New Haven, Yale University Press, 1991. Enfin, les synthèses de Marc Aicardi de Saint-Paul et de Peter Duigan et L. H. Gann –auxquelles nous avons précédemment fait référence- consacrent plusieurs chapitres à cet aspect des rapports entre les Américains et l'Afrique.

les Noirs Américains se rendent compte qu'ils ne seront forts que dans la mesure où l'Afrique sera forte elle aussi ; tant qu'ils se considéreront, et que d'autres les considéreront comme un groupe minoritaire isolé, et non pas comme un membre fonctionnel de la grande famille africaine dans le monde, ils auront des épreuves à traverser."⁸⁷

Ce commentaire, bien qu'écrit à une date plus tardive que l'époque qui nous intéresse, est particulièrement applicable aux années 1960. Par ces mots, le directeur du lobby noir *TransAfrica*, Randall Robinson, montre bien la réciprocité établie entre le sort de l'Afrique et celui des Noirs Américains, et leur influence mutuelle.

En dehors de la dimension esclavagiste, les relations entre les Afro-Américains et l'Afrique se tissent dès la fin du XVIII^{ème} avec la naissance de nombreux projets de retour aux sources par la réinstallation de Noirs américains sur le sol africain. Initialement développé par des leaders blancs soucieux de "se débarrasser" d'esclaves affranchis, le *Colonization Movement* est pris en main au XX^{ème} siècle par les Afro-Américains eux-mêmes. Celui-ci est sous-tendu non par l'idée de favoriser l'émigration de tous les Noirs d'Amérique, mais plutôt par celle de créer une entité libérée du colonisateur blanc sur le continent africain qui pourrait être "un réconfort pour tous les Noirs de la planète".⁸⁸ Ces tentatives voient l'émergence d'organisations, telles la NAACP (*National Association for the Advancement of Colored People*) – première organisation noire américaine créée en 1909- et de figures dominantes, tels que les intellectuels et militants Marcus Garvey, William Edward B. Dubois ou encore George Padmore, qui vont être à l'avant-garde de toutes les campagnes destinées à la promotion

⁸⁷ Téléx du Département d'État destinés aux ambassadeurs américains, AF-910, 12 avril 1980, cité par Roberts, Kay, in *Transafrica* : "L'interprète des Noirs américains auprès du Congrès", dans Aicardi de Saint-Paul, *op. cit.*, p. 65.

⁸⁸ Ce concept, présenté par Marcus Garvey dans les années 1920 et repris par la suite par certaines organisations comme *African-American Repatriation Association*, ne remporte que peu de succès et s'éteint peu à peu avec l'affirmation du *Civil Rights Movements*. Pour plus de détails, voir *ibid.*, p.70-78.

des peuples noirs en Amérique ou ailleurs.⁸⁹ Ces pionniers du panafricanisme sont également à l'origine du mouvement afro-américain et des lobbies noirs qui se manifestent de façon plus active aux États-Unis dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale.

En fait, jusqu'aux années 50 l'intérêt pour l'Afrique et les réflexions sur les droits des Noirs américains sont surtout le fait des intellectuels de la communauté. Or avec la guerre puis les premières manifestations de la décolonisation, la situation des Noirs d'Afrique et d'Amérique change ; on assiste à une prise de conscience généralisée qui se traduit par une sorte de symbiose entre le mouvement des libérations nationales en Afrique et celui des droits civiques aux États-Unis.⁹⁰ En juin 1963, John F. Kennedy fait un discours dans lequel il réaffirme l'égalité des droits et des chances de tous les citoyens :

“D'un bout à l'autre de la planète, nous prêchons la liberté, avec sincérité. Nous chérissons la liberté dont nous disposons dans notre pays. Allons-nous dire au monde, et, pire encore, allons-nous dire à nous-mêmes que notre pays est celui de la liberté, sauf pour les Noirs, que nous n'avons pas de citoyens de seconde zone, sauf les Noirs, que nous n'avons pas de classes ou de castes, pas de ghettos, pas de race des maîtres, sauf s'il s'agit des Noirs?”⁹¹

De ces premiers pas décisifs vers la reconnaissance va s'instaurer une certaine ambiguïté dans le discours au sujet de cette communauté de destin entre Noirs africains

⁸⁹ Cécile Laronce, *Nkrumah, le panafricanisme et les États-Unis*, Paris, Karthala, 2000, p. 20-26.

⁹⁰ La lutte pour les droits civiques des Afro-Américains pouvant à elle seule faire l'objet d'une thèse, nous ne prétendons pas y revenir ici. De nombreux livres et documents existent sur le sujet, à noter, entre autres, la somme du journaliste Taylor Branch, *Parting the Waters : America in the King Years, 1954-1963*, New York, Touchstone, 1989 et *Pillar of Fire : America in the King Years, 1963-1965*, New York, Touchstone, 1999 – dont le premier volume a obtenu le prix Pulitzer en 1989. On pourra également consulter comme ouvrage de base sur le contexte entourant le mouvement des droits civiques, celui de Heale, M. J., *The Sixties in America. History, Politics and Protest*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2000.

⁹¹ Discours télévisé de John Kennedy à la suite des événements à l'Université d'Alabama, 11 juin 1963, cité par Kaspi, André, *Les 1000 jours d'un Président*, Paris, Armand Colin, 1993 (1978), p. 206-207.

et Noirs américains. En effet, ces derniers prennent alors peu à peu conscience d'être mieux finalement "lotis" que leurs parents d'Afrique, surtout avec l'aboutissement du *Civil Rights Movements* qui se traduit en 1965 par l'obtention du droit de vote et la perspective d'un éventuel ascendant sur la politique de leur pays – notamment, envers le continent africain- par le biais de leurs candidats et représentants. Désormais tout événement qui se déroule en Afrique interpelle les Noirs américains qui s'emploient dorénavant à peser de tout leur poids électoral sur les décisions de leur gouvernement envers l'Afrique. Cette démarche plus individuelle d'intervention accrue des Noirs dans la politique de Washington est relayée par une série de groupements et d'organisations collectives qui, à des degrés divers, parviennent à influencer la politique africaine des États-Unis.⁹² Ces groupes ne sont cependant pas le seul fait des milieux noirs.

Ces associations à vocations variées sont extrêmement nombreuses. Une publication du Département d'État fait état en mai 1965 de l'existence de près de 725 organisations américaines s'intéressant à l'Afrique, y compris des entreprises privées, des sociétés missionnaires, des collèges et universités, des fondations philanthropiques et bien d'autres organisations préoccupées de culture africaine, d'éducation et de formation.⁹³ Marc Aicardi de Saint-Paul les classe en trois catégories : les groupes à vocation politique défendant tant les droits civiques aux États-Unis que les causes africaines auprès des organisations internationales (ces lobbies prendront toute leur ampleur dans les années 70), les associations caritatives à caractère humanitaire qui se consacrent à l'aide à l'Afrique comme *Africare*, et enfin les organismes ou instituts

⁹² Sur la question de la participation de la communauté noire américaine à l'élaboration de la politique américaine en Afrique, lire le synthétique chapitre de Laronce, *op. cit.*, p. 85-95.

⁹³ Quatrième édition du bulletin des *African Programs of U.S. Organizations*, citée par McKay, Vernon, *American Interest in Africa*, dans McKay, *op. cit.*, p. 20-21.

agissant dans le domaine éducatif et universitaire.⁹⁴ Arrêtons-nous un instant sur ces derniers.

B- L'ÉMERGENCE DES CENTRES D'ÉTUDES AFRICAINES

La Seconde Guerre mondiale et ses lendemains font prendre conscience aux autorités américaines des lacunes dans les connaissances concernant les diverses sociétés et cultures du monde et la pénurie de spécialistes ayant des compétences sur des aires culturelles autres que l'Europe –que ce soit l'Asie, le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est ou l'Afrique. Même si depuis le début du siècle des chercheurs américains s'étaient intéressés à l'Afrique, ces expériences étaient surtout le fait d'initiatives individuelles. Ainsi, dès la fin du XIX^{ème} et le début du XX^{ème}, des Universités noires comme l'Université Lincoln en Pennsylvanie, et des organisations religieuses, tel le séminaire de théologie de Hartford, qui ont pour objectifs de mettre en valeur les Africains en Amérique et en Afrique, proposent des formations dans les *Liberal Arts* et les langues africaines et oeuvrent donc pour une plus grande connaissance du monde africain. Or, et c'est une exception notable, ces programmes ne touchent alors qu'un public restreint d'étudiants africains (le premier président du Ghana, Kwame Nkrumah y poursuit des études entre 1935 et 1942), de Noirs Américains et de missionnaires.⁹⁵

Plus tard, un centre d'études africaines voit également le jour à la *Northwestern University* à Chicago à l'instigation de celui que l'on considère aujourd'hui comme le père fondateur des études africaines aux États-Unis, Melville J. Herskovits. Ethnologue

⁹⁴ Aicardi de Saint-Paul, Marc, *op. cit.*, p. 76-86. L'auteur fait ici le détail des différentes "organisations noires qui pèsent sur la politique africaine des États-Unis".

⁹⁵ Laronce, *op. cit.*, p. 28 et sq.

de formation et auteur d'un ouvrage en deux volumes sur les origines indigènes du royaume du Dahomey et sur la sophistication des systèmes sociaux et politiques, celui-ci propose dès 1927 un cours permanent sur l'Afrique. Il ne voit cependant son rayonnement s'imposer qu'à partir de 1950 lorsqu'il provoque des échanges d'idées entre les intellectuels et les hommes de terrain passionnés d'Afrique. Dans son entreprise pour renforcer les liens entre les États-Unis et l'Afrique, il affirme le rapport "nécessaire entre la connaissance des sociétés africaines et la reconnaissance de la contribution culturelle, sociale et économique des citoyens américains d'origine africaine".⁹⁶ Ces expériences demeurent toutefois rares à l'époque et il faut attendre les années 50 pour assister à un réel développement des programmes officiels d'études africaines aux États-Unis.

De fait, alors que l'on ne dénombre à la fin des années 50 qu'environ une dizaine de spécialistes de l'Afrique –surtout cantonnés dans les départements d'anthropologie et de géographie- et un seul centre d'études africaines, les programmes d'études africaines et leurs revues scientifiques spécialisées explosent littéralement au cours des années 60 soutenus non seulement par le financement de plusieurs fondations philanthropiques et privées mais aussi par des programmes d'échanges lancés par le gouvernement américain. C'est ainsi que les fondations Carnegie, Ford ou Rockefeller subventionnent tour à tour des programmes de formation et d'études régionales aux États-Unis et en Afrique. En 1966, 21 universités ou collèges dispersés un peu partout sur le territoire américain proposent de la sorte un programme formel d'études

⁹⁶ Voir à ce sujet, Bogumil Jewsiewiki, "Études africaines : France, États-Unis", *Le Débat*, vol. 118, 2002, p. 66-76 ; Peter Duigan et L. H. Gann, *Les États-Unis et l'Afrique : une histoire*, Paris, Economica, 1991 (1988), p. 424 ; Laronce, *op. cit.*, p. 48-49.

africaines et environ 17 autres offrent au moins trois cours dans le domaine.⁹⁷ On peut noter par exemple le *Foreign Areas Training Program* à la Boston University, les centres des Universités de Californie à Los Angeles, de Chicago, de Columbia, de Yale et surtout le programme d'études africaines proposé à la *School of Advanced International Studies* de la *Johns Hopkins University*. Inauguré en 1957 par Vernon McKay, et situé à Washington, ce dernier programme se présentera aux institutions gouvernementales comme un véritable bassin de recrutement pour ce qui concerne l'Afrique.⁹⁸

En se développant, ces programmes se diversifient. Alors que dans les périodes précédentes les travaux sur l'Afrique n'étaient que le fait de chercheurs blancs essentiellement concentrés sur les sciences africaines préhistoriques et non contemporaines, l'accent est de plus en plus mis sur une approche multidisciplinaire. Rassemblés sous le vocable d'études noires et touchant tant les études africaines que les études afro-américaines, les programmes, travaux et recherches s'intéressent désormais non seulement à l'histoire, aux cultures africaines et aux changements politiques, économiques et sociaux de l'Afrique moderne mais aussi portent sur le développement rural et agricole ainsi que sur les études zoologiques qui voient le jour dans ces années.⁹⁹

Parallèlement à ces programmes, on assiste à la mise en oeuvre d'échanges universitaires permettant à bon nombre d'étudiants africains de venir se spécialiser aux

⁹⁷ David Brokensha., "African Studies in United States", *African Studies Bulletin*, vol. IX, no 1, (avril 1966), p. 38-80

⁹⁸ Pour plus de détails sur le développement des études africaines aux États-Unis dans les années 60, consulter le chapitre de Adelaïde Cromwell Hill, "African Studies Programs in United States", dans McKay, *op. cit.*, p. 65-88.

⁹⁹ Duigan et Gann, *op. cit.*, p. 424 et sq.

États-Unis. En 1965, ils sont presque 7000 à venir poursuivre leurs formations en terre américaine, et ce à tous les niveaux (de l'enseignement secondaire au diplôme de troisième cycle), principalement en sciences sociales mais aussi en sciences physiques ou naturelles.¹⁰⁰ Des professeurs et chercheurs américains se rendent eux aussi en Afrique, soit par le biais de l'assistance technique financée par le gouvernement américain à travers, entre autres, l'*Agency for International Development* (AID), soit par celui d'organisations privées comme l'*African-American Institute* (AAI). La vitalité de l'ensemble de ces programmes transparaît également à travers la création des premiers regroupements d'africanistes.

Témoignage d'un intérêt grandissant pour les questions africaines, ces organisations voient le jour à la fin des années 1950 lors des premiers rassemblements de chercheurs et de scientifiques férus d'Afrique. Encourageant et reflétant les intérêts des universitaires pour les études africaines, ces groupes ont des activités multiples dont le but est "de renforcer les bons rapports entre l'Afrique et les États-Unis et d'apporter une aide au développement africain".¹⁰¹ Citons-en deux parmi les plus importantes. Tout d'abord l'AAI (*African-American Institute*, mentionnée précédemment) créé en 1954 par des africanistes et basé à la fois aux États-Unis et en Afrique, cet organisme s'emploie à stimuler l'intérêt des citoyens américains pour l'Afrique. Dans cette perspective, il organise des échanges académiques, des conférences et des colloques abordant les sujets d'actualités tels que l'apartheid ou encore les orientations de la politique des États-Unis envers le continent noir. Enfin, il prodigue des conseils et

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 436.

¹⁰¹ *The African-American Institute, 1980 Annual Report*, p. 23. Cité par Aicardi de Saint-Paul, *op. cit.*, p. 79.

finance des programmes de visites et de bourses pour des réfugiés africains. Toutes ces activités sont secondées et complétées par un journal bimestriel, l'*Africa Report*, qui devient avec les années "le principal périodique américain de reportages et de commentaires sur la scène politique et culturelle de l'Afrique".¹⁰² Quant à l'*African Studies Association* (ASA), elle est constituée en 1957 lors d'une conférence de 35 universitaires à New York. Son objectif est alors de "favoriser la communication au sein de la communauté scientifique intéressée par l'Afrique et de stimuler et faciliter les recherches en Afrique". Elle prend rapidement de l'ampleur avec, en plus de la publication de plusieurs périodiques, l'organisation d'un colloque annuel au cours duquel se rencontrent plusieurs centaines de chercheurs caractérisés par leur pluridisciplinarité.¹⁰³

Ainsi, par le biais de leurs réunions et de leurs publications, les réflexions de ces africanistes connaissent une assez bonne diffusion et font d'eux de véritables "fabricants d'opinion" qui amènent progressivement toute une branche de l'opinion publique américaine à avoir une attitude plus critique sur des questions intérieures aux États-Unis, comme les relations interraciales. De même, ces équipes de travail ont auprès des autorités gouvernementales une certaine crédibilité et une grande visibilité du fait de l'aura dont jouissent les universitaires et chercheurs. Cela en fait des groupes de pression non négligeables. Ces associations furent aussi le lieu où se cristallisa la lutte pour la reconnaissance des Noirs américains. Au départ largement dominés par les Blancs et leurs préoccupations, ces organismes vont voir leurs effectifs se diviser —entre

¹⁰² *Ibid.*, p. 78-79 et Duigan et Gann, *op. cit.*, p. 436-437.

¹⁰³ De 35 universitaires en 1957, ils sont déjà plus de 150 l'année suivante. En 1965, 945 personnes sont présentes à la conférence annuelle se tenant à Philadelphie, représentants des disciplines aussi variées que les sciences politiques, l'anthropologie, la linguistique, l'histoire, la géographie et la sociologie. Cromwell Hill, *op. cit.*, dans McKay, *op. cit.*, p. 77-78.

autres, entre les partisans des études africaines et ceux des études noires- et de nouveaux groupements s'imposent à l'instigation d'Afro-Américains.

Tout est donc mis en œuvre pour favoriser un rapprochement entre les États-Unis et les nouveaux États africains. Bien qu'il faille néanmoins relativiser l'impact probable de ces manifestations et qu'il soit extrêmement difficile d'en évaluer la réelle pénétration dans la société américaine, leur nombre, leur diversité et leur seule présence démontrent bien la fébrilité et l'intérêt réel de ces années 60 pour ces nations et ce continent émergent. En définitive, tous ces regroupements, entreprises et initiatives donnent poids et finalement légitimité à ce qui est entrepris par les États-Unis en terre africaine.

III- MÉCANISMES ET CONDUITES DE L'INTERVENTION AMÉRICAINE EN AFRIQUE¹⁰⁴

Nous venons de mettre en évidence dans les deux parties précédentes l'attention indéniablement croissante pour l'Afrique -quoique parfois inégale et difficilement quantifiable- dans toutes les sphères de la société américaine des années 60. Il convient maintenant d'aborder plus concrètement la question de la présence américaine sur le continent africain. En effet, tandis que nous avons analysé les fluctuations de la politique de Washington vis-à-vis du continent africain, il s'agit de comprendre les ressorts des interventions américaines dans cette région. Ainsi, dans un premier temps, nous définirons les intérêts stratégiques et économiques américains dans cette partie du monde. Puis, nous verrons qu'en réponse à ces intérêts les Américains mettent en place un ensemble spécifique de structures et de programmes d'assistance et de soutien au continent noir. Enfin, nous dégagerons une typologie des pays avec lesquels les États-Unis entretiennent des relations plus soutenues.

Tout comme dégager les ambiguës tendances de la politique africaine des États-Unis, analyser les mécanismes et conduites -tout aussi ambigus- de l'intervention

¹⁰⁴ Dans ce paragraphe, nous nous intéresserons principalement aux interventions publiques de l'État américain et laisserons de côté la dimension privée et les investissements qui, dans le cadre plus large qui nous préoccupe, celui des relations des États-Unis et des pays francophones d'Afrique, nous semblent moins pertinents bien qu'il ne faille néanmoins pas penser que ceux-ci sont inexistantes. Ainsi que nous le montrions dans le paragraphe précédent, l'aide privée sous différentes formes en particulier dans le domaine de l'éducation est assez dynamique. Quant aux investissements qui bénéficient de la signature d'accords de garantie, une tendance à l'accélération semble se dessiner tout au long des années 60, passant de 711 millions de dollars en 1958 à plus de deux milliards en 1967 ; ceux-ci se concentrant principalement dans le secteur pétrolier et minier. (D'après les chiffres donnés dans MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 628, dépêche de Charles Lucet, no 1090/AL, Washington, 5 juin 1969, non foliotée, p. 2-5.). Sur ces questions, voir Duigan, Peter et Gann L. H., *Les États-Unis et l'Afrique, une histoire*, Paris, Economica, 1990 (1984), p. 389-407 ; Aicardi de Saint-Paul, Marc, *La politique africaine des États-Unis, mécanismes et conduite*, Paris, Economica, 1984, p. 163-184.

américaine en Afrique apparaît délicat. En effet, toute la complexité des relations afro-américaines réside dans le fait que le continent noir ne constitue pas un intérêt vital pour les États-Unis. Or, la possibilité de voir celui-ci tomber “entre de mauvaises mains” pousse et justifie toutes leurs activités à son endroit. Aussi, l’ensemble des relations afro-américaines au terme de l’assistance technique, économique et militaires est-il empreint de ce postulat de base. Dans cette perspective, les Américains jouent les équilibristes entre une politique africaine active qui ne doit cependant pas leur coûter trop cher et un savant désengagement en encourageant les Européens à honorer leurs responsabilités tout en conservant un droit de regard sur leurs pratiques. En fait, quand ils le jugent possible, les Américains considèrent leur assistance comme secondaire et complémentaire à celles des anciennes métropoles coloniales. On assiste, de ce fait, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale à la conduite de relations suivies –relations qui s’intensifient avec Kennedy- dont les bases restent toutefois fragiles et incertaines. Néanmoins, il faut noter que certains pays africains, comme l’Afrique du Sud, du fait de leur importance stratégique, économique et commerciale, bénéficient de la part de Washington d’attentions toutes particulières et entretiennent des relations bilatérales constantes et privilégiées.

A- LES INTÉRÊTS AMÉRICAINS EN AFRIQUE

En l’espace d’une décennie, les intérêts américains en Afrique évoluent et se transforment. Encore très centrés sur l’aspect stratégique du continent à la toute fin des années 50 et au début des années 60, ils vont devenir en dix ans de plus en plus

économiques et commerciaux. En fait, très tôt, les Américains sont conscients à la fois des forces et des faiblesses de l'Afrique et de ce que celle-ci peut leur apporter. Ainsi, avant l'arrivée de Kennedy au pouvoir en 1961 et surtout avant même la décolonisation "complète" du continent, existe-t-il un ensemble de programmes de coopération et d'assistance à l'Afrique correspondant à des intérêts et des objectifs précis et dirigés vers les pays y répondant. Une dépêche de l'ambassadeur de France datée de la fin de l'année 1958 en témoigne. Ce document présente et analyse le Programme de sécurité mutuelle américain pour l'Afrique pour l'année fiscale 1959. Il confirme bien que les États-Unis ont avec certains pays d'Afrique des relations suivies et que ce continent fait partie intégrante de la politique de coopération internationale américaine. Faisant écho à des intérêts spécifiques, les objectifs de cette politique apparaissent clairs, tout comme les actions entreprises pour y répondre :

"Du point de vue des États-Unis, l'importance de l'Afrique est essentiellement d'ordre stratégique et économique. L'importance stratégique s'explique par la position même du Continent et par la présence d'importantes bases militaires américaines au Maroc, en Libye et en Éthiopie. L'Afrique représente en outre, du point de vue économique, une source importante de produits de base. Son sous-sol fournit au Monde libre une vingtaine de produits stratégiques essentiels : 75% de la production mondiale de cobalt et de diamants industriels, de 10% à 25% de la production mondiale de manganèse, d'étain, de vanadium, de cuivre et de chrome ; des quantités importantes d'uranium. Les forêts et l'agriculture africaines produisent 61% du cacao, 58% du sisal et 72% de l'huile de palme du Monde... L'objectif est d'encourager le "développement ordonné" du Continent et d'aider les nouveaux États indépendants à organiser leurs destinées à l'abri de toute interférence inamicale de l'étranger... "Nous ne cherchons pas à déplacer qui que ce soit en Afrique. En même temps que nous regardons d'un œil favorable les aspirations légitimes des peuples africains, nous encourageons leurs relations et les liens économiques, politiques et culturels qu'ils entretiennent, dans un intérêt mutuel avec l'Europe".¹⁰⁵

¹⁰⁵ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, volume 453, dépêche de Hervé Alphand, no 3142/AL : *Programme de Sécurité Mutuelle américain pour l'Afrique, en 1959*, Washington, 3 décembre 1958, folio 114-115.

Après avoir identifié les principaux problèmes économiques et sociaux auxquels l'Afrique doit faire face, les auteurs du Programme, tel que présenté par la dépêche, proposent donc une aide qui s'élève à 104.774.000 dollars répartis entre l'assistance militaire, l'assistance spéciale et la coopération technique et qui concerne sept États indépendants (le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Éthiopie, le Libéria, le Ghana et l'Union Sud-Africaine), six Territoires sous tutelle –que la dépêche ne cite pas- administrés par la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie et vingt-cinq Territoires sous contrôle britannique, français, portugais, belge et espagnol. Dans le détail, la dépêche signale que sur le plan militaire, seuls deux pays bénéficient d'une assistance, qualifiée de modeste, des États-Unis : l'Éthiopie et la Libye. Celle-ci entend principalement contribuer au "maintien de forces armées suffisantes", "procéder à l'entraînement de leurs personnels", et "procurer un équipement permettant à ces pays de garantir leur sécurité intérieure et de se protéger contre les agressions à caractère local". Au titre de la coopération technique, dont l'objet essentiel est "de former, sur le plan local, une main-d'œuvre spécialisée", "de procéder à des études dans le domaine économique" et "de fournir des avis et des consultations techniques pour des projets spécifiques", le document français souligne que les auteurs du Programme prévoient continuer le développement de l'aide en 1959 en Éthiopie, au Libéria, en Libye et en Somalie ainsi qu'en Tunisie et au Maroc, et ce tout particulièrement "dans les domaines de l'agriculture et de la santé publique". Ailleurs, au Ghana et dans les territoires dépendants du Royaume-Uni, "l'assistance se dirigera vers la formation de techniciens et le développement de l'éducation". Enfin, fournissant "l'aide économique nécessaire au maintien de la stabilité politique et économique" dans des États ne jouissant par

ailleurs pas d'aide militaire et dont "les besoins ne peuvent être couverts par les ressources du *Development Loan Fund* ou par la coopération technique", l'assistance dite spéciale, doit, pour la période projetée et selon les auteurs de la brochure, s'appliquer essentiellement à la Somalie, au Maroc, à la Tunisie, à la Libye et à l'Éthiopie.¹⁰⁶

A partir de cet énoncé du Programme de sécurité mutuelle pour l'année 1959, un double constant est à faire. Tout d'abord, bien que la part de l'Afrique soit alors faible dans l'ensemble du programme de coopération internationale américain (elle ne représente, d'après les sources françaises, que 8% du total des crédits alloués contre 51,9% à l'Extrême-Orient ou 23,6% à l'Asie du Sud), elle marque cependant un accroissement sensible. Par ailleurs, il est tout à fait intéressant de noter que les États-Unis ne s'encombrent pas des opinions européennes si leurs intérêts stratégiques sont en jeu. Ainsi, des pays comme le Maroc et la Tunisie, tout en restant surtout dépendants de l'aide française, reçoivent à l'époque des fonds de montants non négligeables en raison de leur situation géographique de première importance pour les Américains.

B- MÉCANISMES ET PRINCIPES DE L'AIDE AMÉRICAINE AU DÉVELOPPEMENT¹⁰⁷

1) *Kennedy et la nouvelle politique d'aide au développement*

Avec Kennedy et avec l'essor de nombreux pays indépendants (tant en Asie qu'en Afrique), la politique américaine globale d'aide aux pays en voie de développement

¹⁰⁶ *Ibid.*, folio 116.

¹⁰⁷ Sur les pratiques de la politique américaine d'aide au développement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une série d'ouvrages très complets sont parus ces dernières années. On peut retenir par exemple celui de Vernon W. Ruttan, *United States Development Assistance Policy. The Domestic Politics of Foreign Economic Aid*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.

connaît une accélération marquée au niveau des programmes, à la fois par une concentration des outils d'intervention, une augmentation des ressources et une tendance, quoique très relative, à la "dispersion" géographique ; cela est particulièrement vrai pour l'Afrique. En fait, depuis Truman et son point IV du programme d'assistance créé pour lutter contre l'influence communiste, les lois encadrant les agences et les programmes destinées à venir en aide aux pays en voie de développement s'étaient succédé et multipliés, avec leurs organisations, leurs principes et leurs priorités géographiques, économiques et stratégiques propres.¹⁰⁸

Ainsi, en 1951, l'*Economic Cooperation Administration*- chargé de mettre en œuvre le Plan Marshall- avait été remplacée par la *Mutual Security Agency* (MSA), reflétant alors l'accent mis sur l'aspect militaire de l'aide. Deux ans plus tard, la *Foreign Operations Administration* (FOA) est substituée au MSA, puis en 1955, dans un nouvel effort de réorientation de l'aide à l'étranger à la suite de la Conférence de Bandung, est créée au sein du Département d'Etat, l'*International Cooperation Administration* (ICA). Parallèlement à ces agences, une pléthore de programmes avait vu le jour comme le *Food for Peace* en 1954. Or, victimes de leur dispersion, ils s'étaient révélés peu efficaces, ce qui minait la crédibilité de la politique d'assistance américaine vis-à-vis des pays en voie de développement.¹⁰⁹ Conscient de ces dysfonctionnements et désireux de montrer les États-Unis sous leurs meilleurs jours, Kennedy, en maître ès communication et relations publiques, se fait l'avocat d'une nouvelle conception de

¹⁰⁸ Énoncé en janvier 1949, le point IV fait la promotion du développement économique dans les pays pauvres et place l'aide à l'étranger au centre de la politique étrangère américaine. Truman inaugure ainsi l'argument moral qui précède l'obligation de fournir de l'aide. Alors essentiellement dirigée vers la reconstruction européenne, l'aide américaine va s'étendre progressivement à d'autres régions du globe. Voir David A. Baldwin, *Foreign Aid and American Foreign Policy, a Documentary Analysis*, New York, Praeger, 1966, p.39 et Kaspi, *op. cit.*, p. 64.

¹⁰⁹ D'après Baldwin, *op. cit.*, p. 39-40, Kaspi, *op. cit.*, p. 64-65 et Aicardi de Saint-Paul, *op. cit.*, p. 39-40

l'aide. En mars 1961, lors d'un discours au Congrès, il se déclare en faveur d'une réorganisation des programmes d'assistance à l'étranger. Dans ce discours, il insiste sur trois points. Revenant tout d'abord sur le fait que les programmes d'aide à l'étranger existants et leurs concepts étant largement dépassés et inadaptés aux besoins tant des Américains que du monde en voie de développement, Kennedy estime que la fragilité économique des nouveaux États indépendants pourraient s'avérer à la fois désastreuse pour la propre sécurité nationale des États-Unis, "nuisible à leur prospérité et choquante pour leur conscience". Finalement, y voyant pour "les nations libres du monde industrialisé", une opportunité historique de faire un effort d'assistance économique majeur, il préconise la mise en place d'une politique qui permettrait à une large partie des peuples des pays les moins développés d'atteindre une croissance économique, tandis que "le reste de ces pays pourraient s'approcher du jour où ils n'auraient pu à dépendre de l'aide étrangère".¹¹⁰

Dans cette allocution, Kennedy défend les thèses du *take off* qui sont très en vogue à l'époque dans les milieux des économistes et des experts de la côte Est américain. Exposée par Walt Rostow, cette théorie considère que débloquer des fonds ne suffit pas, et qu'il faut accompagner toute aide économique de réformes sociales, fiscales et foncières afin de mettre les jeunes nations sur de bonnes rails à l'écart du communisme pour consolider leur stabilité politique et ainsi renforcer leur indépendance (à l'image des nations européennes avec le Plan Marshall). Ainsi les États-Unis ne peuvent plus se contenter d'aider des pays qui combattent le communisme

¹¹⁰ Dans *Foreign Aid : Message of the President to the Congress*, State Department Bulletin, April 10, 1961, 507-, cité par Ibezim Chukwumerije, *The New Frontier and Africa, 1961-1963*, Ph. D. Dissertation, State University of New York at Stony Brook, 1976, p. 166.

pour encourager la recherche de la diversité.¹¹¹ Pour répondre à ces exigences, Kennedy appelle donc non seulement à la fusion de tous les organismes préexistants –dont les programmes ne disparaissent pas pour autant- en une super agence de coopération mais aussi à la redéfinition des concepts et des principes qu’il présente comme des pré requis essentiels à une politique efficace.¹¹² Six principes sous-tendent la nouvelle politique.

Le premier de ces principes entend soumettre chaque plan d’assistance à une recherche systématique des besoins et des ressources potentielles de chaque pays pour la mise en place de programmes réfléchis et non d’une série de projets sans cohérence les uns avec les autres. De plus, Kennedy appelle à la mise en œuvre de programmes de développement nationaux utilisant au maximum les ressources propres de chaque État et basé sur une planification et un financement à long terme. Garant de la réussite de cette précédente idée, le Président préconise pour que ces nations en voie de développement aient une “réelle chance de parvenir à l’autosuffisance”, de leur accorder des prêts à long terme aux taux les plus bas voire sans taux d’intérêt du tout. Encourageant, par ailleurs, les pays démontrant le plus de volonté et les plus aptes à mobiliser leurs ressources, à faire des réformes économiques et sociales, à s’engager dans une planification à long terme afin d’atteindre un niveau de croissance autosuffisante, Kennedy prône l’approche multilatérale pour la réalisation de

¹¹¹ Cette idée porte en elle-même sa limite. Si on laisse les jeunes nations libres de leur choix, le risque est de les voir se tourner vers l’Union soviétique avec les conséquences que l’on connaît. De là une question se pose : Faut-il donc distribuer l’aide en fonction des intérêts américains ou au nom de la liberté de choix ? D’après Kaspi, *op. cit.*, p. 64-66.

¹¹² Cette super agence se propose de regrouper les programmes déjà existants de l’*International Cooperation Administration* (ICA), du *Development Loan Fund* (DLF), du *Food-for-Peace Program* (Public Law 480), ainsi que les activités de l’*Import-Export Bank* et du *Peace Corps* sur lequel nous allons revenir.

programmes d'envergure. Finalement, il considère que l'effort en matière d'aide au développement doit être séparé de l'assistance militaire.¹¹³

Partant de ces principes, le président lance le *Foreign Assistance Act* qui, tout en reprenant les idéaux de ses prédécesseurs en matière d'assistance, va plus loin à la fois sur le plan géographique –l'Afrique est ainsi incluse– et sur le plan des objectifs de cette assistance.¹¹⁴ Le Congrès entérine cette réorientation et vote la création de la nouvelle agence à l'automne 1961. Organisme semi-autonome dépendant du Département d'État, l'*Agency for International Development* (AID) a pour vocation d'administrer toute l'aide américaine à l'étranger, à l'exclusion de l'assistance militaire, réservée au Département de la Défense. Elle est organisée sur une base géographique pour permettre une programmation de l'assistance économique pays par pays. Dirigée par un directeur, elle est composée de quatre divisions régionales : Afrique, Asie, Moyen-Orient et Amérique latine.

Parallèlement à l'AID et dépendant de celle-ci, est créé un tout nouvel instrument d'intervention, novateur dans sa forme et symbole de la nouvelle philosophie du gouvernement Kennedy : le *Peace Corps*.¹¹⁵ Constituée sous l'égide de son beau-frère, Sargent Shriver, l'idée de ce programme est d'envoyer des volontaires américains,

¹¹³ Chukwumerije, *op. cit.*, p. 167-168 ; voir aussi W. W. Rostow, *Eisenhower, Kennedy and Foreign Aid*, Austin, University of Texas Press, 1985, p. 172.

¹¹⁴ L'élan suscité par les principes et les institutions énoncés dans ce discours, fait de cette période un tournant dans l'aide bilatérale américaine. Kennedy inaugure en effet une nouvelle ère dans la politique américaine d'aide à l'étranger qui dans ses motivations et ses buts va perdurer jusqu'à aujourd'hui, et ce en particulier en Afrique. Marie-Stéphane Maradeix, *Les ONG américaines en Afrique : activités et perspectives de 30 organisations non gouvernementales*, Paris, Syros-Alternatives, 1990, p. 65-66.

¹¹⁵ Ce paragraphe suit de près M. J. Heale, *The Sixties in America. History, Politics and Protest*, Edinbourg, Edinbourg University Press, 2001, pp. 19-20.

plutôt jeunes et dotés de compétences en éducation, en agriculture ou en santé dans des pays du Tiers-Monde où ils doivent aider au développement des communautés dans lesquelles ils se trouvent. L'inspiration à l'origine de la création de ce corps est à la fois pragmatique et idéaliste. En effet, il s'agit de servir la cause américaine dans le contexte de la Guerre froide, tout en diffusant les valeurs de la civilisation américaine.¹¹⁶ Par ce programme, Kennedy espère réaliser deux objectifs : forger une image altruiste et idéalisée de l'Amérique auprès des nations du Tiers-Monde qui voient alors en elle qu'impérialisme et puissance militaire ; renforcer la fierté nationale de ces jeunes Américains qui, revenant de ce programme grandis de leurs expériences, ont le sentiment de mieux comprendre la "mission" américaine à l'étranger, ce qui doit faire d'eux de meilleurs citoyens.¹¹⁷ Sur celui-ci, Hervé Alphand écrit en mars 1963 :

"Le Peace Corps était une opération psychologique à double détente : flatter l'idéalisme de la jeunesse américaine, présenter au Tiers-Monde le visage désintéressé et généreux des États-Unis."¹¹⁸

2) L'application à l'Afrique

Avec ces nouvelles dispositions, l'administration Kennedy dispose dès le début de son mandat d'une série d'instruments en matière de politique d'aide et d'assistance aux pays en voie de développement. Servis par une augmentation des budgets alloués par le Congrès, ces outils seront particulièrement bénéfiques pour les pays africains qui, au terme des années 1962-1963 voient leur soutien financier en provenance des États-

¹¹⁶ "A Peace Corps of young men and women who will be willing to spend two or three years of their lives as teachers and nurses, working in different countries... spreading the cause of freedom". Discours inaugural du Président Kennedy, 20 janvier 1961, dans *ibid.*, p. 19-20.

¹¹⁷ Il faut noter que ce programme remporte un large succès auprès des jeunes américains passant d'environ 3000 participants en 1962 à 15 556 en 1966 (l'envoi de candidatures ayant atteint son apogée la semaine suivant la mort de Kennedy).

¹¹⁸ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de l'Ambassadeur de France aux États-Unis, no 631/AL : *La politique africaine du gouvernement Kennedy*, Washington, 28 mars 1963, folio 233.

Unis atteindre un sommet jusqu'alors inégalé. L'aide à l'Afrique totalise 504 millions de dollars, répartie en cinq catégories : l'assistance technique, les prêts au développement -*Development Loans*-, la *Supporting Assistance*, le *Food for Peace*, et enfin l'assistance militaire.¹¹⁹ Cette somme reste assez faible au regard de l'aide totale américaine aux pays en voie de développement mais elle témoigne d'un accroissement certain, étant donné que le montant de l'aide à l'Afrique était de 29 millions en 1954 et 185 millions en 1959.¹²⁰ Ces dépenses ne reçoivent toutefois pas l'adhésion de tous à Washington.

En effet, le Congrès qui avait préalablement accepté une augmentation des crédits au terme de l'aide étrangère se montre au fil des années plus récalcitrant à accorder des augmentations complémentaires. Ainsi, dès 1963, la belle euphorie inaugurée par le grand programme conçu par Kennedy subit un coup d'arrêt avec la publication du rapport Clay consacré à "la défense et à la sécurité du monde libre".¹²¹ Au vu des résultats de l'assistance américaine à l'Afrique, ce rapport appelle à la "cartiérisation" de l'aide à l'Afrique en invoquant le fait que celle-ci relève avant tout de la responsabilité européenne. Extrêmement sévère sur ces conclusions, le rapport

¹¹⁹ Les programmes d'aide élaborés au titre de l'assistance technique sont principalement axés sur l'éducation et l'action culturelle. Comprenant les échanges de professeurs et d'étudiants et les accords entre universités, ces programmes de coopération –qui représentent la majeure partie des sommes allouées par l'Administration- sont octroyés sous forme de dons et prêts en matériel ou en personnel (volontaires du *Peace Corps*) et offrent une aide étendue depuis la construction d'institutions jusqu'à la dispense de formations spécialisées (par exemple en santé, en administration publique ou en agriculture). Les *Development Loans*, eux, sont des prêts à long terme repayables en dollars, offerts principalement pour le développement des voies de communications et des moyens de transport comme le projet sur le fleuve Volta au Ghana. La *Supporting Assistance* n'est débloquée qu'en cas d'urgence et consiste en dons ou prêts pour compenser les dépenses militaires et ainsi préserver une certaine stabilité économique et politique comme au Congo. Représentant le quart de l'aide, le programme *Food for Peace* est proposé soit sous forme de dons, de prêts ou de ventes, en monnaie locale, de surplus agricole. Enfin l'assistance militaire comprend à la fois la vente, le prêt ou le don de matériel et l'offre d'entraînement sur place ou aux États-Unis. Cette forme d'aide demeure assez modeste. D'après, Chukwumerije, *op. cit.*, p. 175-190.

¹²⁰ Entre 1961 et 1964, la proportion de l'assistance à l'Afrique double passant à 10% du montant global de l'aide bilatérale américaine alors qu'elle n'était que de 4,9% entre 1956 et 1960. D'après *ibid.*, p. 189.

¹²¹ Pour une lecture générale du rapport Clay, voir Baldwin, *op. cit.*, p. 236-257.

considère que les États-Unis ont essayé “de faire trop pour trop de monde trop rapidement (*to do too much for too many too soon*)” et va jusqu’à préconiser de limiter les programmes de bourses déjà en vigueur, de décourager toute nouvelle entreprise, d’agréer les prêts uniquement sur des bases draconiennes, de finalement réduire à l’insignifiance l’aide à l’Afrique.¹²² En conséquence, même s’il faut relativiser la portée réelle de ce rapport, on observe une réduction de l’assistance américaine qui passe de 281 millions de dollars en 1962 à 219 millions en 1964. Les réductions se font surtout sentir en Afrique noire à l’exception néanmoins des pays considérés sans “tuteur légal” comme le Congo-Léopoldville, le Libéria, la Guinée ou encore ceux, tels le Nigeria, à fort potentiel humain et économique.

En fait, les Américains prennent conscience que l’instabilité inhérente aux jeunes États africains n’est pas liée aux seules interférences communistes et se montrent peu confiants quant à la possibilité de tirer profit d’une politique hardie en Afrique noire.¹²³ De plus, il leur apparaît que dans la majorité des cas, les États africains ont conservé d’excellentes relations avec leurs anciennes métropoles et restent très attachés à elles. Sous l’administration Johnson, nombreux sont ceux qui voient ces dépenses comme inutiles et de nouvelles compressions budgétaires s’annoncent pour le programme d’assistance à l’Afrique et ce particulièrement à la suite du rapport Korrry dont nous avons fait état précédemment.¹²⁴ De là, on assiste à une volonté de rationaliser les programmes et de concentrer ceux-ci sur certains pays-phares, l’accent

¹²² Ce rapport fait grand bruit au Congrès et met dans l’embarras les responsables de l’AID et le Département d’État à tel point que les compressions budgétaires ne seront votées qu’après l’arrivée de Johnson au pouvoir. Voir Nielsen, *op. cit.*, p. 297-298.

¹²³ Duigan et Gann, *op. cit.*, p. 56-57.

¹²⁴ Cf partie I, chapitre I, B, 2, p. 39-40. Pour en savoir plus sur le rapport Korrry et ses recommandations voir Christopher M. Kimaru, *International Charity for Self Interest : US Foreign Policy toward tropical Africa in the 1980’s*, New York, Nova Science Publishers, 1996, p. 7-10.

étant mis à la fois sur la collaboration avec les institutions internationales et sur les projets régionaux.

Au total, l'aide économique et militaire des États-Unis à l'Afrique s'élève, de la fin des années 50 à la fin des années 60, à environ trois milliards de dollars principalement distribuée en dons au titre de l'assistance technique et d'éducation et de l'aide alimentaire ; l'aide militaire reste de peu d'importance (environ 250 millions).¹²⁵ Aussi, même si ces sommes paraissent dérisoires par rapport à ce que les États-Unis versent à la même époque à d'autres régions du monde mais aussi par rapport aux dépenses de chacun des pays européens –tout particulièrement la Grande-Bretagne et la France- dans leurs anciennes colonies, il faut tout de même noter que ce déploiement financier américain a créé de grandes attentes en Afrique. C'est pourquoi, même si plusieurs jeunes nations connaissent une certaine déception face aux résultats, les Américains parviennent dans quelques pays à se présenter comme une réelle alternative à l'ancienne métropole et à devenir le partenaire principal. Ce phénomène est, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant, le cas, entre autres, de pays de l'Afrique francophone. À ce propos, revenons sur les pays bénéficiaires de l'aide américaine.

C- TYPOLOGIE DES PAYS BÉNÉFICIAIRES

Depuis le début de ce chapitre, nous avons fait référence à maintes reprises aux pays avec lesquels les États-Unis entretiennent des rapports fréquents. Ainsi, a-t-on évoqué le Congo, l'Afrique du Sud, les pays du Maghreb, l'Éthiopie, le Nigeria, etc.

¹²⁵ MAE, série B- Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, volume 625, dépêche de Charles Lucet, no 1513/AL : *Les États-Unis et l'Afrique*, Washington, 27 septembre 1966, non foliotée.

Nous nous proposons de voir ici quelle logique sous-tend ces liens et d'établir une typologie de ces pays, typologie qui nous permettra de dégager les spécificités des relations entre les États-Unis et les pays de l'Afrique francophone. Pour ce faire, exposons ici trois catégorisations qui serviront de base à notre propre hiérarchisation.

Tout d'abord celle du chargé d'affaires de France à Washington., Claude Lebel, qui dans une dépêche de 1962 commentant un chapitre consacré à l'Afrique émanant de l'*Agency for International Development*, le chargé d'affaires de France à Washington, résume les positions l'agence américaine de développement international et dégage une classification des pays africains bénéficiaires de l'assistance américaine en trois catégories. D'après lui, l'*AID* range ainsi dans un premier groupe les pays considérés comme suffisamment évolués et offrant des garanties de stabilité politique pour envisager d'y entreprendre des mesures efficaces de développement. Dans ce groupe, qui bénéficie donc à la fois d'une assistance prioritaire des États-Unis à court et long terme, et d'un soutien de ceux-ci auprès des organisations internationales ou auprès d'autres pays, on retrouve des États comme le Nigeria, le Tanganika et la Tunisie. Un deuxième ensemble concentre les nations qui présentent "certaines des conditions préalables nécessaires au développement et qui peuvent recevoir de l'aide américaine", mais dont les déficiences de certains secteurs limitent des engagements d'assistances à long terme. Dans ce contexte, l'aide américaine ne s'applique que dans les domaines où le pays bénéficiaire fait déjà preuve d'un intérêt et d'un effort soutenus. On retrouve ici la majorité des pays africains. Enfin, un dernier groupe "comprend les pays dont la situation actuelle et les perspectives d'avenir sont les moins favorables". Dans ces pays,

qui reçoivent en général une aide déjà importante des anciennes puissances coloniales, l'aide américaine se veut "expérimentale" et entend surtout "donner le sentiment aux bénéficiaires qu'ils ne sont pas dans une dépendance exagérée par rapport à leurs anciennes métropoles ou au bloc soviétique". Dans cette catégorie, il est précisé que "des problèmes de langues et de climat rendent particulièrement difficile le recrutement de techniciens américains", d'où l'élaboration de programmes d'aide liée à "des projets choisis avec soin, financés par des prêts au développement" et qui nécessitent peu de personnel.

À l'issue, de cette dépêche, le diplomate français conclut que :

"Ce document confirme que la politique américaine d'assistance à l'Afrique est surtout concentrée sur un certain nombre de pays, jugés plus aptes que d'autres à faire l'objet d'une expérience "occidentale" de développement. Certes, d'autres pays reçoivent aussi une aide importante mais qui se justifie par des considérations particulières (Libéria, influence américaine traditionnelle ; Maroc, Libye, présence de bases stratégiques. Éthiopie, soutien d'un régime qui, à défaut d'appui occidental, tomberait ou succomberait aux influences de l'Est ; Guinée, essai de "récupération" après l'expérience manquée de Sékou Touré du côté de Moscou). Le reste de l'Afrique fera l'objet d'un "saupoudrage" dont certains (Dakar et Abidjan) retireront sans doute plus de bénéfices que d'autres."¹²⁶

En mars 1963, Hervé Alphand affine les propos de son collègue et présente une classification plus précise.

"Les États-Unis ont en Afrique, par ordre d'importance croissante, des intérêts économiques, stratégiques et politiques :

Leurs intérêts économiques sont très inégalement répartis. Considérables en Union Sud-Africaine, ils existent aussi au Congo, en Afrique du Nord (pétrole du Sahara), en quelques points d'Afrique noire.

Leurs intérêts stratégiques sont en baisse. Les bases du Maroc vont être prochainement évacuées. Les établissements de Libye et d'Erythrée continuent de jouer un rôle dans le dispositif militaire, mais la nouvelle stratégie américaine conduit à leur attaché moins d'importance.

¹²⁶ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, volume 453, dépêche de Claude Lebel, Chargé de France aux États-Unis, no 1852/AL : *Aide américaine à l'Afrique*, Washington, 17 août 1962, folio 281-282.

Restent les intérêts politiques. Vis-à-vis de l'Afrique, comme du reste du monde, le Gouvernement américain pense en fonction du conflit est-ouest et sa préoccupation primordiale est de faire obstacle à l'extension du communisme. Il n'y a pas d'intérêt économique et stratégique, il n'y a surtout pas d'intérêt privé qui dans l'esprit des dirigeants américains prévale sur cet impératif absolu : partout faire en sorte que la subversion communiste ne trouve pas de terrain favorable."¹²⁷

Finalement, Gerald E. Thomas propose dans son chapitre *The Black Revolt : The United States and Africa in the 1960s*, une organisation en trois groupes des pays sélectionnés avec lesquels les États-Unis entretiennent des relations et qui répondent à leurs intérêts de l'époque.¹²⁸ Dans le premier groupe, on retrouve les pays comme le Libéria et l'Éthiopie, qui, indépendants tout au long de la période coloniale, ont des relations diplomatiques anciennes avec les États-Unis ; le deuxième groupe, lui, rassemble des pays nouvellement indépendants avec lesquels les États-Unis n'ont encore jamais travaillé, comme le Congo, le Ghana, le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie ou la Somalie ; enfin le troisième groupe concerne les pays sous domination blanche, comme la Rhodésie et l'Afrique du Sud.

À partir de ces trois exposés, il est possible de combiner et de simplifier ces typologies pour en établir une quatrième qui retiendrait deux groupes principaux : les pays à intérêts plutôt stratégique et politique, tout particulièrement ceux sans tutelle européenne –ou tout au moins une tutelle limitée–, et perçus comme menacé face à une éventuelle pénétration communiste. Dans cette catégorie, on retrouverait, par exemple, le Ghana qui parvient à attirer à lui une assistance économique des États-Unis tant sous

¹²⁷ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, volume 435, dépêche de Hervé Alphan, no 631/AL : *La politique africaine du gouvernement Kennedy*, Washington, 28 mars 1963, folio 256.

¹²⁸ Ce chapitre fait partie de l'ouvrage collectif dirigé par Diane Kunz, *The Diplomacy of Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1994, p.320-360.

le régime très socialisant de N'Krumah qu'après la chute de ce gouvernement en 1966 ; mais aussi la Guinée et le Mali. Le Congo pourrait appartenir également à ce groupe, car sur l'ensemble de la période, il bénéficie à plusieurs reprises de l'intervention américaine soit à travers une assistance militaire directe, soit par une aide économique d'urgence. Or, il pourrait aussi bien appartenir au second, étant donné les richesses minérales que renferme son sous-sol. Le deuxième groupe comprendrait en effet les pays à intérêt plutôt économique, se présentant également comme des modèles à suivre aux yeux des Américains. Dans celui-ci entrent l'Afrique du Sud, et des pays dits "prometteurs" comme le Nigeria, la Tunisie ou la Côte d'Ivoire.

Mettant ainsi en évidence à la fois les intérêts américains en Afrique et les spécificités des États bénéficiaires, c'est cette hiérarchisation que nous retiendrons dans la suite de notre étude afin d'analyser les relations des pays d'Afrique francophone avec les États-Unis.

Pour finir cette première partie, reprenons le constat que nous avons initialement introduit à savoir que le continent africain n'a pas toujours été le grand oublié de la politique étrangère américaine. En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ces relations ont pris de multiples formes au gré des préoccupations et des personnalités de chaque président américain. Or si le style a été de Truman à Johnson des plus différents, il faut noter que la politique américaine envers l'Afrique est marquée par la continuité et s'articule autour de deux axes principaux. Le premier est que, malgré des intérêts commerciaux non négligeables, des possibilités d'investissements prometteurs, un accès à de riches gisements de matières premières et

l'existence de bases stratégiques importantes, les États-Unis n'ont pas en Afrique d'intérêts essentiels et vitaux à leur sécurité nationale et internationale. Le deuxième principe qui régit cette politique est que toute action américaine est subordonnée à la présence européenne sur le continent, et que donc les États-Unis se définissent comme une force secondaire par rapport aux anciennes métropoles. Néanmoins, même si le continent noir reste une zone négligeable, la région n'est pas négligée par Washington, qui garde en tout temps un œil attentif à l'évolution du continent tout particulièrement dans les pays où il y a peu ou pas de présence européenne.

Pour illustrer notre propos et en forme de conclusion générale, reprenons ici un long extrait d'une dépêche de l'ambassadeur de France à Washington, datée de mars 1963, qui résume parfaitement l'attitudes des États-Unis vis-à-vis de l'Afrique au cours des années 60.

“Le gouvernement de Washington... n'a pas cherché, par un anti-colonialisme attardé ou par désir d'affirmer son “leadership”, à bousculer les positions tenues par ses alliés, et son action sur place est demeurée dans l'ensemble assez marginale. En Tunisie et au Maroc, il est vrai l'intervention américaine s'était manifestée sous l'administration républicaine de façon sensible, mais la tendance actuelle est plutôt à une amorce de désengagement. Pour toute l'Afrique du Nord, le souci principal des États-Unis est évidemment d'être là, à pied d'œuvre, au cas où les relations des trois pays avec la France se détérioreraient gravement. En Afrique noire, la politique américaine est prudente, attentive à ne pas gêner les Français ou les Anglais, soucieuse de n'apparaître qu'en second... Les États-Unis ont agi, ou agissent encore, autrement qu'ils le font en Afrique. Ils ont conçu des pactes militaires et des systèmes (dont ils ont tiré des expériences plus ou moins heureuses). Ils (en) ont tiré des enseignements qui expliquent en partie pourquoi ils fondent aujourd'hui leur politique africaine sur des bases différentes... La première est qu'ils n'ont aucun intérêt à vouloir entraîner des Africains dans la guerre froide et savent que ceux-ci seront pro-occidentaux précisément dans la mesure où l'Occident ne cherchera pas à leur forcer la main... La seconde est que le rôle joué par les anciennes puissances coloniales est capital pour le développement, la stabilité et l'évolution modérée du continent noir...

Mais les États-Unis ne seraient pas les États-Unis s'ils n'entendaient pas garder, en tant que plus forte puissance de l'Occident, leur liberté de parler et d'agir dans le sens qu'ils jugent conforme à l'intérêt de leurs bonnes relations avec l'Afrique. Ils sont soucieux... de ne pas prêter le flanc au reproche de néo-colonialisme. Les syndicats

américains s'efforcent de conserver, ou d'établir, leur influence dans les milieux africains du travail. La Maison Blanche prétend assurer un rôle de leader spirituel. Enfin, le Département d'État n'a jamais cessé de considérer l'Organisation des Nations Unies comme un des moyens –et non le moindre- par lequel il peut agir sur l'orientation mondiale, ce qui postule un minimum de satisfactions données à tous les Gouvernements africains et de concessions à la démagogie de New York.”¹²⁹

¹²⁹ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, volume 435, dépêche de Hervé Alphand, no 631/AL, 28 mars 1963, folio 255-258.

-Deuxième partie-
Les États-Unis et l'Afrique francophone :
une action ciblée qui reste marginale ?

Notre premier chapitre nous a permis de mettre en relief l'intérêt, certes relatif, mais tangible des États-Unis pour l'Afrique dans les années 1960. Dans les pages qui vont suivre, notre regard se portera plus spécifiquement sur l'attention que Washington a prêtée à l'Afrique francophone. Par Afrique francophone, nous entendons l'ensemble des anciennes colonies françaises d'Afrique noire et d'Afrique du Nord ainsi que les pays ayant appartenu à l'empire belge, en particulier le Congo. En bref, tous les États africains qui sont susceptibles de s'engager dans l'élaboration d'un organisme intergouvernemental de la Francophonie.

Ainsi, à l'instar du reste de l'Afrique, nous verrons que dans cette région l'action américaine est double. D'une part, elle réside dans une lutte permanente contre le communisme, qui se traduit par une surveillance constante des pays qui pourraient être tentés par l'expérience, et des efforts soutenus pour ramener dans le "droit chemin" les États qui seraient tombés dans ce "piège communiste" (ex: Guinée). D'autre part, cette action vise à la pénétration économique et commerciale du marché local. Cette dernière démarche qui se résume souvent pour les Américains à quelques dollars investis, représente pour les nations africaines concernées une réelle alternative à l'ancienne métropole européenne, à tel point que les États-Unis deviennent pour certains pays le deuxième partenaire commercial après la France. Cette tentative d'implantation américaine rencontre néanmoins des obstacles importants en Afrique francophone avec

la présence française qui, en plus de peser de tout son poids économique dans la région, a avec le temps distillé ses savoir-faire et ses traditions dans ses anciennes colonies.

Dans cette partie nous reviendrons donc brièvement sur les facteurs déterminants de l'aide accordée en Afrique francophone. Puis dans un second temps nous analyserons sous forme d'étude de cas la politique menée dans trois types de pays bénéficiaires. Dans ce sens, nous nous pencherons précisément sur le cas du Congo-Léopoldville pour illustrer l'engagement américain dans un pays sans "tuteur légal" où les intérêts économiques et stratégiques sont immenses. Puis nous analyserons l'attitude de Washington dans des pays très pro-occidentaux et considérés à fort potentiel humain et économique comme la Côte d'Ivoire, la Tunisie et le Sénégal. Enfin, nous nous intéresserons à la Guinée comme l'exemple d'un pays en rupture avec l'ancienne métropole et ouvert à l'expérience communiste que les Américains s'emploieront à maintenir dans leur sphère d'influence. Finalement, pour achever ce chapitre, nous étudierons la compétition franco-américaine dans le "pré-carré" français. Notons dès à présent qu'étant donné la richesse exceptionnelle des archives dont nous disposons pour cette partie, nous ferons souvent parler ces documents encore peu connus et exploités dans la perspective qui nous intéresse ici et ménagerons une large place aux voix des analystes et des observateurs de l'époque.

IV- FACTEURS, FORMES ET LIMITES DE L'ASSISTANCE AMÉRICAINE EN AFRIQUE FRANCOPHONE.

À l'instar de l'ensemble du continent noir, les pays de l'Afrique francophone subissent les aléas de la politique américaine. Ainsi, si au début des années 60 et surtout au moment de l'arrivée de Kennedy au pouvoir ces États bénéficient d'un intérêt croissant au sein de l'administration américaine, ils vont en une décennie retomber dans un certain anonymat pour laisser place à des relations certes cordiales mais dotées de moyens somme toute limités. Les diplomates français estiment alors celles-ci normalisées et comme ayant "trouvé [leur] rythme de croisière".¹³⁰ Dans l'une de ses dépêches, l'ambassadeur de France résume d'ailleurs parfaitement l'attitude américaine vis-à-vis de l'Afrique francophone à la fin des années 60.

"Bien vite, [Mennen Williams] s'aperçut que dans la majorité de ce continent(...), il était de l'intérêt de Washington de ne rien bousculer, de se satisfaire de l'ordre nouveau tout en se contentant d'une politique dite de "carte de visite", c'est-à-dire d'une présence –souvent brouillonne et maladroite- mais qui ne visait pas à modifier les structures existantes, ni les liens privilégiés tissés entre l'ancienne possession et le colonisateur d'hier. Cependant, les États-Unis ayant horreur du vide qui fait le jeu, estiment-ils, des communistes, s'engagèrent plus résolument là où celui-ci avait été, d'après eux, créé, au Congo, en Guinée, en Tunisie notamment."¹³¹

Ainsi, comme nous l'avons montré dans notre premier chapitre, les Américains, après une période de veille aux lendemains des indépendances, prennent conscience de l'importance de sauvegarder les liens privilégiés entre ces jeunes États et les puissances européennes. Dès lors, ils vont avoir tendance à s'effacer sauf lors des situations où ils vont considérer leur intervention nécessaire, c'est-à-dire dans le cas où la disparition

¹³⁰ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 626, dépêche de Charles Lucet, no 234/DAM : *Réunion d'ambassadeurs américains à Tanger*, Washington, 7 février 1967, non foliotée, p. 9.

¹³¹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol 625, dépêche de Charles Lucet, no 1513/AL : *Les États-Unis et l'Afrique*, Washington, 27 septembre 1966, non foliotée, p. 2.

des relations avec l'ancienne métropole risquerait de conduire à une irrémédiable chute dans les "filets" du communisme ou simplement lorsqu'ils estimeront leurs intérêts prioritaires sur l'ordre établi. Washington mène donc dans les pays francophones, comme dans le reste de l'Afrique, une politique d'influence principalement régie par des intérêts stratégiques et idéologiques mais laissant une certaine ouverture à des intérêts d'ordre plus économique et commercial. De là découle une politique à géométrie variable, souvent difficile à lire mais qui porte en elle certaines constantes comme nous le démontrent bien la plupart des dépêches et télégrammes que s'échangent les diplomates français tout au long de ces années 60.

La politique américaine en Afrique francophone se place donc dans la droite ligne de sa politique continentale et la spécificité de son action dans cette zone réside dans le maintien de l'influence française dans la région, influence tantôt souhaitée tantôt redoutée par Washington. Nous aurons l'occasion de revenir sur l'épineuse question de la compétition franco-américaine en Afrique dans la dernière partie de ce chapitre.

Les relations qu'entretient Washington avec les pays de l'Afrique francophone comportent deux volets. Le premier repose sur le maintien de liens diplomatiques suivis et, somme toute, amicaux, avec tout ce que cela comporte d'échanges d'ambassadeurs, de visites officielles de part et d'autre, de campagnes de presse et de mise en place de programmes à caractère culturel. Dans ce domaine, on assiste au cours de cette période à l'intensification des relations avec à la fois une augmentation significative de la présence diplomatique américaine dans cette région et une amélioration de la visibilité

des pays de l'Afrique francophone aux États-Unis.¹³² D'une manière générale, on peut dire que les États francophones d'Afrique vont réussir à attirer l'attention des diplomates et des décideurs américains. En fait, si l'Afrique francophone n'est pas totalement absente des préoccupations de certains fonctionnaires de Washington c'est que l'on peut considérer que celle-ci, prise dans son ensemble, présente toutes les caractéristiques requises pour plaire aux États-Unis.

En effet, composé en grande majorité de pays modérés –même s'il y a plusieurs exceptions de taille-, ce groupe d'États, relativement stable politiquement, représente un potentiel économique certain en plus d'être dirigé par des leaders forts à tendance pro-occidentale, qui sont restés dans la sphère d'influence de leur ancienne métropole. Ce qui plaît tout particulièrement aux Américains c'est la propension des pays d'Afrique francophone à rechercher le regroupement régional sous toutes ses formes. Or, on considère au Département d'État qu'en plus de garantir la stabilité politique, "tout groupement régional africain permette une meilleure harmonisation des moyens et des méthodes pour promouvoir le développement économique des pays membres." Témoin d'ailleurs de cet intérêt à l'égard des pays francophones d'Afrique et de leurs regroupements, une dépêche de l'ambassadeur de France à Washington qui, s'exprimant au sujet de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM), constate que celle-ci.

"...bénéficie d'une réelle considération. Les États-Unis qui se sont toujours déclarés favorables à des regroupements, mais qui n'ont aucune illusion sur la valeur des prophéties de l'OUA, pensent que l'unité africaine a plus de chances de se faire sur la base de grandes régions, cimentées par une langue véhiculaire commune, un passé colonial commun, une philosophie politique commune... Ce qui plaît dans l'OCAM, c'est le souci de la coopération concrète, l'éclectisme pour ce qui touche aux régimes

¹³² On pense notamment aux campagnes de presse orchestrées lors des séjours des Présidents Houphouët-Boigny, Senghor et Bourguiba aux États-Unis.

politiques, la parfaite liberté d'esprit vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale (ceci étant plus vrai pour la France que pour la Belgique). L'orientation extérieure des pays de l'OCAM n'est pas moins appréciée. Modérée, pour ne pas dire conservatrice, leur diplomatie est généralement assez sûr d'elle-même pour se diversifier sans se renier ni s'exposer. La Côte d'Ivoire, puis la Haute-Volta ont pu établir des relations avec l'Union soviétique sans que cela ne paraisse le moins du monde inquiétant pour les occidentaux. Et il n'est pas mauvais de montrer au reste de l'Afrique que l'on peut être raisonnable, bien introduit à Paris, à Bonn ou à Washington, sans pour autant être prisonnier d'une Sainte Alliance qui irait de Dakar à Tananarive. C'est un tel raisonnement qui amène les États-Unis à montrer quelques indulgences pour tel ou tel propos public contraire à leur politique au Vietnam ; d'autant que, pour ce qui est de la Chine, ils constatent la prudence des gouvernements de l'OCAM."¹³³

Reprenant les différents thèmes chers aux Américains : la place de la métropole, les liens avec Moscou -que l'on envisage ici de façon favorable- et avec Washington, cet extrait met également en exergue l'importance que semblent conférer les Américains à la dimension culturelle et linguistique dans l'élaboration de l'intégration de ce continent. Établissant ainsi un lien entre langue et unité africaine, ce commentaire ne nous met-il pas sur la piste de l'intérêt américain pour la Francophonie ? C'est en effet un aspect sur lequel nous reviendrons dans notre dernière partie.

L'autre volet, concerne la dimension de l'assistance économique, technique et militaire. Au cours des années 60, les crédits alloués à la politique d'aide à l'Afrique connaissent des sommets encore inégalés. Or si on regarde de plus près les données de l'aide publique américaine de 1946 à 1965, il semble que les États francophones d'Afrique auraient reçu près de 1646,5 millions de dollars d'aide américaine, ce qui représente une part plus importante que l'ensemble des pays anglophones (ces pays ayant reçu 1304,9 millions de dollars). Aussi, affirmer que les pays francophones ont

¹³³ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 627, dépêche de Charles Lucet, no 823/DAM : *Sur les relations entre les États-Unis et l'Afrique francophone*, Washington, 12 avril 1968, non foliotée, p. 4-5.

été laissés à l'écart des "largesses" américaines semble erroné. De plus, si l'on examine la répartition des montants alloués à ces pays, on constate une très forte concentration des subventions autour d'une poignée de pays, soit le Maroc, la Tunisie, le Congo-Léopoldville, l'Algérie et la Guinée ; les pays tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou le Cameroun ne recevant que des sommes réduites (de l'ordre tout de même de 20 à 25 millions de dollars chacun).¹³⁴

Confirmant cette tendance, une note du Quai d'Orsay de 1966, qui résume la politique d'aide américaine en Afrique francophone, constate que seul le Cameroun, le Sénégal et la Côte d'Ivoire –cette dernière étant l'unique pays dont l'aide américaine soit en expansion constante- n'ont jusqu'alors reçu une assistance de quelque importance, tandis que la plupart des autres pays ont bénéficié d'un "saupoudrage d'opérations très diverses, d'un montant annuel généralement inférieur à un millier de dollars". Parallèlement à cela, la note souligne que la Guinée, a reçu, pour sa part, près de 20 millions de dollars en 1964, totalisant à elle seule près des deux tiers de l'ensemble des sommes accordées aux autres pays francophones. Justifiant ce soutien par la menace que représente l'effondrement de la présence occidentale dans ce pays, les États-Unis auraient fait savoir aux autorités françaises "qu'ils considéraient indispensable, pour éviter que ce pays bascule vers le communisme, de substituer son influence à la [leur] aussi longtemps qu'[ils n'estimeraient] pas pouvoir reprendre à Conakry [leur] place traditionnelle."¹³⁵

¹³⁴ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol 625, dépêche de Charles Lucet, 27 septembre 1966, no 1513/AL : *op. cit.*, non foliotée, p. 11-12. Chiffres fournis par le rédacteur de la dépêche d'après l'évaluation des programmes de l'AID.

¹³⁵ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 625, Note : *Politique américaine en Afrique au sud du Sahara*, 17 mars 1966, non foliotée, p. 5-7.

Ces commentaires et ces chiffres mettent tout à fait en évidence les fondements de l'assistance américaine. Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, les États bénéficiaires de l'aide américaine doivent répondre à certains critères. En effet, pour profiter des programmes américains, ces pays doivent soit se montrer amicaux vis-à-vis des États-Unis, faire preuve de leur stabilité politique, de leur réelle volonté de développement et de leurs valeurs pro-occidentales, soit au contraire être en proie à de sérieuses difficultés politiques internes, se retrouver sans tutelle européenne et être tenté par l'expérience communiste, ou enfin présenter un mélange de ces deux cas de figure et offrir un intérêt stratégique-commercial pour les Américains.¹³⁶ Or, plusieurs pays d'Afrique francophone combinent ces exigences. Devenant pour certains des pays phares, comme la Guinée, le Congo ou la Tunisie, ils se voient accorder une attention toute particulière de la part Washington.

Or, si on assiste à un engagement américain plus actif dans certains pays clés, celui-ci demeure soumis à différentes contraintes inhérentes non seulement au contexte général de l'Afrique mais aussi et surtout à celui plus spécifique de l'Afrique francophone. En effet, si la présence française se pose dans une certaine mesure comme une première limite à l'expansion de l'influence américaine en Afrique francophone, d'autres éléments sont également à relever dans ce sens. Ainsi, les Américains vont se heurter à la fois au fait que leur personnel ne maîtrise que peu ou pas –tout au moins dans les premières années- la langue de communication de ces pays, soit le français¹³⁷, et aux pratiques développées dans ces pays d'Afrique francophone. À titre d'exemple,

¹³⁶ Cf partie I, chapitre III, C, p. 65-71.

¹³⁷ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1874, dossier POL 1 AFR-US, télégramme de Charles Bohlen, no 6702 : *Africa Policy Review*, Paris, 26 mai 1965, non folioté, p. 1.

on peut observer que les représentants américains sont très tôt frappés et déconcertés par la nonchalance des Africains quand il s'agit de faire des demandes concrètes et réalisables.

“Trois pays seulement ont signé l'accord de base qui, comme le sait le Département, constitue le cadre dans lequel s'inscrit ensuite l'assistance : Guinée, Mali et Togo. La signature avec le Sénégal va sans doute intervenir très prochainement puisque M. Karim Gaye est arrivé le 9 mai à Washington pour quelques jours. Les services de l'IAC espèrent obtenir incessamment la signature des États de l'Entente. Ils auraient voulu que les quatre gouvernements apposent simultanément leur signature sur un document unique, et se résignent avec peine à l'idée qu'il y aura sans doute quatre accords séparés. Les choses ne sont pas aussi avancées avec les États de l'ancienne AEF qui ont mis très peu de hâte à faire la demande officielle d'assistance à défaut de laquelle la procédure ne peut démarrer. L'ICA est étonnée du peu d'empressement que les États africains mettent à effectuer les formalités préalables à la mise en route des programmes d'aide et, d'une façon générale, de la mollesse des services gouvernementaux responsables des questions économiques et sociales lorsqu'il s'agit d'aborder des questions précises.”¹³⁸

Ce que l'ambassadeur français souligne ici met en lumière toute la difficulté des Américains à saisir la dynamique du continent africain et à comprendre les mentalités et les usages de ses populations. Cette méconnaissance apparaît ici comme un handicap dans la recherche de relations privilégiées avec ces pays, et ce particulièrement en raison de l'influence de la France qui connaît parfaitement cet environnement à l'intérieur duquel elle évolue sans peine.

¹³⁸ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol.453, dépêche de Hervé Alphanand, Washington, 11 mai 1961, no 1182/AL : *De l'aide américaine à l'Afrique*, folios 210-227.

V- L'ASSISTANCE AMÉRICAINE EN AFRIQUE FRANCOPHONE : ÉTUDES DE CAS.

Alors que nous venons de voir que, dans les grandes lignes, la politique américaine en Afrique francophone ne varie que peu de celle du reste de l'Afrique, revenons en détails sur les relations entretenues entre Washington et certains pays de l'Afrique francophone en particulier.

Le but de cette partie est en fait de présenter les différentes formes que prend l'intervention américaine dans ces pays. Nous avons dégagé dans le premier chapitre une typologie des nations avec lesquelles Washington entretient des liens.¹³⁹ À partir des deux groupes que nous avons identifiés, nous avons choisi de mettre en évidence la politique des États-Unis dans trois types de pays qui résument à eux seuls toute l'action américaine dans les États de l'Afrique francophone. Ainsi, d'une part, nous analyserons les relations de Washington avec des pays dits pro-occidentaux montrant des signes de relative bonne santé politique et économique, des territoires donc à fort potentiel (Côte d'Ivoire, Tunisie et Sénégal). Puis d'autre part, nous verrons les "agissements" américains dans un pays, qui en rupture avec la sphère d'influence de l'ancienne métropole, fait craindre une expérience communiste (la Guinée). Enfin, et nous commencerons par celui-ci, nous présenterons le cas, tout à fait original et unique dans les relations afro-américaines, du Congo, la République démocratique du Congo actuelle.

¹³⁹ Cf partie I, chapitre III, C, p. 65-71.

A- L'AFFAIRE DU CONGO

S'il est intéressant de présenter le cas de l'affaire congolaise, c'est surtout parce que cette crise est la seule qui conduit les Américains à intervenir directement sur le continent africain.¹⁴⁰ D'abord et avant tout désireux de ne jamais s'engager plus qu'il ne le faut en Afrique, Washington va dans cette situation être amené à jouer un rôle des plus actifs afin de garantir non seulement ses intérêts stratégiques et politiques mais aussi économiques et commerciaux. L'étude de l'affaire congolaise n'étant pas l'objet de la thèse, nous ne reviendrons que très succinctement sur les événements en eux-mêmes et leur déroulement complexe pour nous pencher plus attentivement sur l'attitude américaine dans cette région de l'Afrique équatoriale. Il est néanmoins important d'en retracer les grandes lignes.

Il est convenu de dire que la première crise congolaise se déroule entre juin 1960 et janvier 1963, soit de l'indépendance du Congo belge jusqu'à la fin de la sécession du Katanga. Nous l'étendrons ici jusqu'au mois de novembre 1964, date de l'opération "Dragon rouge" sur Stanleyville, afin de montrer les différentes formes de l'engagement américain au Congo. Au cours de cette période, on assiste à la dégénérescence de l'État indépendant du Congo avec trois sécessions régionales et l'intervention de plusieurs

¹⁴⁰ Sur la crise en elle-même, de nombreux ouvrages ont été écrits. Nous en avons utilisé certains pour la rédaction de cette partie que nous citerons au fur et à mesure. Cependant sur la crise en elle-même, le chapitre de Stephen Saideman *Understanding the Congo Crisis 1960-1963 in The Ties that Divide. Ethnicity, Foreign Policy, and International Conflict*, New York, Columbia University Press, 2001, p. 36-69, est une bonne base de recherche pour comprendre l'évolution de la crise et ses participants. À voir également l'ouvrage publié sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch, Alan Forest et Herbert Weiss, rassemblant les communications présentées lors d'une conférence internationale tenue à Paris en 1984 sur les révoltes en tant que telles qui ont marqué cette période : *Rébellions et révolution au Zaïre, 1963-1965*, Paris, L'Harmattan, tomes 1 et 2, 1987. On pourra aussi consulter la thèse de K. B. Luendu, *La presse belge francophone face à la crise congolaise de 1958 à 1963*, Montréal, Université de Montréal (Ph. D. Histoire), 1979.

puissances étrangères ainsi que de l'ONU. Cette crise qui ressemble à l'origine à une lutte de factions intertribales constitue pour plusieurs historiens la première intrusion en Afrique subsaharienne de la Guerre froide.¹⁴¹

Le 30 juin 1960, le Congo belge, ancienne colonie personnelle du Roi Léopold II, devient indépendant. Dès lors, les autorités congolaises, avec à leur tête le tandem Joseph Kasavubu-Patrice Lumumba, se trouvent confrontées à la difficile gestion d'un pays gigantesque aux ressources minières innombrables encore soumis aux intérêts étrangers (belges et plus largement occidentaux) et composé d'une pléiade de tribus extrêmement diverses.¹⁴² Par ailleurs, au-delà des différences géographiques et ethniques, tout l'enjeu de la survie de ce nouvel État va résider dans le fait qu'aucune africanisation des cadres n'avait été réalisée au préalable et qu'à peu près aucun Congolais n'avait participé jusqu'à cette période à la vie politique et économique de la colonie -on ne retrouve alors que peu ou pas de Congolais au sommet de la hiérarchie et ce quelque soit le domaine de la vie publique.¹⁴³ Par conséquent, le pays ne repose sur aucune infrastructure administrative, économique et militaire à proprement parler congolaise. En fait, obtenue dans la hâte, cette indépendance n'a pas été préparée par

¹⁴¹ Voir David Gibbs, *The Political Economy of Third World Intervention. Mines, Money and U.S. Policy in the Congo Crisis*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991, p.77 ; mais aussi Stephen Weisman., *American Foreign Policy in the Congo 1960-1964*, Ithaca, Cornell University Press, 1974, p. 15.

¹⁴² Pour un point sur le Congo à la veille de l'indépendance voir Gibbs, *op. cit.*, p. 37-76.

¹⁴³ Il faut tout de même noter l'existence de jeunes partis politiques qui ont émergé au début des années 50 et qui sont principalement provinciaux, à l'exception de celui de Patrice Lumumba, le Mouvement national Congolais (MNC) créé en 1958, qui est le seul parti pan national transcendant les intérêts tribaux. Les divisions internes de ces différents mouvements vont, aux lendemains de l'indépendance, contribuer à accentuer le morcellement régional. Sur l'émergence de ces partis et des mouvements anti-coloniaux au Congo, voir, entre autres, Thomas Turner, *Ethnogenèse et nationalisme en Afrique centrale, Aux racines de Patrice Lumumba*, Paris L'Harmattan, 2000, p. 205 et sq. ; Edgar O'Ballance, *The Congo-Zaire Experience, 1960-1998*, Londres, MacMillan Press, 2000, p. 7-11 ; Winsome Leslie, *Zaire. Continuity and Political Change in an Oppressive State*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 5-29 ; Auguste Maurel, *Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance*, Paris, L'Harmattan, 1992, p.119 et sq.

l'ancien colonisateur qui espérait sans doute demeurer indispensable au nouvel État indépendant.¹⁴⁴ De là, les tumultes qui s'en suivent, somme toute peu surprenants.

En effet, quelques jours à peine après la cérémonie de l'indépendance, des troubles éclatent dans les rangs de l'armée congolaise qui refuse de continuer à se plier aux ordres des officiers belges restés à leur tête. Ces émeutes qui se manifestent, entre autres, contre les ressortissants occidentaux aboutissent au début du mois de juillet à un retour des troupes de l'ancienne métropole alors que de son côté Moïse Tschombé, soutenu par des intérêts belges, déclare la sécession de la province du Katanga, région située au sud-est et qui recèle les plus riches sous-sols du pays (en particulier du cuivre). Devant l'agression belge et le désordre croissant qui s'installe partout dans le pays, le Premier ministre Lumumba fait d'abord appel aux États-Unis puis, face à leurs refus d'intervenir directement, se tourne vers l'ONU dont il reçoit une réponse des plus ambiguës et surtout des plus floues.¹⁴⁵ La résolution onusienne prévoit en effet le retrait des troupes belges et considère une aide militaire mais n'envisage ni de recours à la force pour le retour au calme dans le pays ou pour contrer l'attaque belge, ni de solution pour mettre un terme à la sécession katangaise. Devant l'incapacité des casques bleus à régler les problèmes malgré leur déploiement sur l'ensemble du territoire, Lumumba se tourne alors vers Moscou pour recevoir de l'aide, ce qu'il obtient. Par cet appel qui sème la discorde entre le Président Kasavubu et lui et attire les foudres américaines, le Premier ministre congolais semble signer le début de sa fin qui le mène tout d'abord à sa destitution en septembre 1960 puis à son assassinat en janvier 1961.

¹⁴⁴ Ce calcul belge est communément appelé le "pari congolais", cité par Aicardi de Saint-Paul, *op. cit.*, p. 198.

¹⁴⁵ Sur la campagne onusienne au Congo, voir Trevor Findlay, *The Blue Helmet's First War ? Use of Force by the UN in the Congo 1960-1964*, Clementsport, The Canadian Peacekeeping Press, 1999.

La disparition de Patrice Lumumba de la scène politique congolaise, dont le “mystère” reste aujourd’hui entier¹⁴⁶, marque un tournant dans la crise puisqu’elle exacerbe à la fois les luttes intestines, amène le premier coup d’État du colonel Joseph Mobutu qui suspend temporairement les institutions civiles en septembre 1960¹⁴⁷, et conduit à un engagement plus prononcé de la communauté internationale. Ainsi, à la mort de Lumumba, le pays est divisé en deux capitales : l’une officielle, Léopoldville, l’autre proclamée, Stanleyville au nord-est du pays, fief des nationalistes lumumbistes dirigé par Antoine Gizenga. Il est par ailleurs soumis à une double sécession : celle de Moïse Tshombé au Katanga et celle de Albert Kalonji au Kasaï. Il faudra plus de deux ans et l’évolution vers un mandat plus actif des forces de l’ONU au Congo¹⁴⁸ pour qu’un semblant de restauration du calme s’opère avec le retour du Katanga dans la fédération (janvier 1963). Dans un Congo réunifié, un gouvernement de coalition nationale, soutenu par les Américains et formé dès février 1961, est mené depuis Léopoldville par Cyrille Adoula qui, tout au moins pour un temps, bénéficie de l’assentiment général.

Les oppositions internes ne cessent pas pour autant puisque dès juillet 1963 de nouveaux foyers de rébellion émergent dans la province de Kwilu. La violence s’étend de nouveau dans le pays alors que, face à un gouvernement central diminué et contesté –le Président Kasavubu ayant rappelé d’exil et nommé comme Premier ministre Moïse

¹⁴⁶ Sur cette question voir le livre polémique de Ludo de Witte, *L’assassinat de Patrice Lumumba*, Paris, Karthala, 2000, qui met en évidence la participation de la CIA, probablement à l’insu de la Maison blanche, et celle de la Belgique.

¹⁴⁷ Celui-ci reste au pouvoir jusqu’en février 1961.

¹⁴⁸ En fait, la résolution du 21 février 1961, soutenue en particulier par le bloc afro-asiatique à l’ONU, prévoit “to use military force if necessary to prevent civil war, to arrange ceasefires, to halt military operations, to prevent clashes, to make arrests, to detain or expel individuals and to reorganise the Congolese National Army”, cité in O’Ballance, *op. cit.*, p. 43.

Tshombé-, les rebelles tiennent de plus en plus de positions. Stanleyville tombe aux mains des nationalistes en septembre 1964 et devient le centre de l'insurrection. La présence de nombreux Occidentaux dans la ville aboutit finalement à l'organisation d'une large opération d'évacuation belgo-américaine appelée Dragon rouge en novembre 1964. Cette opération, qui est vivement critiquée au niveau international, marque non seulement le début de la reconquête du pays par le gouvernement central mais aussi le point culminant de l'intervention directe des puissances étrangères au Congo. On peut fixer l'ultime conclusion de cette crise au deuxième coup d'État de Joseph Mobutu le 24 novembre 1965, qui établit pour trois décennies un régime autoritaire soutenu par les Occidentaux et en particulier les Américains.¹⁴⁹

F. Chidozie Ogene articule l'ensemble de la crise autour de trois axes : l'incapacité du gouvernement central de Léopoldville à restaurer et à maintenir l'ordre dans la capitale et dans l'ensemble du pays ; les sécessions du Katanga et du Sud Kasaï ; et la rivalité entre les radicaux (Lumumba et Gizenga) et les conservateurs (Kasavubu, Tshombé et Mobutu) pour le contrôle du gouvernement central.¹⁵⁰ Pour lui, ces trois éléments constituent les pivots de toute la politique de Washington au Congo car ces axes vont conduire à des questionnements de la part des autorités américaines qui sont récurrents au cours des trois mandats qui marquent la période qui nous intéresse à

¹⁴⁹ Sur le coup d'État de Mobutu de 1965 et l'implication des Américains voir Sean Kelly, *American's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaïre*, Washington, The American University Press, 1993 et Michael Schatzberg, *Mobutu or Chaos ? The United States and Zaire, 1960-1990*, Lanham, University Press of America, 1991.

¹⁵⁰ F. Chidozie Ogene, *Interest Groups and the Shaping of Foreign Policy. Four Cases of United States African Policy*, New York, St. Martin's Press, 1983, p. 19-21.

savoir : faut-il agir ?, qui faut-il soutenir et comment ?, quels intérêts faut-il défendre ?

De chacun de ces problèmes découlent une série de questions.

“Les États-Unis doivent-ils aider à maintenir et à accroître l'autorité et le pouvoir du gouvernement central ou doivent-ils éviter l'implication dans les affaires intérieures d'un autre pays? En admettant qu'il soit nécessaire de s'intéresser et de s'impliquer au Congo, les États-Unis doivent-ils adopter une action unilatérale, passer par la Belgique, leur allié au sein de l'OTAN, ou encourager la participation d'un corps intergouvernemental comme l'ONU? Les États-Unis doivent-ils soutenir l'unification du Congo sous l'autorité centrale du gouvernement de Léopoldville? Ou doivent-ils soutenir le gouvernement sécessionniste du Katanga, décidément plus conservateur, pro-occidental et anti-communiste, qui bénéficie déjà de la bénédiction des alliés occidentaux, spécialement la Belgique, la France, le Portugal et la Grande-Bretagne? Si les États-Unis en viennent à soutenir l'unité du Congo et s'opposer à la sécession katangaise, quel type de soutien devrait être donné au gouvernement central? Doit-il se limiter au politique et au diplomatique? Les États-Unis doivent-ils offrir une assistance militaire au gouvernement et soutenir une action militaire contre la Katanga? Le soutien d'une action militaire et l'assistance militaire doivent-ils être unilatéraux ou les États-Unis doivent-ils recommander une assistance et une action militaire à travers les Nations Unies ou l'Organisation de l'Unité Africaine?... Les États-Unis doivent-ils soutenir les conservateurs pro-occidentaux et anti-communistes, ou doivent-ils reconnaître les prétentions des radicaux d'être un véritable mouvement nationaliste africain qui n'est pas contrôlé par la Chine ou la Russie? Plus encore, quelle est l'étendue et la nature de l'assistance et du soutien que les États-Unis devraient donner aux conservateurs? Est-ce que l'aide militaire et économique est suffisante ou est-ce qu'une intervention militaire unilatérale serait une alternative préférable.”¹⁵¹

¹⁵¹ “Should the United States help to maintain and increase the authority and power of the central government or should the U.S. avoid involvement in another country's internal affairs? Granted that there was a need to become interested and involved in the Congo, should the U. S. adopt unilateral action, work through Belgium, its NATO ally, or encourage the involvement of an intergovernmental body, the United Nations Organisation?... Should the United States support the unification of the Congo under the central authority of the government in Leopoldville? Or should the U. S. support the more definitely conservative, pro-Western, and anti-communist secessionist government in Katanga, which was already enjoying the blessings of the Western allies, especially Belgium, France, Portugal and Great Britain? If the U. S. was to support the unity of the Congo and oppose the Katanga secession, what type of support should be given to the central government? Should support be limited only to the political and the diplomatic? Should the U. S. tender military assistance to the government and support military action against Katanga? Should support for military action and military assistance be unilateral, or should the U. S. urge military assistance and action through the United Nations or the Organisation of African Unity?... Should the U. S. support the pro-Western, anti-communist conservatives, or should the U. S. recognize the claims of the radicals to be a true African nationalist movement not controlled by China or Russia? Moreover what was the extent and nature of the assistance and support that the U. S. should give to the conservatives? Was military and economic aid sufficient, or would unilateral military intervention be a preferable alternative?” *Ibid.*, p. 20-21.

L'auteur met également en évidence la coexistence à différents niveaux de la société et du gouvernement américains de conflits d'intérêts qui montrent à la fois tout l'enjeu de cette crise politique et la difficulté d'y répondre adéquatement. Dans ce sens, il identifie une série de groupes d'influence qui sont de près ou de loin, à des degrés divers, parvenus à orienter la politique extérieure de Washington sur la question du Congo.¹⁵² En fait, au moment de son indépendance le Congo apparaît comme le pays type pouvant attirer l'attention et l'intérêt des Américains. En effet, le départ des Belges laisse l'ancienne colonie sans tutelle. Cette vacance du pouvoir pousse donc Washington à se préoccuper de l'évolution du nouvel État et ce d'autant plus que des intérêts économiques et commerciaux considérables sont en jeu. Ainsi que nous l'avons évoqué plus haut, le Congo apparaît comme un pays plein d'avenir avec ses richesses minières (principalement de cuivre et de cobalt). Même si les intérêts américains demeurent faibles à l'époque, ceux des compagnies américaines présentes sont importants.¹⁵³ Par ailleurs, de par sa situation géographique, au cœur de l'Afrique équatoriale, le Congo constitue une zone stratégique qui, en cas de crise majeure, risque de déstabiliser l'ensemble du continent. De plus, il faut replacer la crise congolaise dans le contexte politique de l'époque qui, quelques mois après la révolution cubaine, pousse le gouvernement de Washington à éviter de donner toute nouvelle occasion à Moscou d'avancer ses pions sur l'échiquier international.

¹⁵² Il en identifie neuf : le bureau de l'information sur Katanga aux États-Unis, les groupes pro-Tshombé, la Presse, les Ambassades européennes à Washington et à New York, le monde des affaires qui a des intérêts économiques et commerciaux au Congo, les *Liberal Groups*, les associations afro-américaines, les divisions régionales au Département d'État et le Congrès. *Ibid.*, p. 21-37.

¹⁵³ Sur l'aspect commercial du conflit, les luttes de pouvoir pour le contrôle des mines congolaises entre les pays occidentaux et les liens entre les différents paliers de gouvernement (Maison blanche, Congrès, Département d'État...) et le monde des affaires américain, voir Gibbs, *op. cit.*, ainsi que le paragraphe sur ce sujet de Ogene, *op. cit.*, p. 27-31.

À la veille de l'indépendance congolaise un télégramme de l'ambassadeur de France à Washington montre bien que les Américains n'envisagent pas l'avenir de ce nouvel État sous les meilleurs auspices.

“C’est surtout l’indépendance si soudaine du Congo belge qui a frappé les Américains. Le désordre qui règne dans ce pays depuis des mois, les difficultés que les principaux partis politiques éprouvent à se mettre d’accord, les sanglants conflits de tribus, la personnalité inquiétante de M. Lumumba, l’insuffisance dramatique des cadres politiques et administratifs du pays, tous ces éléments sont considérés comme extrêmement préoccupants et l’on chercherait en vain dans la presse une note optimiste sur l’avenir du Congo. Au surplus, les leaders congolais qui sont venus aux États-Unis, surtout M. Kaloudji et Tschombé, ont fait mauvaise impression au Département d’État. On les a trouvés prétentieux et peu conscients des tâches qui les attendent.”¹⁵⁴

En fait, l’engagement américain au Congo se fait en trois phases. La première phase s’étend de juillet 1960 à janvier 1961, soit les derniers mois de l’administration Eisenhower. On considère que l’attitude américaine au cours de cette période est caractérisée par la volonté de maintenir l’influence européenne et de prévenir toute pénétration soviétique dans la région. Finalement trois choix se posent à Washington en juillet 1960 : ne pas bouger au risque de voir les communistes “s’infiltrer dans la brèche”, intervenir directement mais cette option est rapidement écartée de peur de gâcher l’image anti-coloniale des États-Unis dans le Tiers-Monde et d’accroître les tensions internationales, ou enfin se ranger derrière l’ONU. C’est cette troisième solution qui est choisie en espérant voir agir l’organisation internationale dans le sens des attentes américaines –la présence active de la CIA sur place y veillant- tout en conservant une pleine confiance dans la capacité des Belges à venir à bout de ces “incidents”.

¹⁵⁴ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 434, dépêche de Hervé Alphand, no 1650/AL : *D’un certain pessimisme américain sur l’avenir de l’Afrique*, Washington, 30 juin 1960, folio 60-67.

Ainsi, les États-Unis votent en faveur de la résolution du 14 juillet 1960 qui prévoit certes le déploiement des casques bleus sur le territoire congolais mais n'envisage aucun recours à la force. Ainsi peut-on estimer que par cet immobilisme Washington entérine d'une certaine mesure, sans toutefois la reconnaître, la sécession katangaise. Les Américains accepteront d'ailleurs en octobre 1960 l'ouverture sur leur sol par un envoyé de Moïse Tshombé, Michel Struelens, d'un bureau d'information sur le Katanga, bureau tout à fait assimilable à une ambassade.¹⁵⁵

Ce positionnement américain est parfaitement en accord avec ce que nous présentions dans le premier chapitre concernant la poursuite du statu quo et donc le soutien à la puissance coloniale.¹⁵⁶ Toute l'originalité du Congo réside cependant dans le difficile équilibre de Washington entre son soutien au gouvernement central et une certaine bienveillance à l'égard des sécessionnistes.¹⁵⁷ En fait, les Américains semblent écartelés entre leur désir de ne pas trop s'engager et d'appuyer leurs alliés de l'OTAN, leur mécontentement face à la présence, à la tête du gouvernement congolais, du nationaliste Patrice Lumumba¹⁵⁸ et leur conviction que la survie du pays et la stabilité de toute la région réside dans un Congo uni. L'arrivée d'une nouvelle administration à la Maison blanche en 1961 et l'élaboration de son programme africain va résoudre cette difficulté en prenant, en tout cas à ses débuts, le contre-pied de la politique d'Eisenhower au risque de parfois manquer de cohérence.

¹⁵⁵ Ogene, *op. cit.*, p. 21-22.

¹⁵⁶ Il faut en effet rappeler que la Belgique soutient cette session qui lui confère une certaine mainmise sur les nombreux intérêts miniers qu'elle y détient.

¹⁵⁷ Aicardi de Saint-Paul, *op. cit.*, p. 205.

¹⁵⁸ Il faut d'ailleurs noter ici l'incompréhension des Américains face au nationalisme africain qu'ils associent systématiquement au communisme.

L'arrivée de Kennedy aux commandes du pays inaugure la deuxième phase de l'engagement américain au Congo qui s'étend jusqu'en janvier 1963.¹⁵⁹ On assiste au cours de cette période non seulement à l'abandon de l'attentisme d'Eisenhower mais aussi à l'adoption d'un style nouveau pour une conduite plus active de la politique américaine au Congo, qui reste néanmoins à l'abri du parapluie des Nations Unies. En fait en conformité avec sa politique de la *New Frontier* et avec ses vues sur l'Afrique, Kennedy se montre soucieux de respecter les sensibilités africaines et souhaite préserver le reste d'influence et de prestige de l'Amérique chez les Africains. De plus, la peur de l'escalade dans un contexte mondial tendu à la suite des crises de Berlin et de Cuba, pousse Washington à encourager au Congo un retour au calme en promouvant les compromis entre factions et la réconciliation nationale.

Dans ce sens, dès février 1961, les États-Unis votent aux Nations Unies aux côtés du bloc afro-asiatique en faveur du retrait immédiat de toutes les forces étrangères (belges et mercenaires), de l'usage de la force en cas de nécessité et de la réorganisation du gouvernement central (fin du gouvernement de Mobutu, rappel du Parlement et rétablissement du gouvernement civil). Ainsi les Américains vont s'employer par le biais de l'ONU à amener –non sans mal– les différents protagonistes à la table des négociations et vont soutenir la formation d'un nouveau gouvernement modéré à Léopoldville (celui de Cyrille Adoula en juillet 1961).

D'autre part, ils vont soutenir politiquement, financièrement et militairement les décisions onusiennes afin de mettre un terme aux sécessions. L'opération menée par l'ONU avec l'appui des Américains se révèle un succès, succès qui semble tout de

¹⁵⁹ Sur la politique américaine de Kennedy au Congo, on peut consulter le mémoire de maîtrise de Sylvain Hétu, *La politique africaine de Kennedy (1961-1963) : une étude du processus décisionnel sur l'intervention au Congo*, Montréal, Université de Montréal (M. A. Histoire), 2001.

même mal perçu par l'opinion publique américaine, comme nous l'indique le message de Hervé Alphand cité plus haut. L'unité congolaise acquise, les Américains vont tenter de contribuer à la reconstruction du pays en s'engageant plus directement. En juillet 1963, un accord d'aide bilatéral est donc signé entre les Américains et le gouvernement de Cyrille Adoula qui prévoit, entre autres, l'octroi d'une assistance militaire. En août 1963, une mission d'aide américaine s'établit au Congo alors que la mission de l'ONU touche à sa fin –son retrait étant prévu pour juin 1964. La politique d'assistance ouverte ouvre la troisième phase de l'engagement américain au Congo.

Engagée sous Kennedy, cette aide directe est renforcée par Johnson. Soucieuse de contenir l'insurrection qui gagne de nouveau le territoire congolais afin de préserver l'intégrité du pays dans les mains du gouvernement central et face au vide que le retrait des casques bleus induit, la nouvelle administration américaine va être amenée à jouer un rôle militaire direct sur le terrain. Ce n'est cependant pas le souhait de Johnson à son arrivée.

En effet, engagé ailleurs (au Vietnam), le nouveau président n'entend pas aventurer les troupes américaines dans une zone d'influence non traditionnelle et sur un terrain méconnu, la grande majorité des soldats ne parlant notamment ni le français ni aucune des langues locales. Or, devant l'intensification de la rébellion, l'incapacité du gouvernement central –à la tête duquel est revenu un Tshombé contesté- à la contenir, on assiste à l'accroissement de l'engagement de forces étrangères sous les auspices américaines. En effet, recrutés par la CIA, des pilotes cubains anti-castristes opèrent des raids aériens alors que sur terre ils sont assistés de forces belges mais aussi de mercenaires venus d'Afrique du Sud et de Rhodésie. Finalement, la chute de

Stanleyville aux mains des rebelles et la prise d'otages européens aboutissent au parachutage de 545 soldats belges par douze avions américains au-dessus de la ville le 24 novembre 1964. Même si les Américains feront tout pour présenter cette opération – à laquelle participent mercenaires et forces étrangères- comme humanitaire, l'intervention est extrêmement mal perçue par les Africains et sonne le glas de la lune de miel instaurée par Kennedy.¹⁶⁰

La rébellion est à l'époque globalement matée à part pour certaines zones où elle durera encore pendant plusieurs années de façon sporadique. Elle est définitivement défaite par le gouvernement central en 1970¹⁶¹.

En définitive, malgré les apparences, chacune des trois administrations, avec son style et ses préoccupations propres, vont travailler dans le même sens. Ainsi, vont-elles rechercher la stabilité et l'unité du Congo afin de sauvegarder l'accès aux matières premières, de préserver les intérêts économiques occidentaux et d'éviter ainsi tout dérapage plus dommageable dans le cadre de la Guerre froide. Le parachutage de Stanleyville apparaît aujourd'hui comme le point culminant de l'intervention américaine en Afrique. En fait, même si l'on peut considérer que le Congo est tombé dans la sphère d'influence américaine, Washington s'étant finalement substituer à l'ancienne métropole, les engagements futurs des États-Unis en Afrique ne prendront plus jamais cette forme. Au contraire, plutôt que de jouer la carte de l'intervention directe, les archives nous montrent bien que les Américains vont préférer laisser la place

¹⁶⁰ Aircadi de Saint-Paul, Marc, *op. cit.*, p. 215.

¹⁶¹ Gibbs, *op. cit.*, p. 165-194.

aux autres, soit en privilégiant un engagement international et multilatéral soit en invoquant le caractère avant tout africain du conflit congolais.

Ainsi, en mars 1965, Dean Rusk précise au cours d'une déclaration devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat que : "le Congo est un problème africain auquel nous recherchons une solution africaine ; nous comptons sur les autres africains, spécialement sur l'OUA, pour travailler à cette fin avec les Congolais. Sans un Congo en paix, il ne peut y avoir de paix en Afrique".¹⁶² Commentant ces propos, Hervé Alphanth, note l'ambivalence de Washington en soulignant que "le chef de la diplomatie américaine reconnaît à la fois l'aspect spécifiquement africain du problème mais aussi – paradoxalement- le fait que les États-Unis doivent contribuer à son règlement".¹⁶³

"En bref, et s'il fallait résumer en quelques lignes comment apparaît, vue de Washington, la politique vis-à-vis du Congo, on pourrait relever à la fois ses contradictions, son désir de laisser aux Africains le soin de régler ce problème, sous réserve qu'il se fasse dans le sens voulu par les États-Unis, sa peur de s'engager au-delà d'un seuil qui rappellerait dangereusement l'aventure vietnamienne, mais aussi le fait qu'en près de neuf mois, Moïse Tshombé, hier vilipendé, devient insensiblement, mais sans aucun doute, sinon l'atout qu'on se prépare à utiliser quoi qu'il arrive, du moins une carte qu'on estime pouvoir jouer sans ne prendre d'autres risques que calculés."¹⁶⁴

Cet extrait de dépêche nous montre la place que les États-Unis ont finalement pris dans la région mais également leur volonté d'y limiter, entre autres sur le plan financier, leur présence. Est-ce à dire que, devant l'ampleur de la tâche et malgré un droit de regard américain qui se maintient, Washington envisage comme solution à la sauvegarde de la stabilité du continent face à la pénétration communiste en Afrique, une prise en charge régionale des problèmes, tout en misant sur une présence européenne

¹⁶² MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Hervé Alphanth, no 318/AL : *Congo-Léopoldville*, Washington, 11 mars 1965, non foliotée, p. 1.

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Hervé Alphanth, no 318/AL : *Congo-Léopoldville*, Washington, 11 mars 1965, non foliotée, p. 1-3 et 10.

toujours active ? Cet aspect, sur lequel nous reviendrons dans la dernière partie de ce chapitre, contribue à démontrer une fois de plus que les Américains ont pu voir dans l'émergence de la Francophonie le moyen d'ancrer définitivement du "bon côté" de la balance les nations africaines.

B- DES MODÈLES À SUIVRE : LE CAS DE LA CÔTE D'IVOIRE, DE LA TUNISIE ET DU SÉNÉGAL

Si l'affaire du Congo constitue une attitude tout à fait exceptionnelle de Washington sur le continent noir, d'autres États d'Afrique francophone parviennent également à éveiller l'intérêt américain non seulement par leur caractère pro-occidental, leur stabilité politique et leur potentiel économique, mais surtout par le fait que ces pays et les chefs qui les dirigent, apparaissent comme des éléments prometteurs et fiables, en somme des exemples à suivre sur la scène africaine. C'est ainsi que, comme nous le montre les documents d'archives, Washington perçoit des pays comme la Côte d'Ivoire, la Tunisie et dans une moindre mesure le Sénégal.

1) La Côte d'Ivoire

"La politique étrangère de la Côte d'Ivoire n'a jamais été guidée par l'idéologie politique ou la doctrine. Elle reflète le pragmatisme d'Houphouët-Boigny qui recherche d'abord le royaume du développement économique, auquel viennent s'ajouter toutes autres choses. Houphouët n'a donc jamais laissé sa politique africaine saper ses bonnes relations avec les pays occidentaux, d'où lui vient son aide, pour ainsi dire : la France d'abord et avant tout et le reste ensuite –l'Allemagne et d'autres pays du marché commun, en plus de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Il est soupçonneux et méfiant quant à la pénétration et à la subversion communistes, ayant vu les effets de l'influence marxiste au Ghana, en Guinée, au Congo Brazzaville et au Mali ; d'où son approche prudente des relations diplomatiques avec les Soviétiques et autres pays d'Europe de l'Est, ainsi que son opposition résolue aux communistes chinois. Sur les questions de guerre froide, le cœur d'Houphouët est avec l'Ouest bien que, pour des

raisons pratiques, il tente de suivre une voie médiane. Il a exprimé à plusieurs reprises en privé son soutien de la politique américaine au Vietnam... Il recherche les modérés et travaille à établir une proche collaboration politique et/ou économique avec eux: la Tunisie, le Maroc, les modérés sub-sahariens, l'Éthiopie. Il a un grand respect pour Bourguiba, Hailié Selassié, William Tubman, Hamani Diori, Tsiranana, Tshombé, Tombalbaye. Il a eu des difficultés avec Moktar Ould Daddah, Ahidjo et son vieux lieutenant de la RDA Modibo Keita, mais il a maintenu des relations correctes, à défaut d'être chaleureuses, avec eux. Bien entendu, il n'a que faire des N'Krumah et Sékou Touré. En Afrique, Houphouët a été cohérent dans la recherche d'un redressement des déséquilibres qu'il estimait nuisibles à la Côte d'Ivoire. Il a formé le Conseil de l'Entente comme contre-mesure aux tentatives de Senghor de créer une fédération ouest-africaine (la fédération manquée du Mali). D'une manière ou d'une autre, il a cherché à aligner les modérés contre les radicaux : [c'est ce qu'ont été] l'OCAM et les groupements qui l'ont précédée. Dans son voisinage immédiat, il a profité de la chute de N'Krumah pour améliorer les relations avec le Ghana et isoler Sékou Touré, laissant la porte ouverte à un rapprochement avec le président malien Modibo Keita..."¹⁶⁵

C'est avec ces propos élogieux que l'ambassadeur américain à Abidjan introduit en 1967 son rapport sur l'évolution de la politique étrangère de la Côte d'Ivoire dans les années 1965-1967. Il évoque ici tous les éléments qui poussent les Américains à entretenir avec ce pays des liens privilégiés. C'est en particulier le côté rassembleur –

¹⁶⁵ "Ivory Coast's foreign policy has never been guided by political ideology or doctrine. It reflects Houphouët-Boigny's pragmatism which seeks first the kingdom of economic development, after which all other things will be added onto it. Houphouët, therefore, has never let his African politics undermine his good relations with Western countries from whence cometh his help, so to speak: France first and foremost, then the rest – Germany, and other common market countries, plus Britain and the United States. He is suspicious and wary of communist penetration and subversion, having seen the effects of Marxist influence in Ghana, Guinea, Congo Brazzaville, and Mali; hence his cautious approach to diplomatic relations with the Soviets and other Eastern European countries and his resolute opposition to the ChiComs. On Cold War issues, Houphouët's heart is with the West although he for practical politics tries to follow a middle line. He has expressed many time in private his support for United States policy in Viet Nam... He seeks out the moderates and works for close political and/or economic cooperation with them: Tunisia, Morocco, the Sub-Saharan moderates, Ethiopia. He has great respect for Bourguiba, Hailie Selassie, William Tubman, Hamani Diori, Tsiranana, Tshombe, Tombalbaye. He has had difficulties with Moktar Ould Daddah, Ahidjo, and his old RDA lieutenant Modibo Keita, but he has maintained correct if not always warm relations with them. He, of course, has no use for the likes of N'Krumah and Sekou Toure. In Africa, Houphouët has been consistent in seeking to redress imbalances which he felt detrimental to Ivory Coast. He formed the Council of the Entente as a counter measure to Senghor's attempts at the West African federation (the abortive Mali federation). He has sought in one form or another to align the moderate against the radicals: the OCAM and its predecessor groupings. In his immediate neighborhood, he seized upon the fall of N'Krumah to improve relations with Ghana and isolate Sekou Toure, leaving the door open to rapprochement with Malian President Modibo Keita...". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2239, dossier POL 1-IVCST, dépêche M. Wellborn, Abidjan, no A-036: Perspective on Ivory Coast Foreign Policy Gains and Losses, 1965-1967, 26 juillet 1967, non foliotée, p 1-2.

par la recherche, entre autres, du regroupement régional- et pacificateur du président ivoirien qui semble tout à fait plaire à l'ambassadeur. Il revient également sur l'attitude anti-communiste de Houphouët-Boigny qui s'est fait le champion de la résistance à la pénétration soviétique en Afrique et surtout aux actions "subversives" chinoises. Autant de facteurs qui séduisent les Américains.

En fait, très tôt après l'indépendance, les États-Unis s'intéressent à la Côte d'Ivoire de crainte que ne s'y développe une instabilité politique qui permette aux thèses marxistes de s'infiltrer un peu plus dans cette région tandis que son voisin le Ghana y adhère déjà. Washington se pose alors comme une "solution de rechange" dans le cas où la France perdrait sa place privilégiée.¹⁶⁶ Mais rapidement, de par sa position géopolitique, Abidjan va apparaître aux yeux des Américains comme une tête de pont occidentale en Afrique alors même que ses ressources minérales (en fer et manganèse) et agricoles (cacao et café) et que sa politique économique à tendance libérale confirme l'avantage que présente ce pays sur un plan commercial.¹⁶⁷ Ainsi peut-on lire dans un télégramme de l'ambassadeur américain au Dahomey lors du 13^{ème} voyage de Mennen Williams en Afrique en 1965 qu'"Houphouët-Boigny et la Côte d'Ivoire sont des plus

¹⁶⁶ C'est de cette manière que Mennen Williams définit l'action des États-Unis en Afrique en 1962 "*dans l'hypothèse où les nouveaux États choisiraient une autre voie que la collaboration avec l'ancienne puissance coloniale*". MAE, série DAM, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1881, dépêche de Jacques Raphaël-Leygues, no 202/DAM : *De l'influence américaine en Côte d'Ivoire*, Abidjan, 12 mai 1965, non foliotée, p. 9.

¹⁶⁷ "*Sous sa forme actuelle, l'intérêt porté à la Côte d'Ivoire par les Américains est un phénomène récent inséparable de l'accession à l'indépendance. Au départ, il procède sans aucun doute, chez eux, du souci de combler le vide laissé par la disparition de l'ancienne puissance coloniale, préoccupation somme toute naturelle de la part d'une nation exerçant des responsabilités à l'échelle internationale. De ce point de vue, cet intérêt est du ressort de la géopolitique et s'explique d'autant mieux que la Côte d'Ivoire est encadrée par des États dont l'évolution inspire des inquiétudes à Washington. Tête de pont politique idéale, le pays de Monsieur Houphouët-Boigny présente l'avantage supplémentaire d'être le centre de gravité de l'Entente. La sympathie non dissimulée de la Côte d'Ivoire pour l'Occident, sa stabilité politique, ses richesses exploitées et ses potentialités, son libéralisme économique, sont d'autre part autant de raisons pour les États-Unis de manifester leur sollicitude à l'égard de ce pays*". Ibid., p. 2.

impressionnants” et que les États-Unis devraient “examiner attentivement les atouts importants en présence”.

“Houphouët réunit pour nous une série d’importantes qualités :

- a) Comme vous le savez, il est fortement pro-occidental et anti-communiste...
- b) Houphouët nous a enseigné deux éléments très importants sur l’Afrique : la religion et la propriété privée... .
- c) Il dispose d’un nombre considérable de partisans en Afrique de l’Ouest. Il a, bien sûr, monté l’organisation de l’OCAM de 15 états francophones qui a récemment accueilli le Congo (L). En plus, en tant qu’organisateur du mouvement politique d’Afrique de l’Ouest francophone qui a ravi l’indépendance à la France (RDA), il a une véritable influence auprès de Sékou Touré (Guinée) et Mobido Keita (Mali)...
- d) Avec le succès récent du congrès du parti qui a étendu la base de son autorité en portant une attention particulière à la seconde génération de leaders et aux femmes, sa position politique est forte.
- e) Son assise économique est exceptionnellement bonne... Bien que les problèmes urgents reliés au café soient une menace, cinq années de diversification, dont une partie de l’implantation est bien avancée, soutiennent les perspectives à long terme. Les hommes d’affaires français ont une grande confiance dans l’économie [ivoirienne] et le nombre de Français en Côte-d’Ivoire est plus du double de celui d’avant l’indépendance.”¹⁶⁸

De là, Washington met en place un ensemble de mesures visant à asseoir sa présence en Côte d’Ivoire et à y étendre son influence avec toutefois le but avoué de préserver l’autorité du président Houphouët-Boigny et de le maintenir au pouvoir

¹⁶⁸ “Houphouet combines for us a number of important qualities : a)As you know, he is strongly pro-West and anti-communist. b)Houphouet told us two most important African elements : religion and private property... c)He commands considerable West African following. He, of course, put together OCAM organization of 15 francophone states that recently took in Congo (L). In addition as organizer of French West African political movement wresting independence from France (RDA), he has real influence with Sekou Toure (Guinea) and Mobido Keita (Mali)... d) With recent successful party conference which expanded the base of leadership giving careful attention to second generation leadership, women, his political position is strong. e) His economic base is unusually good... While urgent coffee problems a threat, five years of diversification, some of which well along in actual implementation buttresses long-term prospects. French businessmen have great confidence in economy and number of French in Ivory Coast more than double pre-independence.” NARA, RG 59, G. Mennen Williams, boîte 26 : Trips Files, 1961-1966, West African Trips, October-November 1965, télégramme de M. Knox, no 101, Cotonou, 30 septembre 1965, non foliotée, p. 1-2.

quoiqu'il arrive, étant donné son importance sur la scène régionale, en particulier en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans le reste de l'Afrique.¹⁶⁹

Dès 1960, on assiste sur le plan politique à la fois à l'échange de personnels diplomatiques entre Washington et Abidjan qu'à un échange de visites entre des Américains et des Ivoiriens. Pour sa part, le président Houphouët-Boigny se rend à deux reprises en visites officielles aux États-Unis en 1962 puis en 1967. A cette occasion, il est très impressionné par "le spectacle de la prospérité américaine" et par l'accueil amical qu'il reçoit de la part des présidents américains, tout particulièrement lors de son premier séjour.¹⁷⁰ En fait, au-delà de la visite d'État, les présidents Kennedy et Houphouët-Boigny semblent, de par leurs visions communes sur un certain nombre de grandes questions, avoir créé des liens personnels qui, de part et d'autre, ont contribué à accroître leur prestige international (dans le cas de Kennedy, il s'agit surtout de la scène africaine). L'ambassadeur de France aux États-Unis parle ainsi de cette visite de 1962 :

"La façon dont l'homme d'État africain a été reçu aux États-Unis constitue pour lui un succès personnel certain. Le président Kennedy et le secrétaire d'État ont été frappés par l'étendue des connaissances et de l'expérience de leur interlocuteur, la sagesse de ses vues et son art d'exposer, l'absence chez lui du "complexe du colonisé" si fréquent chez ses pairs, enfin sa fidélité à l'Occident. Le Département d'État qui, il n'y a pas si longtemps, nourrissait certains doutes sur les chances de durée, dans un continent secoué par les passions nationalistes, d'un leader aussi attaché à l'ancienne puissance coloniale, a évolué et l'accueil qu'il lui a ménagé montre que M. Houphouët-Boigny est reconnu comme l'un des points d'appui les plus sûrs de l'amitié entre l'Afrique noire et l'Occident... Cette atmosphère s'est traduite aussi sur le plan de la presse qui a consacré au président de la Côte d'Ivoire et à son épouse une place sensiblement plus large qu'elle ne l'avait faite pour d'autres hommes d'État africains...

¹⁶⁹ Dans une note confidentielle du sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, cette idée de la nécessité de garder en place le Président ivoirien, considéré comme le garant de l'orientation occidentale du gouvernement ivoirien, apparaît en effet à plusieurs reprises. "*Our objectives in this area are to strengthen the position of Président Houphouët-Boigny and the moderate countries of the Conseil de l'Entente (Ivory Coast, Upper Volta, Niger and Dahomey)*", NARA, RG 59, G. Mennen Williams, boîte 22 : *Trips Files, 1961-1966*, January-October 1961.

¹⁷⁰ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1881, dépêche de Jacques Raphaël-Leygues, no 202/DAM : *De l'influence américaine en Côte d'Ivoire*, Abidjan, 12 mai 1965, non foliotée, p. 2-3.

M. Houphouët-Boigny... s'exprimait comme le chef d'un pays qui ne renie rien de son passé et qui, devenu majeur, fait partie du club des nations démocratiques et peut parler d'égal à égal aux États plus anciens qui partagent le même idéal que lui. Cela a plu et l'a situé aux yeux des Américains sur un plan différents des Sékou Touré et des N'Krumah, mais aussi des gens comme les Nigériens dont les porte-parole versent si fréquemment dans une sorte de prédication prétentieuse et revendicatrice. C'est une Afrique digne et de bon ton que celle de M. Houphouët-Boigny."¹⁷¹

Le voyage de 1967 est l'occasion de confirmer les bonnes relations entre les deux pays et les vues partagées sur les problèmes du moment même si le style de Johnson, sans doute moins chaleureux que celui de son prédécesseur, n'incite pas au développement d'une relation privilégiée avec Félix Houphouët-Boigny.¹⁷² Parallèlement à ces visites officielles, une politique de contacts et d'invitations est développée par Washington auprès de différentes personnalités ivoiriennes qui, d'après eux, ont de l'ascendant sur leurs compatriotes, afin de s'assurer des appuis dans toutes les couches de la société ivoirienne.¹⁷³ Dès l'accession de J. F. Kennedy au pouvoir, ce procédé va donc amener aux États-Unis, aux frais du gouvernement fédéral, tant des

¹⁷¹ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Hervé Alphand, no 1291/DAM : *Visite aux États-Unis du Président Houphouët-Boigny*, Washington, 1^{er} juin 1962, folios 101-111.

¹⁷² MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 626, dépêche de Jacques Leprette, no 1340/DAM : *Visite de M. Houphouët-Boigny aux États-Unis*, Washington, 3 août 1967, non foliotée, p. 1-2.

¹⁷³ Cette façon de ménager toutes les factions afin de ne rien perdre en cas de changement de gouvernement est une méthode très utilisée par les Américains en Afrique, cependant en Côte d'Ivoire la préoccupation reste le maintien de Houphouët-Boigny dans ses fonctions. La crainte de le voir défait et des conséquences que cela pourrait engendrer, apparaît d'ailleurs régulièrement dans les documents transmis par les Ambassadeurs et les attachés américains sur place. "*Without Houphouet-Boigny, the Ivory Coast can be expected to lose much of its influence with other african states and a shift toward more radical foreign policy would be likely. Even under Houphouet the capabilities of the Ivory Coast for effective action on the African and broader international scene are somewhat reduced by weaknesses and policy disagreements in the Ministry of Foreign Affairs and key Government circles.*" d'après une dépêche du chargé d'Affaires ad interim, Leslie Rood, RG59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2370, dossier POL 1-IV. CST., Abidjan, no A- 349 : *Analysis of Ivory Coast Foreign Policy and its Capabilities*, 5 mai 1965, non foliotée, p. 1. Les Français sont, pour leur part, convaincus que "*si le régime du Président Houphouët-Boigny fléchissait, il ne fait pas de doute qu'ils seraient prêts à mettre en œuvre les moyens traditionnels qu'ils emploient pour préserver le pays de la tentation du communisme*" MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1881, dépêche no 202/DAM, *op. cit.*, 12 mai 1965, non foliotée, p. 10.

ministres que des membres d'organisations de jeunesse, de syndicats ou encore des journalistes. Ainsi, du côté américain, le frère du président, Robert Kennedy, se rend en Côte d'Ivoire en août 1961 pour la fête de l'Indépendance mais aussi Grayson Kirk, le président de l'Université Columbia, les sénateurs Ellender et Kartke en octobre et décembre 1962. Mennen Williams, le sous-secrétaire aux Affaires africaines du Département d'État, séjourne également à plusieurs reprises en Côte d'Ivoire lors de ses tournées africaines. Du côté ivoirien, différentes autorités se rendent aux États-Unis, telles que Philippe Yacé, le président de l'Assemblée nationale (octobre et novembre 1962) mais aussi des personnalités plus "ordinaires" comme le directeur du Crédit agricole, Ehou Tadjio (octobre 1962), un inspecteur du travail, Diomande Iba (novembre 1962), deux syndicalistes, Kassy Georges et Soumahoro (décembre 1962) et enfin l'éditorialiste d'*Abidjan-Matin*, Atta Koffi (décembre 1962).¹⁷⁴

Par ailleurs, pour stimuler l'influence américaine, ces différents voyages sont relayés par un déploiement, en Côte d'Ivoire même, d'une série d'activités soutenues par divers organismes à la fois gouvernementaux (*AID*, *CIA* ou *Peace Corps*), privés (fondations, groupes économiques) et internationaux (*BIRD*).¹⁷⁵ Ces actions sont associées dans le domaine culturel à la création d'un centre culturel américain. Inauguré à Abidjan en avril 1962 et doté de moyens importants, il se propose d'être "une source de documentation sur les divers aspects des U.S.A.". Le centre est secondé dans sa tâche par des membres du *Peace Corps*, dont le travail se situe surtout au niveau de la diffusion de langue anglaise et dont l'action en Côte d'Ivoire est assez importante pour

¹⁷⁴ D'après un rapport sur les relations entre la Côte d'Ivoire et les États-Unis pour une Conférence des Ambassadeurs français en mars 1963, MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1881, rapport K-1, no daté, non foliotée, p. 29.

¹⁷⁵ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1881, dépêche no 202/DAM : *op. cit.*, 12 mai 1965, non foliotée, p. 3.

représenter une “plaque tournante régionale”.¹⁷⁶ L’ensemble de ses activités parvient à tailler progressivement une place de choix aux Américains dans le pays, place qui, pour les Français, arrive directement après la leur dans les domaines politique et culturel mais aussi économique. Ainsi, les États-Unis deviennent-ils le deuxième partenaire commercial de la Côte d’Ivoire, même s’ils restent encore loin derrière la France.¹⁷⁷ C’est en particulier grâce au soutien des ambassadeurs américains en Côte d’Ivoire que cette évolution est rendue possible. Ceux-ci sont convaincus de l’importance de ce pays et incitent même le Département d’État à y faire plus comme en témoigne cette dépêche de l’ambassadeur Georges Morgan.

“La clé de voûte de la politique américaine devrait être une conception juste du rôle des États-Unis dans ses relations avec la Côte d’Ivoire :

A- La Côte d’Ivoire devrait rester pour un certain temps d’abord et avant tout une préoccupation de la France, mais les États-Unis devraient y avoir un rôle accru. Dans le développement de ce rôle, ils devraient considérer la Côte d’Ivoire comme un des pays clés d’Afrique et ainsi lui donner priorité dans l’attribution des ressources américaines appropriées. Nous ne devrions pas le voir comme simplement un autre petit état, mais comme le pays le plus viable et le plus progressiste d’Afrique de l’Ouest, avec une influence qui dépasse largement sa taille.

B- Sur le plan intérieur, les États-Unis devraient contribuer par ces expressions de son génie national particulier qui correspondent aux besoins de la Côte d’Ivoire pour un régime d’influences étrangères élargi et mieux équilibré au fur et à mesure qu’il développe son statut de nation moderne... En insistant spécialement sur les talents américains plutôt qu’en rivalisant systématiquement, nous pouvons minimiser notre interférence avec la continuité d’un développement fondé sur des bases françaises. Mais le critère pour des décisions marginales ne devrait pas être ici ce qui plaît ou déplaît aux Français ou qui que ce soit d’autre, mais ce qui maximise une croissance nationale solide à long terme...”¹⁷⁸

¹⁷⁶ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d’Ivoire, vol. 1881, rapport K-1, non daté, non foliotée, p. 32.

¹⁷⁷ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d’Ivoire, vol. 1881, dépêche no 202/DAM : *op. cit.*, 12 mai 1965, non foliotée, p. 7.

¹⁷⁸ “The keystone of U. S. policy should be a just concept of the U. S. role in relations with Ivory Coast : A- Ivory Coast should for some time remain primarily a concern of France, but the U. S. should have an expanding role here. In developing that role, it should regard Ivory Coast as one of the key countries in Africa, hence assign it a high priority in the allocation of appropriate U. S. resources. We should not think of it as just another little state, but as the most viable and progressive country in West Africa, with influence far bigger than its size.

En effet, sur le plan économique, la bonne santé ivoirienne convainc les Américains de l'intérêt que le pays représente et des possibles retombées que tout soutien pourrait engendrer, et ce avant même l'Indépendance. Ainsi entre 1960 et 1966, les relations commerciales entre les deux pays se multiplient par deux avec une balance commerciale favorable à la Côte d'Ivoire –tendance perçue comme une forme d'aide des États-Unis au pays. C'est surtout le café et le cacao qui trouvent preneurs au pays de l'oncle Sam. L'importation du café connaît d'ailleurs un boum en 1964 avec plus de 70 000 tonnes importées (les importations se stabilisant néanmoins à environ 50 000 tonnes les années suivantes).¹⁷⁹ De plus, tandis que le Département d'État envisage de faire pression sur la Conférence internationale du Café afin de permettre à la Côte d'Ivoire d'augmenter ses quotas annuels de production, production considérée comme la base même de l'économie, et d'en soutenir les prix, il propose de faire jouer auprès de la Banque mondiale ses appuis afin d'obtenir pour la Côte d'Ivoire les crédits nécessaires à son développement.¹⁸⁰ En parallèle, le gouvernement américain mène une politique d'encouragement à l'investissement privé qui connaît certains succès. En effet, attirés par une conjoncture économique et un climat politique favorables –ce qui reste assez rare sur ce continent-, certains milieux économiques américains apparaissent assurés de pouvoir faire de fructueuses affaires et on assiste alors à de nombreuses prises de

B- Internally, the U. S. should contribute those expressions of its particular national genius which match Ivory Coast's needs for a broadened and better balanced diet of foreign influences as it develops into modern nationhood... By emphasizing specially American talents rather than competing across the board we can minimize interference with continuity of development originating primarily from French base. But the criterion for marginal decisions here should not be what pleases or displeases the French or anyone else, but what maximizes sound national growth in the long run...". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2370, POL 1-IV CST, dépêche no A-196 : Annual U. S. Policy Assessment for Ivory Coast, 5 février 1966, non foliotée, p. 2-3.

¹⁷⁹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 626, dépêche de Jacques Leprette, no 1340/DAM : *Visite de M. Houphouët-Boigny aux États-Unis*, Washington, 3 août 1967, non foliotée, p. 6.

¹⁸⁰ NARA, RG 59, G. Mennen Williams, boîte 26 : *Trips Files, 1961-1966, West African Trips, October-November 1965*, télégramme de M. Knox, no 101, Cotonou, 30 septembre 1965, non foliotée, p. 2 et télégramme de M. Morgan, no 201, Abidjan, 30 septembre 1965, non foliotée, p. 2.

participation d'entreprises et de banques américaines dans des secteurs clés de l'industrie ivoirienne naissante (raffineries, pêcheries, mines de diamants et dans l'hôtellerie).¹⁸¹

Au chapitre de la coopération et l'aide au développement, les États-Unis et la Côte d'Ivoire signent le 11 mai 1961 un accord de coopération économique et technique, cadre préalable à toute politique américaine d'assistance. Si dans un premier temps c'est par le biais du Conseil de l'Entente que Washington et l'*ICA (International Cooperation Administration)* sont tentés d'intervenir¹⁸², une augmentation graduelle des sommes allouées directement à la Côte d'Ivoire s'effectue. Centrée en particulier sur les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et des pêcheries, l'aide américaine à la Côte d'Ivoire s'élève ainsi entre 1961 et 1966 à 31.8 millions de dollars sous forme principalement de prêts ou de dons de l'*AID*, d'aide alimentaire et de prêts de l'*Export-Import Bank*. Les années 1963-1964 marquent d'ailleurs un sommet de cette assistance de l'État américain pour ensuite diminuer sensiblement et laisser de plus en plus de place à l'aide à caractère privé.¹⁸³

Globalement, la politique d'influence menée par Washington à Abidjan s'avère positive. Les Américains voient leur position progresser alors que l'attitude de Houphouët-Boigny leur montre autant de signes qui vont dans ce sens (sa position sur la

¹⁸¹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 626, dépêche de Jacques Leprette, no 1340/DAM : *op. cit.*, 3 août 1967, non foliotée, p. 7-8.

¹⁸² MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol.453, dépêche de Hervé Alphand, no 1182/AL : *op. cit.*, 11 mai 1961, folios 219 et 222-223.

¹⁸³ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 626, dépêche de Jacques Leprette, no 1340/DAM : *op. cit.*, 3 août 1967, non foliotée, p. 9.

Chine ou sur le Congo apparaissent par exemple en parfait accord avec les décisions américaines). Surtout guidé par les intérêts nationaux de la Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny semble voir cette percée américaine d'un bon œil ; elle lui apparaît comme un moyen de diversifier ses partenaires occidentaux, ce qui lui permet ainsi d'assurer ses arrières en cas de changements de direction du gouvernement français. Il reste néanmoins très attaché à ses relations avec la France. Cette intensification des relations économiques et politiques américano-ivoiriennes, qui se traduit par une accentuation de la présence et de l'influence américaine en Côte d'Ivoire, apparaît sans aucun doute suffisamment significative pour que les Français s'en préoccupent. De nombreuses déclarations se font d'ailleurs entendre dans ce sens, déclarations précises et concrètes qui montrent la difficulté qu'éprouvent les Français à évaluer l'influence américaine sur Abidjan ainsi que ses conséquences à plus long terme :

“Depuis quelques temps, j'essaie d'analyser le problème complexe des influences américaines en Côte d'Ivoire. Je m'efforce de démêler les intentions de Washington vis-à-vis de ce pays et les réactions du gouvernement ivoirien et, singulièrement, du chef de l'État, à une éventuelle “ingérence” américaine : est-ce qu'ils l'encouragent, l'acceptent, la craignent, la limitent ou s'y opposent ?”¹⁸⁴

Si la réponse est mitigée, les autorités françaises suivent de près l'évolution de ces liens qui semble plus les stimuler que les intimider, comme en témoigne cet extrait d'une dépêche de l'ambassadeur de France à Abidjan en mai 1965 :

“Rien ne nous autorise à relâcher nos efforts... L'“avance” et les sympathies dont nous disposons ici nous mettent sans doute à l'abri de toute surprise, mais elles ne sauraient nous faire donner dans l'excès de confiance. A la conviction des Américains que leur dynamisme finira par s'imposer par le jeu des mécanismes libéraux, nous devons répondre par une faculté d'adaptation accrue en nous gardant bien surtout de

¹⁸⁴ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1881, dépêche de Jacques Raphaël-Leygues, no 44/DAM : *Les États-Unis et la Côte d'Ivoire*, Abidjan, 9 février 1966, non foliotée, p. 1.

donner aux Ivoiriens l'impression que nous considérons leur pays comme une chasse gardée.”¹⁸⁵

Or, si les Français se montrent attentifs, ils insistent également sur les limites que rencontrent les actions américaines sur place. En fait, comme c'est souvent le cas en Afrique, les activités américaines sont à relativiser. Sur le plan de l'aide particulièrement, les résultats apparaissent médiocres avec peu de réalisations concrètes. Si Paris interprète ses résultats par une volonté de Washington de ne pas entraver les démarches françaises¹⁸⁶ et de traiter la Côte d'Ivoire en partenaire majeur et donc d'y appliquer leur politique du *trade not aid*, d'autres facteurs sont mis en évidence.¹⁸⁷

Laissons l'ambassadeur Jacques Raphaël-Leygues les exposer :

“Les efforts que les États-Unis en vue d'étendre leur influence en Côte d'Ivoire rencontrent des obstacles qui sont loin d'être négligeables. Certains tiennent à la situation prévalant ici et ont essentiellement trait à l'implantation française. Toute tentative de pénétration étrangère, outre qu'elle doit compter avec la présence dans les services ivoiriens de nos compatriotes, ne peut ignorer les modes de pensée et les habitudes héritées d'une longue tradition de rapports avec la France. Ceci est particulièrement sensible sur le plan de la technique et du commerce. Certains échecs américains s'expliquent par la méconnaissance de cet aspect du problème, sans parler des questions relatives à la langue. Dans le même ordre d'idées, il faut signaler que les représentants américains sont parfois mal informés des usages locaux et facilement déroutés par la démarche de la pensée africaine. D'autres obstacles rencontrés par les Américains sont imputables à leurs méthodes elles-mêmes. La complexité et le formalisme de leurs procédures ont souvent entraîné des lenteurs et des déceptions. Le manque de souplesse de leur réglementation, notamment en ce qui concerne le contrôle et l'utilisation des fonds ou des matériels et le respect des échéances, a pu dans certaines circonstances, faire apparaître l'aide américaine sous les traits d'une ingérence dans les affaires locales ou d'entreprise intéressée. Enfin, la prudence avec laquelle sont accueillies ici les avances des États-Unis n'est pas sans rapport avec certains aspects de la politique intérieure et extérieure américaine. Bien que l'on soit généralement ici

¹⁸⁵ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1881, dépêche no 202/DAM : *op. cit.*, 12 mai 1965, non foliotée, p. 11.

¹⁸⁶ Les Américains ont dans ce domaine une attitude des plus ambiguës qui relève de ce dilemme africain de coopération/compétition franco-américaine que nous avons abordé à plusieurs reprises depuis le début de ce chapitre sur les relations afro-américaines dans les années 60. Nous reviendrons sur cet aspect dans la dernière partie de ce sous-chapitre.

¹⁸⁷ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1881, dépêche no 202/DAM : *op. cit.*, 12 mai 1965, non foliotée, p. 7.

d'une grande discrétion à ce sujet, il est bien évident qu'on comprend difficilement à Abidjan les "tâtonnements" du gouvernement de Washington en matière d'intégration raciale. De la même manière, le recours à la politique du "gros bâton", au Vietnam ou ailleurs, n'éveille ici que peu de sympathie. On se garde toutefois de le laisser paraître dans les milieux officiels, préoccupé que l'on est de garder les meilleurs rapports avec Washington."¹⁸⁸

Les Américains sont eux-mêmes tout à fait conscients de leurs limites, tout particulièrement sur le plan de la connaissance du milieu africain. On peut lire dans cette perspective les dépêches des représentants en Côte d'Ivoire qui soulignent la nécessité d'améliorer l'efficacité des intervenants et des actions en encourageant la venue de personnel qualifié, maîtrisant le français et comprenant le contexte colonial francophone.¹⁸⁹ Ils insistent d'autant plus sur ce fait que, comme nous l'avons vu précédemment, la politique africaine des États-Unis à partir de 1966 connaît une inflexion dans le sens d'une rationalisation et d'une concentration de l'aide sur quelques pays phare. Or, si la Côte d'Ivoire sort des priorités américaines, celle-ci continue d'être perçue comme un centre de première importance autour duquel doivent se développer des programmes à caractère régional ou multilatéral, qui deviennent alors les voies privilégiées de l'assistance américaine en Afrique.¹⁹⁰

En conclusion, la Côte d'Ivoire semble avoir su susciter de par sa place de leader au sein des pays dits "modérés" l'intérêt de Washington dans les années 1960 en suivant

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 8-9.

¹⁸⁹ "Suitable U. S. firms, including banks, should be encouraged to send well-selected and trained permanent representatives here, fluent in French, and also consider helping develop African representatives or forming Ivorian-American trading companies, because working through French companies locks U. S. business into the old-fashioned French-colonial collusive and high mark-up trading system which the country should begin to outgrow". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2370, dossier POL 1-IV. CST, dépêche no A-196 : *op. cit.*, 5 février 1966, non foliotée, p. 4.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 4 et MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 626, dépêche de Jacques Leprette, no 1340/DAM : *op. cit.*, 3 août 1967, non foliotée, p. 9

une ligne favorable à l'Occident en général et aux États-Unis en particulier, mais aussi par son cheminement considéré comme positif sur la voie du développement économique.¹⁹¹ Néanmoins, soucieux de part et d'autre de ne pas perturber les relations préexistantes avec la France, les États-Unis apparaissent ici plus comme un complément qu'un substitut de celui de l'ancienne métropole. Si certaines sources semblent parfois minimiser les liens créés entre Washington et Abidjan, il est toutefois indéniable que ceux-ci ont été sensiblement plus importants que dans le reste de l'Afrique noire et qu'ils sont à mettre sur le même plan que ceux tissés entre les États-Unis et des pays géo-stratégiquement plus intéressants pour eux, comme la Tunisie.

2) *La Tunisie*

Si les activités américaines en Afrique noire francophone sont peu connues, l'engagement américain en Afrique du Nord l'est beaucoup mieux. Plusieurs publications récentes, toutes basées sur un travail d'archives, mettent en évidence ces relations pour le moins ambiguës entre les États-Unis et l'Afrique du Nord francophone durant toute la période de l'après-guerre aboutissant aux indépendances¹⁹².

¹⁹¹ Il ne faut toutefois pas oublier que sur le plan social ce "miracle" économique ivoirien n'a eu que peu de répercussions.

¹⁹² Sur cette question, on regardera en particulier la récente étude de Samya El Machat, *Les États-Unis et l'Afrique du Nord "française" (1945-1962)* – tome 1 : *Le Maroc* ; tome 2 : *La Tunisie* ; tome 3 : *l'Algérie*. S'appuyant essentiellement sur des sources diplomatiques, l'auteur met en évidence, le développement des relations entre les États-Unis et ces trois pays. Nous nous sommes plus particulièrement intéressés à celui sur la Tunisie : *Les États-Unis et la Tunisie. De l'ambiguïté à l'entente, 1945-1959*, Paris, L'Harmattan, 1996. On pourra également consulter l'ouvrage plus ancien, mais tout aussi complet sur la période de 1942-1956, de Annie Lacroix-Riz, *Les protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington*, Paris, L'Harmattan, 1988. Le très récent article de Martin Thomas, "Defending a Lost Cause ? France and the U. S. Vision of Imperialism in French North Africa, 1945-1956", *Diplomatic History*, 26, (2002), p. 215-248, revient également sur les relations franco-américaines dans le cadre des indépendances nord-africaines. Sur les attitudes américaines et soviétiques sur ce sujet, nous renvoyons aux articles de Yahia Zoubir., "The U. S. and Conflict in the Maghreb", *Journal of North African Studies*, 2 (3), (1997), p. 10-42, "U. S. and Soviet Policies towards France in North Africa", in *Canadian Journal of History*, 30, (1995), p. 439-466. Le chapitre de Pierre Mélandri, *La France et le*

Zone clé de la Méditerranée sur le chemin du Moyen-Orient et de l'Asie, l'Afrique du Nord montre, au cours de la Seconde Guerre mondiale, son importance sur le plan stratégique et militaire. Dans un contexte de Guerre froide, les Américains y sont essentiellement préoccupés d'assurer une transition pro-occidentale des nouveaux États après la fin des régimes coloniaux et de prévenir toute intrusion communiste face à une vacance éventuelle de l'influence française. Ainsi, devant l'émergence des mouvements nationalistes nord-africains, Washington va définir une politique ouverte à la fois aux mouvements d'indépendance nationale et à la préservation des intérêts français dans la région. D'où son éternel dilemme de savoir comment concilier cette attitude favorable aux nationalistes sans s'aliéner une France alliée, dont la coopération est essentielle à la défense de l'Europe.¹⁹³ Or, si Washington reconnaît à Paris sa pleine autorité sur la région jusqu'au milieu des années 50, l'évolution des rapports de force en Méditerranée, avec une pénétration soviétique accrue à partir de 1957¹⁹⁴ qui apparaît aux yeux des Américains comme un risque pour la stabilité économique et politique de l'Afrique mais surtout de l'Europe occidentale, les amène à envisager une responsabilité plus importante dans cette zone. Cette politique s'intensifie d'autant plus en 1958-1959 avec l'évolution peu favorable du problème algérien. Les Américains craignent alors que la politique française en Algérie n'hypothèque les régimes modérés en Tunisie et au Maroc et estiment que leur seule alternative est de défendre leurs intérêts dans la région

"jeu double" des États-Unis, dans Jean-Pierre Rioux, *La Guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p.429-450, sera également un bon point de départ sur la perception française de l'intrusion américaine dans les affaires intérieures. Plus spécifiquement sur la Tunisie, on pourra voir, entre autres, le livre de Nicole Grimaud, *La Tunisie à la recherche de sa sécurité*, Paris, PUF, 1995.

¹⁹³ Mélandri, Pierre, *op. cit.*, p. 433.

¹⁹⁴ Il s'agit ici surtout des activités nassériennes que les Américains ne perçoivent pas d'un bon œil.

au risque même de se mettre à dos la France.¹⁹⁵ Dès lors, va se mettre en place une relation triangulaire entre Washington, Paris et les capitales nord-africaines où les Américains, tout en se gardant d'un engagement trop prononcé et en jouant l'interface, vont devenir de fidèles soutiens aux revendications maghrébines allant souvent même à l'encontre des positions françaises.¹⁹⁶

Le premier geste posé dans ce sens est la vente d'armes légères à la Tunisie par les Américains et les Anglais en novembre 1957 contre l'avis de Paris qui avait préalablement refusé de les accorder à Bourguiba de peur que celui-ci ne les fasse parvenir aux nationalistes algériens qu'il soutient.¹⁹⁷ La France perçoit extrêmement mal cette conduite américaine qu'elle considère comme une trahison. La rivalité entre les deux puissances semble surtout découler du fait que les autorités françaises se sentent menacées dans leur chasse gardée. Paris craint en effet que le but ultime de Washington soit de la supplanter comme ils l'ont fait précédemment en Indochine.¹⁹⁸ Or, loin d'envisager de se substituer à son allié, Washington agit essentiellement dans le sens de ses intérêts politiques et stratégiques. Ainsi au-delà du problème Est-Ouest et dans la perspective de l'après régime colonial, les Américains sont très soucieux de ménager leurs futurs interlocuteurs ainsi que l'ensemble des pays afro-arabo-asiatiques qui s'imposent sur la scène internationale.¹⁹⁹ L'arrivée du général de Gaulle au pouvoir

¹⁹⁵ "Moroccan and especially Tunisian nationalism can usefully serve U. S. interests as a counterweight to Arab extremism and Soviet ambitions both in Africa and in the Middle East", NARA, NSC Policy no 5911/1, 4 novembre 1959, cité par Zoubir, "U. S. and Soviet Policies...", p. 460. A ce sujet, voir également Grimaud, *op. cit.*, p. 30-31.

¹⁹⁶ El Machat, *op. cit.*, p. 95 et sq.

¹⁹⁷ Sur cette vente, voir *ibid.*, p. 121 et sq.

¹⁹⁸ Mélandri, *op. cit.*, p.433.

¹⁹⁹ Cette attitude de ménagement sera d'ailleurs considérée comme insuffisante par les nationalistes algériens qui dans une Algérie indépendante n'entretiendra pas avec Washington des liens des plus froids jusqu'à tout dernièrement. Voir à ce sujet, Zoubir, Yahia, "Algeria and the U. S. Interests : Containing Radical Islam and Promoting Democracy", in *Middle East Policy*, 9, (2002), p. 64-81.

en 1958 ne va pas calmer les esprits. Au contraire, alors que progressivement en France l'idée de l'indépendance algérienne fait son chemin, les Américains vont se montrer d'autant plus ouvertement favorables au FLN, ce qui a pour effet de provoquer le mécontentement du Général qui menace les États-Unis d'un retrait français de l'OTAN.²⁰⁰ Après la fin de la guerre en Algérie et l'indépendance de celle-ci en 1962, les malentendus entre la France et les États-Unis découlant de ces années difficiles mettront du temps à s'estomper tandis que les Américains continueront de jouer un rôle important dans la région.

Dans cette dynamique, les relations entre les États-Unis et la Tunisie vont prendre une forme spécifique, en lien avec la figure charismatique de son leader, Habib Bourguiba, qui clamant haut et fort son attachement à l'Occident et son anti-communisme, a su très tôt habilement jouer les dissensions franco-américaines à son avantage et est parvenu à obtenir un soutien particulier de la Maison blanche.

De la fin des années 50 jusqu'à la fin des années 60, les relations entre Paris et Tunis sont successivement "empoisonnées" par les négociations menant à l'indépendance, la crise de Sakiet Sidi Youssef, le règlement de la crise algérienne et la politique de nationalisation de Bourguiba. Tout cela se traduit sinon par l'arrêt du moins par la limitation de l'assistance de la France à son ancien protectorat.²⁰¹ Dans ce cadre, les Tunisiens vont chercher à obtenir la protection d'autres partenaires et en particulier des

²⁰⁰ De Gaulle fait cette menace à Washington lors d'un vote sur la question algérienne à l'ONU en 1959. Ce vote est alors perçu par Paris comme un test sur la solidarité atlantique. Mélandri, *op. cit.*, p. 443.

²⁰¹ Sans jamais cesser totalement l'aide française à la Tunisie est extrêmement limitée jusqu'en 1963. Elle redevient normale entre 1963 et 1964. Pour s'interrompre de nouveau entre 1964 et 1968 à la suite de la nationalisation des terres étrangères, appartenant essentiellement à des Français, en mai 1964. Cette promulgation a pour effet immédiat la suspension de l'aide française à la Tunisie et la dénonciation des conventions commerciales et tarifaires de 1959 qui conduit, entre autres, à limiter les possibilités de débouchés pour les produits tunisiens en France comme le vin. Là-dessus, voir Grimaud, *op. cit.*, p. 94.

États-Unis. Après l'épisode des ventes d'armes de 1957, l'aide américaine va s'intensifier et se diversifier.²⁰² Le souci est alors de soutenir économiquement, politiquement et militairement le nouvel État afin qu'il ne soit secoué par aucune crise majeure mettant en péril l'équilibre régional.²⁰³

En fait, les Américains conduisent en Tunisie une politique non pas de remplacement de la France mais plutôt de "filet de secours", c'est-à-dire qu'ils se montrent intéressés à se substituer à la France dans les moments où les relations franco-tunisiennes sont au plus mal et lorsque l'intervention est jugée nécessaire, tout en apparaissant toujours désireux de voir ces rapports s'améliorer et se normaliser. Dans tous les cas, Washington semble ne pas avoir tenté de faire définitivement sortir la Tunisie de l'orbite française même si on assiste par ailleurs à certaines démonstration de rivalités en ce qui a trait aux intérêts français et américains dans la région. Pour Nicole Grimaud, "Les intentions de départ de l'administration américaine sont claires : les États-Unis n'ont pas le désir d'interférer dans les relations étroites de la France dans ces anciens protectorats et ils considèrent les liens d'interdépendance comme une nécessité dans un monde où il est difficile, sinon impossible, pour un pays d'être isolé. Ne voulant pas donner l'impression que les États-Unis constituent une alternative, les officiels américains revendiquent pour leur pays un rôle de "*junior partner*" par rapport

²⁰² "L'aide à la Tunisie a commencé en 1957 avec l'octroi d'un crédit de 8.5 millions de dollars. En 1959, cette aide aura pour objet d'aider la Tunisie à maintenir le niveau de son développement actuel et à inaugurer ses programmes d'entraînement de main d'œuvre spécialisée et de formation de cadres administratifs. Les montants des crédits qui seront accordés à la Tunisie en 1959 seraient de l'ordre de 20 millions de dollars.", MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 453, dépêche de Hervé Alphand, no 3142/AL : *Programme de Sécurité Mutuelle américain pour l'Afrique, en 1959*, Washington, 3 décembre 1958, folio 117.

²⁰³ El, Machat, *op. cit.*, p. 95.

à la France et jouent cette carte très loyalement, trop loyalement aux yeux des Tunisiens”.²⁰⁴

Si les États-Unis portent un intérêt particulier à la Tunisie, c’est d’abord et avant tout parce que son chef d’État, Habib Bourguiba, a su attirer leurs faveurs. Ainsi on peut relever dans plusieurs documents de l’époque des commentaires élogieux sur sa personne et sa façon de gouverner. La Tunisie et son leader apparaissent alors aux Américains comme des piliers de l’Occident dans cette région²⁰⁵, des modèles et des exemples à suivre pour leurs voisins et leurs frères arabes.²⁰⁶ On parle également de pays pilote, d’allié.²⁰⁷ Hervé Alphanand note ainsi en 1961 :

“Le mieux que l’on puisse attendre d’un État récemment émancipé, c’est le non-engagement à la Bourguiba. Une sorte de neutralité pro-occidentale, seule alternative à la neutralité hostile des N’Krumah ou Nasser. La récente visite du président tunisien a confirmé aux Américains dans cette conviction. Ils voudraient que la position de M. Bourguiba se renforçât en Afrique et fit école. Eux-mêmes sont prêts à l’aider, à faire de la Tunisie une “vitrine” de ce que l’Occident peut réaliser dans un pays en cours de développement sans imposer de conditions politiques.”²⁰⁸

Les méthodes économiques “bourguibiennes” mélangeant planification à la française et libéralisme incitent le gouvernement américain et l’AID à consacrer non seulement des sommes pour renforcer le développement économique tunisien, mais aussi à stimuler l’intérêt des investisseurs privés. Dans ce sens, Hervé Alphanand note en 1965 que :

²⁰⁴ Grimaud, *op. cit.*, p. 30.

²⁰⁵ MAE, B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol 453. dépêche de Claude Lebel, no 1852/AL : *Aide américaine à l’Afrique*, Washington, 17 août 1962, folios 286-287.

²⁰⁶ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Hervé Alphanand, no 631/AL : *la politique africaine du Gouvernement Kennedy*, Washington, 28 mars 1963. folios 246-247.

²⁰⁷ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 434, dépêche de Hervé Alphanand, no 2519/DAM : *3^{ème} voyage de M. Mennen Williams en Afrique*, Washington, 10 novembre 1961, folio 278.

²⁰⁸ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 453, télégramme de Hervé Alphanand, no 2388-94 : *La politique américaine et l’Afrique*, Washington, 18 mai 1961, folio 235.

“Aucun effort n’est négligé pour faire connaître ce petit pays à l’opinion publique américaine. C’est ainsi que la revue officielle que publie le Ministère du Commerce vient de lui consacrer un article... On le voit cette étude a pour but de présenter au capitalisme américain, la Tunisie sous un jour favorable.”²⁰⁹

Dans un entretien accordé au journal tunisois *La Presse* en 1965, le directeur de la mission spéciale américaine de coopération économique et technique, Daly C. Lavergne, fait le bilan de l’aide américaine à la Tunisie. Il indique que de 1957 jusqu’à la date de l’interview, celle-ci prise dans son ensemble s’élève à près de 413 millions de dollars. Elle prend la forme d’aide financière (dons en dollars ou autres devises permettant par exemple l’achat de produits américains), de prêts au développement (surtout après 1962, ces crédits, à échéance de 40 ans, ont permis le financement d’infrastructures majeures comme l’agrandissement du réseau électrique), de coopération technique (visant à améliorer la formation des cadres et l’utilisation de nouvelles techniques et méthodes, cette assistance s’est faite par le biais du paiement d’experts américains, de fourniture de matériel expérimental et d’envoi de boursiers tunisiens aux États-Unis) ou enfin de fourniture de surplus agricoles dont le produit de la revente est destiné à la mise en œuvre de projets de développement économique.²¹⁰

Parallèlement à cette assistance, on assiste à une intensification des relations tuniso-américaines par un accroissement du volume des échanges qui progressivement place les États-Unis au deuxième rang des fournisseurs de la Tunisie après la France, tandis qu’une série de projets d’investissements de capitaux américains voient le jour

²⁰⁹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche no 672/ADN : *op. cit.*, 20 mai 1965, non foliotée, p. 1-2.

²¹⁰ Interview rapportée par l’Ambassadeur de France en Tunisie dans MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 632, dépêche de Jean Sauvagnargues no 359 : *Physionomie générale de l’aide américaine à la Tunisie*, Tunis, 2 mars 1965, non foliotée, p. 1-3. Voir aussi MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 632, dépêche de Hervé Alphand, no 720/DE : *Aide américaine à la Tunisie (1^{er} juillet 1956/30 juin 1963)*, Washington, 27 mai 1964, non foliotée, p. 3-4.

dans le domaine du textile, de la recherche pétrolière, de l'industrie chimique et alimentaire et du tourisme dans les années 1964-1965.²¹¹

Ainsi, participant activement au plan triennal (1962-1965) puis quadriennal (1965-1968), les Américains ont contribué à l'effort de développement tunisien. Cette politique est vécue par ceux-ci comme un succès ainsi que le montre le rapport annuel de l'ambassadeur américain en 1966 :

“Comme il transparaîtra de ce qui précède, la Tunisie est bien en haut de la liste des petits pays sous-développés nouvellement indépendants de par la qualité de son plan économique, le dynamisme de son leadership, l'absence de corruption dans son gouvernement, sa réputation internationale, sa stabilité et le degré de ses orientations pro-occidentales et surtout pro-américaines. Il est clair que notre politique de soutien économique et de soutien militaire modeste de ce pays a rapporté d'excellents dividendes. S'il peut continuer à faire des progrès, il sera un exemple remarquable de réussite par un de ces nouveaux pays frappé par la pauvreté, qui obtient le succès à travers la recherche de politiques modérées et une orientation pro-occidentale. L'intérêt américain dans le succès tunisien est donc considérable.”²¹²

Cette aide au développement, garant pour les Américains de stabilité politique et donc à ce titre incontournable, se pose également comme une sorte de récompense pour loyaux services de Habib Bourguiba auprès du monde occidental.²¹³ Pourtant, même si les autorités américaines se montrent tout au long de ces années fort généreuses avec la Tunisie et entendent soutenir leur engagement sur place, il apparaît qu'elles ont surtout

²¹¹ D'après MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série, États-Unis, vol. 624, dépêche no 672/ADN : *op. cit.*, 20 mai 1965, non foliotée.

²¹² “As will appear from the foregoing, Tunisia is well toward the top of the small, newly independent, underdeveloped countries of the world in the quality of its economic plan, the dynamism of its leadership, absence of corruption in Government, its international standing, its stability, and the degree of its pro-Western and especially pro-American orientations. It is clear that our policy of economic and modest military support of this country has paid excellent dividends. If it can continue to make progress it will be an outstanding example of success by one of the new, poverty-stricken countries achieving success though the pursuit of moderate policies and pro-Western orientation. The American stake in Tunisian success is therefore considerable.” NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2747, dossier POL 2-2 TUN, dépêche de Francis H. Russell, no A-346 : *U. S. Policy Assessment - Tunisia*, Tunis, 25 janvier 1965, non foliotée, p. 4.

²¹³ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Hervé Alphan, no 672/ADN : *La Tunisie et les capitaux américains*, Washington, 20 mai 1965, non foliotée, p. 1.

souhaité voir les relations avec la France se normaliser.²¹⁴ Cet empressement au rapprochement franco-tunisien semble notamment soumis aux demandes répétées des Tunisiens en matière de sécurité. Principale préoccupation de ces derniers dans un environnement qui se radicalise à la fin des années 60 (attitude pro-soviétique de l'Algérie de Boumediene après 1965, activités de la flotte soviétique en Méditerranée après la guerre des Six jours de 1967, chute du régime du Roi Idriss en Libye en 1969), les Américains paraissent néanmoins peu enclins à y répondre, afin de ne pas attiser les rivalités régionales qui pourraient stimuler l'emprise communiste.²¹⁵ De plus, soucieux d'entretenir des rapports amicaux avec l'ensemble des pays du Maghreb et donc de ne procurer aucun traitement préférentiel, leur soutien militaire à la Tunisie sous forme d'un pacte de défense est de fait exclu.²¹⁶

En fait à l'époque, ceux-ci ne perçoivent plus la Tunisie comme un partenaire stratégique mais plutôt comme une alliée politique appuyant leur action vietnamienne, leur vision du règlement du conflit israélo-arabe et soutenant les pays pro-occidentaux de la région contre la Syrie, l'Algérie et l'Égypte.²¹⁷ Les Français, qui ne se hasardent

²¹⁴ Cette question du rapprochement franco-tunisien revient dans tous les documents américains et dans certains documents français. À ce sujet, on pourra se référer en particulier aux bilans annuels de l'ambassadeur américain à Tunis : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2747, dossier 2-3 TUN, dépêche de Francis Russel, no A-341 : *Tunisia – Year End Assessment*, Tunis, 29 janvier 1964, non foliotée, p. 1 ; dépêche de Francis Russel, no 301 : *Tunisia – Year End Assessment*, Tunis, 30 janvier 1965, non foliotée, p. 2-3 ; dossier POL 2-2 TUN, dépêche de Francis Russell, no A-346, *op. cit.*, 25 janvier 1965, non foliotée, p. 6 ; dossier POL 7-TUN, Note de Thomas L. Hughes de la direction de l'intelligence et de la recherche du Département d'État, no 91 : *Franco-Tunisian Rapprochement : Interests Converging*, 14 janvier 1969, non foliotée.

²¹⁵ De cette façon, les Américains essaient également de limiter toute course à l'armement entre les trois pays du Maghreb francophone qui serait envisageable à la suite d'une livraison d'armes soviétiques à l'Algérie en 1966. D'après une dépêche de Charles Lucet, MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 626, no 234/DAM : *op. cit.*, 7 février 1967, non foliotée.

²¹⁶ D'après Grimaud, *op. cit.*, p. 105-106.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 105.

pas plus sur les chemins d'un traité de défense, manifestent malgré tout plus d'intérêt sur ce point et semblent alors s'imposer comme un évident "parapluie".²¹⁸

Finalement, lorsque les relations franco-tunisiennes se régularisent à partir de 1968, Washington se montre tout à fait satisfait de ce rapprochement. Les Américains y voient alors la convergence retrouvée des intérêts entre les deux nations qui se rejoignent sur les grandes questions économiques et politiques internationales. Dans un document de février 1969 émanant du *Director of Intelligence and Research*, saluant la ténacité de Habib Bourguiba dans sa quête pour regagner la confiance française et pour s'imposer sur la scène régionale, l'auteur souligne également en bonne place l'importance accordée par la France à la Tunisie dans le nouvel ensemble francophone.

"La France et la Tunisie ont mis en évidence des objectifs de politique étrangère communs en Europe, au Moyen Orient et en Afrique. La France reconnaît maintenant pleinement le rôle "particulièrement important" de la Tunisie dans la communauté francophone (la rencontre organisatrice de l'Organisation Internationale de la Jeunesse Francophone a eu lieu à Tunis en janvier)... Après plusieurs malentendus, Bourguiba pourrait enfin être en mesure de réaliser son vieux rêve d'une relation "éclairée" avec la France. Dans le même temps, il a accru son envergure au Maghreb et probablement dans le monde arabe oriental, où de Gaulle est maintenant une figure populaire..."²¹⁹

Est-ce à dire que les autorités états-uniennes mettent sur le même plan le mouvement émergeant de la Francophonie et les autres aspects de la politique

²¹⁸ En 1969, Paris envoie en mission en Tunisie le général Valentin qui accepte l'idée que "*the security and stability of Tunisia make an essential contribution to the development of peace and progress in the Maghreb and Mediterranean*" et promet une augmentation de l'aide militaire mais ne s'avance cependant sur aucun engagement formel. D'après NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2545, dossier POL 7 TUN, note de Thomas Hughes, no 91 : *op. cit.*, 14 février 1969, non foliotée, p. 2-3.

²¹⁹ "*France and Tunisia have underscored common foreign policy objectives in Europe, the Middle East, and Africa. France now fully recognizes Tunisia's "particularly important" role in the francophone community (the organizing meeting of the International Organization of Francophone Youth met in Tunis in January)... After many misunderstanding, Bourguiba may finally be in position to make reality of his old dream of an enlightened relationship with France. At the same time he has enhanced his stature in Maghreb, and probably in the Eastern Arab world, where de Gaulle is now a popular figure...*". *Ibid.*, p. 3.

internationale, faisant de celui-ci un élément non négligeable de la scène mondiale ? C'est ce que nous tâcherons de déterminer dans la troisième partie de notre étude.

3) *Le Sénégal*

Si on ne peut pas dire que le Sénégal se trouve au centre des priorités de Washington en Afrique, il n'en reste pas moins que ce pays a su s'attirer les bonnes grâces américaines dès son accession à l'indépendance en 1960. Classé parmi les pays dits intermédiaires, on évalue les engagements financiers américains en terre sénégalaise comme étant à peu près équivalents à ceux en Côte d'Ivoire (entre 20 et 30 millions de dollars d'assistance publique).²²⁰ Pays sans ressource minérale naturelle, agricollement axé sur la monoculture de l'arachide et à l'économie totalement dépendante de l'ancienne métropole, le Sénégal ne concentre en apparence pas d'atouts chers aux Américains, tout au moins sur le plan économique. Or, première colonie française, ancien cœur de l'AOF et porte du commerce transatlantique, le Sénégal, terre d'assimilation, est historiquement au carrefour des civilisations entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche, entre Afrique et Europe, entre Afrique et Occident. Héritier et promoteur de ce caractère intégrateur, Léopold Sédar Senghor, le Président Poète, est parvenu à entretenir la bonne image du Sénégal sur la scène internationale et particulièrement aux États-Unis. Malgré les soubresauts des premières années du régime, Dakar est finalement perçue à Washington comme un "État modéré, stable, pratiquant une politique réaliste" qu'il faut tenir à l'écart de la "subversion".²²¹ Les

²²⁰ D'après MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol 625, dépêche de Charles Lucet, no 1513/AL : *Les États-Unis et l'Afrique*, Washington, 27 septembre 1966, non foliotée, p. 12.

²²¹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 625, dépêche de Jacques Leprette, no 1528 (?numéro illisible)/DAM : *La visite du président Senghor aux États-Unis*, Washington, 2 septembre

Américains voient ce pays aux moyens économiques limités mais à l'influence "incommensurable" comme un pilier dont tout affaiblissement se traduirait par un recul des positions modérées sur l'ensemble du continent africain, d'où la nécessité de le soutenir dans son développement économique. C'est tout au moins l'idée que l'ambassadeur américain émet dans cet extrait de dépêche de mai 1965 :

"Les intérêts et les objectifs essentiels des États-Unis au Sénégal sont fixés. Les principaux objectifs et intérêts américains au Sénégal sont la continuation d'un régime modéré et responsable à la fois sur le plan international et intérieur... Le progrès économique est un objectif secondaire des États-Unis au Sénégal. Mis à part sa justification humanitaire et son incidence évidente sur l'objectif premier, le progrès économique au Sénégal rehausse l'attrait des autres Africains pour la voie choisie par ce pays. Inversement, toute dégradation de l'économie sénégalaise tend à affaiblir la cause des modérés à travers le continent dans la présente lutte idéologique avec les radicaux africains."²²²

Ainsi à l'instar de la Côte d'Ivoire, le Sénégal est l'un des rares pays africains à avoir vu l'assistance américaine en progression constante à partir de 1960 (tout au moins jusqu'en 1966), bien que celle-ci reste peu importante et complémentaire à celle de la France.²²³

1966, non foliotée, p. 2. Sur l'évolution politique et démocratique du Sénégal, voir, entre autres, l'ouvrage de Zuccarelli, François, *La vie politique sénégalaise (1940-1988)*, Paris, La Documentation française, 1988.

²²² "Essential U. S. interests and U. S. objectives in Senegal are stated. The principal U.S. objective and interest in Senegal is the continuation of a moderate and responsible regime on both international and domestic fronts... Economic progress is a secondary U. S. objective in Senegal. Aside from its humanitarian justification and its obvious incidence on the primary objective, economic progress in Senegal enhances the appeal for other Africans of that country's chosen path. Conversely, any degradation of the Senegalese economy tends to weaken the cause of the moderates throughout the continent in the current ideological struggle with African radicals". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2648, dossier POL 2-3 SENEG, dépêche de Mercer Cook, Dakar, no A-398 : *Politico-Economic Assessment, Senegal*, 2 mai 1965, non foliotée, p. 1.

²²³ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 632, dépêche de Jean de Lagarde, no 182/CAE : *Aide américaine au Sénégal du 13 mai au 31 décembre 1964*, Dakar, 17 mars 1965, non foliotée, p. 2.

Lorsque le 20 juin 1960, jour de la proclamation d'indépendance, les États-Unis inaugurent leur ambassade à Dakar, il ne s'agit pas des débuts de la présence américaine sur le territoire. En effet, dès le 21 décembre 1883, un consulat est ouvert dans la capitale de l'AOF, ancien bastion du florissant commerce des esclaves. Au début des années 1960, la délégation américaine est composée de près de seize membres répartis entre la chancellerie diplomatique, le service de l'aide (USAID), le centre culturel (et sa bibliothèque), la mission militaire et l'administration du *Peace Corps*, ce qui fait de celle-ci la représentation la plus nombreuse après celle de la France.²²⁴ Cet afflux de personnel, signe de l'intérêt porté par Washington à la région, indique également les inquiétudes que les autorités américaines formulent pour le futur politique de ce pays. Ainsi, dans les premiers temps, surtout pendant la courte vie de la fédération malienne qui regroupe le Sénégal et le Soudan français (le futur Mali), les Américains vont être convaincus que Paris ne peut plus s'imposer comme une option.

“Lorsqu'en juin 1960, l'ambassade des États-Unis auprès de la Fédération du Mali succédait au consulat général, c'était, dans les services américains, une vérité d'évidence qu'il ne fallait plus compter sur l'influence de l'ex-puissance colonisatrice pour protéger ces États contre les vents délétères qui soufflent de l'Est. Les diplomates américains en Afrique étaient à cette époque convaincus que mieux valait ne point frayer avec l'ambassade de France et les services français s'ils voulaient conserver intact leur crédit et par conséquent leur possibilité d'action.”²²⁵

Or, là encore, les Américains veulent assurer la pérennité de la présence occidentale alors que les voisins immédiats du Sénégal -le Mali et la Guinée- sont engagés sur des voies moins favorables aux États-Unis. En fait, aux lendemains de l'indépendance et pratiquement jusqu'à la fin des années 60, les États-Unis craignent que le gouvernement

²²⁴ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Lucien Paye, no 070/DAM/PC : *Activités américaines au Sénégal*, Dakar, 1^{er} mars 1963, folios 189.

²²⁵ *Ibid.*, folio 191.

senghorien ne soit remplacé par un régime anti-français hostile à l'Ouest²²⁶ ; d'où l'objectif premier de Washington : consolider l'administration en place.²²⁷ Si les Américains ne paraissent pas convaincus de gagner la partie, c'est que les choix du gouvernement sénégalais, celui du socialisme africain²²⁸ d'une part et du non-alignement d'autre part, les font probablement douter et les incitent d'autant plus à surveiller l'évolution du jeune État alors que parallèlement ils éprouvent de la difficulté à mettre en œuvre leurs programmes d'assistance au profit de ce pays.²²⁹

Les activités américaines prennent au Sénégal les mêmes traits qu'ailleurs. Ainsi, on assiste, dès les premières années de l'Indépendance, au développement de relations basées sur l'échange de diplomates et de visites périodiques contribuant à l'amélioration de l'information et de la communication réciproques. De grands noms, tant américains que sénégalais, circulent entre les deux pays tels que Averell Harriman (août 1960), Robert Kennedy (novembre 1960), Lyndon Johnson (avril 1961), les ministres Karim Gaye et Abdoulaye Fofana (1961), le Premier ministre Mamadou Dia

²²⁶ Tout au long des années 60, les Américains semblent hésiter sur les chances de Senghor à se maintenir au pouvoir et se montrent plus à même de soutenir la faction du plus "radical" Mamadou Dia et ce malgré le respect que leur inspire le Président en place. Ce n'est qu'en 1968, qu'est réaffirmé le choix final de Washington qui semble alors convaincu de la nécessité du maintien de Senghor. D'après NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2475, dossier POL 2 SENEG, dépêche de M. Brown, Dakar, no A-374 : *Political-Economic Assessment for Senegal*, 3 août 1968, non foliotée, p. 10-11.

²²⁷ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2648, dossier POL 2-3 SENEG, dépêche de Mercer Cook, Dakar, no A-398 : *op. cit.*, 2 mai 1965, non foliotée, p. 4-6.

²²⁸ On entend par "socialisme africain" la construction d'une société socialiste basée sur les valeurs traditionnelles africaines et une planification économique moderne. Ceci s'est traduit en premier lieu au Sénégal par l'implantation de coopératives chargées de réguler la commercialisation des arachides et le regroupement des villages en communes rurales autonomes. A l'intérieur de ces structures, les coopératives constituaient l'unité économique de base de la société agraire. Associée à une planification quadriennale (deux plans sont développés à l'époque qui nous intéresse : le premier plan, 1961-1964 et le deuxième plan, 1965-1969), cette organisation devient le cadre du développement de l'économie sénégalaise où l'État a une main mise sur l'ensemble des secteurs clés. Dans son énoncé, ce socialisme africain élaboré par Mamadou Dia et Léopold Sédar Senghor reste toutefois suffisamment flexible pour conserver une large place aux investissements étrangers et au développement de l'entreprise sénégalaise privée. D'après Sheldon Gellar, *Senegal, an African Nation between Islam and the West*, Boulder, Westview Press, 1995, p. 68-71.

²²⁹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Charles Lucet, no 1573/DAM, *op. cit.*, 2 décembre 1965, non foliotée, p. 1-4.

(novembre 1960) et bien sûr Léopold Sédar Senghor (septembre 1961 et septembre 1966).²³⁰ Mais il y a aussi des universitaires, des professionnels du commerce, des étudiants, des syndicalistes. Si du côté américain, ces voyages vont progressivement s'espacer, les Sénégalais vont pour leur part poursuivre et augmenter la fréquence de ces déplacements. Sur la question de la représentation diplomatique américaine au Sénégal, notons la nomination de Mercer Cook à la fonction d'ambassadeur des États-Unis à Dakar en mai 1964, qui vient confirmer l'intérêt que porte le Département d'État au pays. En effet, ami de jeunesse de Senghor, rencontré sur les bancs de la Sorbonne, celui-ci arrive aux commandes en pleine période d'intensification des relations américano-sénégalaises. Nous reviendrons plus loin sur cette arrivée.

Comme corollaire de ces échanges, un programme d'aide suivi se développe. Mis en place grâce aux services de l'ambassade et à ses missions que nous citons plus haut, il se décline, comme pour la Tunisie et la Côte d'Ivoire, sous forme d'assistances économique (dons de surplus agricole dont la revente fournit des fonds pour la réalisation de projets étudier en commun ; subventions en dollars ; importation de façon temporaire du matériel nécessaire à la réalisation des programmes ; et prêts à long terme), technique (études techniques et envoi d'enseignants et de techniciens spécialisés) et militaire (surtout dans le domaine du génie) se développe. Dans ce cadre, le Sénégal reçoit entre 1961 et 1966 plus de 20 millions de dollars d'aide de la part de Washington principalement utilisé pour la construction d'écoles, l'aménagement rural, l'infrastructure coopérative, la diversification agricole et le prêt de matériel lourd.²³¹ En

²³⁰ D'après MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Lucien Paye, no 070/DAM/PC : *op. cit.*, 1^{er} mars 1963, folios 190 et 193-195.

²³¹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 625, dépêche de Jacques Leprette, no 1528 (?)/DAM : *op. cit.*, 2 septembre 1966, non foliotée, p. 4-5.

fait, l'aide officielle américaine s'exerce dans tous les domaines susceptibles de bénéficier de leurs compétences spécifiques.²³² Ainsi, que ce soit sur le front des médias²³³, de l'organisation socioprofessionnelle²³⁴, de la formation scolaire et universitaire, celle-ci prend une certaine ampleur. Cette assistance publique est par ailleurs relayée par une aide semi-officielle et privée. Dans ce domaine, le Sénégal bénéficie, entre autres, de l'assistance du Secours catholique américain qui au titre de la loi américaine 480 sur les surplus agricoles -qui prévoit la mise à disposition de ceux-ci à des œuvres privées américaines-, fournit sur l'ensemble du territoire, tant sur une base régulière qu'en cas de catastrophe, une aide en denrées alimentaires (lait en poudre, farines, huile, etc.) et en marchandises de première nécessité (vêtements, chaussures, etc.). En marge de cette action, l'opération *Cross Road Africa*, assimilable au programme du *Peace Corps*, se consacrant à des travaux d'utilité collective, vient s'ajouter à l'aide technique publique.

Concernant la coopération universitaire, les fondations comme Rockefeller, Ford ou Carnegie mais aussi des instituts tel l'*African Language Council* développent des projets visant le financement de nouveaux programmes, de matériels ou la mobilité du corps professoral. Cette aide semi-publique et privée, en constante progression, est tout

²³² D'après MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Lucien Paye, Dakar, no 070/DAM/PC : *op. cit.*, 1^{er} mars 1963, folios 204-208.

²³³ Cherchant à diversifier leurs sources d'information et à affirmer leur indépendance, les Sénégalais passent en 1961 un contrat avec l'agence américaine *United Press International* qui prévoit "la fourniture d'un service en langue française de trois heures par jour", tandis qu'un journaliste permanent du *Washington Post* s'installe à Dakar. Or, cet accord est de courte durée puisqu'en septembre 1964, l'agence américaine cesse ses activités, accusée d'ingérence dans les affaires intérieures du Sénégal. D'après *ibid.*, folio 210 et MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Sénégal, vol. 3136, dépêche de Jean de Lagarde, no 443/DAM/CP : *Activités américaines au Sénégal II*, Dakar, 11 août 1964, non foliotée, p. 8.

²³⁴ Les Américains démontrent un zèle particulier dans l'intérêt qu'ils portent aux questions sociales au Sénégal. Ainsi un agent chargé des questions syndicales et sociales fait parti du personnel de l'ambassade. D'après MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Lucien Paye, no 070/DAM/PC : *op. cit.*, 1^{er} mars 1963, folio 209.

à fait substantielle et vient grossir les chiffres de l'aide officielle surtout lorsque l'assistance gouvernementale connaît un certain ralentissement à partir de 1965-1966. L'ensemble de ces activités est d'autant plus important aux yeux des Sénégalais que les États-Unis sont le premier pays étranger à contribuer au renforcement du nouvel État après la fin du régime colonial.²³⁵

Sur le plan privé, les relations économiques entre les États-Unis et le Sénégal sont plutôt modestes. La très grande intégration de l'économie sénégalaise à l'économie française et le manque de ressources naturelles n'encouragent pas le développement de liens forts entre les deux pays. Huitième fournisseur mondial du Sénégal en 1961, les États-Unis ne voient pas leurs relations commerciales s'intensifier en raison d'un grand déséquilibre des échanges au désavantage du Sénégal.²³⁶ En fait, même si celui-ci ne semble pas laisser de marbre les milieux d'affaires américains et que plusieurs compagnies, bancaires ou autres, prennent des participations dans des firmes sénégalaises, on n'assiste à aucune envolée dans ce domaine, la plupart de ces investissements étant d'ailleurs souvent le fait d'association de capitaux franco-américains.²³⁷

²³⁵ *Ibid.*, folio 200.

²³⁶ Les Français considèrent d'ailleurs que toute augmentation des échanges entre ces deux pays serait catastrophique pour le Sénégal et y voient une impasse pour l'avenir de la zone franc. "La situation du Sénégal vis-à-vis de la zone dollar est donc pour l'instant très défavorable et pourrait se dégrader davantage si des relations commerciales plus étroites étaient nouées, provoquant un accroissement des livraisons de produits américains et si le Sénégal recevait d'importants prêts du *Development Loan Fund* dont les annuités sont le plus souvent remboursables en dollars. De telles opérations pèseraient donc sur les disponibilités en dollar dans l'ensemble de la zone franc". D'après une publication de la *Documentation française, Chroniques étrangères-États-Unis*, no 278, 15 avril 1961, dans MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Sénégal, vol. 3136.

²³⁷ On peut citer par exemple la prise de participation en 1962 l'*International Minerals Chemical* à la Compagnie sénégalaise des phosphates de Taïba à hauteur de 12% avec une possibilité pour la société américaine, sur accord des actionnaires français, d'acquérir jusqu'à 51% du capital. De même, la société africaine de Raffinage voit son capital réparti entre le gouvernement du Sénégal, des groupes français

En fait, comme souvent en Afrique et plus particulièrement dans les pays francophones, si les États-Unis montrent un certain attachement au développement politique et économique des jeunes nations ainsi qu'une volonté d'étendre leur influence et qu'ils déploient tout un arsenal dans ce sens, cette politique ne s'accompagne néanmoins pas toujours de réalisations concrètes. Dans le cas du Sénégal, celles-ci apparaissent d'autant plus compliquées à obtenir que le gouvernement sénégalais formule quelques réticences sur le plan politique à l'endroit des activités états-uniennes tout en acceptant par ailleurs tout à fait promptement l'aide économique et financière ainsi qu'en témoignent plusieurs documents américains et français.²³⁸

L'ambassadeur Hervé Alphanand résume la situation dans ces mots :

“En règle générale, dès qu'on parle du Sénégal au Département d'État, c'est pour entendre regretter que le désir qu'a Washington de faire quelque chose en faveur de ce pays ne trouve que difficilement des champs d'application du fait des hésitations du gouvernement de Dakar, de ses continuels changements d'idées, et de son impossibilité à se plier aux procédures –certes lourdes- de l'AID.”²³⁹

Dans une autre dépêche, le nouvel ambassadeur de France aux États-Unis, Charles Lucet, indique que la situation sénégalaise inquiète alors que Washington tente depuis plusieurs années de mettre en place un programme cohérent d'aide au profit de Dakar et que celui-ci n'a abouti à aucun résultat convaincant. Les raisons invoquées sont alors les suivantes :

(41,8% des parts), américains (23,6%) et anglais. Dans le domaine bancaire, la *Bank of America* et la *Bankers Trust* détiennent respectivement des intérêts à la Banque Internationale du Commerce et de l'Industrie et à la Société Générale de Banques du Sénégal, tandis que la *First National City Bank* ou la *Bank Allen & Co* poursuivent à l'époque des pourparlers pour la création d'un nouvel établissement bancaire en Afrique francophone. D'après MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Lucien Paye, no 070/DAM/PC : *op. cit.*, 1^{er} mars 1963, folios 211-215.

²³⁸ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Sénégal, vol. 3136, dépêche de Jean de Lagarde, no 443/DAM/CP : *op. cit.*, 11 août 1964, non foliotée, p. 2-3.

²³⁹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Hervé Alphanand, Washington, no 346/DAM : *Les États-Unis et le Sénégal*, 17 mars 1965, non foliotée, p. 2.

“a) La plupart des propositions sénégalaises sont mal présentées...

b) Comme l’a dit M. Mennen Williams au président lors de son dernier voyage, le Département d’État est soucieux de ne pas accorder au Sénégal une assistance lui permettant d’utiliser directement des dollars. Ceux-ci, dit-on, servent en fin de compte à la France pour acheter, ici, de l’or.

c) Les procédures de l’AID lourdes et rigoureuses s’accommodent mal des méthodes de travail sénégalais.

d) Enfin, au sein du gouvernement de Dakar, la cohésion est loin de régner et on garde un mauvais souvenir de l’opposition visible entre le ministre des Finances et le ministre du Plan et du Développement au cours des entretiens qu’ils ont eus avec l’Administration durant leur séjour à Washington...”²⁴⁰

Pourtant, les autorités américaines semblent mettre tout en œuvre pour consolider ces relations. Ainsi, ils nomment au printemps 1964, un nouvel ambassadeur en la personne de Mercer Cook. D’origine africaine, celui-ci se présente comme la symbiose parfaite entre la culture anglo-saxonne et française puisqu’il a fait une partie de ses études à la Sorbonne où il a été l’ancien condisciple et ami de Senghor. Nouvel atout de Washington à Dakar, cette arrivée paraît s’effectuer au moment même où, désireux d’intensifier leurs activités au Sénégal, les Américains s’y trouvent limités par les manquements sénégalais.²⁴¹ L’ouverture d’une ambassade soviétique au courant de l’année 1963 n’est pas étrangère à leur implication. Les résultats que semble donner l’initiative soviétique, poussent d’autant plus les Américains à tout faire pour couronner de succès leur propre engagement. Si on n’assiste pas à une augmentation substantielle des réalisations américaines à l’époque (un accroissement des montants alloués reste toutefois notable), il est certain que la présence à l’ambassade américaine d’une oreille attentive et toute acquise amène les autorités sénégalaises à quelques épanchements.

²⁴⁰ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Charles Lucet, no 1572/DAM : *Sénégal*, Washington, 2 décembre 1965, non foliotée, p. 2-3.

²⁴¹ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Sénégal, vol. 3136, dépêche de Jean de Lagarde, no 443/DAM/CP : *op. cit.*, 11 août 1964, non foliotée, p. 6-7.

Dans ce contexte, on retrouve rapportés, à quelques reprises dans les archives américaines, des commentaires assez violents de personnalités sénégalaises stigmatisant une certaine conduite néo-coloniale française sans doute dans le but de mettre en compétition les deux gouvernements. Ainsi dans une dépêche de la mission américaine auprès de la Communauté européenne, son représentant fait état des propos de l'ambassadeur sénégalais en Belgique, Djim Momar Guèye, et met en avant le fait que le Sénégal ne se satisfait pas de l'attitude française et de sa politique d'aide et formule une demande d'assistance accrue auprès des Américains, mettant dans la balance la possibilité pour le Sénégal de se tourner vers un "autre système économique – similaire à celui de la Guinée et du Mali".

"Les Français avaient failli à leur obligation de payer un surprix et avaient fait pression sur les cinq autres [États membres de la CEE] pour reprendre le marché des arachides sénégalaises. Au même moment, la France avait réussi à garder le Sénégal comme marché pour les produits français. Même quand la France fournissait le surprix, les exportations françaises coûteuses enlevaient tout avantage réel. Où est l'aide là-dedans? La France est déterminée à maintenir la position du Sénégal comme producteur de matière première. En même temps, elle prévoit continuer à l'utiliser comme marché pour les produits français. Les États-Unis ne pourraient-ils pas plus assister le Sénégal? Par exemple, les États-Unis ne pourraient-ils pas financer un plan de développement de dix ans pour Dakar, compte tenu de sa grande importance militaire et commerciale? Mieux encore, les États-Unis ne pourraient-ils pas aider à établir un juste prix pour les produits oléagineux? Plusieurs des états francophones sont dégoûtés par la position dans laquelle la France les a mis. Ils aimeraient bien échapper à la relation producteur primaire-marché mais n'ont personne vers qui se tourner..."²⁴²

²⁴² "The French had escaped their obligation to pay surprix and had pressured the other five [EEC member States] into taking over the market for Senegalese peanuts. At the same time, France had been successful in keeping Senegal as a market place for French products. Even when France had provided the surprix, high-priced French exports forced on Senegal had taken away any real advantage. Where is the aid in that? France is determined to maintain Senegal's position as a producer of one primary product. At the same time, France plans to continue to use Senegal as a market place for French goods. Is the US not able to assist Senegal more? For example, could the U. S. not finance a ten-years development plan for Dakar, given its great military and commercial importance? Better still, could not the US help establish a fair world price for oleaginous products? Many of the francophone States are disgusted by the position in which France has put them. They would like to escape the primary producer-market place relationship but have no place to turn..." NARA, RG59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2184, dossier POL FR-SENEG, dépêche de C. Hoyt Price, no ECBUS A-10 : *French/Senegalese Relations ; Senegalese Reactions to Nigerian Associations*, Bruxelles, 7 juillet 1964, non foliotée, p. 3.

Ce genre d'observations, au demeurant peu flatteuses pour la France, est rare dans les documents bien que les Américains les relèvent généralement. En 1965, l'ambassadeur Mercer Cook évoque lui aussi l'un de ses entretiens avec Senghor au cours duquel le Président sénégalais se plaignait du Ministre de la Coopération et des "capitalistes français". Senghor accuse alors les Français, après avoir suspendu leurs subventions pour soutenir les prix des arachides, d'avoir fait capoté le projet visant la construction d'une usine de traitement de poisson en décourageant les Américains puis les Soviétiques d'y participer, conduisant ainsi l'économie sénégalaise à sa perte. Lors de cette rencontre, Senghor semble avoir avancé comme raison des sabotages français de l'économie locale le fait que le Sénégal ait opté pour un socialisme africain, qu'il se soit africanisé plus rapidement que la Côte d'Ivoire et qu'il tente d'élargir ses marges de manœuvres et d'ouvrir son économie à d'autres partenaires, entre autres américains.²⁴³ Si par ce jeu, Dakar entend alors inciter les Américains à augmenter leur assistance ou espère faire fléchir Paris, on ne perçoit cependant aucune observation à ce sujet dans les archives françaises équivalentes que nous avons parcourues.

Ces doléances mettent par ailleurs en évidence l'impact que le rôle de la France au Sénégal a sur l'intervention américaine. Dès 1963, les Américains réaffirment leur incapacité à mener une politique d'assistance partout où cela serait nécessaire et confirment les anciennes puissances coloniales, surtout la Grande-Bretagne et la France, dans leur premier rôle. Washington apparaît alors comme un second violon et encourage la mise en place de politiques concertées et à l'harmonisation des

²⁴³ NARA, RG59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2184, dossier POL 1 FR-SENEG, dépêche de Mercer Cook, no A-183 : *Senghor's Frustrations with the French*, Dakar, 16 novembre 1965, non foliotée, p. 1.

programmes américains et européens (français dans les cas qui nous préoccupent). L'intervention des États-Unis se limite alors aux secteurs spécifiques où l'ancienne métropole agit peu ou n'agit pas. Au Sénégal, par exemple, les Américains fournissent du matériel dont la France ne dispose pas et prennent part à la mise sur pied de projets en collaboration avec celle-ci.²⁴⁴ Or, si Washington accepte ce rôle complémentaire, les documents tendent à mettre de l'avant l'idée de la trop grande présence de la France au Sénégal qui empêche d'autres concurrents de percer sur ce marché national. Les Américains se montrent ainsi extrêmement critiques sur le rôle de la France qu'il considère trop important, que ce soit au Sénégal ou dans d'autres pays de l'ancienne Afrique française, tandis qu'ils estiment les Africains incapables de trouver leur place au côté d'une métropole envahissante.

“Dans plusieurs anciens pays d'Afrique française, il y a un effort louable pour au moins faire croire que les Français sont sur la banquette arrière ; les Sénégalais eux, par contre, s'attendent à ce que les Français conduisent la voiture, s'assoient en arrière et paient même pour l'essence. Avec un drapeau sénégalais qui flotte au-dessus d'un tel véhicule tricolore, il n'est pas étonnant qu'à la fois Français et Sénégalais soient parfois schizophrènes quant à leur nouvelle relation. Le président Senghor lui-même, qui possède une femme et un passeport français, dit “Nous, les Français” quand il est en vacances en Normandie et “Nous, les Africains” quand il retourne à Dakar.”²⁴⁵

²⁴⁴ Cette mise à disposition de matériel (prêt de matériel lourd utilisé pour des travaux d'utilité publique) va permettre aux Américains de mettre en place une mission militaire permanente au Sénégal ce qui dans un premier temps déplait tout à fait à la France. MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Lucien Paye, no 070/DAM/PC : *op. cit.*, 1^{er} mars 1963, folios 201-202 ; et télégramme de M. Gorse, no 6247/52, Paris, 3 mars 1962, folios 77-78. Nous reviendrons par ailleurs en troisième partie sur cette collaboration franco-américaine en Afrique.

²⁴⁵ “In many ex-French African countries, there is a noble effort to at least pretend that the French are in the back-seat ; the Senegalese, however, expect the French to drive the car, ride in the back-seat and even pay for the gas. With the Senegalese flag flying on top of such a tri-colored vehicle, it is no wonder that both French and Senegalese are sometimes schizophrenic about their new relationship. President Senghor himself, with a French wife and a permanent French passport in his possession, says “Nous, les français” when on vacation in Normandy and “Nous, les Africains” when he returns to Dakar”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2475, dossier POL 2 SENEG, dépêche de M. Lukens, no A-107 : *General Impression of Senegal*, Dakar, 27 octobre 1967, non foliotée, p. 2.

On assiste donc à un nouveau paradoxe où les Américains acceptent et encouragent la présence européenne (française), mais uniquement dans la mesure où celle-ci n'accapare pas tout l'espace. De là, peut-on conclure que Washington recherche avant tout une garantie politique auprès de la France, que ses anciennes colonies resteront dans le giron occidental, tout en considérant ces zones vierges de toute allégeance sur le plan économique et commercial ? C'est en tout cas ce que porte à croire la lecture des recommandations, sur la politique à suivre au Sénégal, adressées au Département d'État en 1968 par l'ambassadeur américain à Dakar.

"Nous devrions essayer d'aider Senghor à trouver de l'aide d'autant de différentes sources (occidentales) que possible et voir à ce qu'un usage efficace de cette aide donnée soit fait. En particulier, nous devrions contribuer à un programme multinational pour convertir l'Université de Dakar en une institution africaine, surtout pour les états de l'OERS, et qui va redéfinir ses buts éducatifs pour les orienter vers le développement économique, social et culturel africain. Nous devrions continuer et étendre par tous les moyens possible les sources américaines d'aide publique et privée (Peace Corps, PL 480, Fondation Ford, AAI, investissements privés américains) qui vont accroître notre influence et, sans se substituer à l'aide française, promouvoir le développement du pays. Dans ce sens, nous devrions encourager le développement de programmes régionaux comme l'OERS et faire de notre mieux pour trouver du financement pour des projets dignes d'intérêt. Un programme USIS efficace peut rapporter de gros dividendes, non seulement par un travail de contact essentiel avec les groupes visés, mais également en donnant une publicité adéquate et équilibrée à toutes les différentes manifestations de l'influence américaine. Des présentations culturelles accrues et des programmes de bourses d'échange serviraient à concrétiser notre intérêt pour le Sénégal... Par tous les moyens possibles, nous devrions encourager Senghor et ses ministres à penser en termes de ce qui est mieux pour la nation indépendante du Sénégal et non pour le Sénégal qui a été un appendice économique, politique et culturel de la France."²⁴⁶

²⁴⁶ "We should try to help Senghor find aid from as many different (Western) sources as possible and see that effective use is made of the aid given. In particular, we should assist in a multinational program to convert Dakar University into an African institution, primarily for the OERS states and which will re-define its educational goals towards African economic, social, and cultural development. We should continue and expand in every way possible U. S. public and private aid sources (Peace Corps, PL-480, Ford Foundation, AAI, private American investments) which will enhance our influence and, without substituting for French aid, promote the development of the country. In this regard, we should encourage the development of regional programs such as the OERS and do our best to find financing for worthy projects. An effective USIS program can pay large dividends, not only in essential contact work with target groups, but also by giving proper and balanced publicity to all of the different manifestations of U. S. influence. Increased cultural presentations, and exchange grant programs would serve to dramatize our interest in Senegal... In every way possible, we should encourage Senghor and his ministers to think in terms of what is best for the independent nation of Senegal and not the Senegal which has been an

Pour leur part, les Français observent les interventions américaines d'un oeil attentif. S'ils ne considèrent pas celles-ci comme une réelle source de concurrence, ils n'en restent pas moins circonspects dans le cas du Sénégal, tout comme dans celui des autres États africains francophones.²⁴⁷ On retrouve dans divers documents d'archives des notes à ce sujet qui démontrent certaines craintes françaises quant à l'évolution de l'influence américaine, bien que l'idée que Washington voit Dakar comme une chasse gardée française soit réaffirmée et que les Américains apparaissent encore peu préparés à répondre aux exigences du milieu africain.

“L'aide américaine, tant gouvernementale que privée, est un fait qu'il serait vain de nier la réalité. Des jalons ont été posés, des pions mis en place qui assurent aux États-Unis une présence déjà non-négligeable dans les divers secteurs de la vie publique et privée du Sénégal. A considérer les uns et les autres, on ne peut toutefois se défendre de l'impression qu'ils ne sont pas ou pas encore l'expression d'un grand plan d'ensemble visant à assurer aux intérêts américains une place privilégiée dans ce pays. Au vrai, si les capitaux ne manquent pas, ce sont peut-être les hommes qui ne répondent pas encore –barrière linguistique et préjugé aidant– suffisamment à l'appel. Dans les milieux de l'ambassade américaine est d'ailleurs perceptible un net découragement ou plutôt un désenchantement certain vis-à-vis du partenaire sénégalais toujours prêt à entreprendre beaucoup de choses sans les mener assez souvent à leur conclusion.”²⁴⁸

economic, political, and cultural appendage of France”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2475, dossier POL 2 SENEG, dépêche de M. Brown, Dakar, no A-374 : *Political-Economic Assessment for Senegal*, 3 août 1968, non foliotée, p. 10-11.

²⁴⁷ “Les activités américaines au Sénégal ne sont actuellement pas de nature à susciter de notre part un réel émoi. Mais en dépit des déclarations d'intention le zèle des agents locaux peut les amener à déborder le cadre qui leur est assigné ; c'est ainsi que récemment des démarches ont été entreprises auprès de l'ambassade américaine et du gouvernement sénégalais pour qu'à des travaux de recherches effectués sur crédits français ne succèdent pas des réalisations exclusivement américaines. Pour pallier ce risque on pourrait imaginer une procédure de consultation préalable plus systématique que la simple liaison de fait qui existe entre les services français et américains de l'aide et nos partenaires américains y ont fait plusieurs fois allusion. Toutefois la réponse à cette question ne dépend pas seulement comme on le croit parfois de l'état des rapports franco-américains mais doit tenir compte de l'opinion sénégalaise qui pourrait s'émouvoir d'une coordination qui réduirait ses possibilités tactiques et où elle ne manquerait pas de voir une nouvelle forme de tutelle occidentale... Il n'en reste pas moins que, s'il est encore imperceptible, le risque est pour nous latent de voir un accroissement des interventions américaines au Sénégal s'accompagner de corollaires comme la formation professionnelle et le développement de la langue anglaise”. MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Lucien Paye, no 070/DAM/PC : *op. cit.*, 1^{er} mars 1963, folios 218-219.

²⁴⁸ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Sénégal, vol. 3136, dépêche de Jean de Lagarde, Dakar, no 443/DAM/CP : *op. cit.*, 11 août 1964, non foliotée, p. 8.

Quoi qu'il en soit, Paris semble convaincu de la fidélité des autorités sénégalaises, qui témoignent dès qu'elles en ont l'occasion de leur attachement à la France et à sa culture tout en insistant sur leur indépendance politique.

Les dépêches rapportant le voyage qu'effectue Senghor aux États-Unis en 1966 attestent tout à fait ce phénomène. Reçu par un Lyndon Johnson qui voue une admiration et un respect particuliers à la personne de Senghor, le voyage du leader sénégalais est un grand succès présentant aux Américains ce visage qui leur est si cher de la "bonne Afrique". Synonyme de sagesse et de modération, Senghor apparaît aux yeux des Américains comme "l'intellectuel devenu homme politique et dont le prestige a permis à son pays un rayonnement bien supérieur à la modicité de ses dimensions, de ses ressources et de sa population".²⁴⁹ Alors qu'à l'époque, on se pose au Département d'État la question de savoir s'il faut poursuivre l'effort américain dans ce pays, cette visite vient opportunément confirmer l'importance que représente le Sénégal dans l'équilibre régional pour les intérêts du monde occidental en général et des États-Unis en particulier, et ce bien que cet État soit perçu comme étant trop proche de son ancienne métropole et qu'il n'apparaisse pas toujours suivre les démarches politiques de Washington.²⁵⁰ Entouré de nations favorables aux thèses marxistes, le Sénégal avec ses convictions non alignées se pose comme une pierre angulaire de la stratégie occidentale

²⁴⁹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 625, dépêche de Jacques Leprette no 1528 (?)/DAM : *op. cit.*, 2 septembre 1966, non foliotée, p. 2, et MAE, série DAM, sous-série Sénégal, vol. 3136, dépêche de Charles Lucet, no 1586/DAM : *Voyage de Senghor aux États-Unis*, Washington, 12 octobre 1966, non foliotée, p. 3. Au cours de son séjour Senghor parlant comme noir, comme africain et comme francophone, se fait avocat de la négritude mais aussi de la Francophonie confirmant son attachement à la langue et à la culture françaises qui, contrairement à ce les Américains croient, ne gardent pas les anciennes colonies dans un carcan mais confère au contraire un accès supplémentaire à l'universalité.

²⁵⁰ Dans son rapport annuel, l'ambassadeur américain défend et insiste sur l'importance de continuer la politique d'assistance publique au Sénégal. Il expose à cette occasion les différents éléments qui tendent à s'opposer à ce soutien afin de les contrecarrer et de justifier ses recommandations. NARA, RG59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2650, dossier POL 1 SENEG-US, dépêche de Mercer Cook, Dakar, no A-383 : *op. cit.*, 7 mai 1966, non foliotée, p. 2-7.

en Afrique de l'Ouest dont le progrès économique est fondamental afin d'exhorter les États radicaux à la modération et de les tenter de suivre le modèle occidental de développement, ainsi que l'atteste cet extrait du rapport annuel de 1966 rédigé par l'ambassadeur américain Cook :

“Au moment d'écrire ceci, le Sénégal est entouré de pays qui ont soit déjà épousé une forme de radicalisme marxiste (la Guinée et le Mali) ou qui pourraient être en train de virer dans cette direction (la Mauritanie). Si le Sénégal devait se joindre au camp “radical” pour cause de difficultés économiques, c'est toute la saillie occidentale du continent qui serait perdue pour les Occidentaux et aucune quantité d'aide américaine ne pourrait alors récupérer ce qui a été perdu. Si, en revanche, le Sénégal tient bon et prospère alors que les “radicaux” s'effondrent, des tendances à la modération et à la coopération avec l'Occident pourraient être initiées qui changeraient la face de l'Afrique de l'Ouest.”²⁵¹

Par conséquent, malgré l'absence de ressources naturelles et d'intérêts économiques évidents, le Sénégal apparaît aux yeux des Américains comme un pays modèle auquel un soutien politique et économique doit être apporté, que ce soit de la part de l'ancienne métropole ou d'eux-mêmes, afin d'éviter tout dérapage idéologique. Même si progressivement le danger communiste se fait nettement moins actif en Afrique à partir de la fin des années 60, Washington reste toutefois soucieux de limiter au maximum l'extension de la “subversion” marxiste en Afrique et tente dans ce sens d'y consolider les positions occidentales comme l'indique sa politique conduite en Guinée.

²⁵¹ “At the present writing, Senegal is surrounded by countries which have either already espoused a form of Marxist radicalism (Guinea and Mali) or may be veering in that direction (Mauritania). If Senegal should join the “radical” camp as a result of economic difficulties, the entire Western bulge of the continent will have been lost to the West and no amount of US aid will then retrieve that which has been lost. If, on the other hand, Senegal holds firm and prospers while the “radicals” founder, trends of moderation and cooperation with the West could be set in motion which would alter the face of West Africa”. Ibid., p. 6-7.

C- LE CAS DE LA GUINÉE : ENTRE COMMUNISME ET BAUXITE

Les pays que nous venons de considérer ont en commun le fait qu'ils n'aient à aucun moment nié leur attachement au bloc occidental et qu'ils n'aient jamais réellement rompu leurs liens avec l'ancienne métropole même si dans le cas de la Tunisie l'évolution des rapports s'est fait à l'ombre de nombreux désaccords. Étudier un pays comme la Guinée nous amène à analyser une situation à tous égards différente des contextes précédents avec par conséquent un développement des relations avec les États-Unis spécifique. Sortie de l'aire d'influence française, considéré comme un pays sensible aux thèses marxistes et ouvert à la pénétration soviétique, la Guinée apparaît comme l'État type où les Américains devraient intervenir pour des raisons idéologiques. Or, le niveau élevé des montants d'assistance au développement dont bénéficie cet État nous amène plutôt à penser que d'autres intérêts sont en jeu.

A la fin du mois de septembre 1958 alors que le président de Gaulle propose aux anciennes colonies françaises l'établissement d'une fédération franco-africaine -la Communauté-, la Guinée, sous les auspices de son chef Sékou Touré, refuse le nouveau "contrat" et réclame pour son pays l'indépendance immédiate et sans concession. Piquées au vif, les autorités françaises entérinent le choix de la Guinée en retirant simultanément tous leurs cadres et leurs crédits et en refusant de parrainer le jeune État pour son entrée aux Nations Unies. Ce passage inattendu et sans préparation à l'indépendance laisse la nouvelle République dans une situation presque désespérée quant aux ressources dont elle dispose puisqu'elle se trouve dépourvue d'encadrement administratif, de banques, de monnaie propre et est confinée dans une économie

coloniale dépendante des investissements et des débouchés de la métropole qui décline alors toute responsabilité.

Le politicologue Ebere Nwaubani estime que lorsque Paris retire ses trois mille fonctionnaires dans les deux mois qui suivent la déclaration d'indépendance de la Guinée, celle-ci ne dispose que de quinze diplômés de l'enseignement secondaire sur près de 2,6 millions d'habitants, que le taux d'analphabétisme est de 95% et que le secteur tertiaire est inexistant. De plus, il met en évidence que le système colonial n'ayant aucunement permis le développement d'une économie moderne, l'économie de la Guinée repose alors encore sur un système purement mercantile où la colonie fournit des matières premières subventionnées (surtout des produits agricoles : bananes et café) afin d'acquérir les biens manufacturés. À la charge complète de la France et de ses subsides, la Guinée se trouve donc en octobre 1958 si démunie que seul un prêt du Ghana de 10 millions de livres la maintient hors du marasme.²⁵²

Troisième pays d'Afrique noire à obtenir son indépendance, la Guinée et son leader bénéficient cependant d'un fort capital de sympathie partout en Afrique et dans le Tiers-Monde. Chef d'un pays martyr, victime de la mesquinerie française, Sékou Touré apparaît comme le "symbole du courage et le champion d'un nationalisme radical et intransigeant". Tandis qu'il refuse de choisir entre capitalisme et socialisme, le nouveau régime ne reconnaît dès l'indépendance qu'un seul choix, l'Afrique et le nationalisme.²⁵³ Dans ce sens, il opte pour une voix africaine de la révolution et du développement (le socialisme africain) qui vise "à créer une nation guinéenne

²⁵² D'après Ebere Nwaubani, *The United States and Decolonization in West Africa, 1950-1960*, Rochester, The University of Rochester Press, 2001, p. 210.

²⁵³ Elikia M'Bokolo, *L'Afrique au XX^{ème} siècle*, Paris, Seuil, 1985, p. 161.

rassemblant toutes les ethnies et privilégiant les valeurs africaines authentiques (langues nationales, arts populaires, héros africains...)”.²⁵⁴

Sur le plan international, cette profession de foi se concrétise non seulement par un soutien aux mouvements africains d’émancipation nationale et la recherche de l’unité du continent noir, mais aussi par une attitude de non-alignement qui envisage de ne se soumettre à aucune des puissances et de traiter de la même manière les États-Unis, l’URSS et la Chine communiste, dont on craint par ailleurs les visées hégémoniques et l’ingérence dans les affaires du pays.²⁵⁵ À l’épreuve de la réalité internationale, ce programme connaît malgré tout certaines entorses.

Si dès la proclamation de l’indépendance de la Guinée le 2 octobre 1958, le Libéria et le Ghana, rapidement suivis par l’URSS, reconnaissent le nouvel État, la France parvient, à coup de grandes manœuvres et de chantages, à différer cette reconnaissance par ses alliées.²⁵⁶ Se rangeant derrière la position française, les autorités de Washington mettent ainsi plus de trois semaines à reconnaître la nouvelle république.²⁵⁷ De plus, n’appuyant aucunement –mais ne s’y opposant pas non plus– la demande d’adhésion de celle-ci à l’ONU en décembre 1958, les États-Unis retardent au maximum la mise en place de rapports diplomatiques normalisés et n’inaugurent qu’en mai 1959 leur ambassade à Conakry. De là, malgré plusieurs tentatives, les relations américano-guinéennes restent froides et ténues et le demeurent tout au long du mandat

²⁵⁴ Muriel Devey, *La Guinée*, Paris, Karthala, 1997, p. 137-138.

²⁵⁵ D’après *Ibid.* et M’Bokolo, *op. cit.*, p. 162-164.

²⁵⁶ De Gaulle menace une fois encore de quitter l’Otan dans le cas d’une reconnaissance prématurée de la nouvelle république invoquant le fait que la France et son ancienne colonie sont alors encore en pleines négociations de transfert de pouvoir. Washington attendra ainsi le feu vert de Paris avant de pousser plus loin. Voir Nwaubani, *op. cit.*, p. 205-227.

²⁵⁷ NARA, RG 273, NSC 5818, *Report on Africa South of the Sahara Prior to Calendar Year 1960*, 14 January 1959, cité par *ibid.*, p. 211.

d'Eisenhower, et ce malgré une intensification croissante de la présence de Moscou et de ses alliés en Guinée. Toutefois, les Américains tentent à plusieurs reprises de revenir sur la scène guinéenne mais, à l'image du projet de barrage de Konkouré où les États-Unis se font éconduire par Sékou Touré face à une offre russe plus intéressante, ces derniers semblent inaptes à proposer des solutions plus avantageuses et sont ainsi contraints à demeurer spectateurs de la pénétration communiste.²⁵⁸ Dès lors, les pays du bloc soviétique prennent une place croissante dans le pays, répondant aux demandes d'assistance dans tous les secteurs (économique, social, culturel et militaire).²⁵⁹ En 1960, le bloc communiste est ainsi le premier partenaire de la Guinée et même si les Américains s'en inquiètent, les dispositions prises (envoi d'une mission de l'ICA en Guinée et accueil de Sékou Touré en visite officielle à Washington en octobre 1959), toujours empreintes d'un désir de ne pas froisser la France, ne débouchent sur aucune amélioration significative des relations avec Conakry qui restent quasi inexistantes.²⁶⁰ Cet attentisme de l'équipe républicaine est d'ailleurs l'objet de nombreuses attaques de la part des Démocrates en campagne qui accusent Eisenhower d'avoir permis à l'URSS de s'engouffrer dans la brèche ouverte par le retrait de Paris.

Dans ce contexte, il apparaît que l'attitude américaine reproduit alors pleinement la politique africaine menée par Eisenhower que nous avons exposée maintes fois au cours de cette partie et qui place l'intérêt européen avant toute autre considération, les nouveaux États restant le domaine réservé des anciennes puissances coloniales.

²⁵⁸ Nwaubani, *op. cit.*, p. 216-218.

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 215-223.

²⁶⁰ Nwaubani rapporte dans son chapitre de nombreux extraits de documents montrant l'inquiétude américaine quant à cette percée communiste mais également confirmant la volonté de Washington de conserver avant tout dans cette affaire de bonnes relations avec la France et au sein de l'OTAN, *ibid.*, p. 216.

Qualifiée d'eurocentriste, cette politique est tout spécialement applicable au cas guinéen avec une subordination systématique des décisions américaines aux volontés françaises, les relations américano-guinéennes étant alors totalement fonction des liens franco-guinéens et de leur évolution. Pour Nwaubani, la situation de la Guinée est tout à fait spécifique car en sortant de l'orbite française de façon aussi soudaine et radicale, celle-ci est allée à l'encontre du modèle progressif de transfert des pouvoirs de l'autorité coloniale aux Africains préconisé par l'administration américaine. Selon cet auteur, les États-Unis se montrent alors incapables de répondre à des besoins africains hors du cadre européen.²⁶¹

L'arrivée de Kennedy profite à la Guinée qui se voit allouer des montants importants de la part de Washington, dont le souci avoué est alors de "ramener à la bergerie la brebis égarée". Encore froides au début du mandat de Kennedy, les relations avec la Guinée vont graduellement s'améliorer grâce à une généreuse politique d'aide au développement. Principalement récipiendaire des programmes de l'*AID* octroyé sous forme d'assistance technique et de dons pour le développement, la Guinée bénéficie également d'une assistance financière, du plan *Food for Peace* et de l'envoi de volontaires du *Peace Corps* pour des montants avoisinants les 20 millions de dollars par année à partir de 1961.²⁶² Dans cet effort, ils sont aidés à partir de la fin de 1961 par un relâchement des relations entre Moscou et Conakry suite au désenchantement croissant

²⁶¹ Dans ce sens, l'auteur compare les difficiles relations des États-Unis avec la Guinée avec celles entretenues avec le Ghana et montre que dans le cas d'Accra l'indépendance, résultat d'un accord mutuel entre le Royaume-Uni et sa colonie, a débouché non seulement sur des relations amicales avec l'ancienne métropole mais aussi avec les États-Unis. *Ibid.*, p. 226-227. Nous devons néanmoins noter ici que le leader ghanéen, Kwame N'Krumah, a de forts liens avec le pays de l'Oncle Sam y ayant fait une partie de ses études, ce qui n'est pas le cas de Sékou Touré.

²⁶²: MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 453, dépêche de Hervé Alphan, no 1182/AL : *op. cit.*, 11 mai 1961, folios 218.

des autorités guinéennes face “aux insuffisances de l’assistance soviétique et à l’inaptitude relative des pays communistes à satisfaire les besoins guinéens”.²⁶³ Très critiques de la politique de déférence de leurs prédécesseurs à l’égard de la France, les nouveaux décideurs démocrates, malgré une politique active en direction de ce pays, se montrent avant tout désireux d’assurer la transition avant une reprise des relations franco-guinéennes.²⁶⁴ C’est en tout cas ainsi que l’entendent les diplomates français de l’époque, comme en témoigne ce commentaire de Hervé Alphanand en mars 1963.

“Pour qui a suivi de près l’évolution des vues des services du Département d’État, il semble que l’action américaine en Guinée vise essentiellement à assurer une sorte d’interim occidental dans l’attente du jour où une amélioration décisive des relations franco-guinéennes permettra une reprise complète de l’assistance française. Chaque fois que les Américains recueillent des indications du désir des Guinéens de rétablir une coopération sans restriction avec la France, ils s’empressent de nous en faire part avec l’espoir évident que Paris ouvrira la porte grande à “l’enfant prodigue”. ”²⁶⁵

Washington agit ici en phase avec sa “doctrine” de ne laisser aucune vacance occidentale susceptible de permettre aux communistes de se tailler la part belle - d’autant plus que la Guinée semble très bien disposée vis-à-vis du bloc soviétique-, tout en souhaitant ardemment une présence de l’ancienne métropole. Cette politique correspond tout à fait à celle menée ailleurs en Afrique à partir de 1962 qui, après les premiers mois suivant l’élection de Kennedy et l’accroissement de l’engagement de

²⁶³ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Hervé Alphanand, no 631/AL : *op. cit.*, 28 mars 1963. folios 245. L’ambassadeur français rappelle également que si les démocrates reprochent à Eisenhower d’avoir laissé Sékou Touré se tourner du côté du bloc communiste, ceux-ci admettent également que cette opération a permis aux autres États africains tentés de se tourner vers l’Est de mesurer les risques que cela impliquait. Aguibou Yansané affirme que l’origine de la discorde russo-guinéenne tient surtout au fait que Sékou Touré, convaincu d’être l’objet de plusieurs complots, renvoie en 1961 l’ambassadeur soviétique sous le prétexte que celui-ci aurait été l’instigateur de l’une de ces conspirations. Voir *Decolonization in West African States with French Colonial Legacy. Comparison and Contrast : Development in Guinea, the Ivory Coast and Senegal*, Cambridge, Schenkman Publishing Company, 1984, p. 284.

²⁶⁴ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 453, dépêche de Hervé Alphanand, no 1152/DAM, 10 mai 1962, folios 267-270.

²⁶⁵ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, dépêche de Hervé Alphanand, no 631/AL, 28 mars 1963. folios 245-246.

Washington auprès des jeunes États africains, voit se réaffirmer l'importance des anciennes métropoles.

Or, si en octobre 1964, Hervé Alphanand réitère dans une de ses dépêches son commentaire de 1963 sur le souhait américain de voir les relations entre Paris et Conakry se rétablir, son analyse de l'attitude américaine en Guinée change.

“Officiellement, on apparaît [au Département d'État] toujours désireux de voir la France reprendre en Guinée une place plus en rapport avec ses traditions africaines et son passé. Mais depuis bientôt trois ans que la manne américaine se déverse sur ce territoire, une évolution s'est dessinée. Au début, il s'agissait de faire pièce aux Russes, d'où la hâte de répondre aux avances guinéennes. Les Américains ont depuis lors sans aucun doute pris goût à la chose : la Guinée est pour eux une expérience intéressante ; s'ils continuent d'espérer qu'ils seront soutenus dans leurs efforts par d'autres nations occidentales, on ne parle néanmoins plus de relève, du moins dans le domaine économique. En bref..., on pourrait dire que les Américains installés en Guinée ne souhaitent plus la quitter.”²⁶⁶

Que s'est-il passé entre ces deux dépêches ? Pourquoi les Américains tout d'abord convaincus de la nécessité du rapprochement avec la France, envisagent-ils désormais un avenir à long terme en Guinée ? En quoi la situation locale s'est-elle transformée pour les amener à vouloir prendre pied dans la région ? Pour éclairer ces questionnements, revenons un instant sur la Guinée et ses possibles avantages pour un pays comme les États-Unis.

Pour bien comprendre la situation, rappelons que la Guinée bénéficie de ressources minérales et minières gigantesques, en particulier l'un des gisements de bauxite les plus importants au monde. Possédant en outre un réseau hydrographique hors du commun sillonné par de nombreux fleuves et cours d'eaux, la Guinée dispose

²⁶⁶ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 623, dépêche de Hervé Alphanand, no 1344/AL : *La Guinée et les États-Unis*, Washington, 21 octobre 1964, non foliotée, p. 5.

de l'un des potentiels hydroélectriques les plus importants d'Afrique.²⁶⁷ Cette situation est particulièrement propice au développement de l'exploitation de la bauxite, minerai de l'aluminium. Or, à partir des années 50, un boum de l'industrie de l'armement incite le gouvernement américain à soutenir son industrie de l'aluminium en encourageant la constitution de nouvelles compagnies dont les activités sont alors garanties par le gouvernement (garantie d'investissements, assurance de débouchés, accès aux prêts internationaux). L'émergence de ces nouvelles sociétés va transformer la donne. On assiste dès lors à la réorganisation internationale du marché de l'aluminium qui, jusque-là dominé par les Européens. Ces derniers voient s'imposer les sociétés nord-américaines (états-uniennes et canadiennes) soutenues par des moyens financiers et économiques non dépendants du statut colonial.²⁶⁸ Ainsi, bien que l'intérêt américain pour les gisements de bauxite de Guinée ne soit pas nouveau, l'évolution de la structure mondiale de ce secteur conjuguée à la rupture entre Paris et Conakry va conduire les États-Unis à se présenter comme le nouveau partenaire de la Guinée pour l'exploitation de son principal minerai.²⁶⁹

En effet, c'est en reprenant les rênes d'un projet initié par la société française des Bauxites du Midi, que le gouvernement américain se trouve engagé au côté de la compagnie Harvey Aluminium (Halco) dans une négociation avec le gouvernement guinéen. En fait, ce projet a été lancé à la fin des années 50. Or, au moment de

²⁶⁷ D'après Devey, *op. cit.*, p. 13-18.

²⁶⁸ Pour toutes ces questions sur l'évolution de l'organisation internationale de l'aluminium et la mise en valeur de la bauxite de la République de Guinée, voir l'incontournable étude de Bonnie Campbell, *Les enjeux de la bauxite. La Guinée face aux multinationales de l'aluminium*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1983.

²⁶⁹ Dès les années 20, des chercheurs américains obtiennent des permis pour la prospection et l'exploitation de la bauxite des îles de Los, situées au large de Conakry. Même si ces permis sont rachetés en 1934 par la Société des Bauxites du Midi – filiale, soit dit en passant de la compagnie américaine Alcoa- et que les études se poursuivent sous autorité française, surtout après la guerre, les Américains ne cessent pas pour autant de s'intéresser à ces gisements. *Ibid.*, p. 67-68.

l'indépendance guinéenne, il n'a toujours pas décollé. Aussi, Sékou Touré profite-t-il d'une demande de modification de contrat en 1961 pour prendre possession de tous les actifs guinéens de la société française à Boké et sur un autre site, Kassa. De là, les mains libres et prêt à tirer avantage de l'évolution du marché mondial, désormais aux mains des Américaines, le leader guinéen s'engage dans des négociations avec le "Grand capital". Ainsi, très paradoxalement, Sékou Touré qui a refusé la tutelle néo-coloniale que proposait la France, accepte-t-il non seulement de traiter avec les firmes multinationales mais par la même occasion de subordonner ses propres objectifs à ces mêmes intérêts étrangers. Les tractations débouchent finalement le 1^{er} octobre 1963 sur la signature d'une convention entre le gouvernement guinéen et la compagnie Halco.²⁷⁰ Prévoyant la création d'une société mixte, la Compagnie des Bauxites de Guinée dont le capital est détenu à 49% par l'État guinéen, cette convention accorde aux Américains la concession du gisement de Boké pour une période de 75 ans. Mis à la disposition d'Halco, qui s'engage par ailleurs à acheter la bauxite extraite, le gisement reste toutefois la propriété de la Guinée qui se réserve le droit de mettre fin au monopole en octroyant à d'autres sociétés des permis d'exploitation si les termes de l'entente ne sont pas respectés.²⁷¹

Ces transactions coïncident avec la reprise des relations entre les deux gouvernements. La Guinée tire de grands avantages de cette nouvelle association puisqu'elle se voit dès lors ouvrir non seulement les portes des programmes de l'USAID pour la livraison de surplus alimentaires (farine, lait en poudre, maïs et riz) mais aussi celles du financement international par son admission à la BIRD et par

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 66 et 83-85.

²⁷¹ Pour connaître l'ensemble des termes de cette négociation, voir *ibid.*, p. 85-87.

l'obtention de prêts et de garanties à l'investissement de différentes agences d'aide américaines et internationales. Ainsi, en 1964, l'USAID approuve le nouveau projet de Boké et accorde à la société Harvey une garantie de 20 millions pour son investissement initial. Par la suite, la Banque mondiale approuve en 1966, un prêt de 1,7 millions de dollars au gouvernement guinéen pour les études de prospection, de construction du chemin de fer et du pont nécessaires pour l'exploitation du site. De nouveaux accords signés en 1968 entre le gouvernement guinéen, la banque mondiale, l'USAID et la société Halco débouchent sur l'obtention d'un nouveau prêt de 64,5 millions de dollars. Au total, en 1969, on estime à près de 100 millions de dollars les coûts afférant à l'installation de l'usine de production de Boké, coûts auxquels participent dans une large mesure des capitaux privés et publics américains.²⁷² Avec l'essor des échanges entre les deux pays, les Américains deviennent en 1964 le client et le fournisseur principal de la Guinée. Ainsi si l'effort de Washington en matière d'aide est entre 1946 et 1962 d'environ 30 millions de dollars, ces sommes grimpent à plus de 100 millions entre 1963 et 1967, essentiellement réparties entre l'assistance technique et les dons pour le développement, l'assistance financière (crédits pour l'achat de marchandises américaines) et les dons de vivres sous l'égide du programme *Food for Peace*.²⁷³

Dans ces conditions, on comprend mieux les commentaires de l'ambassadeur Alphand sur l'attitude américaine à partir de 1964. Détenant également des participations dans le site de Fria, les Américains s'attachent toutefois à démentir l'idée

²⁷² *Ibid.*, p. 88-89.

²⁷³ D'après les sources françaises, MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 623, dépêche de Hervé Alphand, no 1344/AL : *op. cit.*, 21 octobre 1964, non foliotée, p. 6-8 et vol. 625, dépêche de Charles Lucet, Washington, no /AL : *Les États-Unis et la Guinée*, 27 avril 1966, non foliotée, p. 5-6.

véhiculée à l'époque par certains de ses partenaires africains de l'existence de larges flux d'investissements depuis les États-Unis vers la Guinée.²⁷⁴ Il n'en reste pas moins que Washington dispose sur place d'intérêts économiques, financiers et commerciaux conséquents, suffisamment conséquents pour que le Département d'État accepte de la part de Conakry de nombreuses incartades (renvoi de volontaires du *Peace Corps*, dénonciation de la politique américaine au Vietnam, tractations avec les Russes pour l'ouverture d'un nouveau site d'extraction) et conserve sa confiance à Sékou Touré. Ainsi en 1964, Hervé Alphanand estime que :

“Il faudrait que M. Sékou Touré en fasse beaucoup plus qu'il n'en a fait pour être abandonné par ses tuteurs américains qui ont pour le regarder l'œil attendri de certains parents pour admirer un enfant convalescent lorsqu'il sort tout juste d'une grande maladie.”²⁷⁵

Dans la même veine, Charles Lucet émet en 1966 le commentaire suivant :

“Parler de la Guinée au Département d'État, c'est un peu s'entretenir de l'enfant terrible dont on déplore les frasques mais auquel on veut malgré tout, maintenir sa confiance.”²⁷⁶

En fait, à la fin des années 60, les raisons invoquées par le Département d'État pour continuer de soutenir le leader guinéen sont quadruple : les intérêts économiques, le risque -bien que faible- de voir les Soviétiques et les Chinois prendre la place qu'ils

²⁷⁴ Énoncée dans la dépêche de Alphanand de 1963, cette conviction est souvent reprise par les autres partenaires africains des États-Unis qui dénoncent cette attitude de Washington. Ainsi en 1966, au cours d'un entretien entre Dean Rusk et Léopold Senghor, ce dernier “déplore que les Américains continuent d'aider la Guinée, à quoi son interlocuteur a répondu qu'ils ne les aidaient pas autant qu'on le pensait et, que d'une façon générale, Washington s'attache à occuper pour le compte de l'Occident, les places laissées vacantes par les anciennes puissances coloniales”, MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Sénégal, vol. 3136, télégramme de Charles Lucet, no 5695-702 : *Voyage de Senghor aux États-Unis*, Washington, 30 septembre 1966, non foliotée, p. 4.

²⁷⁵ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 623, dépêche de Hervé Alphanand, no 1344/AL : *op. cit.*, 21 octobre 1964, non foliotée, p. 11.

²⁷⁶ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Charles Lucet, no /AL, 27 avril 1966, non foliotée, p. 2.

pourraient laisser, la volonté de voir Sékou Touré prendre conscience de son isolement et du marasme dans lequel il a plongé son pays afin qu'il consente à revenir à une politique plus raisonnable tant sur le plan domestique qu'international, et enfin le désir de ne pas intervenir directement dans les affaires intérieures de l'État en supprimant brutalement une aide précieuse à son leader du moment.²⁷⁷ Autant de raisons qui pourraient mettre en péril leur situation privilégiée.

Assurés de rester en bonne posture sur le plan économique, les Américains n'entendent toutefois pas s'engager sur tous les fronts. Ainsi, ils se montrent tout à fait disposés à céder leur place à la France ou à toute autre nation dans des secteurs où leur attention semble moins se catalyser.

“Les Américains installés ne souhaitent plus la quitter, mais ne désirent pas non plus rester seuls : d'où leur consentement devant les initiatives des Allemands de l'Ouest et leurs espérances de voir la France reprendre sa place à leurs côtés. En revanche, tout autre apparaît la position de Washington dans le domaine culturel et de l'assistance technique : la barrière linguistique constituant un obstacle insurmontable, on n'en est que plus à l'aise pour exprimer le vœu que l'effort français soit accru et atteigne le même niveau que celui existant dans les États voisins. Partage des responsabilités pour l'assistance économique et reconnaissance d'une quasi-exclusivité dans le domaine culturel, ainsi pourrait se résumer la doctrine américaine d'aujourd'hui vis à vis de la Guinée et du rôle que la France pourrait y jouer.”²⁷⁸

Si ces derniers mots synthétisent la politique américaine en Guinée, on peut considérer par ailleurs qu'ils établissent une sorte de postulat applicable à l'ensemble de l'Afrique, ou tout au moins dans les pays qui en valent la peine, et valable tout au long des années 1960. De fait, on peut conclure que là, comme ailleurs, au Congo par exemple, les Américains se montrent prêts à bien des compromis dans le domaine politique et idéologique dès que des intérêts économiques de quelque importance sont

²⁷⁷ *Ibid.*, p. 3-4.

²⁷⁸ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 623, dépêche de Hervé Alphanand, no 1344/AL : *op. cit.*, 21 octobre 1964, non foliotée, p. 5-6.

en jeu. Même si dans le cas précis de la Guinée, ils ne souhaitent pas s'engager plus qu'il ne faut et que leur priorité reste de voir les relations avec la France s'améliorer, il semble que les États-Unis y seront tout de même tentés d'y limiter au moins sur le plan économique une influence française trop envahissante. Ainsi, peut-on envisager les relations américano-guinéennes comme un exemple notable de la houleuse cohabitation franco-américaine en Afrique.

VI- LES ÉTATS-UNIS, LA FRANCE ET L'AFRIQUE FRANCOPHONE : ENTRE COOPÉRATION ET COMPÉTITION

Comme nous l'a montré à plusieurs reprises le chapitre précédent, étudier les relations afro-américaines amène naturellement à nous intéresser à la place de la France dans cet ensemble. Alors qu'à la suite des indépendances, les accords de coopération passés entre Paris et ses anciennes colonies lient le destin de ces deux entités, l'arrivée des Américains dans le décor africain est le plus souvent comprise par l'ancienne métropole comme une violation de ses droits sur son territoire, dans son pré-carré. Or, d'après Peter Schraeder et de nombreux africanistes, les relations franco-américaines en Afrique sont, tout au long de la Guerre froide, caractérisées par la recherche d'intérêts à la fois différents et complémentaires –idéologiques pour les Américains, culturels et économiques pour les Français. Dans ce contexte, toute crainte française semble inopportune d'autant qu'à la même époque les États-Unis réaffirment l'idée que l'Afrique constitue une chasse gardée avant tout européenne -surtout française- à l'instar de l'Amérique latine pour eux-mêmes. En conséquence, assiste-t-on dès les années Kennedy à la confirmation de la responsabilité française sur ce territoire alors que Paris, considérée comme la seule puissance européenne, avec la volonté politique et les forces militaires requises, capable de contrer les plans de pénétration communiste, est perçue par plusieurs comme le gendarme de Washington en Afrique francophone. Dès lors, pour Schraeder, s'il y a une rivalité franco-américaine dans cette région, celle-ci reste marginale et surtout exceptionnelle.²⁷⁹ Si nous adhérons entièrement aux idées énoncées ici, il nous semble toutefois nécessaire d'en reconsidérer le dernier aspect à la

²⁷⁹ Peter Schraeder, "Cold War to Cold Peace : Explaining U. S.- French Competition in Francophone Africa", in *Political Science Quarterly*, vol. 115, no 3, (2000), p. 98-100.

lumière des archives que nous avons mises en évidence. Ainsi, comme nous l'avons vu précédemment, il apparaît impossible de limiter l'intérêt américain à sa seule expression idéologique. En effet, ainsi que l'ont particulièrement montré le cas guinéen mais aussi celui du Congo, les Américains ont certains intérêts économiques et commerciaux en Afrique francophone et dans ce sens y mènent une véritable politique qui pèse sur l'ensemble de leurs décisions concernant la région. Aussi, même si les résultats apparaissent parfois minces et que bien souvent Washington se cantonne dans une attitude complémentaire vis-à-vis de la politique française, de nombreuses pierres d'achoppement émergent entre les deux pays et stimulent une certaine compétition qui se dessine progressivement au cours des années 60, et ce malgré une volonté affichée de coopération. De là, on assiste à un difficile exercice d'équilibre de la part de Washington qui entend à la fois préserver à la France son influence en Afrique comme garant de stabilité et bailleur de fond mais aussi tend à vouloir limiter cette même influence afin de se réserver une place de choix dans les circuits économiques et commerciaux de cette partie du monde.

Très tôt les Français voient d'un œil soupçonneux toutes manifestations de Washington sur leur terrain. Celles-ci sont alors vécues comme de véritables menaces au même titre que celles qui viendraient de Moscou.²⁸⁰ Échaudés par l'épisode indochinois, les Français n'ont qu'une appréhension, celle de voir leur prépondérance reniée et d'être remplacée par les Américains. Ainsi, sont proposées dès 1960 des rencontres franco-américaines sur l'Afrique au cours desquelles les autorités françaises

²⁸⁰ Schraeder, *op. cit.*, 99.

se montrent très claires quant aux limites à ne pas franchir et posent les balises à l'intérieur desquelles la participation des États-Unis est souhaitée.²⁸¹

Ces premiers entretiens ont lieu en juillet 1960 à Washington. À cette occasion, les délégués français reviennent sur leurs réalisations passées et présentes et mettent en garde les représentants du Département d'État contre toute ingérence qui viendrait perturber des liens et des réseaux existants.²⁸² Le directeur général des Affaires culturelles et techniques du Quai d'Orsay, M. Seydoux résume ainsi la position française :

“Ne pas gêner l'action poursuivie par le gouvernement français en plein accord avec les jeunes États africains dans le domaine culturel, économique et technique ; ne pas enseigner la langue anglaise dans des conditions qui porteraient atteinte à la primauté de la langue française ; prévoir en temps utile entre la France et les États-Unis des consultations préalables et complètes sur les projets d'assistance américaine.”²⁸³

Aussi, si un effort américain n'est pas refusé et paraît utile, Paris ne le considère que s'il s'insère dans le cadre de programmes préalablement élaborés en accord avec la France et les pays intéressés. Dès lors, la marge de manœuvre des Américains semble très restreinte, d'autant que les Français insistent sur le fait que non seulement Washington ne doit à aucun moment laisser croire aux Africains que leur aide pourrait

²⁸¹ La conduite de ces concertations est surtout le fait du Quai d'Orsay car à l'Élysée l'idée de voir les Américains se mêler des questions africaines ne plaît guère. De Gaulle déclare d'ailleurs un peu plus tard en juillet 1962 : “Je suis très en garde contre les “négociations” que le Quai d'Orsay engage avec les Américains (Mennen Williams) au sujet de l'Afrique. Pourquoi faire ces négociations ? Tout se passe comme si nous mettions nous-mêmes les Américains (et spécialement cet Américain-là, qui nous est hostile) dans nos affaires africaines... Sur aucun sujet, sur aucun point nous ne devons nous engager en rien vis-à-vis des Américains.”, d'après Jacques Foccart, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, tome 1, Paris, Fayard, 1995, p. 479.

²⁸² MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 434, compte-rendu de séance émanant de la Direction générale des Affaires culturelle et technique : *entretiens franco-américains sur la coopération culturelle et technique en Afrique*, 1^{ère} séance, Washington, 11 et 12 juillet 1960, non folioté, p. 2.

²⁸³ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 434, compte rendu de séance émanant de la Direction générale des Affaires culturelle et technique : *entretiens franco-américains sur la coopération culturelle et technique en Afrique*, deuxième et troisième séances, Washington, 11 et 12 juillet 1960, non folioté, p. 8.

être de quelconque importance, mais aussi que celle-ci doit être la plus discrète possible afin de ne pas pousser l'opinion publique française sur les chemins du cartiérisme.²⁸⁴ Le domaine le plus épineux au regard des préoccupations françaises réside dans les questions culturelles et linguistiques. La France qui ne cache pas son intention de maintenir son influence, semble particulièrement soucieuse de ne pas encourager la propagation de la langue anglaise dans ses anciennes colonies. En fait, considérant la langue comme la pierre angulaire de l'ensemble franco-africain, les représentants français estiment que les jeunes nations et leurs populations ne sont pas encore prêtes à s'ouvrir sur d'autres façons de penser et de faire, ce qui viendrait de surcroît bouleverser les échanges futurs de la France avec eux.

“Un élément essentiel de la solidité et de la cohésion de l'ensemble édifié par la France en Afrique est la langue française. Sans doute existe-t-il chez certains Africains de langue anglaise le désir d'apprendre le français et chez certains Africains de langue française celui d'apprendre l'anglais. C'est là un désir qui s'explique, mais il convient de prendre garde au fait que, pour ces peuples encore assez primitifs, l'étude d'une langue européenne représente un effort considérable qui implique, en fait, une modification radicale des modes de penser. Tenter de diffuser sans discernement dans l'ensemble français l'étude de l'anglais serait y introduire un élément de dispersion et de confusion. On n'aboutirait qu'à affaiblir le moyen, encore fragile, que l'usage du français a ouvert aux populations africaines pour communiquer avec la pensée et avec la technique occidentales. Il serait donc préférable que, dans l'Afrique d'expression française, l'anglais ne fût pas appris comme une seconde langue véhiculaire et dans des cours organisés en dehors des cadres normaux de l'enseignement, ce qui serait le cas si les États-Unis créaient, avec une vocation scolaire, des centres culturels importants.”²⁸⁵

Ainsi réclament-ils de leurs interlocuteurs d'être constamment maintenus au courant des envois de personnels américains tant dans les ambassades, que les écoles ou les centres culturels. Pour leur part, soulignant l'idée que les États-Unis n'ont ni passé

²⁸⁴ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 434, compte rendu, 1^{ère} séance, Washington, 11 et 12 juillet 1960, non folioté, p.4.

²⁸⁵ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 434, compte rendu, 1^{ère} séance, Washington, 11 et 12 juillet 1960, non folioté, p. 3.

ni héritage à défendre en Afrique et indiquant les faibles crédits disponibles, les délégués américains se disent alors dénués de toute ambition en Afrique et de volonté de prendre une place déjà occupée. Surtout concernés par l'expansion possible du communisme ou tout au moins celle du neutralisme, les Américains se montrent avant tout désireux de maintenir ces pays dans l'orbite occidentale en les aidant par tous les moyens.²⁸⁶

Les Français tirent une certaine satisfaction de ces premières concertations et dans les mois qui suivent envisagent très positivement –tout au moins essaient-ils de s'en convaincre- la coopération franco-américaine sur les questions africaines. Aussi, même dans les tous premiers mois de la nouvelle présidence de Kennedy, les commentaires des diplomates français ne tarissent-ils pas d'éloge à ce propos.

“Mon collaborateur a saisi cette occasion pour insister sur la nécessité de ne pas troubler, par des livraisons de ce genre, les courants commerciaux normaux. Son interlocuteur s'est déclaré très conscient de cet aspect de la question, soulignant que l'on entendait bien ici prendre garde de ne gêner ni les relations commerciales des Africains entre eux, ni celles de la France avec l'Afrique. Il a marqué l'intérêt qu'il y aurait, de part et d'autre, à ce que, au cours des contacts franco-américains, nous fassions savoir quels sont les projets américains d'exportations que nous considérons nuisibles... Il n'est pas douteux qu'il existe dans les services de l'ICA un très vif et sincère désir de connaître l'opinion de la France sur tous les problèmes que pose l'avenir des anciens territoires français et d'en tenir le plus grand compte. Il ressort des propos des membres de cette organisation que l'idée d'un système multilatéral occidental d'assistance à l'Afrique qui permettrait de coordonner les différents programmes nationaux gagne du terrain... Quoiqu'il en soit tous les observateurs américains vraiment informés des choses de l'Afrique connaissent l'ampleur de notre effort, son caractère irremplaçable et l'impossibilité pour les États-Unis, le voudraient-ils, de nous remplacer, même dans une mesure beaucoup plus faible, si nous devions nous retirer d'Afrique. La doctrine est donc que l'assistance américaine ne peut être que complémentaire et qu'il faut tout faire pour que la France reste aussi présente que possible en Afrique à tous points de vue et avant tout, sur le plan culturel....”²⁸⁷

²⁸⁶ *Ibid.*, p. 4-5.

²⁸⁷ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 453, dépêche de Hervé Alphand, no 1182/AL, 11 mai 1961, folios 219 et 224-225.

De telles rencontres sont reconduites en 1961 puis 1962 mais sont stoppées à partir de 1963 à la demande des Français qui considèrent alors que Washington ne joue plus franc jeu avec eux et qu'il y a tout lieu de suspendre une collaboration qui se voit trahie dans ses objectifs.²⁸⁸ En fait, dès 1962 invoquant les pressions répétées des États africains, l'administration américaine se montre beaucoup plus active et propose directement ses services, en particulier dans le domaine délicat de l'assistance militaire. Dans ce contexte, plusieurs pays de l'Entente mais également le Sénégal, le Mali, le Tchad et la République centrafricaine se voient offrir la signature d'accords prévoyant la livraison d'équipements et de matériels américains ainsi que la fourniture de services à caractère militaire ou paramilitaire.²⁸⁹ Liée à ces pays par des accords de défense qui lui reconnaissent l'exclusivité pour l'entretien et la fourniture de matériels et d'équipement, la France perçoit d'un mauvais œil cette intrusion. Ainsi, met-elle en garde Washington contre le développement éventuel d'une course aux armements avec Moscou que l'envoi de missions militaires américaines induirait dans des pays qui reçoivent déjà de sa part une assistance dans le domaine. À cette occasion, Paris prie instamment ses ambassadeurs d'énoncer très fermement sa position au Département d'État "en soulignant les graves difficultés que ne manquerait d'entraîner l'application des accords en question".²⁹⁰

²⁸⁸ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1963, boîte 3911, dossier POL FR-US, fichier 2, télégramme de Donald J. Mc Grew, no A-2032 : *French Relations with Africa : Comments of Presidency Official*, Paris, 16 février 1963, non folioté, p. 1.

²⁸⁹ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1963, boîte 3907, dossier POL-Political Affairs and Relations FR, télégramme de John Bovey, secrétaire d'Ambassade, Paris, no A-2444 : *France at the Beginning of 1963*, 28 mars 1963, non folioté, p. 11 et MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, télégramme de M. Gorse, no 6247/52, Paris, 31 mars 1962, folios 77.

²⁹⁰ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, télégramme de M. Gorse, no 6247/52, Paris, 31 mars 1962, folios 77-78. Voir aussi MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 435, télégramme de M. Lebel, no 2294-2301, Washington, le 7 avril 1962, folios 79-80.

Ainsi à l'instar des questions culturelles et linguistiques, l'assistance militaire se révèle un champ miné où la coopération franco-américaine connaît certains ratés. Le Département d'État en est d'ailleurs tout à fait conscient, comme le montre cet extrait émanant de l'ambassade américaine à Paris qui fait le point sur l'évolution des relations franco-américaines en Afrique à l'aube de l'année 1963.

“Les fonctionnaires du Quai ont maintenant accepté l'idée qu'il y a une raison pour la présence américaine dans chaque pays africain et qu'elle soutient l'influence occidentale en général. Ils admettent même le besoin de partager avec nous le fardeau de l'assistance financière et technique. Mais l'idée persiste au Quai -et encore plus à l'Elysée- que les États-Unis pourraient remplacer la France, particulièrement dans les domaines sensibles du militaire et du culturel... Les Français soutiennent que la nomination d'un conseiller militaire américain non seulement confondrait les Africains, mais ouvrirait la porte à une course aux armements qui pourrait s'intensifier jusqu'au point où personne ne pourrait plus contrôler les complots militaires africains. Résultat de cette suspicion, durant l'année 1962 de Gaulle a pris des mesures pour décourager les ententes entre les pays africains et les États-Unis... Sur le plan culturel, nous avons jusqu'à présent évité un conflit excessif, mais avec la venue du *Peace Corps* et l'accroissement rapide de la demande pour un enseignement en anglais de la part des Africains, il est probable que les Français deviennent encore plus susceptibles. Les rapports de l'entourage de de Gaulle rapportent qu'il est particulièrement opposé à tout type de pénétration culturelle anglo-saxonne dans la zone de l'UAM.”²⁹¹

En fait, à partir de cette période et plus spécifiquement après 1963, Washington semble beaucoup moins préoccupé de ménager Paris. Ainsi apparaît-il dans les documents qui s'échangent entre les diplomates américains, une volonté réelle de se

²⁹¹ “Quai officers have now accepted the idea that there is a reason for American presence in every African country and that this bolsters Western influence as a whole. They even concede the need for us to share the burden of financial and technical assistance. But the idea persists at the Quai -and to an even greater degree at the Elysee—that the US may replace the French, particularly in the sensitive military and cultural areas... The French argue that the provision of US military advisor would not only confuse the Africans but would open up an arms rivalry which could escalate to the point where no one would control African military schemes. As a result of this suspicion, during 1962, de Gaulle took measures to discourage agreements between the African states and the U.S....On the cultural side, we have so far avoided undue conflict, but with the advent of the *Peace Corps* and the rapid increase in desire for English language teaching on the part of the Africans, it is likely that French will become even more sensitive. De Gaulle's staff report that he is particularly opposed to any type of Anglo-Saxon cultural penetration in the UAM area.”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1963, boîte 3907, dossier POL-Political Affairs and Relations FR, télégramme de John Bovey, secrétaire d'Ambassade, Paris, no A-2444 : *op. cit.*, 28 mars 1963, non folioté, p. 10-12.

démarquer des positions françaises mais également de limiter l'influence de celles-ci, sans toutefois rechercher la rupture ni même la substitution. De plus en plus les Américains souhaitent être reconnus par les États d'Afrique francophone comme une alternative réelle à l'ancienne métropole. Cette offre est d'ailleurs bien accueillie chez les Africains qui y voient dans un premier temps un moyen d'obtenir plus d'argent puis progressivement de s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis de la France.

Dans ce contexte, il ne faut pas oublier qu'à la même époque, la tension entre Paris et Washington monte d'un cran. En effet, à la suite de la crise de Cuba et du schisme sino-soviétique, l'affaiblissement temporaire du bloc communiste qui en résulte, confère aux États-Unis un statut de "seule véritable superpuissance" mondiale.²⁹² Cette situation va rendre le dialogue franco-américain extrêmement difficile. Soucieux de contenir cette suprématie, le Président de Gaulle va s'employer à contrecarrer les plans américains en menant une politique d'indépendance nationale réaffirmée (reconnaissance de la Chine en 1964, contestation régulière de la politique vietnamienne, sortie de l'Otan en 1966, etc.). Or, si jusque-là le conflit franco-américain n'avait cours que sur la scène européenne, on assiste à un transfert de cette rivalité dans le Tiers-Monde alors que de Gaulle se fait à partir de 1964 le porte-parole d'une troisième voie offrant aux pays en voie de développements un chemin en dehors de la confrontation des blocs.²⁹³ Mettant en cause la bipolarisation du monde, de Gaulle entend par ce biais consacrer la France dans un rôle de puissance protectrice et inciter ces pays à nouer avec elle des relations plus étroites. On assiste alors au développement d'une activité diplomatique intense de la part du Général qui depuis l'Amérique latine

²⁹² Maurice Vaïsse, *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle*, Paris, Seuil, 1998, p. 363.

²⁹³ *Ibid.*, p. 363 et sq.

jusqu'à l'Asie du Sud-Est, tente d'offrir l'image d'une France généreuse, soucieuse des pays en voie de développement et surtout différente des autres puissances.²⁹⁴

Dans les faits, cette forte activité diplomatique n'a qu'une portée limitée puisque à l'époque la France confirme surtout sa vocation de puissance régionale et concentre irrémédiablement ses moyens sur l'Afrique. Toutefois, il est intéressant de noter que, dans le contexte qui nous préoccupe, cette politique se place dans la droite ligne du rapport Jeanneney. Publié en 1963 en pleine mise en cause de la politique de coopération par l'opinion publique française, celui-ci propose une réforme en profondeur de l'aide à l'étranger tant dans ses principes que dans ses structures. Ainsi, il préconise par exemple un certain effacement de la France en Afrique afin de responsabiliser ces États vis-à-vis de l'aide et de permettre à la France de redéployer, à son avantage politique et économique, ses fonds vers d'autres pays et d'autres continents.²⁹⁵ Or si ce rapport ne fait qu'inspirer la démarche du Général de Gaulle, il fait grand bruit à l'époque non seulement dans la classe politique française mais aussi à l'étranger, à tel point que l'on retrouve à plusieurs reprises dans les archives américaines des commentaires à son sujet qui montrent qu'il est tout à fait pris au sérieux par le Département d'État.²⁹⁶ C'est particulièrement le possible désengagement français d'Afrique francophone qui inquiète les Américains et qui les pousse à s'interroger sur leur avenir dans la région sans une présence française forte et donc à

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 486-487.

²⁹⁵ Jean-Marcel Jeanneney, *Une mémoire républicaine. Entretiens avec Jean Lacouture*, Paris, Seuil, 1997, p. 182-183.

²⁹⁶ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1873, dossier POL1 AFR-FR, mémorandum de Robert Baum : *An Expanding Sphere of French Influence In Africa ?*, Washington, 20 mars 1964, non foliotée ; boîte 2178, note de l'ambassadeur Trimble : *French Policy in Black Africa*, 5 août 1964, non foliotée ; dossier 15-1 FR, mémorandum de Fred Hadsel : *Effect of de Gaulle Policy on Africa*, Washington, 10 novembre 1964, non foliotée.

envisager des choix politiques dans ce sens. S'ils perçoivent un certain danger dans le retrait militaire de la France dans la mesure où cela pourrait se traduire par une augmentation de l'instabilité politique et la multiplication des coups de force, ils n'envisagent pas alors d'engager plus de moyens dans ce domaine tandis qu'ils considèrent qu'ils devront faire face à une croissance des demandes africaines sur le front de l'aide économique. Parallèlement à cela, ils estiment que cette situation leur procurerait une "plus grande liberté d'action en Afrique francophone" vis-à-vis d'un partenaire français à qui ils ne devraient plus nécessairement rendre de comptes.²⁹⁷

Dans cet environnement africain, l'attitude de la France, qualifiée par certains d'anti-américaine, va stimuler la rivalité franco-américaine en créant non seulement un climat de méfiance mutuelle mais également en encourageant la compétition dans le domaine économique et commercial.²⁹⁸ En fait, désireuse de maintenir sa prépondérance dans ses anciennes colonies mais aussi de s'ouvrir de nouveaux horizons, la France va réaffirmer certaines velléités –bien que non hégémoniques– à l'égard d'autres États n'appartenant pas à la zone franc comme le Nigeria mais surtout le Congo-Léopoldville. Or, si auparavant, essentiellement pour des motifs idéologiques, les Américains n'entendaient pas trop empiéter sur les prérogatives françaises, ils vont,

²⁹⁷ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2178, dossier POL 15-1 FR, note de l'Ambassadeur Trimble : *op. cit.*, 5 août 1964, non foliotée, p. 4.

²⁹⁸ A l'époque du rapport Jeanneney, le rapport Clay, dont nous avons parlé plus haut, réclame une rationalisation de la politique d'aide au développement. En fait, tout en recommandant des coupures, ce rapport appelle surtout à une meilleure utilisation des crédits dans le sens d'une plus grande efficacité des investissements américains en Afrique. L'idée est donc, comme nous l'avons vu précédemment, de concentrer l'aide américaine sur des pays clés susceptibles de répondre à leurs exigences politiques et économiques. Le rapport Jeanneney préconise lui aussi d'une certaine manière une optimisation de l'allocation des ressources destinées à la coopération et à l'aide au développement. Pour résumer schématiquement, on pourrait donc considérer que ces deux rapports, qui sont d'ailleurs contemporains, vont pousser Paris et Washington à mener en Afrique des politiques plus efficaces et rentables et donc à y chercher plus de retours sur leurs engagements. C'est dans ce cadre que la rivalité franco-américaine va prendre de l'ampleur.

à mesure qu'ils se taillent une place privilégiée ou tout au moins importante dans plusieurs pays, souhaiter élargir leur aire d'influence et limiter celle de la France.²⁹⁹ Ceci va être particulièrement vrai dans les pays où la France n'a pas ou n'a plus préséance comme au Congo ou en Guinée. Ainsi au Congo-Léopoldville, la démarche française est tout à fait révélatrice de cette nouvelle donne. Refusant de soutenir les opérations onusiennes et mettant de fait en cause la position américaine, les Français vont tenter de prendre la place des Belges et des Américains en accordant toujours plus d'assistance au Congo et en soutenant son Premier ministre Tshombé.³⁰⁰ Aussi, lorsque celui-ci est renversé en octobre 1965 par le très pro-américain Mobutu, Paris voit dans cette percée anglo-saxonne dans le plus grand pays d'Afrique francophone une victoire de Washington à ses dépens, même si elle parvient cependant à y sauvegarder ses intérêts.³⁰¹ Les Américains, qui placent cette décision de nouer des relations avec de nouveaux pays dans la droite ligne des recommandations du rapport Jeanneney, estiment par ailleurs que celle-ci relève de la volonté de Paris de confirmer non seulement sa place de puissance régionale mais aussi d'évincer l'ascendant américain.

“Les Français ont démontré un vif intérêt à maintenir une position d'influence à travers l'Afrique francophone. Jusqu'en 1963, les circonstances politiques ne leur ont accordé qu'une influence mineure au Congo, le plus grand et le plus peuplé des états francophones. Les Français cherchent maintenant à redresser la situation. Il semblerait que, plutôt que de chercher à se tailler un rôle dominant pour soi, les Français veulent

²⁹⁹ Nous avons vu dans le chapitre précédent que les États-Unis deviennent le deuxième partenaire commercial de nombreux pays d'Afrique francophone (la Côte d'Ivoire, la Tunisie, le Sénégal), voire le partenaire principal (Guinée, Congo).

³⁰⁰ L'Élysée soutient en particulier l'adhésion du Congo-Léopoldville à l'OCAM en mai 1965. Peu de temps après celle-ci, Tshombé est reçu par de Gaulle qui n'en dira que du bien. À cette occasion, le Premier ministre congolais réclame le concours de la France afin de mettre fin aux pressions belges et américaines à son encontre. Le Général de répondre : “Finissez-en avec toutes les résistances organisées par les Belges et les Américains... Tshombé est, finalement, un homme de qualité, un homme pas mal ; en tout cas c'est le seul, et le pays est important. Il faut l'aider”, d'après Jacques Foccart, *Tous les soirs avec de Gaulle. Journal de l'Élysée*, tome I-1965-1967, Paris, Fayard, 1997 p. 159-160.

³⁰¹ Sur la compétition des puissances occidentales dans le Congo de Mobutu, voir David Gibbs, *The Political Economy of the Third World Intervention. Mines, Money, and U.S. Policy in the Congo Crisis*, Chicago, University of Chicago Press, 1991, p. 165 et sq.

coopérer avec leurs voisins linguistiques les Belges. Comme corollaire de cette politique, les Français semblent vouloir que l'influence américaine au Congo soit réduite.”³⁰²

D'autre part, sur le plan idéologique et politique, les Américains sont gênés par le comportement français car, même s'ils ne mettent pas en cause –quoique certaines personnalités le font–, l'attachement occidental de la France, ils craignent les conséquences d'une telle attitude sur les jeunes États africains. La reconnaissance de la Chine communiste crée en particulier un petit vent de panique à Washington où l'on craint de voir l'ensemble de l'Afrique francophone suivre les traces françaises. Les Américains se montrent rassurés de voir que, dans ce domaine, Paris ne dicte plus la marche à suivre à plusieurs de ses anciennes colonies, comme le supposent les diplomates du Quai d'Orsay.

“Encore que nous ne disposions pas de preuves formelles à ce sujet, les Américains ne se sont pas privés de critiquer la reconnaissance par la France du régime de Pékin. Il est certain qu'ils ont encouragé les États francophones à ne pas suivre notre exemple. Il est vraisemblable que leurs services spéciaux ont déployé dans ce domaine une grande activité. La décision prise par les nouveaux gouvernements de Cotonou et de Bangui de rompre avec la République de Chine n'a pu, bien entendu, que les combler d'aise.”³⁰³

Ainsi, comme nous l'écrivions plus haut, assiste-t-on du côté américain à une volonté de se différencier de la France et d'offrir en Afrique francophone, une option différente de celle de l'ancienne métropole, jugée trop présente. Les États-Unis sont

³⁰² “The French have exhibited a strong interest in maintaining a position of influence throughout French-speaking Africa. Until 1963 political circumstances afforded them but slight influence in the Congo, largest and most populous of the French-speaking states. The French now seek to redress this situation. It would appear that, rather than striking out for a dominant role of its own, the French desire to cooperate with their linguistic neighbors, the Belgians. The French seem to desire, as a corollary of this policy, that American influence in the Congo be reduced”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1873, dossier POL 1 AFR-FR, memorandum de Robert Baum : *op. cit.*, 20 mars 1964, non foliotée, p. 3.

³⁰³ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 623, note : *Politique américaine en Afrique au sud du Sahara*, 17 mars 1964, non foliotée, p. 4.

d'autant plus aidés dans leur démarche qu'en Afrique se développe une certaine désillusion vis-à-vis d'une France qui s'avère plus intéressée que philanthrope, tandis que beaucoup d'espoirs naissent à l'égard des États-Unis qui pourraient offrir d'autres sources de financement.³⁰⁴ De là, se développe du côté américain une politique complexe qui consiste d'une part à conserver leurs positions dans les pays sans tutelle et dans lesquels ils ont trouvé avantages comme au Congo et en Guinée, et d'autre part à discrètement contenir l'influence de la France dans ses chasses gardées tout en affirmant sa suprématie et sa responsabilité. Plusieurs documents attestent de ce dernier paradoxe comme cette dépêche du chargé d'Affaires à Abidjan qui émet l'idée suivante quant à la possible politique américaine en Afrique.

“L'énorme programme français auprès des États de l'OCAM est essentiel au développement et les États-Unis n'entendent pas en reprendre le fardeau –un fardeau que les pays de la CEE semblent déjà être prêts à aider à épauler. Toujours est-il que les développements récents plaident en faveur d'un rôle un peu plus actif et indépendant des États-Unis vis-à-vis de la France dans certains états de l'OCAM. En adoptant une politique plus active, ou au moins un peu plus indépendante dans certains anciens territoires français, les États-Unis auraient une meilleure chance de s'assurer ou de conserver le soutien de ces états sur des questions où nos vues diffèrent de celles des Français, par exemple la Chine communiste. En même temps, une politique d'une telle nature pourrait permettre aux États-Unis d'exploiter le désir sous-jacent d'une plus grande indépendance envers une domination française prolongée, améliorant notre position et avec les gouvernements actuels et avec tout gouvernement futur. Une telle politique n'a pas lieu d'entraîner une confrontation majeure avec la France ou une diminution de l'aide française. Elle doit sembler offrir, toutefois, de possibles avantages politiques, à la fois pour le présent et pour le futur.”³⁰⁵

³⁰⁴ Sur les désillusions africaines à l'égard de la France, voir, entre autres, NARA, RG59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2184, dossier POL FR-SENEG, dépêche de C. Hoyt Price, no ECBUS A-10 : *op. cit.*, 7 juillet 1964, non foliotée ; boîte 2184, dossier POL 1 FR-SENEG, dépêche de Mercer Cook, no A-183 : *op. cit.*, 16 novembre 1965, non foliotée ; NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2106, dossier POL 1 GABON-US, dépêche de M. Bane, no A-78 : *U.S. Policy Assessment – Gabon*, Libreville, 22 janvier 1967, non foliotée ; NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2276, dossier POL FR-NIGER, dépêche de M. Erdos, no A-40 : *Niger's Annoyance at France*, Niamey, 21 mars 1970, non foliotée.

³⁰⁵ “The massive French program in the OCAM states is essential to development and the United States does not wish to take over the burden –a burden which EEC countries already show signs of helping shoulder. Even so, recent developments argue for consideration for a somewhat more active and independent United States role vis-a-vis France in some OCAM states. By adopting a more active, or at least a somewhat more independent, policy in certain of the former French territories, the United States

D'autres exemples témoignent de cette apparente contradiction. Ainsi, concernant les relations américano-gabonaises qui reprennent au courant de l'année 1965 après le coup d'État de l'année précédente, l'ambassadeur américain explique que celles-ci semblent devoir leur raffermissement non seulement à l'habileté de Washington à répondre aux demandes gabonaises sur le plan de l'aide au développement, mais aussi et peut-être surtout à "l'évident désir des jeunes leaders et de l'élite éduquée de diluer l'envahissante présence de la France et de réduire la dépendance du Gabon vis-à-vis d'elle".³⁰⁶ Le rédacteur de la dépêche de poursuivre :

"La Mission a aussi tenté au cours de la dernière année et demi de convaincre les Français et les Gabonais que nous ne voulons pas supplanter l'assistance française au Gabon; que, au contraire, nous voulons voir les niveaux d'assistance française maintenus; que notre seul but est de compléter l'assistance française dans certains régions choisies et dans la mesure que nos modestes ressources disponibles nous le permettent. Dans la mesure où nous sommes capables d'assister le Gouvernement du Gabon à réduire sa dépendance excessive envers la France, nous réduisons aussi notre vulnérabilité aux critiques des sources de l'opposition disant que nous sommes un instrument de la France et, de ce fait, que nous facilitons en réalité le maintien continu d'une présence française forte au Gabon comme source d'assistance et de stabilité."³⁰⁷

would have better chance of enlisting or retaining the support of these states on questions where our view differ from those of France, e. g. Communist China. Simultaneously, a policy of this nature could enable the United States to exploit the undercurrent of desire for greater independence from prolonged French domination, improving our position both with the present governments and with any future government. Such policy need not produce a major confrontation with France or diminution of French aid. It does, however seem to offer possible political advantages, both for the present and the future". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1874, dossier POL 1 AFR-US, télégramme de Leslie L. Rood, no A-375 : *Proposals for US African Policy*, Abidjan, 26 mai 1965, non foliotée, p.3-4. Les Français sont tout à fait conscients de cette "manipulation" des services américains dans les pays de l'OCAM : "La pression diplomatique américaine n'a pas manqué, d'autre part, de s'exercer –non sans effet d'ailleurs– sur nos partenaires africains et malgaches, tant à propos de la question de l'admission de la Chine à l'ONU que sur un certain nombre d'autres problèmes débattus à New York et pour lesquels les voix africaines pouvaient se révéler déterminantes. Dans certains cas, comme celui du financement des opérations pour le maintien de la paix, les thèmes défendus auprès de nos partenaires par les missions diplomatiques américaines étaient, comme on sait, directement opposés à nos propres positions...", MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 623, note, 17 mars 1964, non foliotée, p.4-5.

³⁰⁶ Sur les relations franco-américaines au Gabon, voir aussi partie III, chapitre IX, C, p. 304-308.

³⁰⁷ *"The Mission has also sought over the past one and one-half years to convince both the French and Gabonese that we do not wish to supplant French assistance to Gabon ; that, on the contrary, we wish to see French assistance levels maintained ; that our only purpose is to supplement French assistance in selected areas and to the extent that our modest available resources permit us to do so... To the extent that we are able to assist the GOG to reduce its excessive dependence on France, we are also reducing*

On retrouve donc ici le délicat équilibre que les Américains tentent de conserver entre l'affirmation de la prédominance française et de sa responsabilité en sol africain et la volonté de réduire la dépendance des jeunes États vis-à-vis d'elle et de son ascendant ; mais également entre le désir de faciliter le maintien d'une forte présence française comme source d'assistance et de stabilité et la volonté de réduire les sources internes de déstabilisation qui jugent leurs gouvernements comme étant à la botte de cette même France.³⁰⁸

Une autre ambiguïté émerge par ailleurs de cette politique américaine. Ainsi que nous l'avons mentionné antérieurement, Washington soutient partout en Afrique tout projet tendant à unifier le continent. Dans ce sens, on a pu relever bien des commentaires bienveillants de la part des diplomates sur la réunion en organisation régionale des pays francophones d'Afrique, la constitution de l'UAM puis de l'OCAM répondant tout à fait aux exigences américaines. Or, le Département d'État ne semble pas favorable à l'idée d'un quelconque rapprochement entre ces organisations et de deux de ses protégés, le Congo et la Guinée. Ainsi écrit-on au sujet de la Guinée :

“À moins d'une expérience “gauchisante”, peu probable dans le contexte africain actuel, un nouveau régime risquerait de porter au pouvoir une équipe plus perméable aux influences des pays de l'OCAM. Or, on a pris goût ici à l'expérience guinéenne, on s'est habitué à être traité sur place avec la considération que l'on doit au payeur ; les perspectives de changement ne font guère sourire.”³⁰⁹

the vulnerability to criticism from opposition sources for being a tool of France, and thereby in fact facilitating the continued maintenance of a strong French presence in Gabon as a source of assistance and stability”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2106, dossier POL 1 GABON-US, dépêche de M. Bane, no A-78 : op. cit., 22 janvier 1967, non foliotée, p. 4 et 6.

³⁰⁸ Sur les relations franco-américaines au Gabon dans les années 60, voir, Pierre-Michel Durand, “Les relations franco-américaines au Gabon dans les années 60 ou la “petite guerre froide””, dans Pierre Mélandri et Serge Ricard (dir.), *Les relations franco-américaines au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 117-138.

³⁰⁹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 625, dépêche de Charles Lucet, no /AL : op. cit., 27 avril 1965, non foliotée, p. 6.

Puis au sujet du Congo :

“Lorsqu’en septembre, se réunit à Addis-Abeba l’Organisation de l’Unité Africaine, M. Tshombé se trouve, estime-t-on ici, en meilleure posture. Est-ce pour cette raison ou dans la crainte de voir les États francophones prendre trop d’influence que peu de temps auparavant les Américains ont tout fait pour déconseiller au chef du Gouvernement congolais d’accepter l’offre de médiation que M. Tombalbaye lui offrait dans son différend avec Brazzaville ?”³¹⁰

Bien que ces observations soient le fait de représentants français, elles mettent toutefois en évidence la crainte de Washington de laisser s’imposer une trop grande emprise des pays francophones et par-là même de la France, là où celle-ci est ou a été réduite et là où les États-Unis ont pris pied. Ces considérations paraissent d’autant plus crédibles qu’il existe un courant parmi les diplomates américains qui souhaiterait voir totalement éradiquée l’influence française en Afrique et qui considère que les États-Unis devraient tout mettre en œuvre dans ce sens. En effet, dans plusieurs documents, la France apparaît au mieux comme “l’empêcheur de tourner en rond” au pire comme un danger pour le monde occidental, principalement préoccupée par ses intérêts propres et peu encline à soutenir et à encourager l’indépendance des leaders africains.³¹¹ Ainsi en 1965, un représentant de l’ambassade des États-Unis au Cameroun, estime qu’en vertu des nombreux intérêts commerciaux des Américains en Afrique, ceux-ci ne devraient pas se laisser limiter par le monopole économique de la France et devraient se positionner au premier plan en Afrique.³¹² D’autres croient que le moyen de limiter

³¹⁰ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 624, dépêche de Hervé Alphan, no 318/AL : *op. cit.*, 11 mars 1965, non foliotée, p. 3-4.

³¹¹ “The United States made a great error in deferring to the French, who were only interested in preserving their commercial interests and, unlike the British, were opposed to developing competent, independent African leaders”, NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1963, boîte 3809, dossier POL 1 AFR-US, dépêche de Harry Melone, no A-102 : *Robert Gardiner’s Comments on French and US influence in Africa*, Niamey, 9 décembre 1963, non foliotée, p. 2.

³¹² “In French Africa new look will have to begin with revision aid policy decision taken in 1963 following Clay Committee report. Idea that US interests are served by leaving French-Speaking Africa to

l'ascendant français serait de couper les liens entre intellectuels français et africains.³¹³

À ce sujet, Vincent Jauvert écrit que d'après le directeur de l'USIA (*United States Information Agency*) des actions "potentiellement embarrassantes", qui cherchent à détourner de la France certaines élites des pays pauvres, sont conduites en 1965 sur le territoire français. Dans ce cadre, l'USIA dirige un programme spécial "Tiers-Monde" pour entrer en contact et influencer les étudiants asiatiques et africains résidant en France" et qui "supervise, sans le reconnaître officiellement, la publication de livres à destinations des pays francophones".³¹⁴

Il est bien évidemment difficile de mesurer l'impact réel de ce courant sur la politique de Washington, mais sa seule existence laisse croire que la compétition franco-américaine en Afrique n'est pas anodine et rare. Cela étant dit, et quoi qu'il en soit de ses réflexions de diplomates américains, ces derniers arrivent tout de même à la conclusion que malgré l'entrave, voire même le danger que représente par ailleurs la France et la défense de ses intérêts en Afrique, celle-ci demeure la mieux placée pour garantir au monde occidental la stabilité de cette région. Ainsi, peut-on lire dans l'une des lettres que :

"Je serais le premier à être d'accord, comme vous le savez, que travailler dans ce sens sans pour autant sembler s'opposer au maintien d'un haut niveau d'assistance économique française et même d'assistance militaire dans certains cas (que j'appuie),

French should be drastically modified if not reversed. It must be recognized US will be less considerate of French sensibilities in Africa than in past and will, if necessary, make outright attack on French economic monopoly", NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1874, dossier POL 1 AFR-US, télégramme de M. Barrows, no 398, Yaoundé, 11 mai 1965, non foliotée, p. 1.

³¹³ Le diplomate propose dans cette perspective le développement d'universités en Afrique par des "French-speaking Anglo-saxons", qui dispenseraient un enseignement dans la langue locale ce qui limiterait de fait l'arrivée de professeur français. Il faut noter que ce projet est envisagé en particulier en Afrique du Nord. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1874, dossier POL 1 AFR-FR, lettre de Peter Chase, Premier secrétaire de l'ambassade américaine d'Alger, datée du 21 novembre 1963 et adressée à Fred Hadsel, du Bureau des Affaires africaines au Département d'État.

³¹⁴ Vincent Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle. Histoire secrète, 1961-1969*, Paris, Seuil, 2000, pp. 138-139.

va demander de notre part un exercice d'équilibre plutôt élaboré. Il se peut qu'après avoir considéré les pièges et embûches, nous viendrons à la conclusion qu'il n'est pas possible de distinguer de cette manière et que nous devrions accepter les dangers d'une présence française avec les aspects positifs qu'elle comporte. Nous pourrions même décider que notre propre réflexion vis-à-vis du "tiers monde" peut ou doit s'ajuster pour se rapprocher de l'évaluation française... Je pense cependant qu'il est en général meilleur de fonctionner sur la base de risques connus plutôt qu'à partir de ce qui pourrait être des hypothèses de moins en moins valables."³¹⁵

Il semble en fait qu'une large frange de la classe diplomatique américaine préoccupée des questions africaines ait examiné les différentes alternatives quant à l'évolution de la place de la France et des États-Unis en Afrique. Or tous parviennent à la même conclusion : la France doit conserver son statut de puissance régionale en particulier dans le domaine de l'assistance et de l'aide au développement ; les États-Unis doivent quant à eux se cantonner autant que possible dans un rôle complémentaire. C'est ainsi que Charles Bohlen, l'ambassadeur américain en France, analyse dès 1965 la situation :

"L'ambassade considère que les hypothèses qui ont guidé la politique américaine à l'égard de l'ancienne Afrique française et particulièrement de l'OCAM demeurent valides pour un certain temps parce que les facteurs principaux demeurent pertinents, même à travers les fluctuations des problèmes internes et externes des États africains. Ces facteurs sont : (1) l'arrivée récente des États-Unis sur la scène africaine (particulièrement dans la région de l'OCAM) et par conséquent la nature limitée des intérêts particuliers américains dans cette région, (2) l'étendue des engagements et des intérêts américains ailleurs et les limitations qu'ils imposent sur les ressources américaines attribuables aux régions d'importance secondaire, (3) la portée continue du rôle militaire français, de leur influence politique et de leurs efforts culturels et économiques en ancienne Afrique française, qui demeure le lien principal de la région

³¹⁵ "I would be the first to agree, as you know, that to work along these lines without appearing also to oppose the maintenance of a high level of French economic assistance and even military assistance in certain cases (which I favor) will require a rather sophisticated balancing act of our part. It may be that after considering the pitfalls, we will come to the conclusion that it is not feasible to differentiate in this way and that we should accept the dangers of the French presence along with its good points. We might even decide that our own thinking vis-à-vis the "third world" can or should be adjusted to come closer to French appraisal... I do think, though, that it is generally better to operate on the basis of known risks rather than what may be increasingly invalid assumptions". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1874, dossier POL 1 AFR-FR, lettre de Peter Chase du 21 novembre 1963, adressée à Fred Hadsel.

avec l'Occident, (4) la volonté de limiter les tensions dans la relation franco-américaine dans la région africaine où nos conflits d'intérêts sont moindres que dans d'autres parties du monde...³¹⁶

De là, il conclut :

“En conséquence, l'ambassade croit qu'à moins que nous nous trouvions devant des situations où la France nuit de manière substantielle aux intérêts occidentaux et américains en Afrique, nous devrions continuer (1) à encourager la France à poursuivre, (2) à orienter notre présence et nos activités régionales afin qu'elles puissent compléter celles de la métropole chaque fois que cela est possible, (3) à étendre l'acceptation des intérêts américains primordiaux, à approuver la primauté française dans les pays où la France défraie la majeure partie des coûts.”³¹⁷

Observant plus loin le fait que Washington a dans cette région plusieurs handicaps, dont celui de la langue qui limitent de fait une politique américaine ambitieuse, l'ambassadeur relève toutefois le fait que les États-Unis ne devraient pas se laisser dicter leur conduite dans les pays où les intérêts français et américains sont comparables. Ainsi écrit-il :

“En Afrique du Nord, l'engagement français et américain sont à peu près du même ordre de grandeur et les actions françaises tendent à être largement dictées par leur propre perception de leurs intérêts, indépendamment de ce que nous faisons. La conclusion devrait être à notre avis que les États-Unis devraient agir au Maghreb ainsi qu'en Guinée et peut-être au Mali en accord avec notre perception de nos intérêts,

³¹⁶ “Embassy considers assumptions which have guided U. S. policy towards ex-French Africa and particularly OCAM remain valid for some time because main factors remain pertinent even in flux internal and external problems of African States. These factors are (1) recent arrival of U. S. (particularly in OCAM area) on African scene and consequently limited nature U. S. specific interests in the region, (2) extent U. S. commitments and interests elsewhere and limitations they impose upon American resources allocable to areas of subsidiary importance to us, (3) continuing scope French military role, political influence, cultural and economic efforts in ex-French Africa which remain area's principal links with West, (4) desirability of limiting stresses in franco-american relationship in African area where our interests conflict are less than in other parts of world...”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1874, dossier POL 1 AFR-US, télégramme de Charles Bohlen, no 6702 : *Africa Policy Review*, Paris, 26 mai 1965, non foliotée, p. 1. Plus haut, il précise que l'ancienne Afrique française reste la principale région liée à l'Ouest.

³¹⁷ “Accordingly, Embassy believes that unless we run into situations where France in our view is substantially damaging western including U. S. interests in Africa, we should continue (1) to encourage French “carry on”, (2) to shape our area presence and activities to supplement metropole's whenever possible, (3) to extent [sic] overriding U. S. interests permit, to accept French primacy in countries where France pays major portion of the bill”. *Ibid.*, p. 2.

indépendamment de l'impact possible que pourrait avoir la politique américaine sur l'action française."³¹⁸

Considérant par ailleurs les houleuses relations franco-américaines en Afrique comme le fait du général de Gaulle, Bohlen estime cependant que la poursuite d'une concertation avec le gouvernement français sur l'Afrique continue d'être souhaitable. Enfin, bien que désireux de ne pas laisser les États africains seuls face aux Français avec les conséquences que cela pourrait avoir sur leurs propres engagements (notamment la crainte de voir les Africains se tourner vers eux pour obtenir plus d'aide), l'ambassadeur considère que le "meilleur pari que les États-Unis peuvent faire en Afrique francophone au sud du Sahara est de poursuivre leurs relations d'aide approximativement sur leur base du moment".³¹⁹

Les relations franco-américaines connaissent un réchauffement à partir de 1968, date à laquelle Richard Nixon prend les commandes à Washington. L'arrivée du nouveau président américain pour lequel le général de Gaulle éprouve estime et considération, permet non seulement la reprise du dialogue entre Français et Américains sur la scène internationale mais aussi africaine.³²⁰ Il faut toutefois attendre mai 1970 pour que des consultations régulières franco-américaines sur l'Afrique reprennent. Au cours de ces entretiens, les deux délégations tombent à nouveau d'accord sur la nécessité de poursuivre des échanges de point de vues sur l'Afrique bien que la France

³¹⁸ "In North Africa, French and American involvement is of roughly same order of magnitude, and French actions will tend to be determined largely by their own view of their interests, independent of what we do. Conclusion should in our opinion be that U.S. should act in Maghreb as well as in Guinea and perhaps Mali in accordance with our view of our interests, largely independent of possible impact of U.S. policy on French action". *Ibid.*, p. 3.

³¹⁹ *Ibid.*, p. 2.

³²⁰ Vaïsse, *op. cit.* p. 410.

souhaite que ceux-ci restent non seulement non institutionnels mais également très discrets afin d'éviter les susceptibilités africaines.³²¹ De part et d'autre, les commentaires sur ces rencontres sont tout à fait encourageants. Si du côté français, elles démontrent l'intérêt nouveau porté par l'administration Nixon à l'Afrique, les Américains sont quant à eux heureux de constater que Paris ne considère plus l'Afrique comme sa "chasse gardée privée" et que l'effort de Washington est désormais perçu, même en Afrique francophone, comme un "indispensable complément" à l'assistance du gouvernement français afin de répondre aux énormes besoins africains.³²²

Au chapitre de l'aide au développement, les deux partis jugent favorable une coordination internationale, mais les moyens envisagés sont différents. Pour sa part, la France privilégie la coopération bilatérale et confirme que, malgré des difficultés budgétaires, le gouvernement français entend maintenir son assistance aux pays africains tandis que parallèlement elle encourage le développement de la collaboration entre la CEE et les pays africains et malgaches. Les Américains, opposés à cette association qui porte d'après eux atteinte aux règles du GATT et à la liberté de commerce, préconisent non seulement une approche multilatérale de l'aide par le biais d'organisations régionales ou internationales mais également la substitution progressive de l'investissement privé aux aides gouvernementales –qui de leur côté sont limitées. Dans cette perspective, ils citent à titre d'exemple "le fructueux programme de Boké en

³²¹ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 595, exposés de la politique des États-Unis en Afrique et de la politique de la France en Afrique dans le cadre des entretiens franco-américains, mai 1970, non foliotée, p. 9.

³²² NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2035, dossier POL1 AFR-US, télégramme de David Newson, sous-secrétaire chargé des Affaires Africaines au Département d'État, no 5965 : *US-GOF Consultations on Africa*, Paris, 13 mai 1970, non foliotée, p. 2.

Guinée qui nécessitent à la fois des accords multilatéraux et associe secteur public et privé”.³²³

Par ailleurs, alors que sont échangées des vues plus spécifiques sur l’avenir de certains pays (les deux Congo, les États du Maghreb, la Somalie), les représentants des deux pays réaffirment l’obligation de préserver l’Afrique des rivalités entre les grandes puissances. Dans ce domaine, ils apparaissent d’accord sur le fait que ni Moscou ni Pékin ne sont parvenus “à implanter une action politique en profondeur”, ce qui pour les Américains apparaît comme “l’un des plus frappants exemples de la faillite des appels adressés par le monde communiste aux jeunes nations”.³²⁴ Ils restent toutefois vigilants dans ce domaine. À ce sujet, il faut noter l’étonnante remarque du sous-secrétaire américain qui rappelle qu’à maintes reprises la question des relations culturelles et linguistiques de la France avec ses anciennes colonies a été abordée et qu’à cette occasion les délégués français ont déclaré estimer que la politique culturelle et linguistique menée par Paris contribuait à lier les pays francophones au monde occidental. Dans cette perspective, ils attribuent d’ailleurs à la jeune organisation francophone créée à Niamey (l’ACCT), un rôle de renforcement de ces liens.³²⁵ À cette dernière est confirmée également une responsabilité sur le plan de l’assistance au développement puisque “celle-ci rend désormais possible une coopération horizontale

³²³ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 595, entretiens franco-américains, mai 1970, non foliotée, p. 4-5.

³²⁴ *Ibid.*, p. 2 et 5-6.

³²⁵ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2035, dossier POL1 AFR-US, télégramme de David Newson, no 5965 : *op. cit.*, 13 mai 1970, non foliotée, p. 2.

entre les pays francophones complémentaire de l'assistance verticale offert par la France et les autres pays industrialisés.”³²⁶

Pour conclure cette partie, revenons à la question que nous posions en tête de ce chapitre : Les États-Unis et l'Afrique francophone : une action ciblée qui reste marginale ? Si la première partie de cette proposition nous semble juste –les Américains ne portent effectivement leurs efforts en Afrique francophone que sur certains secteurs-, la réponse à la suite de celle-ci est, comme nous venons de le voir, délicate. Certes, le volume des échanges de toutes sortes entre les États-Unis et les pays d'Afrique francophone demeure restreint en comparaison avec d'autres régions du monde. Certes, le fait que l'Afrique ne représente pas un enjeu vital pour la sécurité nationale des États-Unis, et l'existence d'un ensemble de facteurs locaux tels l'environnement linguistique et culturel, et la prépondérance française se posent comme autant d'éléments peu favorables à une implantation américaine en profondeur et font de l'Afrique une zone secondaire pour les Américains. Il est toutefois impossible de parler de marginalité pour qualifier les liens entretenus entre Washington et les capitales d'Afrique francophone. Au contraire, ainsi que le montre ce chapitre, nous assistons à l'endroit de ces dernières au déploiement d'un véritable arsenal politique et économique de Washington. En fait, après avoir analysé les stratégies américaines en Afrique en général, on aurait pu imaginer qu'une certaine imperméabilité aux méthodes américaines, empêcherait toute implantation de Washington dans ces États. Or, il n'en est rien. Répondant tout d'abord

³²⁶ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2031, dossier POL1 AFR, mémorandum de David Newson : *US-French Bilateral Exchanges on Africa : IV—Francophone Africa*, Paris, 8 mai 1970, non foliotée, p. 1.

au double contexte international de la décolonisation et de la Guerre froide, puis à des intérêts économiques propres, les Américains vont y développer une politique spécifique teintée de rivalité avec un allié français qui apparaît à la fois irremplaçable et encombrant. De plus, respectant une volonté de ne s'engager que de façon mesurée, Washington s'emploie par ailleurs à ne jamais laisser dériver aucun de ces pays africains loin de ses intérêts. Se cantonnant à leur traditionnelle attitude d'engagement désengagé, les Américains vont donc développer certaines pratiques tout à fait originale liées à ce contexte de l'Afrique francophone indépendante mais non totalement libérée de son passé, qu'ils vont vouloir absolument garder sous influence occidentale, à la fois pour des raisons idéologiques et géopolitiques mais aussi économiques et commerciales.

Par ailleurs, les années 60 constituent également pour les pays africains francophones, un période charnière avec l'émergence d'une nouvelle organisation, voulue par eux, et qui, initialement, entend redéfinir l'ensemble des liens existants entre les États francophones d'Afrique et la France. Parce qu'elle est susceptible de changer la donne dans la région, l'émergence de cette idée de Francophonie, donc de la formation d'une organisation de coopération, qui se veut avant tout plus égalitaire, fondée sur l'usage d'une langue et d'une culture communes, devait nécessairement attirer l'attention de Washington. Or, contre toute attente, les Américains vont non seulement se montrer favorables à la Francophonie mais ils vont également, quoique indirectement, contribuer à sa mise en place. Au-delà de ce constat inattendu, l'attitude américaine dans cette affaire va nous permettre de mettre en évidence une fois de plus

les stratégies de Washington dans cette région du monde, en plaçant leur politique vis-à-vis de la Francophonie à la fois comme un prolongement et comme un exemple de celle-ci.

-Troisième partie-
Les États-Unis et la Francophonie

L'ensemble de l'étude que nous avons menée jusqu'ici nous a ouvert les chemins des relations afro-américaines, puis ceux moins connus des relations entre les États-Unis et l'Afrique francophone. Si, au fil des pages, nous avons montré que Washington a manifesté un intérêt à la fois politique, stratégique et économique à l'égard de cette région du monde tout au long des années 60, ce qui retient notre attention dans cette partie finale, c'est le lien que l'on peut établir entre les États-Unis et la Francophonie. Ainsi, si nous évoquons dans notre introduction générale la démarche intellectuelle qui nous a amené à développer cette idée, nous nous emploierons ici à exposer les raisons qui nous portent à croire que les Américains se sont intéressés de près, à la fin des années 1960, à la naissance du premier organisme de la Francophonie, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), dans l'intention d'ancrer définitivement les pays francophones d'Afrique au camp occidental. À partir de ce postulat, plusieurs questions se posent à nous : Pourquoi les États-Unis s'intéresseraient-ils à ce type d'organisation qui, à première vue, pourrait être considérée comme une simple organisation régionale à grand rayon d'action de plus ? Qu'en retiennent-ils ? Comment la perçoivent-ils ? Enfin pourquoi et comment les Américains ont-ils intégré la Francophonie dans leurs stratégies en Afrique francophone ?

Pour y répondre, nous nous arrêterons tout d'abord sur les conditions de l'émergence de la Francophonie en analysant plus particulièrement l'attitude vis-à-vis

de celle-ci des nations ou groupes de nations fondatrices de l'organisation : la France, le Canada et le Québec, et les pays d'Afrique francophone. Dans cette perspective, il s'agira d'expliquer les motivations et enjeux qui se cachent derrière la naissance de la Francophonie depuis les premiers mouvements francophones. Puis dans un second chapitre, nous reviendrons à nouveau sur le contexte international et régional des années 1960, afin de comprendre en quoi celui-ci a pu amener les Américains à conférer un rôle à la Francophonie dans la perspective de la Guerre froide. Puis, nous nous attacherons à mettre en relief la perception qu'ont les États-Unis de la Francophonie à partir de documents d'archives américains. Pour finalement montrer comment, contre toute attente, Washington contribue à la création du premier organisme intergouvernemental de la Francophonie à la fin des années 60.

VII- L'ÉMERGENCE DE LA FRANCOPHONIE

En introduction, nous revenons sur les définitions et les concepts qui se cachent derrière le vocable de “francophonie”. Dans les paragraphes qui vont suivre, nous nous pencherons plus attentivement sur cette volonté d’organiser l’espace francophone, en fait sur la mise en œuvre d’une coopération originale, basée sur l’usage commun du français. Dès les années 50, on assiste à la formation de multiples associations non gouvernementales et souvent professionnelles à caractère francophone. Puis, en 1970 est créé un organisme intergouvernemental, l’Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), la première institution de l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF) que l’on connaît aujourd’hui. Ce qui nous intéresse dans ce chapitre, ce n’est pas de montrer l’intérêt ou la validité de l’existence de la Francophonie, comme beaucoup l’ont fait précédemment, mais plutôt de comprendre les dynamiques, les motivations et les enjeux sous-jacents cette institutionnalisation. Nous chercherons donc à savoir pourquoi des États ont voulu, à ce moment précis, aller plus loin et instaurer un organisme fédérateur officiel, alors qu’un réseau plus “informel” d’associations francophones existait et fonctionnait déjà. Pour ce faire, il s’agira d’expliquer cette naissance en l’inscrivant dans ses contextes multiples.

Pour saisir pleinement la phase qui a permis à la Francophonie de s’organiser, il ne faut pas oublier le contexte historique international qui l’entoure, celui des années 60, celui de la décolonisation et de l’affirmation des nationalismes à la fois des pays du Tiers-Monde devenus indépendants mais aussi de communautés minoritaires de pays occidentaux comme le Québec. Cette période de bouleversements politiques et

institutionnels est effectivement un terreau propice à une prise de conscience régionalisée de l'existence d'une communauté francophone et de la possibilité de structurer celle-ci afin de promouvoir des intérêts propres. Dans ce sens, Christine Desouches explique que c'est "la conjonction d'un double objectif de la francophonie, à savoir la recherche de lien de coopération les plus étroits et les plus efficaces en vue de la lutte pour le développement (objectif prioritaire des États africains) et la volonté de recevoir une aide des pays francophones, notamment la France, dans la dynamique d'affirmation de soi des communautés francophones, qui a sous-tendu tout ce processus de mise en place des structures d'une coopération multinationale francophone".³²⁷ C'est donc pour répondre aux besoins spécifiques de leurs pays que plusieurs leaders africains ont pris ou repris l'initiative de la Francophonie.³²⁸

A- LA FRANCOPHONIE : UNE CRÉATION AFRICAINE

*1) Historiographie et Francophonie : une vision idéalisée de l'adhésion africaine ?*³²⁹

L'historiographie, tout en abordant également d'autres thèmes, fait une large place à la vision spirituelle, voire romantique, de l'émergence du concept de

³²⁷ Christine, Desouches, "Difficile gestation d'un ensemble cohérent", *Géopolitique africaine*, no 2, (1986), p. 106-107.

³²⁸ Dans une publication récente, l'ancien ambassadeur français, Bernard Dorin, membre très actif de la "mafia québécoise" française, défend l'idée que c'est lui et quelques autres qui ont été à l'origine de cette affaire. D'après lui, "il s'agissait de monter la francophonie de l'extérieur, c'est-à-dire par l'Afrique et l'ancien empire colonial français qui venait d'accéder à l'indépendance. Il fallait que les gens qui avaient participé à cet ancien empire colonial prennent l'initiative de l'idée francophone". De là, auraient-ils porté leur choix sur trois personnages : Léopold Sédar Senghor, Hamani Diori et Habib Bourguiba. Aucune autre source ne fait référence à cette dimension, il est donc difficile de savoir quel crédit lui accorder. Il est néanmoins important de le noter. Dans Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier, *Le Lobby du Québec à Paris. Les précurseurs du général de Gaulle*, Montréal, Québec Amérique, 2002, p. 95.

³²⁹ Dans cette section, nous appuyons largement notre propos sur les études de Michel Tétu. Universitaire et spécialiste de la question francophone, il est également l'un de ses animateurs engagés. Ses ouvrages, références dans le domaine, tout en véhiculant une certaine idéalisation de la francophonie, donnent une excellente vision d'ensemble de ses problématiques.

Francophonie dans laquelle les Africains, fiers de leur appartenance à la civilisation française, jouent le rôle central à la fois de créateurs, d'ambassadeurs et de hérauts du projet.³³⁰ Dans celle-ci, on attribue à trois leaders africains la paternité de la Francophonie moderne : Léopold Sédar Senghor, Habib Bourguiba et Hamani Diori.³³¹

i) Léopold Senghor

Senghor apparaît comme le “premier des Francophones”. Poète et homme politique, il est présenté comme le fruit d’une double formation : l’une française acquise au cours de ces années d’étude et l’autre noire issue de sa culture d’origine. Intellectuel, il participe avec plusieurs de ses contemporains (le Martiniquais Aimé Césaire, le Guyanais Léon Gontran Damas ou encore le Guadeloupéen Guy Tirolien) au lancement du mouvement de la négritude, qui offre alors un nouveau regard sur le monde occidental et le monde francophone.³³² Défendant l’idée de l’existence d’une civilisation africaine propre, il célèbre en langue française les qualités et les spécificités des Noirs sur les différents continents. Pour beaucoup, cette célébration se pose comme le premier acte de Francophonie de Senghor, acte qu’il confirme avec son entrée en politique.³³³

Député du Sénégal à l’Assemblée constituante après la guerre, il devient secrétaire d’État à la présidence du Conseil en 1955 et 1956 sous le gouvernement d’Edgar Faure.

³³⁰ Ntole Kazadi, *L’Afrique afro-francophone*, Aix-en-Provence, Institut d’Études Créoles et Francophones, Didier Érudition, 1991, p.15.

³³¹ Voir Xavier Deniau, *La Francophonie*, Paris PUF, 1995 (1983), Jean-Marc Léger, *La Francophonie, grand dessein, grande ambiguïté*. Montréal, Hurtubise HMH, 1987, Jacques Barrat, *Géopolitique de la Francophonie*, Paris PUF, 1997, Michel Tétu, *La Francophonie. Histoire, problématique et perspectives*, Montréal, Guérin Universitaire, 1992 (1987) et *Qu’est-ce que la Francophonie ?*, Paris, Hachette, 1997, etc.

³³² Tétu, *Qu’est-ce que...*, p. 208-209.

³³³ Tétu, *La Francophonie...*, p. 66-67.

Initiateur de plusieurs projets de mouvements et partis politiques en Afrique, il s'illustre à la tête du Parti du regroupement africain (PRA) pour préparer le projet gaullien de Communauté. On considère que c'est à peu près durant cette même période que Senghor lance l'idée, alors vague, de Francophonie. Or, les esprits, emplis de colonialisme, ne sont pas vraiment réceptifs au projet. Il lui faut attendre encore quelques années pour trouver enfin un certain écho à son initiative.

En novembre 1962, il fait partie des écrivains qui collaborent à la revue *Esprit* et qui consacrent le mot de "francophonie". Dans un article intitulé "Le Français, langue de culture", Senghor fait l'éloge de la langue française comme facteur de culture. Il dresse alors également un portrait de la Francophonie :

"La Francophonie, c'est cet Humanisme intégral, qui se tisse autour de la terre : cette symbiose des "énergies dormantes" de tous les continents, de toutes les races, qui se réveillent à leur chaleur complémentaire. "La France, me disait un délégué du F. L. N., c'est vous, c'est moi : c'est la Culture française". Renversons la proposition pour être complets : la Négritude, l'Arabisme, c'est aussi vous, Français de l'Hexagone. Nos valeurs font battre, maintenant, les livres que vous lisez, la langue que vous parlez : le français, Soleil qui brille hors de l'Hexagone."³³⁴

Prenant pour acquis l'existence de ce concept de Francophonie, la définition proposée par Senghor n'en reste pas moins assez abstraite. Or, la notion va prendre, dans son discours, une tournure de plus en plus précise. Il se dégage alors la possibilité de créer un lien institutionnel entre les peuples francophones. Il expose ainsi en 1962, lors d'une réunion de l'Union africaine et malgache à Bangui en République centrafricaine, l'idée d'un "Commonwealth à la française". Souhaitant la formation d'une "organisation verticale solidement structurée encore que souple, apte à promouvoir une coopération africaine exemplaire", il propose surtout de compléter les

³³⁴ Léopold Sédar Senghor, "Le Français, langue de culture", *Esprit*, 1962, p. 844.

relations bilatérales entretenues par la France et les pays africains par des liens multilatéraux.³³⁵

Progressivement, au cours des années qui suivent, son concept va s'affiner. En juillet 1966, il présente un projet de communauté francophone lors d'une réunion de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) et préconise l'organisation de réunions interparlementaires chargées d'en étudier les possibilités. De là, mandaté par les membres de l'OCAM pour "prendre les contacts utiles en vue de la réalisation de cette Francophonie dans les domaines culturels et économiques", sa croisade pour la constitution de cette structure organique francophone s'engage. Il est accompagné dans sa tâche par le président en exercice de l'OCAM, Hamani Diori.³³⁶ En 1966, lors d'un célèbre discours à l'Université Laval de Québec, Senghor explique que la Francophonie :

"...ce n'est pas... "une machine de guerre montée par l'impérialisme français". Nous n'y aurions pas souscrit, nous Sénégalais, qui avons été parmi les premières nations africaines à proclamer et à pratiquer... le non-alignement coopératif. Voilà exactement vingt ans..., (que) je proclamais, en France, notre volonté d'indépendance..., mais en même temps, notre volonté d'entrer dans une communauté de langue française. Si nous avons pris l'initiative de la francophonie, ce n'est pas pour des motifs économiques et financiers. Si nous étions à acheter, il y aurait eu sans doute plus offrant que la France. Et si nous avons besoin de plus d'assistants techniques francophones de haute qualification, c'est qu'avant tout, pour nous, la Francophonie est culture. ... La francophonie ne sera pas, ne sera plus enfermée dans les limites de l'Hexagone. Car nous ne sommes plus des "colonies"... Nous sommes devenus des États indépendants, des personnes majeurs qui exigent leur part de responsabilités : pour fortifier la communauté en la grandissant... L'essentiel est que la France accepte de décoloniser culturellement et qu'ensemble, nous travaillions à la défense et à l'expansion de la langue française comme nous avons travaillé à son illustration..."³³⁷

³³⁵ Tétu, *La Francophonie...*, p. 68.

³³⁶ *Ibid.*, p. 69.

³³⁷ Discours du 24 septembre 1966, cité dans *Ibid.*, p. 70.

Ce discours est considéré comme le texte référence, le texte fondateur de toute la Francophonie jusqu'à l'institutionnalisation de celle-ci en 1970. En fait, il y définit les buts d'une éventuelle organisation internationale qui serait basée sur la francophonie : celle-ci serait une union de pays indépendants autonomes dont la France ne serait non pas le chef de file mais le foyer spirituel, en vue d'un développement intellectuel et technique maximum de chacun des membres, dans un cadre où la culture et la civilisation françaises se conjugueraient harmonieusement avec la culture et la civilisation arabe ou avec la culture noire.³³⁸ C'est au cours de la Conférence de Niamey en 1969, que Senghor dessine précisément les contours de la "structure idéale" :

"Le problème est d'organiser un ensemble de nations francophones où s'affirme peu à peu une libre communauté de culture, qui ouvre d'immenses perspectives à nos aspirations les plus ambitieuses. Nous le savons, la coopération est une réalité majeure de notre temps, singulièrement dans le domaine de la culture. Pourtant la communauté francophone que nous voulons créer sera essentiellement culturelle au sens le plus large du terme : elle aura pour mission de former et d'informer. La création d'une communauté de langue française sera, peut-être, la première du genre dans l'histoire de notre époque, où l'Homme menacé par le progrès scientifique dont il est l'auteur, veut construire un nouvel humanisme qui soit, en même temps, à sa mesure et à celle du cosmos."³³⁹

Si au cours des années où Senghor précise graduellement sa vision quant au projet de Francophonie, une série de principes dominant en tout temps les priorités du leader sénégalais : l'unité de l'Afrique d'abord, une Afrique qui après la décolonisation est d'autant plus fragilisée et qui souffrirait de tout nouveaux découpages; enfin, le lien avec la France qui l'a formée, et la création de nouvelles relations fraternelles par la réunion d'hommes, blancs ou noirs, mus par les mêmes espoirs.³⁴⁰ En énonçant ces thèmes, on réinsère finalement le discours de Senghor sur la Francophonie dans sa

³³⁸ Gilles Carignan, *La Francophonie est-elle mal partie ?*, Montréal, Université de Montréal, 1972, p. 47.

³³⁹ Francophonie 69-70, p. 22.

³⁴⁰ Tétu, *La Francophonie....*, p. 69.

réalité contextuelle. Ainsi, dépassant les simples déclarations d'intention, on lève le voile sur les motivations premières présidant au développement du mouvement d'unification francophone, soit la recherche de l'intégration continentale africaine et l'affirmation des aspirations africaines dans le monde. Nous reviendrons d'ailleurs plus loin sur ces questions.

Dans sa quête, Senghor trouve à partir de 1965 un allié en la personne du président de la Tunisie, Habib Bourguiba.

ii) Habib Bourguiba

Le leader tunisien est aux yeux des spécialistes de la Francophonie, le personnage qui a donné à celle-ci une sorte d'existence publique. En effet, reprenant le concept de Senghor en 1965, c'est lui qui va le porter de capitale en capitale afin d'attirer sur le projet de Francophonie l'attention de ses homologues africains. Ce qui surprend dans la démarche de Bourguiba, c'est qu'à l'époque les relations entre la France et la Tunisie sont encore des plus difficiles et que l'on aurait pu penser que l'on assisterait à un rejet pur et dur de la culture et de la langue françaises.³⁴¹ Or, au contraire, Bourguiba, qui voit dans cette occasion un moyen de regagner l'affection de la France, prône l'idée que le français a été un véhicule de la modernité en Tunisie. Pour lui, comme pour Senghor, "la colonisation n'a pas été un phénomène purement négatif; il faut utiliser l'acquis colonial dans le sens des intérêts des nouveaux États".³⁴² En fait, d'après Ntole Kazadi, il semble que Bourguiba ait toujours encouragé "une certaine convivialité culturelle" entre la France et les peuples de ses anciennes colonies. Ainsi, le bourguibisme qui

³⁴¹ Cf partie II, chapitre V, B, 2, p. 109-119.

³⁴² Tétu, *La Francophonie...*, p. 69.

émerge dans les années 50 induit-il “le dépassement du rapport colonisateur-colonisé” et considère “la colonisation comme une étape sociologique nécessaire” qui permet à certains peuples de “sortir de leur torpeur”. Pour le “Combattant suprême”, l’avenir de la Tunisie ne pouvait se préparer dans la haine de la France et de la langue française.³⁴³

Au cours d’un voyage au Niger, le président tunisien exprime ainsi ses conceptions :

“La langue dans laquelle nous nous exprimons vous et nous ne constitue-t-elle pas un lien remarquable de parenté qui dépasse en force l’idéologie ? Pour le combattant que je suis, la langue française a toujours été une arme précieuse et efficace que je n’ai pas seulement utilisé durant la lutte contre les colonialistes, mais aussi durant la lutte pour notre auto-développement contre les forces de l’obscurantisme. Cette arme fait désormais partie de notre arsenal commun. Pour vous, comme pour nous, la langue française constitue l’appoint à notre patrimoine culturel, enrichit notre pensée, exprime notre action, contribue à forger notre destin intellectuel et à faire de nous des hommes à part entière appartenant à une communauté où le “bon sens est la chose la mieux partagée” et où “ce” qui est évident s’énonce clairement. Il est normal, il serait utile qu’en Afrique comme ailleurs, les gouvernements conviennent de s’organiser en fonction de cette “communauté linguistique”. ”³⁴⁴

C’est d’ailleurs au cours de cette tournée en Afrique qu’il effectue à partir de novembre 1965, au cours de laquelle il se fait l’avocat et le porte-parole de l’établissement d’un “Commonwealth à la française”, que Bourguiba prononce ces paroles. Il assure que le manque d’hommes formés constitue un handicap majeur des pays du Tiers-Monde et considère que “seul un Commonwealth à la française pourra donner les moyens nécessaires au progrès de nos élites c’est-à-dire de nos États.”³⁴⁵ Aussi, dans une allocution prononcée à Dakar en novembre 1965, tout en affirmant que “la francophonie est une réalité en Afrique”, il se déclare en faveur de l’établissement

³⁴³ Kazadi, *op. cit.*, p. 54.

³⁴⁴ MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Niger, vol. 2814, dépêche de Albert Tréca, no 656/DAM : *Visite officielle du Président Bourguiba au Niger*, Niamey, 17 décembre 1965, non foliotée, p. 4.

³⁴⁵ *Le Monde*, 18 février 1969.

de cette Communauté entre les pays participants à un même univers culture, qui “respecterait les souverainetés de chacun et harmoniserait les efforts de tous.”³⁴⁶

Bourguiba insiste sur le fait que cette communauté devrait être un véritable espace de coopération où les pays en voie de développement ne seraient pas soumis au contrôle de l’ancienne puissance coloniale, même si parallèlement il encourage la France à “repandre un peu de son hégémonie” pour mener à bien le projet.³⁴⁷ À l’idéal de Senghor, auquel Bourguiba adhère très tôt, de fonder une organisation à vocation principalement culturelle et économique, le leader tunisien va donc également ajouter l’idée de rencontres et de négociations multilatérales.³⁴⁸

Toutefois, devant les réticences françaises, la bonne volonté tunisienne se voit ébranlée et on peut lire un certain désenchantement dans les propos que l’ambassadeur tunisien en France, Mohammed Masmoudi, tient dès janvier 1967.

“L’accueil que la France a réservé aux propositions de Bourguiba ne nous a pas paru encourageant. Pourquoi vous le cacher, cet accueil nous a même un peu déçus. Ce que la presse française a écrit au sujet des propositions tunisiennes nous a d’autant plus irrités que notre sincérité était mise en cause. Pour certains bien-pensants...il ne s’agissait pour Bourguiba que d’une opération, d’une ruse en somme destinée à nous assurer les faveurs de la France... et à nous faciliter l’accès au club privé qu’elle réserve à ses amis privilégiés...”³⁴⁹

Ainsi, après un engagement très actif envers la Francophonie dans les années 1965-1966, la Tunisie se montre nettement plus discrète sur le dossier alors que les

³⁴⁶ *Le Devoir*, 29 novembre 1965.

³⁴⁷ *Ibid.*

³⁴⁸ Discours de Bourguiba à Bamako en décembre 1965 publié dans *Afrique nouvelle*, 9-15 décembre 1965. Cité par Jacques Barrat, *Géopolitique de la Francophonie*, Paris, PUF, 1997, p. 52.

³⁴⁹ Propos de Mohammed Masmoudi datés de juillet 1967, cités dans Tétu, *La Francophonie...*, p. 73.

propositions de Senghor et Bourguiba trouvent certains échos chez d'autres leaders africains comme Hamani Diori.

iii) Hamani Diori

Président du Niger et de l'OCAM lorsque ses homologues sénégalais et tunisiens deviennent de "fervents francophones", Hamani Diori est souvent l'oublié de l'histoire de la Francophonie. C'est pourtant lui qui reprend le flambeau à partir de 1966 lorsque Senghor et Bourguiba montrent certains signes d'essoufflement dans leur quête. Il est également à l'origine de la dimension intergouvernementale du projet. En effet, ainsi que le soulignent les autorités françaises, si un ensemble d'associations internationales - regroupant journalistes, universités, parlementaires, juristes, etc., de langue française - se recommandant de l'idée francophone a vu le jour dès les années 50, tout cela a été le fait d'initiatives privées qui ont certes reçu des encouragements des gouvernements mais qui n'ont "d'aucune manière été dirigé ni stimulé par des services gouvernementaux".³⁵⁰

C'est au moment où Senghor présente son projet de "Francophonie organisée" lors de la Conférence de l'OCAM tenue à Tananarive en 1966, que Hamani Diori s'engage personnellement sur ce dossier, probablement stimulé par le souci d'extraire son pays d'une pauvreté endémique en l'ouvrant à de nouveaux partenaires.³⁵¹ Chargé à titre de président de l'OCAM de débroussailler le terrain de la Francophonie auprès de ses homologues africains, Diori devient un artisan convaincu de celle-ci et se déplace aux

³⁵⁰ ANF, Fonds du Secrétariat des Affaires africaines et malgache (Fonds Foccart-FSAAM), vol. 2817 (sous dérogation), note à l'attention de Monsieur de Lipkowski, 19 mars 1969.

³⁵¹ Nous verrons par la suite comment l'attitude de Diori contribue à l'inclusion et la participation du Canada dans les tractations menant à la création de l'ACCT.

quatre coins du continent afin de prendre le pouls de ses collègues. Ce déploiement d'énergie lui vaudra d'ailleurs, de la part des spécialistes, le titre élogieux de "commis-voyageur de la Francophonie".³⁵²

En septembre 1966, il présente au général de Gaulle, un avant-projet d'organisation de la Francophonie préparé par l'OCAM. Celui-ci propose d'aménager le monde francophone "en cercles concentriques de plus ou moins étroite solidarité". Le premier cercle –Francophonie A- où les liens seraient multiformes, regrouperait la France et les États africains et malgache. Le second ensemble –Francophonie B- dont les membres seraient conviés périodiquement à des concertations, associerait les pays du Maghreb, le Liban, Haïti et les États de l'ancienne Indochine. Enfin, le dernier cercle -Francophonie C- rassemblerait tous les pays entièrement ou partiellement de langue française -soit tous les États cités précédemment auxquels s'ajouteraient le Canada, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg- mais se limiterait à une coopération culturelle. En accord avec une attitude arrêtée par les autorités françaises consistant à laisser à d'autres le soin de montrer leur attachement à la Francophonie et d'amener l'idée à maturité, ce projet reçoit un accueil peu enthousiaste à Paris, où de Gaulle se contente de prendre acte de celui-ci. En fait, les charges financières afférentes au projet ne pouvaient que rebuter une France craignant de se retrouver seule à assumer les frais du développement des pays de l'OCAM.³⁵³

En janvier 1967, Diori est à nouveau reçu à Paris avec un nouveau plan qui, bien que n'aboutissant pas à plus de résultat, obtient toutefois certaines manifestations de sympathie et d'intérêt puisqu'il est convenu qu'une conférence préparatoire sur la

³⁵² Kazadi, *op. cit.*, p. 50.

³⁵³ *Ibid.*, p. 51-52 et ANF, FSAAM, vol. 2817, note à l'attention de Monsieur de Lipkowski, Paris, 19 mars 1969, non foliotée.

Francophonie se réunisse plus tard dans l'année. Même si cette rencontre n'a finalement pas lieu, ce séjour marque cependant une étape sur le chemin menant à la création d'une Agence de la Francophonie, le problème étant de trouver les domaines de compétences de celle-ci qui pourraient amener la France à y participer. L'année suivante, fort d'un nouveau mandat des membres de l'OCAM, le président nigérien présente en mars 1968 un projet d'agence de coopération multilatérale entre les pays de langue française, qui se présente alors comme une sorte d'UNESCO francophone. Celle-ci, dont l'objet est le renforcement de la solidarité de la communauté francophone, en particulier dans le domaine culturel, se propose non pas de se substituer ou de faire concurrence aux mécanismes de coopération déjà existants, mais de compléter leur action dans le cadre particulier de la Francophonie.³⁵⁴ Cette structure, plus acceptable pour la France, reçoit finalement l'appui du général de Gaulle. Diori convoque alors à Niamey, pour la mi-décembre 1968, une réunion destinée à la fois à donner le coup d'envoi officiel du rassemblement francophone et à décider de la création de l'Agence de coopération.³⁵⁵

La première conférence intergouvernementale des pays entièrement ou partiellement de langue française se tient finalement en février 1969 au Niger et réunit 28 États provenant des quatre coins du monde. Au cours de celle-ci, la mise en place d'un instrument de coopération à vocation culturelle et technique, qui se veut à la fois souple et efficace, est décidée.³⁵⁶ En mars 1970, la deuxième Conférence de Niamey consacre la naissance de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). La course

³⁵⁴ ANF, FSAAM, vol. 2817, note no 440/DAM : *Agence de coopération culturelle et technique*, Paris, 13 septembre 1968, non foliotée.

³⁵⁵ ANF, FSAAM, vol. 2817, note de travail sur le projet d'Agence de coopération culturelle et technique présenté par le président Diori Hamani. Aussi Tétu, *La Francophonie...*, p. 75, Kazadi, *op. cit.*, p. 53., Barrat, *op. cit.*, p. 52.

³⁵⁶ Kazadi, *op. cit.*, p. 52-54.

d'obstacle, dont le leader nigérien a pris le relais, aboutit donc à la fondation d'un organisme intergouvernemental favorisant à la fois les relations multilatérales et bilatérales entre pays de langue française dans le domaine de la coopération culturelle et technique. Toutefois si Niamey institutionnalise enfin les liens historiques de la communauté des francophones, le dessein final de l'Agence demeure loin des ambitions originelles des "pères" de la Francophonie. Senghor, qui rêvait d'une Francophonie organisée au plus haut niveau et touchant à tous les domaines de la coopération, n'aura de cesse de proposer de créer une structure organique de la Francophonie regroupant les chefs d'État et de gouvernement des pays francophones.³⁵⁷ Cette vision ne prendra finalement forme qu'avec le premier Sommet de la Francophonie près de vingt ans plus tard, en février 1986 à Paris.

Si les auteurs ont tendance à mettre surtout l'accent sur la dimension très idéalisée de la genèse de la Francophonie moderne, dans laquelle est magnifié l'attachement africain à la langue et à la culture françaises, ils s'entendent néanmoins tous pour placer cette naissance dans le prolongement de la colonisation. Ainsi, Ntote Kazadi l'envisage-t-il comme une étape logique des relations franco-africaines depuis la conquête jusqu'à la coopération en passant par la Communauté franco-africaine. Pour lui, la colonisation et l'introduction des valeurs universelles de la France sont déjà porteuses de ce concept de Francophonie repris par les leaders africains.³⁵⁸ Replaçant la naissance de la Francophonie dans la dynamique des relations franco-africaines, Kazadi recentre ainsi le débat sur celle-ci sur d'autres problématiques liées au contexte qui caractérisent

³⁵⁷ *Ibid.*, p. 53.

³⁵⁸ *Ibid.*, p. 15.

l'Afrique durant la période des années 60, soit la décolonisation et la question de l'unité africaine. Or, ces questionnements paraissent incontournables pour une bonne compréhension de l'environnement historique qui entoure l'émergence du mouvement francophone.

2) *Entre communauté franco-africaine et intégration continentale : les dessous d'un concept.*

i) Le panafricanisme et les origines de l'unité africaine

L'accession à l'indépendance des États africains dans le contexte où elle s'est produite a posé immédiatement le problème de la constitution de regroupements afin de lutter contre ce qui semblait être une dangereuse balkanisation de l'Afrique.³⁵⁹ En fait, c'est bien avant le début de la décolonisation que la question de l'unité africaine se pose en toile de fond des discours sur l'évolution du continent noir avec l'émergence du mouvement panafricain.

Celui-ci voit le jour dans les années 1900, et se veut à l'origine une doctrine développée en réaction à l'oppression des Noirs en Amérique. Lancé par des intellectuels américains et antillais comme Sylvestre Williams, Marcus Garvey, W.E.B. Du Bois et G. Padmore, le mouvement est à la fois un courant intellectuel, culturel et politique dont l'objectif premier est de reconnaître une souche et une identité communes à tous les Noirs et d'unir les Noirs de la diaspora dans leur lutte contre la persécution.³⁶⁰

Ces réflexions sont alors surtout le fait des afro-américains et il faut attendre la fin de la

³⁵⁹ Raymond Ranjeva, *La succession d'organisations internationales en Afrique*, Paris, Editions A. Pedone, 1978, préface de Suzanne Bastid, p. ii-iv.

³⁶⁰ W.E.B DuBois assimile le mouvement panafricain au sionisme pour les Juifs. D'après Maurice Kamto, Jean-Emmanuel Pondi et Laurent Zang, *L'OUA : rétrospective et perspectives africaines*, Paris, Economica, 1990, p. 117-119. Le mouvement de la négritude auquel appartient Senghor se place totalement dans le sillage du panafricanisme.

Seconde Guerre mondiale pour que les voix des leaders africains se fassent entendre lors la cinquième Conférence panafricaine qui se tient à Manchester en 1945. La tenue en 1958 à Accra de la première réunion panafricaine en terre d'Afrique consacre le jeune président du Ghana, Kwame N'Krumah, à la tête de ce mouvement sur le continent.

Ce panafricanisme continental fixe alors six principes fondamentaux : l'élimination du colonialisme en Afrique ; la promotion d'une personnalité africaine spécifique afin de bâtir une société africaine originale alliant valeurs traditionnelles et monde moderne ; la substitution du nationalisme africain au tribalisme ; la création d'un système économique africain de type communautaire mais non communiste en remplacement du système colonial ; l'adoption du principe "d'un homme, une voix", afin de promouvoir la démocratie ; et enfin, la formation au niveau du continent d'un gouvernement des États-Unis d'Afrique.³⁶¹ C'est ce dernier point, qui prévoit l'intégration du continent sur une base supra-nationale, qui cristallise tous les débats et les relations inter-africaines dès les indépendances en 1960. Deux tendances émergent alors : les "radicaux" menés principalement par N'Krumah, qui préconise l'unité africaine immédiate et totale ainsi que la suppression des frontières africaines héritées de la colonisation jugées artificielles, afin de mettre en place un cadre fédéral voire une organisation supra-nationale ; et les "modérés", surtout guidés par les leaders francophones qui estiment les projets du leader ghanéen excessifs et utopiques, préférant, entre autres, une structure non isolée des anciennes métropoles.³⁶²

³⁶¹ *Ibid.*, p. 119.

³⁶² Abdoul BA, Bruno Koffi et Fethi Sahli, *L'organisation de l'unité africaine. De la charte d'Addis-Abeba à la convention des Droits de l'Homme et des Peuples*, Paris, Édition Silex, 1984, p. 11-13.

Au moment de leur indépendance, la priorité des États francophones semble être le développement de liens privilégiés avec l'ancienne métropole sous le couvert d'une série d'accords de coopération touchant les domaines de l'économie, de l'éducation, de la culture et de la sécurité. En fait, la façon dont s'effectue l'émancipation progressive des ses territoires coloniaux depuis l'Union française en 1946 jusqu'à la Communauté en 1958, paraît avoir habitué les chefs de ces nouveaux États à mener avec la métropole, mais également entre eux, des concertations sur des sujets d'intérêt commun.³⁶³ Ainsi, la nécessité de constituer des réseaux interafricains de collaboration s'impose également à eux aux lendemains de la décolonisation. La courte expérience de la fédération du Mali (1959-1960) regroupant le Sénégal et le Soudan français se place d'ailleurs tout à fait dans cette perspective. Sur ce terrain, c'est à nouveau Senghor qui fait preuve du plus d'empressement et d'initiatives.

Au cours des années précédant l'indépendance, Senghor se fait en effet l'avocat de la création d'une Fédération franco-africaine, devenant par la suite le fer de lance d'un rassemblement des États africains devant déboucher sur l'intégration du continent. Dans ce sens, Senghor préconise la mise en place d'unions sous-régionales et locales, estimant que les regroupements administratifs créés par les colonisateurs pourraient donner lieu à des ensembles politiques viables.³⁶⁴ Il trouve dans sa croisade un allié en la personne du président de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, et ce alors que sur bien des questions leurs idées diffèrent, en particulier sur la place à donner à leurs pays respectifs. Toutefois, les voies sur lesquelles s'engage le président ivoirien rejoignent tout à fait celles empruntées par Senghor, en favorisant le développement de

³⁶³ Desouches, *op. cit.*, p. 107.

³⁶⁴ BA, Koffi et Sahli, *op. cit.*, p. 11-13.

groupements régionaux solidement structurés comme transitions nécessaires à l'unification africaine.

Ces deux conceptions de l'unité africaine –“radicale” et “modérée”- donnent lieu au développement parallèle de différentes structures auxquelles participent les tenants des deux courants opposés, bien que ceux-ci trouveront un certain terrain d'entente et accepteront certains compromis afin de créer l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963. En fait, ce sont plutôt les difficultés engendrées par, entre autres, la décolonisation du Congo et de l'Algérie qui vont surtout contribuer à fixer la division entre les États nouvellement indépendants d'Afrique.³⁶⁵

Ainsi, dès décembre 1960, douze pays issus de la colonisation française se rencontrent à Brazzaville, au Congo. Ils fondent un premier groupe qui prône le respect de la souveraineté de chaque État par une reconnaissance des frontières internationales, par la non-ingérence dans les affaires intérieures et par l'interdiction de mener des activités subversives contre d'autres États (en aidant par exemple des gouvernements en exil). Par ailleurs, ils se déclarent en faveur de la permanence des liens avec la France. Ils mettent en œuvre une politique étrangère propre en adoptant des positions communes en matière de politique africaine, en particulier sur le Congo et la question algérienne.³⁶⁶ Enfin, se basant sur des intérêts et des valeurs communes, ils énoncent leur volonté de coopérer dans les domaines politiques, économiques, diplomatiques et

³⁶⁵ Klaas Van Walraven dans son livre *Dreams of Power. The Role of the Organization of African Unity in the Politics of Africa, 1963-1993*, Aldershot, Ashgate, 1999, propose une classification en trois courants: les “radicaux” regroupant l'Algérie, L'Égypte, le Ghana, la Guinée et le Maroc ; les “modérés”, soit l'Éthiopie, le Liberia, le Nigeria, le Togo, la Somalie, le Soudan et la Tunisie ; et enfin les “conservateurs” avec le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo-Brazzaville, le Dahomey, le Gabon, la Côte d'Ivoire, Madagascar, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et la Haute-Volta. Nous retiendrons la division plus généralement admise entre modérés et radicaux.

³⁶⁶ Van Walraven, *op. cit.*, p. 107.

militaires, ce qui mène dans les années suivantes à la formation de plusieurs organisations intergouvernementales, comme l'Union africaine et malgache (UAM), l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) ou l'Union africaine et malgache de défense (UAMD).

En réaction à cette conférence des pays “modérés”, le Ghana, la Guinée et le Mali, plus “radicaux”, s'allient aux pays de l'Afrique du Nord (Maroc, GPRA) et du monde arabe (Égypte) et tiennent une conférence à Casablanca en janvier 1961. Ils signent la Charte de Casablanca et fondent l'Union des États africains. Son programme s'articule autour de quatre thèmes : sauver le continent noir du néo-colonialisme car sa balkanisation le rend vulnérable, unifier les intérêts économiques africains à l'échelle continentale afin de faire face aux puissances extra-africaines, unifier politiquement et géographiquement l'Afrique en éliminant les frontières artificielles issues de la Conférence de Berlin, susceptibles d'entraîner des luttes fratricides, et enfin échapper aux clivages Est-Ouest.³⁶⁷ Le groupe naissant reprend donc à son actif l'idée d'une Afrique organique, intégrée sur les bases du supranationalisme.

En mai 1961, le groupe de Brazzaville se réunit à nouveau à Monrovia (Libéria) et s'agrandit avec l'adhésion du Libéria, de la Sierra Leone, du Togo, de l'Éthiopie, de la Libye, de la Tunisie et de la Somalie. Les États du groupe de Casablanca, bien qu'invités, ne se joignent pas à l'événement qui, réunissant plus de vingt pays, marque un tournant dans la lutte idéologique entre les deux courants en donnant l'avantage à la vision inter-étatique, des “modérés”, de l'union africaine. Par la suite, l'action des différents promoteurs de celle-ci, l'indépendance algérienne et la volonté africaine

³⁶⁷ Dieudonné Oyono, *Avec ou sans la France ? La politique du Cameroun depuis 1960*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 68-69 et Kwam Kouassi, *Organisations internationales africaines*, Paris, Berger-Levrault, 1987, p. 78-79

d'échapper aux influences extérieures amènent la tenue de la Conférence d'Addis-Abeba de mai 1963 où les "radicaux" finissent par se rallier. L'OUA est créée et bien que les principes fondamentaux régissant sa charte révèlent le compromis entre les deux camps, ils se montrent finalement favorables à la thèse de l'Afrique des patries.³⁶⁸ Ils réaffirment ainsi la souveraineté des nations et la non-ingérence dans les affaires des États, mais ils stigmatisent également les ennemis communs de l'Afrique et stipulent dans ce sens la nécessité d'accélérer l'accession inconditionnelle de tous les territoires africains à l'indépendance et la lutte contre le néo-colonialisme.³⁶⁹

La création de l'OUA devait, en principe, sonner le glas des clivages politiques et éliminer les blocs en Afrique. Or, les difficultés que rencontre la nouvelle organisation pour s'imposer sur la scène africaine, les tiraillements internes et les doutes de plusieurs leaders sur les chances de celles-ci de contrer les ingérences extérieures (communistes en particulier) poussent les tenants d'une Afrique unie sur la base de groupements régionaux à reprendre leur croisade.

ii) Les États francophones et l'unité africaine

Avec la constitution de l'OUA, la question de la survie des sous-groupes locaux, parallèlement au nouvel organisme, se pose. En effet, dès la conférence d'Addis-Abeba, différents chefs d'États africains, au premier rang desquels N'Krumah, appellent à la dissolution des blocs et groupes régionaux, car aucun ensemble à caractère politique susceptible de constituer un lobby au sein même de l'organisation africaine ne pouvait

³⁶⁸ Oyono, *op. cit.*, p. 69 et sq, et BA, Koffi et Sahli, *op. cit.*, p. 11-13.

³⁶⁹ *Ibid.*, p. 75-77.

prétendre perdurer.³⁷⁰ C'est pourquoi, il est envisagé peu de temps après l'Éthiopie la disparition de l'UAM. Celle-ci à caractère essentiellement politique et à qui l'on reprochait surtout d'être assujettie à la France, représentait une sorte de club à part, de concurrent de l'OUA. Or, tous les leaders francophones ne sont alors pas d'accord sur la marche à suivre.

Pour Houphouët-Boigny, rien ne justifie cette mise à mort d'autant que celle-ci signifiait pour lui une perte d'influence en Afrique occidentale.³⁷¹ Il est appuyé dans sa démarche par la République centrafricaine, le Gabon et Madagascar. À l'inverse, le Sénégal ainsi que la Haute-Volta, la Mauritanie, le Cameroun, le Dahomey et le Niger se prononcent pour la fin de l'organisme des États francophones, désireux de laisser le champ libre à l'OUA au niveau politique. L'ensemble de ces pays souhaite en fait une réorientation des activités de l'UAM vers les questions économiques et favorise la dépolitisation de celle-ci. Ces derniers obtenant gain de cause, l'organisation est finalement dissoute en mars 1964 et est remplacée par l'Union africaine et malgache de coopération économique (UAMCE). Or plusieurs, en particulier pour le président ivoirien, pour qui cette structure uniquement économique n'est d'aucune utilité, plaident pour la résurgence d'un groupe politique des pays francophones. En fait, dans un environnement délicat où la crise congolaise de 1964 renvoie les États africains à leur incapacité à intervenir, où l'activisme chinois et la surenchère de Moscou se font de plus en plus présents, l'affirmation de l'unité et de la solidarité des francophones d'Afrique revêt une importance particulière. C'est tout au moins ce qui semble

³⁷⁰ Kamto, Pondi, Zang, *op. cit.*, p. 136.

³⁷¹ L'UAM a l'avantage de mettre à l'écart la Guinée et de limiter les velléités sénégalaises quant à la formation de l'Union des riverains du fleuve Sénégal, union avant tout économique qui procurait à Dakar une ouverture commerciale sur la Guinée et le Mali. On dit également que la Côte d'Ivoire soutient la sauvegarde de l'UAM selon les vœux des autorités de Paris. Voir Oyono, *op. cit.*, p. 80.

s'imposer aux yeux de Houphouët-Boigny et des autorités françaises, autorités qui considèrent qu'une telle démarche "aurait par contagion des répercussions heureuses sur toute l'Afrique dans la mesure où elle aiderait à se libérer de leurs complexes ceux que travaillent les propagandes et les idéologies".³⁷²

C'est dans ce contexte, alors que les présidents ivoirien et sénégalais parviennent à dépasser leurs désaccords, qu'est décidée en février 1965 la création d'une autre institution : l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) lors de la conférence de Nouakchott (Mauritanie), sa charte étant paraphée l'année suivante, en juin 1966, à Tananarive (Madagascar). L'OCAM a "pour but, dans l'esprit de l'OUA, de renforcer la coopération et la solidarité entre les États africains et malgaches, afin d'accélérer leur développement économique, social, technique et culturel".³⁷³ Regroupant les pays qui appartenaient à l'UAM³⁷⁴, la nouvelle organisation, qui se veut à vocation à la fois économique et politique, semble répondre à deux exigences en particulier : contrer l'infiltration communiste, surtout chinoise, et réaffirmer les liens avec l'ancienne métropole. Toutefois, dans cette structure où les voix des différents partenaires ne sont pas toujours homogènes³⁷⁵, ce sont les aspects économiques et culturels qui occuperont l'essentiel des discussions entre pays membres.³⁷⁶ En fait, au-

³⁷² MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1880, télégramme au départ de Jean-Marie Soutou, no 63/72, Paris, 20 janvier 1965, non folioté, p. 2.

³⁷³ Article 2 de la charte de l'OCAM, d'après Oyono, *op. cit.*, p. 87.

³⁷⁴ Les 14 membres de l'OCAM sont : le Cameroun, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, la Haute-Volta, le Gabon, Madagascar, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, la République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

³⁷⁵ Les membres divergent entre autres sur les questions idéologiques et le conflit congolais.

³⁷⁶ ANC, RG 25, vol. 9111, boîte 112, dossier 20-4-OCAM, pt 1, dépêche du Haut-Commissaire canadien au Nigeria, no 46 : *UAM-UAMCE and the OUA*, Lagos, 11 février 1965, non foliotée, p. 1-2. Dépêche de la division Afrique et Moyen-Orient à Arnold Smith, sur la Conférence de Nouakchott, 18 février 1965, non foliotée, p. 1-2. Dépêche de M. Charpentier, Ambassadeur canadien au Cameroun, no 83 : *L'OCAM, Organisation commune africaine et malgache*, Yaoundé, 18 février 1965, non foliotée, p. 1. Mémoire pour le Ministre : *L'Organisation commune africaine et malgache*, 22 mars 1965.

delà de sa dimension purement africaine, l'OCAM va devenir le terreau de l'idée de Francophonie.

iii) De l'OCAM à la Francophonie

Lors de la Conférence de Tananarive en juin 1966, il est question de créer un marché économique intérieur africain avec la mise en place d'un outil de régulation du marché du sucre entre les pays-membres, mais il est également à l'ordre du jour de parler de Commonwealth francophone. Nous l'avons vu plus haut, c'est Senghor qui appelle à la formation de cet ensemble et leur est alors confié, à lui et à Hamani Diori, le soin de sonder leurs partenaires sur la question, la prudence étant de mise parmi eux au moment de la réunion.³⁷⁷ Cette double préoccupation –des questions économiques et d'un Commonwealth à la française- est tout à fait intéressante à noter.

Nous avons, en effet, vu dans la précédente partie combien les pays africains se montrent demandeurs d'assistance au développement à l'égard des États-Unis. Si la France reste la principale source financière de ces pays, n'oublions pas qu'à l'époque (surtout à partir de 1963) celle-ci est secouée par une remise en cause de ses liens - économiques, entre autres- avec ses anciennes colonies. Ce mouvement, abreuvé des idées de Raymond Cartier, tend à amener les autorités françaises à remettre en cause les structures existantes. Nous l'avons vu précédemment, c'est alors la mise en place de la commission Jeanneney et les résultats que nous lui connaissons.³⁷⁸ Or, ainsi que nous l'avons également montré, si la France ne marque finalement pas le pas en Afrique, c'est toutefois l'impression qu'elle donne à l'époque à plusieurs observateurs. Il semble

³⁷⁷ ANC, RG 25, vol. 9111, boîte 112, dossier 20-4-OCAM, pt 1, dépêche de l'ambassade du Canada au Cameroun, no 210 : *OCAM Heads of State Meeting at Tananarive*, Yaoundé, 30 juin 1966, non foliotée.

³⁷⁸ Voir partie II, chapitre III, p. 157-158

que les Africains n'échappent pas à cette dynamique. D'ailleurs, alors que des délégués français avaient été envoyés lors de la création de l'UAM et de l'UAMCE, aucun membre de la diplomatie française ne se rend à Tananarive et ne joue aucun rôle dans la fondation de l'OCAM.³⁷⁹ Si cette discrétion n'est sans doute pas pour déplaire aux Africains, elle contribue néanmoins à éveiller leurs soupçons sur un éventuel désengagement français dans leurs pays. Aussi, la nécessité de s'ouvrir sur d'autres pays, tels que les États-Unis, le Canada, l'Europe ou l'URSS, se pose-t-elle à eux. Ces inquiétudes économiques ressortent d'ailleurs tout à fait du premier projet que Diori propose à de Gaulle en 1966, qui entend mettre en place une coopération multilatérale sur le plan à la fois culturel et économique.

En fait, la question de savoir quels domaines la nouvelle structure intergouvernementale devait concerner est au centre des premières discussions entre pays africains.³⁸⁰ Il est probable que les Africains ont à l'origine en tête l'exemple du Commonwealth britannique et des États africains de langue anglaise qui tiraient avantages économiques, politiques et culturels de cette appartenance.³⁸¹ Senghor s'exprime d'ailleurs ainsi lors d'un voyage en France un mois après la réunion de Tananarive :

³⁷⁹ ANC, RG 25, vol. 9111, boîte 112, dossier 20-4-OCAM, pt 1, télégramme, no 1455 : *Conférence de l'OCAM*, Paris, 6 juillet 1966, non folioté.

³⁸⁰ L'ensemble des pays francophones ne voit pas cette proposition de la Francophonie d'un même œil. Des pays comme le Mali, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie ou le Cameroun se montrent prudents voire fermés à une telle idée. Plusieurs n'envisagent d'ailleurs qu'une portée culturelle à la francophonie et évacuent toute dimension politique et économique de celle-ci. Pour sa part, Houphouët-Boigny ne se rallie que tard à l'idée, considérant que les nations africaines devaient prioritairement s'organiser sur le plan avant tout continental. Il ne met toutefois à aucun moment son attachement à la France en cause. MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire, vol. 1880, note no 323 : *La politique extérieure de la Côte d'Ivoire*, Paris, 3 juin 1966, non foliotée, p. 5-6.

³⁸¹ ANC, RG 25, boîte 3104, dossier 3 : *Le Canada et la francophonie, dossier préliminaire 1960-1966*, 17 avril 1974., p. 14

“La francophonie n’est dirigée contre personne, mais c’est dans la certaine mesure où nous l’organiserons que nous n’aurons plus de complexe à l’égard des anglophones. L’expérience prouve que les anglophones obtiennent plus de résultats que nous dans certaines circonstances, par exemple auprès des organismes internationaux, parce qu’ils sont organisés, parce qu’ils s’entraident. Il y a entre eux une sorte de complicité. Pourquoi ne pas nous regrouper nous aussi ?”³⁸²

Proposant la constitution d’un organisme international de la Francophonie, ces pays africains vont donc saisir la possibilité de se garantir des sources de financement en intégrant d’autres bailleurs de fonds comme le Canada, tel que le montre le premier projet de l’OCAM. Si celui-ci envisage surtout l’intensification des relations avec la France, il prévoit une certaine ouverture, par le biais des cercles concentriques, à l’aide et à l’assistance d’autres pays. Il est en tout cas clair que le souci économique est l’une des origines de l’engagement de Bourguiba à partir de 1965 qui, désireux de relancer ses relations économiques avec la France et de trouver des débouchés aux produits tunisiens, devient dès lors un porte-parole francophone convaincu.³⁸³ Un phénomène similaire est perceptible du côté nigérien. Ainsi que nous le verrons plus loin dans cette partie, le Niger d’Hamani Diori, un des pays les plus pauvres d’Afrique, à l’économie entièrement dépendante de la France, va trouver dans le Canada un moyen de desserrer l’étau économique français. Cette attitude du président nigérien ne sera d’ailleurs pas sans conséquence dans la mise en place des structures de la future ACCT.

Il faut donc replacer l’émergence des projets africains de Francophonie dans le cadre à la fois historique des relations franco-africaines, mais également dans celui du mouvement d’unité continentale de l’Afrique auquel les États francophones ont pris largement part. Toutefois, considérant les lacunes de l’OUA à répondre aux besoins

³⁸² *Le Monde*, 22 juillet 1966, cité *ibid*.

³⁸³ Cf partie II, chapitre V, B, 2, p. 108-118.

africains particulièrement en matière de politique étrangère et internationale, ces pays ont poursuivi leur quête d'intégration par la voie des regroupements régionaux. Or, ce double processus rencontre par ailleurs d'autres stimulants, à savoir la nécessité d'assurer aux jeunes États les moyens d'assurer leur développement économique. Ainsi, les propositions de Senghor et Bourguiba entendent en effet d'une part retenir une France tentée de se désengager en lui présentant un projet possiblement attrayant, et d'autre part garantir aux pays africains de nouveaux partenaires économiques et de nouvelles sources de financement.

Or, si ce n'est finalement pas le format d'un organisme à vocation économique et culturelle qui voit le jour, la Francophonie va dans tous les cas garantir le développement de liens nouveaux avec des pays autres que la France, comme le Canada. Ce souci d'ouverture des Africains est d'autant plus susceptible d'aboutir à certains résultats qu'il va rencontrer de l'autre côté de l'Atlantique une volonté d'affirmation sur d'autres terrains d'un Canada en pleine mutation politique, économique et commerciale.

Ainsi, alors que nous venons de voir comment le contexte tant régional que continental et international amène les pays de l'Afrique francophone à proposer la constitution d'un organisme intergouvernemental de la Francophonie, nous entendons dans les chapitres suivants, nous intéresser aux motivations qui ont conduit les principaux fers de lance de l'organisation actuelle, la France et le Canada, à prendre une part active à la formation de cette première institution de la Francophonie mondiale.

B- LA FRANCE ET LA CARTE DE LA FRANCOPHONIE

1) *De Gaulle et la Francophonie*

Aborder la question de la Francophonie amène logiquement à envisager la position de la France face à celle-ci. Là, comme pour l'apport africain à sa création, l'historiographie a mis l'accent sur la volonté de la France de laisser aux autres –en particulier à ses anciennes colonies- prendre l'initiative en la matière afin, peut-on lire, de ne pas se faire accuser de néo-colonialisme, et ce malgré un intérêt évident de sa part.³⁸⁴ Dans cette perspective, de Gaulle est présenté comme le premier avocat –bien que non proclamé- de la Francophonie. Du discours de Brazzaville en 1944, où il se prononce pour le droit des peuples africains à disposer d'eux-mêmes, aux indépendances nationales, il est considéré comme l'homme de la décolonisation, qui accepte de voir mourir cet empire, autrefois gage de la puissance française.³⁸⁵ Pour beaucoup, consentant à ces irrémédiables transformations, il se pose également comme l'artisan d'un regroupement des pays de langue française dont la constitution en une “communauté de langue, de culture, d'idéal” apparaît comme l'un de ses vœux les plus chers, et ce bien qu'il n'ait quasiment jamais prononcé ce mot de “francophonie”.

Pour Michel Tétu, il semble presque que le général de Gaulle “a contribué à l'avènement de la Francophonie sans le vouloir, ou le voulant sans le savoir parce que par prudence ou par lassitude il ne voulait pas endosser un nouveau regroupement”.³⁸⁶ Or, si nous avons autant d'éléments qui vont dans le sens d'un de Gaulle profondément gagné par l'esprit de la Francophonie et dont les actes successifs depuis la libération ont des conséquences déterminantes pour celle-ci, de la décolonisation jusqu'au “Vive le

³⁸⁴ Tétu, *La Francophonie...*, p. 52

³⁸⁵ *Ibid.*, p. 52-58.

³⁸⁶ Kazadi, *op.cit.*, p. 38, citant, entre autres, Tétu, *La Francophonie...*, p. 62-63.

Québec libre” de 1967, de nombreux aspects tendent cependant à nous faire croire qu’il ne s’y est pas intéressé en tant qu’ensemble institutionnel, qu’organisation structurée regroupant les pays francophones. En fait, la position du Général vis-à-vis de la Francophonie semble des plus ambiguës.

En effet, sans doute déçu par l’échec de la Communauté, il ne se déclare jamais en faveur de l’idée promue par Senghor et Bourguiba. Pour Jean-Marc Léger, il “n’avait plus guère envie de se laisser entraîner et de laisser entraîner la France dans une nouvelle entreprise aux contours incertains, pour ne pas dire nébuleux”.³⁸⁷ De plus, fidèle à son aversion pour les grands ensembles multilatéraux comme l’ONU, il va le plus souvent tenter d’éluder toute référence à une quelconque organisation multilatérale regroupant les nations francophones, qu’il appelle pourtant pour certains de tous ses vœux. Finalement, s’il ne prononce en public qu’une seule fois le terme de “francophonie”, il manifeste un grand intérêt pour la question en mars 1965, lors d’un entretien avec le ministre québécois Paul Gérin-Lajoie, qui avait lui-même lancé précédemment l’idée d’une communauté culturelle des pays de langue française dont les accords de coopérations franco-québécois constituaient la pierre angulaire. À cette occasion, le président français note néanmoins l’aspect éminemment délicat des points politiques qu’un tel projet posait. Il se montre alors très soucieux de “la situation des groupes de langue française qui ne sont pas des États distincts, tel que les Wallons, les Suisses romands ou les Québécois”. De plus, il avoue qu’une démarche de la France dans ce domaine pourrait être mal interprétée dans les anciennes colonies françaises.³⁸⁸

³⁸⁷ Cité par *ibid.*, p. 40.

³⁸⁸ ANC, RG 25, boîte no 3104, dossier no 3 : *Le Canada et la francophonie, dossier préliminaire 1960-1966*, 17 avril 1974, p. 32-33.

En conclusion, si le général de Gaulle ne freine nullement les ardeurs des défenseurs de la cause, il est néanmoins sûr que privilégiant d'abord les relations bilatérales accrues avec l'Afrique francophone, une organisation multilatérale où les liens entre la France et ses anciennes colonies pouvaient se voir dilués, ne pouvait le convaincre, alors que parallèlement il cherchait avant tout à redonner à la France une place d'importance dans le concert des nations. En fait, les positions gaulliennes apparaissent surtout indissociables du contexte politique tant national qu'international d'alors qui le force à la réflexion sur l'évolution souhaitable et souhaitée des relations franco-africaines aux lendemains des indépendances.

2) *La politique africaine de la France*

Compte tenu des publications proprement pléthoriques sur cette question, nous ne prétendons pas ici apporter un éclairage nouveau, mais plutôt faire un rapide tour d'horizon de cette question afin de mieux comprendre la position de la France face au projet de Francophonie.³⁸⁹

Une question s'impose à nous en abordant une telle problématique : que représente l'Afrique pour la France dans les années 60? Plusieurs réponses peuvent être avancées. Si elle va apparaître aux yeux de certains comme une charge, comme nous verrons plus loin au sujet du mouvement cartériste, l'Afrique est également synonyme à la fois de débouchés économiques et de sources de matières premières, ainsi que de grandeur politique et culturelle, partie intégrante des aspirations internationales de la France et de son influence. En fait, à l'heure où la construction européenne s'affirme, la France va parallèlement poursuivre son œuvre en Afrique en y développant une politique de

³⁸⁹ Pour plus de détails, nous renvoyons le lecteur à la bibliographie générale de cette étude.

coopération multiforme, bien souvent décriée mais qui contribue largement à forger cette image, tant voulue par le général de Gaulle, d'une France présente sur tous les fronts, qui participe pleinement, au même titre que les autres grandes nations, à la politique internationale.³⁹⁰

Cette recherche de grandeur amène toutefois certaines interrogations quant à l'évolution des liens avec l'Afrique. Ainsi, assiste-t-on à une diversification et une ouverture vers d'autres zones géographiques. Dans ce sens, l'Amérique latine mais surtout le Québec bénéficient de démonstrations d'intérêt de plus en plus marquées à partir de 1964-65 avec, par exemple, la signature d'accords de coopération franco-qubécois.³⁹¹ Par ailleurs, on assiste à une tendance à la rationalisation de l'aide au développement en encourageant, entre autres, les projets communs de développement international, avec des pays tels que les États-Unis, ainsi que nous l'avons vu précédemment, ou le Canada, comme nous le verrons ensuite. De cette tendance se dégage une certaine ambivalence de la politique française entre le souci de conserver son influence internationale par le biais de son Empire et une volonté de se dégager de la charge de celui-ci, ambivalence dans laquelle s'inscrit parfaitement le projet francophone.

La fin de la Communauté et l'émancipation des États d'Afrique francophone en 1960 ne devait dans l'immédiat entraîner que peu de changements dans les rapports franco-africains.³⁹² En effet, la transition pacifique, le besoin que les nouveaux États avaient de l'ancienne métropole pour assurer leur émancipation et la signature

³⁹⁰ Voir, entre autres, Maurice Vaisse, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998.

³⁹¹ Nous reviendrons plus largement sur cette question dans le chapitre suivant.

³⁹² Marie-Christine Kessler, *La politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p. 303.

d'accords de coopération avec l'ensemble des anciennes colonies touchant aux domaines politique, économique, militaire, culturel et technique entre 1960 et 1963, contribuent finalement à une certaine pérennité du système franco-africain. Ainsi, tout en accédant à l'indépendance, les jeunes nations vont garder des liens très étroits avec la France, alors que celle-ci se montre aussi désireuse de sauvegarder son rayonnement mondial en préservant son hégémonie dans la région. De fait, malgré la fin de l'Empire, la France maintient non seulement une influence primordiale dans cette région mais a tendance avec le temps à l'accroître grâce à l'élaboration d'une stratégie africaine intégrée à sa vision globale du monde.³⁹³

Ces accords de coopération, première incarnation de la politique africaine de la France, n'ont à la fois rien d'original, puisque l'ancienne Indochine et les pays du Maghreb s'étaient vus proposer les mêmes dispositions, ni de cadre étroit, le nombre et la dénomination des accords variant d'un pays à l'autre bien que leur ambition et leur portée restent identiques, soit la régulation des relations entre la France et l'un ou l'autre pays ou groupe de pays africains. Répondant finalement principalement aux exigences et intérêts français, ceux-ci concernent "non seulement les politiques techniques sectorielles, mais aussi les activités régaliennes, la politique étrangère et la défense, les matières monétaires".³⁹⁴ Essentiellement géré par les ministères des Affaires étrangères et de la Coopération, ce système à un double volet : la coopération civile –avec une application essentiellement dans les domaines économiques, culturels

³⁹³ Danielle Domergue-Cloarec, *La France et l'Afrique après les indépendances*, Paris, Sedes, 1994, p. 13.

³⁹⁴ Kessler, *op. cit.*, p. 304.

et techniques- et la coopération militaire, qui symbolisent parfaitement le triple objectif de la France en Afrique, à savoir la solidarité, la puissance et l'influence.³⁹⁵

Toutefois, plusieurs auteurs mettent un bémol sur à cette politique africaine engagée du Général et insistent sur la mutation qui marque celle-ci à partir du milieu des années 60. En effet, si l'Afrique apparaît au centre de toutes les priorités au retour du Général au pouvoir, la fin de la guerre d'Algérie et la normalisation des relations franco-africaines vont permettre une certaine réorientation de la politique française vers l'international.³⁹⁶ Signe révélateur de cette évolution, la baisse relative de la part du PNB français consacrée à l'aide à l'Afrique passée de 1,5% en 1963 à 1,24% en 1969, et qui se confirme au cours des années suivantes.³⁹⁷ De fait, à partir de 1964, le général de Gaulle, finalement libéré du poids de la décolonisation, va intégrer la question des relations franco-africaines dans l'ensemble plus large de sa politique étrangère, politique qui connaît alors un certain redéploiement et qui prône pour la France un nouveau positionnement sur une troisième voie entre l'Est et l'Ouest. Dans cette perspective, l'Afrique, tout en conservant une place privilégiée, une valeur exemplaire, est alors reléguée au second plan des préoccupations gaulliennes et devient un élément "parmi d'autres dans une stratégie qui étend ses ambitions et ses ramifications tous

³⁹⁵ Jacques Basso, "Les accords de coopération entre la France et les États africains francophones : leurs relations et leurs conséquences au regard des indépendances africaines (1960-1970)", in Charles-Robert Ageron et Marc Michel, *L'Afrique noire française : l'heure des indépendances*, Paris, CNRS Éditions, 1992, p. 257.

³⁹⁶ Voir Marcel Merle, "La politique africaine dans la politique étrangère de la France", in *La politique africaine du général de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Édition A. Pedone, 1980, p. 145-166 ; ou Pierre Biarnès, *Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand*, Paris, Armand Colin, 1987, p. 358 et sq.

³⁹⁷ D'après les chiffres de Charles-Robert Ageron, *La décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 167. Ntote Kazadi considère pour sa part que les crédits budgétaires affectés à la coopération passent de 1,13% du budget total en 1964 à 0,71% en 1969, dans *op. cit.*, p. 45.

azimuts”.³⁹⁸ La région n’en est pas moins abandonnée puisqu’elle est confiée au soin des plus proches du Président français, sous les auspices du secrétaire des Affaires africaines et malgaches à l’Élysée, Jacques Foccart, qui, devenant “Monsieur Afrique” assurera pendant de nombreuses années un suivi permanent des questions africaines.

Un autre élément catalyseur semble avoir eu un certain impact sur les modifications de la politique française vis-à-vis de l’Afrique, si ce n’est dans sa gestion même, tout au moins dans la façon dont les pouvoirs publics ont traité de la question publiquement. En effet, il apparaît que la voix de l’opinion publique joue un rôle non négligeable dans cette conversion de la politique africaine de la France. De fait, dès la mise en place de l’idée d’aide au développement, avec la création de l’Union française et du Fonds d’investissement économique et social (FIDES) en 1946, une certaine contestation émerge dans l’opinion publique. Considérant le déploiement de ce type de structure comme une source de gaspillage, de nombreuses voix se font entendre pour dénoncer le fait que la France ne pouvait se permettre d’assumer les coûts d’une tutelle en Afrique alors que tant de choses étaient à faire en France. C’est le journaliste Raymond Cartier qui se fait le porte-parole de ces idées en publiant en 1956 un article dans *Paris-Match* intitulé “La France sème ses milliards, les Africains disent : c’est bien tard”. Au mot d’ordre “la Corrèze ou le Zambèze”, le cartiérisme connaît un large écho à l’époque qui contribue à ranger du côté de la décolonisation une large frange de la population métropolitaine.³⁹⁹

³⁹⁸ Merle, *op. cit.*, p. 160-161.

³⁹⁹ Biarnès, *op. cit.*, p. 335-336.

Au cours des années 60, cette tendance continue de faire des adeptes alors que de nouvelles attaques sont formulées à l'encontre de la politique africaine de la France. Ainsi, Cartier rédige une nouvelle série d'articles en 1964 tandis que le député Édouard Bonnefous reprend à son actif ces idées en 1963 dans un pamphlet sur "Les milliards qui s'envolent, l'aide française aux pays sous-développés". L'un et l'autre soutiennent alors le concept que "l'aide est avant tout une charge insupportable imposée aux contribuables, un facteur d'appauvrissement des Français et de l'économie".⁴⁰⁰ Leurs attaques font un tel bruit que le ministère de la Coopération lance en 1965, en guise de réponse, une brochure au titre évocateur : "Non, la France ne gaspille pas ses milliards".⁴⁰¹

S'il est difficile d'évaluer dans quelle mesure cette contestation a pesé dans l'évolution de l'attitude française envers l'Afrique, il semble toutefois clair qu'elle a eu un certain impact et que la réorientation internationale engagée par de Gaulle est probablement indissociable du phénomène. Toutefois, ainsi que nous l'avons vu dans la partie précédente, cette tendance à l'ouverture mondiale, même si elle obtient certains succès comme au Québec, ne va pas vraiment remettre en cause l'attachement français à l'Afrique. Tout au plus, on assiste à un certain désengagement financier et humain dans la région alors qu'est proposée une rationalisation de l'assistance au développement en évoquant la possibilité de mettre en place des programmes d'aide conjoints avec

⁴⁰⁰ Jacques Adda et Marie-Claude Smouts, *La France face au Sud. Le miroir brisé*, Paris, Karthala, 1989, p.30.

⁴⁰¹ Cité par *ibid.*, p. 31.

d'autres pays que ce soit dans le cadre européen, avec les États-Unis ou avec le Canada par le biais de consultations bilatérales régulières sur l'Afrique.⁴⁰²

À la lumière de ces éléments, il apparaît désormais aisé de comprendre les réticences françaises au projet de communauté francophone de Senghor et Bourguiba qui, en plus de proposer de nouveaux cadres, synonymes pour la France de nouvelles charges financières, laisse supposer une multilatéralisation des liens franco-africains et donc une dissolution de ces relations tandis que de nouveaux partenaires viendraient la concurrencer directement dans ses zones d'influence. Les réticences françaises ne font toutefois pas long feu et progressivement on assiste à une prise en main de la Francophonie de la part de Paris.

3) La France et la Francophonie : des réticences à la prise en main du projet

Lorsque Bourguiba reprend à son actif en novembre 1965 l'idée de former un Commonwealth des pays francophones, la réaction de la France est donc peu enthousiaste. Plusieurs documents rapportent dans ce sens une méconnaissance totale de plusieurs diplomates français de cette nouvelle problématique, qui ne leur apparaît d'ailleurs que peu attrayante.⁴⁰³

Les premières manifestations en provenance de Paris sur le projet francophone émanent de l'ancien Premier ministre, Michel Debré, qui, devant un parterre d'étudiants des départements et territoires d'outre-mer, déclare dès décembre 1965 :

⁴⁰² Les négociations menant à des accords de coopération entre l'Europe et l'Afrique passés à partir de 1963 témoignent de cette tendance.

⁴⁰³ Voir NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1796, dossier POL 3 Organisations and Alignments, Francophone-Commonwealth, télégramme de M. Boehm, no 213: *Francophonia*, Luxembourg, 14 décembre 1966, non foliotée, p. 1.

“La proposition de créer une communauté des pays francophones ... exprime à la fois une nostalgie et une espérance.

Une nostalgie : après avoir connu le bénéfice de l'indépendance, les États africains souhaitent le bénéfice de la coopération, et c'est avec la France qu'ils trouvent le meilleur moyen de sortir de l'isolement économique et intellectuel. Une espérance : la France est le champion de la coopération sans arrière-pensée impérialiste. Elle ne cherche pas une clientèle disciplinée, mais elle escompte un avantage culturel.

L'idée de communauté francophone offre un grand avantage : elle permet aux pays africains de sortir de leur solitude et confirme la politique suivie par la France.”⁴⁰⁴

Si on reconnaît bien là les élans oratoires du discours des officiels français, il est intéressant de noter que, d'après Debré, si la France ne paraît pas défendre une quelconque place politique et économique en Afrique, son poids culturel demeure pour elle primordial. Or, il n'est de secret pour personne que c'est de ce dernier élément que la France tire toute son influence sur cette région. Sur le plan de la Francophonie, si les autorités françaises vont tarder à s'exprimer de façon officielle, ces quelques mots amènent néanmoins à penser que Paris voit dans le dessein francophone la preuve de la réussite de sa politique menée en Afrique et est loin de s'opposer au principe de la solidarité francophone et de l'expansion des relations culturelles entre pays d'expression française.

En fait, ainsi que nous venons de le voir, si les propositions africaines coïncident avec la réémergence de la France sur tous les terrains de la scène internationale, elles correspondent également avec le désir grandissant de Paris de revaloriser le rôle de la langue française en Europe, en Amérique du Nord et à travers le monde, de le défendre face à la puissante pénétration de la langue anglaise, et ce tout particulièrement dans le domaine technique et dans les conseils internationaux.⁴⁰⁵ Toutefois, alors que les relations franco-tunisiennes sont encore au plus bas et les craintes d'être accusée de

⁴⁰⁴ ANC, RG 25, boîte no 3104, dossier no 3 : *op. cit.*, 17 avril 1974, p. 7.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, p. 11.

visées néo-colonialistes très présentes, l'Élysée et le Quai d'Orsay se montrent des plus réservés sur la question francophone et s'abstiennent de toute réponse officielle aux propos du leader tunisien. Les autorités françaises refusent de prendre l'initiative et restent à l'écart de tout développement du projet francophone, au risque de décevoir ses partenaires africains.⁴⁰⁶ La création en mars 1966 du Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française dont l'objet est, entre autres, "de lutter en France, en liaison avec l'institut, contre les facteurs de corruption et de dégradation de la langue, de coordonner les contacts avec les pays francophones et de promouvoir l'utilisation du français dans les congrès internationaux", témoigne cependant de l'importance que Paris attache à la question de la Francophonie.⁴⁰⁷ De nouveau, l'accent est mis sur la langue, ciblant d'ores et déjà le rayon d'action que les Français entendent donner à un futur organisme.

L'avant-projet d'organisation de la Francophonie que soumet le président Diori au général de Gaulle en septembre 1966, à la suite de la conférence de l'OCAM de Tananarive, permet finalement aux Français d'envisager une participation plus active, quoique encore en retrait, à l'élaboration des contours de la Francophonie, et ce même si l'on n'assiste toujours à aucune prise de position publique. Allant dans ce sens, une note d'octobre 1966 émanant du Quai d'Orsay, met en évidence la nécessité pour Paris de se montrer finalement sympathique aux efforts entrepris par leurs partenaires africains; le principe de prendre part à des réunions ministérielles est alors acquis. Les auteurs préconisent en effet la réunion de deux conférences, l'une au niveau des

⁴⁰⁶ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 245, télégramme de M. Sauvagnargues, Tunis, no 1945/47, 31 octobre 1966, sans folio.

⁴⁰⁷ ANC, RG 25, boîte no 3104, dossier no 3 : *op. cit.*, 17 avril 1974, p. 9-10.

ministres des Affaires étrangères et de l'Éducation nationale qui pourrait se tenir à Abidjan, l'autre en vue de constituer l'Association des parlementaires des pays de langue française qui pourrait prendre place à Tunis.⁴⁰⁸

Notant par ailleurs, un certain devoir de réserve pour éviter tout engagement dans des “voies dangereuses ou contraignantes”, les rédacteurs du document, estimant nécessaire une prise de position de la France sur la Francophonie à partir du projet africain, proposent également certaines orientations à suivre. Ainsi, est-il exprimé que “d'un point de vue idéal, il conviendrait d'éliminer, pour le moment, les aspects économiques voire politiques, pour n'en retenir que le contenu culturel et parlementaire”. Considérant en effet que sur le plan économique, tout lien supplémentaire n'apporterait aucun avantage à la France, sinon un risque de surcharge financière, la dimension politique est également rejetée dans l'immédiat, les diplomates français se montrant alors soucieux de n'écarter aucun membre potentiel qui puisse se montrer peu enclin à institutionnaliser des liens sur ce plan.⁴⁰⁹ De là, les auteurs préconisent une position autour de trois propositions : “pour regrouper le plus grand nombre possible d'État, la “mouvance” francophone ne doit pas être enserrée dans un cadre rigide; la priorité doit être accordée aux aspects culturels de la coopération; les initiatives d'origine parlementaires ne semblent pas présenter un aspect négatif”.⁴¹⁰

Plus loin, ils exposent leurs idées en terme de procédure et de structures. Ainsi, la formule de la déclaration commune, marquant la naissance de la nouvelle organisation, est privilégiée à celle plus contraignante d'un traité ou d'une charte. Dans ce cadre, les

⁴⁰⁸ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 330, note no 499/DAM/1 : *De la francophonie : élément pour une position française*, Paris, 28 octobre 1966, non foliotée, p. 1.

⁴⁰⁹ *Ibid.*, p.2-3.

⁴¹⁰ *Ibid.*, p. 2-3.

pays qui adopteraient cette déclaration deviendraient membre à part entière tandis que ceux qui souhaiteraient participer à certaines activités, sans toutefois adopter la déclaration, deviendraient “membre-associé”.⁴¹¹ Remettant ainsi en cause la proposition en cercles concentriques, les rédacteurs de la note estiment ainsi gommer tout prolongement économique et financier du projet. Par ailleurs, ils envisagent sur le plan gouvernemental la tenue de conférences ministérielles dont l’objet principal serait d’assurer l’échange d’informations réciproques et de définir des actions précises de coopération. Enfin, ils prévoient la création d’un secrétariat “chargé de préparer les conférences” et d’assurer “la coordination de l’ensemble des activités de l’organisation”.⁴¹²

D’autre part, plusieurs domaines concrets de coopération en matière culturelle sont envisagés à partir d’objectifs déjà ciblés : la défense du français dans les organisations internationales, le développement de l’action de l’Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), la création d’un conseil de l’Enseignement supérieur, la création d’une Académie internationale de grammaire et de terminologie française, le développement des échanges dans le domaine audiovisuel, la coordination de l’ensemble des associations francophones à but culturel et enfin la création d’un office francophone de la jeunesse.⁴¹³

Ce document, qui n’a que le caractère d’une note de service et donc aucune publicité, montre néanmoins que les propositions de Senghor et Diori ne laissent pas de marquer les autorités parisiennes qui dessinent déjà les contours d’une organisation francophone conforme à leurs souhaits. Ainsi, si l’avant-projet de l’OCAM reste en

⁴¹¹ Peut-on alors déjà y voir s’annoncer en filigrane une place future du Québec ?

⁴¹² *Ibid.*, p. 3.

⁴¹³ *Ibid.*, p. 4-5.

apparence lettre-morte du côté du Général, qui s'y déclare favorable mais non désireux d'en prendre l'initiative⁴¹⁴, il n'en demeure pas moins que les fonctionnaires français travaillent activement sur la question dès 1966. Preuve en est d'ailleurs la multiplication des rencontres interministérielles dont l'un des objets est la Francophonie.⁴¹⁵ Les premiers résultats ne se font du reste pas attendre puisqu'en novembre 1966, Jean de Broglie, en sa qualité de secrétaire d'État aux Affaires étrangères, exprime le point de vue officiel français au sujet de la Francophonie.

Considérant que les premières étapes ont été franchies mais rappelant néanmoins le désir de la France d'éviter d'être l'objet de critique en faisant preuve de trop d'empressement, de Broglie fait état dans son discours de la volonté de la France d'adopter désormais une attitude générale de sympathie et d'intérêt face à la Francophonie :

“Il est excellent, à son (la France) avis, que nos amis hautement qualifiés d'Afrique, du Canada et d'ailleurs aient pris l'initiative d'actualiser et de coordonner des idées encore éparses, de les évaluer, et de réfléchir ensemble à ce problème de la Francophonie qui ne comporte pas de précédent. La France suit leurs efforts dans le désir de les aider, et dans celui de participer, et reconnaît à cette entreprise fondamentalement culturelle une valeur susceptible de dépasser un jour le seul niveau de la défense de la langue ou de la propagation des connaissances.”⁴¹⁶

La création de l'Association de solidarité francophone (ASF) quelques semaines plus tard, puis la participation des parlementaires français à la fondation de l'association des parlementaires de langue française (APLF) l'année suivante et finalement la tumultueuse tournée québécoise du général de Gaulle en juillet 1967, marquent un

⁴¹⁴ Voir Jacques Foccart, *Tous les soirs avec de Gaulle. Le journal de l'Élysée, 1965-1967*, tome 1, Paris, Fayard, 1997, p. 472.

⁴¹⁵ Voir les différentes notes de travail dans ANF, FSAAM, vol. 2817.

⁴¹⁶ ANC, RG 25, boîte 3104, dossier 3 : *Le Canada et la francophonie, dossier préliminaire 1960-1966*, 17 avril 1974, p. 18.

véritable tournant dans l'engagement de la France dans le domaine de la Francophonie.⁴¹⁷ Dès lors, on assiste à une véritable prise en main du projet qui, de l'avis des autorités françaises, doit être avant tout contrôlé par Paris, comme en témoigne plusieurs documents issus des archives du secrétariat général de la Présidence pour les Affaires africaines et malgaches.⁴¹⁸

Ces papiers, inédits pour la plupart, dévoilent non seulement les enjeux que supposent la constitution d'une organisation intergouvernementale de la Francophonie mais également les positions –et l'évolution de celles-ci– très précises des hauts fonctionnaires français sur la question, en particulier à partir du deuxième projet de l'OCAM présenté en 1968 par Hamani Diori. On y apprend, entre autres, que pour l'élaboration de ce dernier plan, le président Diori a reçu l'appui de M. Xavier Deniau, fondateur de l'APLF et rapporteur général du Haut Comité pour la langue française qui, envoyé directement à Niamey, aide personnellement à la rédaction d'une note destinée au Président français. Cette note, ainsi que nous l'avons vu plus haut, est donc remise au général de Gaulle en mars 1968.⁴¹⁹

Évoquant préalablement la parenté culturelle qui existe entre tous les États usant du français et qui favorise la compréhension mutuelle, le document de Diori met en évidence le fait que si toutes les nations francophones ont conservé des liens avec l'ancienne métropole, elles entretiennent très peu de relations entre elles si ce n'est à un

⁴¹⁷ Sur le voyage de de Gaulle au Québec, voir, entre autres, Dale Thomson, *De Gaulle et le Québec*, Saint-Laurent, Trécaré, 1990.

⁴¹⁸ ANF, FSAAM, vol. 2817.

⁴¹⁹ ANF, FSAAM, vol. 2817, note de travail sur le projet d'Agence de coopération culturelle et technique présenté par le président Diori Hamani. Cette note contient en fait un double volet avec d'une part le projet d'agence de coopération culturelle et technique, et d'autre part un mémo portant sur la préparation diplomatique et matérielle de la prochaine conférence de Niamey, qui devait se tenir en décembre 1968 ou janvier 1969, et dont ce projet d'agence devait constituer le point principal de l'ordre du jour.

niveau régional. Aussi, considérant la diversification des échanges au sein du monde francophone comme une potentialité, il préconise d'exploiter cette possibilité, tout au moins dans le domaine culturel, et de créer, à l'instar de ce que souhaitent les États de l'OCAM, un instrument de coopération culturelle et technique, non seulement entre la France et certains pays, mais également entre tous les États, communautés et territoires francophones des cinq continents. De là, proposant la constitution d'une Agence visant à compléter et diversifier la coopération existante, le projet s'élabore autour de six points résumant le rôle et les actions envisagés par l'Agence, qui est perçue avant tout comme une sorte d'UNESCO francophone.⁴²⁰

Les réactions à cette note semblent assez diverses et témoignent d'une certaine dichotomie entre les différents services administratifs français quant au projet. Ainsi, il semble que le Quai d'Orsay fasse preuve pour sa part d'une grande réserve, comme en témoigne ce document émanant du ministère des Affaires étrangères et qui est l'une des premières réactions que l'on ait d'une autorité française.⁴²¹ Mettant tout d'abord en lumière le fait que la prochaine conférence de Niamey des ministres de l'Éducation nationale des pays francophones, prévue pour décembre 1968, qui devrait marquer le lancement officiel sur la scène internationale de la Francophonie et qui nécessite un concours actif de la France, pourrait être, si elle se soldait par un échec, très dommageable pour la France, aussi la plus grande des prudenances est préconisée.⁴²²

Insistant également sur la nécessité de ne pas se substituer aux dirigeants africains tant dans la phase initiale que dans celle actuelle des réalisations, les auteurs du document confirment toutefois la possibilité de leur participation à toute initiative qu'ils

⁴²⁰ ANF, FSAAM, vol. 2817, note de l'OCAM sur un projet d'ACCT, non datée, non foliotée.

⁴²¹ ANF, FSAAM, vol. 2817, note no 182/DAM : *francophonie*, Paris, 22 mars 1968, non foliotée.

⁴²² *Ibid.*

jugeraient “ utile et raisonnable”. Or, leur avis sur les dernières propositions de l’OCAM ne semble pas aller dans ce sens. En effet, mettant en doute les origines africaines du projet présenté, il le considère à la fois trop ambitieux, trop coûteux et finalement trop vague. Craignant que les nombreux champs d’action viennent empiéter sur la coopération bilatérale existante, ils estiment que le budget de près de 30 millions de francs de la nouvelle Agence, financé par la France à hauteur de 45%, mérite une révision du programme.⁴²³ Finalement, envisageant essentiellement le document de Diori “comme un catalogue d’idées”, ils renvoient les leaders africains à leur copie et les encouragent à changer l’ordre du jour de la future conférence afin non seulement d’apporter une définition à la Francophonie mais aussi de préciser les domaines initiaux de compétences d’un tel organe et de revoir les méthodes et calendriers conduisant aux prochaines étapes.⁴²⁴

Ce document, dans lequel on reconnaît bien le discours et la circonspection des membres de la chancellerie diplomatique, correspond parfaitement à la position traditionnelle du Quai d’Orsay à l’époque sur cette question. À l’inverse, les représentants du secrétariat chargé de la Coopération ou du secrétariat général pour la Communauté et les affaires africaines et malgaches de l’Élysée semblent plus à même de soutenir le projet et insistent sur les aspects positifs de celui-ci, se faisant ainsi les avocats d’un soutien franc de la France à l’initiative de Diori.⁴²⁵ Les motivations de ces derniers résident avant tout dans une volonté de ne pas décevoir les Africains. Ils

⁴²³ Les champs de compétence de l’Agence prévus sont au nombre de six : l’éducation, la coopération technique, les arts et lettres, l’information, la jeunesse et le sport, les actions communes dans les pays non francophones.

⁴²⁴ *Ibid.*

⁴²⁵ ANF, FSAAM, vol. 2817, note sur la réunion sur l’Agence de coopération, Paris, 8 mai 1968, non foliotée, et note de Martin Kirsch à l’attention de M. Journiac : *La Francophonie et le projet d’Agence de Coopération*, Paris, 6 mai 1968, non foliotée.

évoquent aussi la possibilité de la création d'une Agence, qui "serait, en pratique, totalement contrôlé par la France, seul pays qui ait des représentants dans les tous les pays francophones et qui pourrait servir de "couverture" lorsqu'une action directe apparaîtrait inopportune".⁴²⁶ Ainsi, d'après ces notes émanant du Secrétariat de la présidence aux affaires africaines et malgache, la Francophonie et la création d'une Agence s'imposent-elles aux yeux des hauts fonctionnaires français comme un ensemble et une structure où elle pourrait défendre ses intérêts propres et ce de façon discrète tout en tirant largement avantage sur la scène internationale d'une telle participation. Partant de ce principe, les avantages que pourrait retirer la France d'une telle structure vont s'imposer progressivement.⁴²⁷

Ainsi dans un document de novembre 1969 envoyé à la Présidence de la République, Henri de Montera, haut fonctionnaire très engagé dans le projet francophone, expose clairement les différentes raisons pour la France d'appuyer la création d'une agence de coopération.⁴²⁸ Dès les premières lignes, de Montera affirme que la France a un intérêt fort "à ce que la Francophonie devienne une réalité dynamique et qu'une communauté culturelle se constitue autour d'elle". Puis, il va plus loin en considérant que la constitution d'une Agence telle qu'elle a été proposée lors de

⁴²⁶ ANF, FSAAM, vol. 2817, note de Roger Gauger : *Agence de coopération culturelle et technique*, Paris, 6 novembre 1968, non foliotée.

⁴²⁷ L'opposition apparente entre les différents services français des Affaires étrangères et de la Coopération qui d'ailleurs perdure sur plusieurs dossiers, témoignent également des difficultés d'harmoniser les conceptions de chacun relatives aux finalités de l'Agence, aux modalités de son action et à l'environnement politique dans lequel elle se situe. En fait, la politique de la francophonie pose trois problèmes à la France et aux administrations en charge : la conciliation de la coopération multilatérale et bilatérale, qui touche au cœur des relations franco-africaines, de la politique québécoise de la France et de la place de celui-ci dans la francophonie, qui pèse sur l'ensemble des liens franco-canadiens, et enfin du rapport entre francophonie et politique culturelle extérieure de la France. Ces trois dimensions restent encore aujourd'hui au centre des préoccupations de la France en matière de francophonie, dimensions qui ont par ailleurs souvent tendance à limiter la portée de la politique de la francophonie française, Paris ne semblant pas toujours savoir sur quelle corde appuyer.

⁴²⁸ ANF, FSAAM, vol. 2817, note de Henri de Montera, no 1752 : *Les raisons pour la France de créer l'Agence de coopération culturelle et technique*, Paris, 15 novembre 1969, non foliotée.

la première conférence de Niamey en février 1969, représente pour la France “un intérêt politique national”. Dans cette perspective, il dégage six points. Tout d’abord, il envisage la participation à une Agence de la Francophonie comme un tribut normal à la coopération internationale payable par tous les grands pays. Or, au-delà de cette idée, il estime qu’une contribution à une organisation “marquée par la personnalité de la France” dont l’action sera “portée à son crédit” et qui sera donc bénéfique à son prestige international, reste préférable à un engagement dans une structure internationale comme l’UNESCO ou les autres organismes dépendants de l’ONU, dont l’assistance est vécue par les pays bénéficiaires comme provenant principalement des États-Unis, qui a tendance à noyer les initiatives françaises. De Montera voit donc dans cette organisation francophone un moyen pour la France de s’identifier aux yeux des pays comme un pays donateur et généreux et ainsi faire ressortir sa spécificité.

Dans le même ordre d’idées, l’auteur de cette note envisage la multilatéralisation des liens entre pays francophones, comme la possibilité de mettre les relations bilatérales entretenues par la France avec ses anciennes colonies à l’abri des critiques de néo-impérialisme et de donner l’impression aux pays africains de la volonté profonde de la France de coopérer avec eux sur un pied d’égalité. Ainsi, forte de ces attaches francophones, la France pourra montrer à l’opinion internationale son rayonnement et l’attraction que ces actions constituent. En conséquence, “la France, grâce à la Francophonie, enfin dotée d’un concept concret, “pèsera plus lourd” sur la scène internationale.

Par ailleurs, sur le plan interne, l’auteur indique que l’Agence, dont l’un des mandats sera de contribuer à garantir à la langue française sa place comme grande

langue internationale, devrait permettre à la France d'agir dans un domaine habituellement inaccessible à sa coopération bilatérale, soit celui des relations entre les pays francophones. En effet, créant un cadre non seulement propice à de tels développements mais également à "dominer par son poids démographique, économique et politique", de Montera juge préférable pour la France de pouvoir intervenir dans celles-ci afin de faire prévaloir son intérêt.

Finalement, de Montera envisage l'appartenance de la France à une communauté de coopération francophone comme un pendant à sa politique européenne, cette double caractéristique –européenne et francophone- lui garantissant de "ne pas devenir une simple province du continent". Pour lui, le renforcement et l'élargissement de la communauté européenne qui constitue alors pour le gouvernement en place une politique d'ouverture, doit nécessairement s'accompagner et s'équilibrer par la poursuite d'une politique de coopération francophone, qu'il place dans la continuité historique des relations internationales de la France.

Ces six points résument en fait trois des préoccupations principales de la politique étrangère de la France d'alors : recherche du prestige et de la grandeur internationale, affirmation de la spécificité nationale (la troisième voie), redéploiement de la langue française en particulier dans les organisations internationales et dans le domaine technique et scientifique. Dans ce sens, la Francophonie s'intègre parfaitement à cette politique étrangère française de la fin des années 60, tout au moins une Francophonie telle que pensée par les autorités parisiennes. En effet, si les représentants français envisagent alors une organisation dans laquelle la France aurait toute latitude pour imposer ses vues, l'émergence sur la scène francophone du Canada va inciter ceux-ci à

revoir leurs positions et à accepter certains compromis afin de sauvegarder des apparences de sincérité qui semblaient jusqu'alors acquises. Les premiers affrontements franco-canadiens dans le cadre de la Francophonie, qui s'articulent principalement autour de la question du Québec et de la place de celui-ci dans l'organisme francophone, vont donc prendre les allures d'une bataille rangée où chaque protagoniste, poussé par la nécessité de gagner du terrain, multiplie les pressions et autres cadeaux pour s'attirer les appuis indispensables des autres partenaires. Dans cette perspective, différents rapports français sur les Conférences de la Francophonie font état des "passes d'armes" entre les délégués français et canadiens pour la mise en place des structures de l'Agence.⁴²⁹ Cette opposition franco-canadienne va d'ailleurs être à la fois l'enjeu et le cadre de l'intrusion forcée des États-Unis dans les tractations devant conduire à la naissance de l'ACCT.

En définitive, lorsque Habib Bourguiba lance une tournée africaine en novembre et décembre 1965 afin de sonder ses partenaires d'Afrique noire sur la possibilité de créer un Commonwealth à la française forgée d'après les idées développées par Léopold Sédar Senghor depuis le début des années 60, les réactions de la France sont des plus négatives. Peu enclines à mener un nouveau combat dans le domaine d'une union franco-africaine et jugeant les démarches de Bourguiba avant tout opportunistes et dangereuses sur le plan régional⁴³⁰, les autorités françaises font alors même preuve d'un

⁴²⁹ ANF, FSAAM, vol. 2817, note à l'attention du Président de la République, Paris, 24 février 1969, non foliotée, note de Jacques Trorial, Paris, non datée, non foliotée.

⁴³⁰ Certains diplomates évoquent en effet la possibilité d'une nouvelle division du Maghreb autour de cette question, tout en sachant pertinemment que Alger et Rabat ne s'engouffreraient pas dans une telle brèche. D'après MAE, série DAM 1959-1969, sous-série Niger, vol. 2814, télégramme no 1890/96, Tunis, 26 octobre 1966, non foliotée, p. 1.

mépris pour la chose n'y voyant qu'idées vagues et risques de condamnation internationale pour néo-colonialisme. Toutefois, soucieuse de revaloriser le rôle de la langue française dans le monde et de la défendre face à l'influence de la langue anglaise, notamment dans le domaine technique et celui des organisations internationales, et finalement de répondre aux différents signaux en provenance tant d'Afrique que du Québec oeuvrant pour la formation d'un tel ensemble, la France va changer d'approche pour prendre en main le projet afin de le préciser et le rendre réalisable.

Dans cette volte-face, il est probable que l'impact des velléités démontrées par le Canada pour occuper une place de choix sur la scène africaine est loin d'être négligeable. Basée originellement sur une volonté de contre carrer les démarches du Québec dans sa quête de reconnaissance internationale, la politique africaine du Canada va connaître à ce moment là une refonte complète qui va permettre à sa politique en matière de Francophonie de prendre son envol, envol qui, par ailleurs, en la sortant de son cadre franco-français, va contribuer à crédibiliser, voire légitimer l'existence même de cette première organisation intergouvernementale de la Francophonie.

C- LE CANADA À LA CROISÉE DES CHEMINS

Ainsi que nous l'indiquions dans l'introduction, le but de ce chapitre est d'explorer et d'analyser les dynamiques, les enjeux et les motivations de chacun des principaux participants de la naissance de la Francophonie institutionnelle. Dans la perspective canadienne, il s'agit de mettre en lumière les chemins qui ont conduit le Canada sur la

piste de la Francophonie, entre le développement de sa politique africaine et l'affirmation du Québec sur la scène internationale. Dans ce sens, nous reviendrons, quoique rapidement, sur les origines de la politique canadienne en Afrique, plus particulièrement dans les pays francophones, en mettant en évidence les ressorts, motivations et mécanismes de celle-ci. Puis dans un deuxième temps nous montrerons en quoi l'attitude canadienne vis-à-vis du projet de Francophonie se place –ou non– dans la droite ligne de sa politique africaine. Notons dès à présent que si cette section ainsi que la suivante (C- et D-) insistent sur une perspective très canadienne des événements et semblent, par moment, nous éloigner de notre propos initial qui est d'étudier le regard américain sur la Francophonie, elles apparaissent toutefois indispensables à deux égards. D'une part, afin de saisir pleinement les enjeux et les luttes de pouvoir internes à la fédération canadienne qui sous-tendent la formation de la Francophonie ; d'autre part, de comprendre comment les États-Unis sont amenés à jouer un rôle actif dans la création de l'Agence de coopération culturelle et technique, à la fois par le biais et au bénéfice de leur partenaire canadien. Sur ce dernier point, nous verrons en effet, dans notre chapitre final (chap. IX), de quelle manière les intérêts communs des Américains et des Canadiens en Afrique, tant sur le plan idéologique qu'économique, vont se rejoindre dans le contexte spécifique de la naissance de la Francophonie.

1) Le Canada et l'Afrique : du Commonwealth à la Francophonie

“Américain du Nord par nature, européen de l'Ouest par tradition, Puissance atlantique et puissance du Pacifique, ouvert aux préoccupations asiatiques par une partie de son commerce, par la solidarité du Commonwealth, par le plan de Colombo, le

Canada porte depuis hier à l'Amérique latine un intérêt croissant, et découvre aujourd'hui le continent africain."⁴³¹

C'est ainsi que l'ambassadeur de France à Ottawa débute en 1960 sa dépêche analysant les prémices de la politique canadienne sur le continent africain. Témoignant à la fois du statut particulier du Canada parmi les puissances occidentales de l'époque, Francis Lacoste met également en évidence l'intérêt progressif de celui-ci pour les affaires mondiales. En fait, ce sont les années qui suivent la fin de la Deuxième Guerre qui sonnent pour le Canada l'heure de l'engagement international.

i) L'émergence du Canada sur la scène internationale

Si son implication, surtout comme base arrière, durant les opérations militaires de 1939-1945, avait déjà fait du Canada un acteur incontournable du conflit mondial, l'émergence d'un nouvel ordre international, qui voit en particulier la formation de nouvelles organisations comme l'OTAN ou l'ONU dans lesquelles il est partie prenante, va confirmer le Canada dans ses fonctions de puissance mondiale ; puissance certes moyenne et sous influence, mais dont l'apport au concert des nations se veut original et spécifique. Soutenu à l'intérieur par une grande stabilité politique liée à la prospérité ambiante, le Canada de l'après-guerre voit surtout s'imposer les idées d'un groupe d'hommes, diplomates de formation, parmi lesquels on retrouve Lester B. Pearson ou Norman Robertson, qui estiment que le Canada a un rôle précis à jouer sur la scène internationale. Au carrefour des nations, celui-ci peut "influer partiellement sur les États-Unis, en instillant un peu de sophistication européenne, tout en gardant des

⁴³¹ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série Canada, vol 103, dépêche de Francis Lacoste, Ottawa, no 1795/AM : *Éléments d'une politique canadienne en Afrique*, 12 décembre 1960, folio 217.

contacts privilégiés avec les Britanniques”.⁴³² Ces hommes se montrent très anti-communistes et sont conscients des risques que comporterait l’affrontement entre les deux superpuissances. Ainsi, s’impose-t-il progressivement à leur esprit la nécessité de renforcer la cohésion du camp occidental en imaginant la mise en place d’une alliance militaire entre les pays occidentaux. On connaît le résultat final de ce concept : le traité de l’OTAN est signé en avril 1949.⁴³³

En sortant de son isolement et en s’engageant auprès des grandes nations sur tous les terrains, depuis la guerre de Corée jusqu’à l’envoi de troupes en Allemagne, en Palestine et en Inde, le Canada présente le visage d’une nation soucieuse de sauvegarder la paix mondiale. De plus, facilement accepté et généralement bien accueilli, étant donné son absence affichée d’ambition territoriale ou politique, le Canada acquiert un certain prestige international. Cette attitude à la fois atlantiste et internationaliste aux allures “pacifistes” devait nécessairement conduire le Canada à s’intéresser aux nations les moins favorisés émergeant sur la scène internationale. En effet, tandis qu’un vent d’émancipation souffle sur les anciens empires et alors que la campagne contre la menace communiste s’intensifie, le Canada participe à la mise en place d’une politique d’aide au développement dirigée dès 1950 vers les pays du Commonwealth d’Asie par le biais du plan de Colombo. Ce dernier est graduellement élargi aux pays de l’ancien empire britannique des Caraïbes en 1958, pour finalement s’ouvrir aux nations d’Afrique anglophone en 1960 et francophone en 1961.⁴³⁴

⁴³² Jacques Portes, *Le Canada et le Québec au XX^{ème} siècle*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 93-96.

⁴³³ *Ibid.*, p. 93-96.

⁴³⁴ *Ibid.*, p. 93-96.

ii) La politique africaine du Canada

Les Canadiens n'en sont toutefois pas exactement à leurs premiers pas sur le continent noir puisque dès le XIX^{ème} siècle des églises canadiennes se sont engagées en Afrique et on retrouve à la veille des indépendances près 48 congrégations et 2500 missionnaires canadiens répandus sur tout le continent, principalement dans les zones sous domination britannique. Avec le temps, ces organisations contribuent également, par leurs campagnes de souscription et leurs comptes rendus de missions à familiariser leur population d'origine aux affaires africaines.⁴³⁵ Parallèlement à ces œuvres charitables, une vingtaine de compagnies canadiennes montre un certain dynamisme en développant leurs activités dans cette région. C'est en particulier le secteur de l'aluminium qui stimule les relations économiques afro-canadiennes puisque dès le début siècle les premières explorations s'effectuent en Guinée pour le compte de la société Alcan.⁴³⁶ Sur le plan gouvernemental, si l'engagement financier est plus tardif, l'intérêt politique se fait entendre dès les lendemains de la guerre avec les premiers mouvements d'indépendance nationale.⁴³⁷

En fait, cette période des revendications d'émancipation nationale est une période délicate pour le Canada puisqu'elle va l'amener, à l'instar des États-Unis, à se positionner résolument sur l'échiquier international du côté des puissances coloniales

⁴³⁵ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série Canada, vol. 103, dépêche de Francis Lacoste, no 1795/AM : *op. cit.*, folios 218-219.

⁴³⁶ *Ibid.*, folios 220-221. Rappelons ici que c'est dans le cadre de partenariats nord-américains que la compagnie canadienne va développer ses activités en Guinée. Voir Bonnie Campbell, *Les enjeux de la bauxite. La Guinée face aux multinationales de l'aluminium*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1983, p. 11-90. Cf. également le chapitre consacré aux relations entre la Guinée et les États-Unis, partie II, chapitre V, C, p. 134 et sq.

⁴³⁷ Concernant l'attitude du Canada vis-à-vis des mouvements d'indépendance nationale ainsi que le développement de la politique africaine du Canada, se reporter à la récente thèse de Robin Gendron, *Shifting Priorities : The Evolution of Canada's Relations with French Africa, 1945-1968*, Ph. D. Dissertation (History), University of Calgary, 2001.

occidentales. En fait, bien que philosophiquement et historiquement favorable à la fin des Empires coloniaux européens, le Canada se trouve alors face à deux choix : soutenir le principe du droit des peuples à l'autodétermination ou maintenir son appui à leurs alliés traditionnels, en particulier la France. Or, le contexte de la Guerre froide, le souci de sauvegarder au mieux les intérêts de l'Ouest et l'affirmation de l'indispensable contribution politique et militaire française à l'OTAN, poussent finalement les Canadiens à se ranger dans le camp colonial. Ainsi, ils acceptent, sous les pressions de la France, d'inclure l'Algérie dans le dispositif de défense de l'OTAN en 1948-1949, ils accordent un soutien systématique à la France lors des votes à l'ONU sur les questions coloniales entre 1955 et 1961, et enfin, ils apportent un concours logistique à la France en Algérie par le biais du *Mutual Aid Programme* après 1955.⁴³⁸

À partir de 1960-1961 et de l'indépendance de la plupart des pays africains, la conviction que les nations européennes, surtout la France, demeurent les plus aptes à garantir le maintien de l'influence occidentale dans la région, se confirme et garde le Canada largement à l'écart du continent africain. Toutefois, soucieux de ne pas s'aliéner ces nouveaux États dont le poids politique va croissant dans les instances internationales, en particulier à l'ONU, le Premier ministre du Canada plaide pour la mise en place d'un "plan de Colombo" africain.⁴³⁹

En novembre 1960, l'ambassadeur du Canada en France, Pierre Dupuy, est envoyé en mission d'information et de contact en Afrique. Suite à cette démarche, un programme d'assistance distinct pour les pays africains du Commonwealth est mis en

⁴³⁸ Gendron, *op. cit.*, p. 11-88.

⁴³⁹ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série Canada, vol. 103, dépêche de Francis Lacoste : *op. cit.*, folio 221.

place, assorti d'un fonds d'environ 3 millions de dollars, et principalement concentré dans le domaine de l'éducation et de l'assistance technique. Quatorze pays africains, en particulier le Ghana, le Nigeria, la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda et la Sierra Leone, bénéficient alors de ce plan qui connaît une expansion constante, pour atteindre un peu plus de 10 millions de dollars en 1964-1965.⁴⁴⁰ Il faut attendre 1961 pour que ce programme s'adresse aux pays d'Afrique francophone, jusque là dépendants de la France ou de la Belgique. Or, ce plan, exclusivement consacré à l'éducation, se montre encore plus modeste avec l'octroi d'un simple budget de 300 000 dollars.⁴⁴¹

En fait, il semble que la préoccupation de la lutte anti-communiste –et le souci d'encourager l'influence des anciennes métropoles coloniales- n'ait pas été le seul facteur déterminant la timidité des premiers pas du gouvernement fédéral canadien en Afrique. En effet, le manque de ressources financières, mais également humaines –entre autres, le déficit de fonctionnaires pouvant s'exprimer en français au Département d'État-, l'ouverture plus traditionnelle du Canada sur l'Asie, sont autant de facteurs qui justifient l'attitude canadienne. Cependant, à la même époque, certains hauts fonctionnaires du Secrétariat aux Affaires extérieures à Ottawa se font les avocats d'un accroissement des crédits en direction de ces nouveaux États francophones d'Afrique afin de mieux refléter la réalité canadienne, tandis que la révolution tranquille québécoise marque le réveil de la communauté canadienne française. Menée par Norman Robertson et Marcel Cadieux, cette croisade n'a dans un premier temps que

⁴⁴⁰ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 243, Rapport sur les programmes d'aide extérieure du Canada, juin 1965, dans note no 2272/C.T.3 : *Programme d'aide extérieure au Canada*, Paris, 30 octobre 1965, p. 17.

⁴⁴¹ On peut en effet qualifier de modestes les programmes africains du Canada puisqu'à la même époque les pays asiatiques bénéficiant des contributions canadiennes dans le cadre du Plan de Colombo ont obtenu depuis 1951 plus de 500 millions de dollars, contributions auxquelles s'ajoutent l'aide économique, technique et culturelle bilatérale, et les crédits alloués dans le cadre de programmes multilatéraux gérés par des organismes de l'ONU ou de l'OCDE. D'après les chiffres de *ibid.*, p. 7 et sq.

peu d'impacts si ce n'est que d'ouvrir le programme cité plus haut. Le Gouvernement conservateur alors en place reste néanmoins réticent à accroître sa présence dans cette région. L'élection en 1963 du Gouvernement libéral de Lester B. Pearson inaugure une nouvelle ère dans les relations du Canada avec l'Afrique francophone.

La nouvelle équipe, qui se montre résolument prête à reconnaître le caractère bilingue du Canada tant sur le plan interne que dans sa politique étrangère, apparaît effectivement plus à même de répondre aux aspirations des Québécois dont la volonté de représenter sur la scène internationale la voix des Francophones du Canada se fait de plus en plus sentir. En fait, au cours de cette période, on assiste à une véritable mutation de la politique étrangère canadienne, tout au moins en matière de politique africaine. En effet, dans une période de détente internationale, le gouvernement canadien va se détourner, sans la négliger totalement, de sa préoccupation principale qu'est la lutte anti-communiste et la défense des intérêts occidentaux, pour promouvoir ses intérêts propres, à savoir le maintien de l'unité nationale dans le respect de ses prérogatives et de ses compétences fédérales.⁴⁴² Dans cette perspective, le gouvernement central va mener sur le plan externe, une politique-reflet de la réalité bilingue et biculturelle canadienne, et ce afin de non seulement s'assurer au mieux de la cohabitation harmonieuse des Canadiens anglophones et francophones au Canada mais aussi de mettre fin à la mise en cause de la prééminence de son autorité sur les provinces canadiennes sur la scène internationale.

Cette nouvelle approche se traduit rapidement puisque dès 1963, les montants alloués à l'assistance à l'Afrique francophone sont démultipliés pour atteindre près de 4

⁴⁴² Gendron, *op. cit.*, p. 165-203.

millions de dollars.⁴⁴³ Cette augmentation est confirmée les années suivantes avec un accroissement régulier des crédits tout au long des années 60, rétablissant donc l'équilibre budgétaire entre les programmes dirigés vers les pays anglophones et ceux des pays francophones. L'effort canadien en Afrique francophone est ainsi de l'ordre de 11,5 millions de dollars en 1967 et touche plusieurs domaines comme l'éducation, l'assistance technique, l'aide alimentaire et les prêts au développement.⁴⁴⁴ Oeuvrant également dans le même sens, on assiste à l'inauguration de relations diplomatiques régulières entre Ottawa et ces États avec en particulier l'ouverture en 1966 de deux ambassades dans des pays francophones d'Afrique, à Dakar et Tunis. Par ailleurs, on assiste à une multiplication des visites officielles canado-africaines. Ainsi plus de 13 chefs d'État africains ou représentants de ces gouvernements viennent en tournée au Canada entre 1966 et 1967, ces visites culminant au moment de l'Exposition universelle de Montréal en 1967. De leur côté, le gouvernement canadien envoie au début de cette même année, son secrétaire parlementaire, un certain Pierre Elliott Trudeau, en "mission d'amitié" dans plusieurs pays francophones dont le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Tunisie et le Cameroun. L'année suivante, c'est au tour du sénateur Paul Martin, ancien ministre des Affaires étrangères, de représenter le Premier ministre canadien au dixième anniversaire de l'Université du Rwanda et de faire une tournée dans plusieurs pays d'Afrique francophone.⁴⁴⁵

⁴⁴³ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 241, dépêche de Raymond Bousquet, no 448/ACT : *Le Canada et les États francophones d'Asie et d'Afrique*, Paris, 20 mars 1964, non foliotée, p. 4.

⁴⁴⁴ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 331, dépêche de François Leduc, no 535/CT : *Coopération technique canadienne avec l'Afrique francophone*, Paris, 23 février 1968, non foliotée, p. 3.

⁴⁴⁵ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 330, dépêche de Pierre Carraud, no 2671 : *L'aide du Canada à l'Afrique francophone*, Ottawa, 21 novembre 1967, non foliotée, p. 1 ; ANC, RG 25, vol. 3168, dossier 32-D-1969, pt 3, Conférence de l'Éducation nationale des États africains et

Robin Gendron, dans sa thèse consacrée à la politique du Canada en Afrique francophone de 1945 à 1968, lie cette transformation du gouvernement du Canada à plusieurs phénomènes. Si celui des revendications québécoises d'établir des liens propres avec d'autres pays francophones, est bien connu⁴⁴⁶, l'auteur considère que la détérioration des relations franco-canadiennes au cours des années 60 a également obligé le Canada à entretenir des rapports plus soutenus avec d'autres pays francophones, et ce toujours dans l'idée de "préserver l'unité nationale et de démontrer aux Francophones la sincérité de sa politique bilingue et biculturelle".⁴⁴⁷ En effet, si se tourner vers la France semble le terrain le plus évident pour mettre en place une politique à l'égard des pays francophones, l'émergence de liens privilégiés entre Québec et Paris, excluant en partie Ottawa, pousse cette dernière à opter pour d'autres espaces.⁴⁴⁸ Pour Gendron, si le Canada se lance après 1963 dans une politique africaine plus active, il n'en reste pas moins qu'il continue à respecter le pré-carré français en Afrique. Aussi, lorsque les autorités françaises l'invitent à partir de 1964 à participer à des rencontres inter-ministérielles sur l'Afrique, celui-ci y voit un moyen non seulement d'accentuer ses liens avec les pays africains mais aussi et surtout d'améliorer ses relations avec la France.⁴⁴⁹ Or, le retrait français de l'OTAN en 1966 et le soutien affiché du général de Gaulle aux velléités internationales du Québec conduisent le

malgaches d'expression française, Paris, 1-4 décembre 1969, cahier d'informations générales : *Les relations entre le Canada et les pays francophones d'Afrique*, p. 13 et sq.

⁴⁴⁶ Nous renvoyons ici au fameux memorandum de juillet 1963, dans lequel des fonctionnaires fédéraux mettent en garde le gouvernement de laisser trop de latitude au Québec en matière de relations avec les pays francophones autre que la France et l'encourage à prendre des mesures immédiates pour barrer la route au Québec. Voir ANC, RG 25, vol. 2515, dossier 22-9-FR-1, pt 1 : *Memorandum for the Minister : Provincial Autonomy, external Relations*, Ottawa, 27 juillet 1963, non folioté.

⁴⁴⁷ Gendron, *op. cit.*, p. 165-203 ; ANC, RG 25, boîte 3104, dossier no 3 : *Le Canada et la Francophonie, dossier préliminaire, 1960-1966*, Ottawa, 17 avril 1974, p. 30.

⁴⁴⁸ Sur les relations franco-québécoises dans ces années, voir entre autres, Marine Lefèvre, *De Gaulle et le Québec*, Paris, Université Paris IV-Sorbonne, mémoire de maîtrise (Histoire), 1996.

⁴⁴⁹ Sur les relations franco-canadiennes, voir la bibliographie générale.

gouvernement canadien à se libérer de ses derniers scrupules quant aux bien-fondé d'une politique suivie dans la zone d'influence française. Dans cette perspective, l'attitude de la France va à la fois obliger le Canada à se trouver de nouveaux partenaires francophones pour affirmer son biculturalisme, mais également lui permettre de dépasser ses convictions quant à la sauvegarde des intérêts occidentaux, pour jouer pleinement son rôle en Afrique.⁴⁵⁰ Les effets de la visite du général de Gaulle en 1967, les premiers pas du Québec sur la scène africaine en 1968 et la dégradation des relations franco-canadiennes qui s'en suivent, donnent donc un nouveau souffle à la politique africaine du Canada, qui s'engage dans une vaste campagne de séduction en terre africaine, campagne qui, nous le verrons par la suite, trouve un certain écho chez les leaders africains, trop heureux de se faire un nouvel allié.⁴⁵¹ Dans ce contexte, il apparaît très aisé de comprendre la lutte effrénée que se livrent Paris et Ottawa pendant les négociations qui conduisent à la constitution de la communauté francophone à la fin des années 60.

2) *Le Canada et la Francophonie*

Sans le concours du Québec, sans l'intérêt manifeste et manifesté de la communauté francophone d'Amérique du Nord, il est probable que la Francophonie ne serait restée qu'à un niveau franco-africain et n'aurait pas pris la dimension internationale que l'on lui connaît.

⁴⁵⁰ Gendron, *op. cit.*, p. 289-290.

⁴⁵¹ Il faut également noter, et nous reviendrons plus loin sur cette question, que le Canada éprouve certaines difficultés utiliser les crédits alloués à l'Afrique, et en raison du manque réciproque de connaissances. Ce n'est qu'à partir de la mission Chevrier de février-mars 1968 que les choses changent.

i) Les premières organisations francophones et le rôle des Québécois.

En fait, dans les années d'après-guerre, alors que le conflit mondial a créé une certaine solidarité qui encourage les peuples à vouloir collaborer ensemble pour construire un monde nouveau, les Canadiens français se sentent investis d'une nouvelle mission dans le domaine de la sauvegarde des intérêts du français et de ses locuteurs. Tandis que pendant la guerre leurs presses ont pris le relais de l'imprimerie nationale française afin d'approvisionner les marchés francophones éloignés, tel ceux de l'Amérique (Canada et Antilles), les Canadiens français, à l'instar d'autres communautés francophones européennes, voient renaître leur fierté de la langue française. Dans ce contexte particulier, qui accompagne également le large mouvement mondial de création d'organisations internationales, les francophones, hors de France, vont envisager la constitution de regroupement d'intérêts à partir de la langue, dans un environnement international où le français connaît un net recul. L'idée est alors de créer "de nouveaux organismes et des associations, francophones cette fois, où l'on se retrouverait entre soi et où l'on pourrait débattre de problèmes communs en français".⁴⁵²

Ainsi est fondée en 1952 à Paris, l'Association internationale des journalistes de la presse de langue française (AIJPLF), dont le mandat est de veiller à la "sauvegarde de la langue française", d'échanger des informations et des expériences sur le plan technique et professionnel, et de favoriser la coopération entre tous les médias de langue française, aussi bien de la presse écrite, orale ou audiovisuelle. En regroupant ce type de profession, cette association espère trouver un large écho dans l'opinion publique, et si certains de ses membres n'y voient qu'un forum d'échanges de connaissances et d'expériences, pour plusieurs ce rassemblement va être l'occasion de diffuser et de

⁴⁵² Tétu, *Qu'est-ce que la Francophonie ?*, p. 217-218.

stimuler dans leurs parutions l'idée de Francophonie. C'est d'ailleurs par le biais d'un de ces périodiques, la revue *Esprit*, qu'en 1962 Senghor et d'autres se prononcent sur le sujet de la Francophonie, qui commence dès lors à devenir une réalité dans le monde des intellectuels.⁴⁵³ Parmi les journalistes de l'AIJPL, se trouve Jean-Marc Léger, Québécois de naissance, qui apparaît comme l'un de ses membres les plus actifs et les plus engagés. Il est d'ailleurs à l'origine de l'Union culturelle française (UCF) créée à Monaco en 1954, qui se veut un carrefour international des francophones du monde entier, sorte de tribune des hommes et des idées francophones. Si le succès de cet organisme est des plus mitigés, la fondation quelques années plus tard de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), à l'origine de laquelle se trouve également Jean-Marc Léger, est une grande réussite.

Née en 1961 à Montréal, elle regroupe 33 universités de langue française. Son projet initial est d'encourager "l'échange des informations, des étudiants et des professeurs, et de coopérer à travers tout l'espace francophone à la formation des générations futures".⁴⁵⁴ Ce regroupement des universités, qui connaît un succès retentissant et est rapidement reconnu comme l'une des institutions les plus utiles au développement de la Francophonie, va faire de multiples émules tout au long des années 60, notamment avec la création régulière d'organisations à caractère professionnel ou corporatif qui se veulent tantôt un espace de défense ou de diffusion de langue et de la culture françaises, tantôt des lieux où le français sert avant tout d'outil de communication et de dénominateur commun. C'est ainsi qu'est créé en 1964 l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises (IDEF), et que sont successivement lancés en

⁴⁵³ *Ibid.*, p. 219-220.

⁴⁵⁴ *Ibid.*, p. 221-222.

1967 l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), le Conseil international de langue française (CILF) et l'Association internationale des professeurs de français (FIPF) –qui ne naît véritablement qu'en juillet 1969.⁴⁵⁵ Autant d'organismes qui tissent progressivement la toile d'un réseau francophone solide et efficace, terreau d'un futur regroupement intergouvernemental de la Francophonie. La présence des Canadiens français, aux côtés des autres francophones, à l'origine de l'ensemble de ces fondations est alors tout à fait importante et déterminante puisque non seulement ils contribuent grandement à l'émergence de celles-ci mais aussi parce que l'action en leur sein témoigne de la grande vitalité des questions de Francophonie au Québec à l'époque.

Très tôt dans les années 60, sous l'impulsion de ce que l'on a appelé la Révolution tranquille, l'intérêt pour la Francophonie se manifeste au Québec bien qu'il soit alors encore essentiellement le fait d'hommes politiques ou d'intellectuels.⁴⁵⁶ Ainsi, en 1961, Paul Gérin-Lajoie, nouveau ministre de l'Éducation, est l'un des premiers à promouvoir l'idée d'une "Communauté culturelle des peuples de langue française pour favoriser le

⁴⁵⁵ Pour plus de détails sur les objectifs et le destin de ses organisations voir *ibid.*, p. 224-230.

⁴⁵⁶ Au-delà des ambitions du gouvernement du Québec, l'intérêt manifesté par certains intellectuels canadiens français pour l'Afrique relève surtout d'une prise de conscience de leur part d'une communauté de destin entre leur nation et celles d'Afrique. Dans les années 50 mais surtout au cours des années 60, émergent au Québec les idées tiers-mondistes qui affirment la nécessaire assimilation du combat du Québec à la lutte anti-coloniale. Cette référence forge entre les pays de l'ancien empire français et la nation canadienne française des liens qui instaurent une sorte de communauté de destin propice à un travail commun, à la coopération. Ces réflexions qui ne sont le fait d'une petite frange de la société québécoise, contribuent néanmoins à stimuler les aspirations du Québec pour les questions internationales mais aussi à fixer dans une certaine mesure le discours idéologique sur la francophonie. Voir Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1977, Pierre Guillaume, *Itinéraires canadiens, 1970-1990*, Bordeaux, Maisons des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1992, p. 127-135, et le livre de Magali Deleuze, tiré de sa thèse de doctorat, *L'une et l'autre indépendance, 1954-1964 : les médias au Québec et la guerre d'Algérie*, Mont-Saint-Hilaire, Québec, Éditions Point de fuite, 2001, qui revient sur l'impact de la guerre d'Algérie dans la mémoire collective québécoise et met en évidence cette apparition dans le discours des intellectuels du Québec des références au tiers-mondisme, p. 139 et sq.

rapprochement des nations partageant la même culture”.⁴⁵⁷ Faite en termes généraux et spontanés lors de l’inauguration de la Cité scolaire d’Alès en France, cette déclaration ne connaît évidemment alors aucune répercussion. Toutefois, fidèle à cette idée, Gérin-Lajoie la reprend et la défend régulièrement tout au long des années 60. En 1965, il réaffirme à l’occasion de la signature de l’accord franco-québécois sur l’éducation qu’il “voit dans cette entente la pierre angulaire de ce qu’[il] souhaite voir devenir la grande communauté culturelle de langue française”.⁴⁵⁸ Ces appels sont relayés par une partie de la presse canadienne française, en particulier par la plume de Jean-Marc Léger.

Si celui-ci se montre très actif sur la scène de la Francophonie et donne son appui à tout groupement dans ce sens, il s’emploie à faire comprendre les implications et les enjeux d’un tel phénomène au Canada et au Québec. Ainsi, dans une chronique qu’il publie régulièrement à partir de 1960 dans le quotidien montréalais *Le Devoir*, il exprime ses vues concernant la langue et la culture françaises et il rappelle aux gouvernements québécois et fédéral leurs obligations face aux citoyens canadiens d’expression française. Parmi ses sujets favoris, il reprend le thème du rôle à jouer par le Québec sur le plan de la Francophonie dans les domaines de sa compétence. De même, il soutient l’idée que c’est au Québec de prendre l’initiative d’organiser une communauté francophone à laquelle il devrait participer comme membre à part entière, tandis qu’il revient sur le devoir du gouvernement canadien d’accorder dans ses relations extérieures autant d’importance aux pays francophones qu’à ceux appartenant au Commonwealth.⁴⁵⁹

⁴⁵⁷ ANC, RG 25, boîte 3104, dossier no 3, : *Le Canada et la francophonie, dossier préliminaire 1960-1966*, 17 avril 1974, p. 31.

⁴⁵⁸ Note publiée par le Cabinet de M. Gérin-Lajoie, dans *ibid.*, p. 32.

⁴⁵⁹ *Ibid.*, p. 33-34.

Les articles de Jean-Marc Léger se méritent une large audience et on sait qu'ils ont eu de grandes répercussions au ministère des Affaires extérieures canadien, puisqu'ils contribuent, entre autres, à la décision du gouvernement central d'amorcer un programme d'aide en faveur des pays d'Afrique francophone à partir de 1961. En 1963, une série de six articles de Léger, intitulée "Le Québec dans le Monde francophone", qui met en évidence le manque d'intérêt du gouvernement fédéral pour les aspirations internationales des Canadiens français, fait d'ailleurs l'objet au ministère des Affaires extérieures de plusieurs études, dont un mémoire du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Norman Robertson. De celui-ci ressort un ensemble de mesures qui préconisent non seulement la promotion du bilinguisme dans l'administration centrale, mais aussi l'expansion de la représentation diplomatique dans les pays de langue française et l'accroissement important de l'aide canadienne aux pays de langue française. L'augmentation est alors radicale puisque les budgets alloués à l'Afrique francophone passe de 300 000 dollars à plus de 4 millions.⁴⁶⁰

À plus long terme, on peut dire que, au-delà du poste de secrétaire exécutif provisoire de l'ACCT qu'il obtient à la suite de la première conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française qui se tient à Niamey en février 1969, l'action de Jean-Marc Léger, soit pour une participation du Canada français à la Francophonie mondiale, soit pour l'obtention d'une plus grande autonomie politique du Québec, concourt largement à l'engagement du gouvernement québécois dans la cause francophone si chère au journaliste et favorise également le vif intérêt d'Ottawa pour cette question.

⁴⁶⁰ *Ibid.*, p. 34-38.

ii) Le projet canadien de Francophonie

Le Canada ne pouvait se tenir loin de la Francophonie. En effet, pour les mêmes raisons qui l'ont conduit en son temps à s'impliquer en Afrique francophone, le Canada n'a eu que peu le choix de se préoccuper du projet francophone émergeant et de contribuer à son élaboration en proposant sa propre vision des choses. En fait, peu de temps après la diffusion du premier projet de l'OCAM en juin 1966, les autorités fédérales montrent des signes d'intérêt quant à l'adhésion possible du Canada à la Francophonie. Ainsi dès juillet 67 plusieurs rapports, pesant les pour et les contres d'une telle participation, circulent au Ministère des Affaires extérieures. L'un d'entre eux met en évidence le fait que le Canada voit dans la constitution d'une communauté francophone non seulement le moyen d'aider à la consolidation de l'influence occidentale dans plusieurs pays en voie de développement mais aussi la possibilité d'encourager la démocratie dans certains d'entre eux.⁴⁶¹

De même, si le souci initial demeure de contenir les aspirations internationales du Québec et de crédibiliser la politique biculturelle et bilingue du gouvernement fédéral afin d'assurer l'unité nationale, plusieurs rapports insistent également sur la nécessité pour le Canada de ne pas négliger le poids croissant et donc l'influence de l'Afrique francophone dans les assemblées internationales. Dans cette perspective, l'un des mémoires préconise "d'établir un climat de confiance auprès des délégations africaines francophones afin d'être en mesure d'obtenir leur appui soit pour amender des résolutions jugées inacceptables pour le Canada, soit en faveur d'initiatives prises par la

⁴⁶¹ ANC, RG 25, vol. 10683, dossier 26-1, rapport : *A French Commonwealth or a Francophone Community*, 14 juillet 1966, cité par Gendron, *Shifting Priorities*, p. 236.

délégation canadienne”.⁴⁶² Par ailleurs, il considère que participer au mouvement de création d’une communauté organique francophone, présente pour le Canada la plus sûre garantie de faire comprendre aux pays africains francophones, peu familiers de ces questions, la répartition des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et les provinces.

Finalement, dans un autre registre, ces mémoires rappellent qu’une affiliation à la Francophonie serait pour le Canada une manière à la fois d’équilibrer son anglophonie, de par son appartenance au Commonwealth et son voisinage des États-Unis mais également d’établir un pont entre les États-Unis, le Commonwealth et les États francophones.⁴⁶³ Dans ce contexte, le gouvernement fédéral se perçoit donc comme un possible intermédiaire, rejoignant par-là une de ses positions traditionnelles sur la scène internationale.

Toutefois il faut attendre le début de l’année 1967 pour qu’Ottawa manifeste officiellement une position sur la Francophonie, par l’envoi en tournée africaine de Pierre Elliott Trudeau, alors jeune secrétaire parlementaire de Lester Pearson, afin non seulement de prendre le pouls des Africains sur la Francophonie mais également de transmettre les positions canadiennes sur le sujet.

À l’époque, Trudeau fait partie du petit groupe de Canadiens français d’Ottawa qui suivent de très près l’évolution de cette affaire, dans la mesure où celle-ci peut avoir des implications sur les relations fédéral-provinciales. Pour eux, un développement de la Francophonie devait se faire avant tout sur des bases politiques. Dans ce sens, il leur

⁴⁶² ANC, RG 25, boîte 3104, dossier no 3 : *Le Canada et la francophonie, dossier préliminaire 1960-1966*, 17 avril 1974, p. 30.

⁴⁶³ *Ibid.*, p. 30-31 et ANC, RG 25, vol. 10683, dossier 26-1, rapport, 14 juillet 1966, cité par Gendron, *Shifting Priorities*, p. 236.

semblait plus aisé d'instruire les autres pays francophones des problèmes constitutionnels canadiens et, en posant comme condition de la participation canadienne l'élimination d'une représentation officielle québécoise, de barrer la route aux velléités du gouvernement du Québec.⁴⁶⁴ C'est fort de ces convictions que Trudeau se rend donc en visite au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Tunisie et au Sénégal entre fin janvier et début février 1967. Si l'essentiel des discussions porte sur la Francophonie et que les Africains se montrent assez enthousiastes à l'idée de la participation canadienne, dans la mesure où sa présence équilibrerait celle de la France, le représentant canadien est obligé de noter que la possibilité de former une organisation francophone sur une base politique rebute au plus haut point ses interlocuteurs qui privilégient, dans tous les cas, arrive une approche culturelle, linguistique et éducative. Par ailleurs, Trudeau est également forcé de constater l'ignorance des dirigeants africains du fonctionnement de la constitution canadienne en matière internationale.

En fait, si ce séjour est l'occasion pour Trudeau de se faire une nouvelle fois le porte-parole de la position fédérale sur la représentation canadienne, il permet aussi aux Canadiens de tirer un certain enseignement sur le possible format d'une future organisation.⁴⁶⁵ C'est tout au moins cette impression que donne, à la suite de ce voyage, la première initiative canadienne en matière de Francophonie.

En effet, en mars 1967, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Paul Martin, propose au cours d'un discours "la création d'une organisation internationale destinée à

⁴⁶⁴ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 330, dépêche de François Leduc, no 626/DGP : *Initiative canadienne en matière de francophonie*, Ottawa, 17 mars 1967, non foliotée, p. 3.

⁴⁶⁵ *Ibid.*, p. 3-4, et ANC, RG 25, boîte 10089, dossier 20-CDA-9-AFR, télégramme no 119 : *Visit of PE Trudeau to Ivory Coast*, Accra, 6 février 1967, non folioté, télégramme no 39 : *Trudeau Visit*, Dakar, 8 février 1967, non folioté, dépêche no 47 : *Visite de Pierre Elliott Trudeau au Camaroun du 24 au 29 janvier 1967*, Yaoundé, 9 février 1967, non foliotée, dépêche no 69 : *Visit of Parliamentary Secretary of the Prime Minister*, Tunis, 10 février 1967, non foliotée, télégramme no 413 : *Visite de Monsieur Trudeau à Paris*, Paris, 13 février 1967, non folioté.

favoriser échanges et contacts”. Pour lui, cette “association internationale de solidarité francophone” devrait être “de nature essentiellement privée, fondée sur les groupements nationaux de même caractère déjà existant, indépendante des gouvernements mais travaillant en étroite collaboration avec eux et jouissant de leur soutien”.⁴⁶⁶ Cette déclaration semble marquer un tournant décisif dans l’engagement fédéral en matière de Francophonie. Jusqu’à cette date, le Canada n’avait effectivement fait que suivre le mouvement enclenché par d’autres. Dans ce contexte, non seulement le gouvernement central du Canada prend-il l’initiative de présenter un projet d’organisation mais, au-delà, il entend le mener à bien en se proposant d’organiser une réunion des représentants des différents gouvernements francophones pour étudier son plan. Dans sa formulation, le programme canadien devait à la fois prouver son intérêt pour la Francophonie et empêcher toute participation gouvernementale du Québec.

Cette proposition canadienne est largement discutée avec l’ensemble des pays francophones concernés, tout spécialement lors des différents voyages de ces chefs d’État francophones à l’Exposition universelle de Montréal à l’été 67. Si l’idée de réunir une conférence remporte l’adhésion, surtout auprès des Africains, celle de fonder une nouvelle structure basée sur des associations à caractère privé ou semi-privé ne semble pas faire fortune.⁴⁶⁷ Toutefois, le gouvernement reste attaché à son projet de convoquer cette réunion, et même la sortie du balcon de l’Hôtel de ville de Montréal de Charles de Gaulle en juillet 1967 et le soutien affiché de la France au Québec dans sa lutte constitutionnelle, ne mettent en cause la décision canadienne. L’approche de la conférence des ministres de l’Éducation nationale des pays africains et malgaches

⁴⁶⁶ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 330, dépêche de François Leduc, no 626/DGP, 17 mars 1967, non foliotée, p. 1-2.

⁴⁶⁷ Gendron, *Shifting Priorities...*, p. 250-251.

programmée pour février 68 à Libreville, au Gabon, met cependant fin à cette intention du gouvernement fédéral du Canada.

D- EN ROUTE VERS L'ACCT : LES PREMIÈRES CONFÉRENCES DE LA FRANCOPHONIE

L'analyse successive de l'approche des principaux instigateurs du projet de communauté francophone dans les sections précédentes montre combien les ambitions initiales de chacun apparaissent bien différentes alors que les premières conférences constitutives de la Francophonie vont polariser un peu plus les opinions et créer de véritables clans. Si les Africains sont avant tout à la recherche de stabilité financière, les Français entendent surtout garantir le maintien d'une présence culturelle française, gage d'influence économique et politique et de rayonnement mondial, alors que le Canada, très préoccupé par son unité nationale et par le respect des prérogatives de son gouvernement central, semble également tenté de confirmer par le biais de cette organisation, un statut de puissance incontournable sur la scène internationale.

Dans cette section, nous reviendrons rapidement sur les quatre conférences – Libreville 68, Kinshasa 69, Niamey 69 et Niamey 70- qui marquent les étapes principales menant à la création de l'Agence de coopération culturelle et technique en mars 1970 au Niger et qui sont le théâtre, souvent "belliqueux", de vives négociations entre le Québec et le Canada d'une part, mais surtout entre le Canada et la France d'autre part.

1) *Le coup de Libreville et les efforts du Canada pour rester dans la “course à la Francophonie”*

L'invitation officielle et sans intermédiaire du gouvernement québécois à participer à la Conférence des ministres de l'Éducation de Libreville de 1968 est à l'origine d'une crise constitutionnelle sans précédent au Canada. Cette réunion qui rassemble annuellement les ministres de l'éducation de France, et des 15 pays de l'OCAM auxquels s'ajoutent ceux des anciennes colonies belges (Rwanda, Burundi et Congo-Kinshasa), est l'une des multiples instances de coopération existant entre la France et ses anciennes colonies. Comportant deux volets, elle se tient en deux temps. Le premier, qui se déroule en Afrique, entend définir les problèmes et faire le tour des besoins africains. On y traite aussi bien d'économie de l'éducation que de méthodes pédagogiques, de programmes d'enseignement que de structures administratives. La seconde partie de la Conférence, qui a lieu à Paris, porte surtout sur les aspects financiers de celle-ci.

En 1968, c'est donc dans la capitale du Gabon que doit avoir le lieu du 5 au 10 février le volet africain. Le 17 janvier 1968, un courrier ordinaire en provenance du ministère des Affaires étrangères du Gabon parvient au “ministère des Affaires étrangères du Québec”. Il est porteur du message suivant :

“Le ministère des Affaires étrangères de la République Gabonaise présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères du Québec et a l'honneur de leur faire parvenir sous ce pli, pour remise à son haut destinataire, la lettre d'invitation no 00116/MCCENSC/CAB/IA du 5 janvier 1968 de Monsieur le Ministre de la Coordination, chargé de l'Éducation nationale et du Service civique, relative à la conférence annuelle des Ministres de l'Éducation nationale des pays africains et malgache d'expression française qui se tiendra du 5 au 10 février prochain.”⁴⁶⁸

⁴⁶⁸ Morin, *op. cit.*, p. 120.

S'il est certain que les Français ont appuyé une telle invitation, il est difficile de savoir exactement qui est à l'origine de celle-ci. Plusieurs hypothèses semblent cohabiter. Serait-ce les autorités françaises et plus spécialement de Gaulle qui ont pris l'affaire en main et qui ont exigé du Gabon cette invitation?⁴⁶⁹ Ou serait-ce plutôt le gouvernement québécois par la voix de son ministre de l'Éducation qui a sollicité auprès des Africains et du gouvernement français une telle faveur?⁴⁷⁰ Ou serait-ce alors les Africains qui, suite à leurs séjours au Canada et au Québec, en ont pris l'initiative?⁴⁷¹ Ou, enfin, serait-ce tout simplement une erreur d'aiguillage du courrier qui aurait dû transiter par l'ambassade du Gabon à Washington, puis être adressé à celle du Canada qui devait ensuite le diriger vers son destinataire?⁴⁷² D'ailleurs y-a-t-il même eu invitation?⁴⁷³

⁴⁶⁹ Voir Comeau et Fournier, *op. cit.*, p. 97-99. C'est aussi ce que défend, à peu de choses près, Claude Morin dans ses mémoires, bien qu'il précise que c'est Marcel Masse, ministre de l'Éducation du Québec, qui en apprenant l'existence de cette conférence par le biais de l'envoyé spécial du général de Gaulle à Québec, Alain Peyrefitte, aurait émis l'idée d'y participer. Dans sa version, Morin semble affirmer que c'est par l'entremise de l'ambassadeur de France à Ottawa que l'affaire est conclue. Voir *ibid.*, p. 113-120. Cf aussi ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 2, memorandum : *Conference of Education Ministers – Libreville*, Ottawa, 13 février 1968, non folioté, qui note que, selon des sources américaines, de Gaulle aurait lancé l'idée d'inviter le Québec à la Conférence au président du Gabon, Omar Bongo, lors de son passage à Paris en janvier. Puis que Peyrefitte aurait pris le relais pour faire pression sur le Président gabonais. Lors d'un échange téléphonique avec l'ambassadeur canadien aux États-Unis, l'ambassadeur gabonais à Washington déclare n'avoir jamais vu de copie de l'invitation envoyée, ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 3, Chronicle – Libreville Problem, 7 mars 1968 : télégramme 398, Washington, 24 janvier 1968.

⁴⁷⁰ ANC, RG 25, vol. 19685, dossier 26-2-CDA-QUE, pt 1, télégramme no 2039 : *La Francophonie*, Lagos, 6 novembre 1967, cité par Gendron, *op. cit.*, p. 262.

⁴⁷¹ Lors de la réunion de l'AUP ELF, qui se tient à Montréal en mai 1966, les représentants du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Congo-Kinshasa auraient manifesté leur volonté de voir le Québec participer à la prochaine rencontre des Ministres de l'Éducation en 1968. ANQ, E42, 2C 012-04-01-003B-01, 1990-09-02 Art., file 4.5 A, note de Julien Aubert, directeur du Service de la coopération avec l'extérieur du Ministère de l'Éducation à Claude Morin : *Discussions avec des ministres africains de l'Éducation nationale*, Québec, 15 mai 1967, cité par *ibid.*, p. 255.

⁴⁷² C'est tout au moins l'explication qu'offrent les Gabonais aux autorités canadiennes. ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 2, note

⁴⁷³ Certains fonctionnaires canadiens en viennent même à formuler la possibilité. Voir ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 2, dépêche de la direction des relations entre pays francophones no 210 (?) : *Libreville : Invitation au Québec*, Ottawa, 25 janvier 1968, non foliotée.

S'il est probable que les Africains n'ont pas su gérer la question canadienne et qu'ils aient cru bien faire dans l'immédiat, d'autant plus que Paris devait les pousser dans ce sens, il n'en reste pas moins que le gouvernement fédéral canadien s'est trouvé très rapidement au courant de l'affaire. Dès novembre 1967, Ottawa est informé de la possibilité de l'envoi d'une invitation et il ne va pas cesser, même après la tenue de la Conférence, de défendre son point de vue sur toutes les tribunes africaines.⁴⁷⁴ Arguant non seulement la prééminence du gouvernement central pour représenter sur la scène internationale l'ensemble du Canada, mais aussi le fait que de nombreux francophones vivent à l'extérieur du Québec et que donc cette province ne peut être considérée comme le seul porte-parole du Canada français, les ambassadeurs canadiens mènent entre décembre 1967 et janvier 1968, une importante campagne d'information partout en Afrique francophone et en France afin de tenter dans un premier temps d'empêcher l'invitation au Québec, puis dans un deuxième temps de se faire inviter en lieu et place des représentants québécois.⁴⁷⁵ Si au cours de cette tournée, les représentants canadiens semblent obtenir l'appui de la plupart des leaders africains, à aucun moment il ne semble que les Canadiens soient parvenus à maîtriser l'affaire. Ainsi, dès le mi-janvier 1968, il est clair qu'ils ne pourront pas empêcher la présence du Québec à la Conférence et que par ailleurs toutes leurs tentatives pour y participer également restent vaines. Un à un, les chefs d'États africains se déclarent sans recours, tandis que les Gabonais

⁴⁷⁴ Gendron, *op. cit.*, p. 262 et sq.

⁴⁷⁵ Voir, entre autres, ANC. RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 3, Chronicle – Libreville Problem, 7 mars 1968 : télégramme no G-439, Dakar, 21 novembre, télégramme 2130, Lagos, 27 novembre, télégramme FR1, Ottawa, 30 novembre, télégramme 163, Tunis, 30 novembre, télégramme 1379, Accra, 30 novembre, télégramme FR12, du Premier ministre, Ottawa, 27 décembre 1967

insistent sur le fait que l'invitation a été faite à titre personnel et seulement à titre d'observateur.⁴⁷⁶

Puis, fin janvier et début février, mandaté par le Premier ministre Pearson, le futur représentant du Canada au Gabon, M. Thibault, essaie une dernière fois d'obtenir une audience du président Bongo afin de faire valoir le point de vue canadien.⁴⁷⁷ Prétextant l'impossibilité pour le diplomate canadien de présenter ses créances à titre d'ambassadeur et refusant son statut de Chargé d'Affaires, celui-ci se fait éconduire par les services présidentiels et voit donc ruiné tout espoir canadien d'assister à la Conférence, alors qu'il peut déjà constater la présence du drapeau québécois flottant sur le fronton de l'Hôtel de ville de Libreville au milieu des autres oriflammes des délégations attendues.⁴⁷⁸

La Conférence s'ouvre finalement le 5 février. Celle-ci est un grand succès pour le Québec, non seulement car elle concrétise en grande partie ses aspirations internationales, mais également parce que les représentants de sa délégation y jouent un rôle important. Dès les discours d'ouverture, cette venue est aussi bien saluée par le président du Gabon, Omar Bongo, que par le ministre français de l'Éducation, Alain Peyrefitte, qui "félicite le gouvernement gabonais d'avoir pris une heureuse initiative qui doit se révéler fructueuse pour tous : celle d'inviter M. Cardinal, ministre de l'Éducation de Québec, dont la présence parmi [eux] permet pour la première fois au

⁴⁷⁶ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 2, télégramme no 124 : *Francophonie – Libreville Conference*, Accra, 24 janvier 1968, non folioté, p. 3.

⁴⁷⁷ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 2, dépêche de L. B. Pearson no FR32 : *Libreville Conference*, 26 janvier 1968, non foliotée.

⁴⁷⁸ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-CME-1968, pt 2, dépêche de M. Thibault, no 47 : *Francophonie – Libreville Conference*, Yaoundé, 6 février 1968, non folioté.

Québec de prendre contact avec l'Afrique francophone et ses problèmes d'éducation". Comme pour justifier cette présence, il insiste plus loin sur le fait que ce rassemblement n'a rien d'une Conférence politique mais que "c'est une réunion de Ministres techniciens".⁴⁷⁹

Si Libreville est pour le Québec une grande victoire, et si sur le plan institutionnel, cette conférence concrétise un premier pas vers la constitution d'une communauté francophone par l'élargissement d'une instance franco-africaine, elle est également et surtout révélatrice de l'emprise de la France sur ses anciennes colonies. En effet, bien que de nombreux télégrammes attestent de l'appui des leaders africains à la cause canadienne -leaders qui voient d'un mauvais œil ces velléités autonomistes régionales qui hypothèquent la stabilité de certains de leurs pays (le Katanga, le Biafra, etc.)-, la grande dépendance de ces derniers vis-à-vis de leur ancienne métropole associée à une incompréhension de l'ensemble canadien, contribue à faire basculer la balance à l'avantage du Québec.

En fait, les Canadiens ne sont à aucun moment vraiment dupes du rôle joué par la France dans cette affaire. Depuis Montréal, l'été précédent, Paris n'a cessé de manifester son appui au gouvernement du Québec qu'il considère comme le seul représentant de la voix des francophones du Canada. Au cours des mois antérieurs à Libreville, les autorités françaises affirment d'ailleurs à maintes occasions leur intention de ne pas laisser Ottawa interférer dans la mesure où la Conférence concerne uniquement des questions de compétence provinciale.⁴⁸⁰ Toutefois, soucieuses de ne pas

⁴⁷⁹ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 2, extraits de l'allocation d'Alain Peyrefitte, ouverture solennelle de la Conférence, Libreville, 5 février 1968.

⁴⁸⁰ Voir à ce sujet les nombreux télégrammes et dépêches faisant état des conversations entre des fonctionnaires français et canadiens, au cours desquels les premiers ne se gênent pas de rappeler les

aggraver des relations déjà difficiles, les autorités canadiennes ne s'engagent dans aucun coup d'éclat diplomatique vis-à-vis de la France. Seul un simple message oral de protestation délivré le 20 février par leur ambassadeur à Paris, Jules Léger, marque effectivement le mécontentement canadien auprès des autorités françaises.⁴⁸¹ Par contre, les mesures prises à l'égard du Gabon s'avèrent d'une toute autre sévérité. En fait, désirant également envoyer un message aux autres leaders africains qui pourraient être tentés d'agir dans le même sens, Ottawa rompt ses relations diplomatiques avec Libreville, et empêche à la fois son ambassadeur et celui du Gabon de présenter respectivement leurs lettres de créances.⁴⁸² Néanmoins, cette suspension a une portée limitée dans la mesure où les deux États n'entretiennent alors pas encore vraiment de relations. Cet aspect a d'ailleurs son importance.

En effet, si la réaction diplomatique du Canada constitue une sorte de moyen de défense, ce n'est pas la seule arme à la disposition du gouvernement fédéral pour se prémunir contre de nouvelles ingérences dans sa politique intérieure. En effet, celui-ci va jouer sur le registre de l'assistance au développement pour s'allier plus clairement les États africains. Dans cette perspective, s'il ne s'agit pas de concurrencer la France, le but de la campagne de séduction économique à laquelle se livre Ottawa a surtout pour objet de convaincre les Africains que le gouvernement canadien est un bailleur de fonds bien plus attrayant que celui du Québec. Ainsi, est envoyée à partir du 9 février 1968 en

compétences du Québec en matière d'éducation et donc la pleine légitimité d'une présence québécoise éventuelle à une Conférence des Ministres de l'éducation des pays africains et malgaches, ANC, RG 25, dossier 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 2 et 3.

⁴⁸¹ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 2, télégramme de Jules Léger no 603 : *Conférence de Libreville*, 20 février 1968, non folioté.

⁴⁸² Après plusieurs jours d'hésitations, Ottawa suspend officiellement ses rapports avec Libreville le 4 mars. ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 3, note au Premier ministre: *Libreville Meeting – Invitation to Quebec : Chronological Study of this Event*, Ottawa, 7 mars 1968, non foliotée, p. 4.

tournée dans sept pays africains (Maroc, Tunisie, Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal), une mission dirigée par Lionel Chevrier, forte de plusieurs millions de dollars à dépenser en aide et prêt au développement de toute sorte.⁴⁸³

En fait, celle-ci est prévue bien avant la crise de Libreville, alors que les autorités canadiennes éprouvent certaines difficultés à réaliser leur programme d'aide et à dépenser l'ensemble des crédits alloués à cet effet, en grande partie à cause du manque d'encadrement diplomatique dans la région. De plus, formés aux méthodes françaises, les Africains ont du mal à s'adapter aux façons de faire canadiennes, tandis que les Canadiens se montrent désorientés face aux nécessités de s'adapter à l'environnement africain ainsi que le montre une note d'un diplomate français en novembre 1967.

“Quant aux enseignants envoyés dans les pays francophones, ils sont très souvent Canadiens-français. Ils se plaignent parfois d'une certaine condescendance qu'afficheraient les Africains pour la qualité de leur français. Ceux-ci auraient trop tendance à les limiter à l'enseignement de l'anglais. Ainsi les Canadiens français de l'Aide Extérieure se sentiraient gênés de n'être appréciés que dans la mesure où ils sont anglicisés...”⁴⁸⁴

Constatant les limites de la portée de son programme d'assistance, le Bureau de l'aide extérieure (BAE) s'engage à compter du printemps 1967 dans une large réflexion visant à augmenter son action de coopération, en particulier vis-à-vis de l'Afrique francophone. C'est donc dans ce contexte qu'est projetée l'organisation d'une mission de grande envergure en terre africaine. La mission Chevrier dispose en effet d'énormes pouvoirs d'engagement du gouvernement canadien puisqu'elle est autorisée à disposer

⁴⁸³ Voir, entre autres, ANC, RG 25, vol. 3163, dossier 32-1968/1, rapport de la mission Chevrier, mission de coopération en Afrique francophone, 1968.

⁴⁸⁴ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 330, dépêche de Pierre Carraud, Chargé d'Affaires no 2671, 21 novembre 1967, non foliotée, p. 3-4.

d'une somme totale de près de 40 millions de dollars comprenant des fonds de mise en réserve d'environ de 11 millions de dollars ainsi que des disponibilités budgétaires du BAE pour les cinq ans à venir.⁴⁸⁵

Si le but avoué de ce voyage est l'accroissement de l'aide du Canada, le représentant canadien en profite pour réitérer les positions de son pays sur les questions constitutionnelles. Dans ce sens, le message aux Africains semble clair : si vous n'intervenez pas dans le débat entre le Canada et ses provinces, vous verrez s'accroître les sommes de l'assistance canadienne ; si, au contraire, à l'instar du Gabon, vous encouragez et soutenez le Québec, vous risquez le retrait de celle-ci. Dans cette perspective, le choix d'un séjour au Niger semble tout à fait notable. En effet, si des visites dans certains pays sont justifiées soit parce que ces États entretiennent déjà avec le Canada des relations suivies par la présence d'une ambassade (Sénégal, Cameroun et Tunis), soit parce que le Canada envisage d'accentuer ses échanges avec eux (Algérie, Maroc), ou enfin parce que ces nations représentent un poids particulier en Afrique (Côte d'Ivoire), le Niger n'entre dans aucune de ces catégories. Or, il ne faut pas oublier qu'à l'époque Hamani Diori est le président de l'OCAM et qu'il est donc, en cette qualité, tout à fait habilité à inviter des gouvernements à une future conférence de la Francophonie. Ainsi, les Canadiens ne manquent pas de souligner leur objectif principal qui est de s'assurer à l'avenir d'être intégré à la communauté francophone à la place du gouvernement québécois, l'urgence étant d'autant plus présente que le volet français de

⁴⁸⁵ Pour les détails de cette mission voir *ibid.*, p. 3 et MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 249, télégramme no 233/37, Tunis, 1^{er} mars 1968, non folioté, télégramme no 214/16, Abidjan, 11 mars 1968, non folioté, télégramme no 220/24, Abidjan, 13 mars 1968, non folioté, télégramme no 233/237, Niamey, 18 mars 1968, non folioté, dépêche de Jean de Lagarde no 218/AMB : *Visite à Dakar d'une mission canadienne dirigée par M. Chevrier*, Dakar, 27 mars 1968, non foliotée, note : *Mission Chevrier en Afrique francophone*, Paris, mars 1968, non foliotée.

la Conférence de Libreville est prévu pour la fin du mois d'avril 1968.⁴⁸⁶ En fait, si la campagne de séduction porte par certains points ses fruits, les Africains réitérant à nouveau leur appui, il n'en reste pas moins que dans l'immédiat le statu quo sur la participation du Québec et l'absence canadienne à la deuxième partie de la Conférence des ministres de l'Éducation de 1968 est maintenu.

En fait, arguant que la rencontre parisienne n'est que le volet européen de la Conférence africaine, les autorités françaises estiment que la présence du Québec est chose acquise, sa participation étant la continuation de celle de Libreville, et que par conséquent aucune invitation ne sera transmise. Toutefois, si à Paris on considère que Québec est libre de participer pleinement à la prochaine réunion, on s'entend également sur l'idée d'accepter un accord Québec-Ottawa qui changerait la conjoncture.⁴⁸⁷ Or, malgré les pressions exercées sur les Africains, qui bien que désireux d'être agréables au Canada, n'entendent pas s'opposer ouvertement à la France, Ottawa ne parvient pas à obtenir gain de cause et voit dès lors son adhésion à la Francophonie fort mal engagée.⁴⁸⁸ De même, les multiples démarches effectuées par Ottawa auprès de Québec pour arriver à un compromis où le Québec serait à la tête d'une délégation canadienne

⁴⁸⁶ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 249, dépêche de François Leduc no 4249/DAM : *L'aide du Canada à l'Afrique francophone après la mission Chevrier*, Ottawa, 8 mai 1968, non foliotée, p. 2-5, et ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt. 3, mémoire au Premier Ministre : *Francophone Education Ministers's Meeting in Paris*, Ottawa, 21 mars 1968, non foliotée.

⁴⁸⁷ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 4, télégramme de M. Black no 1321 : *Meeting of Francophone Ministers of Education Paris – French Reply to our note*, Paris, 9 avril 1968, non folioté, p. 1.

⁴⁸⁸ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 3, télégramme de Jules Léger no 1053 : *Réunion des Ministres de l'Éducation à Paris*, Paris, 28 mars 1968, non folioté, p. 1-2.

qui pourrait par ailleurs comprendre des membres d'autres provinces (le Nouveau-Brunswick par exemple), restent sans suite.⁴⁸⁹

La Conférence de Paris s'ouvre finalement le 22 avril 1968 et tient ses assises jusqu'au 26. Si la France ne montre aucune inflexion quant à son soutien au Québec, les autorités fédérales observent toutefois que Paris fait preuve de retenue et n'accorde "aucun honneur privilégié à la délégation québécoise".⁴⁹⁰ Faisant ainsi marque de discrétion, les Français semblent alors désireux de ne pas envenimer la situation, et ce d'autant plus que le Canada a depuis peu de temps un nouveau Premier ministre, Pierre Elliott Trudeau, peu connu des services parisiens. De même, la croissance de l'aide canadienne à l'Afrique francophone suivant la mission Chevrier encourage Paris à plus de circonspection.⁴⁹¹ En résumé, si le Canada n'estime avoir eu aucune satisfaction de la part de la France sur le fond, il prend note du fait que Paris "s'est toutefois surveillé pour ne pas monter la participation du Québec en épingle".⁴⁹² De plus, alors qu'une fois encore cette présence confirme le droit du Québec à assister comme membre à part entière à ces conférences, Ottawa juge minimales les conséquences de ce rassemblement. Toutefois, la question de sa propre participation aux autres rencontres reste entière, alors que le nouveau gouvernement entend d'autant moins s'en faire écarter. Ce problème se trouve très rapidement soulevé puisqu'une nouvelle Conférence des ministres de l'Éducation se profile pour le mois de janvier 1969.

⁴⁸⁹ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 4, mémoire au Premier Ministre: *Conférence of French-speaking Education Ministers in Paris*, Ottawa, 9 avril 1968, non folioté, p.2-5, et télégramme no 402 : *Conférence des Ministres de l'éducation francophones à Paris*, Ottawa, 11 avril 1968, non folioté.

⁴⁹⁰ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 5, mémoire au Premier Ministre: *La Conférence des ministres de l'éducation à Paris*, Ottawa, 3 mai 1968, non folioté, p. 3-4.

⁴⁹¹ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 4, télégramme de M. Black no 1321, 9 avril 1968, non folioté, p. 2-3.

⁴⁹² ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt 4, télégramme no 1419 : *conférence des Ministres de l'Éducation*, Paris, 29 avril 1968.

2) *Le tournant de Kinshasa*

Les conditions dans lesquelles doit se tenir la future conférence sont cette fois-ci plus favorables pour le Canada dans la mesure où elle est prévue au Congo où le Canada a une ambassade. Dans cette perspective, Ottawa dispose effectivement d'un certain nombre d'atouts lié à cette représentation, en particulier un accès plus fiable aux informations concernant les intentions des autorités de ce pays, ce qui, dans le cadre de la guerre de désinformation que la France mène pour barrer la route aux Canadiens, s'avère non négligeable. De plus, arguant de leur volonté de maintenir de bonnes relations, les autorités fédérales déploient un arsenal tant diplomatique que politique et économique pour faire pression sur ce pays-hôte.⁴⁹³ Enfin, plus concrètement, suite à la crise de Libreville et à la rupture des relations diplomatiques avec le Gabon, Ottawa semble obtenir de la part de diplomates congolais l'assurance d'une invitation à participer à la future Conférence. En effet, dès mars 1968, l'ambassadeur canadien à Dakar, M. Côté, se fait approcher par son homologue du Congo qui, ayant appris que la prochaine rencontre se tiendrait à Kinshasa, se montre très soucieux de faire connaître à son gouvernement l'attitude à observer vis-à-vis du Canada. Ajoutant que l'aide canadienne "est trop importante pour son pays pour qu'il la risque en agissant comme le Gabon", l'ambassadeur congolais accueille les conseils de son collègue avec bienveillance et exprime le souhait d'entretenir des rapports suivis sur le sujet.⁴⁹⁴ Dans ce contexte, une participation du Canada à la prochaine session de la Conférence des ministres de l'Éducation semble presque acquise.

⁴⁹³ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, pt 1, télégramme de M. Brown no 731 : *Francophonie : Education Ministers Meeting, January 69*, Kinshasa, 13 septembre 1968, non folioté, p. 1.

⁴⁹⁴ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1968, pt. 3, télégramme de M. Côté no 98 : *Francophonie*, Dakar, 9 mars 1968, p. 1.

Or, malgré toutes ces garanties, les autorités canadiennes n'apparaissent pas convaincues d'obtenir gain de cause. S'ils sont conscients du fait que le Congo est globalement plus détaché de la France que les autres pays francophones, ils craignent sa versatilité. De plus, le fait qu'à Paris, on continue de soutenir Québec en laissant entendre que sa participation aux conférences des ministres de l'Éducation "a pris un caractère automatique" et donc que le Congo, "s'il partage ce point de vue", n'est pas tenu d'envoyer une invitation "mais devra sans doute envoyer une confirmation ou un rappel", n'a rien pour les rassurer.⁴⁹⁵ Ainsi, envisageant tous les cas de figure, du plus pessimiste (où le statu quo serait maintenu) au plus acceptable (où Kinshasa inviterait Ottawa à envoyer une délégation), les autorités fédérales se lancent dans une grande chasse à l'invitation -dans laquelle, nous le verrons plus loin, les États-Unis vont jouer un rôle que l'on considère déterminant pour l'avenir des conférences francophones-, dont l'enjeu est la coopération et l'aide au développement.

Là encore, Ottawa possède un net avantage puisqu'un programme d'aide au Congo —quoique peu en rapport avec la taille et l'importance politique du pays— est déjà en place et qu'un accroissement de celui-ci apparaît alors comme un levier idéal de négociation. En effet, dès septembre 1968, le Canada envisage de dépêcher une mission spéciale de coopération à Kinshasa, forte de nouveaux crédits, afin d'étudier au plus vite les différentes demandes d'aide congolaise.⁴⁹⁶ Plus immédiatement, dans le domaine de l'éducation, les autorités fédérale décident l'envoi d'un nouveau contingent de professeurs sous contrat du bureau de l'aide extérieure, ainsi que de trois cent tonnes

⁴⁹⁵ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, pt 1, télégramme no 1680 : *Francophonie*, Paris, 16 mai 1968, non folioté, p. 1-2.

⁴⁹⁶ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, pt 1, mémoire : *Canadian-Congolese Relations : Education Ministers' Conference*, Ottawa, 27 septembre 1968, non folioté, p. 2.

de papier pour l'impression de livres scolaires, tandis que sur le plan technique, Air Canada propose un plan de sauvetage de la compagnie Air Congo. Par ailleurs, Ottawa annonce sa participation à la foire commerciale internationale de Kinshasa, démontrant ainsi sa volonté d'y rouvrir son bureau commercial fermé en 1960 aux lendemains de l'Indépendance et de l'effondrement économique du pays.⁴⁹⁷ Finalement, point culminant de cette campagne assidue, le sénateur Paul Martin, ancien Ministre des Affaires extérieures, est envoyé en décembre 1968 en mission spéciale auprès de Mobutu.⁴⁹⁸ Autant de manifestations qui ne laissent pas indifférentes les autorités congolaises et qui semblent, tout au moins dans l'immédiat, porter ses fruits.

Ainsi, le 30 octobre 1968, le président Mobutu promet à l'ambassadeur canadien, M. Brown, que seul le Canada recevra une invitation pour la conférence de janvier et affirme qu'il ne laissera pas la France lui dicter sa conduite.⁴⁹⁹ Toutefois un grand flou subsiste et les mois qui suivent, par les informations contradictoires qui circulent, laissent les autorités canadiennes encore peu confiantes quant à l'issue possible de cette Conférence. En fait, les principales difficultés résident dans les organes même qui régissent l'organisation de ces Conférences. En effet, dotées depuis 1968 d'un secrétariat technique permanent basé au Sénégal, qui a pour but de faciliter les arrangements administratifs des réunions africaines et la mise en application des résolutions approuvées, les Conférences des ministres de l'Éducation dépendent également largement de l'AUDECAM (Association universitaire pour le

⁴⁹⁷ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, pt 1, télégramme de M. Brown no 718 : *Francophonie – Education Ministers Meeting, Kinshasa, January 69*, Kinshasa, 11 septembre 1968, non folioté, p. 1, et mémoire : *op. cit.*, 27 septembre 1968, p. 2.

⁴⁹⁸ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, pt 1, note : *Conférence de Kinshasa 13-18 janvier 1969*, non foliotée, p. 1-2.

⁴⁹⁹ ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, pt 1, dossier : *Conférence de Kinshasa*, Ottawa, décembre 1968, non folioté, p. 1.

développement de l'enseignement et la culture en Afrique et à Madagascar), qui est un organisme français, relais du Secrétariat d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération. En fait, si c'est au pays-hôte qu'incombe l'organisation de la réunion, il peut faire appel à l'un ou l'autre de ces services. Or, au moment de Kinshasa, le secrétariat de Dakar n'est encore que peu solidement établi ; il semble donc que la préparation de la Conférence relève alors en grande partie de Paris.⁵⁰⁰ Tout le problème est donc de savoir qui influence qui et sur quoi?

Dans ce contexte, les Canadiens craignent surtout les réactions françaises. Or celles-ci tardent à venir puisque jusqu'à la dernière minute, Paris ne semble se manifester d'aucune façon. Le 11 décembre 1968, Paul Martin reçoit à nouveau de la bouche même de Mobutu la confirmation qu'une unique invitation sera adressée à Ottawa. Une lettre de celui-ci est d'ailleurs envoyée sur-le-champ au Premier ministre canadien dans laquelle il se veut rassurant et confirme que pour lui "il va de soi que lorsque nous parlons du Canada, comme pays francophone, c'est bien au Gouvernement fédéral que nous faisons allusion et c'est bien entendu à Lui et non à une quelconque autre province qu'est destinée l'invitation".⁵⁰¹ Si avec ce courrier, la participation canadienne apparaît garantie, l'inaction et les hésitations des services responsables de la préparation de la Conférence révèlent une fois encore l'ambiguïté de la situation.

Fin décembre, Paris semble néanmoins réagir et dépêche au Congo Jean-Pierre Prévost de l'AUDECAM afin de s'assurer de l'invitation du Québec, justifiant ainsi les craintes d'Ottawa. D'après un rapport canadien, il semble que M. Prévost se soit plaint

⁵⁰⁰ *Ibid.*, et ANC, RG 25, vol. 3168, dossier 32-D-1969, pt 3, cahier d'informations générales : *Conférence des Ministres de l'Éducation des États africains et malgaches d'expression française, Paris 1-4 décembre 1969*, non folioté, p. 10.

⁵⁰¹ ANC, lettre du Lieutenant-Général J. D. Mobutu à Pierre E. Trudeau, Premier Ministre du Canada, Kinshasa, 11 décembre 1968.

auprès de Mobutu qu'Ottawa n'ait pas transmis à Québec l'invitation et qu'il laisse entendre que si Québec n'était pas présent à Kinshasa, la France saborderait la Conférence.⁵⁰² En fait, si la manœuvre réussit dans un premier temps et débouche sur l'envoi d'une invitation à Québec le 7 janvier, elle échoue finalement avec l'expédition le 11 janvier d'un nouveau message dans lequel le gouvernement congolais demande aux Québécois de joindre la délégation canadienne qui sera l'unique formation présente à la Conférence.⁵⁰³ Ce cafouillage demeure toutefois sans conséquence puisque au même moment les gouvernements fédéral et provincial parviennent à une entente sur la représentation canadienne à la future conférence.

En fait, depuis plusieurs mois, les deux gouvernements tentaient une conciliation. Après Libreville, conscient d'avoir obtenu un "ultime résultat" en ayant été traité en véritable pays souverain, le Québec se montre soucieux de sauvegarder le maximum de gains politiques en perspective des rencontres internationales francophones à venir. En fait, dès cette période, la possibilité de négocier avec le gouvernement fédéral s'impose, d'autant plus que le nouveau chef à Ottawa ne semble que peu enclin à concéder toute nouvelle marge de manœuvre à Québec. Fédéraliste convaincu, P. E. Trudeau n'entend "en effet voir dans le Québec qu'une province comme les autres, à laquelle il n'y a pas

⁵⁰² ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, pt 1, mémoire de Marc Baudoin : *Petite histoire de la Conférence de Kinshasa*, Kinshasa, 11 janvier 1969, non folioté, p. 1-2. Il semble en fait que M. Chenet, représentant du Secrétariat technique de Dakar, ait adressé, par les soins des services de l'Ambassade de France à Kinshasa, une lettre au Délégué général du Québec à Paris, une copie de l'invitation envoyée au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada. Or, apparemment cette lettre ne s'est jamais rendue à destination car, interceptée par le Quai d'Orsay, elle fut retournée à M. Chenet. C'est en fait suite à ce détournement que M. Prévost aurait été envoyé à Kinshasa pour plaider la cause québécoise.

⁵⁰³ Morin, *op. cit.*, p. 150-151.

lieu de reconnaître, en tant que collectivité, des droits ou un statut particulier”.⁵⁰⁴ Ainsi, poursuivant à l’égard du Québec une politique de “mise au pas”, il est servi dans sa cause par la mort de Daniel Johnson en septembre 1968, qui transforme effectivement le rapport de force entre le pouvoir fédéral et provincial. Si le nouveau Premier ministre québécois, Jean-Jacques Bertrand, réaffirme la continuité de la politique de la province en matière de relations internationales, les velléités du Québec semblent bien faibles face à la volonté centralisatrice de Trudeau.⁵⁰⁵ C’est donc dans ce contexte, qu’à l’approche de la rencontre de Kinshasa que les deux gouvernements envisagent une entente, avec cependant une nouveauté : la prise en considération de la “volonté” des gouvernements du Nouveau-Brunswick et de l’Ontario d’être représentés dans les rencontres francophones.

L’entente est signée le 10 janvier et prévoit que la délégation québécoise se joindra à Kinshasa aux autres représentants de la fédération canadienne. Dans cette perspective, le gouvernement fédéral se doit de préparer trois plaques identifiant les participants à la représentation canadienne : Canada-Québec, Canada-Nouveau-Brunswick, Canada-Ontario, représentation qui sera co-présidée par le Premier ministre du Nouveau-Brunswick, Louis Robichaud, et le ministre de l’Éducation du Québec, Jean-Marie Morin. Si un effort de jugement est demandé aux différents délégués pour que la Conférence se déroule au mieux, l’entente stipule que “le principe essentiel, dont le respect doit être assuré, est que quoi que fassent les autres Canadiens, le Québec a sa délégation et celle-ci doit constamment et dûment être identifiée”.⁵⁰⁶

⁵⁰⁴ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 207, note no 20/AM : *Incidence du problème québécois sur les relations franco-canadiennes*, 18 mars 1970, non foliotée, p. 2-3.

⁵⁰⁵ *Ibid.* et Morin, *op. cit.*, p. 143 et sq.

⁵⁰⁶ *Ibid.*, p. 152-153.

Par cette entente, si le Québec conserve une certaine visibilité, le Canada sort grand gagnant. En évitant tout nouveau scandale diplomatique à la Conférence qui se déroule finalement du 13 au 18 janvier 1969, Ottawa parvient également à faire reconnaître sa légitimité à participer à ces rencontres francophones internationales, bien que cet arrangement ne soit alors valide que pour Kinshasa. Par ailleurs, les autorités fédérales ont réussi à couper l'herbe sous le pied des Français qui se montrent alors déçus de l'attitude du Québec. Pour Ottawa, Paris semble avoir été pris au dépourvu. Considérant comme acquise la participation du Québec suite aux Conférences de Libreville et de Paris, les services français supposent dans un premier temps que le secrétariat de Dakar n'enverra qu'une simple lettre de rappel aux différents participants. Ignorant les actions canadiennes entreprises à l'égard du Congo, ce n'est que très tardivement que la France réagit pour faire inviter Québec. Finalement l'entente intervenue entre les deux paliers de gouvernement achève de "couper les ailes" des autorités françaises qui se voient alors dans l'obligation d'accepter, non sans irritation, le "modus vivendi" signé entre Ottawa et Québec.⁵⁰⁷ Si donc la France entérine cet état de fait, elle s'empresse de limiter les espoirs canadiens quant à leur participation au volet parisien de la Conférence de 1969, en prétextant que les invitations restent à la discrétion du pays-hôte. Le Canada n'aura, tout au moins dans l'immédiat, que peu de cas à faire de cette mise en garde, puisque pour des raisons de politique intérieure, la réunion parisienne est ajournée et ne se tiendra qu'en décembre 1969. En attendant, la perspective, nettement plus proche, de la première Conférence de la Francophonie prévue à Niamey pour février 1969, semble concentrer toutes les énergies canadiennes.

⁵⁰⁷ D'après ANC, RG 25, vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, pt 2, télégramme no 176 : *Conférence de Kinshasa*, 20 janvier 1969, non folioté, p. 1.

3) *Les Conférences de Niamey*

i) Niamey I

Tandis qu'Ottawa parvient à ses fins en se faisant inviter à la Conférence des ministres de l'Éducation de Kinshasa, une autre conférence en préparation devait amener les différentes parties à se livrer de nouvelles luttes. En effet, la perspective de l'organisation de la première Conférence de la Francophonie, dont l'enjeu est cette fois d'un tout autre ordre puisqu'il s'agit de mettre sur pied une structure multilatérale de coopération regroupant des États, donc excluant a priori la participation d'une simple province de la fédération canadienne, devait conduire à nouveau à des tractations entre Ottawa, Québec et Paris.

Dès janvier 1968, il est question de l'organisation de cette réunion, alors qu'au cours d'une Conférence de l'OCAM, le président Hamani Diori est mandaté pour convoquer une rencontre dans le but d'étudier la création d'une agence francophone de coopération multilatérale. Or, en raison, notamment, des multiples pressions que le leader nigérien subit de part et d'autre, essentiellement de la France et du Canada, ce premier rassemblement francophone n'est fixé que pour l'année suivante du 17 au 20 février 1969.

À l'instar de Kinshasa, Ottawa veut absolument éviter toute répétition des événements de Libreville. Or, Québec est à peu près assuré d'être invité. En effet, les relations franco-nigériennes étant excellentes, les autorités françaises interviennent très rapidement auprès de Diori en faveur d'une présence québécoise. Elles vont même jusqu'à anticiper toute démarche canadienne, en promettant à Diori les compensations

nécessaires en cas de retrait de l'aide d'Ottawa.⁵⁰⁸ Toutefois, ces tentatives françaises semblent insuffisantes face aux propositions des services fédéraux canadiens, qui dès l'annonce de l'éventuel rassemblement, mettent à nouveau en place une vaste campagne de séduction similaire à celle entreprise à l'égard du Congo. Le Niger apparaît fort impressionné par les nombreuses manifestations entreprises par le Canada pour le convaincre de ne pas inviter directement Québec à la Conférence de Niamey. Il faut ainsi rappeler que Diori reçoit successivement la visite de l'ambassadeur du Canada à Paris, M. Jules Léger, de l'ambassadeur du Canada à Lagos, M. Malone et du sénateur Martin, ainsi qu'une lettre personnelle du Premier ministre Trudeau. De plus, il se voit accordé une aide de prêt de trois millions de dollars ainsi qu'un don de près de 20 000 tonnes de blé.⁵⁰⁹

Ces démarches ont l'impact escompté puisque le 18 novembre 1968 Hamani Diori, après plusieurs semaines d'hésitations au cours desquelles il se montre soucieux de ne froisser ni Paris ni Ottawa, envoie deux lettres adressées respectivement à Jean-Jacques Bertrand et à Pierre Elliott Trudeau. Considérées comme des "chefs d'œuvre diplomatiques", ces invitations démontrent, malgré les difficultés existantes, la grande agilité politique de Diori et sa capacité à saisir les enjeux de la situation.⁵¹⁰ En fait, s'il ne souhaite aucunement se mettre à dos la France, le leader nigérien a rapidement compris l'intérêt que représente pour lui, mais aussi plus largement pour les Africains, une participation canadienne à un ensemble francophone.⁵¹¹ Or, si les disputes internes

⁵⁰⁸ Morin, *op. cit.*, p. 183. Pour toute cette question, voir p. 179-243.

⁵⁰⁹ D'après ANF, FSAAM, vol. 2817, note de Philippe Roussillon à l'attention de MM. Journiac et de Saint-Légier de la Saussaye, Paris 19 novembre 1968, non foliotée, p. 1-2 et note de R. Gauger au président de la République, Paris, 27 novembre 1968.

⁵¹⁰ Morin, *op. cit.*, p. 184-187.

⁵¹¹ ANC, vol. 8823, dossier 20-1-2-1-Maghreb et Afrique noire francophone, projet de Michel de Gourmois : *Le Canada et l'Afrique francophone*, Dakar, 17 août 1971, non folioté, p. 5.

canado-québécoises ont tendance à déplaire aux Africains, qui non seulement doutent parfois de la sincérité de l'engagement canadien mais aussi condamnent les manifestations autonomistes québécoises qui les renvoient un peu trop à leurs propres crises intérieures, cette attitude conciliatrice de Diori parvient à les convaincre de la nécessité de cette présence.

Pour sa part, la France ne voit pas d'un très bon œil ces réussites canadiennes. En effet, en dehors du fait que ces initiatives atteignent leur objectif initial qui est de recevoir une invitation, Paris craint de voir Ottawa venir empiéter dans son pré-carré. La France le fait d'ailleurs savoir avec véhémence. C'est en particulier "l'affaire du blé canadien" offert à la République du Niger en décembre 1968 qui constitue une importante pierre d'achoppement. Mis au courant par leurs services sur place, les Français se montrent désagréablement surpris de ne pas avoir été prévenus par le gouvernement nigérien d'une telle transaction qu'ils considèrent risqué sur le plan de l'organisation commerciale en Afrique de l'Ouest. De plus, marquant leurs vives réactions, les autorités françaises ne manquent pas d'insister sur le fait qu'étant alors en pleines négociations pour le renouvellement des accords de Yaoundé entre la Communauté Économique Européenne et l'Afrique, toute atteinte aux intérêts communautaires apparaît mal venue.⁵¹² Préoccupés par cette affaire, les services parisiens se sentent même obligés de rappeler, par le biais de leurs ambassades, à leurs amis africains –particulièrement ceux susceptibles de répondre à d'autres avances de ce type- leurs obligations face à la coopération française, comme le montre cet extrait de télégramme de décembre 1968 :

⁵¹² MAE. série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, dossier 249, télégramme de Albert Tréca no 265/267, Paris, 20 décembre 1968, non folioté, p. 1.

“Je vous demande de bien vouloir appeler l’attention des autorités du pays de votre résidence sur les points suivants :

- Les quantités ainsi livrées sont tellement importantes qu’elles risquent de désorganiser complètement et pour longtemps le marché du blé en Afrique de l’Ouest, pour un profit incertain si l’on tient compte des frais de transport très élevés comparativement à la valeur intrinsèque de la marchandise.
- La désorganisation du marché sera d’autant plus regrettable que les Etats membres des Communautés européennes éprouvent des difficultés graves à écouler leur surplus de production, les exportations de blé de la CEE bénéficiant du FEOGA et ayant, au demeurant, une grande importance pour l’agriculture française. Des importations supplémentaires imprévues modifiant brutalement les conditions de la concurrence sont peu opportunes au moment du renouvellement de la convention de Yaoundé.
- Le débarquement dans un port de la côte d’Afrique de 15 et 20 000 tonnes de blé poserait certainement des problèmes de stockage pour le moins difficile à résoudre.

Une aide de ce type offre des inconvénients largement supérieurs aux avantages, surtout si l’on tient compte, outre les éléments rappelés ci-dessus, des problèmes de commercialisation qu’elle pose.

Il est souhaitable que les gouvernements d’Afrique de l’Ouest mesurent les données de cette importante affaire afin que dans toute la mesure du possible elles annulent ou limitent les importations envisagées. Je vous demande de me tenir informé du développement de cette affaire.”⁵¹³

Si ce message, à l’image des autres échangés entre le Quai d’Orsay et les capitales africaines sur ce sujet, souligne bien l’idée que l’Afrique constitue pour la France et l’Europe une excellente source de débouchés, il montre également comment l’arrivée d’un nouveau joueur sur le fragile échiquier africain n’est pas bienvenu, et surtout qu’elle est considérée comme une attaque contre les structures déjà en place.⁵¹⁴

La France ne parvient néanmoins pas à empêcher la participation canadienne, non seulement parce que celle-ci reçoit le soutien africain, mais aussi parce qu’à Niamey, Québécois et autres Canadiens parviennent à nouveau à s’entendre sur une

⁵¹³ Série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, dossier 249, télégramme de Y. Bourges no 487/489 (Dakar), 226/228 (Cotonou), 429/431 (Abidjan), Paris, 24 décembre 1968, sans folio, p1-2.

⁵¹⁴ Voir aussi série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, dossier 249, télégramme de Wintrebert, Niamey, 23 décembre 1968, no 686-690, non folioté et télégramme de A. Tréca, Paris, 20 décembre 1968, no 265/67, non folioté.

représentation unique sur le modèle de Kinshasa,, dans laquelle, sous une identification commune, le Québec forme toutefois une délégation à part.⁵¹⁵ Dans ce contexte, Ottawa fait preuve d'une certaine dose de conciliation, dont les premiers étonnés sont les Québécois, en particulier en matière de droit de vote. En effet, le paragraphe 5 de l'entente prévoit que si le Canada ne dispose que d'une voix, celui-ci s'abstiendrait dans le cas où les délégués ne parvenaient pas à se mettre d'accord. Cette disposition est alors tout à fait révolutionnaire puisqu'elle reconnaît que le Canada, souverain en droit international, ne pouvait exprimer son vote si un des États fédérés, entre autres le Québec, s'y opposait. Ce dernier voyait donc étendu ses compétences provinciales à des matières qui dépassaient le domaine de la seule éducation.⁵¹⁶ C'est dans ces conditions, plutôt avantageuses pour les délégués québécois, que le Canada assiste aux côtés de 27 autres pays francophones à la première Conférence de la Francophonie qui se réunit du 17 au 20 février 1969 à Niamey.⁵¹⁷

Cette Conférence revêt, de par son objectif, une importance toute particulière et les décisions prises au cours de celle-ci se montrent à la hauteur des attentes de chacun. Ainsi, elle recommande la création d'un Office ou d'une Agence de coopération culturelle et technique francophone. À cette fin, le président Hamani Diori est chargé de diriger les consultations auprès des "gouvernements représentés" à Niamey, de même que les travaux de réflexion en vue de préciser le rôle, l'envergure et la composition de

⁵¹⁵ Pour les détails de l'entente voir Morin, *op. cit.*, p. 187-191.

⁵¹⁶ *Ibid.*, p. 188-189.

⁵¹⁷ Sont présents au Niger, les quinze pays de l'OCAM (Cameroun, Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Île Maurice, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo), ainsi que la Belgique, le Burundi, le Canada, le Cambodge, la France, Haïti, le Laos, le Liban, le Luxembourg, le Mali, le Maroc, le Vietnam du Sud et la Tunisie.

l'Agence à créer. Par ailleurs, est confié au président nigérien le soin de préparer les projets de statuts de la future agence ainsi que les textes sur ses conditions de fonctionnement. Dans cette tâche, il est assisté d'un secrétaire exécutif provisoire, mandat qui est remis au québécois Jean-Marc Léger.⁵¹⁸ Si sur le plan des dispositions prises dans la perspective de la création d'une agence de coopération la conférence est une réussite, il n'en reste pas moins que celle-ci est le théâtre d'intenses jeux de coulisses où Canadiens et Français tentent de se forger des alliances de s'attacher des partenaires. Ainsi, plusieurs notes soulignent les multiples changements de camp des Africains qui successivement se rangent du côté canadien ou français au gré des propositions ou autres pressions. Dans ce cadre, les autorités de Paris critiquent surtout les agissements canadiens sur le plan financier qui semblent avoir une certaine emprise sur les Africains. Toujours soucieux de contrôler la situation, les Français se disent désireux de redoubler de vigilance, d'autant qu'à l'approche de la mise en place de l'Agence, "les Tunisiens, qui semblent très sensibles à l'aide d'Ottawa, les Congolais-Kinshasa, les Camerounais et les Togolais ne semblent guère disposés à suivre [Paris]".⁵¹⁹

En définitive, cette première conférence de Niamey se solde par une sorte de match nul entre Français et Canadiens. Si les premiers obtiennent que seul le président Diori soit chargé de diriger et de contrôler le secrétariat en lieu et place du bureau élu en début de conférence où siégeaient onze pays, dont la France et le Canada fédéral -ainsi que le souhaitent les Canadiens-, les seconds se montrent néanmoins satisfaits du choix de Jean-Marc Léger, pourtant connu pour ses opinions nationalistes, comme

⁵¹⁸ Morin, *op. cit.*, p. 192-193.

⁵¹⁹ ANF, FSAAM, vol. 2817, note de M. de Bry à l'attention de M. de Lipkowski : *Conférence de Niamey*, 22 février 1969, non foliotée.

secrétaire exécutif provisoire. Toutefois le fragile équilibre acquis lors de Niamey I ne devait pas garantir une préparation de Niamey II dans des conditions les plus sereines.⁵²⁰

ii) Niamey II

En effet, entre février 1969 et mars 1970, on assiste à une lutte sourde entre Paris et Ottawa sur la question de la place du Québec non seulement à la prochaine conférence mais, au-delà de cela, au sein de la future agence. Dans ce contexte, la France a pour faire valoir ses intérêts ses immenses moyens en Afrique. Le Canada jouit alors pour sa part de son crédit de puissance industrielle désintéressée (tout au moins en comparaison des autres grandes puissances), des espoirs que les déclarations canadiennes ont créés dans les pays francophones d'Afrique, ainsi que la crainte que ces nations ont face à la fragilité de leurs États.⁵²¹ Tout l'enjeu de cette question québécoise est en fait pour la France de s'assurer que le Canada ne prenne pas un ascendant trop important dans la création de l'ACCT, tandis que pour le Canada, il s'agit de se faire définitivement reconnaître comme l'interlocuteur unique dans la future organisation de la Francophonie. En fait, la France craint que ce nouvel organisme vienne perturber ses relations bilatérales existantes. Or, le projet proposé par Jean-Marc Léger, après une année de consultation dans les différents pays participants, ne correspond d'aucune façon à ses attentes.

Ainsi, les textes préparés envisagent-ils la création d'un organisme, que les Français considèrent, "assez pesant, de nature à se substituer au processus d'action

⁵²⁰ *Ibid.* et ANF, FSAAM, vol. 2817, note de Jacques Trorial, février 1969, non foliotée.

⁵²¹ D'après ANC, vol. 8823, dossier 20-1-2-1-Maghreb et Afrique noire francophone, projet de Michel de Gourmois : *Le Canada et l'Afrique francophone*, Dakar, 17 août 1971, non folioté, p. 6-7.

bilatérale”, avec un budget jugé trop excessif de plusieurs dizaines de millions de francs —dont ils auraient largement la charge.⁵²² En fait, en institutionnalisant de la sorte des programmes de coopération multilatéraux, la France craignait de voir son influence diminuée dans son aire culturelle traditionnelle. En outre, le projet de statut prévoit un accord purement inter-étatique, ce qui excluait d’office le Québec. Cette disposition surprit et déçut grandement les Québécois qui pensaient obtenir de Jean-Marc Léger, autonomiste convaincu, une garantie de leur accession à l’Agence. Il semble que celui-ci ait préféré ne pas prendre sur lui de résoudre cette épineuse question.⁵²³

Au total, les avis sur rapport de Léger sont des plus partagés. Si la France et le Québec le désapprouvent, le Canada et les pays africains s’y montrent très favorables. En effet, d’après l’ancien ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, Claude Morin, celui-ci signifiait pour Ottawa non seulement la possibilité d’adhérer à une organisation internationale de langue française, d’équilibrer sa participation au Commonwealth, et de devenir “l’instrument extérieur de la Francophonie canadienne, mais aussi de pénétrer cette zone d’Afrique, encore peu familière, mais pleine de promesses. Quant aux Africains, très désireux de voir s’institutionnaliser une coopération, ils se félicitent d’un projet à vocation étendue où la France ne serait pas l’unique puissance économique.⁵²⁴ Aussi, à la veille de la deuxième conférence de Niamey, qui se tient du 16 au 20 mars 1970, les positions de chacun donnaient autant de signe de tensions qui auguraient au plus mal pour un déroulement paisible de celle-ci.

⁵²² MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 207, note sur la Conférence de Niamey (16 au 20 mars 1970), 24 mars 1970, non foliotée, p. 1.

⁵²³ Morin, *op. cit.*, p. 197.

⁵²⁴ *Ibid.* p. 197-198.

Dès l'ouverture de la Conférence, les autorités françaises entendent atteindre certains objectifs : s'assurer du maintien du siège de l'Agence à Paris afin de se garantir une possibilité de contrôle, parvenir à une signature massive des Africains des statuts de la future organisation, obtenir à la fois une position convenable pour le Québec et la signature d'Ottawa. Pour ce faire, la France dépose dès le départ le projet de nouveaux statuts, qui prévoient en particulier une clause "selon laquelle tout Gouvernement ayant des compétences en matière d'éducation et de culture pourrait signer la convention créant l'Agence ainsi que la charte organisant sa structure". Cette nouvelle disposition heurtant évidemment les représentants canadiens, Paris ajoute à son propre texte un amendement stipulant que l'adhésion d'un gouvernement de ce type ne pourrait avoir lieu que "sous réserve de l'approbation de l'État membre (fédéral) dont relève le territoire sur lequel le gouvernement concerné exerce son autorité".⁵²⁵

Les Africains perçoivent favorablement les propositions françaises, dont le mérite est à leurs yeux de contenter tout le monde, sans vraiment froisser personne. Ainsi, assiste-t-on à ralliement massif des États africains, en particulier le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta, le Gabon, le Tchad et même le Cameroun, le Niger gardant lui une position plus équivoque. Ces États se montrent alors d'ailleurs peu patients face aux tergiversations canadiennes et encouragent la signature au plus vite des textes, au besoin, même sans le Canada.⁵²⁶

Cette clause consensus met par contre les autorités canadiennes particulièrement dans l'embarras puisqu'en cas d'acceptation, elles entérinaient de fait l'émergence du Québec sur le plan international ; par contre, le refus paraissait difficile à justifier sur le

⁵²⁵ *Ibid.*, p. 222.

⁵²⁶ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 207, note sur la Conférence de Niamey (16 au 20 mars 1970), 24 mars 1970, p. 3.

plan intérieur. Or, depuis l'année précédente, le gouvernement central par la voix de son Premier ministre, se montrait beaucoup moins conciliant quant aux aptitudes du Québec en matière de politique étrangère. Ainsi, les négociations en vue de la participation de celui-ci à Niamey II furent des plus ardues, dans la mesure où Ottawa tenta à nouveau d'empêcher sa participation. Si la tentative échoua, les conditions de l'entente fédérale-provinciale furent beaucoup moins avantageuses pour le Québec, qui perdit, entre autres, en bonne partie son droit de veto du paragraphe 5 de l'accord de Niamey I.⁵²⁷

Les représentants canadiens se voient finalement contraints d'accepter le texte en y apportant toutefois certains modifications.⁵²⁸ Le 20 mars 1970, la convention ainsi que la charte de l'Agence sont signées par plus de vingt États –seuls la République centrafricaine, Haïti, le Congo-Kinshasa, le Liban, le Cambodge et le Laos n'adhèrent pas à l'Agence, tout en laissant néanmoins leur position ouverte.

Cette Conférence se solde donc pour la France par un grand succès diplomatique et politique. Si elle doit concéder certaines de ses positions, en particulier le maintien du secrétaire exécutif provisoire, Jean-Marc Léger, qui avaient quelque peu contrecarré ses plans mais qui avait l'appui de toutes les délégations africaines, elle est parvenue à garantir l'accession du Québec à l'Agence. Par ailleurs, par la présence de son siège à Paris ainsi que d'éléments français au Secrétariat international, elle s'est assurée d'un

⁵²⁷ Nous passons ici sur les détails des différentes tractations qui ont conduit successivement la France, le Québec et le président Diori à menacer les autres de ne pas participer, de s'abstenir ou de démissionner. Voir ici Morin, *op. cit.*, p. 207-216.

⁵²⁸ Le représentant canadien, M. Pelletier, reçoit d'Ottawa l'autorisation d'accepter le texte suivant : "dans le plein respect de la souveraineté et de la compétence internationale des États membres, tout gouvernement peut être admis comme gouvernement participant aux institutions, aux activités et aux programmes de l'Agence, sous réserve de l'approbation de l'État membre dont relève le territoire sur lequel le gouvernement participant concerné exerce son autorité selon les modalités convenues entre ce gouvernement et celui de l'État membre". Voir MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada, vol. 207, note sur la Conférence de Niamey (16 au 20 mars 1970), 24 mars 1970, p. 4.

contrôle permanent et efficace de la nouvelle structure. De plus, la France obtient de nombreux aménagements sur le programme d'action de l'Agence. Ainsi, considérée comme une structure légère, celle-ci entend surtout compléter l'aide "verticale" existante de l'Amérique du Nord et de l'Europe, par une coopération "horizontale" et multilatérale. Finalement, le budget revu à la baisse, les montants prévus paraissent plus raisonnables aux autorités françaises.⁵²⁹

Si la France trouve entière satisfaction, les Africains restent quelque peu déçus du résultat final. En fait, bien que les tractations initiales menées avec Paris ne leur permettaient pas d'envisager la mise en place d'une structure à grande échelle que certains avaient espérée, le faible budget alloué à cette Agence et les structures peu contraignantes –qui conviennent toutefois à d'autres- les laissent finalement sur leur faim.

Du côté canadien, si les autorités fédérales ne sont pas parvenues à exclure le Québec de l'Agence, elles ont cependant sauvé les apparences. De plus, si le Québec co-signe la charte qui organise la structure de l'organisme francophone –et non la convention qui en décrète la création-, il reste à Québec et Ottawa de s'entendre sur les modalités de la contribution québécoise à celui-ci. Il faudra d'ailleurs attendre plus d'une année pour qu'un accord soit signé en octobre 1971 sur cette participation. Il n'en reste pas moins qu'Ottawa est parvenu à remplir certains de ses objectifs en terme d'équilibrage entre Francophonie et Commonwealth et de pénétration du continent africain.

Si dans sa forme finale, le premier organisme intergouvernemental de la Francophonie est assez éloigné de ce que ses précurseurs avaient pu imaginer –quoique

⁵²⁹ Ibid., p. 4-6.

longtemps ses contours soient restés bien flous-, il n'en demeure pas moins que chacun des participants en tire finalement certains avantages. Si les Africains espéraient s'assurer d'un soutien économique et financier à long terme, la mise en place d'une structure multilatérale, même peu ambitieuse et modeste comme peut l'être à ses débuts l'ACCT, leur garantit un accès à plusieurs sources de financement avec l'adhésion de nouveaux partenaires. La France, pour sa part, est parvenue à conserver un contrôle sur une organisation qui a priori n'avait rien pour lui plaire, en particulier par son caractère multilatéral, qui signifiait pour elle la possibilité de perdre son ascendance à l'intérieur de son pré-carré. Quant au Canada, si sur le plan constitutionnel, la mise en place de la Francophonie a ouvert une brèche, terreau propice aux revendications internationales du Québec, celle-ci a par ailleurs le mérite de mettre Ottawa sur la carte des pays francophones. Devenant de fait à la fois fer de lance et bailleur de fonds officiel de cette Francophonie, le Canada va s'assurer également l'accès à de nouveaux marchés commerciaux, dimension qui prendra au cours des années 70 une place de plus en plus importante dans les relations internationales du Canada.

Or, ainsi que nous le posions en introduction de cette partie, ce qui nous intéresse ici c'est de dépasser le cadre habituel du propos sur la naissance de la Francophonie pour le placer dans une perspective autre, celui des relations internationales dans les années 60, et celui de la Guerre froide. Dans ce sens, un allié inattendu, soucieux du devenir des anciennes colonies françaises et belges semble s'imposer sur la scène francophone : les États-Unis. Alors que l'on aurait pu penser que Washington ignorerait ce mouvement, voire tenterait de décourager certains États africains de participer à un

nouveau carcan qui apparaît dominé par la France, la situation semble toute différente. En fait, non seulement les Américains encouragent-ils la formation de l'organisme, mais ils se voient également impliqués dans celle-ci. De là on est en droit de se demander : pourquoi les États-Unis soutiennent-ils la Francophonie? Comment cela se manifeste-t-il? Et en quoi cette attitude correspond-elle à une politique traditionnelle américaine?

VIII- LES ÉTATS-UNIS ET LA FRANCOPHONIE : INTÉRÊT ET CONTEXTE

A- ENTRE DÉTENTE ET VIETNAM : METTRE L'AFRIQUE À L'ABRI DE LA GUERRE FROIDE

“L'intérêt manifesté par les États-Unis pour l'Afrique au début des années 60 était lié à la guerre froide ; ainsi étaient-ils amenés à occuper des positions pour empêcher les Soviétiques de s'y installer eux-mêmes, à s'opposer à l'instauration de situations dont ceux-ci auraient pu profiter, et, plus généralement, à accepter leur défi dans le cadre d'une compétition économique et politique étendue à l'ensemble du continent. Dans les années qui ont suivi, l'Afrique a été peu à peu soustraite à un affrontement est-ouest qui, lui-même, perdait de son acuité. La conception initiale de la présence américaine en Afrique était ainsi dépassée, ses propres succès l'ayant en grande partie rendue inutile. Selon l'analyse qui a cours actuellement au Département d'État, il s'est établi en Afrique un certain équilibre où l'Union soviétique a sa place, les États-Unis la leur, mais où la rivalité des deux grandes puissances reste contenue dans des limites raisonnables. L'attitude de Moscou tend à se dépolitiser ; la concurrence chinoise n'est pas assez pressante pour l'amener à s'engager davantage, l'expérience ayant montré la difficulté qu'il y a à manœuvrer dans les subtilités de la politique intérieure et extérieure des États africains.”⁵³⁰

C'est dans ces termes que l'ambassadeur de France à Washington définit la politique africaine des États-Unis en mars 1970. Plaçant tout l'enjeu de celle-ci dans la perspective du conflit est-ouest, cet extrait laisse également entendre que les intérêts américains en Afrique vont progressivement, tout au long des années 1960, se déplacer de la sphère purement idéologique vers une approche plus économique et commerciale, ainsi que nous l'avons constaté dans les sections précédentes. Dans ce contexte de détente internationale, Washington va donc voir s'éloigner la menace communiste en Afrique et envisager son rôle dans la région de façon toute différente. Toutefois, si Moscou et Pékin effraient moins sur la scène africaine, les Américains n'en demeurent pas moins vigilants. Ainsi, vont-ils confirmer les pays européens, et en particulier la

⁵³⁰ MAE, série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis, vol. 629, dépêche de Charles Lucet, no 406/AL : *Voyage de M. Rogers en Afrique*, Washington, 4 mars 1970, non foliotée, p. 11.

France, dans leur rôle de puissances tutrices, et ce tant et aussi longtemps que leurs intérêts et plus largement ceux des occidentaux se trouvent sauvegardés.

Cette stratégie américaine, qui consiste à envisager l'engagement européen comme garant de l'influence occidentale là où Washington se considère moins bien équipée pour le faire et que sa sécurité propre n'est pas en danger immédiat, n'est pas nouvelle. En effet, Ebere Nwaubani rappelle que dès les premières années de la Guerre froide les États-Unis ont confié aux Britanniques, et par extension au Commonwealth, le mandat de sécuriser et de stabiliser les régions du globe encore sous leur influence, tandis qu'eux-mêmes se cantonnaient à un engagement dans une Europe en proie à une pression soviétique intense.⁵³¹ Dans ce sens, une note de la CIA de 1949 met en relief le fait que :

“Partout dans le monde en dehors de l'hémisphère occidental et de l'Asie du Nord-Est, la puissance britannique est une composante essentielle dans la structure actuelle de la sécurité américaine... En conséquence, les États-Unis ont compté sur les Britanniques, parfois suivant un accord formel mais plus généralement par implication, pour assumer les principales affaires au Moyen-Orient, en Asie du Sud et du Sud-Est et dans la plupart de l'Afrique.”⁵³²

Encore réticents à s'engager internationalement au-delà des limites européennes et incapables d'assumer une responsabilité directe dans ces zones, les Américains vont donc percevoir le Commonwealth comme un moyen de poursuivre une politique d'influence indirecte et de garantir, grâce à cette emprise occidentale, non seulement la sécurité de ces sous-continentes face à la menace communiste mais aussi leurs intérêts

⁵³¹ Nwaubani, *op. cit.*, p. 244.

⁵³² “*Everywhere in the world outside the Western Hemisphere and Northeast Asia, British power is an essential component in the present structure of U. S. security.... In consequence the United States has counted on the British, sometimes pursuant to formal agreement but more generally by implication, to assume primary affairs in the Middle East, South and Southeast Asia, and most of Africa*”. CIA (ORE 79-49), *U.S. Security and the British Dollar Problem*, 31 août 1949, PSF, Intelligence File, boîte 257 (HSTL), cité par *ibid.*, p. 244.

stratégiques et économiques dans des régions plus lointaines, sans frais.⁵³³ H. W. Brands qualifie d'*America's Commonwealth Strategy* cette pratique qui va essentiellement s'appliquer à l'Asie du Sud, en particulier l'Inde et le Pakistan, entre 1947 et 1950.⁵³⁴ Or, si elle est de courte durée en Asie avec l'accession au pouvoir de Mao en 1949, puis avec le déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950, cette politique va conserver toute sa portée en Afrique. On ignore si cette stratégie reste officiellement en vigueur à l'époque qui nous intéresse, mais alors que le continent africain devient une zone d'importance périphérique au cours des années 1960 et que les Américains sont grandement engagés ailleurs, elle semble encore tout à fait valable. Aussi, est-on en droit de se demander : si le Commonwealth apparaît aux yeux des Américains comme un moyen de maintenir une influence occidentale dans des zones secondaires, peut-on considérer que, vue de Washington, l'organisation naissante de la Francophonie pourrait être amenée à jouer un rôle identique dans les pays d'Afrique francophone à partir de la fin des années 1960 ?

Cette hypothèse est d'autant plus légitime que soutenir l'émergence de cet organisme ne constitue pas un grand risque pour les Américains, au contraire. Bien que nous ayons vu précédemment combien la rivalité franco-américaine est tangible dans les années 60, il est certain que les États-Unis sont disposés à soutenir un projet – bien

⁵³³ "The United States would work through collaborators, through agents who would extend the American reach in South Asia beyond the limits set by American resources and American domestic politics. This was where the Commonwealth – Britain especially, but also Canada, Australia and others – could be persuaded to accept continued responsibility for the security of the subcontinent", *Ibid.*, p. 244. Il est d'ailleurs très intéressant de noter qu'à l'époque, Washington inclut déjà dans cette tactique le Canada que l'on retrouve évidemment dans le cadre de la Francophonie.

⁵³⁴ Pour plus de détails sur cette stratégie, voir H. W. Brands, "India and Pakistan in American Strategic Planning 1947-1954 : The Commonwealth collaborator", in *Journal of Imperial and Commonwealth History*, 15,(1986), p. 41-54.

que cela puisse sembler paradoxal- dans lequel la France aurait certainement une place privilégiée, mais qui présente par ailleurs certaines assurances quant à la limitation de cet ascendant. En effet, inclure des États que l'on pourrait qualifier de catalyseurs, comme le Canada, allié inaliénable des États-Unis, peut apparaître également comme une façon de contenir en Afrique une influence française parfois trop envahissante. De plus, à vocation essentiellement culturelle et technique, domaines où les Américains ne disputent pas la place des Français, l'ACCT n'a a priori aucune portée économique et ne vise absolument pas à mettre en place des barrières susceptibles de faire obstacle au commerce, qui pourraient par ailleurs porter atteinte aux intérêts économiques des États-Unis en Afrique. Se proposant d'offrir soutien financier et encadrement technique, piliers du développement économique et de la stabilité politique, la Francophonie se présenterait donc comme un filet de sûreté face à une menace communiste possiblement latente, dans une région devenue moins vitale du point de vue stratégique et politique pour Washington. Un autre paramètre vient justifier l'idée que les États-Unis cautionnent la création de la Francophonie : la prédilection de Washington pour l'unité africaine.

B- VERS UNE AFRIQUE UNIE : FRANCOPHONIE ET REGROUPEMENT RÉGIONAL

Dès les indépendances, le Département d'État ne cache pas son scepticisme à l'égard du morcellement de l'Afrique en petites entités, pas toujours cohérentes. Considérant beaucoup plus pertinent les transferts de souveraineté à des groupes préalablement constitués comme ceux de l'Afrique occidentale française (A-OF) et de

l'Afrique équatoriale française (A-EF), les diplomates américains ne croient en effet pas trop "aux frontières africaines, ni sur le plan politique, ni sur le plan économique et social".⁵³⁵ Ainsi, vont-ils encourager dès 1960 les regroupements en Afrique et privilégier des programmes régionaux à la fois dans une perspective économique, afin de ne pas éparpiller une aide limitée, et sur le plan politique, dans le but d'atteindre une plus grande intégration régionale puis continentale :

"Les représentants de l'ICA auront pour instruction d'encourager les gouvernements locaux à faire des plans et surtout ils mettront l'accent sur les programmes régionaux... Certes, on ne se refusera pas à examiner des projets à l'échelle nationale, mais on marquera de nettes préférences pour ceux qui couvriront plusieurs pays ou des régions dépendants de plusieurs pays... L'intérêt américain pour le régionalisme en Afrique dépasse d'ailleurs largement le domaine économique. Le Département d'État n'aura pas été sans relever les multiples manifestations par lesquelles les responsables américains s'efforcent d'encourager, non le panafricanisme à la N'Krumah, mais des regroupements régionaux. C'est le président Kennedy envoyant un message très appuyé à la Conférence de Yaoundé et insistant dans toutes les allocutions prononcées... sur les bienfaits de l'unité et l'exemple donné à cet égard par les États-Unis ; c'est M. Mennen Williams se faisant photographier à Abidjan tenant entre ses mains celles des quatre présidents de l'Entente, ou réunissant en avril dernier les ambassadeurs africains à Lexington pour commémorer le premier combat de la guerre d'indépendance et leur rappeler ... qu'il a fallu traverser bien des épreuves avant que ne triomphe l'unité qu'il leur a permis de devenir ce qu'ils sont. Il est certain que les États-Unis encourageront autant qu'ils le pourront les tendances à l'unité partout où ils croiront discerner qu'elles ont des chances de s'affirmer."⁵³⁶

Signe de la coopération régionale, les États-Unis vont donc successivement soutenir les différentes expériences de regroupement, en particulier celles initiées par les pays francophones, dont la caractéristique principale est la modération politique vis-à-vis de l'Occident.⁵³⁷ Ainsi depuis les groupes de Brazzaville et de Monrovia

⁵³⁵ MAE, série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis, vol. 453, dépêche de Hervé Alphand, n 1182/AL : *op. cit.*, 11 mai 1961, folios 214-215.

⁵³⁶ *Ibid.*

⁵³⁷ Il y a bien entendu des pays francophones dans les organisations dites radicales, comme le groupe de Casablanca qui est créé dès 1959 et qui regroupent l'Algérie, l'Égypte, le Ghana, la Guinée, le Maroc et le Mali.

constitués en 1960 et 1961 jusqu'à l'OCAM créée en 1965, en passant par les nombreuses organisations sous-régionales à caractère politique, économique et culturel, les Américains vont être favorables à ces initiatives et vont contribuer à les renforcer afin de contrecarrer les ambitions des États "radicaux" et limiter l'influence communiste, comme l'indique ce télégramme de l'ambassadeur américain en Haute-Volta en 1965 :

"Je voudrais m'associer aux recommandations faites par les Ambassadeurs Knox (ambassade de Cotonou) et Whitman (ambassade de Lomé) quant au soutien, à l'encouragement et à l'expansion de l'OCAM, et autres états anglophones modérés du genre... Tous les modérés travaillant à renforcer leur position "pas au détriment de l'OUA mais pour éviter d'être dominés et donc détruits par une minorité véhémente de radicaux". Les objectifs principaux de l'OCAM et de ses associés sont de limiter ou de stopper les communistes d'Afrique. Ce sont également les objectifs de base des États-Unis. Ainsi, il semblerait que l'OCAM ou n'importe quel autre groupe qui promeuve la sécurité des États-Unis devrait avoir notre soutien."⁵³⁸

Parmi ces organisations, l'OCAM bénéficie d'une considération distincte à Washington. D'après les diplomates français, "l'éclectisme des régimes politiques", le souci de la "coopération concrète", la "liberté d'esprit" à l'égard de l'ancienne métropole des États qui la composent et la "modération de leur diplomatie" sont autant de facteurs qui plaisent aux États-Unis et qui attirent leur confiance. Selon les Français, si les Américains souhaitent l'unité africaine, ils estiment que les chances de succès de celle-ci ne résident pas dans la forme actuelle de l'OUA, mais plutôt dans la constitution d'une sorte de fédération basée sur de grandes régions, elles-mêmes

⁵³⁸ "I would like to associate myself with recommendations made by Ambassador Knox (Cotonou Embassy) and Whitman (Lomé Embassy) with regard to support, encouragement and expansion OCAM, and like-minded moderate anglophone states...All moderates working to strengthen their position "not to detriment of OUA but to avoid from being dominated and hence destroyed by vociferous minority of radicals". OCAM and associates main-objectives are to blunt or stop Communist of Africa. This is also basic US objectives. Therefore would appear OCAM or any other group that promotes US security should have our support". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1874, dossier POL 1 AFR-US, télégramme de M. Estes, no 582, Ouagadougou, 17 mai 1965, non folioté, p. 1.

“cimentées par une langue véhiculaire commune, un passé colonial commun et une philosophie politique commune”.⁵³⁹ Ainsi, envisageant la composante culturelle et linguistique comme un élément voire comme un pilier essentiel de la coopération régionale, il est plausible que les Américains aient vu dans l’élaboration de la Francophonie le franchissement d’une nouvelle étape prometteuse sur le chemin de l’intégration africaine.

⁵³⁹ MAE, série B-Amérique 1964-70, sous-série États-Unis, vol. 627, dépêche de Charles Lucet, no 823/DAM : *op. cit.*, 12 avril 1968, non foliotée, p. 4.

IX- LES ÉTATS-UNIS FACE À LA FRANCOPHONIE

A- LES DIPLOMATES AMÉRICAINS ET L'ÉVOLUTION DU PROJET FRANCOPHONE

Si la possibilité que les Américains se soient intéressés à la naissance de la Francophonie et l'ont encouragée dans l'espoir d'ancrer définitivement les pays francophones d'Afrique au camp occidental semble tout à fait crédible dans le contexte mondial et régional de l'époque que nous venons de voir, l'existence par ailleurs de papiers à propos du projet francophone dans les archives américaines vient d'autant plus légitimer cette hypothèse. Un nombre important de documents américains fait état de la naissance de la Francophonie. Si ces derniers apparaissent peu loquaces quant à l'opinion de Washington sur la Francophonie en elle-même, ils mettent par ailleurs en évidence une implication des autorités américaines dans les développements de celle-ci, leur conférant ainsi un rôle certes mineur mais néanmoins bien réel, dont les acteurs principaux –en particulier la France et le Canada- ont du reste pleinement conscience.

Les papiers sur le sujet dans les archives nationales des États-Unis indiquent que les diplomates américains ont suivi de près le développement de l'idée de Francophonie et s'en sont préoccupés. Or, ces documents ne donnent que peu ou pas d'indication sur la position des États-Unis sur la Francophonie en elle-même, leur intérêt réside plus dans leur forme que dans leur fond. En effet, on assiste à travers eux à la mise en place d'un véritable réseau d'information où chaque diplomate en poste s'attache à communiquer au Département d'État la moindre rencontre, le moindre problème et les moindres

enjeux soulevés par la constitution de l'organisme francophone. La motivation dominante semble avant tout de tenir le gouvernement américain au courant et à jour sur l'évolution du projet francophone, et mais également d'expliquer à coup de comptes rendus détaillés et de revues de presse les différentes positions et les intérêts respectifs de chacune des parties. Dans ce sens, il faut noter la grande fréquence mais aussi le nombre élevé de dépêches et de télégrammes concernant le sujet que font parvenir à Washington les différentes ambassades. En fait, que ce soit de Tunis, Dakar, Niamey, Abidjan, Kinshasa, Paris, Luxembourg ou d'Ottawa, de partout donc où se joue l'avenir de la future organisation, toutes les ambassades américaines sont mises à contribution et suivent de près l'évolution des événements et ce dès les prémices de l'affaire.

En fait, de novembre 1965, lorsque Bourguiba relance l'idée de Commonwealth des nations de langue française⁵⁴⁰ jusqu'à la création de l'ACCT en mars 1970⁵⁴¹ —et

⁵⁴⁰ La proposition de Bourguiba fait l'objet de dizaines de télégrammes envoyés à Washington qui reviennent sur les déclarations du leader tunisien dans les différents pays visités lors de sa tournée africaine. Si la plupart émanent de l'ambassade de Tunis, de nombreux proviennent également des autres représentations américaines. Nous ne proposons ici qu'un échantillon : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1796, dossier POL 3 Organisations and Alignments, Francophone-Commonwealth, télégramme de M. Russell, no 309, Tunis, 27 novembre 1965, non folioté ; télégramme de M. Russell, no 324, Tunis, 3 décembre 1965, non folioté ; télégramme de M. Tordman, no 302, Lomé, 3 décembre 1965, non folioté ; dépêche de Stephen McClintic, no A-270 : *Canadian Newspaper Support Francophone Commonwealth*, Tunis, 7 décembre 1965, non foliotée ; télégramme de M. Estes, no 184, Ouagadougou, 7 décembre 1965, non folioté ; télégramme de M. McBride, no 3256, Paris, 9 décembre 1965, non folioté ; télégramme de M. Tasca, no 598, Rabat, 15 décembre 1965, non folioté ; dépêche de Geoffrey Lewis, no A-114 : *GIRM Opinion on Francophone Commonwealth Proposal*, Nouakchott, 4 janvier 1966, non foliotée et NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2747, dossier POL 7 TUN, dépêche de Robert Fouché, no A-149 : *State Visit to Ivory Coast by Tunisian President Habib Bourguiba*, Abidjan, 18 décembre 1965, non foliotée, p. 4-5 ; dépêche de Raymond Perkins, no A-116 : *President Bourguiba's Visit—December 12-15, 1965*, Niamey, 27 décembre 1965, non foliotée, p. 3-5. On en retrouve également dans la boîte 2746, dossier POL 2 Gen. Reports Statistics, et dans la boîte 2748, dossier POL 7 TUN.

⁵⁴¹ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 1949, dossier POL 3 Francophone, dépêche de M. Erdos, no A-44 : *Second Francophone Conference, Niamey, March 16-20, 1970*, Niamey, 27 mars 1970, non foliotée, télégramme de M. Erdos, no 286 : *Second Francophone Conference*, Niamey, mars 1970, non foliotée.

même au-delà- en passant par les différentes conférences de Tananarive (juin 1966)⁵⁴², Luxembourg (mai 1967)⁵⁴³, Libreville (février 1968)⁵⁴⁴, Kinshasa (janvier 1969)⁵⁴⁵ et Niamey (février 1969)⁵⁴⁶, la question de la Francophonie trouve une grande résonance dans les rangs de la diplomatie américaine et on assiste à une multiplication des communications sur ce thème. Suivant pas à pas l'évolution de ce projet au départ bien vague, ils vont donc relever chaque conversation, chaque commentaire, chaque référence sans curieusement jamais donner leur avis.⁵⁴⁷ Effectivement, s'il est généralement de mise pour les diplomates d'accompagner leurs missives de commentaires ou de recommandations, dans ce contexte les observations se font rares et sont carrément inexistantes à propos de la Francophonie en elle-même. De plus, nous ne disposons que d'un seul document émanant du Bureau de recherche et de renseignement du Département d'État –service chargé de digérer les informations et de formuler des analyses- qui, rédigé en avril 1970, entend plus faire un bilan de ce qu'est la

⁵⁴² NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1811, dossier POL 3 OCAM, télégramme de M. Cunningham, no 927 : *Francophone Commonwealth*, Tananarive, 27 juin 1966, non folioté ; télégramme de M. Cunningham, no 933 : *OCAM Conference*, Tananarive, 28 juin 1966, non folioté ; télégramme de M. Cunningham, no 934 : *Final Communiqué OCAM Conference*, Tananarive, 28 juin 1966, non folioté ; télégramme de M. Ryan, no 60, Niamey, 16 juillet 1966, non folioté.

⁵⁴³ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, dépêche de M. Harris, no A-136 : *Francophonia Meeting in Luxembourg, May 17-18*, Luxembourg, 21 février 1967, non foliotée ; dépêche de M. Boehm, no A-184 : *Francophone Meeting May 17-18, 1967*, Luxembourg, 4 juin 1967, non foliotée.

⁵⁴⁴ Sur la conférence de Libreville, les documents sont assez nombreux, en particulier à cause de la représentation du Québec à la conférence. Nous reviendrons plus loin en détail sur cette question et donnerons des références précises à ce moment là.

⁵⁴⁵ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, télégramme de McBride, no 136 : *Francophone Education Ministers Conference*, Kinshasa, 8 janvier 1969, non folioté ; télégramme de M. Linder, no 41 : *Francophone Conference in Kinshasa*, Ottawa, 10 janvier 1969, non folioté.

⁵⁴⁶ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, télégramme de M. Adams, no 215 : *Francophone Conference*, 19 février 1969, non folioté.

⁵⁴⁷ Seule une remarque de Léopold Senghor donnerait un semblant d'indication sur l'opinion de Washington. Revenant d'un périple au Canada et aux États-Unis en septembre 1966, il déclare que le concept a été bien compris aux États-Unis "*where Francophonie is a good card to play*". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1796, dossier POL 3 Organisations and Alignments, Francophone-Commonwealth, télégramme de Charles Bohlen, no 5183, Paris 7 octobre 1966, non foliotée, p. 1. Aucune autre référence ne permet toutefois de corroborer cette affirmation du président sénégalais.

Francophonie et l'Agence nouvellement créée, qu'offrir une opinion de Washington sur l'organisation.⁵⁴⁸ Cependant, si les représentants américains se montrent avares de réflexions sur la Francophonie naissante, l'abondance des rapports sur certaines de ses dimensions semble indiquer que leur intérêt se trouve plus dans les enjeux l'encadrant que sur le projet en lui-même. Ce dont ils semblent avant tout se soucier, ce n'est pas tant de la nature de la Francophonie, de ce qu'elle est, mais de la manière dont elle se réalise. Ainsi, l'initiative de Habib Bourguiba et surtout les motivations cachées derrière celle-ci vont plus particulièrement retenir l'attention. À ce sujet, certains diplomates s'exercent à quelques remarques.

“L'Ambassade croit que la suggestion d'un Commonwealth est une tentative de faire passer la Tunisie comme un membre actif du club francophone et de s'assurer le soutien amical d'autres pays francophones dans le but de contrer le désintérêt glacial et ostensible de de Gaulle pour le pays. Cela fait suite aux activités diplomatiques énergiques de Masmoudi au cours de la dernière année, à une longue série de déclarations de Bourguiba [montrant] qu'il est soucieux de normaliser les relations avec la France, aux invitations faites à de nombreux dirigeants et groupes français à visiter la Tunisie, et à l'offre de consacrer une part des recettes des ventes du vin tunisien à la compensation des colons si la France en permet l'importation.”⁵⁴⁹

Plus tard au courant de l'année 1966, alors que Bourguiba continue de défendre sa proposition face aux objections de certains détracteurs, l'ambassadeur américain souligne à nouveau que les intentions tunisiennes semblent finalement plus relever d'intérêts personnels que d'une conviction réelle en un projet qui ne reste encore qu'une

⁵⁴⁸ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2275, dossier FR-A, étude : *Francophonie : The Politics of Culture*, Washington, 30 avril 1970, non foliotée. Nous reviendrons plus loin sur ce rapport.

⁵⁴⁹ “Embassy believes suggestion for Commonwealth is effort to pose Tunisia as vigorous member of Francophone club and to secure friendly support of other Francophone countries in Tunisia's effort to breakdown de Gaulle's glacial and pointed disinterest in the country. It is follow up to Masmoudi's energetic diplomatic activities over past year, long series of statements from Bourguiba that he is anxious to normalize relations with France, invitations to numerous French leaders and groups to visit Tunisia, and offer to devote portion of proceeds of sales Tunisian wine to compensate colons if France will permit importation”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2184, dossier POL 3 Francophone, télégramme de M. Russell, no 315, Tunis, 29 novembre 1965, non folioté, p. 1-2.

ébauche.⁵⁵⁰ De ces commentaires, qui paraissent d'ailleurs tout à fait en phase avec ce qui se dit à l'époque dans d'autres milieux –africains et français-, on peut relever la justesse des analyses des délégués états-uniens. En effet, si ces documents s'emploient surtout à prendre le pouls dans les différents pays francophones et à présenter les diverses positions, leurs rédacteurs paraissent entièrement saisir la portée du projet et parfaitement mesurer les conséquences qui découlent du lancement d'une telle idée. Toutefois, il est intéressant de noter qu'à l'époque les Américains semblent totalement évacuer le rôle de Senghor dans l'émergence de ce concept, pour se concentrer uniquement sur les intérêts à court terme que cette proposition pourrait rapporter à Bourguiba, que l'on peut peut-être interpréter comme signe d'une certaine préoccupation de Washington par rapport aux destinées de la Tunisie et à l'évolution de ses relations avec la France.⁵⁵¹

De même, les réactions françaises et la place de la France dans ce nouvel ensemble semblent polariser l'attention non seulement parce que ces réactions tardent à se manifester, mais aussi parce que, dans ce contexte, les Français attachent visiblement une certaine importance à tenir les États-Unis au courant de leur position. Ainsi, en juillet 1966, alors même que Paris est demeurée officiellement muette sur ses intentions concernant le projet de Francophonie présenté à la conférence de l'OCAM tenue à Tananarive en juin 1966, l'ambassadeur de France à Niamey, Albert Tréca, revenant

⁵⁵⁰ "Tunisia continues to try to overcome de Gaulle's resistance to closer relations by appealing to French pride in French culture", NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 2184, dossier FR-TUN, dépêche de Stephen McClintic, no A-479 : *Emphasis on French Culture*, Tunis, 2 avril 1966, non foliotée, p. 2 ; ou encore, "The President's statements were primarily aimed at defending himself and his proposal against critics rather than at further advancing the Commonwealth idea", NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1796, dépêche de M. Russell, A-39 : *Bourguiba Defends Francophone Proposal*, Tunis, 23 juillet 1966, non foliotée, p. 2.

⁵⁵¹ Sur cet aspect, revoir partie II, chapitre V, B, 2, p. 108-118.

d'un séjour en France, fait part, au cours d'une conversation privée (qu'il avait lui-même sollicitée), à l'ambassadeur américain des premières impressions de son gouvernement :

"Il a dit que son gouvernement est disposé à écouter les propositions africaines sur la Francophonie, mais que si un regroupement de ce genre a lieu ça ne peut être que dans le domaine culturel et impliquer des choses telles que des échanges d'enseignants, le développement des universités, etc., dont certaines ont présentement lieu sur une base bilatérale entre la France et ces pays."⁵⁵²

De prime abord, les Américains relèvent surtout le manque d'enthousiasme de Paris pour une idée qui semble ne pas être vraiment prise au sérieux, en tout cas pour laquelle leurs homologues français manquent sérieusement d'informations.⁵⁵³ Il faut attendre encore plusieurs mois pour que les choses s'accélèrent du côté français et que l'on se range finalement dans le camp des promoteurs de la Francophonie.

Si la prise de position officielle de Paris en novembre 1966 par la voix de M. de Broglie, inaugurant l'Association de solidarité francophone (ASF), fait grand bruit dans la communauté francophone, elle attire également l'intérêt des Américains, en particulier de l'équipe de l'ambassadeur américain à Paris, Charles Bohlen, qui rédige un long télégramme dans lequel il s'emploie à expliquer la position de la France en matière de Francophonie.⁵⁵⁴ Or, alors que nombre d'observateurs situent le début de la

⁵⁵² "He said that his government is willing to listen to African proposals on Francophonia but that if a grouping along this line takes place, it probably can only be in the cultural field involving such things as exchanges of teachers, developing universities, etc. some of which now takes place on a bilateral basis between France and these countries". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1870, dossier POL 2 AFR, dépêche de M. Ryan, no A-3 : *Conversation with French Ambassador Albert Tréca*, Niamey, 16 juillet 1966, non foliotée, p. 2.

⁵⁵³ "French counselor was unable to explain Francophonia concept beyond saying it cultural in nature, and sought convey impression he did not take it very seriously", NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1796, dossier POL 3 Organisations and Alignments, Francophone-Commonwealth, télégramme de M. Boehm, no 213 : *Francophonia*, Luxembourg, 14 décembre 1966, non foliotée, p. 1.

⁵⁵⁴ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966, boîte 1796, dossier POL 3 Organisations and Alignments, Francophone-Commonwealth, télégramme de Charles Bohlen, no 7389 : *Francophonie*, Paris, 16 novembre 1966, non foliotée. Une dépêche fait également état de la création de l'ASF sous

politique française en faveur de la constitution d'une Francophonie organique dans cette profession de foi, Washington estime que le signal du début de l'intérêt de Paris – surtout de l'Élysée- pour la Francophonie réside plutôt dans la sortie montréalaise de Charles de Gaulle en juillet 1967, comme en témoigne cet extrait de document du Département d'État.

“Son encouragement de la Francophonie remonte environ au temps du voyage de de Gaulle au Canada (juillet 1967) qui a été l'occasion de la fougueuse défense de la francité du Québec du président français. Jusque là Paris était apparue indécise quant à la Francophonie, et sans la France et le concept avait peu de sens. De Gaulle, toutefois, était revenu sur sa position, décidant apparemment que la réserve n'était pas la tactique appropriée pour résister à la tendance vers la domination du monde par les super-puissances –son interprétation des développements de la mi-1967 illustrés par la conférence au sommet États-Unis–URSS de Glassboro. Les pays de l'OCAM avaient envisagé un appel de Senghor à la Francophonie en 1966, mais n'ont commencé leur promotion du concept seulement qu'après que la France s'y soit activement intéressée.”⁵⁵⁵

Bien que rédigée postérieurement à l'événement, on peut accorder une certaine valeur à cette analyse dans la mesure où Paris ne prend effectivement aucune initiative dans le domaine de la Francophonie avant cette date. En effet, lors de la Conférence de Luxembourg de mai 1967, où est décidée la création de l'Association internationale des parlementaires de langue française, la France paraît surtout suivre le mouvement plutôt

forme de revue de presse et joint un article du journal *Jeune Afrique* (“Le rien devient quelque chose”, 12 février 1967), sur le “oui” de la France à la francophonie, NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2861, dossier POL 3, dépêche de M. McBride, no A-1265 : *Organization of an “Association of Francophone Solidarity”*, Paris, 10 février 1967, non foliotée.

⁵⁵⁵ “Its encouragement for Francophonie dates from about the time of de Gaulle's trip to Canada (July 1967) which provided the occasion for the French president's spirited defense of the Frenchness of Quebec. Until then Paris had appeared undecided about Francophonie, and without France the concept had little meaning. De Gaulle, however, had reversed his position, apparently deciding that restraint was not the proper tactic for resisting the trend toward world dominance by the super-powers –his interpretation of mid-1967 developments exemplified by the US-USSR summit conference at Glassboro. The OCAM countries had considered an appeal from Senghor for Francophonie in 1966 but began their promotion of the concept only after France became actively interested”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2275, dossier FR-A, étude : *op. cit.*, 30 avril 1970, non foliotée, p. 2-3.

que l'initier.⁵⁵⁶ Mais ce qui est intéressant ici c'est que cette conviction, énoncée dans ce rapport d'avril 1970 dont nous parlions plus haut qui fait état des intentions gaulliennes, montre que les Américains insèrent la Francophonie dans le dessein plus large de la politique étrangère du général de Gaulle, lui conférant ainsi un rôle dans la lutte anti-grandes puissances du président français. Dans ce contexte, les Américains n'apparaissent absolument pas dupes quant aux prétendues motivations culturelles du projet de Francophonie. Ils se montrent au contraire très au fait des enjeux politiques dont la promotion et la défense de la langue et de la culture françaises sont forcément assorties, et de la tradition française dans laquelle elles s'inscrivent. Perspicaces et toujours pragmatiques, ils font d'ailleurs le lien entre culture, politique et économie en rappelant que :

“Dans la vision française, un accroissement du nombre d'hommes formés à “l'esprit français” est de bon augure pour la civilisation; c'est aussi de bon augure pour la diplomatie française et pour la promotion des produits français.”⁵⁵⁷

Ainsi pour Washington, Paris, devenu l'artisan principal de la Francophonie après l'épisode du “Vive le Québec libre”, va s'employer à garder la main mise sur le projet et à écarter tout partenaire qui pourrait contrecarrer ses plans. Aussi, à l'époque des

⁵⁵⁶ Victor Bodson, le président de la Chambre des Députés du Luxembourg, va même jusqu'à affirmer que toute l'initiative de la convocation à cette conférence revient aux Canadiens, aux Belges et aux Luxembourgeois qui, de peur de voir la Francophonie être accusée de néo-colonialisme, ont préféré prendre les devants. Par ailleurs, il affirme qu'en prenant l'initiative en dehors de la France, ils espéraient également pouvoir accroître leur capacité d'influencer les futurs développements de l'idée de Francophonie. Si les Américains semblent accorder peu de crédit aux dires du Luxembourgeois, ils mettent toutefois en lumière la volonté des partenaires francophones de la France de tenter de contenir l'influence de Paris et de prévenir toute transformation d'une future organisation en arme politique contre le reste du monde (en particulier anglo-saxon). NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, dépêche de M. Harris, no A-136 : *Francophonía Meeting in Luxembourg May 17-18*, Luxembourg, 21 février 1967, non foliotée, p. 1-2.

⁵⁵⁷ “In the French view, an increase in the number of “French-thinking” men bodes well for civilization ; it also bodes well for French diplomacy and for the promotion of French products”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2275, dossier FR-A, étude : *op. cit.*, 30 avril 1970, non foliotée, p. 3.

grandes conférences fondatrices de la Francophonie, les diplomates américains vont-ils relever toutes les manigances françaises dans ce sens, surtout sur le terrain de la rivalité franco-canadienne, comme nous le verrons plus loin.

Par ailleurs, les Américains portent un intérêt tout particulier à l'attitude du Canada face à la Francophonie. Une dépêche entière est consacrée en mars 1967 à la proposition du ministre des Affaires extérieures, Paul Martin, de constitution d'une "organisation internationale francophone à caractère privée, basée sur des associations nationales de même caractère, qui seraient indépendantes les unes par rapport aux autres et par rapport à leurs gouvernements, bien que travaillant en collaboration étroite avec eux".⁵⁵⁸

En outre, ce qui attire également l'attention des États-Unis et de leurs représentants, c'est l'émergence du Québec sur la scène internationale par le biais de sa participation aux premières rencontres francophones. En effet, à partir de la conférence de Libreville en 1968 jusqu'à la deuxième conférence de Niamey en 1970, la majeure partie des dépêches américaines vont être consacrées à la place du Québec dans la Francophonie et au triangle Paris-Ottawa-Québec. Ces documents sont d'autant plus intéressants que dans ce cadre les Américains, jusque-là simple observateurs de l'évolution de l'idée de Francophonie, vont devenir eux-mêmes acteurs de la rivalité franco-canadienne, jouant les intermédiaires entre Paris et Ottawa. Nous reviendrons sur cet aspect dans la section suivante. Néanmoins, on peut d'ores et déjà affirmer ici que, suivant de très près l'organisation et le déroulement des différentes conférences, en

⁵⁵⁸ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, dépêche de M. Scott, no A-992 : *External Affairs Minister Martin Proposes Private International Francophone Organization*, Ottawa, 31 mars 1967, non foliotée.

partie à cause du fait que le Canada ne dispose d'ambassade ni au Gabon, ni au Niger et qu'ainsi les représentants canadiens, délégués du gouvernement fédéral aux conférences de la Francophonie, utilisent les canaux américains de transmission pour communiquer avec Ottawa, les Américains s'avèrent beaucoup plus engagés dans ce processus d'élaboration de la Francophonie que l'on aurait pu l'imaginer, et ce en particulier lors de la conférence de Kinshasa.⁵⁵⁹

Sur les conférences elles-mêmes, tout particulièrement celles de Niamey I et II qui marquent l'aboutissement de l'idée de Francophonie, les diplomates américains émettent des rapports très circonstanciés dans lesquels ils remarquent en particulier que lors de la première réunion en février 1969, c'est le projet français de créer une agence multilatérale de coopération culturelle et technique composée des gouvernements des pays francophones qui finalement emporte l'adhésion. Bien que la proposition soit soutenue par la plupart des participants, les Américains relèvent néanmoins les voix de certaines délégations –en particulier des Belges et des Luxembourgeois– qui s'élèvent contre une conférence où tout semble préparé et décidé d'avance, sous les auspices d'une France dominante, et qui craignent de se voir totalement éclipser dans une future structure francophone.⁵⁶⁰ Parallèlement, ils soulignent la satisfaction des Canadiens quant à la façon dont s'est déroulée la conférence et dont a été traité le Québec, tandis qu'un représentant du Consulat américain de Montréal dresse un portrait très détaillé du secrétaire provisoire de l'Agence, Jean-Marc Léger, et de ses tâches pour doter cet

⁵⁵⁹ Voir la section C, p. 300 et sq.

⁵⁶⁰ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, télégramme de M. Adams, no 215 : *Francophone Conference*, Niamey, 19 février 1969, non folioté, p. 2.

organisme d'un mandat clair et d'institutions.⁵⁶¹ De la deuxième conférence de Niamey, au cours de laquelle sont signées la convention établissant l'Agence de coopération culturelle et technique ainsi que la charte de la Francophonie, c'est encore la dimension Québec-Canada qui retient essentiellement l'attention des diplomates américains. Ils consacrent en effet la plupart de leurs communications aux arrangements auxquels ces deux gouvernements parviennent finalement permettant ainsi au Québec de participer comme gouvernement non souverain tant à la conférence qu'à l'organisation de la Francophonie en elle-même.⁵⁶² Est-ce là un signe de satisfaction de leur part des autorités américaines de voir aboutir une idée qui leur paraît par ailleurs prometteuse ?

Il est intéressant de noter que de simples revues de presse reviennent sur les réactions africaines qui semblent, aux regards de ces archives, peu nombreuses après ces rencontres.⁵⁶³ L'attitude de la Côte d'Ivoire face à la future agence, plus particulièrement exposée, semble indiquer un certain effacement des Africains dans cette phase de l'émergence de la Francophonie où ils n'apparaissent jouer aucun rôle actif.

“Il semble donc probable que la Côte d'Ivoire assumera un rôle relativement passif dans le développement des institutions francophones et qu'elle cherchera à les canaliser

⁵⁶¹ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, dépêche de M. Hawkins, no A-42 : *Proposed International Francophone Agency discussed by Jean-Marc Leger in Montréal and Ottawa*, Montréal, 13 mai 1969, non folioté.

⁵⁶² NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, dépêche de M. Montllor, no A-6 : *Ottawa and Quebec seeking Formula to Participation in Francophone Agency*, Québec, 29 janvier 1970, non foliotée ; télégramme de M. Schmidt, no 303 : *Francophone Conference*, Ottawa, mars 1970, non folioté ; dépêche de M. Montllor, no A-22 : *Quebec Satisfied with Outcome of Niamey Conference*, Québec, 25 mars 1970, non foliotée ; dépêche de M. Erdos, no A-44 : *Second Francophone Conference, Niamey, March 17-20, 1970*, Niamey, 27 mars 1970, non foliotée.

⁵⁶³ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, dépêche de M. Morgan, no A-45 : *Reaction to Francophonie—“Oui, mais..”*, Abidjan, 4 mars 1969, non foliotée ; dépêche de M. Morgan, no A-52 : *Notes on the Francophonie Conference*, Abidjan, 11 mars 1969, non foliotée.

dans des programmes pratiques ayant une valeur précise pour le développement économique et culturel de ce pays.”⁵⁶⁴

Si l’attentisme ivoirien face à la Francophonie est bien connu, le fait qu’à peu près aucun document américain ne s’intéresse à l’avis des Africains en général et à leurs perspectives sur une Francophonie aux contours désormais dessinés, semble indiquer que dans ce contexte ceux-ci sont relégués à l’arrière-plan, alors que dans les années 1965-1966, ils étaient chargés de développer et de promouvoir l’idée de Francophonie qui apparaissait encore peu séduisantes à leurs riches partenaires du Nord. Comme si toute cette affaire avait été prise en main par les Occidentaux et était devenue une “affaire de grands Blancs”. Un document du Département d’État, dont nous parlions plus haut dans cette section, remet toutefois en perspective la place des Africains dans cet ensemble de négociations.

Intitulé *Francophonie : the Politics of Culture*, ce rapport émanant du *Bureau of Intelligence and Research* du Département d’État en date du 30 avril 1970, se propose de faire une synthèse des forces et faiblesses du concept de Francophonie, environ un mois après que 21 pays de langue française se soient mis d’accord pour établir à Paris une agence pour faciliter la coopération inter-étatique dans le domaine culturel et technique.⁵⁶⁵ Revenant tout d’abord sur l’émergence de l’idée de Francophonie, ce document redonne à Senghor toute sa place en tant qu’initiateur du projet. Rappelant

⁵⁶⁴ “It seems probable, therefore, that Ivory Coast will take a relatively passive role in the development of Francophone institutions, and will seek to channel them into practical programs of specific value to this country’s economic and cultural development”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, dépêche de M. Morgan, no A-45 : *op. cit.*, 4 mars 1969, non foliotée, p. 3.

⁵⁶⁵ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2275, dossier FR-A, étude : *op. cit.*, 30 avril 1970, non foliotée, p. i.

qu'à maintes reprises depuis les indépendances, celui-ci s'est fait l'avocat d'un Commonwealth à la française, ce rapport met en relief que ce n'est que plus tard que Bourguiba reprend à son actif ce dessein et se lance dans la défense d'un ensemble uni sur la base d'une langue commune, dans l'espoir d'élargir son cercle d'ami et d'améliorer les relations de la Tunisie avec la France. Le rapport de commenter :

“L'impulsion première pour la Francophonie est venue du président sénégalais Léopold Sedar Senghor et du président tunisien Habib Bourguiba, chefs de petits pays cherchant à compenser leur faiblesse.”⁵⁶⁶

Analysant ensuite l'ACCT, l'étude la caractérise comme une “*Clearinghouse for Aid*” dont le rôle est de promouvoir la communication entre pays de langue française développés et moins développés, en mettant en contact des donneurs potentiels avec des gouvernements ayant besoin de professeurs ou de techniciens de langue française. Envisageant ainsi les nouvelles possibilités qu'offrent l'ouverture des relations franco-africaines à d'autres pays occidentaux comme le Canada, la Belgique ou le Luxembourg, le rapport met toutefois un bémol quant à ces innovations étant donné la modicité des ressources initiales prévues pour l'Agence.⁵⁶⁷ De plus, exposant la divergence d'intérêt de chacun des participants, il perçoit et souligne déjà les limites de l'organisation.

Ainsi que nous l'évoquions plus haut, les intentions françaises qui semblent surtout relever de la politique de diffusion et de défense de la langue française et par extension de sa politique culturelle extérieure, ne s'apparentent d'aucune façon à celles des Canadiens qui voient avant tout dans la Francophonie un danger, une force subversive

⁵⁶⁶ “The original impetus for Francophonie came from Senegalese President Leopold Sedar Senghor and Tunisian President Habib Bourguiba, leaders of small countries seeking compensation for their weakness”. *Ibid.*, p. 1-2.

⁵⁶⁷ *Ibid.*, p. 2.

qui en appelle directement à l'irréductibilité des Canadiens français et à l'indépendance et qui doit donc être contenu par une politique active du gouvernement fédéral en faveur de la Francophonie.⁵⁶⁸ De leur côté, les pays en voie de développement francophones, surtout africains, espèrent obtenir de cette collaboration avec le monde développé certains avantages matériels et n'attendent donc pas de la Francophonie une simple aide culturelle transitant par un office à Paris mais souhaitent une aide substantielle pour le développement.

"Ils souhaitent une audience et espèrent un soutien sur ces questions qui séparent riches et pauvres tels que les conditions défavorables de commerce et les niveaux et types d'assistance étrangère."⁵⁶⁹

D'après le rapport, de ces intérêts opposés découle un certain nombre d'écueils que les partenaires francophones devront éviter afin de consolider l'organisation naissante. Ainsi, forum d'aide au développement et de dialogue, la Francophonie risquerait de se transformer en sorte de lobby des pays pauvres pour faire pression sur les nations les plus riches.⁵⁷⁰ De même que la langue, base de l'unité francophone, pourrait devenir source de division dans les États bilingues ou multilingues. Dans ce domaine, l'exposé met particulièrement en lumière les dangers d'une trop grande assimilation des Africains à la langue et à la culture françaises et la crainte de certains d'entre eux d'être accusés de jouer le rôle d'instrument de l'impérialisme culturel français. En conclusion, le document estime qu'à cause des différents éléments que nous venons d'évoquer, la Francophonie va sans doute connaître des débuts lents et que la solidarité des pays de langue française pourrait être profitable à long terme à ses membres, dans la mesure où

⁵⁶⁸ *Ibid.*, p. 3-4.

⁵⁶⁹ "They wish a hearing and hopefully support on those issues that separate the haves and have-nots like the unfavorable terms of trade and the levels and types of foreign assistance". *Ibid.*, p. 4.

⁵⁷⁰ *Ibid.*, p. 5.

ceux-ci optent pour la Francophonie afin de promouvoir leurs objectifs propres – particulièrement la France qui pourrait y concentrer l’essentiel de sa politique culturelle extérieure.⁵⁷¹

Dressant un portrait d’ensemble de la Francophonie, ce rapport, tout en laissant planer un certain scepticisme quant à son avenir, donne en fin de compte l’impression que si les pays investisseurs s’en donnent les moyens, cette organisation a toutes les chances de mener à bien sa mission. En définitive, dans ce document comme dans tous les autres, les Américains démontrent un intérêt toujours renouvelé pour la Francophonie et ses enjeux, intérêt qui se confirme au fil des années avec la transmission au Département d’État d’un rapport annuel sur les activités de l’ACCT. Toutefois, celui-ci n’offre par ailleurs toujours aucune clé permettant de déduire leur position réelle sur le sujet.⁵⁷²

B- POUR UNE PERCEPTION AMÉRICAINE DE LA FRANCOPHONIE

Si dans l’ensemble des archives, on a pu percevoir les centres d’intérêt des diplomates américains, celles-ci restent toutefois pratiquement muettes sur la perception réelle de Washington de l’organisation francophone. Or, nous disposons d’une étude qui, étant donné la période au cours de laquelle elle a été effectuée, peut être considérée

⁵⁷¹ *Ibid.*, p. 6-7.

⁵⁷² La première dépêche fait état des premiers six mois de fonctionnement de l’Agence et salue ses premières réalisations, malgré un budget restreint. Ses débuts prometteurs sont par la suite confirmés dans les dépêches annuelles suivantes (nous ne disposons que des archives jusqu’en 1973) qui insistent sur son influence grandissante dans le monde francophone. Voir, NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 2275, dépêche no A-1288 : *Organized Francophonie – The Six First Months*, Paris, 20 octobre 1970, non foliotée, 4 p. ; dépêche de Culley, no A-864 : *Organized Francophonie – The First Full Year*, Paris, 16 août 1971, non foliotée, 4 p. ; dépêche de Watson, no A-618 : *Organized Francophonie – Two Years Old*, 23 juin 1972, non foliotée, 4 p. ; dépêche de M. Irwin, no A-340 : *La Francophonie Fours Years Old*, Paris, 14 mai 1973, non foliotée, 4 p.

comme une source à part entière, et qui, sans nous indiquer la position de Washington vis-à-vis de la Francophonie, fournit d'utiles éléments.⁵⁷³ En effet, amorcée en 1966 et achevée en 1969, soit exactement pendant les années où circule et se développe l'idée d'une Francophonie intergouvernementale, ce travail a été, de surcroît, réalisé par un étudiant de la *School of Advanced International Studies* de la *Johns Hopkins University*, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler dans la section consacrée aux études africaines aux États-Unis. Rappelons simplement que, située à Washington, cette institution s'est présentée –et se présente sans doute encore aujourd'hui– à l'appareil gouvernemental américain comme un véritable bassin de recrutement et d'information pour ce qui concerne les relations internationales en général, et l'Afrique, en particulier. De là à dire que la thèse de Jeffrey Rosner aurait pu être une commande du Département d'État, il n'y a qu'un pas, que nous ne franchirons tout de même pas. Toutefois, présentant un véritable tour d'horizon de ce qu'est alors la Francophonie (histoire, formation, enjeux), elle aborde autant de sujets susceptibles de contribuer à nous offrir une perspective américaine sur celle-ci, certes non officielle, mais sans doute en phase avec des opinions du moment.

En fait, par son caractère synthétique, cette thèse s'apparente plus à un état de la question, une compilation des idées qui circulent sur le sujet à l'époque, qu'à un véritable travail d'analyse. En effet, reposant principalement sur le dépouillement d'articles de journaux français (*Le Monde*, *Le Monde diplomatique*), américains (*The New York Times*), canadiens (*Le Devoir*, *Le Soleil*) et africains (*Libre coopération*, *Jeune Afrique*) mais également sur des articles de revues plus spécialisées (*La Revue des deux mondes*, *External Affairs*, *Esprit*) ainsi que sur des études contemporaines

⁵⁷³ Rosner, Jeffrey, *op. cit.*

réalisées bien souvent par des observateurs voire, des acteurs directs, de l'élaboration du projet francophone, elle se présente tout à fait comme un rapport diplomatique ou une synthèse des services gouvernementaux, tant dans sa forme que dans son fond. En dehors du simple fait que la thèse de Rosner démontre que la Francophonie semble trouver certains échos dans la presse mondiale –y compris la presse américaine-, elle fait apparaître une certaine convergence entre ce qui se dit et se pense dans les hautes sphères de la diplomatie internationale et ce que véhiculent les médias, et par extension ce que pense ou ce qu'est amené à penser l'opinion publique.

Composée de 11 chapitres, cette étude s'articule autour de deux questions principales qui finalement proposent une définition de la Francophonie, une sorte de photographie de celle-ci à la veille des années 70. Rosner s'attache tout d'abord à la définir par rapport aux autres groupes régionaux ou internationaux visant l'unité ou l'intégration sur la base d'affinités communes, qu'elles soient nationales, raciales, culturelles, linguistiques ou continentales. Ainsi, la caractérisant comme un mouvement visant à accroître les liens entre les pays et les populations de langue française, grâce à l'usage d'une langue et d'une culture communes, l'auteur l'envisage comme un "cultural pan-movement" et l'associe à des ensembles similaires, tels que le Commonwealth, le Pan-Hispanisme et le Luso-Brazilianisme. En effet, pour lui, ces quatre mouvements ont en commun le fait de posséder avant tout une base culturelle, de comporter de certaines composantes politiques et enfin d'être soutenus, même si dans le cas de la Francophonie ce soutien est tardif, par leurs anciennes métropoles. Au-delà de cette comparaison, Rosner s'interroge sur la pertinence de ces "pan-mouvements"

culturels et de leur place dans l'organisation du monde, question sur laquelle nous reviendrons plus loin.⁵⁷⁴

Par ailleurs, il retrace l'évolution du projet de Francophonie depuis les premières associations jusqu'à la fondation en 1969 de ce qu'il appelle la "Communauté francophone", en référence au *Commonwealth of Nations*. Ainsi, rappelant que la Francophonie est avant tout le fruit de l'ancien empire colonial français et de la politique d'assimilation culturelle menée par la France dans ses anciennes colonies, l'auteur s'emploie à évaluer la réalité des affinités culturelles entre les différents pays – surtout africains- qui entendent faire partie de cet ensemble.⁵⁷⁵ En fait, dressant un portrait de la francophonie géographique, il met en évidence le fait que seule une minorité de la population des pays dits francophones parlent effectivement cette langue.⁵⁷⁶ De là, il déduit que l'existence même de la Francophonie vient plus de la volonté de rassemblement des pays participants que de la nature des affinités culturelles. Selon Rosner, c'est donc surtout de sa volonté de s'organiser que la Francophonie tire sa réalité. De cette existence, qui se traduit par le développement de relations à la fois bilatérales et multilatérales entre les pays francophones, est née une structure organique visant à dépasser et à harmoniser ces liens préexistants par l'établissement d'un Commonwealth à la française.⁵⁷⁷ Exposant plus loin les différentes étapes de l'élaboration du projet francophone, depuis les propositions africaines jusqu'aux conférences de Niamey, Rosner met en relief le fait que, parce qu'elle est

⁵⁷⁴ *Ibid.*, p. 1-45.

⁵⁷⁵ *Ibid.*, p. 46-55.

⁵⁷⁶ *Ibid.*, p. 61-65

⁵⁷⁷ *Ibid.*, p. 65-74.

basée sur une fraternité culturelle à plusieurs géométries, la Francophonie ne peut signifier pour tous la même chose.⁵⁷⁸ Ainsi, passe-t-il en revue l'ensemble des préoccupations, des motivations et des attentes de chacun des pays et groupes de pays participants vis-à-vis de cette organisation émergente.

Analysant successivement les intérêts africains, canadiens, européens et français, l'auteur nous dresse un bilan des plus clairvoyants des perspectives des futurs pays membres de la Francophonie. Il conclut ainsi que, pour les Africains, l'intérêt principal se situe dans la recherche d'une structure leur garantissant la pérennité d'une assistance économique absolument vitale pour eux. C'est pourquoi, aux vues de l'évolution du projet, les Africains, initialement grands promoteurs de l'idée, se montrent en définitive moins enthousiastes quant au résultat final qui privilégie moins l'aspect de l'assistance économique en tant que telle.⁵⁷⁹ Rosner met par ailleurs sur le même plan les motivations des Canadiens français et des communautés européennes linguistiquement minoritaires et estime que leurs motivations résident avant tout dans l'espoir d'une amélioration, par le biais d'une reconnaissance internationale, de leur statut sur le plan national dans leurs pays respectifs.⁵⁸⁰ Finalement, il voit dans les intentions de la France une volonté d'accroître son prestige mondial en apportant son soutien à une organisation multilatérale qui lui garantirait par ailleurs une certaine persistance de sa sphère d'influence, tant culturelle que politique.⁵⁸¹

Revenant d'autre part sur la dimension politique de la Francophonie, dimension généralement niée par ses propres membres, souligne-t-il, l'auteur met en évidence

⁵⁷⁸ *Ibid.*, p. 75-96.

⁵⁷⁹ *Ibid.*, p. 97-113.

⁵⁸⁰ *Ibid.*, p. 114-171.

⁵⁸¹ *Ibid.*, p. 172-189.

l'ensemble des liens préexistants confirmés dans le cadre de la nouvelle communauté entre nations de langue française, en particulier ceux entre culture et politique, culture et économie, culture et diplomatie. Ainsi insiste-t-il, entre autres, sur le poids politique et diplomatique d'un tel groupe aux Nations-Unies et rappelle que, depuis les indépendances, une certaine harmonisation des positions et points de vue de l'ensemble des pays africains francophones a amené ces derniers à voter dans un sens souvent similaire à celui de la France lors des consultations internationales. Dans la même perspective, il note qu'à la même période, ces nations –à savoir la France, les pays africains ainsi que la Canada, la Belgique, la Roumanie, l'Espagne, et la plupart des pays latino-américains- ont obtenu que le français devienne langue de travail à l'ONU, contribuant ainsi un peu plus à la constitution d'un bloc francophone au sein de cette organisation.⁵⁸² Percevant ainsi les pays de langue française comme un ensemble homogène, parlant d'une même voix sur la scène internationale, l'auteur confère-t-il à la Francophonie naissante une certaine place sur cette même scène. En fait, élargissant son propos et débordant le cadre même de la Francophonie, Jeffrey Rosner se pose en conclusion une question : dans le contexte qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, où l'État-nation n'est plus la référence et que l'on assiste à l'émergence d'associations régionales, à caractère principalement économique, telles que la Communauté économique européenne, qui semblent s'imposer comme les nouvelles bases de l'organisation du monde, ce type de mouvements culturels a-t-il sa place et si oui, quelle est-elle ? S'il n'apporte pas réellement de réponse, il est toutefois intéressant de noter qu'il envisage ces organisations dans une perspective plus large que leur portée

⁵⁸² *Ibid.*, p. 197-214.

régionale initiale et que pour lui celles-ci pourrait en constituer un élément non négligeable du nouvel ordre mondial.⁵⁸³

Si toutefois la thèse de Jeffrey Rosner n'offre qu'une vision de la Francophonie, possiblement proche de celle des fonctionnaires du Département d'État de l'époque, et si les missives diplomatiques ne laissent transparaître aucune position de leur administration vis-à-vis de la Francophonie, une analyse en détail de l'action des représentants des États-Unis à l'époque permet non seulement de montrer que Washington envisage favorablement la constitution de celle-ci, mais aussi que les Américains ont eu un impact direct sur sa formation.

C- DE LIBREVILLE À NIAMEY, WASHINGTON ENTRE PARIS ET OTTAWA.

En fait, dès les premiers pas des nations francophones vers un rassemblement inter-étatique, les États-Unis se trouvent directement liés à celui-ci à travers la présence de représentants de la Louisiane. En effet, dès 1968, ceux-ci sont invités à assister à la deuxième rencontre de l'Association internationale des parlementaires de langue française tenue à Paris. Suivant les canaux diplomatiques traditionnels, les autorités françaises préviennent alors l'ambassadeur américain en France de cette invitation. Ce dernier se montre du reste tout à fait favorable à cette participation, y décelant à la fois un terrain possible d'amélioration des relations franco-américaines et une excellente opportunité de se tenir informé sur la conférence de l'intérieur. Ainsi, encourage-t-il le Département d'État à intervenir auprès de l'État de la Louisiane dans ce sens :

⁵⁸³ *Ibid.*, p. 215-227.

“...un observateur sensé et bien informé ne ferait probablement pas de tort. Si le Département adopte cette opinion, peut-être qu’un contact précoce avec le Gouverneur McKeithen serait avisé pour que le représentant de la Louisiane soit choisi en pleine connaissance des problèmes reliés à la Francophonie. Dans tous les cas, si un observateur est sélectionné, nous espérons qu’il pourra être mis pleinement au courant à propos de la conférence à Washington ou ici à l’ambassade.”⁵⁸⁴

Cette idée initiale de l’ambassadeur américain n’apparaît toutefois plus dans les documents subséquents se référant à la participation de la Louisiane. Il n’en reste pas moins qu’une telle perspective démontre l’intérêt des États-Unis pour l’organisation francophone naissante. Cette prise de position en faveur d’un suivi actif de l’élaboration de la Francophonie va cependant se confirmer lors des conférences constitutives de celles-ci.

Ainsi que nous l’indiquions plus haut, Washington est aux premières loges des négociations entourant l’organisation des conférences francophones puisque, dans la mesure où Ottawa ne possède pas de représentations diplomatiques dans tous les pays où celles-ci se tiennent, les États-Unis mettent à leur disposition leurs canaux de télécommunication. Par ailleurs, il semble que tant les autorités françaises que canadiennes jugent bon de tenir les représentants américains au courant de leurs agissements et de ceux de leurs vis-à-vis. Ainsi, en février 1968, l’ambassadeur des États-Unis rapporte-t-il dans l’un de ses télégrammes les doléances formulées auprès de lui par l’ambassadeur canadien Thibault, que les autorités gabonaises refusent de

⁵⁸⁴ “...sensible and well-briefed observer would probably do no harm. If Dept adopts this view, perhaps an early contact with Governor McKeithen would be in order so that Louisiana representative would be chosen in full knowledge of problems connected with Francophonie. In any event, if observer is selected, we hope he can be given full rundown on conference either in Washington or at embassy here”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, télégramme de M. Shriver, no 19433 : *Invitation to Louisiana Legislature to attend Francophone Meeting*, Paris, 14 août 1968, non folioté, p. 1-2.

recevoir après l'envoi d'une invitation directe au gouvernement québécois pour la participation à la conférence des ministres de l'Éducation à Libreville. Mais, il note également, assez ironiquement d'ailleurs, le fait que Paris l'ait personnellement mis au courant que cette invitation avait été lancée avant même que Ottawa n'en ait été averti !⁵⁸⁵ Le rapport sur la conférence en elle-même est l'occasion pour le diplomate américain de mettre en relief les pressions françaises exercées sur le Gabon pour obtenir la présence québécoise. L'Américain de commenter : "Toutefois, la manière dont la chose a été menée n'a fait que faire paraître Bongo comme l'instrument désespérément malléable du Général qu'il semble être présentement."⁵⁸⁶

La perspective de la Conférence de Kinshasa, prévue pour janvier 1969, débouche sur une situation encore plus cocasse dans laquelle Français, Américains et Canadiens semblent se livrer à un étrange jeu de coulisse. Ainsi, l'Américain McBride dit dans un télégramme avoir été informé par l'ambassade de France que le gouvernement congolais avait décidé d'envoyer une invitation séparée au Québec. Suite à cette conversation, le diplomate américain déclare avoir mis au courant de la situation l'ambassade canadienne qui se montre surprise de la volte-face du Congo puisque celui-ci, de la bouche même du président Mobutu, avait pourtant assuré deux mois auparavant

⁵⁸⁵ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, télégramme de M. Bane, no 848, Libreville, 1^{er} février 1968, p. 1-2.

⁵⁸⁶ "Manner in which handled however only made Bongo look like hopelessly pliant tool of General that he appears to be currently". NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, télégramme de M. Bane, no 873, Libreville, 6 février 1968, p. 3. Les Américains se montrent particulièrement volubiles sur cette conférence qui, par le précédent qu'elle crée, fait sensation. L'attitude des Québécois au cours de celle-ci est l'objet de plusieurs analyses dans lesquelles on les juge, entre autres, tout à fait préparés à répondre aux demandes de coopération émises par les participants, dépêche de M. Bane, no A-101 : *Quebec and Francophonie*, Libreville, 21 février 1968, non foliotée ; dépêche de M. Bane, no A-105 : *Francophone Ministers of Education Conference*, Libreville, 26 février 1968, non foliotée.

qu'une telle manœuvre ne serait pas employée. Y voyant une nouvelle manigance de la France, les Canadiens estiment toutefois le danger écarté à la suite de l'accord entre les gouvernements fédéral et provincial prévoyant la venue d'une délégation canadienne unique à la conférence. L'ambassadeur américain y va toutefois de son commentaire :

“Notre spéculation commune avec l'ambassade canadienne est que les Français ont promis d'encourager les chefs d'état de l'OCAM à assister à la réunion du sommet dont le début est prévu à Kinshasa le 21 janvier, en échange de l'invitation du Québec. Si le Québec finit par envoyer une délégation séparée comme résultat de la réception d'une invitation séparée du GRDC, le programme d'aide canadien ici pourrait être en péril.”⁵⁸⁷

Si on connaît le fond de l'affaire avec l'intervention de dernière minute de la France⁵⁸⁸, il n'en reste pas moins que le Canada ne propose qu'une seule représentation à Kinshasa, ce qu'il recherchait à tout prix. Cette réunion est donc une première victoire pour le Canada sur le front de sa participation à l'émergence de la Francophonie. Revenons toutefois sur les tractations qui permettent à Ottawa d'être présent au Congo.

Aussitôt après Libreville et Paris, les Canadiens s'engagent, comme nous l'avons vu précédemment, dans une grande quête à l'invitation afin de s'assurer de participer à la prochaine Conférence des ministres de l'Éducation qui doit donc se dérouler au Congo. Si nous avons largement abordé la campagne de séduction canadienne à l'égard de Kinshasa, basée sur le déploiement d'un ambitieux programme d'aide, un autre aspect, tout à fait intéressant dans le cadre qui nous préoccupe, est à mettre également en exergue. En effet, en septembre 1968, alors que tous les services administratifs

⁵⁸⁷ “Our joint speculation with Canadian embassy is that French promised to encourage OCAM heads of state to attend summit meeting scheduled begin in Kinshasa January 21, in exchange for invitation to Quebec. If Quebec does end up by sending a separate delegation as result of receiving separate invitation from GRDC, Canadian aid program here could be in jeopardy”. NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 Francophone, télégramme de M. McBride, no 136, Libreville, 8 janvier 1969, non foliotée, p. 2.

⁵⁸⁸ Cf partie III, chapitre VII, D, 2, p. 251 et sq.

canadiens sont à la recherche des recours et autres moyens de pressions leur permettant d'obtenir du Congo une invitation, l'ambassadeur résidant à Kinshasa, M. Brown, envisage la possibilité de faire appel aux autres pays francophones susceptibles de participer à la Conférence, en particulier la Belgique et la Suisse, pour appuyer auprès de Mobutu leur demande. Or, l'ambassadeur propose également d'approcher dans ce sens les représentants américains sur place : "L'ambassade américaine serait un vecteur utile par lequel faire bien comprendre aux Congolais qu'il serait souhaitable de tenir compte des désirs canadiens concernant la rencontre de janvier".⁵⁸⁹

En fait, pour lui, l'ambassade américaine est la première délégation qui souhaiterait et pourrait aider le Canada dans sa quête, en raison non seulement des liens privilégiés que les États-Unis entretiennent avec Mobutu mais également de l'intérêt de ces derniers de voir le Canada s'investir dans les programmes d'aide au Congo. Il s'explique sur ce dernier point dans un autre document. À l'instar des États-Unis, le Canada finance un fonds de l'ONU, dit de "*funds-in-trust*"⁵⁹⁰, en direction du Congo. Or, selon la loi américaine, pour que Washington puisse participer à ce type de programme de financement international, ce dernier doit rester avant tout multilatéral. À ce niveau, la participation canadienne semble se poser comme seule garantie de son maintien ; c'est en tout cas sur ce levier qu'envisage de peser l'ambassadeur canadien. Tout à fait conscient de la volonté américaine de poursuivre son action de soutien

⁵⁸⁹ "USA Embassy would be a useful vehicle by which to impress on Congolese desirability of heeding Canadian wishes on January meeting". ANC, RG25, vol. 10690, dossier 26-4-CME 1969, pt 1, télégramme de M. Brown no 731, Kinshasa, 13 septembre 1968, p. 2.

⁵⁹⁰ On parle de "*funds-in-trust*" lorsqu'un gouvernement ou une fondation fournit des fonds à une agence internationale dans un objectif précis. En l'occurrence, il s'agit d'un programme géré par l'ONU mais subventionné par les États-Unis et le Canada pour le soutien économique du Congo.

financier au Congo, Brown entend effectivement soumettre la collaboration canadienne à ce fonds pour l'année suivante à la condition que les États-Unis s'investissent, pour leur part, dans une campagne de pression active auprès des autorités congolaises en faveur du Canada.⁵⁹¹ Une dépêche de l'ambassadeur McBride d'octobre 1968 révèle d'ailleurs que l'ambassadeur canadien à Kinshasa a été autorisé par Ottawa à engager des pourparlers avec les autorités congolaises pour la mise en place d'un programme d'assistance technique de près de 1 millions de dollars qui inclurait un soutien continu au fonds des Nations-Unies, le fameux "*funds-in-trust*" !⁵⁹²

Il est difficile de savoir si une quelconque conversation a eu lieu entre les autorités américaines et Mobutu sur le sujet, aucune trace n'ayant pu être relevée dans les archives -il est d'ailleurs probable que si un tel échange a eu lieu, il est demeuré informel. Seule une référence est faite dans un télégramme de l'ambassadeur McBride qui, suite à la visite de Paul Martin en décembre 1968, souligne que le sénateur canadien a conclu leur échange "en remerciant chaleureusement et généreusement [l']ambassade pour l'assistance qu'[elle] avait pu offrir pour régler la question du Québec" !⁵⁹³ Fait-il allusion à des conseils prodigués par leurs soins pour approcher Mobutu ? Parle-t-il de mesures plus draconiennes adoptées dès les premières demandes canadiennes en septembre, chose certaine, le Canada est invité à participer à la conférence dès le mois d'octobre 1968 et si la France n'était pas intervenue à la dernière

⁵⁹¹ ANC, RG25, vol. 10690, dossier 26-4-CME 1969, pt 1, télégramme de M. Brown no 750 : *Francophone Education Ministers Meeting, Kinshasa, January 1969*, Kinshasa, 18 septembre 1968, non folioté, p. 2.

⁵⁹² NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, vol. 435, dossier AID (CAN) THE CONGO, télégramme de M. Mc Bride no A-504 : *Possible Canadian Aid Program to Congo/Kinshasa*, Kinshasa, 10 octobre 1968, non folioté, p. 1. Voir annexe no 3, p. 366.

⁵⁹³ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, vol. 1938, dossier POL 7 CAN, télégramme de M. McBride no 13224: *Canadian Senator Martin's Visit*, Kinshasa, décembre 1968, non folioté, p. 2.

minute, il n'y aurait plus eu de problème québécois à cette réunion.⁵⁹⁴ Si toutefois une quelconque action américaine a eu lieu, cela reviendrait à dire que c'est grâce à Washington que le Canada accède aux premiers sommets de la Francophonie ! Or, cette intervention américaine prend également tout son sens et toute sa réalité si on la replace dans le contexte difficile de la rivalité franco-américaine en Afrique à l'époque.

En effet, rappelons qu'à ce moment, les relations franco-américaines ne sont pas au beau fixe. Or, si dans le cadre africain, les Américains prônent une certaine continuité de la présence française, ils ne manquent toutefois pas une occasion de montrer à leurs homologues leur ascendant sur certains de leurs alliés en Afrique. Le cas du Congo est à ce sujet tout à fait révélateur ainsi que nous l'avons vu dans les chapitres précédents.⁵⁹⁵ À ce moment précis, la Conférence de Kinshasa est donc une excellente occasion pour les Américains de marquer un point dans la lutte qui les oppose à la France en Afrique, d'autant plus que depuis plusieurs mois les États-Unis sont eux-même victimes de l'influence française sur ces anciennes colonies d'Afrique, tout particulièrement au Gabon.

Relatant cet épisode difficile des relations franco-américaines en Afrique dans les années 60, Pierre-Michel Durand parle alors de "petite guerre froide".⁵⁹⁶ Si nous ne

⁵⁹⁴ Il est difficile de savoir si les Français ont une quelconque idée de ce qui se trame entre les diplomates canadiens et américains, toutefois on peut noter au détour de quelques phrases dans plusieurs documents français, certains commentaires dans ce sens. Ainsi, une note de renseignement du directeur du service de la Coopération technique internationale de Police, à Jacques Foccart, indique "que trois contacts au moins ont été décélés entre M. de Goumois, diplomate à Ottawa, membre de la Délégation fédérale du Canada, et Erdos Alfred, conseiller à l'Ambassade des États-Unis à Niamey. Les rencontres se sont déroulées au domicile du second nommé et ont toujours eu lieu à sa demande", ANF, FSAAM, vol. 2817 (sous dérogation), note no 209 SCTIP/DOC, 29 février 1969, non foliotée.

⁵⁹⁵ Revoir partie II, chapitre V, A, p. 82-95 et partie II, chapitre VI, p. 147 et sq.

⁵⁹⁶ Pierre-Michel Durand, "Les relations franco-américaines au Gabon", dans Pierre Mélandri et Serge Ricard, *Les relations franco-américaines au XXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 117-138.

reviendrons pas ici sur tous les détails de l'affaire, il reste toutefois nécessaire d'en expliquer les origines. Sur fond d'exploitation pétrolière, la lutte entre les États-Unis et la France se joue en fait en plusieurs actes. La première se déroule à partir de février 1964, lorsque le président Mba, soutenu par la France, est renversé par un coup d'État militaire. Paris accuse immédiatement Washington d'être derrière ce renversement, et envoie près de 600 hommes de troupe à Libreville afin de remettre au pouvoir Léon Mba.⁵⁹⁷

Pour Durand, ce n'est toutefois pas le coup d'État en tant que tel qui dévoile l'ampleur de l'opposition franco-américaine, mais surtout la gestion des tensions qui s'ensuivent. En fait, plutôt que d'améliorer la situation, l'intervention française aggrave l'état de crise dans lequel le Gabon est plongé. La préoccupation américaine va être alors de se dissocier des agissements français et de se positionner pour prendre, en cas de nécessité, le "relais" de Paris, et ce afin de ne pas voir ce pays si important se perdre au profit du communisme.⁵⁹⁸ Cette attitude a un certain effet sur l'opinion publique gabonaise qui se montre de plus en plus favorable aux Américains, et à leur ambassadeur, Charles Darlington.

Les Français voient évidemment d'un mauvais œil cette popularité, qui avec elle traîne la crainte de voir les Américains les remplacer, comme en Indochine. Il faut dire que la France s'est alors mise dans une situation des plus difficiles en remettant au pouvoir le président contesté. Elle s'est liée à lui et à son destin. Or, les Gabonais se montrent de plus en plus hostiles à cette alliance, le couple franco-américain en

⁵⁹⁷ Il semble en fait que rien ne prouve une quelconque participation américaine à ce putsch, qui est dirigé par une centaine de soldats et trois lieutenants. Ceux-ci, peu certains de leur capacité à gouverner, remettent d'ailleurs aussitôt le pouvoir à des civils, membres de l'opposition. D'après, *ibid.*, p. 123.

⁵⁹⁸ *Ibid.*, p. 124-125.

pâtissant chaque jour un peu plus. Atteignant un paroxysme en juin 1964, la crise gabonaise et la crainte de perdre le pays poussent alors les Français à envisager de se débarrasser des Américains et font pression sur Libreville dans ce sens. Le président Mba adresse ainsi un message au président Johnson, le priant de rappeler son ambassadeur le 18 juin 1964. Ce dernier quitte le Gabon le 24 juillet 1964. Les Français ont alors gagné une première manche en écartant le problème américain pour un temps, puisque Washington mettra plus d'un an à nommer un nouvel ambassadeur.⁵⁹⁹

Toutefois, cette expulsion ne résout en rien les problèmes internes, d'autant qu'en janvier 1965 les autorités françaises apprennent que le président gabonais est atteint d'un cancer au poumon et qu'une succession doit être préparée au plus vite. L'arrivée à l'été 1965 d'un nouvel ambassadeur américain, David Bane, stimule une fois encore les suspicions françaises malgré la volonté de celui-ci d'encourager une réelle coopération franco-américaine.⁶⁰⁰ L'Élysée préconise alors une politique ferme vis-à-vis des Américains qui, semble-t-il, "cherchent à couper [la France] de ces éventuelles sources d'approvisionnement".⁶⁰¹

De là, Français et Américains connaissent une confrontation constante par le biais des Gabonais. En fait, à aucun moment Paris ne semble agir, les Gabonais apparaissant comme les seuls interlocuteurs des Américains. Une série de plusieurs affronts est alors infligée aux Américains. Ainsi, par exemple, ces derniers se voient soumis à un régime extrêmement strict de la part des autorités de Libreville quant à l'obtention de visas, alors que les ambassades et consulats français, autorisés à dispenser ces mêmes visas dans les pays où le Gabon ne dispose pas de représentation, les distribuent le plus

⁵⁹⁹ *Ibid.*, p. 126-129.

⁶⁰⁰ *Ibid.*, p. 131.

⁶⁰¹ Foccart, *Tous les soirs avec de Gaulle...*, p. 425, cité par *ibid.*, p. 132.

facilement du monde, donnant l'impression que ce sont les Gabonais qui résistent aux Américains et mettant ainsi les Français au-dessus de tout soupçon.⁶⁰² De même, à la mort de Léon Mba en novembre 1967, Washington se trouve dans une des situations diplomatiques des plus embarrassantes. L'ambassadeur en poste à Libreville étant en déplacement, c'est le représentant américain à Kinshasa qui fait le voyage. Or celui-ci se voit empêché de descendre de son avion et d'assister aux obsèques du président gabonais. Bien que les Gabonais aient a posteriori prétexté l'affront de ne pas voir l'ambassadeur en poste se déplacer, il est certain que les Français ne sont pas étrangers à cette mésaventure, qui d'ailleurs n'est pas pour leur déplaire.⁶⁰³

La tension issue de la difficile cohabitation franco-américaine atteint finalement son comble en janvier 1968, lorsque le nouveau président du Gabon, Omar Bongo, ordonne purement et simplement d'expulser le *Peace Corps*, pour raisons budgétaires. Si par cette décision le leader gabonais n'a pas nécessairement répondu à une demande française, il est certain que c'est dans l'idée de "gagner des points auprès du général de Gaulle" que Bongo s'engage dans une telle initiative.⁶⁰⁴ Il regrettera assez rapidement celle-ci puisque dès mars 1968, conscient des besoins en investissements de son pays, il lance en direction de Washington une véritable offensive diplomatique dans laquelle il se montre prêt à reprendre des relations normales avec Washington et à accepter le retour du *Peace Corps*.⁶⁰⁵ Sur le plan des relations franco-américaines, si cette "petite guerre froide" au Gabon ne dépasse jamais les pics répétés que nous venons de voir, elle demeure, tout en étant unique en Afrique, révélatrice d'un climat plus généralement

⁶⁰² *Ibid.*, p. 134-135.

⁶⁰³ Foccart, *op. cit.*, p. 784-785, cité par *ibid.*, p. 136.

⁶⁰⁴ *Ibid.*, p. 136.

⁶⁰⁵ *Ibid.*, p. 136-137.

tendu entre Paris et Washington sur le continent, climat qui dans le cadre de la Francophonie, va s'avérer, ainsi que nous le verrons plus loin, plus un atout pour le soutien américain à son institutionnalisation qu'un handicap.

Si cette longue digression nous permet de replacer la rivalité franco-américaine dans le contexte gabonais, elle met également en évidence les raisons pouvant justifier une intervention américaine en faveur des Canadiens auprès de son allié Mobutu. En effet, victimes eux aussi de l'ascendant français au Gabon qui avait entraîné l'invitation du Québec à Libreville, les Canadiens et leur revendication apparaissent une occasion rêvée pour Washington de prendre une sorte de revanche sur Paris. Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les Américains bénéficient à Kinshasa d'une aura des plus favorables et surtout des plus enviées des Français. Il leur était donc facile de satisfaire à une demande qui leur était par ailleurs profitable.

Sur le plan de la Francophonie, cette intervention présente en effet tous les avantages. En effet, ainsi que nous l'évoquions dans le chapitre VII (section D), suite à Kinshasa les négociations pour créer le premier organisme intergouvernemental de la Francophonie prennent une tout autre tournure. En effet, l'arrivée du Canada contribue à transformer l'ambiance de ces conférences essentiellement franco-africaines. Dans ce sens, Michel de Gourmois, délégué fédéral dans ces premières instances francophones, rappelle que les Africains accueillent avec enthousiasme cette entrée canadienne sur la scène africaine. Ainsi écrit-il :

“S'ils sont très conscients que la France joue pour eux un rôle irremplaçable et qu'aucune autre puissance n'aurait la volonté et la possibilité de leur apporter autant, il

leur arrive de trouver cette présence un peu trop envahissante et étouffante. C'est ce qui explique en partie l'accueil qui a été réservé aux avances faites par le Canada. La plupart des pays ont manifestement été très heureux de nous voir entrer aux conférences francophones."⁶⁰⁶

Se libérant ainsi quelque peu de l'ascendant français, tout au moins du dialogue exclusif et limité qu'ils entretenaient avec elle, les Africains envisagent alors la création de la Francophonie dans une perspective plus sereine, preuve étant la présence de nations comme le Maroc ou le Cameroun à la table des discussions lors des deux Conférences de Niamey, pays récalcitrant à l'idée d'une ascendance française trop présente et qui sans le Canada auraient été peu enclins à participer à la construction de l'ACCT. Légitimant d'une certaine façon l'existence mondiale de cette Francophonie, la participation du Canada contribue donc à faire de celle-ci plus qu'une simple organisation régionale pour devenir un véritable ensemble inter-continental à vocation internationale.

S'il n'est pas évident que les États-Unis aient alors perçu cette dimension, il est par contre clair qu'elle n'est pas pour leur déplaire. Si nous reprenons ici l'hypothèse que nous posions précédemment, à savoir qu'à l'instar du Commonwealth dans les années 50 la Francophonie apparaît aux yeux des Américains comme un moyen de maintenir une influence occidentale en Afrique francophone à partir de la fin des années 60, les différents éléments que nous venons de présenter sont autant d'arguments qui contribuent à la soutenir. Il est toutefois évident que la Francophonie n'est alors pas le

⁶⁰⁶ ANC, RG 25, vol. 8823, dossier 20-1-2-1 Maghreb et Afrique noire francophone, projet de Michel de Gourmois : *Le Canada et l'Afrique francophone*, Dakar, 17 août 1971, non folioté, p. 18.

Commonwealth et que la France et le Canada ne sont pas la Grande-Bretagne.⁶⁰⁷ Il n'en demeure pas moins que les Américains encouragent, voire concourent, à la création et à la légitimation de cette institution. Par ailleurs, si au départ l'intervention américaine en faveur du Canada relève peut-être plus d'une volonté amicale vis-à-vis de leur allié nord-américain ainsi que d'une douce revanche dans leur rivalité avec la France, ce geste prend une ampleur tout à fait particulière si on le place dans une perspective plus large, celle de la politique africaine des États-Unis et du contexte mondial de la Guerre froide.

En effet, par son attitude, Washington montre non seulement son intérêt mais aussi son soutien à la Francophonie. Si on ne peut affirmer que les États-Unis voient dans celle-ci une sorte de Commonwealth, il n'en reste pas moins que cette conduite correspond par ailleurs tout à fait à leur volonté de voir la France garder ses responsabilités en Afrique francophone. Une France que les États-Unis mettent sous surveillance en lui assignant une sorte de chien de garde, voire d'espion, par l'entremise du Canada, qui en partenaire fidèle garantit une certaine protection de leurs intérêts. Les Américains agissent donc ici en conformité avec leur politique en Afrique francophone. S'ils considèrent toujours la France plus apte à répondre aux besoins africains, ils n'en gardent pas moins un œil ouvert sur la région. Soucieux de ne pas voir celle-ci tomber aux mains des communistes, tout semble indiquer que leur appui à la Francophonie doit s'inscrire également dans le prolongement de leur politique africaine. En permettant aux Canadiens de participer aux Conférences de la Francophonie et de s'allier plusieurs

⁶⁰⁷ Il faut tout de même noter que le Canada apparaît en Afrique francophone comme un partenaire particulier pour les États-Unis. Partageant certains intérêts économiques en matière de ressources naturelles comme en Guinée, les deux alliés nord-américains ont également en commun de s'offrir aux Africains comme de véritable alternative à l'ancienne puissance coloniale en terme d'aide et d'assistance au développement.

pays africains, les États-Unis se sont assurés de l'existence d'un contre-poids –qui leur est par ailleurs très souvent favorable et bienveillant- dans une organisation qui reste néanmoins dirigée de Paris. En encourageant la constitution de la Francophonie, les Américains ont donc répondu à un intérêt général, celui d'arrimer définitivement les pays francophones au camp occidental, tout en sauvegardant des intérêts commerciaux et économiques qui leur sont plus particulièrement propres et en se réservant un certain droit de regard sur l'évolution de la région.

De plus en plus impliqués au Vietnam au tournant des années 70, les Américains ont besoin d'avoir les mains plus libres et ne peuvent plus s'occuper des maux d'une Afrique dans laquelle ils ont par ailleurs des intérêts économiques et commerciaux considérables. À cet égard, la Francophonie ne présente aucun danger, si ce n'est celui de voir la France confirmer une influence déjà acquise. Le risque est donc limité et il vaut sans doute la peine de s'assurer de l'ancrage des pays francophones d'Afrique du bon côté du rideau de fer par le biais d'une organisation largement dominée et influencée par des puissances du monde occidental, notamment la France et le Canada. Se situant à la croisée de leurs intérêts particuliers et de l'intérêt général, l'émergence de cette structure sur la scène internationale pousse donc les Américains à dépasser leur rivalité avec la France et à inscrire la Francophonie dans leurs projets en Afrique francophone.

CONCLUSION

Les années 60 ouvrent aux États-Unis une période faste pour l'Afrique. En effet, dans tous les champs de la vie politique, culturelle et intellectuelle, l'émergence sur la scène internationale de nouveaux États africains et l'affirmation sur le plan national de la communauté afro-américaine engagent l'Amérique à la rencontre du continent noir. C'est surtout avec l'arrivée de John F. Kennedy à la présidence en 1960-1961, alors que celui-ci n'avait fait pas moins de cinq cents références à l'Afrique au cours de sa campagne, que cette nouvelle ère est inaugurée. Toutefois, l'intérêt de Washington pour cette région du monde n'est alors pas totalement nouveau. C'est en fait la Seconde Guerre mondiale qui révèle l'importance stratégique de l'Afrique aux Américains, tandis que le développement de la Guerre froide l'impose comme un point stratégique vital pour la sécurité occidentale et l'intègre totalement à la politique d'endiguement des premières présidences américaines de l'après-guerre.

La montée en puissance des mouvements d'émancipation nationale pousse les Américains à revoir leurs stratégies en Afrique, surtout à compter de 1960. Si l'allié européen apparaît jusqu'alors aux yeux de Washington comme un meilleur rempart dans la lutte anti-communiste, les Américains caressent la possibilité de se fier à la génération montante de leaders africains nationalistes, dont le neutralisme n'apparaît plus comme une menace aux velléités occidentales, pour sauvegarder leurs intérêts dans la région. Les hésitations américaines des premières années Kennedy ne font toutefois pas long feu, puisque très rapidement cette nouvelle équipe, tout comme l'administration suivante de Johnson, consciente des limites d'une telle politique,

réaffirme l'autorité des Européens sur le continent. Ainsi, considérant leurs alliés comme plus aptes à répondre aux besoins africains et à garantir la pérennité de l'influence occidentale, les Américains vont-ils progressivement se faire plus discrets sur la scène africaine, sans toutefois abandonner tout l'espace. En fait, si l'intérêt stratégique de l'Afrique cesse de revêtir son attrait initial à la fin des années 60, en raison non seulement de leur engagement au Vietnam mais aussi de l'allègement de la pression communiste en Afrique, c'est surtout d'un point de vue économique et commercial que le continent noir attire alors de plus en plus l'attention des États-Unis. Grands consommateurs de matières premières stratégiques –comme le pétrole, l'aluminium ou l'or- mais aussi plus secondaires –comme le café ou le cacao-, les Américains perçoivent les ressources africaines comme indispensables. Aussi, leur préoccupation va-t-elle être de s'assurer une accessibilité illimitée à celles-ci. Si donc les Européens et en particulier les Français voient leur leadership en Afrique confirmé, comme caution, entre autres, de la stabilité économique et politique du continent africain, les Américains vont néanmoins élaborer dans cette zone géographique de nouvelles stratégies qui se veulent avant tout attentives et soucieuses de garantir non seulement leur approvisionnement mais aussi leur accès.

Or le renouveau de la politique américaine insuffle à l'époque un nouvel élan en Afrique, où de grands espoirs semblent naître chez les leaders des États nouvellement indépendants. L'Afrique francophone n'échappe d'ailleurs pas à cette percée américaine. Si, pour certains pays, les relations avec la métropole restent le souci principal, il n'en demeure pas moins que l'ouverture sur les États-Unis représente une alternative attrayante. Ainsi, même des pays comme la Côte d'Ivoire de Félix

Houphouët-Boigny ou le Sénégal de Léopold Senghor, ô combien proches de la France, se montrent-ils très intéressés par les multiples manifestations américaines à leur égard. Cet enthousiasme n'est d'ailleurs pas fait pour ravir l'ancienne métropole qui craint de se voir évincée de son pré-carré. De là, assiste-t-on au développement de relations franco-américaines en Afrique largement empreintes de méfiance mutuelle, où les Français s'ingénient à constamment trouver des façons de contrôler leurs amis américains et où Washington s'emploie surtout à confirmer Paris dans ses responsabilités en Afrique, tout en s'assurant d'une évolution à son avantage de ces pays d'Afrique francophone. Preuve de cette "bonne foi" américaine, son appui à la création de la Francophonie. Aussi, malgré des relations tendues avec la France, les États-Unis vont se montrer favorables à l'organisation francophone. Attitude non seulement inattendue mais presque novatrice dans la mesure où, alors que les acteurs directs ne semblent y voir alors qu'une structure à caractère culturel et technique, Washington projette sur l'institution francophone naissante un regard de nature plus géopolitique.

Au terme de la présente recherche, nous observons donc que, contre toute attente, les États-Unis se sont révélés favorables à cette organisation, parvenant à dépasser leur rivalité avec la France et à inclure la Francophonie dans leurs stratégies en Afrique francophone. Autre constat, étroitement lié au précédent : pour les États-Unis, la Francophonie est prioritairement un sujet à caractère géopolitique plutôt que culturel. Cette attitude dénote une appréciation peu banale compte tenu que la Francophonie avait à cette époque une vocation essentiellement culturelle et technique. Enfin,

troisième axe sur lequel cette étude apporte un éclairage neuf, celui de la relation États-Unis/Canada. En effet, dans le contexte de la Francophonie, les États-Unis apparaissent occuper une place tout à fait singulière d'intermédiaire entre la France et le Canada, ce dernier faisant office pour Washington tant d'interlocuteur que de partenaire (économique et politique) privilégié en Afrique. Partenaire, c'est effectivement bien le mot dans la mesure où Ottawa, devenant progressivement un acteur incontournable non seulement de la scène francophone mais également de la scène africaine, contribue également à la sauvegarde des intérêts américains dans cette partie du monde (comme en Guinée et au Congo).

D'ailleurs, ainsi que le démontre un rapport émanant de l'ambassade américaine en France et faisant état des quatre premières années de vie de l'ACCT, la présence canadienne au sein de la Francophonie est jugée cruciale par les Américains puisqu'elle permet d'équilibrer une organisation qui aurait autrement tous les atouts d'un club d'anciennes puissances coloniales (France, Belgique) et d'ouvrir la porte à une coopération dénuée de toute ambition "impérialiste". De même, les Américains insistent sur l'idée que si l'intérêt du gouvernement fédéral canadien pour la Francophonie est à l'origine un moyen pour canaliser de manière constructive les velléités internationales du Québec, l'institution francophone est devenue avec le temps un véritable forum où s'exerce l'influence du Canada -du Canada anglais surtout- sur le monde francophone.⁶⁰⁸ La création en 1975 dans le cadre de l'ACCT d'un fonds spécial d'aide au développement uniquement financé par le Canada, et donc largement empreint de ses méthodes, vient d'autre part confirmer l'importance que va prendre le gouvernement

⁶⁰⁸ NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 1949, dossier POL 3 FRANCOPHONIE, dépêche de M. Irwin, no A-340 : *La Francophonie Four Years On*, Paris, 14 mai 1974, non foliotée, p.4.

fédéral dans l'organisation de la Francophonie, importance qui n'est pas pour déplaire aux États-Unis. Chacun trouvant son compte dans une collaboration fructueuse, le couple Ottawa-Washington n'a jamais semblé aussi harmonieux et équilibré que dans ce contexte de l'émergence de la Francophonie en cette fin des années 60.

Offrant ainsi un regard nouveau sur la naissance de la Francophonie en la sortant en particulier du seul cadre France-Afrique-Canada, le présent travail ouvre sur ce champ d'investigation une toute autre perspective. En effet, en mettant non seulement en évidence l'intérêt plus que marqué et jusqu'à présent insoupçonné des États-Unis pour cette organisation, mais en insistant également sur la dimension proprement géostratégique conférée par Washington, il donne à la naissance de la Francophonie une portée autrement plus large. Dès lors, il ne s'agit plus des débuts d'une simple organisation régionale -une de plus- mais d'une création à vocation internationale ayant une place, toujours relative mais réelle, dans une ère mondiale de détente à la fin des années 60 et au début des années 70.

Aux yeux des Américains, l'émergence d'une structure organique francophone constitue un moyen sûr d'ancrer définitivement les pays francophones d'Afrique au camp occidental. Leur attitude tout au long de ce processus témoigne également d'une politique d'équilibre entre le soutien indéfectible à l'ancienne métropole et la vigilance continue de la sauvegarde de leurs propres intérêts. Ainsi, au-delà de la lumière nouvelle que jette cette thèse sur l'émergence de la Francophonie à travers la mise en évidence d'une participation américaine "active" à son élaboration à des fins de Guerre froide, elle montre également que la Francophonie apparaît comme une sorte de

prolongement, d'application de la politique générale des États-Unis à l'égard de l'Afrique et plus spécifiquement de l'Afrique francophone. S'il est intéressant de noter ce phénomène dans les années 60, il est d'autant plus marquant de constater que cette attitude ou cette politique d'équilibre ou de "désengagement engagé" cadre parfaitement avec celle entreprise encore aujourd'hui par l'administration américaine en Afrique, alors que la lutte au terrorisme a remplacé la lutte anti-communiste et que le pétrole et les matières premières restent au centre des préoccupations de Washington.

Les nombreuses ouvertures américaines effectuées en direction de ce continent depuis quelques années, montrent bien le regain d'intérêt politique et militaire de Washington pour cette région du monde.⁶⁰⁹ Ainsi, les visites pour le moins exceptionnelles du Secrétaire d'État, Colin Powell, au Gabon et en Angola en septembre 2002, le voyage tout aussi peu banal du Président Georges W. Bush au Sénégal, au Nigeria, au Botswana, en Ouganda et en Afrique du Sud en juillet 2003, ainsi que la tournée du général Charles F. Wald, commandant adjoint de l'Eucom⁶¹⁰, dans dix pays (Ghana, Algérie, Nigeria, Angola, Afrique du Sud, Namibie, Gabon, Sao-Tomé-et-Principe, Niger et Tunisie), en mars 2004, sont autant de signes non trompeurs de cette attention soutenue de Washington pour l'Afrique.⁶¹¹ En fait, conscients de leur dépendance croissante vis-à-vis de nombreuses matières premières, les Américains

⁶⁰⁹ Dans cette dernière section, nous nous appuyons largement sur l'article de Pierre Abramovici, en particulier pour les exemples proposés, "Activisme militaire de Washington en Afrique", *Le Monde diplomatique*, (juillet 2004), p. 14-15, qui fait le point sur la situation actuelle de la politique africaine menée par les États-Unis en s'appuyant, entre autres, sur des documents officiels émanant du Département d'État et du Pentagone. Voir aussi sur le même thème et du même auteur, "Le cas du Mali", *Le Monde diplomatique*, (octobre 2004), p. 15, ainsi que Jean-Christophe Servant, "Offensive sur l'or noir africain", *Le Monde diplomatique*, (mars 2003), p. 19, Philippe Leymarie, "Djibouti entre superpuissance et super pauvreté", *Le Monde diplomatique*, (mars 2003), p. 21, Jean-Daniel Aba, "Washington face aux conflits africains", *Géopolitique africaine*, no 7-8, (2002), et Charles Zorgbibe, "Sur la politique africaine des États-Unis", *Géopolitique africaine*, no 1, (2001). On peut trouver les éditions électroniques de ces deux articles sur le site : www.african-geopolitics.org.

⁶¹⁰ Commandement européen de l'armée américaine.

⁶¹¹ D'après Abramovici, "Activisme...", p. 14.

semblent plus que désireux de renforcer leur présence sur ce continent si riche en manganèse (pour la production de l'acier), en cobalt et en chrome (pour certains alliages, particulièrement en aéronautique), en vanadium, en or, en germanium, en diamants industriels... et bien évidemment en pétrole, ce qui justifie en particulier leur intérêt croissant pour l'Angola, le Gabon et le Nigeria. Pour Pierre Abramovici, de ce constat découle une stratégie américaine en Afrique simple qui se résume en deux axes fondamentaux : "d'une part, l'accès illimité aux marchés clé, aux sources d'énergie et autres ressources stratégiques, et d'autre part, la sécurisation militaire des voies de communications, notamment pour permettre l'acheminement des matières premières vers les États-Unis".⁶¹² Dans ce contexte, la lutte contre le terrorisme apparaît donc à la fois comme objet et prétexte surtout protéger ces ressources et assurer leur accessibilité. En effet, si on assiste à de significatives participations américaines dans des opérations militaires menées un peu partout en Afrique contre des mouvements soupçonnés d'appartenir à des organisations terroristes depuis le 11 septembre 2001⁶¹³, l'activisme militaire de Washington en Afrique date en fait du milieu des années 90.

Après les difficultés éprouvées par les troupes américaines lors de l'intervention en Somalie entre décembre 1992 et mars 1994, l'administration Clinton s'est montrée soucieuse de renforcer le partenariat Afrique-États-Unis. Parallèlement à ce programme à caractère essentiellement humanitaire et économique, les Américains ont mis en place un large système d'assistance militaire dont le but premier est alors de répondre aux crises africaines. La mission de cette structure, tout d'abord appelée ACRF (*African Crisis Response Force*) puis ACRI (*African Crisis Response Initiative*), est avant tout

⁶¹² *Ibid.*

⁶¹³ En mars 2004, Washington soutient ainsi une opération menée par quatre pays du Sahel (Mali, Tchad, Niger et Algérie) contre le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). D'après *ibid.*

“l’entraînement au maintien de la paix et à l’aide humanitaire”. Autrement dit, il s’agit surtout de moderniser et d’adapter aux normes américaines les forces armées locales, entre autres, face à l’émergence du terrorisme en Afrique. Entre juillet 1997 et mai 2000, ce programme organise la formation de multiples bataillons au Sénégal, en Ouganda, au Malawi, au Mali, au Ghana, au Bénin et en Côte d’Ivoire. En outre, il a fourni à plusieurs milliers d’hommes des équipements légers du type générateurs électriques, véhicules, matériel de vision nocturne, etc..., et surtout des instruments de communication. Parallèlement à cet entraînement des soldats par le biais de l’ACRI, les autorités américaines ont également développé à l’*African Center for Strategic Studies* (ACSS) de l’Université nationale de défense du Pentagone à Washington, des programmes de formation destinée à des cadres militaires et civils africains sur les relations civilo-militaires, sur la sécurité nationale, ainsi que sur la lutte anti-communiste.⁶¹⁴

Suite au 11 septembre 2001, l’administration Bush a réorganisé l’ACRI et créé l’ACOTA (*African Contingency Operations Training Assistance*), programme qui s’adresse aujourd’hui à près de quarante-quatre pays africains et dont les fondements reprennent en grande partie ceux de l’ACRI auxquels s’ajoutent l’entraînement offensif et la formation en milieu hostile. À ce déploiement à caractère plus “pédagogique” et technique, les États-Unis se sont également engagés dans un vaste plan d’investissements où les compagnies pétrolières américaines se placent à l’avant-scène. Par exemple, la tentative de coup d’État dans l’archipel de Sao-Tomé-et-Principe, situé au large de la façade atlantique de l’Afrique de l’Ouest et très riche en réserves pétrolières, a été contrée par une intervention de Washington en juillet 2003 et en

⁶¹⁴ *Ibid.*

quelques mois les sociétés états-uniennes ont raflé l'ensemble du marché en proposant des offres mirobolantes pour explorer les eaux profondes du Golfe de Guinée que partage le Nigeria, la Guinée-Équatoriale et Sao-Tomé-et-Principe !⁶¹⁵

Il est bien évident que ces activités américaines viennent largement empiéter sur les zones d'influences traditionnelles des anciennes puissances coloniales comme la France. Si on a vu que dans les années 60 cette menace américaine est des plus mal perçues par Paris, elle ne semble plus aujourd'hui représenter le même danger. Ainsi, la situation de Djibouti symbolise bien de cette nouvelle donne africaine : zone déterminante de passage du pétrole, qui est depuis longtemps la principale base militaire française à l'étranger, elle est également devenue une base américaine permanente.⁶¹⁶ Or il semble que Washington ne souhaite toutefois pas réellement et totalement remplacer la France dans son pré-carré.⁶¹⁷ En effet, l'attitude américaine actuelle serait plutôt, à l'instar de celle des années 60, de cibler certains domaines et certaines zones d'intervention, et de laisser par ailleurs toute marge de manœuvre –dans la limite de leurs intérêts- aux autorités françaises, preuve étant la crise récente en Côte d'Ivoire. Alors en pleines “négociations” à l'ONU pour une intervention en Irak en janvier 2002, à laquelle les Français sont les principaux opposants, Washington n'a manifesté aucun agacement lors du déploiement des forces françaises pour s'interposer entre les autorités d'Abidjan et les rebelles du Nord ; au contraire, ils ont même encouragé l'opération et ce bien que celle-ci se soit engagée sans aucun mandat des Nations Unies. De même, en novembre 2004 après le pilonnage de l'aviation ivoirienne par les troupes françaises, les

⁶¹⁵ *Ibid.*

⁶¹⁶ D'après *ibid.* et Leymarie, *loc. cit.*, p. 21

⁶¹⁷ Sur la compétition franco-américaine en Afrique, voir Peter J. Schraeder, “Cold War to Cold Peace : Explaining U.S.-French Competition in Francophone Africa”, *Political Science Quarterly*, volume 115, (2000), p. 395-419.

Américains continuent de soutenir l'intervention de Paris dans ce pays, considérant comme nécessaire cette opération et la France comme seule capable d'assumer cette responsabilité.⁶¹⁸

Dans ce contexte, la Francophonie pourrait-elle encore aujourd'hui prendre place au sein des stratégies américaines en Afrique. On reproche souvent à l'organisation francophone d'être une version moderne de l'auberge espagnole où chacun trouve ce qu'il veut bien chercher.⁶¹⁹ Si cet aspect a été dans un premier temps une sorte de gage de réussite pour une structure réunissant tant de partenaires si différents, il semble également avoir souvent été synonyme d'inefficacité. Or, depuis 1997 et le Sommet de Hanoi, la Francophonie, en redéfinissant ses missions, s'est dotée des instruments pour devenir un véritable forum politique international. "Intervenir, parler aux parties en conflit, proposer notre médiation, participer aux négociations et à l'élaboration de solutions, offrir notre expertise aux comités de suivi des accords parfois directement, souvent en liaison avec d'autres organisations internationales et régionales", cette profession de foi en la solidarité politique des pays francophones du secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le sénégalais Abdou Diouf, résume parfaitement cette nouvelle voie qu'entend suivre aujourd'hui la communauté francophone.⁶²⁰ C'est d'ailleurs dans cette droite ligne que l'on peut situer les médiations récentes de l'OIF aux Comores en 2001, en République démocratique du Congo depuis 1999, en Haïti depuis 2000, en République centrafricaine en 2003 ou en

⁶¹⁸ Voir, entre autres, à ce sujet les différents articles publiés dans *Le Courrier international* du 18 novembre 2004, p. 40 et sq.

⁶¹⁹ D'après les termes de Jean-Marc Léger cités par Tétu, *la Francophonie...*, p. 30.

⁶²⁰ Abdou Diouf, "Impératif solidarité", *Le Devoir*, 24 novembre 2004.

Côte d'Ivoire depuis 2002, autant de tentatives aux résultats parfois mitigés qui témoignent cependant du nouveau souffle de cette Francophonie, dont les modes de fonctionnement et le caractère volontaire de ses adhésions limitent grandement ses ambitions politiques.

Toutefois, ces préoccupations politiques, en particulier sur la sécurité du continent africain, ont tout pour plaire aux autorités américaines. Le thème du X^{ème} Sommet de la Francophonie qui s'est tenu en novembre 2004 à Ouagadougou se place parfaitement dans le sens de leurs priorités : "Francophonie, espace de solidarité pour un développement durable". Comportant à la fois des objectifs politiques et économiques, il répond tout à fait aux exigences recherchées par Washington de la stabilité politique et économique, en partie base de la sécurisation de cet espace africain. Autre signal possiblement encourageant pour les Américains, la cristallisation des discours de cette conférence et de certaines résolutions autour de la question ivoirienne. Au-delà de sa dimension franco-ivoirienne, la question pose problème à l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest avec les risques de déstabilisation qu'elle comporte. La prise en main de cette affaire indique combien les partenaires francophones –en particulier les Africains- se sentent à la fois préoccupés par leur avenir et soucieux de trouver une solution durable en commun. De là à se demander si Washington pourrait envisager de s'appuyer sur ce forum pour réaliser certains de ses programmes en Afrique, et ce d'autant plus dans des situations, tels que la Côte d'Ivoire où ils n'estiment pas leur intervention requise, tel est l'enjeu. La Francophonie pourrait-elle alors devenir un interlocuteur, un partenaire privilégié de Washington en Afrique? Vœu pieux ou ambition réalisable à long terme, seul l'avenir pourra toutefois dire ce que deviendront

les beaux projets de la Francophonie et leurs impacts éventuels sur les stratégies américaines. Une chose reste certaine, les Africains ne se montrent pas indifférents aux discours et aux activités américains dans leur région. Celles-ci ont d'ailleurs largement monopolisé les nombreux débats du IX^{ème} Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Beyrouth en octobre 2002.⁶²¹ Enfin, il est fort à parier que dans un environnement africain qui s'anglicise, voire s'américanise, avec des élites plus tournées vers les États-Unis que vers la France, cette dernière souhaite pleinement jouer la carte de la Francophonie pour conserver encore longtemps une certaine hégémonie en terre africaine.⁶²²

⁶²¹ Charles Zorgbibe, "De Beyrouth à Washington : le défi de la Francophonie politique", *Géopolitique africaine*, no 9, (2003), édition électronique : www.african-geopolitics.org.

⁶²² Sur la nouvelle politique africaine de la France, lire Claude Wauthier, "Grandes manœuvres françafricaines", *Le Monde diplomatique*, (mai 2003), p. 12-13.

ANNEXES

Annexe 1 : Les États-Unis et le Gabon

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2106, dossier POL 1 GABON-US)

REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES

DECLASSIFIED
Authority: NND 969000
By: NND 969000
Date: 10/15/16

ORIGIN/ACTION

DEPARTMENT OF STATE

AIRGRAM

JAN 30 1967
POL 1 GABON-2LS
FOR RM USE ONLY

RM/R	REP	AF
1	1	
ARA	EUR	FE
	5	
NEA	CU	INR
		5
E	P	IO
4		5
L	FBO	AID
		20
C/R	S/S	S/P
1	15	1
AGR	COM	FRB
	10	3
INT	LAB	TAR
		2
TR	XMB	AIR
3	4	5
ARMY	CIA	NAVY
3	20	5
OSD	USIA	NSA
31	10	3
		NSC

A-78

CONFIDENTIAL

Ambassador - PRITY

HANDLING INDICATOR

TO : Department of State

PASS
24

FROM : AmEmbassy, LIBREVILLE

DATE: January 22, 1967

SUBJECT: U.S. Policy Assessment - GABON.

REF : Libreville's A-77, 2/14/66.

Pol 2 3 Gabon af

I. SUMMARY

The policies followed by the U.S. Government in its approach to Gabon this past year proved to be highly effective in accomplishing and furthering our purposes and objectives and particularly in establishing a relationship of confidence and cooperation between the United States and Gabonese Governments.

Continued adherence to these policies will be even more critical in the course of the current year since it is likely that the succession in Gabon's leadership will take place during this time. The political situation is expected, therefore, to become more rather than less sensitive thus underscoring the need to conduct our official relationships in such a way as to avoid giving rise to any impression that we are seeking to influence or intervene in Gabon's internal affairs.

It is to be feared, however, that the effectiveness of these policies may be reduced substantially by the application to Gabon of the new U.S. Economic AID policy for Africa, particularly at a time when President Mba is fading from the scene and youthful (31) Vice President Albert-Bernard Bongo is emerging as his successor (Libreville 632), and is seeking to demonstrate the success of his efforts to improve the lot of the Gabonese people.

DEPT. PASS:
All OCAM-13
States, PARIS-1
return (10)
to Libreville.

1967 JAN 23 PM 1 10

COPYFLO-PDR

FORM 4-62 DS-323

CONFIDENTIAL

FOR DEPT. USE ONLY

☒ In ☐ Out

Drafted by:

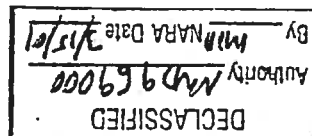
AMB:IMBane:DCM:FRB:Buchanan:mlb 1/18/67

Contents and Classification Approved by:

David M. Bane, Ambassador

Clearances:

REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES



Libreville A-78

-2-

CONFIDENTIALII. ANTICIPATED DEVELOPMENTS

It is anticipated that President Mba, seriously ill and under intensive medical care in France since August, 1966, will likely die or resign from office for reasons of health in the course of the current year; and that his designated heir, Vice President Bongo, will likely succeed him as President. No final decision has apparently been made on the modalities of succession: whether by elections to be held within the 90-day interval prescribed by the Constitution following the President's death or resignation, or whether by constitutional amendment which would make the Vice President automatically succeed the President for the balance of his term. Under this second procedure, the President might seek to renew his mandate for another seven years provided his health permitted him to return and undertake a token electoral campaign.

It is expected that the transition in Gabon's leadership will be effected without major difficulty or dislocation given Bongo's support by French official and private sources, the power derived from his position as effective head of the Government, the absence of an organized or effective opposition, as well as his own considerable abilities and political skills. The fact that Bongo represents a small minority tribal grouping (Bateke) is not expected to interpose a major impediment to his accession to power. On the contrary, Bongo currently occupies and is expected to continue to occupy a pivotal balancing role within a governmental combination reflecting the major tribal groupings of Gabon as well as elements heretofore in opposition to Mba.

It is to be anticipated that Gabonese opposition elements, particularly those located in Congo (B), will try to exploit the malaise caused by the President's illness and the unresolved questions of succession in the coming months, to generate opposition to Bongo and to call into question the whole internal and foreign policy orientation of Gabon. In this effort, they will be prepared to use whatever support they can obtain from the Chinese and Cuban experts in revolution. Trained to prepare for the worst, French and Gabonese security officials have already shown signs of heightened sensitivity to any suggestion of internal opposition activity, and this sensitivity is also likely to increase in the coming months.

While the political situation in Gabon is likely to remain highly sensitive throughout the transitional phase in Gabon's leadership, the relatively high degree of political stability that has characterized the Gabonese political scene in the recent past is expected to continue. It is expected that the continued expansion of the Gabonese economy at an impressive annual growth rate of approximately 7.5 percent and the prospects for further and substantial economic gains will continue to attract the foreign capital needed to undertake the development of Gabon's vast natural resources as well as to contribute to the maintenance of a relatively high degree of political stability.

CONFIDENTIAL

REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES

By	mm NARA Date
Authority	MM 9600
DECLASSIFIED	

CONFIDENTIAL

Libreville A-78

-3-

It is expected as well that the successor government will continue to follow the policies of the Mba Government and to maintain its close ties with France and its pro-Western anti-Communist orientation. It is expected, however, that Bongo, or any other successor to Mba, will likely be more responsive to the manifest desire of Gabon's youthful leadership and educated elite to reduce their dependence on France. I would expect Bongo to press France, on the one hand, for an ever larger voice for Gabon in the management of its own affairs, and to look to friendly powers and particularly the United States to expand their presence and increase their contribution to Gabon's development as a means of lessening Gabon's dependence on France. As a consequence, the GOG can be expected to continue to look to the United States to assist it in its socio-economic development in selected albeit modest areas.

It is anticipated, moreover, that the GOG will interpret the new U.S. Economic Policy for Africa and the termination of our bilateral AID assistance to Gabon by the end of FY-1968, as indicating that we are not prepared to assist Gabon in any appreciable way in its economic, social and political development, and as violating the spirit if not the intent of the President's OAU speech of May 26, 1966.

III. EFFECTIVENESS OF U.S. POLICIES

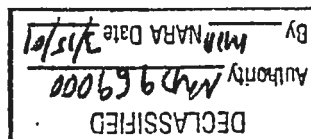
I have attempted below to weigh our accomplishments during the past year on the scale of the separate objectives which this Mission has set itself to achieve to further its over-all policy aims in Gabon.

(1) "To promote confidence and cooperation between Gabon and the U.S."

The Mission's principal task over the past one and one-half years has been to reestablish the U.S.-Gabonese relationship on a basis of confidence and cooperation, and to quiet Gabonese suspicions as regards U.S. intentions that gained currency in the aftermath of the coup of 1964. It is considered that substantial progress has been made in the accomplishment of this objective. To this end, every effort has been made and all available resources employed to convince the leadership of the Government of Gabon that the United States has no intention of interfering in Gabon's internal affairs or of supporting or sympathizing with elements in opposition to its Government; and that the United States does wish to have a close, correct and mutually satisfactory relationship with Gabon's Government. This has involved strict adherence to the policy of avoiding contacts with Gabonese dissidents in or outside of Gabon under circumstances which could give rise to the impression or be interpreted, deliberately, or otherwise, as suggesting U.S. official sympathy for elements in opposition to the GOG and who would seek to overthrow it. An important step in the implementation of this policy has been the development of a relationship with Vice President Bongo and one that has permitted frank and mutually beneficial exchanges of views. Our invitation to visit the United States/^{extended} to Bongo and his wife as well as to several key Cabinet Ministers in close relationship with him, has contributed to this end.

CONFIDENTIAL

REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES



Libreville A-78

-4-

CONFIDENTIAL

The development of a better and more satisfactory relationship with the GOG this past year was hampered, however, by reports reaching the GOG suggesting that the USG was in continuing contact with and providing support to certain Gabonese dissidents abroad. While we were able to discount these reports, nevertheless, they gained sufficient acceptability in Gabonese and French official circles to reduce the credibility of our assertion that we had no intention of intervening in Gabon's internal affairs. This is expected to be an even more sensitive issue in the months to come as the succession issue unfolds, particularly in view of the key role expected to be played by Bongo and his as yet unshaken belief that the United States did at one time at least manifest its sympathy if not its support for Aubame and those elements who once sought to overthrow the Mba Government.

Our ability to respond to GOG requests for socio-economic developmental assistance in selected areas and to the evident desire of Gabon's youthful leadership and educated elite to dilute the all pervasive French presence and to reduce Gabon's dependence on France have also played an important part in the reestablishment of a relationship of confidence and cooperation with the Gabonese Government during the past year.

The American presence in Gabon largely depends on and our influence stems principally from our modest bilateral AID assistance which in turn has made possible our outstandingly successful Peace Corps program in Gabon. Bongo has stressed the point to me that it is through our tangible responses to Gabon's requests and desires that we give credibility to our expressed desire to have good relations with Gabon and to help it in its development.

The effectiveness of this principal tool at our disposal, however, will likely be substantially reduced by the application of the new U.S. Economic Aid Policy to Africa and the limitation of our bilateral assistance to our expanded Self-Help Fund. The disillusionment that is expected to follow the disclosure of our new policy, moreover, will likely have repercussions on our relations far transcending the actual dollar amount by which we reduce our annual material assistance to Gabon.

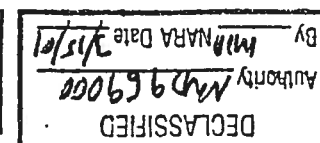
The most serious reaction might be a subjective tendency to regard the cutback in American aid as indicative of our coolness toward any regime which seeks to maintain close ties with the French, and as an indication of our corresponding sympathy for anti-French opposition elements. A less extreme reaction would simply be the petulant tendency to ignore American requests for support on international issues, particularly when U.S. positions differ from those of France, on the grounds that Gabon has nothing to gain from siding with the U.S. against France, particularly on issues regarded as of marginal interest to Gabon.

(2) "To calm French fears and neutralize French opposition to an expanding American presence in Gabon."

The Mission has also sought over the past one and one-half years to convince both the French and Gabonese that we do not wish to supplant French assistance to Gabon; that, on the contrary, we wish to see French assistance levels maintained; and that our only purpose is to supplement French assistance in selected areas and to the extent that our modest available resources permit us to do so.

CONFIDENTIAL

REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES



Libreville A-78

-5-

CONFIDENTIAL

it is considered that we have made substantial progress in achieving this objective.

We currently enjoy a close and cooperative relationship with the French official establishment and we believe that we have been able to neutralize in considerable measure those elements in both the French official and private communities who are suspicious of and wish to circumscribe and contain the American presence in Gabon. An important element in the accomplishment of this objective has been our strict adherence to a policy of avoiding situations which could be exploited to our disadvantage vis-a-vis an essentially unsophisticated African leadership. Of equal importance has been our ability to convince the French official presence, and particularly France's cooperative and friendly Ambassador, that we are not seeking to supplant or compete with them and that we do share many purposes in common in Gabon. The extensive pattern of Franco-American investment and cooperation in the private sector of Gabon's economy has given tangible expression and support to our desire to cooperate rather than to compete with France in Gabon's socio-economic development. The development of Gabon's vast resources involves investments of such size that French economic interests have been compelled to look to private foreign capital sources for assistance and it is believed that this pattern will prevail in the future.

(3) "To respond to the Gabonese desire for greater foreign participation as a means of reducing Gabon's dependence on France and quickening Gabonese development as well as of moderating and blunting French action to create an Eurafican preferential system."

To this end we have sought to encourage further U.S. private investment and to respond to reasonable GOG requests for assistance. Our modest bilateral AID assistance program has enabled us to respond in selected areas and within modest limits to these requests and sufficiently, we believe, to give substance to our expressed desire to have a close and cooperative relationship with the GOG and to assist it in its socio-economic development. A responsive attitude toward the GOG provides, we believe, the best means of overcoming lingering suspicions regarding U.S. intentions. It also contributes to a receptivity on the part of Gabon's leadership to our overtures looking toward the modification of the U.D.E.A.C. preferential tariff system as well as to a favorable climate for American private investment in Gabon.

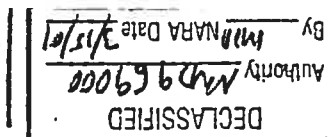
Our AID bilateral assistance program has been without question our principal tool in the accomplishment of our purposes and objectives in Gabon, particularly since it has made possible the highly effective Peace Corps Rural School Construction Program.

The presence of an AID Operations Officer and of a small AID program have a psychological value of holding out to the Gabonese Government the possibility of increased American assistance in the future, provided only that AID is able to respond to a few selected viable projects among the many which it continues to be asked to undertake. In short, our bilateral AID program ensures us of continued leverage at relatively very small cost.

(4) "To maintain and strengthen the present moderate pro-Western orientation of the GOG."

CONFIDENTIAL

REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES



Libreville A-78

-6-

CONFIDENTIAL

To this end, we have sought to avoid any step or action that would suggest to Gabon's leaders that the U.S. would prefer to see a change in Gabon's Government including its policy orientation. We cannot allow the U.S. presence in Gabon to be exploited by elements who would seek to suggest that we favor a different kind of government. On the contrary, we have sought to make clear to Gabon's leaders that we favor the continuation of Gabon's moderate pro-Western policies and orientation. We have also sought to encourage the GOG to maintain its pro-Western orientation by responding to its requests for assistance in its socio-economic development. To the extent that we are able to assist the GOG to reduce its excessive dependence on France, we are also reducing its vulnerability to criticism from opposition sources for being a tool of France, and thereby in fact facilitating the continued maintenance of a strong French presence in Gabon as a source of assistance and stability.

(5) "To promote understanding and support for U.S. positions being careful not to urge Gabon to adopt positions on controversial issues which strain its relations with France and with other African States."

We have considered that this could best be accomplished by the development of a close and cooperative relationship with the GOG and one that would permit us to seek its support on issues of importance to us but of marginal importance to them. To this end our ability to respond to reasonable GOG requests for assistance has been determining. If we find ourselves in the future increasingly taking a negative position in response to GOG requests, it is likely that we will obtain much less support for U.S. positions than in the past.

(6) "To encourage Gabon to become more active and articulate in foreign affairs, in support of the policies of political moderation, economic liberalism, and regional economic cooperation, which Gabon currently espouses."

To this end, we have sought to encourage GOG's leaders to support moderate policies in the UN and other international and regional bodies. We have sought to encourage Gabon to pursue its policy of support for regional economic development within the U.D.E.A.C. framework and to explore ways in which U.S. assistance can be employed to help in such development. We have continued to urge Gabon's leaders to seek a modification in the discriminatory U.D.E.A.C. Common External Tariff. The U.D.E.A.C., and notably Gabon and the Cameroun, have linked any tariff concessions to an offer of American aid to U.D.E.A.C. and most recently to the proposed regional bank which is under discussion.

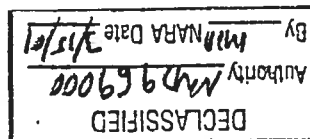
(7) "To encourage and assist Gabon in resisting Communist expansionism and subversion, being careful not to give the impression, however, that anti-Communism is the principal motivation of American policy and reason for American interest in Africa."

We have made clear to Gabon's leaders that we have an interest in the preservation of Gabon's independence and territorial integrity and that we appreciate their concern over the potential threat posed to Gabon's security by a Communist-oriented Congo (B).

At the same time we have taken the position that we assume that France, in accordance with its defense arrangements with Gabon, would provide military

CONFIDENTIAL

REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES



Libreville A-78

-7-

CONFIDENTIAL

assistance needed to meet such an external threat should it develop. On the other hand, we have undertaken to explore the possibility of public safety assistance designed to augment Gabon's police capability to counter subversive efforts along its expanded border with Congo (B).

IV. RECOMMENDATIONS

In order to continue to implement with maximum effectiveness the foregoing policy objectives in Gabon, it is recommended:

- (1) That the United States continue its efforts to develop a close and cooperative relationship with the Mba/Bongo Government as offering the best hope for orderly political and economic development in Gabon, as well as the advancement of U.S. policy objectives; and that it avoid all actions that might give rise to the impression that the United States is sympathetic to a change in Gabon's leadership and policies.
- (2) That the United States support an orderly succession to President Mba and the formation of a government committed to the continuation of the moderate pro-Western policies of the Mba Government.
- (3) That the United States continue to recognize France's paramount role in Gabon and the need for continued French economic, technical and military assistance.
- (4) That the United States continue to assist Gabon's social, economic and cultural development on a modest but expanding basis. That to this end, the United States continue its modest bilateral AID program for Gabon for important political considerations; that the Ambassador's Self-Help Fund be increased to the maximum level available and be governed by more flexible criteria; that additional Peace Corps programs and activities be undertaken in Gabon and provided with AID material support over and above that made available from the Ambassador's Fund; and that further private United States investment in Gabon be encouraged.
- (5) That the United States participate in the international consortium to be formed by the World Bank to finance Gabon's top priority Belinga Railroad project provided its feasibility is assured. This railroad is essential to the exploitation of one of the world's largest and richest known iron ore deposits and one in which a United States corporation, Bethlehem Steel, has a fifty percent interest. Such a rail line, moreover, is an essential first step in the development of an integrated economy and in tapping additional mineral and timber resources. The Belinga Railroad has, moreover, an important regional potential in that it can be extended to Bangui. The realization of the Belinga rail project will also set the stage for the development of financing from the international lending agencies for Gabon's second priority project, the Moanda-Booué rail link which will permit Gabon's manganese to move in greatly increased quantities and at lower cost through Gabon to the sea rather than through Congo(B) as at present. United States Steel has a forty-nine percent interest in Gabon's vast and rich

CONFIDENTIAL

REPRODUCED AT THE NATIONAL ARCHIVES

DECLASSIFIED
Authority <i>MD 969000</i>
By <i>MD 969000</i> Date <i>7/15/01</i>

Libreville A-78

-8-

CONFIDENTIAL

manganese deposit at Moanda in the Haut-Ogooué, and the United States is the principal buyer of Gabon's manganese. The United States has an interest, therefore, in assisting Gabon within feasible limits in the development of multilateral financing for this projected rail spur.

(6) That the United States respond favorably to any request for financial assistance to help found a regional U.D.E.A.C. Bank, provided the Bank is organized along the practical lines proposed by former Minister of State Anguilé. In promoting this Bank, the United States would be fostering the regional development espoused in the Korry Report, it would be providing aid through multilateral rather than bilateral channels, and it would provide the U.D.E.A.C. States with the pretext which they apparently require for unanimous agreement on granting the United States tariff concessions.

(7) That the United States be prepared to consider ways to assist Gabon in the event that a serious external threat should develop along its exposed Congolese border; and that the United States undertake to provide currently public safety type assistance to Gabon with a view to strengthening its capability to counter subversive efforts mounted in Congo (B) territory.

BANE

CONFIDENTIAL

Annexe 2 : La France et le Congo-Kinshasa

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2101, dossier POL FR-THE CONGO)

ORIGIN ACTION			DEPARTMENT OF STATE		POL 1 FR-THE CONGO	
AF-5			AIRGRAM		FOR RM USE ONLY	
RM/R	REP	AF	A-609		CONFIDENTIAL	
1	5	5	NO.		HANDLING INDICATOR	
ARA	EUR	5	TO : Department of State		RECEIVED	
6/1	CU	5	INFO: Brussels, Bukavu, Lubumbashi, Paris		DEPT. PASS: Abidjan, Bangui, Cotonou, Dakar, Ft. Lamy, Lome, Niamey, Nouakchott, Ouagadougou, Libreville, Yaounde	
4	P	5	FROM: Amembassy KINSHASA		DATE: June 15, 1967	
3	5	20	SUBJECT: French Policy and Activity in the Congo		REF: Kinshasa A-318, November 25, 1965	
5/5	G/PM	S/P	SUMMARY AND INTRODUCTION			
10	10		When the Simba rebellion ended in 1965 and internal stability appeared probable, the French conceived of its relations with the Congo as a potential instrument in the implementation of three major objectives of Gaullist foreign policy: (1) demonstration of France's great power status; (2) assertion of France's claim to a special place of influence in the world, perhaps at the expense of the two super powers; and (3) enhancement of the mystique of French cultural leadership of the francophone world. Conditions in the Congo at the time indeed appeared ripe for a concerted French diplomatic offensive to achieve these objectives. With the Belgians not in a position to make a real strategic commitment to act as its former colony's quarantor, France (or at least some French leaders) saw a possibility to step in. Further, with the Americans having established an important presence in the Congo to keep the country from falling apart during its first five years of turmoil, the French saw an opportunity to demonstrate an alternative to American dominance in an important third world area. And with the Congo representing the second most populous francophone country in the world, the French saw an embryonic cultural opportunity that was ready for exploitation.			
7			The Embassy has observed the nuances of the French offensive in the Congo for the past eighteen months, and now concludes			
4			GROUP 3		Downgraded a 12-year intervals; not automatically declassified.	
ARMY	CIA	NAVY	CONFIDENTIAL		FOR DEPT. USE ONLY	
3	20	5	FORM DS-323		CHARGE-ROU/ake (draft)	
OSD	US A	NSA	1967 JUN 16 P.1 2 47		COT 1100-00R	
33	10	3	Drafted by: DCN: H3Cohen/11/11/67		Contributors: see last page	
20		NSC	ECON: Minizes/USIS: Ghalleyer/DAO: AT/ual (all cleared in 9/87)			
8		6				

DECLASSIFIED

NND 969000
nt. 7/20/09CONFIDENTIAL

2

Kinshasa A-609

that in terms of France's own Gaullist objectives, they have registered only minimal successes, the most important of which has been a solid penetration of the Congo's radio and television broadcasting media. Despite extensive maneuvering, the French have clearly failed to draw the Congo into their west African francophone orbit. Despite an impressive diplomatic presence in Kinshasa, the French have failed to achieve substantive influence within the Mobutu regime. And despite an aggressive search for opportunities earlier on, the French have failed to diminish the special American role in the Congo.

Why have the French fallen short? In addition to making several tactical errors, such as supporting Tshombe and focusing on ex-Prime Minister Mulamba during the early days of the Mobutu regime, the French have run into some hard facts of Congolese life and French politics. First, the nationalism that the Congo needs and is now generating to solidify its national identity is incompatible with the Congo leadership's view of French objectives, which amounts to a feeling that the Elysee wants the Congo to play lap dog like the majority of France's former sub-saharan colonies (sic.). Secondly, influence in the Congo depends for the most part on commitment, both financial and personal. The French started off badly with Mobutu and are only now beginning to catch up in winning his confidence. In terms of economic and financial assistance, the French are neither able nor willing to take the plunge and make a big investment in an attempt to buy their foreign policy objectives. As the French see it, the Congolese leadership is still so oriented toward the United States and Belgium, and the Congolese power structure so potentially unstable, that it would take a major financial investment to win a victory that could turn out to be pyrrhic in any event. The risk is still too great, and the resources which could be mobilized are too small, particularly given the overall desire to reduce French commitments in Africa.

Thus, although the French presence in the Congo is still large and continues to expand, we sense a certain frustration setting in among the French as far as their Gaullist objectives are concerned. They appear to have temporarily decelerated the more dynamic "Foccartist" aspect of their diplomatic offensive in favor of their more traditional "Quai d'Orsay" approach in the non-ex-French countries of Africa, which focuses on encouraging the former metropolises to carry the major protective burden, on pushing French exports and politically oriented investments, on promoting French culture, and on a more friendly, less competitive posture toward the United States. In fact, to a great extent, French policies are now from our viewpoint essentially constructive and dovetail nicely with

CONFIDENTIAL

NND 969000

7/20/67

CONFIDENTIAL3
Kinshasa A- 609

American interests. We of course must assume that as long as DeGaulle is President of France, the French Embassy in Kinshasa will continue to probe for ways to seduce the Congo into the Gaullist foreign policy sphere of influence. Therefore, American policy in the Congo, while continuing to approve the constructive aspects of the French presence, must be vigilant against renewed French attempts to undermine America's position in the Congo and to use the Congo in any diplomatic maneuver inimical to worldwide American interests.

For their part, the Congolese are realistic about the French. They desire a French presence and like to bask in the snobbery of French culture. They also would like to have the security and prestige of French "great power" support if they didn't have to pay too high a political price. But they also realize that the French have their own political axes to grind in Africa which may not always coincide with Congolese interests, and they know that the French economic assistance capability is limited. The Congolese are therefore not about to cast their lot in with the French and are not likely to be drawn into the French West African orbit. Rather they seek to have in France a good friend and a potential counterpoise to the United States.

END SUMMARY

The French and Mobutu's Regime

During the first six months of the Mobutu regime, relations between him and the French were marked by his own distrust and hostility. He came to power under the impression that France had made Tshombe their choice for President of the Congo and that France was probably supporting Tshombe's campaign to return to power. He also resented French flirtation with the "radical left" during the first months of the Congolese rebellion, and he considered the French unreliable and unfriendly to him personally. Mobutu's hostility was reflected in the cancellation of a French contract to set up the Kinshasa television station, in the prohibition of UTA flights through Lubumbashi, in the cancellation of two French military contracts, and in the underemployment of two hundred French technicians. The French image in the Congo was damaged further in June, 1966, when two UTA employees were arrested for desecrating the Congolese flag in mid-Kinshasa.

But with patience and some low cost friendly gestures, the French star began to rise again during the second half of 1966. The French Government prohibited Tshombe from engaging in politics on French soil, and they squeezed as much mileage as possible out of their discovery and dismantling of an alleged Tshombist mercenary

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority NND 969000

Ent. 100-100 7/26/09

CONFIDENTIAL4
Kinshasa A-609

training camp in the Ardeche in September. This was followed in November by the acceptance of a French proposal to staff the upper level of the GDRC High Commission for Planning, by a French victory in the competition to run the programming of Kinshasa television, and by a well publicized French offer of 400 scholarships to Congolese students.

When the Union Miniere nationalization problem reached its climax in February, 1967, the Congolese were faced with a short term economic crisis, and began to examine prospects of France assuming the role of one of the countries that might be tapped for credits, technicians, and political support in view of its special political interests in the Congo as a whole and its special economic interest in Katanga minerals in particular. Foreign Minister Bomboko visited Paris at the end of February, 1967, where he was received by President DeGaulle. Bomboko returned with some vague promises from the French to grant credits and increase their technical assistance, as well as the firm understanding that France might be more forthcoming if the Congo focused less on building bridges to East Africa and tied itself to OCAM and UDEAC--a hoop the Congolese have not been willing to jump through. The French, on the other hand, realized that the Congo was seeking a far bigger and more open-ended and non-reciprocal commitment than they were either willing or able to make, and that the Congo was trying to exploit Franco-American tension in NATO to make the two competitors bid against each other for Congolese favors--a game the French were not willing to play. But the Congolese interest in internationalizing the management and investment pattern in Katanga minerals, and the French interest in moving into this area to secure its major source of copper would indicate that the door is not yet closed to a possible mutually convenient arrangement between the two governments.

Moving cautiously, and for maximum psychological effect, the French announced a 50 million franc (\$10 million) credit to the Congo in April, 1967, for the purchase of consumer goods, spare parts, and industrial materials. This credit had apparently been pending for some time, but was announced when the Congo was badly in need of foreign exchange. (The psychological impact was dulled because an initial hint of a 100 million franc untied loan turned out to be only a 50 million franc loan tied to purchases in France.) At the same time, the French agreed to guarantee an Air Congo hire purchase deal for two Sud Aviation Caravelle jet aircraft despite the dubious economic viability of the transaction. The two countries then agreed to call a meeting of the mixed Franco-Congolese commission established during the Tshombe regime, and

CONFIDENTIAL

Int. Aff. 7/20/69

CONFIDENTIAL

5
Kinshasa A-609

have that commission restudy the entire question of French technical assistance. This meeting resulted in a French agreement in May to enlarge its aid program, mainly in the cultural sector.

Thus, in approximately 18 months, French relations with the Mobutu regime have improved considerably, with both countries having achieved less than they would have liked, but more than they possibly could have hoped for given their unpromising start in November, 1965. The Congo has failed to achieve a massive economic commitment from the French, especially in the hoped for internationalization of GECOMIN, but they have managed to stimulate an enlarged and very useful French technical assistance presence without making any commitments of their own with respect to OCAM, Common Market tariffs, and the entire French west African co-prosperity sphere. For their part, the French have managed to salvage a deteriorating diplomatic situation, and have convinced Mobutu that the Elysee's Tshombism is a regrettable thing of the past. (Most of the credit for the more favorable French image belongs to Ambassador Jacques KOSOZIUSKO-MORIZET, whose diplomatic skills, sympathetic approach and ability to exploit the snob appeal of French culture among the Congolese hierarchy has helped diminish much of the mistrust.) At the same time, the French have apparently come to the conclusion that Mobutu's Congo is not likely to be seduced into the Gaullist orbit without the type of massive financial and human investment they are presently unable to make.

The net result has been a change of pace in the French effort in the Congo, from one of rugged "Foccartist" political individualism to their more traditional "Quai d'Orsay" posture in non ex-French Africa characterized by friendly but low cost cooperation with a heavy cultural and commercial bias, and less aggressiveness toward a concurrent US presence. At this point, it looks as if the French want to maintain a large enough presence in the Congo to keep themselves in the limelight and to enable them to keep probing for opportunities to increase their influence as the Congolese internal situation evolves. From the French "neo-Marxist" optic, the best opportunity at the present time seems to lie in potential investments designed to break Belgian monopolies and assure greater French influence over her most important source of copper in Katanga. They apparently see no percentage at this time, however, in a hard-sell francophone push for primacy among the Congo's foreign mentors. In this respect, they still have a long way to go before they equal the intimacy and mutual confidence enjoyed between the Congolese and American governments.

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority: NND 969000

Excluded from automatic declassification

CONFIDENTIAL6
Kinshasa A-609How the Congolese View the French

The Congolese attitude toward the French has shifted from outright distrust to a realistic understanding that the French, and a French presence, can be useful to them. With the Belgians unable to fill the strategic support role of the former metropole, which calls for political assistance and security guarantees, the Congo must orchestrate its strategic support from among other friendly potential donors. After the United States, the Congo considers France the next best protective source and therefore would like to see an augmented French presence. The Congolese are also snobbishly proud of their francophone cultural heritage and like to bask in the prestige of the presence of the world's most important francophone power which they consider far superior to Belgium. The Congolese also admire DeGaulle and feel that Mobutu's efforts to unify the Congo has parallels with DeGaulle's efforts to overcome political divisiveness and unify France since 1958.

On the negative side, the Congolese resent the proprietary attitude and occasional heavy handedness by French technicians who have treated the Congo like one of their former francophone colonies. For this reason as well, the Congolese lack respect for the other francophone Africans because of their blatant subservience to France and their sense of superiority toward the Congo. (This feeling is reciprocated. The French Africans think the Congolese are hopeless.) The Congolese also realize that France does not have the money at this time to make a major effort in the Congo, and surmise that while the French are no longer pro-Tshombe, they are not necessarily ecstatic about Mobutu. Nevertheless, the Congolese understand the French sense of great power competitiveness toward the United States which they would like to exploit for their own benefit. The Congolese also regret French activities in OCAM and UDEAC which tend to diminish the work of the OAU, an organization they consider significant and important. As a result, Congolese participation in these two organizations has been kept to the bare minimum required for membership. The Congolese were not very active in the OCAM foreign ministers meeting in Tananarive in January, 1966 and if the Congo does not adopt the UDEAC tariff (discriminating in favor of the Common Market) by June 30, 1967, her provisional membership will be technically abrogated. The Congolese have already notified UDEAC they have no intention of adopting the tariff because of their open door policy.

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority NND 969000

Date 7/20/09

CONFIDENTIAL7
Kinshasa A-609

On balance, the Congolese have no illusions about French interests, recognize the advantages of a French presence, and feel confident about their ability to counter the disadvantages. They feel that it is better to have the French on their side than in the opposition, and are cultivating the French accordingly.

French Technical Assistance

A statistical breakdown of the French technical assistance presence was provided in Kinshasa TOAID A-172 of December 22, 1966. As of April 1, 1967, the situation remained practically unchanged, with the French Government directly supporting approximately three hundred TA experts in the Congo, 160 of whom are teachers, at an annual cost of \$4.5 million. A mixed Franco-Congolese commission on technical assistance meeting in Paris on May 29, 1967, announced a planned increase in the number of French teachers, as well as in the number of experts in agriculture and finance. The French have also apparently agreed to establish a Franco-Congolese "lycee" in Kinshasa (there is already one here, but it has no official status) and to increase their annual scholarships for study in France from 400 to 640.*

The key factors in French technical assistance are (1) the GOF's rapid responses to GDRC requests for personnel, (2) the generally high caliber of the individuals and advisory teams sent out, (3) the relative success the French have had in installing small teams of advisors in very key and high-level sectors of government, especially in planning, finance, mining and information, and (4) the close ties between the French TA program and their politico-diplomatic objectives in the Congo which is apparent in the detailed and often daily direction given to French TA personnel by high-level French Embassy officials.

It is noteworthy that the French have been strictly lone wolves in the technical assistance field. They have been aloof to efforts at cooperation among donor countries, and have not shown any willingness to join USAID, the UN and the Belgian TA organization in developing programs in the Congo or in defining areas of interest. (The exception that proves this rule is the fact that the French are willing to cooperate when their own programs are in need of help. They were thus willing to concert with the Belgians in devising common rights and privileges for teachers because their own teachers were suffering from discrimination. And they worked with the United States in the successful attempt to avoid the downgrading of ENDA.) The French strategy has been to provide technical personnel of high quality rapidly and without quibbling about economic priorities so as to appear politically responsive to the Congo's requests for cooperation. Most of the French aid so far has been in teaching and advisory personnel, with little direct project aid, although in the latter case they have sent short-term advisory teams to the Congo on urban planning, and are about to send a team of experts to study the slitting problem in Port. Mambou.

*See note last page.

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority: NND 969000

Exempt from: 7/20/09

CONFIDENTIAL8
Kinshasa A-609

Also worth mentioning is the French Economic Research team attached to the Presidency. This team, which is an outgrowth of the Pierre LAMY group brought in by Tshombe in 1965 to plan governmental reorganization, is credited with having influenced Mobutu's recent administrative renovations. (Kinshasa A-33, July 15, 1965 and Kinshasa 3840, December 15, 1966.) The LAMY group was also responsible for the creation of the Presidential secretariat in which the economic research team now sits.

In evaluating French technical assistance, we conclude that in terms of its high quality and its presence in substantive areas, it is making a constructive contribution to the Congo's quest for administrative competence and economic development. On the other hand, to the extent that French technical assistance ignores economic priorities in favor of politically attractive prestige projects--such as a very sophisticated urbanization and highway development scheme currently in gestation for Kinshasa--we see a less constructive aspect of the French presence. The overriding of economic considerations for short-term political advantages, however, is practiced from time-to-time by most donor countries, including the United States, and the French should not be faulted for doing some of this in the Congo as well. From the viewpoint of the overall value of French assistance to the Congo, their reluctance to consult and exchange views on the aid mission level, reflecting as it does the typical Gaullist go-it-alone policy with respect to the overall western effort in the third world, results in lost opportunities and lack of coordination. In addition to divorcing themselves from the development programs of other nations, the French have apparently engaged in some dubious activities with respect to other nation's work in similar fields. The Embassy has evidence, for example, that the French are collecting feasibility studies and plans from Congolese archives--some predating independence--and presenting them as freshly made French proposals. Our impression is that the French interest in feasibility studies and other work done by other donor countries lies mainly in securing an ultimate place for French engineering in the Congo rather than in primarily satisfying the Congo's priority development needs.

We conclude that on balance, French aid to the Congo is very useful and serves to promote substantially the same objectives as those of the United States, namely in general stability and the fulfillment of growth potential. Expansion of French aid should therefore be considered beneficial, especially in the areas of Belgian retrenchment such as teaching and the civil service. To the extent that the French try to further their own political needs through their TA programs at the expense of American and other western interests, we will have to defend our own presence playing

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority NND 969000

Sent to AR-606 7/20/09

CONFIDENTIAL9
Kinshasa A-609

the tactics according to the circumstances. So far, the French have been induced to increase their TA presence substantially without the Congo having provided much in the way of a political quid-pro-quo, and without any erosion of the US position. This is the trend we would like to see continue, especially if the French can be made to assume an increased share of the Congo TA burden.

The French Commercial Presence

France has traditionally been one of the Congo's more significant trading partners, doing an annual business in both directions of about \$20 million. Because of the Congo's chronic foreign exchange shortages in recent years, however, approximately two-thirds of that trade has been generated by French purchases, mainly of copper, and only one-third by French sales. With the prospect of an eased import situation through monetary reform now on the horizon, the French are maneuvering to assure their traditional share, or better, of the Congolese market. At the same time, in view of the current predominance in French policy toward the Congo of the more traditional Quai d'Orsay emphasis on culture and economics, the French sense that the most likely opportunity to augment their influence is through trade and investment.

The announcement in April, 1967, of a 50 million French franc line of credit tied to purchases in France (A-511, April 20) was the opening gun of a new French commercial campaign. The opening of the suppliers credit was accompanied by the negotiation of an Air Congo-Sud Aviation lease purchase agreement for two Caravelle jet aircraft worth about 40 million French francs. The French are also in the final stages of negotiations with OTRACO for the sale of six locomotives for the Kinshasa-Matadi railroad. Other future possibilities include the construction of a small Berliet "major component" assembly plant and a full scale Renault assembly plant comparable to the one in Abidjan.

The prognosis for the French commercial future indicates that their present strategy should help them increase their exports to the level of their imports from the Congo in the not too distant future. In addition, beyond their normal merchandizing aggressiveness, the French have shown a knack for linking their commercial tactics to their political requirements, including a certain amount of Italian style "flexibility." There is no hard evidence to prove it, but we consider the simultaneous announcement in April of a 50 million franc suppliers credit and the Caravelle deal to be more than coincidental. Not only did the credit help set up the Caravelle sale for Sud Aviation, but the timing of the two

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority: NND 969000

Exempt from GDS: 7/20/99

CONFIDENTIAL

10

Kinshasa A-609

announcements could not have been better from the political point of view. The credit came at a time when the Congo was scraping the bottom of its foreign exchange barrel in the aftermath of the Union Miniere nationalization, and the aircraft sale was announced as Air Congo began girding its loins for its current major confrontation with Sabena.

The aircraft transaction, as well as the forthcoming locomotive sale to OTRACO, must also be seen in the light of their competitiveness and economic viability. An Air Congo source presented a technical study ranking the Caravelle well behind the Douglas DC-9 and the Boeing 737. There is also some doubt as to the profitability of the Caravelles given the scarcity of interior landing fields capable of receiving them, and the low density traffic on regional routes to Nairobi, Lagos, and Lusaka. We know that the French had initial economic reservations about guaranteeing the credit for the Caravelles, but it appears that political considerations and commercial cynicism (the Congo is determined to have medium range jets so they might as well be French) were decisive. As far as the six OTRACO locomotives are concerned, French sales techniques present the transaction as a purchase of five with a sixth donated free. However, the same amount could have purchased seven American engines.

In addition to seeking politically attractive commercial arrangements, the French seem to be probing for investment opportunities that might gain them political mileage and give them a greater say in the management of their most important source of copper. During the Union Miniere crisis of December, 1966-February, 1967, the French gave Mobutu political support against Union Miniere, and encouraged Pennaroya, an important non-ferrous metal company belonging to the French Rothschilds, to participate in consultations for a possible international consortium to replace Union Miniere in the Katanga copper industry. At one point, the French were even hinting at the possibility of advising their courts that copper produced by the nationalized GECOMIN and sold to French firms could not legally be seized by Union Miniere because of Congolese sovereignty. We sense a keen interest on the part of the French to become involved in the mineral production field in the Congo since through the neo-Marxist optic of the Quai d'Orsay school of foreign policy, this would seem to be the most direct way to accrue influence with the Congolese hierarchy who readily understand where their country's economic lifeblood flows, and who are motivated by the desire to break Belgian monopolies in the Congo's economy. At the same time, the French would probably like to have some influence over the control of their most important source of copper. (In 1966, French purchases of Katanga

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority: NND 969000

by: [signature] Date: 7/20/99

CONFIDENTIAL11
Kinshasa A- 609

copper, including copper processed first in Belgium, had a value of \$188 million, which compares to a total value of slightly over \$300 million for all 1966 Congolese copper exports.) The Union Miniere crisis, the temporary suspension of exports, and the nationalization of the industry brought home to the French the vulnerability of their source of supply. In addition to Pennaroya's involvement in consultations for a possible international consortium to invest in Katanga copper, other evidence of French interest in mineral production include their affirmative response in principle to a Congolese request for assistance in establishing a school of mines in Katanga, and the dominance by French TA advisors of the Ministry of Mines, where they often delay applications from non-French companies for mineral concessions, although as far as we know, French mining concerns have not yet applied for mineral concessions. Non-French mining companies that have run into delaying tactics in the Ministry of Mines include Union Carbide and Maruice Templesman and Sons of the United States, and the Compagnie Minerales de Grand Lac (MGL), a Belgian firm. As a possible corollary French reason for focusing on the mining industry, we have heard that French economic planning has produced a surplus of mining engineers which, if true, would represent the one manpower surplus available to the French for useful investment in the Congo.

One additional aspect of French commercial strategy worth noting is France's attempt to convince the Congo to implement the discriminating tariff advantages that other OCAM countries have granted the Common Market. This tactic has so far been unsuccessful because of the Congo's aspirations for closer ties with East Africa as against former French West Africa, as well as the hard fact that tariff discrimination would raise the prices of American imports provided under the AID program. The French are not pressing too hard for tariff discrimination because of the dangers to their Congo policy of having both the Congolese and the Americans lined up against them on the same issue.

In sum, the French commercial presence in the Congo is characterized by normal sales aggressiveness and investment probing conveniently tailored to the Congo's politico-moral environment, which is currently focused on the nationalistic aspiration to end real and alleged Belgian monopolies in various sectors of the Congolese economy. In terms of overall American interests, the French commercial presence is advantageous because it is contributing to the maintenance of the Congo's trade links with the West, especially in the vital field of transportation. On the other hand, while the provision of suppliers' credits and guaranteed loans may be helpful to some extent in meeting short-run Congolese B/P needs, it tends to feed and satisfy Congolese appetites for prestige undertakings such as the Caravelle purchase. Unless the objectionable aspects of such

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority NND 969000

By NTSAB Date 7/20/09

CONFIDENTIAL

12

Kinshasa A-609

use of commercial credits is counterbalanced either by the extension of some longer term credit or by more general support of forthcoming monetary reform (which does not seem to be in the cards), we must conclude that French credit policies have a negative effect on the Congolese economic situation and thus on US objectives.

France and the Congolese Army

The Congolese National Army has been the unique focus of power since November, 1965, and a power in politics even before. The French Government has not neglected the army in their quest to establish their presence, but except for the fine work of their military attache, they have been less successful here than in other areas.

Lt. Col. Guy Aron will complete his fourth year in the Congo in September, 1967. As far as the Embassy is aware, Aron is the sole military representative of the French in the Congo on a permanent basis. Aron is a very able and intelligent officer. He maintains excellent rapport with both ANC and Congolese civilian personnel, and is well liked and respected by other members of the diplomatic and attache communities. The results of his intelligence collection activities, which he often shares with our military attaches, has generally proven accurate and excellent. It is believed that a good percentage of Aron's information comes from French nationals serving as mercenaries in the Sixth Commando operating in Orientale Province. The commander of the Sixth Commando, Lt. Col. Bob Denard, and most of the senior officers and volunteers are French citizens. There is no clear evidence that the French Government contrived to have its nationals dominate the Sixth Commando, although this may be true. However, it is clear that the French have taken advantage of the unit's composition for intelligence collection.

We do not believe that the French have succeeded in substantially influencing the ANC through Aron, or that they have succeeded or even tried to open doors to Mobutu through Aron's contacts. Nevertheless, through their single attache, the French have done an excellent job of cultivating all of the important senior officers, one or more of whom may some day determine the Congo's political fate. Aside from Aron's efforts, however, the French have had little success in developing influence within the ANC, and because of previous periods of Congolese mistrust, have failed in efforts to place French officers in ANC units.

The French do maintain a small schooling program for ANC personnel in France. In 1966, 21 Congolese army personnel were trained at Saint Cyr, the French Gendarmerie School, the Engineer School, the Armor School, and in selected medical courses. The majority of the

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

REF ID: A69000

ent. P-1-10 7/20/79

CONFIDENTIAL13.
Kinshasa A-609

students were non-commissioned officers. In 1967, the French announced a similar program to be devoted mainly to the training of medical personnel.

Of additional interest in the military field is the helicopter (Alouette 3) Transition Training Program allegedly conducted by the aircraft manufacturer Sud Aviation. The chief instructor, who alleges to be a civilian employee of Sud Aviation, told the Embassy's Army attache that he is actually a Major in the French forces. It is not known if any other members of his team are also French military.

The French and the Communications Media

France's greatest penetration in the Congo has been in the communications field, with the cultural sector running a close second and rapidly closing the gap. This is no surprise, given the common language between France and the Congo; France's belief in the mystique of francophone culture; France's great exportable production of radio and TV programs; and the overall timidity in this field of France's most likely competitor, Belgium.

A. French Presence in Radio and Television

French influence in Congolese radio and television is considerable and varied. The instrument for French activity in these media is a team from l'Office de Cooperation Radiophonique (OCORA), which undertakes three major activities: training, local advisory services, and conferences in Europe.

Training is carried out at the OCORA school in Maisons-Laffitte where the curriculum covers virtually all fields in the sound and visual media, including technical subjects, administration, production and radio and TV journalism. Five Congolese graduates of the school are now filling key positions in Congo television, including the administrative director and the head of the news department. There are at least four such graduates in the radio department. Five more Congolese broadcasting journalists are expected to return with OCORA diplomas in mid-1967.

There are approximately 17 French nationals in the OCORA advisory mission to Congo radio and television. Serving under mission chief Jacques Chaminade are cameramen, directors, a lighting director, technicians and production specialists. Only three members of the mission are assigned to radio, primarily to run training programs. The majority are in TV where, in addition to advising, the Frenchmen fill many roles vital to operations due to the shortage of qualified Congolese.

OCORA also sponsors several conferences in Europe each year on radio and TV subject for the francophone nations, Congolese radio and

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

AUTHORITY NND 969000

BY NAR-100 7/20/09

CONFIDENTIAL

14

Kinshasa A- 609

TV personnel consider these conferences to be very desirable junkets.

The French were miffed at losing the TV equipment contract to RCA in mid-1966, but subsequently outmaneuvered RCA in the contracts for programming. They are therefore in an excellent position to advance French propaganda interests on both radio and television. They take full advantage of their situation by placing an abundance of their material on the air. This OCORA influence over programming is used mainly to promote French cultural institutions and in propounding French political views. According to our analysis, French programming in the Congo does not reflect any special effort to be anti-American, except on the subject of Viet-Nam. It is noteworthy, however, that even without a noticeable effort to be anti-American, French produced interviews and commentary on American subjects so often reflect that special Gaullist slant depicting America as a nation of naive Anglo-Saxons. A number of recent French origin broadcasts over Radio Kinshasa on President Kennedy's assassination were cases in point.

Because the broadcasting media represent the one area where the French have been successful in translating presence into virtual primacy, the OCORA mission tends to show a tremendously proprietary attitude toward both radio and television, and clearly resents the intrusion represented by continuing USIS influence. The constant intrigues which the OCORA mission indulges in against competition from USIS and elsewhere have created a certain amount of resentment among some of the Congolese staff, and have left the decidedly valid impression that the French presence is not as disinterested as might seem on the surface.

In addition, some of the Congolese are beginning to notice the fact that while some individual OCORA team members are quite competent in their fields, the overall professional caliber of the mission is not very high. Some of the advisors have succumbed to paternalism, and are not always very diplomatic in their dealings with their Congolese counterparts. They have thereby made neither as many nor as good friends for themselves as they easily might have. This has made it possible for outsiders (including USIS) to circumvent some of the would-be French blockade by dealing directly with the Congolese. Even the Congolese graduates of Maisons-Laffitte, who showed some signs of an anti-American bias at the beginning, have markedly changed their attitudes in almost all cases in the course of the past six months.

Despite the fact that they have not always exploited their initial advantage wisely, the French are likely to maintain their tactical superiority in broadcasting for some time. This is important, because as the Congolese one-party, army-based power system under Mobutu tightens its grip on the Congo, broadcasting will take on a greater role in the disciplining of the masses. This is especially true for

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority: NND 969 000

by: NAB-100 7/20/09

CONFIDENTIAL15
Kinshasa A-609

TV which apparently has Mobutu's mandate to become a prime propaganda medium. The French are obviously aware of the advantage they already enjoy, and no doubt plan to develop it for whatever uses they may have in the future. The danger to American interests is clear in that the French are capable of exploiting the situation to promote their worldwide foreign policy objectives, a number of which clash directly with American objectives. Hopefully, Congolese nationalism will see to it that the French are eventually eliminated from their privileged position in the broadcasting media.

B. France and the Congolese Press

The Agence France Presse plays an important role in Congo journalism. Between one-third and one-half of the material used by the GDRC-owned Agence Congolaise de Presse is of AFP origin. The local Congolese newspapers rely to a great extent on ACP material, which means that a noticeable amount of anti-American slanted news of French origin on such subjects as Vietnam, civil rights and the peace movement is carried by the Congolese press, often right next to pro-American stories on US AID programs to the Congo.

An effective instrument of French policy is AFP correspondent Max Coiffait, who has managed to insinuate himself closer to the ruling group than any other foreign journalist. Up until the beginning of 1967, it was common for the Congolese to release official news stories through Coiffait daily, at the expense of the rest of the foreign correspondents. Constant protest from the rest of the foreign press corps forced the government to curb this practice, but Coiffait continues to have the advantage of occasional scoops, good contacts, and important press leaks. Coiffait is also an active political animal who safeguards his own position by keeping watch, on the GDRC's behalf, over the other foreign journalists in the Congo. Coiffait has used his influence and position to encourage the expulsion of Reuters correspondent Arnold Amber and the INBEL representative, Louis Wilhems. He is the Congolese government "spy" among the foreign journalists and is known to report frequently on their behavior to Information High Commissioner Jean-Jacques KANDE and to President Mobutu.

The GDRC arrangement with Coiffait is mutually convenient. The Congo is reported favorably in AFP despatches, in return for which Coiffait has special privileges, and AFP material is used extensively in the government-controlled press. This rebounds adversely against American interests because of the slanted stories about current American topics carried by the AFP ticker. Coiffait's willingness to play the ruthless "spy" for the GDRC also serves to inhibit the other correspondents in their desire to report the Congo objectively.

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority NND 969000

Exempt from GDS - 100% 7/20/09

CONFIDENTIAL16
Kinshasa A-609French Cultural Activities

The French have been active in the cultural field since the Congo's independence, but there has been a noticeable increase in this area since 1965. The number of post secondary scholarships offered by the GOF has increased by approximately 50 percent since 1965 to about 600 per year. Special French institutes for the training of overseas technicians have been increasing their quotas of students as well.

The biggest French effort in the cultural area is being carried out within the Congolese educational system. There were 160 French teachers in the Congo as of April 1, 1967. According to French Embassy sources, the 160 include 23 in Congolese universities, 45 in post-secondary professional education, 13 in the National School of Law and Administration and 79 in secondary schools. Fifteen to 20 French technicians have actually been assigned to key jobs in the Ministry of Education. Although the French effort is numerically small compared to the 2,000 secondary school teachers supplied by Belgium, their small group has been strategically placed to cultivate the young university level graduates who will be moving quickly into positions of responsibility within the next few years. If French Embassy sources are to be believed, the French have no intention of entering the secondary education field in a big way. They say that the French secondary level teaching capability has been stretched thin by their commitments in former French West Africa, and they could not possibly fill any significant Belgian vacuum.

One French effort at coordination of their AID program with another donor country has been made in the field of education for an ironic reason. The French university degrees are being discriminated against by the Congolese civil service which contains a number of Belgium university graduates. Expatriate teachers with French degrees are therefore being given lower job classifications and lower salaries than Belgian teachers. The French have asked the Belgians to assist them in achieving equality of treatment for their teachers. This situation has given the Embassy a chuckle, because graduates of American universities in former French West Africa suffer the same discrimination from French university alumni. We nevertheless sympathize with the French on this problem, because graduates of US schools have lower status in the Congo as well.

The increased French emphasis on culture has been reflected in the improvement of the physical facilities at their cultural center in Kinshasa. The center has augmented the number of French and local staff, and has increased the frequency of activities, especially lectures and seminars. The lectures, usually given by French university faculty, are generally not well attended nor do they attract high-level target audiences. The seminars, on the other hand,

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

AMC 10 NND 969 000

ENT 100-100-720109

CONFIDENTIAL17
Kinshasa A-609

usually deal with the improvement of the teaching of French and are very well attended by Congolese teachers. In addition, the GDRG participates actively in international educational and cultural organizations in which France plays a leading role among the francophone countries.

French Congo Policy and the United States

The overall change in emphasis in French policy in the Congo from "Foccartism" to Quai d'Orsay realism has had a distinct impact on the French posture toward the concurrent American presence. Beginning with the period July-September, 1966, after Mobutu had consolidated his power, we have noted a quantitative and qualitative difference in French Embassy attitudes toward American Embassy personnel and activities. The French have stopped snubbing us and have become warm and friendly. They have reduced efforts to undermine us through an aggressive intelligence program, and have stopped coordinating their anti-Americanism with the Congolese left.

The Embassy credits this aboutface to the French realization that DeGaulle's "non-intervention" strategy for the Congo has failed to dislodge the United States from its special relationship with the Congolese power center, and that open hostility toward the US has not endeared them to the Congolese. They realize as well that the United States wields important influence with Mobutu (in fact they may overestimate our influence with Mobutu) and is in a position to inflict damage on France's position in the Congo. This was demonstrated rather painfully to the French when the Embassy helped RCA win the contract to supply television transmitting equipment to the Congo Government away from a very red-faced French public affairs counselor.

Thus, we now enjoy cordial relationships with the French, and we are no longer subject to the same hostility that prevailed between mid-1965 and mid-1966. This does not mean, however, that the French have hitched their wagon to ours, despite the fact that the majority of French and American interests in the Congo overlap and complement each other. The French are still playing a lonely game in the Congo, with just a change in style to make life a lot more comfortable for both sides.

Conclusions and Policy Recommendations

To sum up, in terms of western, and specifically American interests in the Congo, the French presence is generally beneficial. French influence serves to keep the Congo oriented toward the west, and

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Auth: NND 969000

Excluded from automatic declassification

CONFIDENTIAL

18

Kinshasa A-609

French technical assistance serves to share and spread the heavy load of foreign aid which no single donor country is capable of providing at this time. To the extent that France plays a solitary game in the Congo in pursuit of its own Gaullist interests, American interests are occasionally hurt, especially in the propaganda field. So far, French competitiveness has been tolerable for the US and far less effective than the French might have hoped. In addition to American defensive measures, the French drive for primacy has been considerably dulled by the Congolese themselves who are becoming increasingly nationalistic and less vulnerable to foreign influence. At the same time, the French have found the Congolese to be shrewd horse traders who are ready to play off one major power against another for favors. The economic price the Congolese are asking the French to pay for political favors appears much too high given the extensive French commitments to its former colonies and the insecurity still facing any type of investment in the Congo at this time.

The imminent reopening of a Soviet Embassy in Kinshasa will add a new and interesting element to the Congo's diplomatic cross currents in view of the special Franco-Soviet relationship in Europe. In the Congo, however, we see no area of joint interest for the French and the Soviets, and we expect little in the way of positive cooperation between them. As far as the Soviets are concerned, the French in Africa are still a former colonialist power supporting a decadent African bourgeoisie for neo-colonialist ends. The French see the Soviet presence as essentially hostile to their interests in view of what has happened to date in Guinea, Mali, and Congo (Brazzaville). Thus, although the reopening of the Soviet mission will introduce new, but familiar hazards for the United States, there is little likelihood of Franco-Soviet cooperation aggravating the situation.

The implications for American policy in the Congo with respect to the French presence are relatively uncomplicated. Since the French presence is considered generally beneficial for both Congolese and American interests, we should refrain from any hostility toward that presence merely because of the few aspects which are detrimental to our interests. On the contrary, we should maintain as friendly and as close contact with the French as possible so we can keep an eye on them and be able to counter any anti-American irritants before they escape control. On the other side of the coin, we should not overestimate the short-term potential for cooperation with the French. There are currently no major areas for possible cooperative undertakings between the French and the United States given the basic French posture toward the United States in a worldwide context. (A good example of French non-cooperation and extreme bilateralism surfaced as this airgram was being typed. The Embassy learned on

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

 Authority: NND 969000
 Date: 11/11/00
CONFIDENTIAL
 T9
 Kinshasa A-609

June 14, 1967, that the French had vetoed cooperative action by the western central banks to support the Congo's upcoming monetary reform through the Bank of International Settlements.) However, we can and should continue to probe for opportunities for cooperation, especially in countering potential communist subversion in the Congo which would be inimical to western interests as a whole. If we can achieve even this limited amount of cooperation, while holding our own on other fronts, we will be able to consider our policy toward the French in the Congo successful.

*Note for page 7:

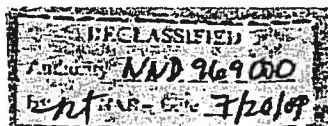
As this airgram was being typed, we learned that the number of French TA personnel will be increased in 1967 from 300 to 320. Ten of the additional twenty persons will be assigned to the transport sector. The total cost of the program will be between \$4.5 and \$5.0 million.

BLAKE

Contributors:
 AID:GMacArthur
 ECON:ADalsimer
 DAO:Col.Christy
 ECON:GMurphy
 USIS:DForesta
 JPerrin
 HRyan
 CHARGE:ROBlake

CONFIDENTIAL

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2101, dossier FR-THE CONGO)



ORIGIN ACTION			DEPARTMENT OF STATE		
RM/R	RE	AF	AIRGRAM		
ARA	EUR	FE	CONFIDENTIAL		
NEA	CU	INR	A-332		
E	P	IO	HANDLING INDICATOR		
L	FBO	AID	TO : Department of State		
AGR	COM	FRB	INFO : AmEmbassies BRUSSELS, PARIS, DAKAR, ABIDJAN, BANGUI, LIBREVILLE, YAOUNDE, COTONOU, BAMAKO, FORT LAMY, LAGOS		
INT	LAB	TAR	FROM : AmEmbassy KINSHASA		
TR	XMB	AIR	SUBJECT : Congolese Attitudes Toward France		
ARMY	CIA	NAVY	REF : A. Kinshasa 4553		
OSD	USIA	NSA	B. Kinshasa 4528		
3	20	5	SUMMARY		
34	10	3	<p>This airgram discusses some of the factors which have created a feeling of mistrust of France on the part of the Congolese Government. Recent events, including the expulsion of the French consul and difficulties between French technical and programming advisers working with the official Congolese television and radio, have exacerbated Congolese suspicions of French intentions. The French presence in the Congo remains large, however, and will probably continue at the present level unless there is a basic change in France's African policies. Nevertheless the prospects for increased French influence in sub-Saharan Africa's largest francophone country do not appear to be bright. END SUMMARY</p> <p>Congolese attitudes toward France have always been tinged with suspicion. France's African policy, in both the political and economic fields, has appeared to the GDRC to be designed to keep African countries weak and in a state of economic dependency.</p> <p>In a recent conversation in Washington, Foreign Minister Adoula said that despite the appearance of greater flexibility and openness in the Pompidou Government, GDRC relations with France should be most prudent and cautious. He regretted the fact that there seems to be an interest on the part of the French, dictated by commercial motivations, in preventing a greater degree of economic integration among France former colonies and therefore between the latter and other African nations. French involvement in Congo (Brazzaville) and the Central</p>		
GP	CONFIDENTIAL	FOR DEPT USE ONLY			

1969 SEP 26 PM 5 02

COPYFLO-PBR

Drafted by POL:CCFlowerredg 9/24/69

Clearance

DCM-MT-King

Contents and Classification Approved by POL:Charles C. Flowerredg

USIS - Mr. D'Alessandro (draft)

DECLASSIFIED

AUG 10, 1990

ENTRANCE 7/20/99

CONFIDENTIAL

-2-

Kinshasa, A-332

9/ /69

African Republic, two of Congo (K)'s neighbors, contributes significantly to Congolese suspicions. In both instances France is a prominent supporter of regimes which the Congolese Government believes harbor sinister intentions toward their larger neighbor, or at least give support to elements which are hostile to the Congo. Important also in the catalogue of complaints against French foreign policy in Africa is France's support of Biafra, whose secessionist regime is anathema to the Congo (K) where memories of rebellions within its own borders are still fresh.

Lately Congolese suspicions concerning French policy have intensified. Reference A reported Kinshasa press reaction to a mid-August trip by French Finance Minister Giscard d'Estaing to Portuguese-African territory, purportedly for a vacation but in Congolese eyes an expedition designed to find a market for French arms in South Africa and to promote French investment in Portuguese Africa. Not long after that the Congolese Government found an opportunity to needle the French by expelling their consul in Kinshasa, on the grounds that he had facilitated the movement of certain students wanted for questioning in the trials connected with the Louvanium University incidents of June 4 to a safe haven in Bulgaria, reference B. In actual fact, the consul, we are assured by the French Embassy, had done nothing irregular, having simply visaed valid Congolese passports for transit through France.

Another source of French-Congolese friction has been the arrangement whereby French technical and programming advisers have been provided for the last several years to the official Congolese radio and television by OCORA, the Office de Cooperation Radiophonique. Information Minister Jean-Jacques Kande has been aware for some time that this arrangement has had an inhibiting effect on the functioning of these media, but for reasons about which we can only speculate he has been in the past either unable or unwilling to free himself of the important French presence within his own area of responsibility.

OCORA's role in TV has been particularly nefarious, according to local opinion, reaching the extreme a few weeks ago of actual sabotage of the broadcasting equipment purchased from RCA, which had nosed out French manufacturers at the last moment. Since that time there has been malicious neglect of maintenance with the intent of discrediting the U.S. equipment. This, coupled with a very poor production effort, finally impelled Kande to act in his own defense before the station broke down completely. * (See footnote on following page) A contract was

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority NND 969000

By ntf FAR - G. 7/20/99

CONFIDENTIAL

-3-

Kinshasa, A-332

9/ /69

signed with RCA on September 22, which specifies, inter alia, that OCORA technicians must in no way be involved in the repair work. It now appears that the era of heavy dependence on French advice and programs seems to be drawing to a close, something highly displeasing to the French, who designed OCORA for purposes of cultural and economic penetration.

COMMENT:

The French have been riding out the latest storm in their relations with the Congo by maintaining as low a profile as possible. Ambassador de Courson has been away on leave for six weeks. Although they protested vigorously the expulsion of their consul, they have not made any public fuss over the incident. French Embassy officers with whom the reporting officer has discussed the situation have said that France does not intend to accede to the expulsion of its consul. However, there seems little that the French Government can or will do about it, and the GDRC has so far not replied to the French protest note. It appears that both sides may be willing to let the situation rest at that point for some time longer. In the meantime, most of the 300 or so French technicians in the Congo remain (not to mention the Embassy staff, the second largest in Kinshasa, which includes 50 French citizens). Moreover, few French citizens have been affected by the expulsion orders issued in connection with the new regulations regarding the status of foreigners in the Congo.

Until there is a basic change in their African policy, the French will probably attempt to maintain a strong presence in the Congo the largest francophone nation in sub-Sahara Africa. However, in doing so they will probably have to swallow some fairly bitter pills from time to time and their chances for increasing their influence in the country do not appear to be bright.

There is on the part of the GDRC an abiding distrust of Foccart and his role. Congo(K) takes a certain pride, rightly or wrongly, that it is not as dependent on its former metropole as are many of the

* A collapse of the television station would have brought down on Kande the wrath of President Mobutu, the nation's number one TV fan. It was Mobutu, in fact, who first approached the American Ambassador to request help in obtaining the services of RCA technicians to repair the near-moribund station.

CONFIDENTIAL

DECLASSIFIED

Authority: NND 969 000

for ~~nt~~ AR-1010 7/20/0

CONFIDENTIAL

-4-

Kinshasa, A-332

9/ 169

ex-French colonies. Thus, it is not surprising to find the Mobutu regime giving material and moral support to Dahomey, a country which has given visible indications of wanting to lessen its dependence on France.

VANCE

CONFIDENTIAL

Annexe 3 : Sur le sentier de Kinshasa : les États-Unis et la Francophonie
 (source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier
 POL 3 FRANCOPHONE)



Department of State

TELEGRAM

CONFIDENTIAL 486

PAGE 01 LIBREV 00848 012059Z

84

ACTION EUR 20

INFO AF 09, CIAE 00, DODE 00, GPM 03, H 02, INR 07, L 03, NSAE 00, NSC 10,

P 04, RSC 01, SC 01, SP 02, SS 20, USIA 12, SAH 03, RSR 01, MM 01, /099

R 011615Z FEB 68
 FM AMEMBASSY LIBREVILLE
 TO SECSTATE WASHDC 1341
 INFO AMEMBASSY OTTAWA 04
 AMEMBASSY PARIS 402

C O N F I D E N T I A L LIBREVILLE 848

SUBJECT QUEBEC REP FRANCOPHONIE MINED CONF LIBREVILLE

REF LIBREVILLE 829

[. GOG REFUSING RECEIVE CANADIAN AMB THIBAULT WHO HERE FOR
 THIRD TIME IN MONTH TO MAKE REPRESENTATIONS CONCERNING ATTEND-
 ANCE QUEBEC MINED CARDINALE AT FRANCOPHONIE MINED CONF LIBREVILLE.
 INCENSED THIBAULT TOLD US TODAY HE UNABLE GET PAS ASST CHIEF
 PROTOCOL AT FORNMIN. SINCE GABONESE HAD INSISTED THEY COULD NOT
 RECEIVE HIM UNTIL HE PRESENTED CREDENTIALS, CANADIAN FOREIGN
 MINISTER HAD SENT TELEGRAM TO GOG DESIGNATING THIBAULT CHARGE

PAGE 2 RUFNCR 848HH C O N F I D E N T I A L
 D' AFFAIRES IN ORDER GABONESE RECEIVE HIM. GABONESE NOW DELCARE
 IN VIEW AGREEMENT ALREADY GRANTED THIBAULT AS AMB, THEY UNABLE
 ACCEPT HIM AS CHARGE.

20. THIBAULT, RESIDENT YAOUNDE BUT ACCREDITED GABON WHERE HE HAS
 NOT YET PRESENTED CREDENTIALS, WAS HERE PREVIOUSLY IN EARLY AND
 MID JANUARY, ON BOTH OCCASIONS PRES BONGO OUT OF COUNTRY.
 THIBAULT SAID HE HAD TALKED ACTING PRES MIGOLET ON SECOND VISIT

CONFIDENTIAL

Libreville 848
2-1-68

Authority IND 969000
 NARA Date 8/9/01



Department of State

TELEGRAM

CONFIDENTIAL

PAGE 02 LIBREV 00848 012059Z

(JAN 17-19) AS WELL THEN MINED MALEKOU AND MIN INTERIOR BOUMAH. EXPLAINED CANADIAN POSITION ON INVITATION. MIGOLET HE SAID EXPRESSED APPRECIATION AND UNDERSTANDING. THIBAUT SAID HE SUBSEQUENTLY RECEIVED MESSAGE FROM OTTAWA INFORMING HIM OF DIRECT TRANSMISSION GOG INVITATION TO MINED QUEBEC. FURIOUS HE RETURNED SEE MIGOLET WHO BECAME UPSET AND FRIGHTENED AND UNABLE GIVE ANY SATISFACTION.

3. THIBAUT CONFIRMED INVITATION QUEBEC MINED SENT DIRECTLY QUEBEC RATHER THAN OTTAWA, WHICH HE SAID CONTRARY INTERNATIONAL LAW ETC. ADDING TO HIS RANCOR IS FACT QUEBEC FLAG NOW FLYING IN FRONT OF LIBREVILLE CITY HALL ALONG WITH NATIONAL FLAGS COUNTRIES

PAGE 3 RUFNCR 848HH C O N F I D E N T I A L
 PARTICIPATING CONFERENCE. (COMMENT: QUEBEC FLAG IS INTERESTINGLY RAPID ACQUISITION BY GOG)

4. 4. THIBAUT SAID HE HAD COME THIS TIME TO LIBREVILLE WITH FACE-SAVING PROPOSAL FOR GOG WHICH OTTAWA PREPARED IMPLEMENT NOW AND HE VISIBLY SHAKEN AND FURIOUS OVER RUN AROUND BEING GIVEN HIM LOCALLY AND GOG REFUSAL LET HIM PRESENT IT. I EXPRESSED REGRET THAT I COULD OFFER LITTLE BUT SYMPATHETIC UNDERSTANDING OF HIS PROBLEM. I EXPRESSED DOUBT HE WOULD GET ANYONE HERE ON EVE OF CONF TAKE DIFFERENT APPROACH THIS MATTER NOW ALTHOUGH I WAS SURE THAT ONCE IT WAS OVER HE WOULD LIKELY BE TREATED EXPLANATION WHOLE THING UNINTENTIONAL MISUNDERSTANDING, ETC.

5. COMMENT: INTERESTING NOTE THAT FRENCH AMB DELAUNEY INFORMED ME MORNING OF JAN 16 OF GOG INVITATION MINED QUEBEC USING PAST TENSE AND PRIOR THIBAUT'S SECOND VISIT LIBREVILLE AND BEFORE LATTER HAD RECEIVED OTTAWA REPORT THIS EFFECT. GP 3 BANE

CONFIDENTIAL

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier
POL 3 FRANCOPHONE)

Authority NWD 969000
NARA Date 3/9/01



POL 3 FRANCOPHONE
Department of State TELEGRAM

XR POL CAN - FR

CONFIDENTIAL 145

PAGE 01 LIBREV 00873 0616412

52
ACTION AF 15

INFO EUR 15, SAH 03, IO 13, CIAE 00, DODE 00, GPM 03, H 02, INR 07, L 03,
NSAE 00, NSC 10, P 04, RSC 01, SC 01, SP 02, SS 20, USIA 12, AID 28,
NIC 01, CU 04, RSR 01, MM 01, 145 W

P 061630Z FEB 68
FM AMEMBASSY LIBREVILLE
TO SECSTATE WASH DC PRIORITY 1362
INFO AMEMBASSY OTTAWA PRIORITY 07
AMEMBASSY PARIS 411

C O N F I D E N T I A L LIBREVILLE 873

SUBJ FRANCOPHONIE MINED CONF

1. OPENING SESSION FRANCOPHONIE AFRICAN-MALGACHE-FRENCH-QUEBEC
MINED CONF HELD TH AT LIBREVILLE HOTEL DE VILLE IN
FRONT OF WHICH FLOAT FLAGS PARTICIPANTS INCLUDING QUEBEC'S
FLEURS-DE-LIS. EACH COUNTRY'S FLAGPOLE HAS BEEN APPROPRIATELY
LABELLED INCLUDING QUEBEC'S AS QUEBEC (NO REF TO CANADA)
AS HAS THE CAR ASSIGNED TO QUEBEC MINED CARDINAL. QUEBEC'S
FLAG WHICH WHEN FIRST DISPLAYED WAS OF SMALLER SIZE THAN OTHERS

PAGE 2 RUFNCR 873HH C O N F I D E N T I A L
HAS NOW BEEN REPLACED WITH ONE LARGER AND OF COMPARABLE SIZE.
FRENCH MINED PEYREFITTE ARR VED LIBREVILLE 4TH TOGETHER WITH
CARDINAL.

2. CONF OPENED WITH WELCOMING SPEECH BY PRES BONGO.
BONGO SINGLED OUT QUEBEC AND DWELLED ON IMPORTANCE ITS PARTICI-
PATION. HE FOLLOWED BY MINED PEYREFITTE WHO GAVE PRINCIPAL

CONFIDENTIAL

Libreville 873
2-6-68

(2)

Authority NWD 969000
 NARA Date 3/9/01



Department of State

TELEGRAM

CONFIDENTIAL

PAGE 02 LIBREV 00873 061641Z

DISCOURSE. WHILE ESSENTIALLY FULSOME EXPRESSION GAULLIST EUPHORIA ONFRANCOPHONIE, PEYREFITTE DWELLED ON SUBJECT QUEBEC AND REFERRED REPEATEDLY TO IT. ABSENCE OF ANY REF CANADA WAS PARTICULARLY NOTABLE. HIGH POINT REACHED IN PEYREFITTE'S SPEECH WHEN HE TURNED TO BONGU AND THANKED HIM "FOR HAVING TAKEN INITIATIVE INVITE QUEBEC". (GOG DAILY NEWSHEET MORNING 5TH QUOTED PEYREFITTE ON ARRIVAL LIBREVILLE 4TH AS HAVING TAKEN HAPPY INITIATIVE INVITE "CANADA" TO CONF. IN OUR VIEW THIS EITHER DOCTORED VERSION OR INTENDED FOR OTTAWA'S CONSUMPTION.)

3. CARDINAL TOOK STAND WITHOUT INTRODUCTION FOLLOWING PEYREFITTE AND EXPRESSED QUEBCC APPRECIATION INVITATION AND WELCOME

PAGE 3 RUFNCR 873HH C O N F I D E N T I A L
 FRANCOPHONIE FAMILY. HE APPEARED TO ENJOY SPOTLIGHT AND DID NOT SEEM TMBE EMBARRASSED OR DISTRESSED BY SITUATION IN WHICH HE FOUND HIMSELF.

4. COMMENT: QUEBEC GOT LIMELIGHT AND PROVED BE MAIN THEME INAGURAL SESSION. I FOUND QUEBEC SCENARIO INCLUDING BONGO'S PUBLIC ASSUMPTION FULL RESPONSIBILITY FOR EXTENSION DIRECT INVITATION QUEBEC AS OBVIOUS EXPLOITATION GABON BY FRANCE FURTHER DE GAULLE'S QUEBEC POLICY ABRASIVE AND TO A REP OF CANADIAN GOVT IT WOULD LIKELY HAVE BEEN CONSIDERED OFFENSIVE. THERE WAS NOTHING SPECIFIC SAID LIKE "VIVE L'QUEBEC LIBRE" BUT GAULLIST MESSAGE CAME THROUGH BY STRESS ON QUEBEC TO EXCLUSION CANADIAN GOVT.

5. WE UNDERSTAND FROM ISRAELI AMB THAT MEMBER CONF ORGANIZING COMITE SUBSEQUENTLY INFORMED HIM THAT FRENCH INSTRUCTIONS WERE TO MAKE NO REF TO CANADA NOR WAS A REP CANADIAN GOVT OTTAWA TO BE PERMITTED ATTEND. (THIS BORNE OUT BY GOG REFUSA. SEE CANADIAN AMB THIBAUT THIS PAST WEEK IN ORDER DISCUSS COMPROMISE PROPOSAL HE

PAGE 4 RUFNCR 873HH C O N F I D E N T I A L

CONFIDENTIAL



Authority NWD 969000
NARA Date 3/9/01

Department of State

TELEGRAM

CONFIDENTIAL

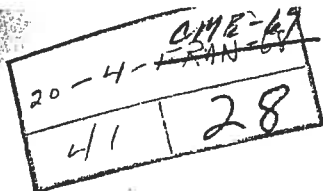
PAGE 03 LIBREV 00873 061641Z

CARRYING.)

6. SHOCKING THING ABOUT SCENARIO WAS THAT FRANCE HAVING
PRESSED BONGO SEND INVITATION AND BYPASS OTTAWA ONE MIGHT HAVE
THOUGHT THAT FRENCH WOULD HAVE WISHED TO TREAT SUBJECT QUEBEC'S
PARTICIPATION SOMEWHAT MORE LIGHTLY, TACTFULLY AND SUBTLY
THAN WAS THE CASE. BLATANT MANNER IN WHICH HANDLED HOWEVER
ONLY MADE BONGO LOOK LIKE HOPELESSLY PLIANT TOOL OF GENERAL
THAT HE APPEARS TO BE CURRENTLY SANE

CONFIDENTIAL

(source : ANC, RG 25, boîte 10690, dossier 26-4-CME 1969, pt. 1)



ACTION COPY

FR

FM KNSHA SEP13/68 SECRET NO/NO STANDARD

TO EXTER 731

REF MYTEL 718 SEP11

FRANCOPHONIE: EDUCATION MINISTERS MTG JAN69

SITUATION IN JAN69 IN KNSHA WILL DIFFER FROM THAT IN LIBRE-
VILLE IN JAN68 IN IMPORTANT RESPECT: WE HAVE RESIDENT DIPLO
MISSION IN KNSHA. THIS AFFORDS CERTAIN ADVANTAGES AS IT MAKES
IT POSSIBLE TO (A) KEEP BETTER INFORMED OF HOST GOVTS INTEN-
TIONS (B) PERSUADE HOST OF DESIRABILITY OF MAINTAINING GOOD
RELATIONS WITH US AND (C) EMPLOY FULLER RANGE OF DIPLO TACTICS.
(THERE WILL ALSO OF COURSE BE DISADVANTAGES IF AGAINST OUR
WISHES A QUEBEC DEL IS SEATED: LOCAL PRESTIGE OF CDN REP
WILL SUFFER AND LONG PERIOD OF STRAINED RELATIONS BETWEEN
EME AND CONGOLESE MIGHT ENSUE.)

2. AMONG OTHER COUNTRIES REPRESENTED IN KNSHA THERE ARE
SOME WHO WOULD PROBABLY BE WILLING TO PUT IN FRIENDLY WORDS
OF ADVICE TO CONGOLESE IN SUPPORT OF OUR CASE THAT ONLY CDA
BE INVITED TO JAN MTG. US EME IS FIRST AMONGST THOSE
WHO WOULD AND COULD HELP BECAUSE OF CLOSE CONTACT WITH MOEUTU
AND USA INTEREST IN CDN AID INVOLVEMENT IN CONGO. THAT
INVOLVEMENT WHICH CREATES CONDITIONS IN WHICH WE COULD IF
NECESSARY USE QUOTE STICK UNQUOTE ON CONGOLESE-CONVERGES
WITH USA POLICY PREEMINENTLY IN RESPECT OF UN CONGO CIVILIAN
FUND AND RECENT AIR CDA SURVEY OF AIR CONGO. I HAVE KEPT
USA AMBASSADOR AND KNSHA US/AID DIRECTOR IN PICTURE ON

copy
R/PM (Lalonde)
B/Mem (McGill)
SSEAE
H. Collins
M. G. G. G.
Cond.
Rid. der
F. G. G.
A. G. G.
M. G. G.
B. G. G.

M. B. G. G.

L. P. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

W. G. G.

PAGE TWO 731 SECRET NO/NO STANDARD

DEVELOPMENTS IN OUR AID PROGRAMME HERE AND HAVE FREQUENTLY BENEFITED FROM INFO PROVIDED BY THEM ON CONGOLESE REACTIONS AFFECTING US. USA EME WOULD BE A USEFUL VEHICLE BY WHICH TO IMPRESS ON CONGOLESE DESIRABILITY OF HEEDING CDW WISHES ON JAN MTS AND I SHOULD LIKE YOUR AUTHORITY TO APPROACH USA AMBASSADOR TO ASK HIM TO DO THIS.

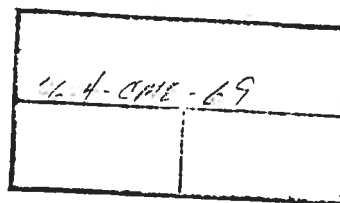
3. NO/NO OTHER DIPLO MISSION HAS AS MUCH INFLUENCE AS USA BUT BELGIANS HAVE EXCELLENT CONTACT WITH MINISTRY OF NATL EDUCATION AND MFA AND WOULD PROBABLY BE WILLING TO SUPPORT US. SWISS ALTHOUGH LESS IN TOUCH WITH CONGOLESE GOVT WOULD ALSO HELP US ON INFORMAL BASIS. AMONG FRANCOPHONE AFRICANS (DAHOMY TUNISIA SENEGAL IVORY COAST CDR CONGO BRAZZA) THERE IS NOT/NOT ONE WHOSE INTERVENTION WOULD BE AT ONCE HELPFUL RELIABLE AND DISCREET. AMONG ANGLOPHONE AFRICANS MARGINAL ASSISTANCE COULD BE GIVEN BY HIGHLY INTELLIGENT KENYAN AMBASSADOR. MAY I APPROACH BELGIAN SWISS AND KENYAN AMBAS - SADORS AT APPROPRIATE MOMENT.

4. COOPERATION OF FRIENDS WOULD BE MOST USEFUL FROM BEGINNING OF NOV WHEN WE HOPE TO BE ABLE MOUNT UP FAIRLY BROAD PUBLICITY CAMPAIGN ON OUR AID PROGRAMME AND OTHER SUBJECTS.

5. MAY I HAVE YOUR COMMENTS.

BROWN

(source : ANC, RG 25, boîte 10690, dossier 26-4-CME 1969, pt. 1)



FM KNSHA SEP18/68 SECRET NO/NO STANDARD

TO EXTER 750 PRIORITY

REF MYTEL 731 SEP13

FRANCOPHONE EDUCATION MINISTERS MTG KNSH JAN/69

IN REFTEL I REFERRED TO CONVERGENCE OF USA AND CDN AID POLICIES IN CONGOKSA ON UN CONGO FUNDS-IN-TRUST. IF WE WISH TO ENLIST USA INFLUENCE TO PROMOTE CDN POSITION ON JAN MTG CDN CONTRIBUTION TO FUNDS FOR 1969 IS PROBABLY BEST POINT OF LEVERAGE BECAUSE ONLY THE CDN CONTRIBUTION OF HALF MILLION DOLLARS IN 1968 MADE POSSIBLE USA CONTRIBUTION OF (2.57) MILLION DOLLARS. AS YOU KNOW USA LEGISLATION PROHIBITS USA CONTRIBUTION UNLESS FUND REMAINS MULTILATERAL AND WE ARE ONLY OTHER PROSPECTIVE CONTRIBUTOR IN 1969. USA IS ANXIOUS TO KEEP FUNDS-IN-TRUST OPERATION GOING IN ORDER TO SUSTAIN CONGO. THEREFORE A SUGGESTION TO USA THAT WE MIGHT PULL OUT IF JAN MTG DOES NOT/NOT GO OUR WAY WOULD INDUCE ACTIVE USA LOBBYING AMONGST CONGOLESE ON OUR BEHALF. .

2. IF THERE IS PROSPECT OF CDN CONTRIBUTION IN 1969 TO FUNDS-IN-TRUST AND IF YOU AGREE THAT THIS PROSPECT BE USED AS INDULGEMENT IT WOULD BE DESIRABLE THAT NO/NO DECISION ON CONTRIBUTION BE MADE BEFORE JAN MTG. HOWEVER I WOULD LIKE AUTHORITY TO SUGGEST TO USA AMBASSADOR POSSIBILITY THAT NO/NO CDN CONTRIBUTION WOULD BE FORTHCOMING IF CONGO INVITED QUE. TO JAN MTG.

BROWN

(Retyped: *JS*) (Checked: *LS*)

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier
POL 3 FRANCOPHONE)



POL 3 FRANCOPHONE
Department of State TELEGRAM

32
YR AID (CAN) AFR

CONFIDENTIAL 927

PAGE 01 NIAMEY 02797 291914Z

50
ACTION AF 16

INFO EUR 15, AID 28, IO 13, NSA 02, CIAE 00, DODE 00, GPM 04, H 02, INR 07,
L 03, NSC 10, P 04, RSC 01, SP 02, SS 25, USIA 12, E 15, SAH 02, RSR 01,

/162 W

067264

R 291515Z OCT 68
FM AMEMBASSY NIAMEY
TO SECSTATE WASHDC 2389
INFO AMEMBASSY ABIDJAN
AMEMBASSY COTONOU
AMEMBASSY DAKAR
AMEMBASSY LAGOS
AMEMBASSY LOME
AMEMBASSY LONDON
AMEMBASSY OTTAWA
AMEMBASSY OUAGADOUGOU
AMEMBASSY PARIS

C O N F I D E N T I A L NIAMEY 2797

SUBJ: CANADA AND FRANCOPHONIE: AID

1. CANADIAN AMBASSADOR MALONE, WHO RESIDENT LAGOS, DURING
COURTESY CALL ON ME TUESDAY, OCTOBER 29, REFERRED TO "FRANCOPHONIE"
CONFERENCE SCHEDULED NIAMEY EARLY DECEMBER.

2. HE SAID THIS "ODD GROUPING" PRESUMABLY WILL INCLUDE 24
STATES WITH MAXIMUM FIVE DELEGATES EACH COUNTRY.

3. HE STATED HE DOES NOT REPEAT NOT KNOW WHAT HIS GOVERN-
MENT'S REACTION WILL BE TO DELEGATION FROM QUEBEC, QTE A COMPLEX
PROBLEM CAUSED BY SOMEBODY ELSE UNQTE.

4. HE ALSO SAID THAT FRANCOPHONIE CONFERENCE, ORIGINALLY
HERALDED AS MEETING OF MINISTERS EDUCATION AND CULTURE, NOW
APPARENTLY EXPANDING CONCEPT TO POSSIBLY INCLUDE FOREIGN
ASSISTANCE MATTERS. CERTAINLY, IT WOULD BE DESIRE OF DEVELOPING
COUNTRIES TO HAVE FRANCOPHONIE CONCEPT DIRECTLY SERVE THEIR NEEDS

CONFIDENTIAL

(2)

Malone
10-29-68
2797



Authority NND 969000
 NATIONAL ARCHIVES 921 NARA Date 3/9/01

Department of State **TELEGRAM**

CONFIDENTIAL

PAGE 02 NIAMEY 02797 291914Z

FOR ADDITIONAL DEVELOPMENT ASSISTANCE. DIORI IN PARTICULAR HAS SUGGESTED SUCH AN ORIENTATION HE CONTINUED. MALONE OPINED FURTHER THAT PERHAPS A PERMANENT FRANCOPHONIE AID SECRETARIAT MAY BE ESTABLISHED, ALONG LINES BRITISH COMMONWEALTH ORGAN, AND THAT FRENCH DELEGATE MAY BE LEPOVSKI (PHONETICS).

5. CHANGING SUBJECT, HE COMMENTED CANADIAN GOVERNMENT NOW EMBARKING ON INCREASED ASSISTANCE PROGRAM TO AFRICA. EQUIVALENT TWO MILLION DOLS U.S. NOW COMMITTED NIGER. NIGER'S DIFFICULTY MEETING LOCAL CURRENCY COSTS HAS NOW BEEN MET BY GOC AGREEMENT TO ALLOW ITS CREDITS COVER LC COSTS ONE MAJOR NIGER SECONDARY SCHOOL PROJECT FOR GIRLS RUN BY CANADIAN CATHOLIC NUNS. IN SPITE PROBLEM LOCAL CURRENCY AVAILABILITIES, MALONE DOES FORESEE ADDITIONAL CANADIAN AID PERHAPS IN HYDRAULIC STUDIES, AGRICULTURE, GEOLOGICAL SURVEYS, ETC.

COMMENT: PRESIDENT DIORI TOLD EMBOFF LAST WEEKEND THAT HE RECEIVED HIS FIRST COMMUNICATION FROM TRUDEAU AND THAT CANADIAN ATTENDANCE FRANCOPHONIE CONFERENCE STILL UNRESOLVED. DIORI KEPT MULLING OVER QUESTION "HOW CAN WE SOLVE PROBLEM COMPOSITION DELEGATIONS FROM TWO CANADAS".

GP-4 ADAMS

CONFIDENTIAL

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 435, dossier AID (CAN) THE CONGO)

<p>DECLASSIFIED Authority NNMAG 9000 By AN Act Date 07/21/04</p>			
<p>75 AIRGRAM DEPARTMENT OF STATE AID (CAN) & THE CONGO</p>			
<p>CONFIDENTIAL</p>			
<p>For each address check one ACTION INFO</p>			
<p>TO - AID/W TOAID A-504 RS/R X</p>		<p>AF</p>	
<p>INFO TO: Embassy OTTAWA</p>		<p>SUR</p>	
<p>3</p>		<p>IO</p>	
<p>DISTRIBUTION</p>		<p>NR</p>	
<p>ACTION</p>		<p>E</p>	
<p>INFO</p>		<p>CA</p>	
<p>FROM USAID/KINSHASA</p>		<p>DATE REC'D</p>	
<p>SUBJECT Possible Canadian Aid Program to Congo/Kinshasa</p>		<p>DATE SER 10/10/68</p>	
<p>REFERENCE</p>		<p>TOAID A-504</p>	
<p>The Canadian Embassy has informed us that a Canadian assistance planning team is due to visit Kinshasa towards the end of October. The Canadian Embassy has been authorized to inform the Congolese Foreign Ministry that this team will be prepared to discuss the following general type of program:</p>			
<p>(a) A technical assistance program of up to \$1.0 million, which would probably include both bilateral technical assistance projects and continued support of the United Nations Funds-in-Trust program for the Congo. Assuming the UN Funds-in-Trust program runs in 1969 at approximately \$400,000, \$600,000 would be available for a regular bilateral activity.</p>			
<p>(b) One or two capital projects, each having a value of about \$1.0 million.</p>			
<p>The Canadian Embassy has asked USAID advice on projects which might be appropriate for financing under their program and we will be discussing such possibilities with the Embassy prior to arrival of the team.</p>			
<p>MCBRIDE</p>			
<p>OTHER AGENCY</p>			
<p>State</p>			
<p>RECORDED IN 25/A</p>			
<p>PAGE 1 AGES 1</p>			
<p>DRAFTED BY BSR/own/DepDir/eb</p>		<p>OFFICE Director</p>	
<p>PHONE NO.</p>		<p>DATE 10-9-68</p>	
<p>APPROVED BY: CAMann/Dir Econ Com</p>		<p>10-9-68</p>	
<p>AND OTHER CLEARANCES</p>			
<p>CONFIDENTIAL</p>			
<p>CLASSIFICATION</p>			
<p>(Do not type below this line)</p>			

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier POL 3 FRANCOPHONE)

AF-5		20		A-17		CONFIDENTIAL		17 CAN - THE CONGO 18 CAN - FOR USE ONLY	
TO	Department of State	INFO:	Ottawa, Paris	FROM	Amembassy KINSHASA	DATE:	November 21, 1968	17 CAN - THE CONGO 18 CAN - FOR USE ONLY	
SUBJECT	Francophone Education Ministers Conference: Congo (K) to Exclude Quebec	REF							
<p>Canadian Ambassador Gordon Brown departed Kinshasa on November 17, 1968 on transfer to Cyprus. Prior to his departure, he paid a farewell call on Congo (K) President Mobutu.</p> <p>According to Canadian Second Secretary James Bonthron, one of the major topics of discussion during the farewell call was the Francophone Education Ministers Conference scheduled to be held in Kinshasa in early January, 1969. Ambassador Brown naturally sought assurances from Mobutu that Quebec would not be invited as an entity separate from the rest of Canada. This apparently triggered an anti-French tirade by Mobutu who promised Ambassador Brown that Quebec would not receive an invitation. Mobutu accused the French Government of being chronic promoters of secession. He reportedly said the French Government supported the Katanga secession and the Biafra secession, and would certainly support any future Quebec secession. He was quite outspoken in his criticism of the French Government, according to Bonthron.</p> <p>MCBRIDE</p> <p>Group IV. Downgraded at 3-year intervals; declassified after 12 years.</p>									
CONFIDENTIAL									
<p>DS-323</p> <p>A/DCM:HJCohen/gf 11/20/68</p> <p>Ambassador MCBride</p>									

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 1938, dossier POL 7 CAN)

75



Department of State

TELEGRAM

YR POL 7 THE CONGO
YR POL CAN - THE CONGO

UNCLASSIFIED 378

PAGE 01 KINSHA 13174 111317Z

45
ACTION AF 16

INFO EUR 15, CIAE 00, DODE 00, INR 07, P 04, RSC 01, USIA 12, NSA 02, AID 28

10 13, RSR 01, /099 W

041146

R 111125Z DEC 68
FM AMEMBASSY KINSHASA
TO SECSTATE WASHDC 9764
INFO AMEMBASSY OTTAWA
AMEMBASSY PARIS

UNCLAS KINSHASA 13174

SUBJ: CANADIAN LEADER INVITES MOBUTU TO CANADA

1. PAUL MARTIN, PRESIDENT OF THE CANADIAN SENATE, MET WITH PRESIDENT MOBUTU IN KINSHASA TUESDAY, AND AFTERWARDS ANNOUNCED TO THE PRESS THAT MOBUTU HAD ACCEPTED AN INVITATION TO VISIT CANADA. NO DATE WAS SET. MARTIN CHARACTERIZED MOBUTU AS A FAMOUS MAN AND A GREAT PATRIOT, AND SPOKE OF CANADA'S DESIRE FOR CLOSE RELATIONS WITH THE CONGO.

2. VICE-FOREIGN MINISTER FOR COOPERATION UMBA HOSTED A LUNCHEON FOR MARTIN TUESDAY. IN HIS SPEECH UMBA SPOKE OF THE PROMISE MADE A MONTH AGO BY THE CANADIAN DIRECTOR OF AID TO INCREASE AID TO THE CONGO.

3. IN LINE WITH THE CONGO'S CURRENT PROPAGANDA CAMPAIGN AGAINST FRANCE, MARTIN WAS ASKED BY THE CONGOLESE PRESS TO COMMENT ON DE GAULLE'S POLICIES TOWARD SUDAN. MARTIN REFUSED TO RISE TO THE BAIT AND SPOKE OF THE LOVE AND RESPECT CANADIANS HAVE FOR FRANCE AS ONE OF HER MOTHER COUNTRIES. MCBRIDE

KINSHASA-13174
12-11-68

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 1938, dossier POL 7 CAN)

DECLASSIFIED
Authority NND 969000
By AB NARA Date 7/19/01



Department of State **TELEGRAM**

YIL PCL 1 CAN-THE CONGO

CONFIDENTIAL 679

PAGE 01 KINSHA 13224 122115Z

83
ACTION AF 16

INFO EUR 15, CIAE 00, DODE 00, GPM 04, H 02, INR 07, L 03, NSC 10, P 04,

RSC 01, SP 02, SS 25, USIA 12, NSA 02, AID 28, IO 13, RSR 01, 145 W
050458

R 121705Z DEC 68
FM AMEMBASSY KINSHASA
TO SECSTATE WASHDC 9789
INFO AMEMBASSY OTTAWA
AMEMBASSY PARIS

C O N F I D E N T I A L KINSHASA 13224

SUBJECT: CANADIAN SENATOR MARTIN'S VISIT

1. SENATOR PAUL MARTIN REPORTED TO ME JUST BEFORE HIS DEPARTURE ON HIS DISCUSSIONS WITH CONGOLESE OFFICIALS. HE WAS HIGHLY SATISFIED WITH DEVELOPMENTS ON QUEBEC FRONT AND SAID MOBUTU HAD GIVEN HIM WRITTEN STATEMENT OF VERY STRONG SUPPORT FOR CANADIAN GOVERNMENT AND CATEGORICAL ASSURANCES THAT QUEBEC WOULD NOT BE INVITED TO PARTICIPATE IN FORTHCOMING FRANCOPHONE CONFERENCE OF MINISTERS OF EDUCATION. MARTIN QUERIED ME AS TO WHETHER I THOUGHT THIS GUARANTEE WOULD HOLD. I REPLIED THAT IN OUR DEALINGS WITH PRESIDENT MOBUTU, WE HAD NOT FOUND HIM PRONE TO GOING BACK ON HIS WORD.

2. MARTIN CONFIRMED OUR OWN FEELINGS THAT CONGOLESE ARE CONSIDERABLY ANNOYED WITH FRENCH. THEY BLAME FOR DEFECTION OF CENTRAL AFRICAN REPUBLIC FROM MOBUTU'S PET SCHAE FOR CENTRAL AFRICAN FEDERATION. HE THOUGHT THIS WAS ADDITIONAL REASON WHY MOBUTU WOULD NOT TOLERATE QUEBEC DELEGATION AT EDUCATION MINISTERS' MEETING.

3. MARTIN ADDED THAT HE HAD BEEN CONSIDERABLY IMPRESSED WITH MOBUTU AND BELIEVED HIM TO BE ONE OF OUTSTANDING AFRICAN LEADERS WITH WHOM HE HAD MET ON HIS PRESENT SWING AROUND CONTINENT. MARTIN SAID THAT WHILE WAS NOT AN EXPERT ON CONGOLESE AFFAIRS, HE NEVERTHELESS FELT CONFIDENCE IN MOBUTU'S COMPETENCE AND QUALITIES OF LEADER.

CONFIDENTIAL

KINSHASA-13224
12-12-68

DECLASSIFIED
Authority NND 969000
By AB NARA Date 7/19/01



Department of State **TELEGRAM**

CONFIDENTIAL

PAGE 02 KINSHA 13224 122115Z

SHIP. HE ADDED MOBUTU HAD BEEN OFFICIALLY INVITED TO VISIT CANADA AND THAT VISIT MIGHT OCCUR IN SPRING OF 1969. MARTIN CONCLUDED WARMLY AND GENEROUSLY THANKING THIS EMBASSY FOR SUCH ASSISTANCE AS WE HAVE BEEN ABLE TO RENDER ON QUEBEC ISSUE. HCBRIDE

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969, boîte 2105, dossier
POL 3 FRANCOPHONE)



POL 3 FRANCO PHONE
Department of State **TELEGRAM**

CONFIDENTIAL 636

PAGE 01 KINSHA 00136 081548Z

41
ACTION AF 16

INFO EUR 15, CIAE 00, DODE 00, GPM 04, H 02, INR 07, L 03, NSAE 00, NSC 10,

P 04, RSC 01, SP 02, SS 20, USIA 12, RSR 01, AID 28, /125 W
----- 046562

P R 081200Z JAN 69
FM AMEMBASSY KINSHASA
TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 9968
INFO AMEMBASSY OTTAWA
AMEMBASSY PARIS
AMCONSUL LUBUMBASHI

C O N F I D E N T I A L KINSHASA 0136

SUBJECT: FRANCOPHONE EDUCATION MINISTERS CONFERENCE

1. IN CONNECTION WITH FRANCOPHONE EDUCATION MINISTERS CONFERENCE SCHEDULED OPEN HERE IN KINSHASA JANUARY 13, FRENCH EMBASSY FIRST SECRETARY (PROTECT) INFORMED US WEDNESDAY MORNING THAT CONGOLESE GOVERNMENT HAS DECIDED SEND SEPARATE INVITATION TO QUEBEC. HE SAID INVITATION WAS SENT TUESDAY.

2. WE INFORMED CANADIAN EMBASSY HERE WHICH INDICATED THAT WHATEVER MANEUVER FRENCH MAY HAVE UTILIZED TO CONVINCE GDRC TO REVERSE THEIR POLINE MAY HAVE COME TOO LATE. CANADIAN SOURCE SAID ANNOUNCEMENT IS EXPECTED IMMINENTLY THAT QUEBEC MINISTER OF EDUCATION AND NEW BRUNSWICK PRIME MINISTER HAVE AGREED TO BE CO-CHAIRMAN OF SINGLE CANADIAN DELEGATION TO CONFERENCE. BUT CANADIAN EMBASSY IS WORRIED THAT YESTERDAY'S INVITATION FROM CONGOLESE MIGHT BE DELIVERED PRIOR TO ANNOUNCEMENT AND GIVE QUEBEC PEOPLE SECOND THOUGHTS.

3. COMMENT: AS PREVIOUSLY REPORTED, CANADIANS HAVE REPEATEDLY BEEN ASSURED BY CONGOLESE THAT SEPARATE INVITATION WOULD NOT BE SENT TO QUEBEC. OUTGOING CANADIAN AMBASSADOR BROWN RECEIVED THIS ASSURANCE DIRECTLY FROM PRESIDENT MOBUTU IN NOVEMBER, AND MOBUTU REPORTEDLY MADE SIMILAR PROMISE IN SUBSEQUENT LETTER TO PRIME MINISTER

CONFIDENTIAL

37

KINSHASA-136
1-869

01-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100



Department of State

TELEGRAM

CONFIDENTIAL

PAGE 02 KINSHA 00136 081548Z

TRUDEAU. OUR JOINT SPECULATION WITH CANADIAN EMBASSY
IS THAT FRENCH PROMISED TO ENCOURAGE OCAM HEADS OF STATE
TO ATTEND SUMMIT MEETING SCHEDULED BEGIN IN KINSHASA
JANUARY 21 IN EXCHANGE FOR INVITATION TO QUEBEC. IF QUEBEC
DOES END UP BY SENDING A SEPARATE DELEGATION AS RESULT OF
RECEIVING SEPARATE INVITATION FROM GDRC, CANADIAN AID PROGRAM
HERE COULD BE IN JEOPARDY. MCBRIDE

CONFIDENTIAL

3/

Annexe 4 : Le Canada et l'Afrique francophone

(source : ANC, RG 25, vol. 8823, dossier 20-1-2-1-Maghreb et Afrique noire francophone)

P R O J E T

AU: Sous-secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures, Ottawa

CONFIDENTIEL

le 17 août 1971

DE: Ambassade du Canada
Dakar

SUJET: Le Canada et l'Afrique francophone

INTRODUCTION

Le mandat qui m'a été confié en 1968 s'étendait à toute l'Afrique francophone au sud du Sahara. En vertu des accréditations multiples, le Conseiller régional à l'information figurait sur la liste diplomatique de tous les Etats dans l'aire géographique qui s'étend du Sénégal au Burundi. En mai 1970, il fut étendu à Madagascar et à l'Ile Maurice. La nature de ce mandat fut nécessairement polyvalente. Officiellement consacré à l'information et aux affaires culturelles, il s'agissait de développer les contacts avec les pays situés dans cette zone et plus particulièrement avec ceux où nous n'avions pas une représentation diplomatique sur place et, en quelque sorte, de servir d'antenne au Ministère.

2. Le principal problème qui se posait au Canada à l'automne 1968 était celui de son admission aux conférences internationales des pays francophones: conférence des Ministres de l'Éducation des Etats d'expression française d'Afrique et de Madagascar, et conférence des Etats francophones en vue de la création de l'Agence de coopération culturelle et technique. Plus précisément, la question était de savoir si le Canada, plutôt que le Québec, serait accepté comme interlocuteur valable sur le plan international pour tout ce qui touche à l'élaboration de la francophonie.

- 2 -

3. J'ai consacré le plus clair de mon temps à cette question. Mes plans de voyages ont été établis principalement en fonction des échéances qu'étaient les conférences internationales. Ces voyages m'ont conduit dans tous les pays francophones dans ma zone de responsabilités, sauf le Burundi. C'est en fonction des impressions accumulées au cours de ces voyages que j'ai préparé ce mémoire, en cherchant à retenir ce qui m'a paru important pour l'avenir des relations du Canada avec l'Afrique francophone. J'ai divisé ce travail de la façon suivante:

- 1) Historique des principales étapes de l'admission du Canada dans les instances francophones.
- 2) Aperçu général des pays francophones.
- 3) Données d'une politique canadienne en Afrique francophone.
- 4) Observations et recommandations sur les moyens de mettre en oeuvre une politique canadienne.

HISTORIQUE

4. En 1968, l'avenir du Canada en Afrique francophone ne s'annonçait pas facile. Les multiples déclarations du Gouvernement Fédéral de l'intérêt particulier du Canada à l'égard de la francophonie n'avaient trouvé que peu d'écho tant en France qu'en Afrique. Par ailleurs, l'invitation personnelle que le Ministre de l'Education du Gabon avait envoyée à son homologue québécois avait, à toutes fins pratiques, introduit le Québec en février 1968 à la conférence des Ministres de l'Education des Etats d'expression française d'Afrique et

...3

- 3 -

de Madagascar. La prochaine réunion de cette conférence devait avoir lieu à Kinshasa en janvier 1969. Par ailleurs, le Président Diori du Niger, en sa capacité de Président de l'OCAM, convoquait à Niamey en février '69, une conférence des Etats francophones en vue de créer une agence de coopération culturelle et technique.

5. On pouvait donc se demander si les invitations à ces conférences seraient adressées au Canada. L'attitude du Québec, l'appui à peine déguisé de la France et les immenses moyens de cette dernière en Afrique francophone auguraient mal. Dans l'éventualité d'une invitation au Québec ou bien d'une invitation au Québec et au Canada, il était évident que le Canada serait aux prises avec un problème sérieux tant sur le plan constitutionnel que sur celui de ses relations avec l'ensemble des pays francophones.

6. Peu avant mon arrivée à Dakar en novembre '68, le Canada et le Québec avaient reçu du Niger une communication les invitant à participer à la conférence de Niamey. A vrai dire, il n'était pas du tout clair d'après cette communication si le Canada était bel et bien invité, ou s'il était simplement informé de la tenue de la conférence et la communication au Québec. Deux décisions importantes furent alors prises par le Gouvernement Fédéral:

- a) La communication du Président du Niger serait interprétée comme une invitation à participer à la conférence.
- b) Le Sénateur Martin, Ministre délégué pour représenter le Premier Ministre aux fêtes du 51^{ème} anniversaire de l'Université nationale du

...4

- 4 -

Rwanda irait, au cours de son voyage, rencontrer les principaux Chefs d'Etat francophone d'Afrique. Plus précisément, il devait informer le Président Diori que le Canada acceptait son invitation et enverrait une seule délégation comprenant des représentants du Québec et des provinces intéressées à la francophonie. Il demanderait au Général Mobutu de n'envoyer qu'une seule invitation à la conférence de Kinshasa, qui devait être adressée au Gouvernement Fédéral. Il informerait les Présidents Senghor et Houphouët-Boigny des intentions du Canada et manifesterait le très grand souci du Canada de développer ses relations avec toute l'Afrique francophone.

7. Cette mission réussit mieux qu'il n'était permis d'espérer. Le Sénateur Martin obtint du Président Diori une lettre au Premier ministre qui endossait autant qu'il était possible la position du Canada. Il obtint également du Général Mobutu une lettre précisant que le Gouvernement Fédéral du Canada serait invité à la conférence de Kinshasa. L'accueil fut partout excellent et si les Présidents Senghor et Houphouët-Boigny restèrent prudents quant à l'avenir, ils reçurent le mieux du monde les déclarations du Sénateur Martin.

8. Cette mission marqua sur le plan politique un tournant décisif dans nos relations avec les pays africains. Aux yeux du Président Diori, la solution proposée avait l'avantage d'inclure le Québec sans exclure le Canada, lui permettant ainsi (du moins le pensait-il) de ne pas indisposer la France sans se fermer au Canada.

...5

- 5 -

Quant au Président Mobutu, il s'est avéré fort opportunément que le Congo à ce moment-là était en froid avec la France. Par ailleurs, le Gouvernement Congolais recherchait assidûment l'aide d'Air Canada pour remettre sur pied Air Congo, en mauvaise posture. D'une manière plus générale, on peut dire que la mission Martin réalisa sur le plan politique, les bénéfices que nous attendions de la mission Chevrier qui eut lieu plus tôt dans l'année, en mars 1968. Cette dernière mission eut un impact psychologique énorme auprès des Chefs d'Etat africains en démontrant de façon concrète, que le Canada était vraiment prêt à s'intéresser à eux en mettant en oeuvre des programmes de coopération.

9. En dépit des succès importants obtenus par la mission Martin, il devint rapidement évident que nous n'étions pas au bout de nos difficultés. La principale provenait de l'attitude de la France qui, depuis Libreville, avait pris fait et cause pour le Québec en Afrique. Une autre difficulté était de convertir le Québec à cette entrée en scène du Canada. A cet égard, notons que l'attitude du Québec à ce moment-là fut d'une importance cruciale. Si le Québec avait carrément refusé de se joindre à la délégation canadienne, la position du Canada aurait été beaucoup plus vulnérable et plus difficile à maintenir, d'une part aux yeux des Ministres de l'Éducation réunis à Kinshasa et d'autre part, vis-à-vis du Président Diiori qui avait quand même transmis une invitation au Québec (celui-ci devait admettre plus tard qu'il avait été fourvoyé par les conseillers français dans cette affaire). Le Québec, après de difficiles et poin-

...6

- 6 -

tilleuses négociations qui durèrent littéralement jusqu'à la dernière minute, tant pour Kinshasa que Niamey, accepta de venir se joindre à la délégation canadienne mais en essayant tout de même de garder une position distincte dont l'essentiel était que les québécois au sein de la "représentation canadienne" formaient une délégation à part et qu'ils avaient droit d'accès direct tant aux organes de la conférence qu'aux pays qui y participaient. De son côté, le Gouvernement Fédéral eut l'habileté de faire des concessions quant à l'identification des provinces au sein de la délégation (drapeaux, plaques, etc.), tout en cherchant à assurer cependant, que sur le plan international il était bien établi que le Canada seul participait à la conférence au même titre que les autres Etats participants.

10. De janvier 1969 à mars 1970, une lutte sourde allait se dérouler entre le Canada et la France autour de cette question.

Calquant sa position sur celle du Québec, la France mit en oeuvre beaucoup de ses considérables moyens d'action dans cette partie du monde, pour tenter d'assurer d'abord une invitation séparée au Québec, puis une place séparée et distincte pour le Québec à cette conférence. Ces moyens furent d'une part l'AUDECAM, agence para-gouvernementale française qui, jusqu'à la conférence de Libreville, agissait comme secrétariat pour la conférence des Ministres de l'Éducation, et d'autre part, tout un assortiment de pressions aux plus hauts niveaux par l'intermédiaire des ambassades et de messagers spéciaux, sous forme de remontrances verbales, lettres, aide-mémoire, etc.

...7

- 7 -

11. De son côté, le Canada jouissait de certains avantages qui rendaient plus difficile l'action de la France. On peut énumérer les suivants: le poids des usages internationaux entièrement axés sur les relations entre Etats souverains; le crédit dont jouit le Canada comme puissance industrielle avancée (et relativement désintéressée en comparaison avec les grandes puissances); les espoirs que les déclarations de politique canadienne ont suscités dans les pays francophones; le sentiment qu'ont les dirigeants africains de la fragilité de leurs Etats. Ces avantages étaient particulièrement renforcés par la présence du Québec dans la délégation canadienne, mais il faut dire aussi qu'au cours de ces 14 mois mouvementés, le Canada a été remarquablement servi par les circonstances.

12. La plus importante de ces circonstances fut la conversion rapide du Président Diori au Canada. Ce renversement d'attitude peut paraître à prime abord assez étonnant. En effet, le Niger, l'un des pays les plus pauvres de l'Afrique, dépend totalement de la France qui lui apporte une aide importante, y compris une aide budgétaire. Mais c'est précisément de cette situation de dépendance totale dont le Président et son entourage souffrait. Chaque fois qu'il avait manifesté quelques velléités d'indépendance il avait eu maille à partir avec ce clan d'activistes français que ses principaux conseillers appellent communément "la Mafia". Si dans son estimation la présence et l'aide de la France sont essentiels au Niger, il ne voulait pas dépendre exclusivement de la France. En particulier, le Président trouvait exorbitant la situation de monopole des intérêts privés français, situation qui leur permet de tirer des profits excessifs. Le

...8

- 8 -

Président souhaitait diversifier les sources de coopération extérieure pour réduire la dépendance du Niger et pour amorcer véritablement le développement de son pays. Il voulait en fait affirmer l'indépendance du Niger et il s'est aperçu que le Canada pouvait faire beaucoup pour l'aider. Toute l'habileté de son action a donc porté à se concilier le Canada tout en cherchant à ne pas heurter de front la France. Ce ne fut pas facile, comme en témoignent les péripéties qui précédèrent les deux conférences de Niamey. Le Président réussit brillamment à rencontrer nos exigences essentielles (moyennant quelques accommodements de notre part), sans donner lieu à une réaction ouvertement hostile de la France. Le geste du Président est d'autant plus remarquable si l'on considère que le moindre faux pas de sa part pouvait être utilisé par la "Mafia" mentionnée précédemment pour convaincre les plus hautes instances françaises de son hostilité à l'égard de la France. Il ne pouvait craindre du Canada les conséquences désastreuses pour le Niger et pour son régime qui auraient pu découler d'une mauvaise réaction de la France.

13. On peut considérer comme une autre circonstance favorable les appuis que nous avons trouvés au sein du Secrétariat technique permanent de la conférence des Ministres de l'Éducation. Cet organisme a été créé à la conférence de Libreville et la responsabilité en a été confiée au Sénégal. Son appui s'est manifesté dès la conférence de Kinshasa. A cet égard, il convient de souligner que le Secrétariat technique permanent n'a aucun pouvoir réel. Il prend

...9

- 9 -

ses instructions de la conférence. En cas de difficulté majeure entre les conférences, il devrait normalement solliciter l'avis des autorités sénégalaises. Par ailleurs, l'absence de statut défini rend la situation assez floue au sein de ces conférences qu'un fonctionnaire mal intentionné à notre égard aurait pu nous susciter des difficultés considérables. Il nous aurait fallu faire appel aux Etats pour régler ces difficultés, avec tous les aléas que de telles démarches comportent. Nous avons eu la chance de trouver un appui et un soutien constants dans la ~~présence~~^{présence} du Secrétaire général adjoint, Monsieur Gérard Chenet, un Haïtien détaché de la Fonction publique sénégalaise. Il est arrivé, bien sûr, au Secrétariat de commettre des erreurs en ce qui concerne le Canada, mais fort heureusement, ce ne fut jamais que des erreurs sans conséquences réelles à notre égard. C'est grâce à l'appui du Secrétariat que le Canada (et le Canada seul) a pu en douceur et sans contestations, s'affirmer comme Etat membre de la conférence, avec toutes les attributions que ce statut comporte. Il en aurait été autrement si nous avions eu affaire à l'AUDECAM. Le rapport qu'il a produit après la conférence de Kinshasa est bien révélateur à cet égard: le Québec y était classé comme Etat membre et le Canada comme observateur.

14. Une autre circonstance qui allait s'avérer favorable fut le choix de la Mauritanie comme site de la session africaine suivante de la conférence des Ministres de l'Éducation. En rétrospective, on peut considérer que la deuxième session africaine fut pour nous d'une

- 10 -

importance particulière. Si l'on considère les sessions de Paris comme étant nulles (la France acceptant notre présence mais communiquant directement avec le Québec), la deuxième session peut être regardée comme faisant coutume et ayant valeur de confirmation pour les africains de la présence à part entière du Canada et de son intérêt. Nous avons été remarquablement servis en l'occurrence par l'attitude très nette en notre faveur que prit au départ le Président Ould Daddah, sans atermoiement et sans difficulté. La fermeté de son attitude fut telle que nous avons dû intervenir au cours de la conférence pour faire appliquer nos arrangements internes plus libéraux à l'égard des provinces que le Président n'avait prévu. Sans doute à l'instar du Président Diori, le Président Ould Daddah voulait-il aussi intéresser le Canada à la Mauritanie, mais il n'a jamais été question de marchandage. Le vœu du Président fut très clairement exprimé. Il a répété en plusieurs occasions à notre Ambassadeur et à moi-même, que le Canada était particulièrement acceptable à la Mauritanie et qu'il souhaitait une coopération beaucoup plus développée entre nos deux pays. Malgré sa jeunesse, le Président a acquis un prestige grandissant en Afrique, qui vient d'être marqué par son élection à la présidence de l'OUA.

15. La deuxième conférence de Niamey et ses préparatifs furent le point culminant de la guerre plus ou moins secrète que nous livraient certains services français. Les télégrammes de l'époque ont fait état de toutes les péripéties: pressions accumulées sur la tête du Président Diori, pressions aussi auprès de tous les Chefs d'Etat francophone. Si, en 1970, après le départ du Général de Gaulle, ces services ne pouvaient sans doute, plus compter sur le même appui du Chef de l'Etat,

- 11 -

ils eurent cependant assez de latitude pour nous faire la vie dure. Les rangs du clan pro-qubécois chez les français étaient grossis de tous ceux qui au sein de l'administration française voyaient d'un mauvais oeil le projet de Jean-Marc Léger, coupable de voir trop grand et de porter atteinte, à leurs yeux, à la position prééminente de la France dans ses rapports bilatéraux avec les Etats africains. Le dénouement de cette crise fut celui que l'on sait.

16. Depuis, la France donne l'impression de vouloir s'accommoder du Canada, sans grand enthousiasme, mais sans hargne non plus. Il semble que la France en Afrique soit dans une position d'attente à notre égard: question de voir comment nous allons opérer, question de jauger si notre action peut porter atteinte à ses intérêts fondamentaux, question en somme de mesurer la portée et le sens que nous voulons donner à nos professions de foi francophone.

APERÇU GENERAL DES PAYS FRANCOPHONES AU SUD DU SAHARA

17. Il convient de dégager ici de l'ensemble des impressions générales que mes voyages m'ont apportées sur les pays africains au sud du Sahara, celles qui me semblent conditionner la mise en oeuvre des politiques canadiennes à leur égard.

18. Ces impressions pourraient être classées en deux catégories, l'une où ressortirait la diversité de ces pays, l'autre où paraîtraient au contraire les points communs qui assurent l'étonnante cohésion de cette région du monde. Le voyageur privé voit mal au départ cette diversité. A prime abord, toutes les capitales d'Afrique francophone

- 12 -

ont un air de famille. L'agencement des services, les façons de faire, et même l'aménagement des lieux témoignent d'une étroite parenté. Avec un rien d'exagération on peut dire que d'un bout à l'autre de l'Afrique francophone, on entre toujours dans le même hôtel ou le même restaurant. Mais celui qui s'attarde découvre vite que ces ressemblances superficielles s'estompent et que chacun de ces pays possède une personnalité bien distincte. Les caractéristiques de cette personnalité dépendent du rapport des ethnies, de leurs traditions, du potentiel économique, de la situation géographique. Ils dépendent aussi de phénomènes relativement passagers, telles que la personnalité du Chef de l'Etat ou idéologie politique des dirigeants du moment. Pas de pays plus différent dans son aspect physique et dans la composition de sa population que le Niger et la Côte d'Ivoire. Même chez des pays voisins occupant la même zone dite soudano-sahélienne entre le Sahara et la forêt tropicale, on perçoit vite bien des différences. Il en est ainsi à l'ouest, entre le Sénégal et la Mauritanie, en Afrique centrale, entre le Cameroun et le Congo, le Gabon et le Tchad. Quant à Madagascar et à l'Ile Maurice, ce sont des mondes à part. On perçoit aussi d'assez grandes différences tant dans le poids relatif de ces pays que dans l'urgence et l'étendue de leurs besoins. Des pays côtiers, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Cameroun, ont une infrastructure beaucoup plus développée que des pays de l'intérieur,

...13

- 13 -

comme le Niger, la Haute Volta, et le Tchad, qui sont parmi les pays les plus dénués du monde. Le Congo, avec ses immenses ressources naturelles et sa population, ne saurait se comparer au Dahomey et au Togo, petites enclaves à faible potentiel économique, constamment déchirées par les rivalités tribales.

19. En dépit de ces différences assez considérables, tous ces pays ont entre eux des points communs. Il existe entre eux un réseau de liens et de rapports tel que l'on^{ne}/peut rien entreprendre en quelque partie de cette zone sans que l'effet ne se propage d'un bout à l'autre. Les plus évidents et les plus distinctifs de ces points communs sont la langue et les apports culturels français. Même si elle n'est parlée que par une couche assez mince de la population, la langue française est partout la langue d'administration et la principale langue de travail de ces pays. Elle est un facteur d'unification des Etats dont les ethnies dans la plupart des cas ont leur propre langue et ne peuvent communiquer facilement entre elles. La langue française est/^{donc}un moyen privilégié de communication de ces pays entre eux. Enfin, le français ayant statut de langue internationale, elle leur permet de communiquer et de s'affirmer au monde extérieur. Mais il y a plus que le simple fait de parler le français. Toutes les élites africaines sont passées par le système d'éducation français. Elles ont été formées dans le même moule, elles sont caractérisées par la même démarche intellectuelle, la même façon de poser les problèmes. Elles ne font pas qu'utiliser les mêmes mots, elles parlent aussi, au sens profond du terme, le même

...14

- 14 -

langage. A cela viennent s'ajouter des liens personnels d'amitié qu'ont tissés entre beaucoup de dirigeants africains les années partagées de lycée et d'université.

20. Moins distinctif et combien contraignant est cet autre dénominateur commun qu'est le sous-développement. Sous-développés, ces pays le sont à des degrés divers. Tous leurs gouvernements partagent cependant la hantise d'augmenter le niveau de vie de leur population. En effet, toutes les couches de la population ont subi et subissent en profondeur le choc de la modernité. Tout autour d'eux, ils voient qu'il y a des modes de vie meilleurs et en tout cas plus faciles que celui de leurs coutumes ancestrales. L'Etat étant pratiquement la seule concentration de puissance et de richesse aux mains d'africains, tous les gouvernements sentent l'urgent besoin de justifier leur pouvoir par leurs efforts en vue du développement. D'où la vertu incantatoire du mot "coopération". Dans ce domaine crucial, s'ils sont en concurrence les uns avec les autres pour l'attention des pays développés, ils se sentent aussi très solidaires les uns des autres, dans leurs inquiétudes et leurs objectifs. Tout geste positif posé par les pays développés dans l'un ou l'autre de ces pays est noté partout et en général bien accueilli, parce qu'il contient en germe l'espoir que l'aide se propagera chez eux.

21. Si la langue et la situation économique sont de puissants facteurs de cohésion, il convient de mentionner aussi la situation géographique. Il suffit de regarder une carte: de Dakar à Bujumbura, les pays francophones forment une masse continue dans laquelle quelques

- 15 -

pays anglophones font figure d'enclaves (enclave incomparablement puissante et vitale, bien sûr, dans le cas du Nigéria). Si cette proximité donne lieu à des conflits d'intérêts et à des frictions de toute nature, ceux-ci tendent à rester localisés. Globalement, cette situation géographique contribue beaucoup à renforcer la cohésion. Toutes les populations de la zone francophone au sud du Sahara, si fragmentées et tribalisées qu'elles soient, ont conscience de partager le même fond culturel, la même histoire et la même condition. Il n'est donc pas étonnant d'entendre constamment l'expression "pays frères" dans les déclarations publiques et dans les journaux.

22. Ces "pays frères" ont été amenés à structurer leurs rapports dans une association générale qui les regroupe à peu près tous (sauf la Mauritanie et la Guinée), l'Organisation Commune Africaine Malgache et Mauricienne, au sein de laquelle ils essaient de regrouper leurs efforts, de trancher les problèmes qui surviennent entre eux et de faire front commun vis-à-vis du monde extérieur. C'est par l'intermédiaire de l'OCAM que s'est négociée la Convention de Yaoundé qui définit les termes de leurs échanges économiques avec le Marché Commun. C'est l'OCAM également qui a pris l'initiative de convoquer la conférence des Etats francophones qui a abouti à la création de l'Agence de coopération culturelle et technique. Ces pays se sont aussi dotés d'associations régionales, tels que l'Organisation des Etats riverains du Sénégal (Sénégal, Mali, Mauritanie, Guinée), le Conseil de l'entente (Côte d'Ivoire, Haute Volta, Niger, Togo, Dahomey).

- 16 -

Ces associations se penchent sur les problèmes particuliers à leur région et fonctionnent avec plus ou moins de bonheur selon les problèmes du moment. Il y a également les conférences générales limitées à des domaines précis. Nous connaissons bien deux de celles-ci: ce sont la conférence des Ministres de l'Education et celle des Ministres de la Jeunesse et des Sports des Etats d'expression française d'Afrique et de Madagascar.

23. Toutes ces associations et conférences suscitent un va-et-vient continuel de Chefs d'Etat, de Ministres et de fonctionnaires. Ils engendrent à leur tour des réunions d'experts de toute nature qui en préparent les travaux et mettent en oeuvre les décisions prises. On est d'abord surpris de constater l'absence de représentation diplomatique entre les pays africains francophones (généralement limitée aux pays voisins). Ces échanges continuels dans le cadre des multiples associations mentionnées plus haut en diminuent largement le besoin. Ces associations sont le véhicule privilégié de l'information et des idées entre les dirigeants. Elles sont le lieu où s'élaborent et se définissent les attitudes communes. Elles contribuent ainsi pour beaucoup à entretenir les liens d'amitié et de solidarité.

24. Il est particulièrement intéressant de noter que ces liens persistent même entre des pays dont les orientations politiques et idéologiques sont relativement éloignées. Si le Congo-Brazzaville et le Congo-Kinshasa, la Mauritanie et la Côte d'Ivoire peuvent participer ensemble à la conférence des Ministres de l'Education, c'est

- 17 -

dire l'importance pour eux du lien francophone, quelle que soit l'attitude publique qu'ils peuvent avoir à l'égard de la francophonie officielle. Le seul pays qui fait figure de cavalier seul est la Guinée qui s'est virtuellement exclue de tous les conseils des pays francophones.

25. A cet égard, on ne saurait passer sous silence le rôle primordial et spécial de la France en cette région. Si le lien francophone est si fort c'est que la France contribue puissamment à l'entretenir par sa coopération économique et culturelle, l'infrastructure qu'elle continue de vivifier, tant dans les domaines de l'éducation, de l'industrie et du commerce.

26. La présence de la France dans ses ex-colonies est massive et s'étend à tous les domaines y compris le domaine militaire. Ce qu'elle apporte et ce qu'elle en retire est si inexplicablement mêlé qu'il n'est pas toujours facile de départager où finit la générosité et où commencent les intérêts. Les pays africains semblent s'y perdre eux-mêmes, mettant l'accent tantôt sur un aspect, tantôt sur l'autre. La France a mis au monde 14 de ces Etats et pour beaucoup d'entre eux, tout se passe comme si le cordon ombilical n'avait jamais été tout à fait rompu.

27. Les attitudes africaines devant cette situation jouent sur plusieurs plans. D'une part, les élites africaines francophones sont à peu près totalement acquises aux valeurs culturelles françaises. Même lorsqu'elles critiquent la France, on dirait que c'est dans le vocabulaire et l'état d'esprit du Quartier Latin qu'elles le font.

- 18 -

Cet attachement aux valeurs que représente la France explique pour une bonne part l'accueil généralement favorable qui a été ménagé à l'idée de la francophonie. Après l'Algérie, il ne s'est trouvé que la Mauritanie et le Congo-Brazzaville pour parler de néo-colonialisme et encore, d'une façon bien discrète et peu souteqne.

28. Par ailleurs, les attitudes africaines/en tant que puissance protectrice sont plus ambivalentes. Ce qui a été dit précédemment de l'attitude du Président Diiori l'illustre assez bien. Si en général les élites africaines ont conscience que la France joue pour eux un rôle irremplaçable et qu'aucune autre puissance n'aurait la volonté et la possibilité de leur apporter autant, il leur arrive aussi de trouver cette présence un peu trop envahissante et étouffante. C'est ce qui explique en partie l'accueil qui a été réservé aux avances faites par le Canada. La plupart des pays ont manifestement été très heureux de nous voir entrer aux conférences francophones. Dans la mesure où ils ne sont pas mis dans la situation impossible de choisir entre la France et nous, dans la mesure où nous ne mettons pas en question leurs options fondamentales, dans la mesure, par contre, où nous apportons un point de vue objectif et indépendant, adapté à leurs préoccupations, il est évident que nous répondons bien à leur voeu secret. J'ai entendu dire que notre seule présence aux conférences des Ministres de l'Education allégeait l'atmosphère. Presque tout d'un coup, le dialogue avec la France ne paraissait plus aussi exclusif et limité.

...19

- 19 -

29. Le rôle de la France n'est pas le même bien entendu à l'égard des ex-colonies belges et de l'Ile Maurice. Si l'on ne peut s'attendre à voir trois de ces pays compter pour beaucoup dans les conseils francophones, il est étonnant, par contre, de constater jusqu'à quel point le Congo-Kinshasa, qui est de loin le pays francophone le plus important, semble y jouer un rôle marginal. Manifestement, c'est un nouveau membre du club qui n'a pas su encore prendre le ton et les manières qu'il faut pour parler aux anciens. C'est moins en fonction de son influence francophone qu'en fonction de son avenir qu'il nous faut s'intéresser au Congo-Kinshasa.

DONNEES DE LA POLITIQUE CANADIENNE EN AFRIQUE FRANCOPHONE AU SUD DU SAHARA

30. L'on peut dégager plus nettement des faits relatés dans l'historique et des considérations évoquées dans l'aperçu général quelles sont les données d'une politique canadienne à l'égard de l'Afrique francophone au sud du Sahara. La donnée principale est l'engagement du Canada à l'égard des pays africains et ce que ceux-ci en attendent, compte tenu de leur situation et de leurs besoins. Mais il y a une autre donnée qui est la présence de la France et ce qu'elle implique, tant pour l'application des politiques canadiennes en Afrique que pour les relations du Canada avec elle.

31. La plus fondamentale de ces données, en effet, et celle que notre administration à tous les niveaux et dans toutes ses ramifications doit bien garder à l'esprit dans les actes qu'elle est amenée à

...20

- 20 -

poser au nom de notre pays, est l'engagement du Canada à l'égard de ces pays. Cet engagement ressort des nombreuses déclarations des voix les plus autorisées du Gouvernement Canadien: déclarations du Premier ministre, du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, des Ministres appelés à rencontrer les Chefs d'Etat et les dirigeants francophones. Il ressort plus particulièrement des multiples démarches que nous avons dû prendre pour préserver la position du Canada sur le plan constitutionnel, et des gestes précis que nous avons posés en assurant la participation du Canada aux trois conférences générales qui rassemblent la plupart des pays africains francophones. Cet engagement porte principalement sur deux grands axes: la coopération et la francophonie. Ce sont deux champs de responsabilités qui incombent, d'une part, à l'Agence canadienne de développement international et d'autre part, au Ministère des Affaires extérieures. Il convient de souligner à ce propos, que si pour des fins administratives internes nous devons distinguer coopération et francophonie, l'économique et le culturel, la distinction n'est pas aussi nette dans l'esprit des africains. Pour eux la francophonie ne peut trouver de sens que dans une coopération à la fois économique et culturelle, coopération qu'il revient naturellement aux pays nantis, comme la France et le Canada, de mettre en oeuvre.

32. Pour les pays africains, c'est évidemment cette coopération à la fois économique et culturelle qui est le plus important et le plus urgent. Signalons en passant, que notre assistance technique dans le domaine de l'éducation est pour eux de la coopération culturelle.

...21

- 21 -

Dans ce domaine général, notre engagement a été clair et sans équivoque. Il a été particulièrement mis en relief par la mission Chevrier et aussi par la mission Martin. Au cours de ces deux missions, des déclarations ont été faites qui prévoyaient l'augmentation des fonds alloués par l'ACDI jusqu'à un chiffre possible de \$100 millions de dollars par année, compte tenu de l'objectif que se sont donnés les pays développés de consacrer environ 1% du PNB à l'aide extérieure. Bien sûr, les pays africains ne s'attendent pas que nous soyons tenus à des chiffres précis. Mais il est certain aussi que de tels chiffres ont leur éloquence. Pour les pays africains francophones, ils signifient une augmentation considérable de la coopération canadienne qui se traduira éventuellement par des relations concrètes dans chacun d'eux. Si ces pays n'attendent pas tout de nous et certainement pas autant qu'ils reçoivent actuellement de la France, ils attendent que nous tenions compte de leurs besoins et que nous fassions quelque chose pour eux. Nous avons déjà commencé à étendre à presque tous les pays africains des envois de professeurs. Ici encore, les chiffres mentionnés ont été tels qu'ils s'attendront nécessairement à plus qu'une simple assistance technique.

33. L'engagement à l'égard de la francophonie comporte implicitement celui d'établir des échanges culturels. Les pays africains attachent, bien sûr, ~~une importance~~ à ceux-ci, une importance moindre qu'à la coopération qui est pour eux d'une nécessité vitale. Ces échanges seraient néanmoins très bien accueillis par les élites africaines francophones que leur formation a rendu très sensibles à l'expression des

- 22 -

valeurs culturelles. A vrai dire, c'est le Canada qui en retirerait les plus grands avantages sur le plan psychologique puisqu'ils mettraient en relief la vitalité francophone du Canada. Tous nos efforts dans ce domaine ont porté jusqu'à maintenant sur l'Agence de coopération culturelle et technique. Si cet appui et cet intérêt du Canada sont appréciés de ceux qui s'intéressent à ces questions, il est certain que l'impact serait beaucoup plus grand si nous mettions en oeuvre un programme complémentaire sur le plan bilatéral axé sur l'ensemble des pays africains francophones. De tels échanges m'apparaissent être le meilleur et le plus efficace programme d'information que le Canada pourrait établir en direction de l'Afrique francophone.

34. Si l'engagement du Canada doit se concrétiser par des programmes définis dans des champs d'activités très précis, il ne saurait, de par sa nature, être contenu tout entier dans ceux-ci. Il comporte, en effet, une valeur morale et politique. Il implique volonté de rapprochement, sympathie, dialogue. A mesure que se développent nos échanges avec les pays africains, il signifie que nous devons tenir compte de leurs préoccupations politiques du moment tout autant que nous leur demandons, implicitement ou spécifiquement, de tenir compte des nôtres. Nous devons donc être particulièrement sensibles à tout ce qui se passe en Afrique et qui préoccupe les pays africains: nos gestes, nos actions seront jugés comme la mesure de l'amitié que nous leur portons réellement. Evoquons à titre d'exemple,

...23

- 23 -

le problème que pose au Sénégal le voisinage de la Guinée portugaise. Il est certain que pour préserver nos relations avec ces pays, nous devons en tenir compte dans nos positions aux Nations Unies. Nous devons tenir compte aussi, des initiatives que les Etats africains peuvent être amenés à prendre sur le plan international: organisation de foires internationales, de manifestations culturelles. Notre engagement implique en somme une présence en Afrique francophone, à la mesure de nos moyens et de nos possibilités certes, mais qui correspond bien à l'importance qui y est attachée dans les déclarations publiques canadiennes.

35. Un des éléments importants de cette présence sont les visites officielles que, de part et d'autre, peuvent faire les responsables politiques canadiens et africains. On ne saurait trop souligner l'importance de ces visites d'une part pour les contacts personnels qu'elles permettent d'établir aux plus hauts niveaux, et d'autre part pour leur valeur publique d'affirmation de l'intérêt continu et croissant du Canada pour l'Afrique francophone en général, et pour le pays visiteur ou visité. Le nombre de demandes que nous avons reçues de Chefs d'Etat et de dirigeants africains témoigne de l'intérêt encore plus grand de leur part pour ces visites. C'est bien compréhensible. L'intérêt manifesté par le Canada envers eux les porte tout naturellement à venir voir par eux-mêmes de quoi il en retourne. Il les incite d'autant plus que les pays africains n'ont pas l'infrastructure administrative qui permet tout un processus d'information et d'élaboration des politiques

...24

- 24 -

au niveau des fonctionnaires. Tout ce qui a quelque importance se règle par le Chef d'Etat et ses quelques conseillers principaux en fonction d'informations plus ou moins justes ou complètes, et souvent en fonction de leurs intuitions, réactions ou sentiments personnels sur une question donnée. On peut dire que les décisions politiques favorables que de temps en temps nous sommes appelés à solliciter des pays francophones dépendent au maximum, d'une centaine de personnes dans les 19 pays francophones, dont, bien entendu, en dernier ressort les 19 Chefs d'Etat. Il importe, bien sûr, de bien planifier ces visites et des suggestions à ce sujet seront formulées un peu plus loin. Dans ce domaine, cependant, il est nécessaire de tenir compte des circonstances, c'est-à-dire, des désirs et projets des Chefs d'Etat ainsi que de nos intérêts immédiats en cause, de sorte qu'il n'est pas possible de s'en tenir toujours à un calendrier établi longtemps à l'avance.

36. Telle est, me semble-t-il, la configuration de la politique canadienne en Afrique francophone. Nous avons déjà commencé à la développer et à la préciser dans les faits. Ce processus nous conduit à une prise de conscience plus approfondie des réalités africaines qui devrait nous permettre de mieux définir nos objectifs.

37. L'autre donnée majeure de la politique canadienne en Afrique francophone est évidemment le rôle actif que joue la France dans tous les domaines. Nous avons déjà vu précédemment quelles difficultés la France pouvait nous créer sur un point fondamental de

- 25 -

la politique canadienne. Si les aspérités de l'attitude française à notre égard semblent s'être beaucoup atténuées depuis la dernière conférence de Niamey, nous n'en sommes pas encore au stade d'une coopération franche et ouverte. Les conversations que nous avons eues à Paris sur l'ensemble de la coopération sont un bon point de départ mais elles ne sont jusqu'à maintenant, que cela. Pour la France, l'importance et la multiplicité des intérêts en jeu en Afrique sont telles qu'il faut s'attendre qu'elle soit réservée à notre égard pendant assez longtemps encore. Nous devons certainement déployer des efforts diplomatiques considérables sur plusieurs plans pour en arriver de part et d'autre à une meilleure compréhension politique et attitude respective. La tâche est d'autant plus complexe pour nous que la politique française en Afrique dépend des trois grands fiefs qui ont chacun leur champ d'action et leurs critères d'évaluation. Ce sont le Secrétariat d'Etat à la coopération, le Quai d'Orsay, et le Secrétariat général aux Affaires africaines et malgache.

38. La part la plus visible de l'action française en Afrique revient au Secrétariat d'Etat à la coopération puisque c'est cet organisme qui administre les énormes budgets de coopération. Ses Chefs de service à Paris et ses Chefs de mission dans chacune des capitales africaines détiennent un pouvoir considérable puisque les premiers définissent les politiques de coopération de la France et les deuxièmes sont chargés de les interpréter et de les appliquer localement. Leur attitude, suivant qu'elle est plus ou moins ouverte, plus ou moins

...26

- 26 -

hostile, peut avoir une influence énorme sur la mise en oeuvre de leurs programmes de coopération.

39. Pour ma part, j'ai été surtout en contact avec certains Chefs de service et quelques inspecteurs d'académie agissant comme conseillers des Ministres de l'Education à l'occasion des conférences des Ministres de l'Education. Ces personnes m'ont paru être des spécialistes de haute qualité et seraient naturellement portées à juger l'action du Canada en fonction de leurs critères professionnels (c'est-à-dire la qualité et le sérieux de notre coopération) sans parti pris politique. Il m'apparaît particulièrement important de développer le dialogue avec ces personnes et autant que possible, de s'assurer de leur sympathie. Ce ne sont pas des diplomates mais des personnes qualifiées sur le plan professionnel qui sont vraiment en mesure d'y parvenir. J'ai été moins en contact avec les Chefs de mission sur place mais d'après les informations que j'en ai, leurs attitudes sont assez variables. Certains semblent craindre que l'action du Canada diminue leurs pouvoirs. D'autres, au contraire, semblent assez réceptifs et ouverts. De toute évidence, il est particulièrement important que nos ambassades cherchent à développer avec eux des consultations sur des bases équitables (c'est-à-dire des échanges d'informations et des échanges de vues qui ne soient pas utilisés aux fins de neutraliser notre action, comme cela s'est produit en certains cas).

40. Quant au Quai d'Orsay, son rôle paraît assez effacé en Afrique. Ce sont manifestement les deux autres organismes qui déterminent l'ensemble des politiques. Le Quai d'Orsay est cependant très

...27

- 27 -

important pour nous puisqu'il a droit de regard sur les relations de la France avec le Canada et que son point de vue se fait sentir auprès des deux autres lorsqu'il s'agit de définir une attitude à l'égard du Canada.

41. Fidèle à la légende que lui attribuent les pouvoirs occultes, le Secrétariat général des Affaires africaines est virtuellement invisible en Afrique francophone, sauf pour les quelques apparitions de Foccart aux anniversaires de l'Indépendance. Il est certain que conformément à sa légende, il joue un rôle clef. Sa principale responsabilité semble être la défense des positions et des intérêts français dans cette partie du monde. Il fait certainement fonction d'analyse et de synthèse politiques pour le Président de la République. Il joue aussi sans doute le rôle d'agent pour tout ce qui ne tombe pas nettement dans les attributions des deux autres organismes mentionnés plus haut: renseignements, missions délicates, coups durs. C'est à lui que vraisemblablement se réfèrent les grandes entreprises privées françaises en Afrique lorsqu'elles se sentent menacées ou en difficulté. C'est à lui aussi que se réfèrent les Chefs d'Etat africains pour les petits ou les grands services dont ils peuvent avoir besoin en dehors des voies officielles.

42. Il est évidemment malaisé de savoir ce qu'un organisme aussi insaisissable pense de l'entrée du Canada en Afrique francophone. Ses interventions militantes en faveur du Québec ont sans doute été motivées en partie par le désir de neutraliser le Canada. Comme c'est l'inverse qui s'est produit, il a sans doute dû revoir ses tactiques en conséquence.

- 28 -

Il est certain, en tout cas, que le Secrétariat général s'intéresse de près à notre action. Depuis la conférence de Bangui en janvier '71, un de ses représentants (ainsi que le sous-préposé aux Affaires canadiennes du Quai d'Orsay) font d'office partie des délégations françaises aux conférences francophones dont nous sommes membres. La personne en question est chargée des questions culturelles au Secrétariat général et son rôle est sans doute d'évaluer notre action (son impact et ses objectifs) en fonction des intérêts français.

43. Il y va donc de notre intérêt, tant en Afrique qu'à l'égard de nos relations bilatérales, de porter une attention particulière à la façon dont nos actions peuvent être interprétées par la France. Les consultations sont un moyen de sondage utile mais on ne peut s'y fier entièrement car il n'est pas exclu que des points de vues partiels ou volontairement infléchis nous soient communiqués. On ne peut se dispenser de faire une analyse aussi exacte que possible des intérêts français en cause, de l'importance qu'ils y attachent et de la signification politique qui peut être attachée à notre action. Ce processus d'évaluation s'impose en particulier pour chaque projet important de coopération. Il s'agit de mesurer les effets de notre action sur les positions françaises et d'en déduire sa réaction probable. L'objet de notre démarche serait d'une part d'éviter de paraître inféodés à la France aux yeux africains et d'autre part, de ne pas sembler déterminés à contrecarrer les intérêts fondamentaux. C'est à l'intérieur de ces limites que notre action peut être efficace, limites qui n'interdisent pas que l'on puisse développer un esprit de sympathie et de

...29

- 29 -

collaboration de la part de la France. Il s'agit, en somme, de se montrer compréhensifs à son égard tout en préservant notre indépendance et notre liberté d'action. Il n'y a évidemment pas de recette toute faite pour y arriver. Nous devons dans chaque cas, sur la base d'informations les plus complètes possible, y appliquer toutes nos capacités d'analyse et d'intuition.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

44. Dans cette dernière partie je voudrais livrer quelques impressions générales sur l'efficacité de notre action et formuler quelques recommandations.

45. Au cours des derniers trois ans un effort important a été consenti par le Canada et s'est manifesté principalement par une augmentation rapide des budgets de coopération et par l'ouverture de notre Ambassade à Abidjan. De nombreux projets de coopération ont été réalisés et mis en oeuvre, dont certains d'une importance particulière, tels que la route de l'unité au Niger et le Prytanée national au Sénégal. Ce travail d'élaboration et de mise en oeuvre nous a permis d'acquérir une certaine expérience des réalités africaines et de nous préparer à mieux définir une stratégie de l'action.

46. Bien des lacunes apparaissent cependant qui semblent principalement dues au manque de personnel disponible, eu égard à l'importance et à la complexité des questions à traiter. Nous n'avons que 6 ambassades pour couvrir 18 pays, dont 4 seulement sont situées en pays francophones. En pratique, les ambassades qui sont déjà pleinement

- 30 -

occupées par leur travail en pays de résidence, ne peuvent qu'imparfaitement ou insuffisamment faire le travail qui s'impose dans leurs autres pays d'accréditation. Or ce travail apparaît considérable, particulièrement dans le domaine de la coopération. Très peu de pays ont les capacités de préparer par eux-mêmes des projets devant répondre aux critères de l'ACDI. Ils ne connaissent pas ou ils connaissent mal ces critères. Ils ont été habitués à laisser beaucoup de latitude aux pays coopérants dans l'élaboration des projets susceptibles de les intéresser. La coopération avec ces pays implique donc la nécessité de faire nous-mêmes le travail de préparation. Ce travail exige des séjours prolongés pour nouer les contacts nécessaires et développer les consultations. La même lacune semble exister d'ailleurs à Ottawa. Un simple coup d'oeil sur les listes de personnel et sur la répartition des responsabilités au sein de la Direction de l'Afrique francophone et de celle des Institutions francophones donne à penser qu'il y a à peine le personnel requis pour parer au plus urgent et au plus immédiat. Une situation semblable paraît exister à l'ACDI. La conséquence en est que sauf pour le Niger où nous avons consenti un effort spécial, les pays francophones où nous n'avons pas d'ambassade ne connaissent de la coopération canadienne qu'une simple assistance technique, d'ailleurs assez mince et éparpillée dans la plupart des cas, et les envois de blé ou autres denrées. L'impact de notre coopération se fait donc en pratique assez peu sentir dans ces pays.

- 31 -

47. Si cette situation devait se prolonger plus longtemps, on peut craindre que les espoirs déçus ne nous ménagent des difficultés croissantes dont les premiers signes seront des tracasseries administratives et une tiédeur marquée au cours de nos visites. La situation en Mauritanie, pays envers qui nous avons une dette politique importante et qui le sait bien, suscite déjà des inquiétudes à cet égard. Si ces pays devaient se rendre compte que nous établissons en fait une distinction entre pays choyés et pays où on ne fait pratiquement rien, notre situation pourrait devenir plus difficile. Ce ne sont pourtant pas les budgets de coopération qui sont insuffisants. Il est significatif à cet égard que nous ne parvenons pas à dépenser la moitié des budgets qui sont alloués par l'ACDI. Ce seul fait indique clairement que l'impact réel de notre coopération est moindre que l'on pourrait en attendre des déclarations publiques canadiennes.

48. Il apparaîtrait donc particulièrement opportun à ce stade, que notre Ministère et l'ACDI examinent de près cette situation. Il apparaîtrait utile également qu'ils engagent en commun un processus en vue de définir en commun une stratégie de l'action canadienne. Un tel processus permettrait de mieux préciser nos objectifs et nos priorités en fonction de l'expérience acquise. Il devrait comprendre un inventaire de nos ressources actuelles, une projection des besoins pour l'avenir, une analyse. Il devrait aboutir à une planification de l'utilisation de nos ressources en fonction de nos objectifs. Au cours de ce processus, des solutions apparaîtraient sans doute en vue

- 32 -

d'améliorer les consultations et la coopération entre le Ministère, l'ACDI, les missions diplomatiques ainsi que les autres Ministères du Gouvernement Fédéral qui, de temps à autre, peuvent être appelés à prendre des décisions concernant l'Afrique francophone.

Michel de Goumois

Annexe 5 : La Francophonie quatre ans après

(source : NARA, RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973, boîte 1949, dossier POL 3 FRANCOPHONE)

DEPT. DISTRIBUTION				DEPARTMENT OF STATE		FILE DESIGNATION	
ORIGIN/ACTION				AIRGRAM			
RS/R	REP	AF	ARA	Original to be Filed in _____ Decentralized Files.			
1							
EUR	FE	NEA	CU				
5				AIR PRIORITY LIMITED OFFICIAL USE		A-340	
INR	E	P	IO	HANDLING INDICATOR			
6	4		5	TO : DEPARTMENT OF STATE			
L	FBO	AID		INFO: (See DEPT PLEASE PASS INFO TO: as)...			
SP/AS	2	30	6	E.O. 11652: N/A Abidjan, Accra, Bamako, Beirut, Brussels, Dakar, Fort Lamy, Kigali, Libreville, Lome, Niamey, Ottawa, Port-au-Prince, Port Louis, Ouagadougou, Tananarive, Tunis, Vientiane.			
1				TAGS: EAID			
AGR	COM	FRB	INT	FROM : Amembassy PARIS		DATE: May 14, 1973	
LAB	TAR	TR	XMB	SUBJECT : La Francophonie Four Years On		Bujumbura, Cotonou, Luxembourg, Monaco, Quebec, Saigon, Yaounde,	
AIR	ARMY	NAVY	OSD	REF : Paris A-618, June 23, 1972			
USIA	NSA	CIA	34				
10	3	16					
	HELL	9	NSC 6				
SUGGESTED DISTRIBUTION				Summary and Introduction			
press 25				<p>Conceived slightly more than four years ago in February 1969 at a conference in Niamey and formally created a year later on March 20, 1970, La Francophonie is now well into its fifth year of activity. In this period, it has developed a network of organizations clustered around the Agence de Cooperation Culturelle et Technique (ACCT), but with related activities in other miscellaneous international organizations such as the Association Internationale des Parlementaires de Langue Française (AIPLF) and the Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF). The formal objective of La Francophonie, and of ACCT in particular, remains the promotion of common cultural and educational links between countries or territories with a francophone tradition.</p>			
POST ROUTING				<p>Enclosure: Rapport sur l'exécution du programme 1972/73</p>			
TO:	Action	Info.	Initials				
AMB/PO							
DCM							
POL							
ECON							
CONS							
ADM							
AID							
USIS							
FILE							
Action Taken:							
Date:							
Initials:							
Drafted by:				POL:ACEQuainton:pm			
Drafting Date:				5/8/73			
Phone No.:				7234			
Contents and Classification Approved by:				POL:HAHolmes			
Clearances:				GEP:L Raicht			

COPY-FILE-PBR

MAY 17 1973

DEPARTMENT OF STATE

For Department Use Only

In Out

LIMITED OFFICIAL USE

Paris A-340

2

Current Budget and Program Activities

As indicated in the referenced airgram, the organization has continued to grow. Its 1972 budget totaled Frs. 16,604,000 of which Frs. 13,393,000 went for program execution and the remainder for administration (Frs. 2,646,000) and studies (Frs. 565,000). In 1973 the comparable figures had increased to a total budget of Frs. 23,005,000 of which Frs. 18,795,000 is to be for programs, Frs. 626,000 for studies and Frs. 3,585,000 for administration.

The principal program expenses in 1972 were as follows:

International School of Bordeaux	Frs. 3,395,000
Audiovisual	800,000
Pedagogical	320,000
Handicrafts (Artisanat)	1,700,000
Tourism	750,000
Scientific and Technical Information	1,000,000
Scientific Terminology and Techniques	100,000
Development Aid	1,455,000
Cinema	425,000
Youth Programs	1,690,000
Cultural Programs	968,000
Book Programs	915,000
Support to Other Associations	300,000

From these figures, it is quite apparent that the principal effort of ACCT is going to the International School of Bordeaux which opened in September 1971 and which has concentrated its efforts since then in training civil servants from francophone countries in management studies and in the problems of the third world.

The promotion of handicrafts has also increasingly engaged the ACCT's attention. Centers for the sale and display of handicrafts have been opened in Montreal and Paris and ACCT has put on exhibits at the 1972 Munich Fair and at several Parisian department stores.

A third major area of interest is development aid, which given the limited funds available, has been almost exclusively technical assistance. Experts have been provided to a wide number of African

LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

Paris A-340

3

countries, including Ghana which is not a member of the francophone "bloc," for French teaching, tourism promotion and handicrafts. The ACCT has informed member countries that as a part of its technical assistance program, it is willing to provide teams to carry out studies relating to the problem of the export of handicrafts, audiovisual education, tourism potential, the organization of sports and cultural programs, and youth exchange.

In many ways the most important effort of the ACCT to date was the conference on "horizontal cooperation" held in Bamako from February 14-19, 1972. Wags in Paris have disparaged the concept of horizontal cooperation as something only suitable for pursuit between two sheets. Nonetheless, it is evident that the conference addressed a major problem for developing countries: the equitable distribution of existing talent in the third world. Looking towards the future, the ACCT hopes to become a clearing house for intra-francophonie technical assistance programs.

The final major area of ACCT's concentration is youth activities and particularly, youth exchange programs. In 1972, 200 youths from 17 different countries participated in a variety of exchange programs under ACCT auspices and eight countries, including Chad, Canada, France, Senegal and Tunisia received groups of students. The themes of the exchange programs covered such subjects as the traditional arts and development planning. The ACCT is planning a francophone Youth Festival in Quebec in August 1974 and 400,000 francs have already been allocated for this purpose. The Festival will be designed to demonstrate the unique skills and the cultural richness and diversity of the francophone world.

In other areas, the ACCT has contributed to the development of audiovisual materials and pedagogical techniques, to the encouragement of indigenous film making capabilities, and has supported poets and writers by financing the publication of some of their works. Indeed, the activities of the ACCT have even reached as far as Louisiana, where in the course of 1972 ACCT supported a congress organized by the Council for the Development of French in Louisiana.

COMMENT: ACCT continues to grow as the 50 per cent increase in its budget from 1972 to 1973 indicates. Its programs are all of modest scope and almost inevitably focus on the countries of francophone Africa. Its efforts in increasing skills in the educational areas and in

LIMITED OFFICIAL USE

LIMITED OFFICIAL USE

Paris A-340

4

developing greater cultural self-confidence and awareness among the francophone speaking countries of the third world are notable. Although virtually all the resources of the organization come from France and Canada, and to a lesser extent Belgium, it is more than a club of colonial powers doing good for their former possessions. Largely through the efforts of Canada, it is becoming more of a partnership in which developed and developing francophone countries work out programs of mutual assistance. For this tendency to be maintained, the presence of the Canadians is of crucial importance since they have no ex-colonial axe to grind in the third world. As of now, Canadian influence in the administration of the organization remains extremely heavy. The Secretary General of the ACCT, Jean Marc Leger, is from Quebec and Canadians hold a disproportionate share of the positions in the Secretariat.

Looked at from the Government of Canada's perspective, as the Canadian Embassy's liaison officer with ACCT has remarked to the reporting officer, La Francophonie is a useful institution for channeling to constructive purposes the energies of Quebec overseas. Although its origins were French and Gaullist, as a part of the effort to promote French culture in France's national interests, including the encouragement of a separate identity for Quebec, in fact it is now also a vehicle for anglophone Canada to demonstrate its interest in and to exercise its influence upon the francophone world.

DECONTROL 12/31/74.

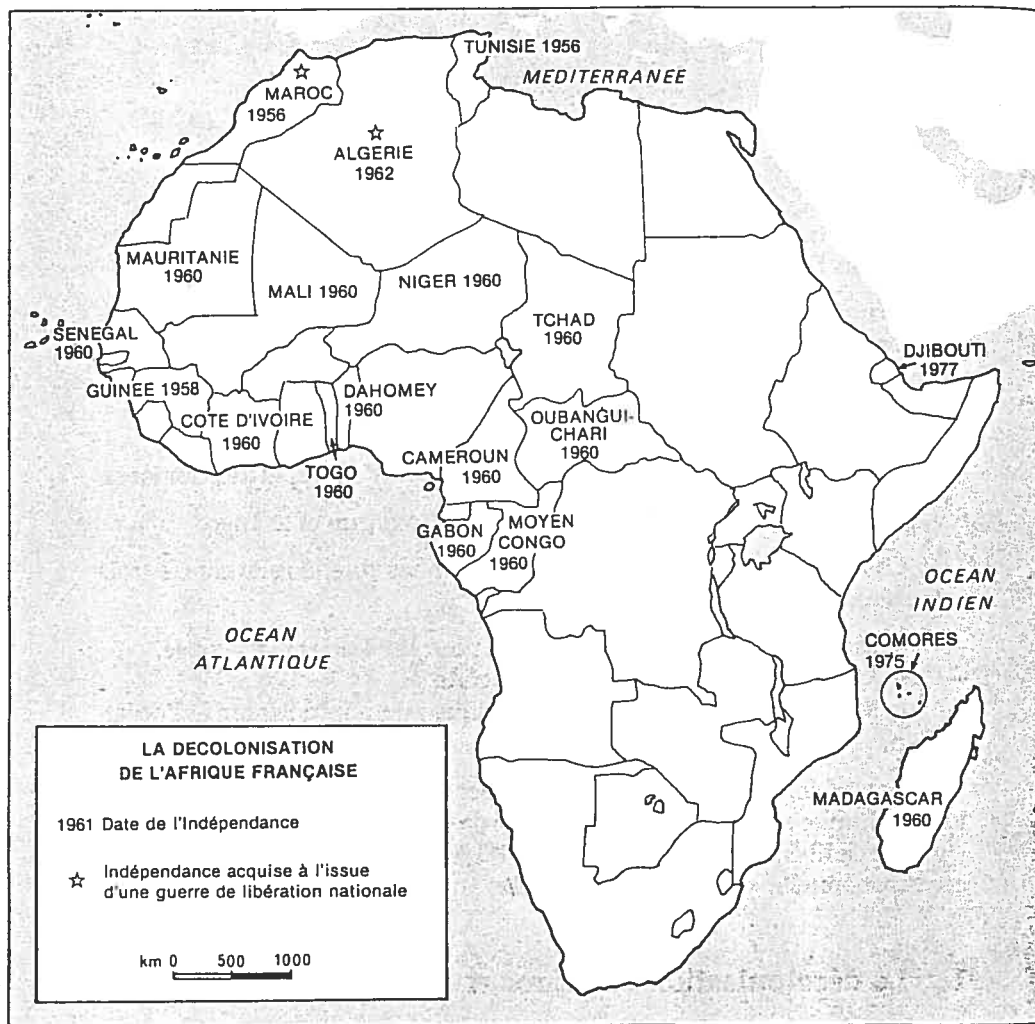
IRWIN -----
DEPT PLEASE PASS INFO TO:

Abidjan, Accra, Bamako, Beirut, Brussels, Bujumbura, Cotonou, Dakar, Fort Lamy, Kigali, Libreville, Lome, Luxembourg, Monaco, Niamey, Ottawa, Port-au-Prince, Port Louis, Quebec, Saigon, Ouagadougou, Tananarive, Tunis, Vientiane, Yaounde,

LIMITED OFFICIAL USE

CARTES

Carte 1 :

La décolonisation de l'Afrique française.

(source : Claude Fluchard et André Salifou, *L'Europe et l'Afrique du XV^{ème} siècle aux indépendances*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1987, p. 246).

Carte 2 :

Guerres et changements en Afrique depuis 1960.



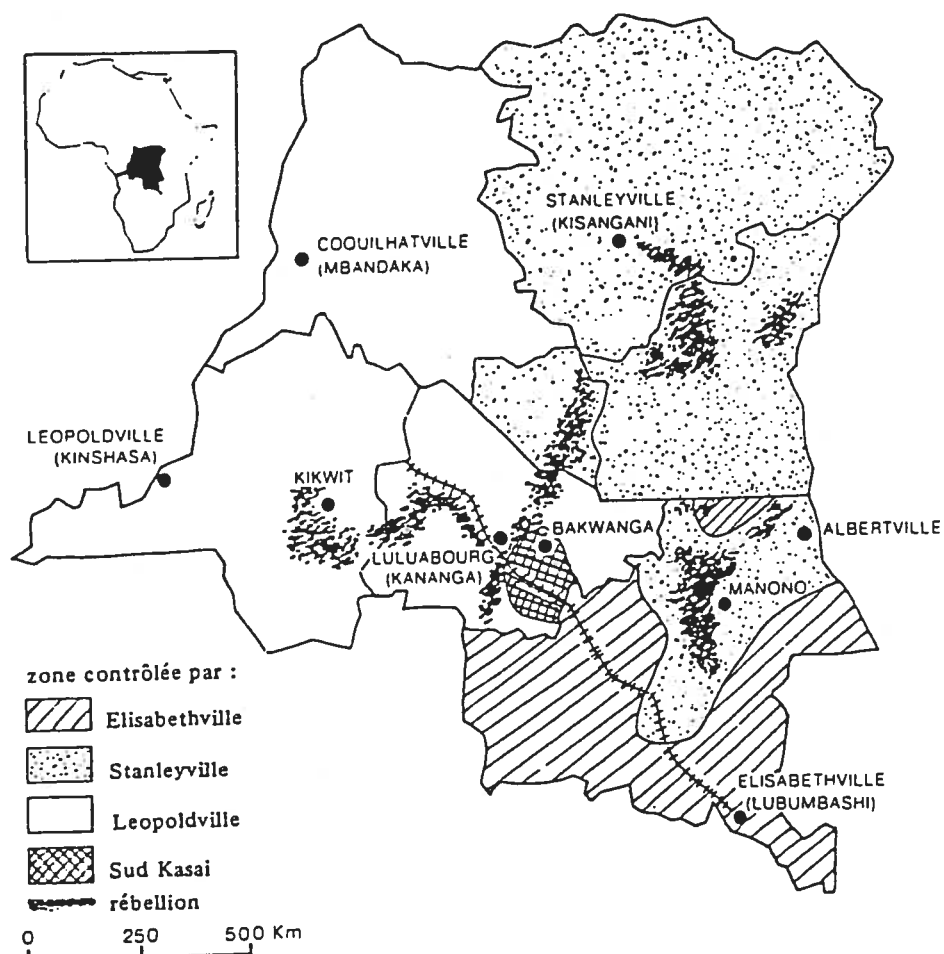
(source : G. S. P. Freeman-Grenville, *The New Atlas of Africa History*, New York ; Toronto : Simon & Schuster , 1991, p. 127)

Carte 3 :

Le Congo en 1960

(source : Ludo de Witte, *L'assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala, 2000, p. 27)

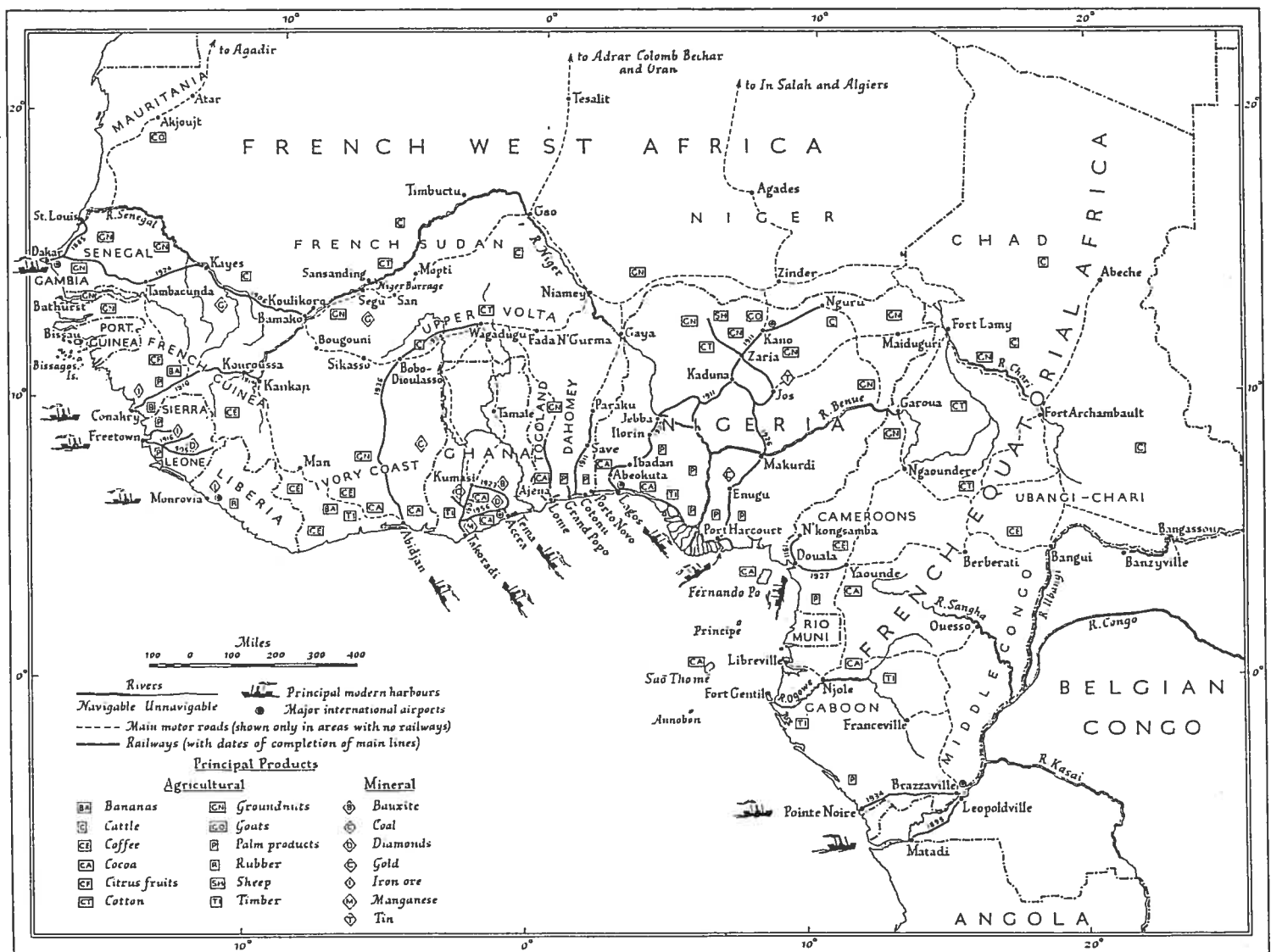
Carte 3' :

La crise congolaise de 1960-1965

(source : Elikia M'Bokolo, *L'Afrique au XX^{ème} siècle*. Paris, Seuil, 1985, p. 213)

Carte 4 :

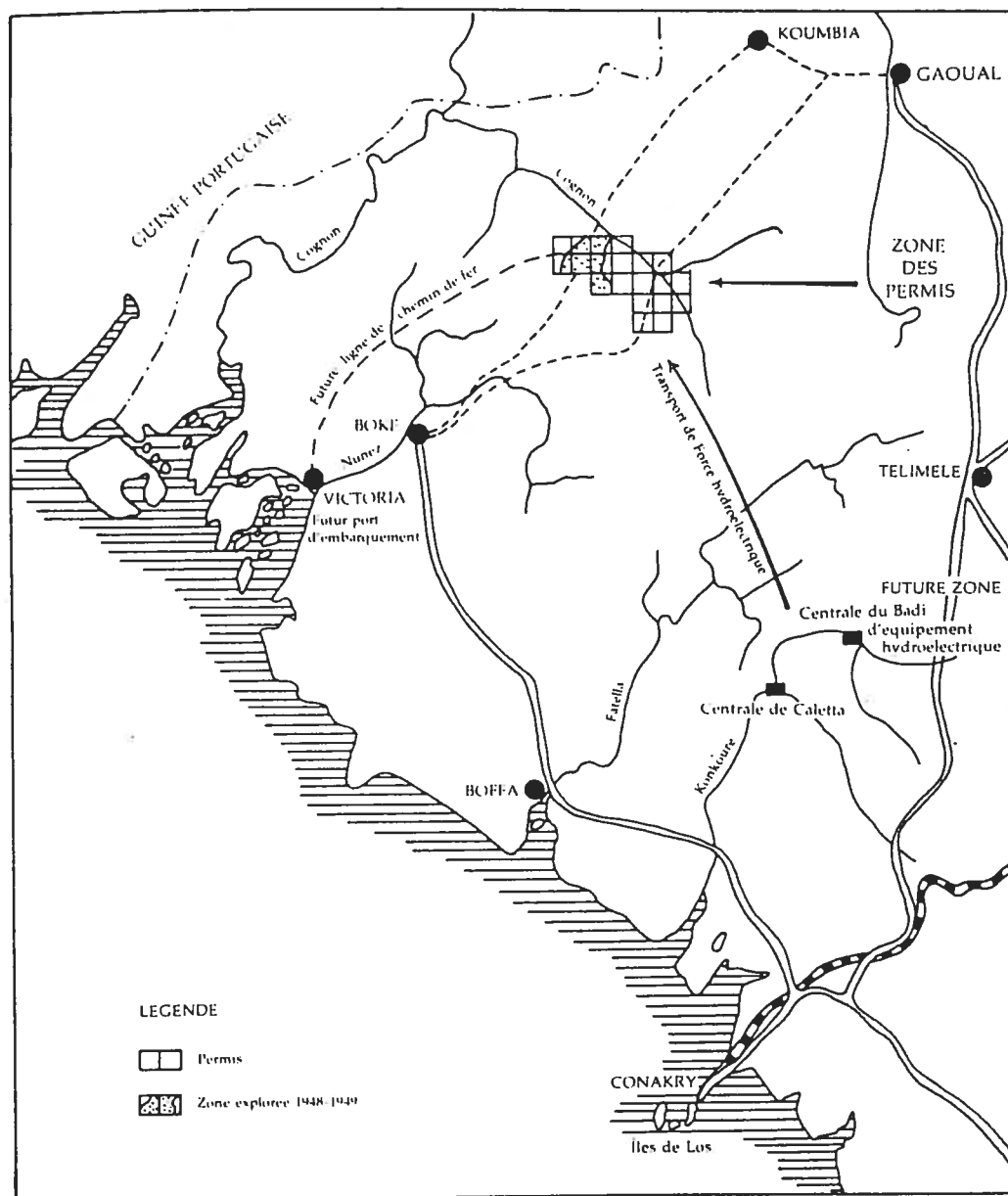
Le développement économique de l'Afrique de l'Ouest.



(source : John Donnelly Fage, *An Atlas of African History*, London, E. Arnold, 1970 (1958), p. 56)

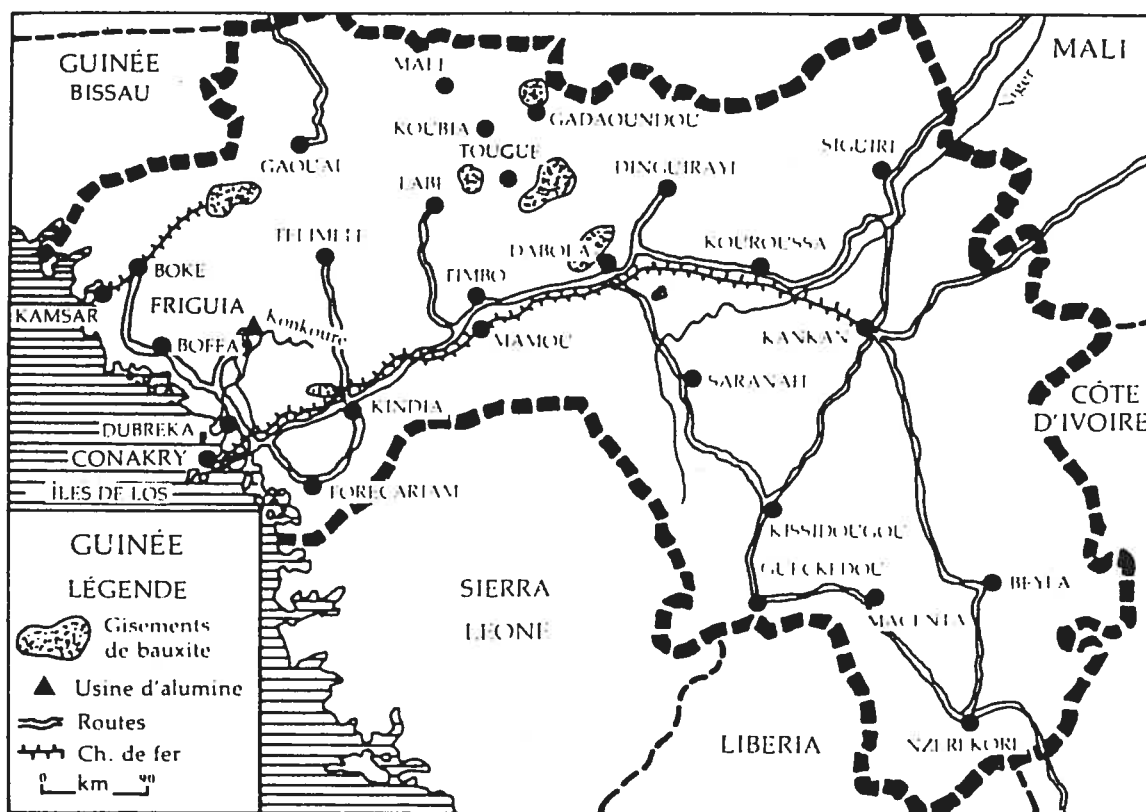
Carte 5 :

Les bauxites du Midi, 1959. Situation de 20 permis de recherche à Boké



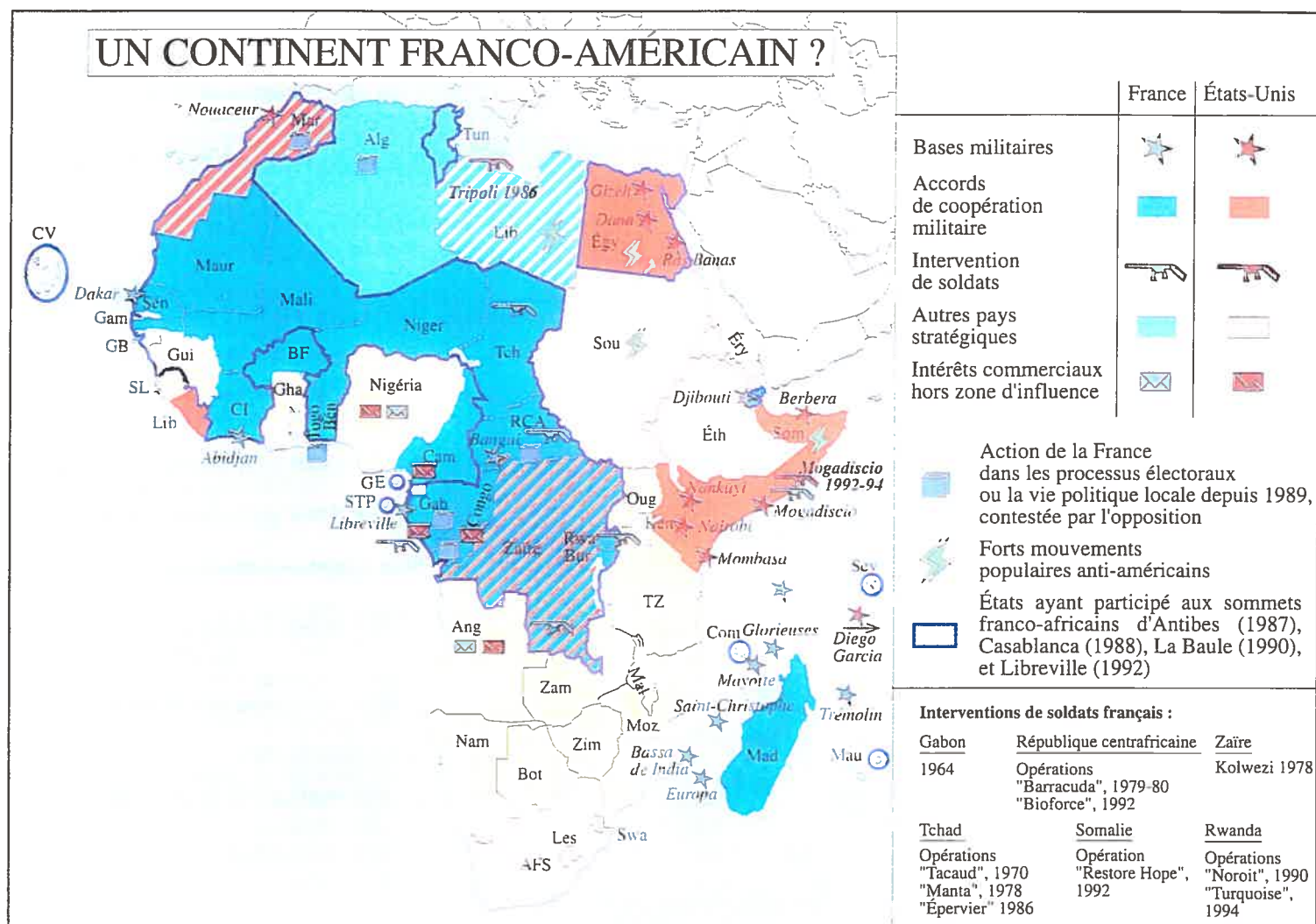
(source : "L'avenir de la Guinée", *Notes et études documentaires*, Paris La Documentation française, no 1291, (6 mars 1950), p. 41, in Bonnie Campbell, *Les enjeux de la Bauxite. La Guinée face aux multinationales de l'aluminium*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1983, p. 72)

Carte 5' :

Les bauxites de Guinée

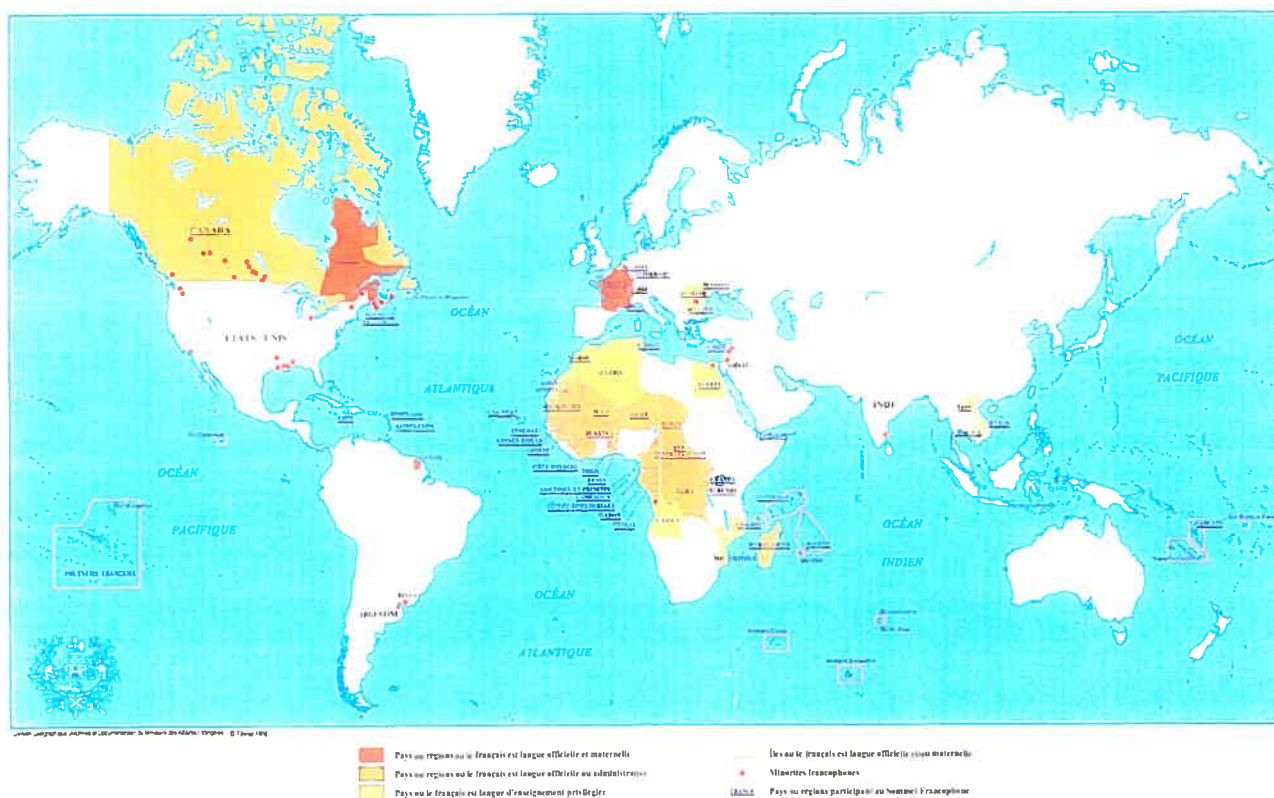
(source : J. Charbonneaux, "Les bauxites de Guinée", *Industrie et travaux d'outremer*, 22^{ème} année, no 247, (juin 1974), p. 565, in in Bonnie Campbell, *Les enjeux de la Bauxite. La Guinée face aux multinationales de l'aluminium*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1983, p. 68)

Carte 6 :

Le continent convoité?

(source : Philippe Lemarchand, *L'Afrique et l'Europe. Atlas du XX^{ème} siècle*, Paris, Éditions Complexe, 1994, p. 103)

Carte 7 :

Le Monde francophone

(source : Division géographique (Archives et documentations), du Ministère des Affaires étrangères, 1996)

INDEX

A

Adoula, Cyrille : 85, 91-92
 Ahidjo, Ahmadou : 96
 Alphand, Hervé : 36, 62, 67, 92, 94,
 113, 125, 139, 140, 143, 144

B

Bane, David : 306
 Ben Bella, Ahmed : 22
 Bertrand, Jean-Jacques : 256, 259
 Bohlen, Charles : 164, 166, 283
 Bongo, Omar : 244, 300, 307
 Bonnefous, Edouard : 206
 Boumediene, Houari : 116
 Bourguiba, Habib : 96, 110, 111, 113,
 115, 117, 176, 180-183, 197, 198,
 200, 207, 219, 279, 281, 282, 290
 Bowles, Chester : 24
 Broglie, Jean de : 212, 283
 Brown, Gordon : 253, 302, 303
 Bush, Georges W. : 316, 318

C

Cadieux, Marcel : 226
 Cardinal, Jean-Guy : 244
 Cartier, Raymond : 195, 205, 206

Césaire, Aimé : 176
 Chevrier, Lionel : 247, 250
 Clay : 63
 Clinton, Bill : 317
 Cook, Mercer : 122, 126, 128, 133
 Côté, Jacques : 251

D

Daddah, Moktar Ould : 96
 Damas, Léon Gontran : 176
 Darlington, Charles : 305
 Dia, Mamadou : 121
 Debré, Michel : 207, 208
 Deniau, Xavier : 3, 4, 5, 213
 Diori, Hamani : 96, 176, 178, 183-185,
 195-197, 209, 211, 213, 215, 248, 258-
 260, 262, 263
 Diouf, Abdou : 320
 Dubois, William Edward B. : 44
 Dupuy, Pierre : 225

E

Eisenhower, Dwight : 15-17, 19-21, 32,
 35, 90, 91, 93, 137
 Ellender : 101

F

Faure, Edgar : 176
 François-Poncet, Jean : 42
 Foccart, Jacques : 10, 205
 Fofana, Abdoulaye : 121

G

Garvey, Marcus : 44, 187
 Gaulle, Charles de : 6, 110, 111, 117,
 134, 153-155, 166, 184, 185, 196, 199-
 202, 204, 206, 209, 212, 213, 229, 230,
 239, 242, 281, 289, 285, 300, 307
 Gaye, Karim : 80, 121
 Gérin-Lajoie, Paul : 200, 233, 234
 Gizenga, Antoine : 85, 86
 Goldberg, Arthur J. : 38
 Gourmois, Michel de : 308
 Guèye, Djim Momar : 127

H

Hadsel, Fred L. : 42
 Harriman, Averell : 38, 121
 Herskovits, Melville J. : 47
 Houphouët-Boigny, Félix: 95, 98-100,
 104, 105, 189, 193, 194, 314

I

Iba, Diomande : 101

J

Jeanneney, Jean-Marcel : 155, 157, 195
 Johnson, Daniel : 256
 Johnson, Lyndon Baine : 29-35, 37-41,
 64, 69, 92, 100, 121, 132, 306, 312

K

Kalonji, Albert : 85
 Kartke : 101
 Kasavubu, Joseph : 83-86

Kassy, Georges : 101
 Keita, Modibo : 96, 98
 Kennedy, John F. : 8, 16-29, 31, 32, 34,
 35, 37, 41, 45, 54, 55, 57-63, 74, 91-
 94, 100, 101, 121, 138, 139, 147,
 151, 275, 312
 Kennedy, Joseph : 19
 Kennedy, Robert : 101, 121
 Kirk, Grayson : 101
 Koffi, Atta : 101
 Korry, Edward : 39, 64

L

Lacoste, Francis : 222
 Lattre, Jean-Marie de : 19
 Lavergne, Daly C. : 114
 Lebel, Claude : 66
 Léger, Jean-Marc : 3, 5, 6, 200, 232,
 234, 235, 246, 263-265, 267, 287
 Léger, Jules : 259
 Léopold II, 83
 Lucet, Charles : 39-41, 125, 144
 Lumumba, Patrice : 83- 86, 89, 90

M

Mba, Léon : 305-307
 McBride, Georges : 300, 303
 McKay, Vernon : 49
 Malone, C. : 259
 Martin, Paul : 228, 238, 243, 254, 259,
 286, 303
 Masmoudi, Mohammed : 182, 281
 Morin, Claude : 265
 Morin, Jean-Marie : 256
 Montera, Henri de : 216-218
 Morgan, Georges : 102
 Mobutu, Joseph : 85, 86, 91, 157, 253-
 255, 300, 302, 303, 308

N

N'Krumah, 22, 41, 69, 96, 100, 113,
188, 192, 275
Nasser, Gamal : 113
Nehru, Jawāharlā : 19
Nixon, Richard : 17, 18, 166, 167

P

Padmore, Georges : 44, 187
Palmer, Joseph : 40
Pearson, Lester B. : 222, 227, 237, 244
Peyrefitte, Alain : 244
Powell, Colin : 316
Prévost, Jean-Pierre : 254

R

Raphaël-Leygues, Jacques : 106
Reclus, Onésime : 1, 2
Robichaud, Louis : 256
Robinson, Randall : 44
Robertson, Norman : 226, 226, 235
Roosevelt, Franklin : 23, 32
Rosner, Jeffrey : 7, 293-298
Rostow, Walt : 59
Rusk, Dean : 24, 38, 94

S

Senghor, Léopold Sédar : 96, 118, 121,
122, 126, 128-130, 132, 176-180,
182, 183, 186, 189, 195, 196, 198,
200, 207, 211, 219, 232, 282, 284,
289, 290, 314

Seydoux, Roger : 149
Shriver, Sargent : 61
Soumahoro : 101
Stevenson, Adlai : 24
Struelens, Michel : 90

T

Tadjo, Ehou : 101
Tétu, Michel : 6, 199
Thibault, Joseph : 244, 299
Tirolien, Guy : 176
Tombalbaye, François : 96, 162
Touré, Sékou : 67, 96, 98, 100, 134,
135, 137, 142, 144, 145
Tréca, Albert : 283
Trudeau, Pierre Elliott : 228, 237, 238,
250, 255, 256, 259
Truman, Harry : 8, 19, 23, 35, 58, 69
Tshombé, Moïse : 85, 86, 90, 92, 94,
96, 157, 162
Tsiranana, Philibert : 96
Tubman, William : 96

W

Wald, Charles F. : 316
Williams, Mennen : 24, 30, 36, 38, 40,
42, 74, 97, 101, 126, 275
Williams, Sylvestre : 187
Wilson, Woodrow : 23

Y

Yacé, Philippe : 101

LES SOURCES

Archives

- Archives consultées en France

- Quai d'Orsay

***Série B-Amérique 1952-1963, sous-série États-Unis :**

- volume 378 : relations franco-américaines, pays et territoires d'Outre-mer, généralités : attitude des États-Unis vis-à-vis de la politique africaine de la France, du colonialisme, de l'Union française, de la Communauté française, voyage et conférence, 1952-1960.
- Volume 341-342 : les États-Unis et l'Afrique du Nord : réactions de la presse et de l'opinion publique, 1952-1957
- Volume 369 : relations avec les pays d'Afrique et du Levant, aide américaine dans le cadre du Mutual Security Act, 1957-1963.
- volume 434 : Mutual Security Act: Afrique et pays sous-développer, 1953-1959.
- volume 435 : idem, 1960-1963.
- volume 453 : Relations extérieures avec les pays d'Afrique et du Levant, 1955-1963.

***Série B-Amérique 1964-1970, sous-série États-Unis :**

- volume 595 : Entretiens franco-américains sur l'Afrique du Nord et l'Afrique au sud du Sahara, décembre 1969-mai 1970.
- volume 596 : politique extérieure : généralités janvier 1964-décembre 1970.
- volume 623 : politique extérieure : relations avec les pays d'Afrique, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, janvier-octobre 1964.
- volume 624 : idem, janvier-décembre 1965.
- volume 625 : idem, janvier-décembre 1966.
- volume 626 : idem, janvier-octobre 1967.
- volume 627 : idem, novembre 1967-octobre 1968.
- volume 628 : idem, novembre 1968-décembre 1969.
- volume 629 : idem, janvier-avril 1970.
- volume 630 : idem, mai-juillet 1970.
- volume 631 : idem, août-décembre 1970.
- volume 632 : politique extérieure : aide à l'étranger, janvier 1964-juillet 1966.
- volume 633 : idem, août 1966-juillet 1967.
- volume 634 : idem, août 1967-décembre 1968.
- volume 635 : idem, janvier 1969-décembre 1970.

***Série B-Amérique 1952-1963, sous-série Canada :**

- volume 102 : relations du Canada avec les pays de l'Union française, avril 1952-décembre 1956.
- volume 103 : idem, juin 1957-avril 1963.

- volume 104 : relations extérieures du Canada, dossier général, mars 1952-mars 1961.
- volume 105 : idem, avril 1961-décembre 1963.
- volume 112 : relations du Canada avec les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, mai 1952-décembre 1960.
- volume 113 : idem, janvier 1961-novembre 1963.
- volume 114 : relations du Canada avec les États-Unis, mars 1952-mai 1960.
- volume 115 : idem, juin 1960-décembre 1963.
- volume 135 : politique intérieure, province du Québec, mars 1960-août 1962.

*Série B-Amérique 1964-1970, sous-série Canada :

- volume 198 : relations politiques franco-canadiennes, réactions canadiennes aux événements de la politique française et positions françaises sur le Canada, janvier 1964-décembre 1965.
- volume 199 : idem, janvier 1966-juin 1967.
- volume 200 : idem, juillet-décembre 1967.
- volume 201 : idem, janvier-septembre 1968.
- volume 202 : idem, octobre 1968-décembre 1969.
- volume 203 : idem, janvier-décembre 1970.
- volume 204 : dossiers constitués pour des visites de personnalités canadiennes en France : M. Pearson, avril 1963-1964.
- volume 205 : idem : MM. Stanfield, Lesage, Paul Martin, mars-décembre 1964.
- volume 206 : idem : Daniel Johnson, Jean-Luc Pépin, Gérard Pelletier, William A. C. Bennett, mars 1967-novembre 1969.
- volume 207 : idem : Achille Peretti, Mitchell Sharp, décembre 1969-1 mai 1970.
- volume 208 : dossiers constitués pour des visites de personnalités françaises au Canada : voyage du général de Gaulle du 23 au 27 juillet 1967, mai 1966-juillet 1967.
- volume 209 : idem : dossiers politiques, discours, septembre 1966-juin 1967.
- volume 210 : idem : suites et réactions, 23 juillet-octobre 1967.
- volume 211 : idem : Philippe Roussillon, André Fanton, septembre 1968-août 1970.
- volume 212 : relations franco-québécoises : dossier général, juillet 1967-décembre 1968.
- volume 213 : idem, janvier 1969-décembre 1970.
- volume 219 : coopération culturelle franco-québécoise, août 1967-avril 1968.
- volume 220 : idem, mai-septembre 1968.
- volume 221 : idem, octobre-décembre 1968.
- volume 222 : idem, janvier-mai 1969.
- volume 223 : idem, juin 1969-décembre 1970.
- volume 224 : réunions de la commission mixte permanente franco-québécoise, septembre 1968-novembre 1969.
- volume 225 : idem, mars 1970-février 1971.

- volume 226 : relations économiques franco-québécoises, août 1967-décembre 1968.
- volume 227 : idem, janvier 1969-décembre 1970.
- volume 228 : coopération technique avec le Québec, août 1967-juillet 1968.
- volume 229 : idem, août 1968-décembre 1968.
- volume 230 : idem, janvier-décembre 1969.
- volume 231 : idem, janvier-décembre 1970.
- volume 232 : le Québec et la Francophonie, décembre 1967-mai 1970.
- volume 233 : coopération québécoise et franco-québécoise avec les états francophones d'Afrique et d'Asie, octobre 1967-août 1970.
- volume 241 : relations extérieures, généralités, relations canado-américaines : relations du Canada avec l'Extrême-Orient et avec l'Australie ; relation du Canada avec les pays d'Afrique et les pays islamiques, janvier-novembre 1964.
- volume 243 : idem, relations du Canada avec l'Amérique, l'Europe, l'Aise et l'Extrême-Orient, l'Océanie, le Moyen-Orient, l'Afrique, janvier-décembre 1965.
- volume 244 : idem, janvier-juin 1966.
- volume 245 : idem, juillet-décembre 1967.
- volume 249 : relations avec les pays d'Afrique et du Moyen-Orient ; mission Chevrier en Afrique francophone, janvier-décembre 1968.
- volume 253 : idem, février-décembre 1969.
- volume 254 : idem, janvier-décembre 1970.
- volume 330 : Francophonie, coopération franco-canadienne avec les pays francophones, mars 1966-novembre 1967.
- volume 331 : idem, janvier 1968-décembre 1970.

*Série DAM 1959-1969, sous-série Côte d'Ivoire :

- volume 1880 : politique étrangère d'ensemble, organisations internationales, gouvernementales et mondiales, organisations africaines, assistance étrangère, 1960-1960
- volume 1881 : relations avec la France, dossier d'ensemble, voyages, coopérations, relations avec les États-Unis et Canada, 1960-1969.
- volume 1882 : relations avec les pays d'Afrique francophone (Cameroun, République Centrafricaine, Congo-Brazzaville, Dahomey, Gabon, Guinée, Haute-Volta, Mali, Madagascar), 1960-1969.
- volume 1883 : idem (Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Congo), 1960-1969.

*Série DAM 1959-1969, sous-série Gabon :

- volume 2081 : politique étrangère, dossier d'ensemble, relations avec la France, 1960-1969.
- volume 2082 : idem, relations avec les États-Unis, relations avec le Québec, 1961-1969.
- volume 2083 : questions économiques et financières, aide étrangère, aide de la France 1961-1965.

- volume 2085 : idem, aide du Canada, aide des États-Unis, 1961-1969.
- volume 2087 : questions culturelles et coopération, conférence des Ministres de l'Éducation nationale de Libreville, coopération culturelle et technique avec le Canada, coopération culturelle et technique avec la France, 1961-1969.

*Série DAM 1959-1969, sous-série Niger :

- volume 2814 : relations politiques, économiques et culturelles avec l'Afrique et le Levant, relations avec les États-Unis, aide financière, économique, technique et culturelle des États-Unis, 1960-1969.
- volume 2815 : idem, relations avec le Canada, 1967-1969.
- volume 2817 : questions économiques et financières, relations avec la France, 1961-1969.

*Série DAM 1959-1969, sous-série Sénégal :

- volume 3132 : politique extérieure, relations avec la France, relations avec l'Afrique, 1961-1969.
- volume 3133 : idem, relations avec pays d'Afrique du Nord, relations avec les pays d'Afrique noire, relations avec la Guinée, 1961-1969.
- volume 3135 : idem, relations avec pays hors communistes, 1961-1968.
- volume 3136 : idem, relations avec les États-Unis, aide américaine, 1961-1969.

*Série Afrique-Levant 1960-1965, sous-série Guinée :

- volume 54 : relations extérieures du pays par ordre alphabétique (Cameroun à Cuba), 1960-1965.
- volume 55 : idem (Dahomey à Hongrie), 1960-1965.
- volume 60 : relations avec l'OUA, l'UAM, l'OACM, 1961-1965.
- volume 63 : mines, électricité, agriculture, 1960-1965.

*Série Maroc-Tunisie 1956-1969, sous-série Tunisie (numérotation provisoire)

- volume 365 : Pays A-Afrique (OCAM, Conférence d'Accra, de Casablanca, de Léopoldville, conférence de décolonisation, mouvement pan-africain, syndicalisme africain, Francophonie), 1956-1868.
- volume 371 : Aide américaine, 1960-1962.
- volume 372 : idem, 1964-1969.

- Archives nationales

*Fonds du Secrétariat aux Affaires africaines et malgaches (sous dérogation)

- dossier 685 : suivi de la préparation et du déroulement de la conférence de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) à Niamey en janvier 1968 : notes, presse, dépêches, télégrammes, publications, notes de synthèse, dossier préparatoire sur les questions économiques et de transports (1967-1968).

- dossier 703 : Canada et Québec, organisation de missions pédagogiques, suivi des conférences des ministres de l'Éducation nationale, création d'une agence de coopération culturelle et technique, déroulement de la conférence de Niamey, rivalité entre le Canada et le Québec dans les relations avec l'Afrique : notes, télégrammes, dépêches, presse (1968-1969).
- dossier 724 : Conférence de Niamey de février 1969 sur la Francophonie, suivi du déroulement et des difficultés de constitution d'une délégation québécoise et canadienne : notes, télégrammes diplomatiques (1969).
- dossier 2436 : conférences des ministres de l'Éducation nationale, déroulement, composition des délégations : notes, télégrammes, dépêches, presse, comptes rendus (1964-1969).
- dossier 2817 : conférences de Niamey des ministres de l'Éducation nationale sur la Francophonie en février 1969, invitations, composition des délégations, création d'une agence de coopération technique et culturelle, activité de Jean-Marc Léger, secrétaire exécutif de l'agence : notes, télégrammes, dépêches, presse, avant-projets, correspondance (1967-1969).

- Archives consultées au Canada

- Archives nationales

**Série RG 25 (Ministère des Affaires étrangères) :*

- vol. 8563, dossier 20-AFR, part. 3 : Affaires politiques, Afrique, 1968-1974.
- vol. 8563, dossier 20-AFR/W, part 1 : idem, Afrique de l'Ouest, 1964-1969.
- vol. 8570, dossier 20-GABON, part 2 : idem, Gabon, 1966-1972.
- vol. 8572, dossier 20-IVORY, part 2 : idem, Côte d'Ivoire, 1970-1977.
- vol. 8581, dossier 20-NIGER, part 1 : idem, Niger, 1963-1971.
- vol. 8584, dossier 20-SEN, part 1 : idem, Sénégal, 1963-1975.
- vol. 8596, dossier 20-1-1-10, part 1 à 3 : idem, politique et historique, tendances générales, situation en Afrique, 1963-1969.
- vol. 8597, dossier 20-1-1-10, part 4, idem, idem, idem, 1969-1971.
- vol. 8605, dossier 20-1-2-AFR, part 2 à 5, idem, idem, politique étrangère du Canada et relations, Afrique, 1968-1971.
- vol. 10097, dossier 20-1-2-FR, part 1.1 : idem, idem, idem, France, 1963-1964.
- vol. 10098, dossier 20-1-2-FR, part 1.2 à 4.2 : idem, idem, idem, idem, 1964-1967.
- vol. 10045, dossier 20-1-2-FR, part 5 à 8 : idem, idem, idem, idem, 1967.
- vol. 10046, dossier 20-1-2-FR, part 9 à 16.1 : idem, idem, idem, idem, 1967-1968.
- vol. 10047, dossier 20-1-2-FR, part 16.2 à 18 : idem, idem, idem, idem, 1968-1969.
- vol. 8646, dossier 20-1-2-FR, part 19-20 : idem, idem, idem, idem, 1969.
- vol. 8647, dossier 20-1-2-FR, part 21 à 28 : idem, idem, idem, idem, 1969-1970.

- vol. 8648, dossier 20-1-2-FR, part 29-30 : idem, idem, idem, idem, 1970-1971.
- vol. 8651, dossier 20-1-2-GABON, part 2 : idem, idem, idem, Gabon, 1968-1970.
- vol. 8824, dossier 20-1-2-2-AFR, part 3 : idem, idem, politique étrangère du Canada, relations diplomatiques, 1963-1974.
- vol. 8825, dossier 20-1-2-3, part 1 : idem, idem, idem, relations diplomatiques avec l'Afrique, 1963-1968.
- vol. 8752, dossier 20-1-2-IVORY, part 1-2 : idem, idem, politique étrangère du Canada, Côte d'Ivoire, 1963-1970.
- vol. 8771, dossier 20-1-2-NIGER, part 1 à 3 : idem, idem, idem, Niger, 1963-1971.
- vol. 8782, dossier 20-1-2-SEN, part 2 : idem, idem, idem, Sénégal, 1968-1971.
- vol. 8792, dossier 20-1-2-TUN, part 2 à 4 : idem, idem, idem, Tunisie, 1966-1970.
- vol. 8795, dossier 20-1-2-USA, part 1 : idem, idem, idem, États-Unis, 1963-1964.
- vol. 10842, dossier 20-1-2-USA, part 3-4 : idem, idem, idem, idem, 1965-1966.
- vol. 11427, dossier 20-1-2-USA, part 5 à 8 : idem, idem, idem, idem, 1967.
- vol. 8824, dossier 20-1-2-2-AFR, part 3 : idem, idem, idem, idem, relations diplomatiques, Afrique, 1966-1974.
- vol. 8849, dossier 20-CONGKSA-1-3, part 1 à 3 : idem, idem, tendance de la politique étrangère, Congo (Kinshasa), 1966-1971.
- vol. 8856, dossier 20-FR-1-3, part 1 à 10 : idem, idem, tendance de la politique étrangère, France, 1963-1972.
- vol. 8888, dossier 20-USA-1-3, part 1 à 16 : idem, idem, idem, États-Unis, 1963-1970.
- vol. 8910, dossier 20-FR-1-3-USA, part 1 : idem, France, politique et historique, tendance de la politique étrangère, États-Unis, 1963-1969.
- vol. 8928, dossier 20-USA-1-3-AFR, part 1 : idem, États-Unis, politique et historique, tendance de la politique étrangère, Afrique, 1964-1970.
- vol. 9111, dossier 20-4-OCAM, part 1-2 : idem, organisations et conférences, Organisation commune africaine et malgache, 1965-1972.
- vol. 10089, dossier 20-CDA-9-AFR, part 1-2 : idem, visites, Canada Afrique, 1965-1968.
- vol. 10096, dossier 20-CDA-CHEVRIER, part 1 : idem, idem, *Canadians going abroad*, Lionel Chevrier, 1968.
- vol. 10101, dossier 20-CDA-MARTIN, pt. 7 : idem, idem, idem, Paul Martin, février 1967-novembre 1968
- vol. 9194, dossier 20-IVORY-9, part 2 : idem, idem, Côte d'Ivoire, 1967-1972.
- vol. 9185, dossier 20-GABON-9, part 1 : idem, idem, Gabon, 1964-1970.
- vol. 9203, dossier 20-NIGER-9, part 3 : idem, idem, Niger, 1969-1971.
- vol. 9209, dossier 20-SEN-9, part 3 : idem, idem, Sénégal, 1967-1971.

- vol. 9214, dossier 20-TUN-9, part 3 : idem, idem, Tunisie, 1969-1975.
- vol. 9247, dossier 20-CDA-9-AFR, part 2-3 : idem, idem, Afrique, 1968-1970.
- vol. 10683, dossier 26-1, part 1 à 10 : Francophonie, orientation et développement, 1965-1971.
- vol. 10684, dossier 26-2, vol. 1-2 : idem, admission et participation, 1966-1976.
- vol. 10684, dossier 26-2-CDA, part 1 : idem, idem, Canada, 1966-1972.
- vol. 10686, dossier 26-2-FR, part 1 : idem, idem, France, 1970-1975.
- vol. 10685, dossier 26-2-CDA-PROV, part 1 : idem, idem, Canada, Provinces canadiennes, 1967-1976.
- vol. 10685, dossier 26-2-CDA-QC, part 1-2 : idem, idem, Canada, Canada, Québec et la Francophonie, 1966-1972.
- vol. 10686, dossier 26-4, part 1 : idem, conférences internationales, 1965-1972.
- vol. 10689, dossier 26-4-CME-1968, part 1 à 5 : idem, idem, conférences des Ministres de l'Éducation, 1968, 1966-1969.
- vol. 10690, dossier 26-4-CME-1969, part 1 à 5 : idem, idem, idem, 1969, 1968-1970.
- vol. 10687, dossier 26-4-1969-NIAMEY, part 1 à 11 : idem, idem, Niamey 1969, 1967-1970.
- vol. 10691, dossier 26-4-1970-NIAMEY, part 1 à 6 : idem, idem, Niamey 1970, 1970.
- vol. 10709, dossier 26-6-ACCT-1, part 1 : idem, agences intergouvernementales et associations privées, agence de coopération culturelle et technique, politique et orientation générale, 1969-1974.
- vol. 10710, dossier 26-6-ACCT-2, part 1 : idem, idem, idem, charte : aspects juridiques : statut fédéral et provincial, 1970.
- vol. 10711, dossier 26-6-ACCT-3, part 1 : idem, idem, idem, relations extérieures, 1969-1972.
- vol. 11635, dossier 30-12-FRAN, part 1 et 2 : Francophonie, aide des provinces, 1966-1970.
- vol. 3087, Quebec and International Affairs, 1960-1974 :
 - o dossier 4 : Le Canada et l'Afrique francophone, 1960-1966.
 - o dossier 5-6 : Le Canada (Québec) et l'Europe francophone, cahiers I et II, 1960-1966.
 - o dossier 8 : Association internationale des parlementaires de langue française, préliminaires et réunions à Luxembourg, 17-18 mai 1967.
 - o dossier 9 : Visites d'État de treize pays francophones d'Afrique au Canada à l'occasion de l'Exposition universelle de Montréal, juin-octobre 1967.
 - o dossier 10 : Le Canada et la Francophonie, période de sondage, 1966-1967.
 - o dossier 11 : Conférence des ministres de l'Éducation nationale des États d'expression française d'Afrique et de Madagascar, Libreville, 5-10 février 1968.

- dossier 12 : idem, Paris, 22-23 avril 1968.
- vol. 3088, Quebec and International Affairs, 1960-1974 :
 - dossier 1-2 : Conférence des ministres de l'Éducation nationale des États d'expression française d'Afrique et de Madagascar, Kinshasa, 13-18 janvier 1969.
 - dossier 3 : idem, Paris, 1-4 décembre 1969.
 - dossier 4 : Deuxième Conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française, Niamey, 16-20 mars 1970.
 - dossier 8 : Les relations franco-canadiennes, 1964-1969.
 - dossier 9 : Le Canada et l'Afrique francophone, 1971.
 - dossier 12 : Le Canada et la Francophonie, considérations préliminaires, 1974.
 - dossier 13 : Agence de coopération culturelle et technique, textes juridiques, 1974.
 - dossier 15 : Ouverture du Canada sur le monde francophone, 1960-1970.
 - dossier 16 : Notes on the Quebec working papers on Foreign Relations.
 - dossier 17: La visite du général de Gaulle en 1967, une analyse.

- Archives consultées aux États-Unis

- National Archives and Record Administration

***Série RG 59, Central Foreign Policy File, 1963**

- boîte 3808-3809 : Political Affairs and Relations, Africa
- boîte 3850-3854 : idem, Canada
- boîte 3907-3912 : idem, France
- boîte 3996-3997 : idem, Niger
- boîte 4035-4036: idem, Senegal
- boîte 4060-4068: idem, The Congo
- boîte 4071-4072: idem, Tunisia

***Série RG 59, Central Foreign Policy File, 1964-1966**

- boîte 119-121 : Organisation and Administration
- boîte 1796 : Political Affairs and Relations, Organisations and Alignments, Francophonie and Commonwealth
- boîte 1811-1812 : idem, OCAM
- boîte 1870-1874 : idem, Africa
- boîte 1979-2000 : idem, Canada
- boîte 2168-2189 : idem, France
- boîte 2189-2190 : idem, Gabon
- boîte 2203-2205 : idem, Guinea
- boîte 2370-2371 : idem, Ivory Coast
- boîte 2514-2417 : idem, Niger
- boîte 2647-2650 : idem, Senegal

- boîte 2745-2751 : idem, Tunisia

*Série RG 59, Central Foreign Policy File, 1967-1969

- boîte 339 : Educational Activities, Africa
- boîte 435 : Aid, Canada-The Congo
- boîte 1775-1778 : Political Affairs and Relations, Africa
- boîte 1936-1955 : idem, Canada
- boîte 2088-2105 : idem, France
- boîte 2105 : idem, Francophone
- boîte 2105-2106 : idem, Gabon
- boîte 2239: idem, Ivory Coast
- boîte 2369-2370 : idem, Niger
- boîte 2391-2392 : idem, OCAM
- boîte 2475-2477 : idem, Senegal
- boîte 2539 : idem, The Congo
- boîte 2543-2547 : idem, Tunisia
- boîte 2861 : idem, Organisations and Alignments

*Série RG 59, Central Foreign Policy File, 1970-1973

- boîte 1949 : Political Affairs and Relations, Organisations and Alignments, Francophone
- boîte 1955 : idem, OCAM
- boîte 2031-2036 : idem, Africa
- boîte 2155-2166 : idem, Canada
- boîte 2270-2280 : idem, France
- boîte 2280-2282 : idem, Gabon
- boîte 2504-2505 : idem, Niger
- boîte 2588-2589 : idem, Senegal
- boîte 2632-2635 : idem, Tunisia

*Série RG 59, G. Mennen Williams, Trips Files, 1961-1966

- boîte 22 : Trips Files, Africa-General, janvier-octobre 1961
- boîte 23 : idem, avril-mai 1962
- boîte 24 : idem, février 1963
- boîte 25 : idem, juin-juillet 1963
- boîte 26 : idem, mai 1964, mai-juin 1965 et octobre-novembre 1965
- boîte 28 : Country Files, alphabetical order, 1961-1966
- boîte 29 : Miscellaneous Files, Correspondance with Agencies (AID,, Peace Corps, White House,...), General Substantive, 1961-1966

*Fonds Kennedy

- bobine 98 : The Task Force on Africa, december 31, 1960
- bobine 99 : Country Files-Africa, 1960-1963

Bibliographie

- Aba, Jean-Daniel. *La politique des États-Unis en Afrique francophone au sud du Sahara et ses implications depuis la fin de guerre froide*. Paris, Université Paris I, mémoire de DEA (Sciences politiques), 1994.
- *Les modalités de l'élaboration de la politique américaine en Afrique depuis la fin de la Guerre froide*. Paris, Université Paris I, thèse de doctorat (Sciences politiques), 2002.
- "Washington face aux conflits africains", *Géopolitique africaine*, no 7-8, (2002), édition électronique : www.african-geopolitics.org
- Almeida-Topor, Hélène (d'). *L'Afrique au XX^{ème} siècle*. Paris, Armand Colin, 1993.
- et Lakroum, Monique. *L'Europe et l'Afrique. Un siècle d'échanges économiques*. Paris, Armand Colin, 1994.
- Ambramovici, Pierre. "L'activisme militaire de Washington en Afrique", *Le Monde diplomatique*, (juillet 2004). p. 14-15.
- "Le cas du Mali", *Le Monde diplomatique*, (octobre 2004). p. 15.
- Adda, Jacques et Smouts, Marie-Claude. *La France face au Sud. Le miroir brisé*. Paris, Karthala, 1989.
- Ageron, Charles-Robert et Michel, Marc (s/dir.). *L'Afrique noire française : l'heure des indépendances*. Paris, CNRS Éditions, 1990.
- *La décolonisation française*. Paris, Armand Colin, 1991.
- Aicardi de Saint-Paul, Marc. *La politique africaine des États-Unis*. Paris, Economica, 1984.
- Anderegg, Anton. *France's Relationship with Sub-Saharan Africa*. Westport, Praeger, 1994.
- Auvigne F. (s./dir.). *La Francophonie et la politique extérieure de la France*. Paris, ENA, 1981.
- Ba, Abdoul, Koffi, Bruno et Sahli, Fethi. *L'Organisation de l'unité africaine. De la charte d'Addis-Abeba à la convention des Droits de l'Homme et des peuples*. Paris, Éditions Silex, 1984.
- Baldwin, David A. *Foreign Aid and American Foreign Policy, a documentary Analysis*. New York, Praeger, 1966.
- Balthazar, Louis. *Trente ans de politique extérieure du Québec, 1960-1990*. Sillery, Septentrion, 1993.

- Barrat, Jacques. *Géopolitique de la Francophonie*. Paris, PUF, 1997.
- et Moisei, Claudia. *Géopolitique de la Francophonie. Un nouveau souffle ?* Paris, La documentation française, no 5195, 2004.
- Bastien, Frédéric. *Relations particulières : la France face au Québec après de Gaulle*. Montréal, Boréal, 1999.
- Basset, Claude. *La politique étrangère canadienne dans un ordre international en mutation : une volonté de se démarquer ?* Sainte-Foy, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1992.
- Bernier, Luc. *De Paris à Washington. La politique internationale du Québec*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996.
- Berstein, Irvine. *Guns and Butter*. New York, Oxford University Press, 1996.
- Biarnès, Pierre. *Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand*. Paris, Armand Colin, 1987.
- Black, David, Thérien, Jean-Philippe et Clark, Andrew. "Moving with the crowd : Canadian aid to Africa", *International Journal*, vol. 51, (1996). p. 259-286.
- Black, Eldon. *Direct Intervention: Canada-France Relations, 1967-1974*. Ottawa, Carleton University Press, 1996.
- Bosher, John. *The Gaullist Attack on Canada, 1967-1997*. Montréal, McGill University Press, 1999.
- Bostock, William. *Francophonie: Organization, Coordination, Evaluation*. Melbourne, River Seine Publications, 1986.
- Bothwell, Robert. *The Big Chill: Canada and the Cold War*. Concord, Ontario, Irvine Publishing, 1998.
- Bourgi, Albert. *La politique française de coopération en Afrique : le cas du Sénégal*. Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1979.
- Bourgi, Robert. *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*. Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1980.
- Branch, Taylor. *Parting the Waters : America in the King Years, 1954-1963*. New York, Touchstone, 1989.
- *Pillar of Fire : America in the King Years, 1963-1965*. New York, Touchstone, 1999.

Brands, H. W. "India and Pakistan in American Strategic Planning, 1947-1954: The Commonwealth as a Collaborator", *Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 15, (1986). p. 41-54.

-- *The Wages of Globalism : Lyndon Johnson and the Limits of American Power*. New York, Oxford University Press, 1995.

-- *The Foreign Policies of Lyndon Johnson. Beyond Vietnam*. College Station, Texas A&M University Press, 1999.

Bridges, Roy (s./dir.). *Imperialism, Decolonization and Africa*. New York, Palgrave, 2000.

Brokensha, David W. "African Studies in United States", *African Studies Bulletin*, vol. IX, no 1, (avril 1966). p. 38-80.

Campbell, Bonnie. *Les enjeux de la Bauxite. La Guinée face aux multinationales de l'aluminium*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1983.

Carignan, Gilles et Lamothe Pierre. *La Francophonie est-elle mal partie ?* Sainte-Foy, Québec, Centre québécois de relations internationales, 1972.

Chaigneau, Pascal. *La politique militaire de la France*. Paris, CHEAM (Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes), 1984.

Chatton, Pierre-François. *Le défi francophone*. Bruxelles, Paris, Bruylart, LGDJ, 1991.

Charleton, Mark W. *The Making of Canadian Food Aid Policy*. Montréal, McGill university Press, 1992.

Chauderson, Robert. *La Francophonie : représentations, réalités, perspectives*. Paris, Institut d'études créoles et francophones, 1991.

Chikh, Slimane. *Maghreb et francophonie*. Paris Economica, 1988.

Chipman, John. *French Power in Africa*. Oxford, New York, Basil Blackwell, 1989.

Chneguir, Abdelaziz. *La politique extérieure de la Tunisie, 1956-1987*. Paris, L'Harmattan, 2004.

Chukwumerije, Ibezim. *The New Frontier in Africa, 1961-1963*. Stony Brook, State University of New York at Stony Brook, Ph.D. (Political Science), 1976.

Cizel, Annick. "The Eisenhower Administration and Africa", *Annales du monde anglophone*, vol. 1, no. 1, (1995), p. 21-38.

Clark, Andrew. *Coordonnée ou improvisée ? La politique canadienne envers l'Afrique sub-saharienne dans les années 80*. Ottawa, Institut Nord-Sud, 1991.

Clarkson, Stephen. *An Independent Foreign Policy for Canada*. Toronto, McClelland and Stewart, 1968.

Cohen, Warren et Tucker, Nancy B. (s./dirs.). *Lyndon Johnson confronts the World, 1963-1968*. Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Cogan, Charles. *Oldest allies, guarded friends : the United States and France since 1940*. Westport, Praeger, 1994.

Conac, Gérard (s./dir.). *La coopération multilatérale francophone : conférences et débats*. Paris, economica, 1987.

Coquery-Vidrovitch, Catherine, Forest, Alan et Weiss, Herbert (dirs.). *Rébellions et révolutions au Zaïre, 1963-1965*. Paris, L'Harmattan, 1987, 2 tomes.

Coquery-Vidrovitch, Catherine et Moniot, Hubert. *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*. Paris, PUF, 1992 (1984).

Coulombe, Françoise. *L'Agence de coopération culturelle et technique*. Ottawa, Bibliothèque du Parlement, 1990.

Costiglia, Franck. *France and United States. The cold Alliance since World War II*. New York, Twayne Publishers, 1992.

Couve de Murville, Maurice. *Une politique étrangère*. Paris, Plon, 1971.

Dallek, Robert. *Lone Star Rising : Lyndon Johnson and his Time, 1908-1960*. New York, Oxford University Press, 1991.

-- *Flawed Giant : Lyndon Johnson and his Time, 1961-1973*. New York, Oxford University Press, 1998.

Deleuze, Magali. *L'un et l'autre indépendance, 1954-1964 : les médias québécois et la guerre d'Algérie*. Montréal, Édition Point de fuite, 2001.

Delvoie, Louis. "Bilateralism in Foreign Policy : Canada and the Maghreb Countries", *Canadian Foreign Policy*, vol. 4, no 2, (1996). P. 55-69.

Deniau, Xavier. *La Francophonie*. Paris, PUF, QSJ 2111, 1995 (1988).

Desouches, Christine. "Difficile gestation d'un ensemble cohérent", *Géopolitique africaine*, no 2, (1986), p. 105-126.

Devey, Muriel. *La Guinée*. Paris, Karthala, 1997.

Divine, Robert. *Exploring the Johnson Years : Foreign Policy, the Great Society, and the White House*. Austin, University of Texas Press, 1981.

-- *The Johnson Years*. Volume Two : *Vietnam, The Environment, and Science*. Lawrence, University Press of Kansas, 1987.

-- *The Johnson Years*. Volume Three : *LBJ at Home and Abroad*. Lawrence, University Press of Kansas, 1994.

Domergue-Cloarec, Danielle. *La France et l'Afrique après les indépendances*. Paris, Sedes, 1994.

Donahue, William. *Canadian Foreign Aid Policy 1965-1974*. Edmonton, Alta, 1976.

Donneur, André et Soldatos, Panayotis (s./dir.). *Le Canada entre le monde et les États-Unis : un pays en quête d'une politique étrangère renouvelée*. York, Captus Press, 1988.

Duigan, Peter et Gann, L. H. *Les États-Unis et l'Afrique, une histoire*. Paris, Economica, 1990 (1984).

Durand, Pierre-Michel

Alliance objective, méfiances réciproques : les États-Unis, la France et l'Afrique noire dans les années 60. Paris, Université Paris III, thèse de doctorat (Histoire), 2003.

Duroselle, Jean-Baptiste (mélanges en l'honneur de). *Enjeux et puissances : pour une histoire des relations internationales au XX^{ème} siècle*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.

Emerson, Rupert. *Africa and United States Policy*. Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall, 1967.

English, John. *The Worldly Years. The life of Lester Pearson, 1949-1972*. Toronto, First Vintage Books Canada Edition, 1993.

English, John et Hillmer, Norman (s./dir.). *Making a difference ? Canada's Foreign Policy in a Changing World Order*. Toronto, Lester Publishing Limited, 1992.

El Machat, Samya. *Les États-Unis et l'Afrique du Nord "française" (1945-1962)*. Tome 2 : *Les États-Unis et la Tunisie. De l'ambiguïté à l'entente, 1945-1959*. Paris, L'Harmattan, 1996.

Fage, John Donnelly. *An Atlas of African History*, London, E. Arnold, 1970 (1958).

Farandjis, Stélio. *Francophonie et humanisme : débats et combats*. Paris, Édition Tougui, 1989.

Findlay, Trevor. *The Blue Helmet's First War ? Use of Force by the UN in the Congo 1960-1964*. Clementsport, the Canadian Peacekeeping Press, 1999.

Fluchard, Claude et Salifou, André. *L'Europe et l'Afrique du XV^{ème} siècle aux indépendances*. Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1987.

Foccart, Jacques. *Journal de l'Élysée*. Tome I : *Tous les soirs avec de Gaulle, 1965-1967*. Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

-- *Journal de l'Élysée*. Tome II : *Le Général en mai, 1968-1969*. Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

-- *Journal de l'Élysée*. Tome III : *Dans les bottes du Général, 1969-1971*. Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

-- *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*. Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995-1997, 2 tomes.

Freeman-Grenville, G. S. P. *The New Atlas of African History*. New York/Toronto, Simon & Schuster, 1991.

Frégault, Guy. *Chronique des années perdues*. Montréal, Léméac, 1976.

Froelich, J. C. "Les États-Unis et l'Afrique noire", *Revue de défense nationale*, vol 21, no 11, (1965), p. 1712-1728.

Gellar, Sheldon. *Senegal, an African Nation between Islam and the West*. Boulder, Westview, 1995.

Gendron, Robin. "Educational Aid to French Africa and the Canada-Quebec dispute over foreign policy in the 1960s", *International Journal*, vol. 56, (2000). p. 19-36.

-- *Shifting Priorities : the evolution of Canada's relations with French Africa, 1945-1968*. Calgary, University of Calgary, Ph. D. (Histoire), 2001.

Gibbs, David. *The Political Economy of Third World Intervention. Mines, Money and U.S. Policy in the Congo Crisis*. Chicago, the University of Chicago Press, 1991.

Glélé Ahanhanzo, Maurice. *Introduction à l'Organisation de l'unité africaine et aux organisations régionales africaines*. Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1986.

Granatstein, J. L. et Bothwell, Robert. *Pirouette: Pierre Elliott Trudeau and Canadian Foreign Policy*. Toronto, University of Toronto Press, 1990.

Gonidec, Pierre-François. *L'OUA trente ans après, l'unité africaine à l'épreuve*. Paris, Karthala, 1993.

Grimaud, Nicole. *La Tunisie à la recherche de sa sécurité*. Paris, PUF, 1995.

- Gifford, Prosser et Louis, W.M. Roger. *The Transfer of Power in Africa. Decolonization, 1940-1960*. New Haven, Yale University Press, 1982.
- *Decolonization and African Independence. The Transfer of Power, 1960-1980*. New Haven, Yale University Press, 1988.
- Guillaume, Pierre. *Itinéraires canadiens, 1970-1990*. Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1992.
- Guillou, Michel. Une politique africaine pour la France. *Paris, Albatros, 1984*.
- la Francophonie s'éveille. *Paris, Berger-Levrault, 1988*.
- La Francophonie, nouvel enjeu mondial. *Paris, Hatier, 1993*.
- Hamel, Réginald. *Introduction à la Francophonie*. Montréal, 1989.
- Heale, M. J. *The Sixties in America. History, Politics and Protest*. Edinburgh, Edinburgh University Press 2001.
- Hero, Alfred Olivier et Balthazar, Louis. *Contemporary Quebec and the United States, 1960-1985*. Cambridge/Lanham, Center for International Affairs, Harvard University, University Press of America, 1988.
- Héту, Sylvain. *La politique africaine de Kennedy (1961-1963) : une étude du processus décisionnel sur l'intervention au Congo*. Montréal, Université de Montréal, M.A. (Histoire), 2001.
- Houda-Pépin, Fatima. *La Francophonie : Quelle Francophonie, un point de vue africain*. Montréal, LMRI, 1987.
- Houndjahoué, Michel. *Une étude de la coopération bilatérale entre le Canada et les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest, 1960-1975*. Québec, Université Laval, Ph. D. (Histoire), 1981.
- Institut Charles de Gaulle et Institut du Droit de la Paix et du Développement. *De Gaulle et le Tiers-Monde*. Paris, Édition A. Pedone, 1983.
- Institut d'études politiques de Bordeaux, Centre d'Étude d'Afrique noire. *La politique africaine du Général de Gaulle (1958-1969)*. Actes du Colloque organisé par le Centre bordelais d'études africaines, le Centre d'étude d'Afrique noire, Institut Charles de Gaulle, Bordeaux 19-20 octobre 1979, Paris, Éditions A. Pedone, 1980.
- Jacomy-Millette, Annemarie. *Francophonie et Commonwealth : mythe ou réalité ?* Québec, Centre québécois de relations internationales, 1977.
- Jauvert, Vincent. *L'Amérique contre de Gaulle. Histoire secrète, 1961-1969*. Paris, Seuil, 2000.

Jeanneney, Jean-Marcel. *Une mémoire républicaine. Entretiens avec Jean Lacouture*. Paris, Seuil, 1997.

Jewsiewiki, Bogumil. "Études africaines : France, États-Unis", *Le Débat*, vol. 118, (2002). p. 66-76.

Kamto, Maurice, Ponti, Jean-Emmanuel et Zang, Laurent. *L'OUA : rétrospective et perspectives africaines*. Paris, Economica, 1990.

Kaspi, André. *Les 1000 jours d'un Président*. Paris, Armand Colin, 1993 (1978).

-- *Les Américains. Tome 2 : Les États-Unis de 1945 à nos jours*. Paris. Seuil, 1986.

Kazadi, Ntole. *L'Afrique afro-francophone*. Aix-en Provence, Institut d'études Créoles et Francophones, Université de Provence, Didier Diffusion, 1991.

Kelly, Sean. *American's Tyrant. The CIA and Mobutu of Zaïre*. Washington, The American University Press, 1993.

Kessler, Marie-Christine. *La politique étrangère de la France. Acteurs et processus*. Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

Kimaru, Christopher M. *International Charity for Self Interest : US Foreign Policy toward tropical Africa in the 1980s*. New York, Nova Science Publishers, 1996.

Kouassi, Kwam. *Organisations internationales africaines*. Paris, Berger-Levrault, 1987.

Kunz, Diane B. (s./dir.). *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*. New York, Columbia University Press, 1994.

Lacroix-Riz, Annie. *Les protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington*. Paris, L'Harmattan, 1988.

Laïdi, Zadi. *Les contraintes d'une rivalité. Les superpuissances et l'Afrique (1960-1985)*. Paris, La Découverte, 1986.

Lamothe, Jean-Luc. *La Francophonie internationale : un regard critique portant sur la dynamique nord-sud*. Québec, Université Laval, M. A. (Géographie), 1993.

Laronce, Cécile. *Nkrumah, le panafricansime et les États-Unis*. Paris, Karthala, 2000.

Le Scouarnec, François-Pierre. *La Francophonie*. Montréal, Boréal Express, 1997.

Lefèvre, Marine. *De Gaulle et le Québec*. Paris, Université Paris IV, maîtrise (Histoire), 1996.

Léger, Jean-Marc. *La Francophonie, grand dessein, grande ambiguïté*. Montréal, Hurtubise HMH, 1987.

-- *Le temps dissipé : souvenirs*, Montréal, Hurtubise HMH, 1999.

Lemarchand, Philippe (s./dir.). *L'Afrique et l'Europe. Atlas du XX^{ème} siècle*. Paris, éditions Complexe, 1994.

Lescop, Renée. *Le pari québécois du général de Gaulle*. Montréal, Boréal Express, 1981.

Lewis, William. "The United States and Africa", *Twonson State Journal of International Affairs*, vol. 18, (1983). p. 11-18.

Leymarie, Philippe. "Djibouti entre superpuissance et superpauvreté", *Le Monde diplomatique*, (mars 2003). p. 21.

Lisée, Jean-François. *Dans l'œil de l'aigle : Washington face au Québec*. Montréal, Boréal, 1990.

Luendu, K. B. *La presse belge francophone face à la crise congolaise de 1958 à 1963*. Montréal, Université de Montréal, Ph. D. (Histoire), 1979.

Luthard, Stéphane. *La coopération multilatérale francophone*. Montréal, Université de Montréal, M. A. (Sciences politiques), 1992.

Lyon, Peyton V. et Ismael, Tareq. *Canada and the Third World*. Toronto, Macmillan of Canada, 1976.

M'Bokolo, Elikia. *L'Afrique au XX^{ème} siècle*. Paris, Seuil, 1985.

-- *Afrique noire. Histoire et Civilisations*. Paris, Hatier/AUPELF, 1992, 2 tomes.

MacKay, Vernon. *Africa in United States*. New York, MacFadden Student Edition, 1967.

MacNamara et Francis Terry. *France in Black Africa*. Washington, National Defense University Press Publications, 1989.

Maga, Timothy. *John F. Kennedy and the New Frontier Diplomacy, 1961-1963*. Malabar, Floride, Krieger Publishing Company, 1994.

Mahant, Edelgard et Mount, Graemes S. *An Introduction to Canadian-American Relations*. Scarborough, Nelson Canada, 1989.

-- *Invisible and Inaudible in Washington. American Policies toward Canada*. Vancouver, UBC Press, 1999.

Mahoney, Richard. *The Kennedy policy in the Congo 1961-1963*. Baltimore, School of Advanced International Studies, The Johns Hopkins University, Ph. D (Political Science), 1980.

-- *JFK : New Ordeal in Africa*. Oxford, Oxford University Press, 1983.

Malone, Mark. *La Francophonie, 1965-1971, un cadre institutionnel ; reflets des réalités francophones*. Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1971.

Mandjouhou Yolla, Eustache. *La politique étrangère du Gabon*. Paris L'Harmattan, 2003.

Manning, Patrick. *Francophone Sub-Saharan Africa, 1880-1995*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998 (1988).

Maradeix, Marie-Stéphane. *Les ONG américaines en Afrique : activités et perspectives de trente organisations non gouvernementales*. Paris, Syros-Alternatives, 1990.

Martin, Guy. "Francophone Africa in the Contexte of Franco-African Relations", in Harbeson, John W. et Rothchild, Donald (s./dirs.), *Africa in World Politics Post-Cold War Challenges*. Boulder, WestView Press, 1995. p. 163-188.

Martin, Thomas. "Defending a Lost Cause ? France and the U. S. Vision of Imperialism in North French Africa, 1945-1956", *Diplomatic History*, vol. 26, (2002). P. 215-148.

Massart-Picart, Françoise (s./dir.). *La langue, vecteurs d'organisation internationale*. Louvais-La-Neuve, Édition Acadie, 1993.

Melakopides, Costas. *Pragmatic Idealism. Canadian Foreign Policy, 1945-1995*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1998.

Mélandri, Pierre et Ricard, Serge (s./dirs.). *Les relations franco-américaines au XX^e siècle*. Paris, L'Harmattan, 2003.

Menthon, Pierre de. *Je témoigne : Québec 1967, Chili 1973*. Paris, Éditions du Cerf, 1979.

Monière, Denis. *Le développement des idéologies au Québec : des origines à nos jours*. Montréal, Québec-Amérique, 1977.

Montenero, Vincent. *Quebec and la Francophonie : the Development of Quebec's External Relations with other French Speaking Communities*. Kingston, Queen's University, M. A. (Histoire), 1981.

Morin, Claude. *L'art de l'impossible : la diplomatie québécoise depuis 1960*. Montréal, Boréal, 1987.

-- *Les choses comme elles étaient*. Montréal, Boréal, 1994.

Morin, Jacques-Yvan. "Le développement africain : l'engagement du Québec", *Revue canadienne d'études africaines*, vol. 18, no 2, (1984). p. 423-428.

-- "La personnalité internationale du Québec", *Revue québécoise de droit international*, vol. 1, (1984). p. 163-304.

Munene, Macharia G. Nyunnya, J. D. Olewe et Adar, Korwa G. *The United States and Africa from Independence to the End of the Cold-War*. Nairobi, East African Educational Publishers, 1995.

Nielsen, Waldemar. *The Great Powers and Africa*. New York, Praeger, 1969.

Noda, Shiro. *Entre l'indépendance et le fédéralisme : la décennie marquante des relations internationales du Québec, 1970-1980*. Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université Laval, 2001.

Noer, Thomas. *Cold War and Black Liberation. The United States and White Rule in Africa, 1958-1968*. Columbia, University of Missouri Press, 1985.

Nouailhat, Yves-Henri. *Le Québec de 1944 à nos jours*. Paris, Imprimerie nationale, 1992.

Nouaille-Degorce, Brigitte. *La politique française de coopération avec les états africains et malgaches au Sud du Sahara, 1958-1978*. Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN), thèse de doctorat (Sciences politiques), 1982.

Nwaubani, Ebere. *The United States and Decolonization in West Africa, 1950-1960*. Rochester, The University of Rochester Press, 2001.

-- "The United States and the Liquidation of European Colonial Rule in Tropical Africa, 1941-1963", *Cahier d'études africaines*, vol. 43, (2003). p. 505-551.

O'Ballance, Edgar. *The Congo-Zaire Experience, 1960-1968*. Londres, MacMillan Press, 2000.

Ogene, Chidozie F. *Interests Groups and the Shaping of Foreign Policy. Four Cases of United States African Policy*. New York, St. Martin's Press, 1983.

Ouellet, Éric. *Québec et la Francophonie*. Québec, Université Laval, M.A. (sciences politiques), 1994. 137 p.

Oyono, Dieudonné. *Avec ou sans la France ? La politique du Cameroun depuis 1960*. Paris, L'Harmattan, 1990.

Painchaud, Paul (s./dir.). *Le Canada et le Québec sur la scène internationale*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1977.

-- *De Mackenzie King à Pierre Elliott Trudeau : Quarante ans de diplomatie canadienne, 1945-1985*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1989.

Paterson, Thomas G. *Kennedy's Quest for Victory*. New York, Oxford University Press, 1989.

Patry, André. *Le Québec dans le monde*. Montréal, Léméac, 1980.

Peiser, G. "L'aide américaine à l'Afrique noire", *Annales africaines*, (1965). p. 95-120.

Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle.*, Paris, Éditions du Fallois/Fayard, 1994-2000, 3 tomes.

-- *De Gaulle et le Québec*. Montréal, Stanké, 2000.

Philip, Christian. "Le général de Gaulle et l'institutionnalisation de la Francophonie", *Études gaulliennes*, vol. 7, no 26, (1986). p. 27-39.

-- "L'institutionnalisation de la Francophonie", *Revue de droit public et de science politique*, vol. 100, no 1, (1988). p. 47-76.

Portes, Jacques. *Le Canada et le Québec au XX^{ème}*. Paris, Armand Colin, 1994.

Prévost, Philippe. *La France et le Canada d'une guerre à l'autre, 1918-1944*. St-Boniface, Manitoba, Édition du Blé, 1994.

Ranjeva, Raymond. *La succession d'organisations internationales en Afrique*. Paris, A. Pedone, 1978.

Rioux, Jean-Pierre. *La Guerre d'Algérie et les Français*. Paris, Fayart, 1990.

Robertson, Gordon. *Memoirs of a very Civil Servant. Mackenzie King to Pierre Trudeau*. Toronto, University of Toronto Press, 2000.

Ropivia, Marc-Louis. "Géopolitique et francophonie", *Afrique 2000*, Institut panafricain de relations internationales, vol. 6, (1991). p. 13-31.

Rosner, Jeffrey. "*Francophonie*" as a pan-movement : the Politics of Culture Affinity. Baltimore, School of Advanced International Studies, The Johns Hopkins University, Ph. D. (Political Science), 1969.

Rostow, W. W. *Eisenhower, Kennedy and Foreign Aid*. Austin, University of Texas Press, 1985.

Roy, Jean-Louis. *La Francophonie : l'émergence d'une alliance*. LaSalle, Québec, Hurtubise, 1989.

-- *La Francophonie : le projet communautaire*. LaSalle, Québec, Hurtubise, 1993.

-- *Mondialisation, développement et culture : la médiation francophone*. LaSalle, Québec, Hurtubise, 1995.

Ruttan, Vernon W. *United States Development Assistance Policy. The Domestic of Foreign Policy Economic Aid*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1996.

Saideman Stephen. *The Ties that Divide. Ethnicity, Foreign Policy, and International Conflict*. New York, Columbia University Press, 2001.

Saint-Antoine, G. *Les motivations de la politique extérieure canadienne à l'égard de l'Afrique francophone 1960-1990*. Montréal, UQAM, M. A. (Sciences politiques), 1992.

Saint-Robert, Philippe de. "Une idée neuve : la Francophonie", *Hérodote*, no 42, (1986). p. 127-139.

-- *La cause du français : du service de la langue française à la naissance de la Francophonie*. Paris, Place-Royal, 1987.

Salon, Albert. *L'action culturelle de la France dans le monde*. Paris, Fernand Nathan, 1983.

Sauvageau, Lyne. *De l'école au marché : 30 années de relation du Québec avec l'Afrique 1960-1990*. Québec, Université Laval, M. A. (Histoire), 1992.

Schatzberg, Michael. *Mobutu or Chaos ? The United States and Zaire, 1969-1990*. Lanham, University of America, 1991.

Schlegel, John P. *The Deceptive Ash: Bilingualism in Canadian Foreign Policy in Africa, 1957-1971*. Washington Press of America, 1978.

Schlesinger, Arthur. *Les Mille jours de Kennedy*. Paris, Denoël, 1966.

Schraeder, Peter. "Speaking with many voices: Continuity and Change in US African Policies", *Journal of modern African Studies*, vol. 29, no 3, (septembre 1991). p. 373-412.

-- *United States Foreign Policy toward Africa. Incrementalism, Crisis and Change*. Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

-- "Cold War to Cold Peace : Explaining U. S.-French Competition in Francophone Africa", *Political Science Quarterly*, vol. 115, no 3, (2000). p. 395-419.

Sellier, Jean. *Atlas des peuples d'Afrique*. Paris, La Découverte, 2003.

Senghor, Léopold Sédar. "Le français, langue de culture", *Esprit*, (1962), p. 840-856.
-- *Ce que je crois*. Paris, Grasset, 1988.

Servant, Jean-Christophe. "Une priorité géostratégique. Offensive sur l'or noir africain", *Le Monde diplomatique*, (mars 2003). p. 19.

Singh, Daleep. "La Francophonie: Genesis, Growth and Implications", *Africa Quaterly*, vol. 34, no 1, (1994). p. 45-65.

Smith, Stephen. "Afrique noire: le duel Washington-Paris", *Politique internationale*, vol. 63, (1994). p. 355-367.

Sorensen, Theodore. "Let the World Go Forth" : *The Speeches, Statements and Writing of John F. Kennedy*. New York, Delacorte Press, 1988.

Soutou, Georges-Henri. *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*. Paris, Fayard, 2001.

Staniland, Martin. *American Intellectuals and African Nationalists 1955-1970*. New Haven, Yale University Press, 1991.

Stryker, J. Dirck et Tuluy Hasan A. "Assistant to Ghana and the Ivory Coats", in Krueger Anne, Michalopoulos, Constantine, Ruttan, Vernon (s./dir.), *Aid and Development*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1989. p. 269-302.

Tano, Bruno N'gba. *Le rôle du Québec dans les activités de coopération entre le Canada et l'Afrique francophone (1973-1983)*. Montréal, UQAM, M. A. (Histoire), 1988.

Tardi, Jean. "Le Québec et la Francophonie", *Quebec Studies*, no 7, (1988). p. 1-27.

Tardif, Jean. "La Francophonie institutionnelle et le Québec", *Revue québécoise de droit international*, vol. 1, (1984). p. 11-44.

Tétu, Michel. *La Francophonie. Histoire, problématique, perspectives*. Montréal, Guérin universitaire, 1992 (1987).

-- *Qu'est-ce que la Francophonie ?* Paris, Hachette, 1997.

Thérien, Jean-Philippe. *La Francophonie, un espace en émergence dans la politique étrangère canadienne*. Montréal, Université de Montréal, 1991.

-- "Déterminants internes et externes de la participation canadienne à la Francophonie", *Revue d'études canadiennes*, vol. 26, no 4, (1992). p. 53-74.

-- "Cooperation and Conflict in la Francophonie", *International Journal*, vol. 48, no 3, (1993). p. 492-503.

-- et Luthard, Stéphane. "La Francophonie entre le Nord et le Sud", *Revue internationale de politique comparée*, vol. 1, no 2, (1994). p. 183-200.

Thomson, Dale. *Jean Lesage et la Révolution tranquille*. Saint-Laurent, Québec, Trécaré, 1984.

-- *De Gaulle et le Québec*, Saint-Laurent, Québec, Trécaré, 1990.

Touscoz, Jean. "La "normalisation" de la coopération bilatérale de la France avec les pays africains "francophones" (aspects juridiques)", *Étude internationale*, vol. 5, (1974). p. 205-225.

Tournon, Jean et Bernard, André. *La Francophonie et le Canada*. Talence, Centre d'études canadiennes de Saint-Martin d'Hères, association d'études canadiennes, 1992.

Traisnel, Christophe. *Francophonie, francophonisme. Groupe d'aspiration et forme d'engagement*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1998.

Turner, Thomas. *Éthnogénèse et nationalisme en Afrique central. Aux racines de Patrice Lumumba*. Paris. L'Harmattan, 2000.

Tshiyembe, Mwagita (s./dir.). *Francophonie et géopolitique africaines*. Actes du colloque, 23-25 avril 1987, Paris Sorbonne, Paris, Éditions Okem, 1987.

Ugboaja Ohaegbulam, Festus. "Africa and Superpowers Rivalry: Prospects for the Future and Possible Remedies", *Journal of African Studies*, vol. 8, (1981). p. 163-175.
 -- "Containment in Africa from Truman to Reagan", *TransAfrica Forum*, vol. 6, no 1, (1988). p. 7-33.

Vaïsse, Maurice. *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle*. Paris, Seuil, 1998.

Van Walraven, Klaas. *Dreams of Power. The role of the Organization of African Unity in the politics of Africa, 1963-1993*. Aldershot, Ashgate, ASC Research Series no. 13, 1999.

Vernant, Jacques. "Les limites d'une coopération franco-américaine", *Politique étrangère*, vol. 36, (1971). p. 707-721.

Wauthier, Claude. "Grandes manœuvres françafricaines", *Le Monde diplomatique*, (mai 2003). p. 12-13.

-- *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*. Paris, Seuil, 1995.

Weinstein, Brian. "Francophonie : a language-based movement in world politics", *International Organization*, vol. 30, (1976). p. 485-507.

Weisman, Stephen. *American Foreign Policy in the Congo, 1960-1964*. Ithaca, Cornell University Press, 1974.

White, Mark J. "Introduction: A New Synthesis for the New Frontier", in White, Mark J. (s./dir.), *Kennedy: The New Frontier Revisited*. Londres, MacMillan Press, 1998. p. 1-17.

Winsome, Leslie. *Continuity and Political Change in an Oppressive State*. Boulder, Westview Press, 1993.

Witte, Ludo de. *L'assassinat de Patrice Lumumba*. Paris, Karthala, 2000.

Yansané, Aguibou. *Decolonization in West African States with French Colonial Legacy. Comparison and Contrast : Development in Guinea, the Ivory Coast, and Senegal*. Cambridge, Shenkman Publishing Company, 1984.

Zimmerman, Robert F. *Dollars, Diplomacy, and Dependency. Dilemmas of U.S. Economic Aid*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1993.

Zorgbibe, Charles. "De la politique africaine des États-Unis", *Géopolitique africaine*, no 1, (2001), édition électronique : www.african-geopolitics.org

-- "De Beyrouth à Washington : le défi de la francophonie politique", *Géopolitique africaine*, no 9, (2003), édition électronique : www.african-geopolitics.org

Zoubir, Yahia. "Algeria and the U. S. interests : Containing radical Islam and promoting Democracy", *Middle East Policy*, vol. 9, (2002). P. 64-81.

-- "The U.S. Conflict in the Maghreb", *Journal of North African Studies*, vol. 2, no 3, (1997). p. 10-42.

-- "U. S. and Soviet Policies towards France in North Africa", *Canadian Journal of History*, vol. 30, (1995). p. 439-466.

Zucarelli, François. *La vie politique sénégalaise (1940-1988)*. Paris, La Documentation française, 1988.

Wack, Thiam. *La Francophonie : nouvel instrument de coopération multilatérale*. Montréal, UQAM, M. A. (Sciences politiques), 1991. 124 p.